



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

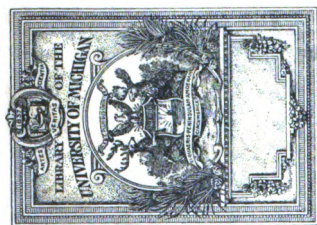
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



FROM THE LIBRARY OF
Professor Karl Heinrich Rau
OF THE UNIVERSITY OF HEIDELBERG
PRESENTED TO THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
BY
Mr. Philo Parsons

OF DETROIT

1281

3/24/71
HJ

103

.A6

ANNUAIRE
INTERNATIONAL
DU CRÉDIT PUBLIC

Paris. — Imprimerie de P.-A. Bourdier et C^{ie}, rue Mazarine, 30.

11944

Annuaire
International

ANNUAIRE



INTERNATIONAL

DU CRÉDIT PUBLIC

Pour 1859

- I. Finances publiques. — II. Institutions de crédit.
III. Chemins de fer.
IV. Grandes compagnies. — V. Jurisprudence financière.
VI. Commerce international.**

PAR J.-E. HORN

Première Année.

PARIS

GUILLAUMIN ET C^{ie}, LIBRAIRES-ÉDITEURS

*Du Journal des Économistes, de la Collection des principaux
Économistes, du Dictionnaire de l'Économie politique, etc.*

RUE RICHELIEU, 14

1859

PRÉFACE.

L'*Annuaire* que nous publions aujourd'hui pour la première fois, ne s'adresse pas seulement aux financiers et au monde d'affaires. La première partie (*Finances publiques*), comprenant la moitié du volume, sera consultée avec fruit — nous pensons — par l'homme d'État, le législateur, l'économiste et par tous ceux qui s'intéressent au maniement des deniers publics, à l'organisation et à la situation financières des divers États. Nous nous sommes appliqué également, dans la seconde partie (*Institutions de Crédit*) et dans la troisième (*Chemins de fer*), à donner surtout des renseignements qui aient un intérêt général et qui soient de nature à présenter un tableau fidèle des opérations de crédit et des grandes entreprises d'utilité publique dans les deux mondes. La quatrième et dernière partie (*Grandes Compagnies; Jurisprudence financière; Commerce international*) contient, dans un cadre restreint, une série de renseignements dont l'intérêt et l'utilité pratique pour les lecteurs auxquels nous nous adressons, ne sauraient être douteux.

Les renseignements que contient l'*Annuaire* ont presque tous été puisés aux sources premières et authentiques. Ils s'appliquent spécialement aux exercices 1858 et 1859 ; souvent pourtant, très-souvent même, il nous a paru utile de les faire précéder des données rétrospectives embrassant une série plus ou moins longue d'exercices antérieurs. Les sources officielles et autres aux-

PRÉFACE.

elles nous demandions nos renseignements, ne coulent pas tous et partout avec la même abondance ; tantôt nous avons eu regretter le manque des données les plus essentielles ; tantôt elles se présentèrent si nombreuses et si variées que nous n'avions que l'embarras du choix. Il nous aurait donc été impossible, par cette raison déjà, de traiter tout à fait avec le même développement proportionnel, les chapitres concernant les divers pays ou encore les chapitres divers concernant le même pays.

Cette égalité n'était d'ailleurs pas dans notre plan. L'*Annuaire* ne doit pas se borner à réunir et à grouper, chaque année, les renseignements statistiques relatifs aux objets de sa spécialité ; nous voudrions, en outre, faire de notre publication une sorte de répertoire général de tout ce qui se rapporte à l'histoire, à l'organisation, la situation, le développement des finances publiques dans les divers États, de leurs institutions de crédit, de leurs voies de communication, de leurs législations et jurisprudence financières, etc. Les articles très-étendus que contient ce volume sur l'organisation et la situation financières de l'Autriche par exemple, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, sur les banques allemandes, sur la Banque de France, sur l'histoire et l'état actuel du réseau des chemins de fer anglais, donneront au lecteur une idée suffisante de la façon dont nous comprenons cette seconde partie, d'ailleurs très-importante et très-difficile, de notre programme.

Pour continuer notre œuvre avec succès et fruit, nous avons besoin surtout du concours bienveillant de ces corporations mêmes qu'elle intéresse tout particulièrement. Nous prenons la liberté de faire appel à la bienveillance des autorités administratives, des commissions de statistique, des directions de banques, de chemins de fer, de grandes compagnies financières et industrielles, etc., dans les divers pays de l'Europe et de l'Amérique. Nous venons les prier de vouloir bien nous adresser, aussitôt leur apparition et par la voie la plus prompte, tous les documents (budgets, lois de finances, comptes rendus, rapports semes-

triers et annuels, etc.) et renseignements qui entrent dans le cadre de notre publication. La même demande s'adresse aux auteurs et éditeurs des ouvrages (n'importe la langue dans laquelle ces ouvrages soient écrits) traitant des matières qu'embrasse l'*Annuaire*. Nos relations avec la presse française et étrangère, et particulièrement le *Bulletin financier* que nous écrivons mensuellement pour le *Journal des Économistes*, nous permettent au surplus d'utiliser en partie ces renseignements, dans l'intérêt du public et de ceux qui nous les adresseraient, aussitôt qu'ils nous seraient parvenus et avant que nous puissions les insérer plus au long dans cette publication annuelle¹.

Nous avions promis de paraître le 1^{er} avril. Si nous sommes en retard de quelques semaines, la cause en est surtout dans les comptes rendus des entreprises françaises qui ne sont connus que dans les premiers jours de mai. Personne n'ignore, en effet, que, à peu d'exceptions près, les compagnies de chemins de fer, en France, ainsi que les autres sociétés en actions, continuent à ne tenir leurs assemblées générales que trois ou quatre mois après la clôture de l'exercice. Nous avons humblement ne pas comprendre du tout ce qui peut motiver des retards si prolongés. Les banques anglaises, par exemple, déposent leurs comptes rendus semestriels dans le mois qui suit la clôture de l'exercice ; il y a plus d'un mois, on connaissait déjà les rapports (sur l'exercice 1858) de presque toutes les compagnies, si nombreuses, de chemins de fer en Angleterre, quoique l'exercice, pour plusieurs de ces compagnies, ne se termine qu'avec le 31 janvier ou encore avec le 28 février seulement. Nous avions espéré que les nombreuses et justes réclamations qui, depuis deux ans, se sont fait entendre à cet égard, détermineraient enfin les administrations des compagnies françaises à mettre plus de diligence dans la présentation et dans la publication de leurs rapports ; cette espé-

¹ Les documents, livres, renseignements, etc., peuvent être adressés soit au domicile de l'auteur (Paris, 86, rue Blanche), soit aux éditeurs Guillaumin et C^{ie}, 14, rue Richelieu.

PRÉFACE.

ce a été trompée encore une fois. Sera-ce la dernière fois ?
Intérêt bien entendu des compagnies elles-mêmes et la haute
intelligence de la plupart de leurs administrateurs permettraient
en de le supposer, si...

Nous ne saurions terminer sans exprimer nos meilleurs re-
merciements aux nombreux amis de près et de loin qui ont bien
voulu seconder avec autant de zèle que de talent les commence-
ments de notre entreprise. Nous espérons que leur précieux cou-
cours nous restera acquis pour la continuation de l'*Annuaire* et
que la bienveillance du public ne lui fera pas défaut non plus.
Quiconque sait apprécier les immenses difficultés d'une publi-
cation de cette nature, rendra du moins à l'auteur et aux éditeurs
cette justice, qu'ils ont fait leur possible pour ne pas rester trop
au-dessous de leur tâche.

HORN.

Paris, le 12 mai 1859.

ANNUAIRE DU CRÉDIT PUBLIC

PREMIÈRE PARTIE FINANCES PUBLIQUES

AMÉRIQUE DU NORD¹.

I. Budget fédéral.

L'exercice 1857-58 — l'on sait que l'année financière, aux États-Unis, commence le 1^{er} juillet pour finir le 30 juin suivant — a été très-défavorable aux finances publiques de l'Union. Depuis plusieurs années celle-ci, à la clôture de chaque exercice, s'était trouvée en face d'un considérable excédant de recettes, dont souvent elle ne savait que faire; le dernier exercice, par contre, se soldait avec un fort déficit. C'est là encore un des tristes effets de la grande crise commerciale qui, dans la seconde moitié de 1857, avait éclaté dans l'Amérique du Nord pour faire ensuite son tour d'Europe. Dans notre vieux monde néanmoins, les finances publiques des divers États ne se sont pas ressenties d'une façon directe et fort sensible de la crise qui portait un coup si rude au monde financier et commercial; il en fut tout autrement dans le

¹ Monnaie : *dollar*, de 100 *cents*; le poids légal du dollar est de 26.729 grammes d'argent, au titre de 980 millièmes; valeur = 5 fr. 34 c.

nouveau monde, grâce à l'intime connexité qu'une organisation financière toute particulière y établit entre la prospérité commerciale et la prospérité budgétaire. Personne n'ignore, en effet, que le Trésor nord-américain tire les neuf dixièmes presque de son revenu d'une seule source : du droit de douanes, qui, naturellement, l'expose à ressentir de la manière la plus directe et la plus prononcée le contre-coup de tout événement, qui arrête ou ralentit pour une époque plus ou moins longue l'essor commercial.

Quoique les taxes directes existent dans les législations particulières des États confédérés qui composent l'Union nord-américaine, elles ont toujours été regardées d'un œil très-défavorable quand c'était le gouvernement fédéral qui voulait y recourir. Il ne s'en est servi que dans les occasions tout à fait extraordinaires. Ainsi on a imposé, le 14 juillet 1798, une taxe directe de 2 millions de dollars sur les maisons d'habitation, les terres, les esclaves de 12 à 50 ans ; ainsi encore, à la reprise de la guerre contre l'Angleterre, la loi du 2 août 1813 a créé une taxe directe de 3 millions de dollars. Pour le reste, les taxes directes ont rarement été appliquées, et leur rendement a en général été peu important. De 1791 à 1832 par exemple, où les recettes totales se sont élevées à 844,262,668 dollars, les taxes directes n'ont contribué à cette somme qu'avec 11,736,881 dollars, soit à peine 1.6 p. 100 du total, tandis que les douanes fournissaient 594,909,067 dollars, le revenu intérieur, 22,235,261 dol., et que la vente des terres domaniales produisait 40,627,250 dollars ; les dividendes et les ventes des actions de banque ont fourni durant cette période un rendement presque égal (11,052,500 dollars) à celui des taxes directes.

A mesure surtout, que le merveilleux développement commercial de la jeune république, {d'une part, la forte immigration européenne, d'autre part, firent couler de plus en plus abondamment deux sources de revenu dont l'un (ventes des terres publiques) n'atteignait personne, dont l'autre (droits douaniers) n'atteignait qu'indirectement la population nord-américaine, la production et la consommation indigènes, les taxes directes devinrent d'autant plus impopulaires, qu'on les jugeait de moins en moins nécessaires. Tandis que dans les

BUDGET FÉDÉRAL.

dernières quatre années (1829-32) de l'époque que nous venons de rappeler, les deux chapitres réunis de l'*internal revenue* et des *direct taxes* rapportaient encore 90,841 dollars, ils ne rendent plus que 23,191 dollars dans les quatre années suivantes (1833-36); depuis l'exercice 1837, l'un et l'autre chapitre disparaissent entièrement du budget fédéral. La disparition est si radicale que, encore dans les besoins extraordinaires les plus grands et les plus pressants, personne ne songe à leur rétablissement même passager : c'est plutôt aux emprunts, aux émissions de bons, ou encore à l'élévation des droits douaniers, que le Trésor demande les suppléments de revenu, rendus nécessaires par des besoins imprévus ou par un déficit inattendu.

Dans les temps ordinaires, nous l'avons dit, deux ressources fournissent presque seules à tous les besoins; on s'en convaincra suffisamment à l'inspection du tableau suivant qui résume les

Recettes du Trésor fédéral dans les exercices 1854-55 à 1856-57.

Douanes :	1855	1856	1857.
Dans le premier trimestre. . . .	18,639,799 ^d	17,035,238 ^d	20,677,740 ^d
• deuxième "	10,317,364	13,424,039	14,243,415
• troisième "	12,646,068	16,737,114	19,055,329
• quatrième "	11,422,563	16,776,472	9,899,421
Ensemble.	53,025,794	64,022,864	63,875,905
Ventes des terres publiques. . .	11,497,049	8,917,645	3,829,487
Divers.	488,087	977,633	926,122
Total des recettes.	65,003,903	73,918,142	68,631,514
Solde du Trésor au 30 juin précéd. .	20,127,968	18,931,976	19,901,325
Total général des voies et moyens	85,141,898	92,850,118	88,532,839

On remarquera que le revenu douanier — soit l'importation de marchandises étrangères dont il provient — a bien dépassé, et très-largement, dans chacun des trois premiers trimestres de l'exercice 1857, le revenu douanier des trimestres respectifs de 1855 et de 1856; mais dans le quatrième trimestre (avril à juin 1857), le revenu douanier reste fortement au-dessous du chiffre atteint dans le trimestre correspondant des deux exercices antérieurs. La déclinaison de cette source principale du revenu avait donc commencé déjà dans l'exercice 1856-57, soit dans le

AMÉRIQUE DU NORD.

trimestre qui précédait immédiatement l'époque de la crise. On voit de même par le tableau qui précède, que la seconde ressource principale était également devenue, dès 1857, beaucoup moins abondante que dans les exercices antérieurs. Il est vrai que dans ces exercices-là la vente des terres domaniales avait donné un rendement tout à fait exceptionnel; en 1852 encore, elle n'avait produit que 2,043,240 dollars; l'année suivante on descendait même à 1,667,085 dollars; en 1854, grâce à la forte immigration européenne et particulièrement allemande, on montait subitement à 8,470,798 dollars, pour atteindre dans l'exercice suivant le maximum de 11.5 millions, et se maintenir encore en 1856 à 9 millions presque. Mais on sait qu'après 1855 le courant d'émigration européenne, si impétueux dans les quatre années précédentes, s'est de beaucoup ralenti; aussi voyons-nous la vente de terres ne produire en 1857 que 3.8 millions, et on ne saurait s'étonner de rencontrer un chiffre plus modeste encore pour l'exercice 1857-58. Les deux ressources principales ou plutôt uniques du Trésor fédéral se trouvaient donc frappées en même temps et dès la veille de 1857-58; le déficit, dans ce dernier exercice, devint ainsi inévitable.

Il l'était d'autant plus, que l'organisation économique — parimonieuse, dirait la finance officielle de la vieille Europe — du budget des dépenses ne laisse pas même au gouvernement nord-américain la ressource de réduire dans les mauvaises années financières les dépenses publiques pour les faire concorder avec les revenus passagèrement diminués. Voici pour les exercices 1855 à 1857 les chapitres principaux des dépenses publiques d'un État qui embrasse une étendue de 135,300 milles géographiques, et une population qui aujourd'hui doit dépasser les 30 millions :

Dépenses du Trésor fédéral dans les exercices 1854-55 à 1856-57.

1. Liste civile.

	1855	1856	1857
Législature.....	2,207,880 ^d	2,000,362 ^d	
Pouvoir exécutif.....	1,890,573	2,055,125	
— judiciaire.....	1,033,797	1,228,334	
Gouvernement des territoires.....	234,329	272,694	
Hôtels de monnaie.....	415,225	101,667	
Autres dépenses.....	202,692	258,248	
Ensemble.....	5,684,496	5,916,430	7,207,112

BUDGET FÉDÉRAL.

2. Affaires étrangères.

	1855	1856	1857
Appointements, etc., des ministres et chargés d'affaires.....	182,312	110,237	
— des secrétaires de légation.....	13,545	18,679	
— des consuls.....	10,584	118,134	
Dépenses génér. des relations internat.....	118,877	104,108	
Subsides à la marine.....	137,256	136,284	
Certains services diplomatiques.....	62,056	"	
Autres dépenses.....	439,681	3,131,070 ¹	
Ensemble.....	964,310	3,619,212	1,019,435

3. Département de l'Intérieur.

Territoires indiens.....	2,676,682	2,593,484	
Pensions militaires.....	1,309,591	1,179,214	
— de la marine.....	134,296	100,129	
Autres dépenses.....	6,161	"	
Ensemble.....	4,126,730	3,872,827	5,358,275

4. Département de la Guerre.

Armée proprement dite.....	9,397,802	12,488,128	
Académie militaire.....	179,586	149,822	
Fortificat. et autres ouvrages défensifs.....	1,519,969	1,209,305	
Arsenaux et munitions.....	726,964	939,609	
Rivières, ports et routes.....	805,053	444,792	
Armement et équipement de la milice.....	188,945	142,839	
Solde de la milice et des volontaires.....	105,844	25,494	
Entretien et agrandissement du Capitole.....	650,000	805,000	
Autres dépenses.....	1,199,663	1,342,208	
Ensemble.....	14,773,826	16,948,197	19,261,775

5. Département de la Marine.

Solde et entretien.....	4,479,238	4,296,600	
Accroissements, armements, etc.....	2,618,047	2,953,482	
Dépenses incidentes.....	730,403	815,831	
Chantiers maritimes.....	1,471,693	1,848,316	
Secours individuels.....	517,173	368,348	
Corps de marine.....	411,852	488,881	
Frégates à vapeur.....	1,801,985	1,715,548	
Autres dépenses.....	1,250,750	1,599,041	
Ensemble.....	13,281,341	14,077,047	12,726,857

6. Dette publique.

Dette publique.....	9,844,528	12,776,390	5,943,897
---------------------	-----------	------------	-----------

¹ Y compris 3 millions pour l'achat du Mexique.

7. Dépenses diverses.

	1855	1856	1857
Subvention du service postal.....	2,344,464	2,294,368	
Perception du revenu douanier.....	2,801,798	2,849,959	
Phares, fanaux et bouées.....	1,845,812	1,732,796	
Bâtiments de douane et entrepôts....	1,836,240	1,415,040	
Acquisitions, constructions, etc.....	731,758	83,999	
Ventes de terres publiques.....	400,503	374,400	
Surveillance des côtes.....	455,995	515,223	
Hôpital de la marine.....	345,987	368,521	
Autres dépenses.....	6,772,124	6,104,704	
Ensemble, ...	17,534,681	15,739,010	19,305,375
Total général des dépenses...	66,209,922	72,048,792	70,822,725

En comparant les dépenses de 1857 avec les recettes effectuées dans le même exercice, on trouvera une nouvelle confirmation de ce que nous disions plus haut, savoir, que déjà l'exercice 1852 ne clôturait pas avec un bilan favorable, et qu'il préludait ainsi au mauvais résultat financier de l'exercice suivant. En effet, les recettes effectuées en 1857 n'ont été que de 68.6 millions, soit de 2.2 millions inférieures aux dépenses du même exercice; et si ces dépenses sont de 2.1 millions moindres qu'en 1856, la réduction provient presque uniquement de ce que la dotation de la dette, c'est-à-dire les remboursements en intérêt et principal, n'atteint pas en 1857 à la moitié de ce qu'elle avait été en 1856 et reste aussi fort au-dessous du chiffre de 1855; les dépenses de l'intérieur et de la guerre se sont par contre considérablement accrues.

Grâce pourtant au fort boni (20 millions) qu'avait laissé l'exercice 1856, le Trésor put, dans l'exercice suivant, non-seulement suffire à toutes les dépenses, mais encore conserver au bout de l'exercice un solde assez considérable, dont devait bénéficier l'exercice de 1858. Voici le bilan de cet exercice, tel que l'établit le ministre des finances dans son rapport présenté le 8 décembre 1858 au congrès à Washington :

Durant l'année financière, commençant le 1^{er} juillet 1857 et finissant le 30 juin 1858, les recettes fédérales ont atteint les chiffres qui suivent :

	1 ^{er} trimestre.	2 ^e trimestre.	3 ^e trimestre.	4 ^e trimestre.	Ensemble.
	Doll. c.	Doll. c.	Doll. c.	Doll. c.	Doll. c.
Douanes.	18,573,739.37	6,237,723.69	7,127,900.69	9,850,267.21	41,789,630.96
Ventes des terres. .	2,059,449.39	498,781.53	480,936.88	474,548.07	3,513,685.87
Revenus divers. . .	296,841.06	356,159.78	393,690.78	207,741.15	1,254,432.76
Total.	20,929,919.81	7,092,665.00	8,002,528.35	10,522,556.43	46,547,549.59

Tandis que les dépenses (1^{er} trimestre : 23,714,528 doll. 37 c. ; 2^e trimestre : 17,035,653 doll. 07 c. ; 3^e trimestre : 18,404,915 dollars 74 c. ; 4^e trimestre : 22,730,570 doll. 58 c.) se sont élevées :

	Doll.	c.
Liste civile, affaires extérieures et services divers. à.	26,387,822.	20
Département de l'intérieur, à.....	6,051,923.	38
— de la guerre, à.....	25,485,383.	60
— de la marine, à.....	13,976,000.	59
Dette publique, à.....	9,684,537.	99
Soit ensemble à.....	81,585,667.	76

Il restait donc encore, après l'épuisement du boni de 17,710,144 dollars 27 c. qu'avait laissé la balance du Trésor au 30 juin 1857, un déficit de 17,317,983 dollars 90 c. à combler. On a dû y pourvoir par les emprunts et les émissions des bons du Trésor, que le Congrès avait autorisés par les lois des 23 décembre 1857 et 14 juin 1858. Ces moyens extraordinaires ont fait rentrer dans les caisses du Trésor 11,087,600 dollars pendant le troisième trimestre et 12,628,700 dollars pendant le trimestre suivant, soit ensemble 23,716,300. Cette somme étant de 6,398,316 dollars 10 c. supérieure au déficit qu'il fallait couvrir, le bilan du Trésor, à la fin de l'année financière 1858, se soldait encore une fois avec un boni. Mais ce n'est pas avec ces bonis apparents que peut se contenter la république des Etats-Unis, habituée depuis plusieurs années aux excédants très-réels de recettes. Le fâcheux est que la nouvelle situation semble devoir se prolonger. Les recettes ordinaires, dans le premier trimestre de l'exercice courant, soit du 1^{er} juillet au 30 septembre 1858,

Se sont élevées à.....	25,230,879 ^d 46 ^o
A laquelle somme ont fourni :	
La douane.....	13,444,520 ^d 28 ^o
La vente des terres du domaine.....	421,171 84
Les revenus divers.....	959,987 34
L'emprunt de 1858.....	10,000,000 00
Les bons du Trésor.....	405,200 00
Pour les trois trimestres restants de l'année financière 1859, les recettes sont évaluées à la somme totale de.....	38,500,000 ^d 00 ^o
Dont pour la douane.....	37,000,000 ^d 00 ^o
Vente des terres du domaine.....	1,000,000 00
Revenus divers.....	500,000 00
Ce qui élèverait le total des ressources disponibles pour l'exercice 1859 à.....	70,129,195 ^d 56 ^o

Par contre les dépenses durant le premier trimestre de l'année financière 1858-59 se sont élevées à la somme totale de...	21,708,198 ^d 51 ^e
Dont service civil, service international et services divers.....	6,392,746 ^d 38 ^e
Département de l'intérieur.....	1,994,304 24.
— de la guerre.....	8,224,490 04
— de la marine.....	4,086,515 48
Dettes publiques, y compris le rachat des bons du Trésor.....	1,010,142 37
Pour les trois trimestres restants, soit du 1 ^{er} octobre 1858 au 30 juin 1859, les dépenses sont évaluées à.....	52,357,698 ^d 48 ^e
Ce qui fait, pour toute l'année financière 1858-59, un total de.....	74,065,896 ^d 99 ^e
Soit un excédant de dépenses de.....	3,936,701 ^d 43 ^e
Mais le Trésor peut émettre, conformément à la loi du 23 décembre 1857, des bons du Trésor pour 1 million de dollars et il aura à toucher 10 millions sur l'emprunt autorisé le 14 juin 1858, ce qui porterait le total de ses ressources ordinaires et extraordinaires à.....	81,129,195 56
Et laisserait ainsi sur le total des dépenses, de.....	74,065,896 ^d 99 ^e
Au 1 ^{er} juillet 1859, dans la caisse du Trésor, un excédant de.....	7,063,298 ^d 57 ^e

Mais cet excédant, au fond, ne vaudra pas plus que l'excédant de 1858, puisque, comme celui-ci, il ne sera dû qu'à l'accroissement des dettes flottante et consolidée. Il ne semble pourtant pas que le prochain exercice, commençant le 1^{er} juillet 1859 pour finir le 30 juin 1860, dût déjà ramener l'ancienne situation normale, soit prospère, des finances. Du moins, le gouvernement ne croit-il pas pouvoir y compter. Il évalue les recettes à 62 millions de dollars, ce qui, avec le boni présumé (7,063,299 d.) qui restera en caisse le 30 juin 1859, mettra à la disposition du Trésor une somme totale de 69,063,298 dollars 57 c.; mais les dépenses étant évaluées à 70,139,147 dollars 46 c., elles laisseraient un déficit de 4,075,848 dollars 89 c. En outre, le *Postmaster-General* doit demander pour le service de son département un supplément de 3,838,728 dollars, ce qui élèverait le déficit, au 30 juin 1860, à la somme de 7,914,576 dollars 89 c.

Devant cette perspective de voir le déficit devenir la règle

pendant trois ou quatre exercices au moins, il fallait bien songer à accroître les revenus ordinaires, si l'on ne voulait pas laisser trop s'accumuler les dettes flottante et consolidée. D'après ce que nous avons dit du rôle que joue la douane dans les recettes fédérales, et en se rappelant que, sur la proposition de M. Gautherie, le Congrès, pour parer à l'excédant de recettes, avait dans ces dernières années réalisé plusieurs abaissements des droits de douane, on trouvera assez naturel que, pour conjurer les déficit dont aujourd'hui il se trouve importuné, le gouvernement ait pensé avant tout à un rehaussement des droits de douane. C'est ce que proposent en réalité le président de la république et le ministre des finances dans les message et rapport présentés au Congrès dès l'ouverture de la session.

« En ce qui concerne le mode d'établissement de perception des droits sous l'empire d'un tarif rigoureux des recettes, dit à cet égard le message du président, j'ai longtemps nourri et souvent exprimé la pensée qu'une saine politique exige que ce soit fait à l'aide de droits spécifiques dans les cas auxquels ceux-ci peuvent être appliqués; ils s'adaptent bien aux articles qui se vendent d'habitude par poids ou mesures et qui, par leur nature, sont d'une valeur égale ou presque égale. Tels sont, par exemple, les articles de fer de différentes classes, le sucre brut, les vins et spiritueux étrangers. »

« Après y avoir mûrement réfléchi, je pense que les droits spéciaux sont le meilleur, sinon le seul moyen de garantir le revenu contre les factures fausses et frauduleuses, et telle a été la marche adoptée dans ce but par les autres nations commerciales; en outre, les droits spéciaux donneront aux manufacturiers américains les avantages fortuits auxquels ils ont parfaitement droit sous le régime d'un tarif du revenu. Le système actuel est une échelle mobile qui a ses inconvénients. Sous ce régime, quand les prix sont élevés et que les affaires prospèrent, les droits s'élèvent en proportion. Au contraire, quand les prix s'abaissent, les droits diminuent dans la même proportion, à leur grand préjudice. »

« Il n'y a pas à craindre que le droit soit plus fort que ne l'aura voulu le Congrès, s'il est perçu sous forme de droit spécial. Il est facile de s'assurer du prix moyen de tout article importé

pendant une suite d'années, et au lieu de le soumettre à un droit *ad valorem* de tant pour cent, de le remplacer par un droit spécial équivalent. »

« Par cet arrangement, le consommateur ne peut pas être lésé. Il peut, à la vérité, avoir à payer un droit un peu plus élevé sur un article donné dans une certaine année; mais, si cela a lieu, il payera un peu moins dans une autre année, et, dans une suite d'années, la balance se rétablit, en ce qui concerne son intérêt. Cet inconvénient doit être peu de chose, quand on le compare à la plus grande sûreté contre les fraudes sur le revenu, à laquelle tout consommateur est directement intéressé. »

Le Congrès ne semblait pas trop empressé d'adhérer à ces propositions qui constituent un retour peu déguisé aux idées protectionnistes dont le gouvernement nord-américain, depuis quelques années, avait commencé à s'écarter assez sensiblement. Peut-être le Congrès se flattait-il de l'espoir qu'une sérieuse reprise des affaires commerciales amènerait toute seule un accroissement suffisant du revenu douanier. En voyant que ce revenu, qui n'avait encore été que de 9.8 millions dans le dernier trimestre de l'exercice 1857-58, s'est élevé à 13.4 millions dans le premier trimestre de l'exercice courant, on ne trouvera pas cette espérance trop optimiste.

Le tableau ci-après résume par périodes quinquennales les recettes et les dépenses fédérales dans l'époque comprise entre 1789 et 1858, soit pour un espace de temps de 70 ans :

f. Recettes.

	Douanes.	Revenu intérieur et taxes directes.	Vente des terres et divers.	Ensemb.
1789-93	12,097,850 ^d	546,649 ^d	»	12,644,499 ^d
1794-98	31,613,226	2,306,984	100,340 ^d	34,020,550
1799-03	49,359,815	5,020,656	522,474	54,902,945
1804-08	70,911,722	295,789	2,907,069	74,114,580
1809-13	51,375,954	55,726	3,725,122	55,156,802
1814-18	93,048,322	25,833,460	8,739,706	132,621,498
1819-23	84,971,863	682,665	8,843,366	94,497,894
1824-28	104,236,179	139,379	6,108,547	110,484,105
1829-33	126,326,545	93,994	13,648,409	140,068,948
1834-38	86,344,298	20,038	24,570,122	120,934,458
1839-43	76,359,397	abolis	14,700,309	91,059,706
1844-48	135,929,286	depuis	13,627,153	149,556,439
1849-53	223,304,183	1837	14,524,901	237,829,084
1854-58	256,938,375		40,922,456	327,860,831

2. Dépenses.

	Service civil, affaires étrangères et divers.	Armée 1.	Marine.	Ensemble.
1789-93	2,210,108 ^d	3,296,832 ^d	623 ^d	5,507,563 ^d
1794-98	3,203,062	10,106,152	2,510,735	17,819,949
1799-03	6,797,338	9,266,758	10,549,015	26,603,111
1804-08	11,971,817	8,365,180	8,043,106	28,380,103
1809-13	7,096,763	40,679,957	16,453,534	64,230,254
1814-18	15,451,418	68,118,693	26,147,862	109,717,973
1819-23	11,872,446	31,614,535	14,283,098	59,770,079
1824-28	17,704,859	23,583,267	18,355,232	64,643,358
1829-33	19,011,606	41,025,487	18,262,084	78,299,177
1834-38	24,699,273	77,304,437	26,449,793	128,453,503
1839-43	26,710,235	52,942,154	30,420,497	110,072,886
1844-48	29,923,878	100,445,717	36,514,862	166,884,457
1849-53	81,285,897	70,805,394	46,600,805	198,692,096
1854-58	213,889,490	88,202,810	64,829,437	366,921,737

III. Dette fédérale.

La dette des États-Unis est aussi ancienne que leur indépendance : c'est à celle-ci que remontent, en effet, les origines de la dette fédérale. Sur les 130 à 140 millions de dollars dévorés par la guerre de l'indépendance, la moitié environ avait été fournie par des taxes levées pendant la guerre, et le reste constitué dette des États-Unis, à l'époque de la paix, en 1783. Les avances faites par la trésorerie l'ont été en papier nommé *Continental mint*, qui perdit tant, par la suite, qu'un dollar en argent représentait mille dollars de cette monnaie. La valeur réelle de la dette, indépendamment de cette dépréciation, était, en 1783, de 42,000,375 dollars, et l'intérêt annuel de 2,415,956. Cet intérêt, néanmoins, ne s'est pas payé sous l'ancienne confédération, et en 1790, la dette fédérale s'élevait à 54,124,464 dollars et les dettes d'États, y compris les intérêts, à 25 millions. M. Hamilton, le premier secrétaire d'État de la trésorerie, conseilla, aussitôt après l'établissement de la constitution fédérale, de fixer le montant de la dette fédérale et des États à 79 millions, portant un intérêt annuel de 4,587,444 dollars ; mais le Congrès ne voulut reconnaître que 21.5 millions de la dette des États. Le 31 décembre 1794, le

^d Y compris, depuis 1850, le département de l'intérieur.

fonds total de la dette non rachetée était de 76,096,468 dollars.

On s'occupait très-sérieusement de l'extinction ou du moins de l'amoindrissement de la dette. Une modeste somme de 600,000 dollars fut réservée pour l'entretien du gouvernement et la défense du pays; la majeure partie restante du revenu public, qui consistait surtout dans le rendement des droits d'entrée, devait passer au fonds d'amortissement, placé sous la surveillance d'une commission, formée du président du sénat, du chef de la justice des États-Unis, du secrétaire de la trésorerie, et du procureur général..... La modicité des revenus publics et les besoins extraordinaires d'un État à peine établi ne permirent pas à l'amortissement d'opérer avec une grande efficacité. De 1790 à 1800, une somme de 8,164,232 dollars fut bien éteinte; mais les guerres avec les Indiens, l'insurrection provoquée en Pensylvanie par l'imposition d'un droit sur le whisky, les transactions entre les États-Unis et les États barbaresques, enfin les démêlés coûteux de 1798 et 1799 avec la France révolutionnaire nécessitèrent de fortes dépenses qui firent accrottre la dette de 10,786,100. Elle s'élevait le 31 décembre 1800 à 79,433,820 dollars.

Un changement d'administration modifia alors le fonctionnement de l'amortissement. Le 25 avril 1802, le Congrès décida que 7,300,000 dollars seraient appliqués annuellement pour payer les intérêts et le principal de la dette publique. Grâce à la paix conclue en 1800 avec la France, à l'accroissement considérable des revenus provenant des droits d'importation, à l'augmentation continue de la population, les États-Unis purent effectivement réduire leur dette dans d'assez considérables proportions. Elle n'était plus que de 25 millions, lorsque la guerre que le Congrès, en 1812, déclarait à la Grande-Bretagne, força derechef de recourir aux voies et moyens extraordinaires. Dès 1812, le Congrès avait autorisé un emprunt de 41 millions; en 1813, un nouvel emprunt de 16 millions fut autorisé, et fourni par des particuliers au taux de 88, avec intérêt de 6 p. 100; le papier émis pour cet emprunt se montait à 18,109,377 dollars, offrant aux souscripteurs un boni de 2,109,377. Par un acte du Congrès de 1813, un autre emprunt fut autorisé; il était de 7.5 millions et fut rempli moyennant un papier qui, pour 100 dollars, donnait 113.31 à 6 p. 100; le papier émis s'élevait à 8,498,583 dol-

lars, offrant un boni de 998,583. Enfin, en 1814, un emprunt de 25 millions fut arrêté, mais on ne trouva que 11.4 millions, pour lesquels il fallait émettre du papier jusqu'au montant de 14,262,351 dollars. C'étaient là des conditions réellement désastreuses, puisqu'elles imposaient au Trésor une perte de 30 p. 100, sans qu'il pût pourtant placer le total de l'emprunt; le manquant dut être couvert par l'émission des bons. C'est à cette source qu'on puisait encore itérativement durant cette guerre; on accepta de même un prêt de 1,100,000 dollars en papier que New-York et Philadelphie firent au gouvernement. Plus de 50 millions de dollars en papier se trouvaient ainsi sur la place. Quant aux emprunts, le gouvernement n'en avait retiré en tout que 42,934,700 dollars au lieu de 48,905,012 qu'il avait négociés, soit un escompte de 6 millions environ. Le fait est, que la guerre avec l'Angleterre avait accru la dette de 80 à 85 millions de dollars, et que l'Union, en 1816, devait la formidable somme de 127.4 millions de dollars.

Il a fallu vingt ans d'un développement pacifique, d'un revenu constamment croissant et prudemment employé, pour faire disparaître cet onéreux legs de la guerre d'indépendance et de la nouvelle guerre contre l'Angleterre; mais dans ces vingt ans on y est parvenu de la façon la plus entière : *en 1835, la dette des États-Unis se trouvait éteinte.* La décroissance avait surtout été forte et rapide dans les premières et dans les dernières années de cette mémorable époque. Ainsi de 123.5 millions que la dette atteignait encore en 1817, elle se trouvait réduite d'un coup à 103.5 millions en 1818; ramenée à 95.5 millions en 1819, à 91 millions en 1820, cette tendance à la réduction de la dette fut un moment contrariée par l'achat de Florida en 1821 (pour 5 millions); la dette s'abaisa lentement à 81 millions en 1826, à 58.5 millions en 1829, et diminua encore de 10.9 millions en 1830, et de 9.5 millions en 1831. L'année suivante, diminuant de 14.8 millions, elle tomba à 24,282,879 dollars pour être réduite à 7,004,699 en 1833, à 4,722,260 dollars en 1834, et disparaître entièrement dans l'année qui suivit. Il est bon de constater que cet heureux résultat n'est dû aucunement à des efforts et des sacrifices extraordinaires que se serait imposés la nation : dans l'époque quadriennale de 1832-36, les re-

cettes n'ont augmenté que de 29 millions et les dépenses que de 31 millions sur l'époque quadriennale précédente.

Durant les années 1835 à 1837, la dette ne figurait, pour ainsi dire, que pour mémoire dans les comptes financiers des États-Unis : elle y était représentée par la faible somme de 37,500 dollars, reliquat des anciennes dettes fondée et non fondée; mais dès l'année 1837 elle reçut un notable accroissement. L'État prenait à sa charge les dettes des cités incorporées du district de Columbia, notamment de Washington, d'Alexandria et de Georgetown; ces dettes se montaient ensemble à 1,500,000 dollars, et coûtaient à l'État, en 1838, la somme de 76,375 en intérêts et autres charges. Bientôt, la très-forte réduction que la terrible crise commerciale de 1837 fit éprouver aux deux sources principales ou plutôt uniques du Trésor nord-américain — le revenu douanier, de 23.4 millions qu'il avait été en 1836, tomba à 11.2 millions en 1837 pour ne se relever qu'à 16.2 millions en 1838, en même temps que la vente des terres publiques ne donnait en 1838 que 3,214,184 contre 6,863,556 dollars qu'elle avait donnés en 1837 — força le Trésor de recourir aux emprunts et à l'émission des bons. On s'empressait bien de rembourser plus de 10 millions dans les années 1840-41, mais les guerres avec les Indes, les achats des territoires, etc., firent contracter les emprunts des 21 juillet 1841, 15 avril 1842 et 3 mars 1843, s'élevant ensemble à 21,016,863 dollars; le total de la dette, à la fin de l'année 1843, se trouvait ainsi porté à 27 millions environ. Après une réduction forte (de 9.7 millions) mais passagère en 1845, la dette fédérale allait en augmentant jusqu'en 1852. La guerre du Mexique et par suite les traités conclus avec cet État, les difficultés politiques survenues avec les acquisitions récentes des nouveaux territoires, imposèrent au Trésor un surcroît extraordinaire de charges. D'après un rapport du ministre des finances, ces dépenses exceptionnelles, pendant les sept années comprises entre 1845 et 1852, s'élevaient à la somme énorme de 294,807,407 dollars; on ne saurait donc s'étonner de voir la dette atteindre de nouveau, à la fin de 1852, la somme de 67,560,395 dollars.

Mais la prospérité des finances publiques, due surtout au développement sans précédent du commerce d'importation, permit

dès l'année suivante de travailler sérieusement à la réduction de la dette nationale. Dès l'exercice 1851-52 on put, sur les dépenses générales (46 millions), prélever 5,495,815 dollars pour le paiement du principal et de l'intérêt de l'indemnité due au Mexique, par le traité de Guadeloupe-Hidalgo, et il restait encore un excédant de revenu de 3,720,990 dollars. Dans l'exercice finissant le 30 juin 1853, le revenu des douanes s'élevait à 58,931,865 dollars, ce qui, joint à la somme de 2,405,708 dollars provenant de la vente des terres publiques et de diverses autres ressources, donnait un total de 61,337,574 dollars. Les dépenses pour la même période, abstraction faite des termes échus de la dette publique, se montaient seulement à 43,554,262 dollars : ce qui laissait dans les caisses du Trésor un excédant de 17,783,312 dollars. Aussi, le président proposait et le Congrès approuvait-il de consacrer ce fort excédant à l'amortissement de la dette publique. L'exercice suivant, où les recettes s'élevaient à 95,492,595 dollars contre une dépense de 75,354,630 dollars, laissait également un fort excédant; encore ne faut-il pas oublier que, parmi la somme de dépenses de 75.3 millions, les intérêts et primes de la dette publique figuraient déjà pour 24 millions. M. Guthrie, le ministre des finances, proposait et le Congrès approuvait de donner à cet excédant la même destination qu'à celui de l'exercice antérieur, c'est-à-dire de l'employer au rachat avant terme d'une partie de la dette. Cet embarras de richesses se continuant encore dans les deux exercices suivants, la dette, à la fin de l'exercice 1857; se trouvait réduite à la somme de 29,060,387 dollars. Durant l'année fiscale 1857-58 on a remboursé la somme de 3,904,409 dollars, de sorte que l'ancienne dette se trouvait, le 1^{er} juillet 1858, réduite à 25,155,978. Il faut y ajouter les 10 millions versés, durant ce même exercice, sur l'emprunt autorisé par la loi du 14 juin 1858, et l'émission des bons, autorisée par l'acte du 23 décembre 1857, pour 23,716,300, sur lesquels 3,961,500 ont été rachetés avant la fin de l'exercice, de sorte qu'il en restait encore pour 19,754,800 dollars en circulation. La dette flottante et consolidée se serait ainsi accrue — tout compensé — de 25,850,391 dollars et aurait, à la clôture de l'exercice 1858, atteint à peu près le chiffre de 51 millions. Il n'est pourtant pas probable que la dette

provenant des émissions des bons du Trésor sera consolidée pour venir augmenter la dette consolidée, quelque tentatrice que pourrait être sous ce rapport la facilité avec laquelle le gouvernement de Washington a pu négocier son dernier emprunt : au lieu des 10 millions demandés, on en souscrivait 38,271,010 dollars et l'emprunt de 5 p. 100 a été adjugé en moyenne au taux de 104 5/8 à 104 3/4 p. 100, ce qui équivaut à du 3 p. 100 au taux de 63.... Heureusement, le bon sens de frère Jonathan, confiant dans cet ancien adage : « qui paye ses dettes s'enrichit, » se refuse à regarder, avec certains États européens, les emprunts publics comme le « meilleur placement » de la fortune nationale ; il est plus empressé de réduire la dette nationale que zélé à l'accroître.

ANHALT¹.

I. Anhalt-Bernbourg.

Pour l'exercice 1858 les recettes étaient portées à 1,105,500 thalers, somme équivalente aux dépenses. Recettes et dépenses sont dans un accroissement continu ; en 1856, les premières ne s'étaient élevées qu'à 979,073 thalers, les secondes qu'à 983,721 ; en remontant encore de deux ans (1854), l'on trouve une recette de 752,264 et une dépense de 736,387, soit donc en 1858 sur 1854 une augmentation de 353,000 thalers au chapitre des recettes et de 369,000 thalers au chapitre des dépenses. Dans le budget de cette dernière année, les domaines et les droits réguliers figuraient aux recettes pour 506,701, les impôts directs pour 70,554, les impôts indirects pour 124,252 thalers ; sur le budget des dépenses, la liste civile prenait 81,000, l'armée 48,160 et la dette 55,530. La dette est aujourd'hui de 1,596,965, mais la caisse d'amortissement possède un actif de 744,000 thalers ; à la dette consolidée il convient pourtant d'ajouter la dette flottante, provenant de l'émission du papier-monnaie et s'élevant à 500,000 thalers.

¹ Monnaie : écu, de 22.271 gr. d'argent, au titre de 750 millièmes ; valeur = 3 fr. 71 c.

II. Anhalt-Dessau-Cöthen.

La patente ducale du 22 mai 1853 ayant réuni les deux duchés d'Anhalt-Dessau et d'Anhalt-Cöthen en un seul État, leurs budgets ont été fusionnés dès le 1^{er} janvier 1854, leurs dettes depuis le 1^{er} janvier 1857. Les recettes pour 1858 s'élevaient à 1,684,495 thalers, dont : domaines 720,062 thalers, impôts 849,140, douanes (part dans les revenus du Zollverein) 84,000, impôt sur le sucre de betteraves 380,000, impôt sur l'eau-de-vie 103,000, etc.; dans les dépenses, qui égalent les recettes, figurent : la liste civile pour 181,000 thalers, la dette pour 93,500, l'administration des impôts pour 464,400, les chemins de fer pour 71,645, etc.; les affaires intérieures et la police exigent 775,775, le culte et l'enseignement 120,000, l'armée 80,685 thalers. La dette fusionnée des deux duchés a été régularisée par un emprunt à primes de 2 millions de thalers, en coupures de 100 thalers, portant un intérêt annuel de 3 1/2 p. 100; paiement des intérêts le 1^{er} avril de chaque année à l'administration de la dette publique, à Dessau. Amortissement par les tirages au sort avec primes, de 1858 à 1897; tirage des séries (400, de 50 numéros chaque) le 15 septembre; tirage des numéros gagnant une prime, le 15 janvier de chaque deuxième année; paiement le 1^{er} avril suivant.

AUTRICHE¹.

I. Organisation financière.

A la tête de l'administration financière se trouve le ministère des finances, dont l'organisation actuelle date du 18 mai 1848. Le ministère se divise en cinq sections : 1. direction centrale des finances; 2. impôts directs et indirects; 3. propriétés de l'État, dépenses publiques et services de caisse; 4. direction générale du cadastre avec les bureaux scientifiques et techniques qui en ressortent; 5. direction centrale des mines.

¹ Tous les chiffres contenus dans cet article s'entendent encore en monnaie de convention. Unité : *florin*, de 14.032 gr., au titre de 833 millièmes; valeur = 2 fr. 60 c.

Immédiatement au-dessous du ministère des finances sont placées (*résolution* du 9 janvier 1850) les administrations provinciales. Elles sont de deux sortes : 1. directions provinciales des finances (*Finanz-Landes-Direktionen*), traitant toutes les affaires financières, qui ne sont pas expressément réservées à d'autres autorités ; 2. directions d'impôts (*Steuer-Direktionen*), administrant seulement les impôts directs. Des *directions provinciales des finances* existent à Vienne pour les impôts directs de la basse Autriche et pour les autres affaires financières de cette province, de la haute Autriche et du Salzbourg ; — à Gratz pour les impôts directs en Styrie et pour toutes les autres affaires financières de la Styrie, de la Carinthie, de la Carniole et du littoral ; — à Inspruck pour toutes les affaires financières du Tyrol et Vorarlberg ; — à Prague pour toutes les affaires financières de la Bohême ; — à Brunn pour les impôts directs de la Moravie et pour les autres affaires financières de cette province et de la Silésie ; — à Lemberg, pour les impôts directs de la Galicie orientale et pour les autres affaires financières de cette contrée et de la Bukovine ; — à Cracovie, pour toutes les affaires financières de la Galicie occidentale ; — à Zara, pour toutes les affaires financières de la Dalmatie ; — à Milan et à Venise (avec le titre : *Préfecture des finances*), pour toutes les affaires financières de la Lombardie et du territoire vénitien ; — à Bude (avec cinq sous-directions établies à Bude, Presbourg, Oedenbourg, Kaschau et Grosswardein), pour toutes les affaires financières de la Hongrie ; — à Temesvar, pour celles de la Voïvodiana et du Banat ; — à Agram, pour celles de la Croatie et de la Slavonie ; — à Hermanstadt, pour celles de la Transylvanie.... Les *directions d'impôts* spéciales sont établies : à Linz pour la haute Autriche ; à Salzbourg pour le pays du même nom ; à Klagenfurt pour la Carinthie ; à Laybach pour la Carniole ; à Trieste pour le littoral ; à Troppau pour la Silésie, et à Czernovitz pour la Bukovine.

Comme intermédiaires fonctionnent pour les *impôts directs* les administrations des cercles (*Kreis-Beherden*), au-dessous desquelles se placent les administrations cantonales (*Bezirks-Aemter*), qui communiquent avec les contribuables par la voie des bureaux d'impôts (*Steuer-Aemter*). Ces derniers établissent et communiquent aux communes la répartition individuelle des impôts directs ; ils sont en même temps percepteurs, caissiers et compta-

bles de toutes les taxes, revenus domaniaux et autres, qui ne sont pas expressément réservés à d'autres administrations; ils sont enfin les gardiens et les comptables de la fortune des orphelins, ainsi que des dépôts judiciaires et politiques. En quelques premières villes pourtant (Vienne, Prague, Bude, Pesth, etc.), l'administration des impôts directs appartient à des autorités spéciales (*Steuer-Administrationen*), placées directement sous les directions provinciales des finances; il n'y a pas non plus des bureaux d'impôts dans tout le territoire lombardo-vénitien, où ceux-ci sont remplacés par des percepteurs provinciaux, cantonaux et communaux; seulement, pour l'impôt du revenu il y a une commission centrale avec trente commissions de districts dans la Lombardie et vingt-deux commissions de districts dans le territoire vénitien. Le nombre des bureaux d'impôts s'élève à 50 dans la basse Autriche, à 46 dans la haute Autriche, à 20 dans le Salzbourg, à 64 dans la Styrie, à 28 dans la Carinthie, à 30 dans la Carniole, à 28 dans le littoral, à 71 en Tyrol et Voralberg, à 207 en Bohême, à 76 en Moravie, à 22 en Silésie, à 177 en Galicie, à 15 dans la Bukovine, à 31 dans la Dalmatie, à 241 en Hongrie, à 29 dans la Voivodiana et le Banat, à 46 en Croatie et Slavonie, à 76 en Transylvanie.

L'administration des *impôts indirects* appartient aux directions financières des cercles (*Finanz-Bezirks-Direktionen*); il y en a 5 dans la basse Autriche, 3 dans la haute Autriche, 1 en Salzbourg, 3 en Styrie, 1 en Carinthie, 2 dans la Carniole, 3 dans le littoral, 4 en Tyrol et Voralberg, 13 en Bohême, 4 en Moravie, 2 en Silésie, 18 en Galicie, 1 dans la Bukovine, 3 en Dalmatie, 17 dans le royaume lombardo-vénitien, 21 en Hongrie, 5 en Voivodiana et Banat, 4 en Croatie et Slavonie, 6 en Transylvanie. Ces directions sont chargées de l'administration des droits douaniers et de toutes les branches de revenus qui s'y rapportent; des péages de toutes sortes, de l'impôt de consommation; des impôts du sel, du tabac et du timbre; des fonds caméral et des établissements. Elles ont la direction de la garde financière et exercent une certaine juridiction pour les délits relatifs aux impôts, à la poste aux lettres, à la loterie, aux taxes diverses. Au-dessous de ces directions financières des cercles fonctionnent les bureaux-caissiers (*Kassen-Aemter*), les bureaux douaniers, les bureaux des péages

fluviaux, les bureaux pour la fixation de certains droits, les magasins et les débits des objets de monopole, les bureaux de l'impôt de consommation, des péages des routes et ponts, du timbre des marchandises, des principaux magasins et débits du tabac et du sel, les administrations des domaines, les bureaux forestiers et les sections de la garde financière. Les bureaux-caissiers, dont il y a 81 dans la monarchie, recueillent les recettes et payent les dépenses de l'État par l'organe de caisses spéciales appelées *Sammlungs-Kassen*. Une caisse principale de province (*Landes-Hauptkasse*) fonctionne dans la capitale de chaque pays de couronne et est chargée de l'administration supérieure de toutes les recettes et dépenses de l'État dans la province respective; elle correspond directement avec les directions provinciales des finances.

Pour la *Loterie*, il y a à Vienne la direction du revenu de la loterie (*Lotto-Gefälls-Direktion*), ressortissant directement au ministère des finances, avec 15 directions provinciales. Pour le *Tabac*, il y a à Vienne la direction centrale des fabriques de tabac et des bureaux de collection, ressortissant directement au ministère des finances avec 7 inspectorats, 11 bureaux de cercles, 26 bureaux secondaires, 27 fabriques, et l'agence de tabac à Valstagna. Pour le *Timbre*, fonctionne le bureau central (*Central-Stempel-Amt*) à Vienne; pour l'administration des *mines, usines, salines et forêts* de l'État, il y a d'abord des directions supérieures, ressortissant directement au ministère et chargées d'une ou de plusieurs branches des revenus respectifs; il y a ensuite des directions spéciales aux différentes provinces. Il y a 12 caisses de direction (*Direktions-Cassen*) à Eisenerz, Gemunden, Salzbouurg, Gratz, Hall, Joachimsthal, Pribram, Vieliczka, Schemnitz, Schmöllnitz, Nagy-Banya et Klausenbourg. Dans les mêmes endroits se trouvent aussi les administrations et bureaux secondaires, chargés de l'administration des mines, usines, salines et forêts; pour la vente, il y a à Vienne la direction du débit des produits miniers (*Bergwerks-Producten-Versehliss-Direktion*).

Pour la *monnaie* et le *poinçonnage* il y a le bureau principal de monnaie (avec l'académie des monnaies et de la gravure des médailles), le principal bureau d'essai et le principal bureau de poinçonnage: à Vienne tous les trois et ressortissant directement

au ministère des finances; il y a ensuite des bureaux provinciaux pour l'essai des monnaies, l'achat d'or et d'argent et le poinçonnage : à Linz, Gratz, Klagenfurt, Laybach, Trieste, Hall, Brünn, Lemberg; le bureau d'achat et de poinçonnage à Salzbourg; le bureau d'achat à Pesth, l'hôtel de monnaie à Prague; les directions du monnayage et du poinçonnage à Milan et à Venise; enfin l'hôtel de monnaie à Kremnitz.

La représentation *judiciaire* du fisc appartient aux *procures de finances* (*Finanz-Prokuraturen*), établies à Vienne (avec sections à Linz et à Salzbourg), à Gratz (sections à Klagenfurt, Laybach et Trieste), à Innsbruck, à Prague, à Brünn (section à Troppau), à Lemberg, (sections à Krakovie et Czernovitz), à Zara, Milan, Venise (section à Vérone) et Hermanstadt, à Bude, Oedenburg, Pressburg, Grosswardein, Temesvar, et Agram. Ces « *procures de finances* » sont chargées de la représentation judiciaire de l'État dans toutes les affaires concernant la fortune publique, de donner leur avis sur les questions litigieuses et de coopérer dans toutes les affaires judiciaires, où leur concours est réclamé par les autorités.... Enfin nous citerons encore comme appartenant à l'administration financière : principalement la direction générale du cadastre; la caisse centrale de l'État, où se concentrent tous les revenus de la monarchie et se font les assignations en grand pour les dépenses; l'universel bureau payeur (*Universal-Zahl-Amt*) pour les dépenses des ministères, des administrations provinciales et des cercles qui en dépendent, à l'exception du ministère des affaires étrangères, du ministère de la maison impériale et de l'administration de l'armée; la caisse centrale, pour la dette de l'État et de la banque, chargée du paiement des intérêts, des transcriptions et de tout ce qui se rapporte à la dette publique; la caisse centrale de l'amortissement, pour la réduction progressive de la dette portant intérêt; le bureau central de taxation; la direction des bâtiments pour les logements et ameublements des services publics; la direction de l'imprimerie de l'État à Vienne; les directions de l'académie minière et forestière à Schemnitz. Toutes ces administrations ressortent directement au ministère des finances. Par contre l'intendance des palais royaux à Venise, les directions des imprimeries succursales à Lemberg, Temesvar et à Milan, l'inspectorat des bâtiments et du matériel de la cour à

Milan, sont placés sous les respectives directions provinciales des finances.

II. Budget de l'empire ¹.

Dans la gestion budgétaire, l'on distingue entre les besoins de la monarchie (*Reichs-Erfordernisse*) et les besoins des divers pays (*Landes-Erfordernisse*) dont celle-ci se compose. Aucune loi ne marque d'une façon précise la limite de ces deux espèces de dépenses ; pourtant les dépenses qui servent aux besoins particuliers de la province (service de la santé publique, logement des soldats, chambres de commerce et d'industrie, enseignement, établissements charitables, rachat des droits féodaux, etc.) sont regardées comme dépenses provinciales et doivent être couvertes par un fonds spécial (*Landes-Fond*). Quant aux dépenses générales, on y pourvoit : 1^o par les impôts et autres droits ; 2^o par des revenus divers. Les impôts se divisent en impôts directs, qui sont : l'impôt foncier, l'impôt de bâtiments, l'impôt du revenu et l'impôt industriel ; en impôts indirects, qui sont : les droits douaniers, le timbre des marchandises, les monopoles du tabac, du sel et de la poudre à canon, les impôts de consommation, le droit de poinçonnage, le timbre des cartes à jouer, des calendriers, des journaux et des annonces, le timbre des effets et actes, et les divers droits judiciaires et autres, les droits de navigation, le péage des routes et ponts, les revenus de la poste aux lettres et de la loterie. Ces impôts directs et indirects prélevés dans toute la monarchie sont des impôts généraux (*Reichs-Steuern*), c'est-à-dire que leur rendement, y compris les centimes additionnels, sont employés aux dépenses de la monarchie, tandis que les dépenses provinciales doivent être couvertes par des centimes additionnels, qui diffèrent selon les temps et selon les provinces. Outre ces impôts directs ou indirects, il y a les revenus *éventuels*, provenant des amendes, des offrandes patriotiques, du prix des remplacements militaires, etc. L'État tire encore un revenu assez considérable de sa fortune immédiate, consistant en propriétés foncières, établissements et collections publiques, entreprises industrielles, etc., et qui peut s'augmenter par les successions des personnes mortes

¹ L'exercice commence le 1^{er} novembre et finit le 30 octobre suivant.

sans héritiers ou émigrées sans autorisation; par le tiers qui revient à l'État dans les trésors découverts par des particuliers; par le retour à l'État des chemins de fer à l'expiration des concessions, etc. *Le fonds domestical*, c'est-à-dire la fortune des anciens États provinciaux, appartient à la province respective et non à l'État; son revenu ne peut être employé qu'aux besoins provinciaux.

Toute l'administration financière est contrôlée par l'administration supérieure du contrôle des comptes (*Oberste Rechnungs-Control-Beherde*), réformée par ordonnance impériale du 27 mars 1854. Elle dirige toute la comptabilité de la monarchie, établit le bilan annuel des comptes de l'État, et publie le résumé des recettes et des dépenses publiques. Lui sont subordonnées : 1. les huit comptabilités centrales à Vienne pour les différentes branches des comptes du trésor; 2. les comptabilités provinciales à Vienne, Linz (avec une section à Salzbourg), Gratz, Laybach (section à Klagenfurt), Trieste, Inspruck, Prague, Brünn (section à Troppau), Cracovie, Lemberg, Zara, Milan, Venise, Bude (sections à Oedenburg, Pressburg, Kaschau et Grosswardein), Temesvar, Agram et Hermanstadt; 3. les comptabilités pour la fabrique de porcelaine de l'État et pour le Thérésianum à Vienne; 4. treize commissions d'examen pour la science de la comptabilité publique.

Voici les budgets définitifs des trois exercices derniers :

1. Recettes.

I. RECETTES ORDINAIRES.	1855	1856	1857
1. <i>Impôts directs</i> :	FL.	FL.	FL.
Impôt foncier.....	60,748,126	61,350,610	63,246,146
— des maisons.....	10,588,961	11,638,941	11,719,486
— industriel.....	9,156,307	9,997,709	9,892,863
— sur le revenu.....	7,339,273	9,020,773	9,763,300
Autres.....	132,590	123,779	152,861
Total.....	87,965,257	92,131,812	94,770,656
2. <i>Impôts indirects</i> :			
Impôt de consommation.....	29,277,527	32,816,444	36,934,335
Douanes.....	19,666,482	20,541,310	18,786,427
Sel.....	25,578,321	29,725,358	26,905,465
Tabacs.....	25,165,480	24,625,621	26,686,126
Timbre, taxes et épices.....	27,460,109	29,976,663	30,971,982
Loterie.....	6,511,160	5,856,875	7,135,907
Postes.....	2,453,309	2,293,806	2,106,086
Octrois.....	2,699,012	2,685,626	2,523,438
Autres.....	380,369	364,055	350,018
Total.....	139,190,769	148,885,459	152,399,274

	1855	1856	1857
	Fl.	Fl.	Fl.
3. Propriétés et exploitations :			
Revenu des domaines.....	3,620,944	2,830,581	2,401,410
Chemins de fer de l'État.....	6,111,673	3,623,624	601,017
Télégraphes de l'État.....	170,726	160,500	212,128
Fabriques de l'État..... déficit.	498,130	1,123,941	1,327,971
Autres..... déficit.	132,100	1,692,452	1,526,944
Total.....	9,537,313	9,431,098	7,069,570
4. Excédant des fonds d'amortissement.....	10,257,980	10,088,692	12,939,046
5. Recettes diverses.....	11,557,596	7,896,674	8,722,314
Total des recettes ordinaires.....	258,508,915	268,433,735	275,900,860
II. Ressources extraordinaires.....	5,277,970	4,728,541	22,394,987
Total général.....	263,786,885	273,162,276	298,295,847

2. Dépenses.

	1855	1856	1857
	Fl.	Fl.	Fl.
I. DÉPENSES ORDINAIRES.			
1. Maison de l'Empereur.....	6,473,813	6,420,623	9,104,024
2. Chancellerie du cabinet de S. M..	39,973	38,199	38,998
3. Conseil d'État et archives.....	180,426	177,391	197,583
4. Conférence des ministres.....	31,508	31,170	31,944
5. Ministère des affaires étrangères..	2,214,942	2,497,202	2,078,151
6. Ministère de l'intérieur, direction centrale.....	488,500	573,966	529,037
Administr. polit. dans les provinces.	14,395,762	20,403,933	22,448,265
Établissements pénitentiaires.....	3,197,261	3,722,918	3,681,589
Autres.....	3,243,688	3,635,940	2,812,413
Ensemble.....	21,325,211	28,336,757	29,471,304
7. Ministère des Finances :			
Direction centrale.....	1,140,186	1,266,259	1,202,016
Direction des finances et procures..	5,654,789	6,296,579	6,865,198
Garde financière.....	6,945,414	7,467,563	7,500,915
Bureaux et inspections d'impôts...	4,490,826	4,673,963	4,723,244
Cadastre, etc.....	2,346,464	2,563,881	2,477,309
Autres dépenses.....	5,173,526	5,929,310	4,931,077
Ensemble.....	25,751,205	28,197,555	27,699,759
8. Ministère de la Justice :			
Direction centr. et cour suprême...	703,988	698,726	702,972
Administration judic. en province..	14,662,158	14,726,695	15,179,127
Ensemble.....	15,366,146	15,425,421	15,882,099
9. Ministère des Cultes et de l'Instruction :			
Direction centrale.....	250,468	242,043	235,243
Établissements religieux.....	2,126,896	1,808,004	1,773,609
— de l'enseignement..	2,093,615	2,249,544	2,361,136
Autres dépenses.....	735,901	976,434	1,113,530
Ensemble.....	5,306,880	5,276,025	5,482,418

10. Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Travaux publics :	1855 Fl.	1856 Fl.	1857 Fl.
Direction centrale.....	769,032	705,769	735,808
Construction de routes.....	10,383,892	12,921,694	12,771,500
— hydrauliques.....	3,325,760	4,849,135	4,402,594
Autres dépenses.....	3,458,845	3,859,943	3,912,945
Ensemble.....	17,937,429	22,336,541	21,822,844
11. Département de la guerre :			
Entretien de l'armée.....	110,665,530	106,534,934	98,562,856
Autres dépenses.....	3,655,185	3,160,624	8,327,163
Ensemble.....	114,320,715	109,695,558	106,890,019
12. Sûreté publique, police.....	10,453,691	10,897,169	10,527,393
13. Contrôles.....	3,796,198	4,015,403	3,673,351
14. Dette publique.....	77,407,532	88,032,650	91,786,986
Total des dépenses ordinaires.	300,875,669	321,377,664	324,686,875
II. DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.			
Armée.....	101,721,117	14,138,279	11,035,634
Marine.....	"	"	680,000
Arriérés.....	"	"	4,457,206
Autres.....	89,396	"	"
Ensemble.....	101,810,513	14,138,279	16,142,840
Total général des dépenses...	402,686,182	335,515,943	340,829,715

Les tableaux qui précèdent font voir que, comparativement à l'exercice 1856, les recettes ordinaires en 1857 se sont accrues de 7,467,125 florins, et les recettes extraordinaires de 17,666,446 florins, soit ensemble de 25,133,571 florins. L'augmentation, dans le rendement des impôts directs, provient en partie de l'élévation des taxes, mais surtout des rentrées plus promptes; les arriérés des impôts directs, qui avaient été de 14,826,000 florins à la fin de l'exercice 1856, ne s'élèvent qu'à 11,700,000 florins à la clôture de l'exercice 1857. Quant aux impôts indirects, l'accroissement dans le rendement de l'impôt de consommation provient de l'augmentation qu'a subie la production de la bière et de l'eau-de-vie; le rendement du tabac s'est accru en partie par l'élévation des prix du tabac, et en partie par les progrès de la consommation de cigares; le rendement du timbre s'est accru par les mutations plus fréquentes de propriétés; la loterie est également devenue plus productive par l'augmentation moyenne des enjeux. Par contre, les douanes et les sels ont vu diminuer leur rendement, les premières surtout par la dimi-

nution dans l'importation du sucre colonial; le rendement des domaines, de la monnaie, a également diminué; le rendement des chemins de fer de l'État a été fortement rongé par les frais de la mise en exploitation de la ligne Laybach-Trieste; les fabriques exploitées par l'État, qui ont toujours été une affaire des plus mauvaises, ont vu, en 1857, s'accroître leur déficit.

Si des recettes nous passons aux dépenses, nous trouvons une forte augmentation, sur 1856, pour la maison de l'empereur : augmentation due aux coûteux voyages en Italie et en Hongrie. Les dépenses du ministère de l'extérieur et du ministère des finances ont diminué, tandis que les dépenses du ministère de l'intérieur ont fortement augmenté, par suite de l'augmentation des frais de l'administration politique dans les pays de la couronne; les dépenses du ministère de la justice ont également augmenté, à cause de la réorganisation judiciaire. Les dépenses ordinaires et extraordinaires de l'armée et de la marine ont diminué de 5,258,184 florins; les dépenses du ministère du commerce, ainsi que les dépenses de la police, ont également été réduites, tandis qu'on voit constamment s'accroître les fortes sommes qu'absorbe la dette nationale.

En résumé, le bilan des budgets des exercices 1856 et 1857 s'établit comme suit :

	EXERCICES		DIFFÉRENCE EN 1857	
	1856	1857	En plus.	En moins.
Recettes ordinaires. . . .	268,433,735	275,900,860	7,467,125	
Dépenses ordinaires. . . .	321,377,664	324,686,878	3,309,211	
Déficit.	52,943,929	48,786,018	"	4,157,914
Recettes extraordinaires. .	4,728,541	22,394,867	17,666,326	
Dépenses extraordinaires. .	14,138,379	16,142,840	2,004,461	
Différence.	-9,409,738	+4,232,147	13,641,885	
Total des recettes.	273,162,276	298,295,727	25,133,451	
Total des dépenses.	335,515,943	340,829,718	5,313,772	
Déficit.	62,353,667	42,533,991		19,819,776

Cette dépense de 340 millions de florins, laissant après elle un déficit de 42.5 millions, est certes déjà assez considérable pour un pays, dont les ressources sont si peu développées encore, et où la force contribuable est assez faible chez une grande partie des populations. Il ne faut pas croire, néanmoins, que le tableau qui précède résume toute la gestion financière des États autrichiens.

En outre des recettes et dépenses *ordinaires*, des recettes et dépenses *extraordinaires*, le budget autrichien traîne après lui, sous la modeste forme d'une simple annexe, un troisième chapitre, comprenant la provenance et l'emploi des ressources particulières (*besondere Zuflüsse*), annexe dont l'importance égale d'ordinaire et dépasse souvent la moitié du budget ordinaire et extraordinaire des recettes et des dépenses. Nous nous proposons d'étudier, dans le prochain *Annuaire*, d'une façon plus détaillée cette partie caractéristique et en effet toute *particulière* du budget autrichien ; pour cette fois, nous nous bornons à résumer les provenances et l'emploi de ces ressources particulières dans les exercices 1856 et 1857 :

4. *Provenances.*

	1856	1857
1. Augmentation de la dette consolidée.....	113,035,069 ⁿ	80,082,718 ⁿ
2. — — flottante.....	4,442,385	"
3. Rentrées pour ventes de chemins de fer.....	18,967,983	25,685,657
4. Excédants des fonds du rachat des droits féodaux.....	7,910,985	6,604,422
5. Remboursement des avances.....	2,840,185	2,627,680
6. Divers.....	2,473,658	3,971,746
Total.....	150,670,265	118,972,223

2. *Emplois.*

1. Pour couvrir les déficit ordinaires et extraordinaires.....	62,353,667 ⁿ	42,533,868 ⁿ
2. Pour diminuer la dette flottante.....	"	16,174,793
3. Retrait de papier-monnaie.....	3,674,310	16,631,697
4. Remboursement à la Banque nationale.....	36,821,970	8,999,606
5. Chemins de fer et télégraphes.....	36,733,351	30,718,784
6. Divers.....	11,086,967	3,913,475
Total égal aux <i>provenances</i>	150,670,265	118,972,223

De sorte qu'en réalité, les dépenses totales se sont élevées, en 1856, à 486,186,208 florins, et en 1857, à 459,809,938 florins. Ceci laisse, sur les recettes ordinaires, un déficit de 217,752,473 florins en 1856, et de 183,901,078 florins en 1857 ; ajoutons que ce n'est là aucunement un fait exceptionnel : dans l'exercice précédent (1855) par exemple, les *ressources particulières* et les dépenses qui y correspondent, se sont élevées à 363 millions de florins, soit à plus de sept cinquièmes des recettes ordinaires.

III. Dette publique.

Les éléments constitutifs de cet ensemble, qu'on nomme la dette autrichienne, sont aussi divers que multiples. A part les différences importantes et nombreuses qui résultent de la date, du taux de l'intérêt, des primes, etc.; des emprunts, la somme entière des obligations de l'État se divise en dette consolidée et flottante, ensuite en dette fondée et non fondée, en dette portant intérêt et sans intérêt, et pour la première on distingue encore les dettes dont l'intérêt est payé en argent, et celles où il n'est payé qu'en papier; enfin pour les dettes provenant d'emprunts (*Anlehens-Schulden*) on distingue la dette ancienne et la dette nouvelle. La signification des mots : *consolidée* et *flottante* est la même que partout ailleurs : on comprend sous le nom de dette consolidée celle qui est inscrite dans le grand-livre et dont le capital ne semble plus devoir être remboursé, tandis que la dette flottante désigne ces engagements qui ne sont pas encore fixés, mais qui à la longue et en grossissant finissent pourtant habituellement par se transformer en dette consolidée. On appelle en Autriche dette *fondée* celle où une certaine partie du revenu public est spécialement assignée pour le paiement des intérêts et pour l'amortissement; dans le cas contraire, la dette s'appelle *non fondée*. Toutes les dettes ne portent pas intérêt, et pour les parties qui en portent, l'intérêt varie de 4 à 6 p. 100 du capital nominal; les intérêts sont payés tantôt en argent comptant, tantôt en papier-monnaie ou en banknotes, tantôt dans le pays même, tantôt à l'étranger : ce qui explique suffisamment les diverses dénominations ci-dessus. On appelle dette *ancienne* celle dont les intérêts ont été réduits à moitié par la patente du 20 février 1811, et continuent à être payés en *Wiener Währung* (= $\frac{2}{5}$ de la monnaie de convention) jusqu'à ce que le tirage au sort, établi par la patente du 21 mai 1818, ait désigné les obligations respectives à avoir leurs intérêts payés derechef en monnaie de convention; toutes les dettes contractées depuis 1811, ainsi que les obligations tirées au sort de l'ancienne dette, constituent la dette *nouvelle*. Le total de la dette se divise en outre en dette provenant d'emprunts, dette provenant du rachat des charges seigneuriales, et en papier-monnaie.

Tout en continuant à accroître la dette presque annuellement, ou peut-être parce qu'on l'augmentait constamment, le gouvernement autrichien a, d'autre part, toujours travaillé à la réduction des charges respectives par la voie de l'amortissement, ou même du remboursement; il est vrai que de cette dernière faculté le gouvernement n'a usé qu'une seule fois (en 1830) pour une somme de 40 millions de florins, qui coûtait plus de 4 p. 100 d'intérêt annuel. Par contre, la caisse d'amortissement fondée le 22 janvier 1817 a depuis lors fonctionné d'une façon plus ou moins continue, quoique avec des moyens assez faibles, et partant avec peu d'efficacité. La dotation annuelle que le Trésor lui avait accordée par la patente du 21 mars 1818, fut retirée en 1829 comme trop onéreuse pour l'État; la caisse d'amortissement depuis lors se trouvait restreinte à ses propres ressources, soit aux intérêts des obligations qu'elle avait reçues lors de son établissement ou qu'elle avait rachetées depuis, aux sommes qu'elle pouvait tirer de la vente des domaines à lui cédés, aux excédants des recettes publiques qui parfois lui furent remis, etc., etc. Ces diverses ressources, elle les avait employées à l'amortissement des dettes ancienne et nouvelle; dans ces derniers temps pourtant, elle ne s'occupe que de la dette ancienne et remet les excédants de ses moyens disponibles au Trésor, qui opère lui-même les réductions éventuelles de la dette nouvelle. Il existe en outre une caisse d'amortissement spéciale dans le royaume lombardo-vénitien, fondée et dotée pour l'amortissement des dettes qui existaient en 1814, lorsque ces provinces revenaient à l'Autriche. Dans presque tous les emprunts ultérieurs une partie a toujours été assignée au Monte lombardo-vénitien pour l'amortissement; il fut chargé de toute l'opération de l'amortissement pour l'emprunt (à 5 p. 100 et pour 25 ans) de 128 millions lire contracté en 1850 pour le retrait des bons du Trésor, et pour les obligations 4 p. 100 (2,641,000 florins) destinées au rachat du chemin de fer Como-Milan.

Voici quelles ont été dans les trente premières années de son existence (1817-46) les opérations de la caisse d'amortissement :

Elle a reçu :

En dotations des caisses de l'État.....	114,564,684 ^u	} 330,781,103
En intérêts et autres revenus.....	215,216,419	

Elle a employé :

Au rachat.....	305,727,672	
Remboursé en emprunts de loterie.....	19,314,870	
Dépensé en intérêt, etc.....	5,667,393	<u>330,709,935ⁿ</u>
De sorte que, à la fin de 1846, il restait encore disponible.....		71,168

On avait brûlé publiquement 264,000,162 flor. en capital; l'actif de la caisse générale de l'amortissement s'élevait à 182,686,042 florins; celui du Monte lombardo-vénitien à 13,139,999 florins, soit ensemble à 195,826,041 florins. A la même époque, soit à la fin de l'exercice 1846, la dette — d'après les renseignements fournis par M. Dessary — aurait atteint les chiffres qui suivent :

1. Dette consolidée.

1. Intérêt payable en monnaie de convention.	821,250,474 ⁿ
2. — — en Wiener-Währung.	155,079,513
3. Ne portant pas intérêt.....	<u>42,898,065</u>
Ensemble.....	1,019,228,052

2. Dette flottante.

1. Intérêt payable en monnaie de convention.	60,847,050
2. Papier-monnaie en Wiener-Währung.....	<u>7,804,688</u>
Ensemble.....	68,651,738
Soit total général.....	<u>1,087,879,790</u>

Depuis lors, pas une seule année jusqu'en 1854 inclusivement ne s'est écoulée sans ajouter son contingent plus ou moins fort à la dette publique; elle s'est accrue notamment :

de 40,319,000 ⁿ	en 1847
— 52,891,718	— 1848
— 163,968,225	— 1849
— 164,529,333	— 1850
— 162,163,045	— 1851
— 191,860,896	— 1852
— 92,960,625	— 1853

Soit de la somme de 868,692,842 florins dans l'espace de sept ans. Il est vrai que dans le même espace de temps on a réduit

La dette consolidée de.....	37,169,620 ⁿ
— flottante de.....	23,874,744
Le papier-monnaie de.....	<u>72,743,690</u>
Soit ensemble de.....	133,788,054 ⁿ

Il n'en restait pas moins un accroissement de 735 millions, ce

qui portait la dette à 1,823 millions de florins; les trois emprunts dits nationaux de 1854 y ont ajouté presque 600 millions, de sorte que, nonobstant les faibles remboursements faits à la banque de Vienne, le retrait d'une certaine quantité de papier-monnaie et les ressources extraordinaires que le gouvernement viennois trouvait dans la vente successive de la majeure partie des chemins de fer de l'État, la dette publique, dans les dix années qui suivaient 1846, a assurément plus que doublé. Voici quel en aurait été — d'après une évaluation dont nous ne garantissons pas l'exactitude — le montant en 1856 :

1037,000000	dette en 1846.
71,000000	emprunt de 1849 en papier à 4 1/2 p. 100.
35,000000	id. en argent à 5 p. 100.
43,000000	id. de 1850 en argent à 5 p. 100.
75,000000	id. de 1851 en argent à 5 1/2 p. 100.
80,000000	id. de 1852 en papier à 5 p. 100.
42,000000	id. id. (étranger) en argent à 5 p. 100.
50,000000	id. en 1854, loterie 4 p. 100.
35,000000	id. id. en argent à 5 p. 100.
506,000000	emprunt national à 5 p. 100.
32,000000	capitalisation de coupons de 1848-1851.
411,000000	créance de la banque.
2417,000000	florins de conv.

Ce dernier chiffre est même supérieur au total que donneraient les calculs qui précèdent. On comprend en effet, combien il est difficile d'établir avec une exactitude entière le montant de la dette autrichienne en face de la confusion que doivent y produire les mesures contradictoires, se croisant et se paralysant, qui surgissent constamment au sujet de la réduction de la dette publique. Ainsi, l'emprunt dit national de 1854 devait — selon le programme — servir aussi à libérer l'État de sa dette envers la banque; les sommes provenant de cet emprunt passèrent néanmoins ailleurs et la dette envers la banque resta dans son ancien état. Une année après, en octobre 1855, on fit un énorme bruit du « sacrifice héroïque » que l'État allait s'imposer en vue de cette libération : M. de Bruck cédait à la banque, pour une valeur de 155 millions de florins, des domaines de l'État que la banque pouvait vendre et réaliser ainsi sa créance sur l'État. Bientôt après, on sut transformer la cession des domaines en un simple engagement, et la dette de l'État envers la banque, qu'on avait crue éteinte (jusqu'à un

reliquat de 80 millions) réapparut dans les comptes de l'État comme dette *hypothéquée* envers la banque. En 1858, cette dette fut bel et bien réintégrée, et l'État dut vers la fin de cette année faire derechef un « effort héroïque » pour en éteindre au moins une certaine partie; c'est ce qu'il fit en cédant à la banque une somme de 30 millions provenant de la vente toute récente du chemin de fer du Sud, et en lui remettant pour 20 millions d'obligations du rachat des charges féodales. Nous aurons l'occasion de revenir sur ces opérations au chapitre *Banques*; de tout ce qui précède il résulte, qu'en se renfermant dans les évaluations les plus modestes, on peut porter la dette autrichienne pour le 1^{er} janvier 1859 à un total de deux milliards de florins, soit 5,200 millions de francs. C'est un chiffre assez respectable déjà; il faut tenir compte encore de ce fait, que le taux d'intérêt des emprunts autrichiens est en général assez élevé (4 à 5 p. 100), de sorte que le capital de la dette, qui—d'après le rapport qui existe par exemple en France (300 millions d'intérêt annuel sur une dette de 8 milliards)—ne devrait exiger que 195 millions de francs, en réclame effectivement 239.2 millions de francs d'intérêt annuel.

Le 12 octobre 1858 le ministère des finances portait à la connaissance du public que les obligations de l'ancienne dette qui — d'après la patente impériale du 21 mars 1818 — doivent être amorties pour l'exercice 1855, sont rayées du grand-livre et mises de côté pour être brûlées. Il donnait en même temps les renseignements qui suivent sur le résultat général de l'amortissement :

	Capital nominal.	Capitalisée à 2 1/2 %.
Les obligations amortissables en 1855 s'élèvent à.....	5,479,406 ⁿ	5,000,000 ⁿ
Depuis la publication de la patente imp. du 21 mars 1818, jusqu'à la clôture de l'exercice 1854, ont été publiquement détruites des obligations pour...	203,661,084	184,000,136
Le total des amortissements s'élève donc à.	209,140,490 ⁿ	189,000,136 ⁿ

Depuis la mise en pratique de la patente du 21 mars 1818 jusqu'à la fin de l'exercice 1855 il y eut 269 tirages au sort, qui ont appelé à jouir d'un taux d'intérêt plus élevé un total d'obligations pour la

somme de 308,101,143 fl. 11 3/8 (capital nom.); une somme de 102,319,441 fl. 55 kr. ayant été amortie, soit par les rachats de la caisse d'amortissement, soit autrement, le total des obligations ramenées par les 269 tirages à leur premier taux d'intérêt s'élevait donc à 205,781,701 fl. 16 3/8 kr., dont 25,534,006 fl. 36 1/8 kr. appartenaient au fonds d'amortissement; il n'y en avait ainsi en circulation avec un intérêt supérieur que la somme de 180,247,694 fl. 40 2/8 kr..... « En même temps que les obligations ci-dessus signalées de l'ancienne dette devront être brûlées pour 2,681,500 fl. des obligations rachetées et amorties en 1857, et provenant des emprunts de 1851 et 1852, ainsi que de l'emprunt en argent fait à l'étranger en 1854..... » Ces obligations, ainsi que celles de l'ancienne dette, ensemble pour un capital nominal de 8,340,905 florins, ont effectivement été brûlées le 23 octobre 1858.

Par suite de la réforme monétaire réalisée en 1858, le gouvernement a jugé utile de ramener aussi les titres des rentes à la monnaie nouvelle ou autrichienne (*österreichische Währung*). A cet effet, l'arrêt du 26 octobre 1858 du ministre des finances autorise une conversion qui, pour le moment, sera toute volontaire, c'est-à-dire laissée au choix du possesseur des titres; elle porte seulement sur les obligations qui ne participent pas aux tirages, dont l'intérêt est au-dessous de 5 p. 100 et n'est pas exigible en argent comptant. L'intérêt des nouveaux titres est uniformément de 5 p. 100, de telle sorte que les rentes à taux divers sont remplacées proportionnellement de la manière suivante :

100 ⁿ	1 0/0	conv.	m.	21 ⁿ	Nouv.-valeur.
—	1 3/4	—	36	75	—
—	2 0/0	—	42	»	—
—	2 1/2	—	52	50	—
—	3 0/0	—	63	»	—
—	3 1/5	—	67	20	—
—	3 1/3	—	70	»	—
—	3 2/5	—	71	40	—
—	3 1/2	—	73	50	—
—	3 3/5	—	75	60	—
—	4 0/0	—	84	»	—
—	4 1/2	—	94	50	—

Cette conversion est appliquée aux valeurs suivantes : Obliga-

tions métalliques à 2 1/2, 3, 4 et 4 1/2 p. 100, à l'exception des obligations 4 p. 100 remboursables; obligations de l'ancienne dette à 3, 3 1/2, 4 et 4 1/2 p. 100; obligations de la Chambre impériale, pour la dette foncière du Vorarlberg à 3 1/3 et 4 p. 100; pour la dette foncière de Salzbourg à 2 1/2, 3, 3 1/2, 3 3/5 et 4 p. 100; obligations (directes) de la dette foncière de Salzbourg aux mêmes taux; obligations de la Chambre impériale pour la dette de Passau à 3, 3 1/2 et 4 p. 100; obligations de la dette foncière du Tyrol à 2, 3 1/5, 3 1/2 et 4 p. 100; obligations de la dette foncière de la Carniole et du Cercle de Villach à 1 3/4, 2, 2 1/2 et 3 p. 100. Cette conversion a commencé le 15 novembre.

Dans les premiers jours de cette année, un nouvel emprunt autrichien est venu solliciter les capitaux anglais. Cet emprunt serait de 6 millions de livres sterling de fonds autrichiens portant intérêt à 5 p. 100 par an. L'intérêt des fonds, commençant à courir à partir du 1^{er} janvier 1859, sera payable en livres sterling tous les six mois, le 1^{er} juillet et le 1^{er} janvier, dans la caisse de MM. N.-M. Rothschild et fils, à Londres, ou, à la volonté des porteurs, dans les bureaux de paiement de la dette publique, à Vienne, au change de 10 florins, cours d'Autriche, en argent par livre sterling.

Les titres seront de 100 livres sterling* chaque et seront comptés de 1 à 60,000. Le remboursement de cet emprunt aura lieu au moyen d'un fonds d'amortissement de 1 p. 100 par an qui sera appliqué au paiement au pair de la partie proportionnelle des bons dont le tirage aura lieu par lots annuellement le 2 janvier, à partir du 2 janvier 1860. Le paiement des titres ainsi tirés aura lieu le 1^{er} juillet suivant.

Le prix de la souscription est de 80 livres sterling par chaque 100 livres sterling du fonds, payables à la caisse de MM. N.-M. Rothschild et fils, ainsi qu'il suit : 20 livres sterling le 15 février, 20 livres sterling le 15 avril, 20 livres sterling le 15 juillet, 10 livres sterling le 15 septembre, 10 livres sterling le 14 octobre. Un escompte au taux de 4 p. 100 par an sera alloué aux souscripteurs qui préféreront payer avant les époques ci-dessus spécifiées..... Au moment où nous écrivons ceci, la sous-

cription, ouverte depuis deux mois presque, n'a pas encore pu être close, et l'emprunt semble avoir peu de chances de réussir sur la place de Londres.

Voici quelques données sommaires sur les finances et les impôts des premières villes de l'empire, pour les années 1855 à 1857.

Les recettes ordinaires de la ville de *Vienne* dans ces trois années s'élevaient à 1,193,998 florins, à 1,226,219 florins, et à 1,396,166 florins; les dépenses à 3,331,705 florins, à 3,447,443 florins et à 3,812,993 florins; le déficit à couvrir par des centimes additionnels était donc de 2,137,707, de 2,221,224 et de 2,416,827 florins. — A *Milan* les recettes étaient de 1,598,432, — 997,708, — et 1,234,246 florins; les dépenses de 2,261,773, — 1,649,823, — et 1,883,312 florins; le déficit à couvrir par des centimes additionnels se montait donc à 663,351, — 652,116, — et 649,033 florins. — *Trieste* avait une recette de 1,533,845, — 3,089,043, — et 1,729,390 florins, contre une dépense de 1,849,801, — 3,143,047, — et 2,735,676 florins; les droits additionnels durent pourvoir à un découvert de 316,346, — 54,004, — et 943,286 florins. — *Venise* voyait ses recettes portées à 251,776, — 176,118, — et 269,153 florins; ses dépenses à 884,069, — 777,688, — et 861,034 florins; le déficit était ainsi de 632,292, — 601,569, — et 591,881 florins. — *Pesth* avait une recette de 651,243, — 620,915, — et 677,426 florins, contre une dépense de 825,336, — 892,968, — et 1,027,417 florins; soit un déficit de 174,093, — de 272,053, — et de 394,991 florins. Dans ces cinq villes et dans chacune de douze autres villes encore, savoir : à Vérone, Prague, Lemberg, Presbourg, Bude, Brescia, Bergame, Padoue, Gratz, Vicence, Mantoue et Cracovie, le déficit à couvrir par des centimes additionnels était supérieur à 100,000 florins, et il s'élevait ensemble dans ces 17 villes : pour l'année 1855 à 5,823,233; pour 1856 à 5,750,286; pour 1857 à 6,958,329 florins. Viennent ensuite, d'après les sommes à couvrir par les impositions additionnelles, les capitales des autres provinces et districts : Brünn, Linz, Salzbourg, Innsbruck, Agram, Temesvar, Grosswardein, Hermannstadt, Oedenbourg, Troppau, Zara, Kaschau, Laybach, Klagenfurt, Czernowicz. En comparant

pour les 17 villes nommées d'abord, le montant des sommes à couvrir par les impôts additionnels avec le nombre de leurs habitants, tel qu'il avait été établi par le dernier recensement, on trouve le chiffre le plus élevé (14 florins par tête) à Trieste, où le déficit était en 1857 de 943,286 florins et la population indigène de 64,000 âmes. Par contre à Vienne, Venise et à Vérone l'impôt communal n'était que de 5 florins par tête; à Milan, Padoue, Gratz, il restait au-dessus de 4 florins; à Mantoue, Pesth, Bergame, Vicence, et Presbourg au-dessus de 3 florins; à Bude, Brescia, Lemberg et Cracovie au-dessus de 2 florins; à Prague il atteignait 2 florins. La somme totale perçue pour les besoins communaux pendant l'année 1857 par addition aux impôts directs, était de 17,894,159 florins. Les impôts directs de la monarchie (tels que impôts foncier, des bâtiments, du revenu et de l'industrie), se montant à 92,248,035 florins, il en résulte, que les additions communales sont au principal de l'impôt prélevé par l'État dans la proportion de 1 à 5.15.

BADE ¹.

Le budget est voté pour deux ans; il se divise en budget général et budgets particuliers; l'un et les autres se subdivisent en recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires. Le compte définitif du budget général pour la période financière de 1854-55 s'établissait comme suit :

	1854	1855	Ensemble.
Recettes ordinaires.....	15,192,792 ⁿ	15,327,944 ⁿ	30,520,736 ⁿ
— extraordinaires.....	553,467	1,590,693	2,144,160
Ensemble.....	15,746,259 ⁿ	16,918,637 ⁿ	32,664,896 ⁿ
Dépenses ordinaires.....	15,205,323 ⁿ	16,077,343 ⁿ	31,282,671 ⁿ
— extraordinaires.....	1,359,353	1,448,940	2,808,293
Ensemble.....	16,564,676 ⁿ	17,526,288 ⁿ	34,090,964 ⁿ
Soit excédant de dépenses.	818,417 ⁿ	607,651 ⁿ	1,426,068 ⁿ

De sorte que l'excédant des recettes que les prévisions budgétaires avaient fait espérer, s'est trouvé en réalité remplacé par

¹ Monnaie : *florin*, de 10.60 gr., au titre de 900; valeur = 2 fr. 16 c.

un déficit de 1.5 millions près. La nature des recettes et des dépenses ressort de l'état qui suit du budget général pour la période financière 1856 et 1857 :

1. Recettes.		2. Dépenses.	
Impôts.....	14,247,988 ⁿ	I. Charges et frais de perception.	10,319,490 ⁿ
Douane.....	5,517,974	II. Dépens. publ., proprem. dites.	
Salines.....	2,681,366	1. Ministère de l'État.....	2,129,014
Domaines.....	2,369,762	2. — des affair. étrangères.	223,320
Forêts.....	2,774,086	3. — de la justice.....	1,856,962
Mines et usines.	1,572,886	4. — de l'intérieur.....	7,354,264
Monnaie.....	1,020,248	5. — des finances.....	4,728,028
Divers.....	1,131,150	6. — de la guerre.....	4,909,223
Totaux....	31,797,410ⁿ		31,520,291ⁿ

Ce qui aurait laissé un excédant de recettes de 277,119 florins; mais il fallait en outre une somme de 1,220,590 florins pour dépenses extraordinaires, ce qui constituait le budget des deux exercices réunis en déficit d'un million de florins environ. Il a été pourvu à ce déficit par une somme équivalente prise sur le fonds de la caisse d'amortissement. Les budgets particuliers, dont nous dirons plus loin les éléments constitutifs, représentaient en recette une somme de 18,874,888 florins contre une dépense de 20,773,327 florins, laissant ainsi un découvert de 1,898,439 florins. Le découvert des budgets particuliers provient surtout du bilan défavorable que laisse encore pour le moment le chapitre des chemins de fer. Pourtant, les dépenses ordinaires sont aussi en progrès continu, et nécessitent des impositions nouvelles ou des augmentations d'impôts; pour la période fiscale de 1856-57 on a particulièrement augmenté de 2 kreutzers l'impôt des terres et des maisons, qui se trouve porté à 21 kreutzers par 100 florins de la valeur des propriétés. Cette valeur, qui avait été estimée à 727.7 millions en 1815 et était montée à 795.2 millions en 1845, se trouve réduite à 791.6 millions en 1856-57.

La loi des finances, proposée le 3 mai 1858 et votée par la législature, établit comme suit le budget général de la période financière 1858-59 :

	Pour chaque année.	Pour les deux années.
Recettes ordinaires.....	16,327,572 ⁿ	32,655,144
Frais d'administration.....	5,507,546	11,015,092
Reste : recettes nettes.....	10,820,026	21,640,052

	Pour les deux années.
Dépenses pour les deux années.....	21,295,365
Excédant.....	344,687
Dépenses extraordinaires pour les années 1858 et 1859.....	1,020,125

Comparativement à la période précédente, il y a sur les recettes un accroissement de 857,734, tandis que les dépenses ordinaires et extraordinaires, y compris les charges et frais de perception, diminueraient de 430,424 florins. Le tableau qui précède n'en fait pas moins ressortir, pour les exercices 1858-59, un déficit de 675,438 florins dans le budget général. C'est pourtant moindre que dans les exercices 1856-57, où le découvert s'était élevé au double presque de cette somme.

Il y a de même une petite amélioration dans les budgets spéciaux, où les recettes ont augmenté dans une proportion plus forte que les dépenses : en 1854-55, celles-là s'étaient élevées à 25,491,399 et celles-ci à 34,851,151 florins ; en 1858-59, les recettes sont évaluées à 30,196,512 et les dépenses à 37,876,503 florins, soit une augmentation, en quatre ans, de 4,705,113 pour les unes et de 3,025,352 seulement pour les autres. Les recettes et les dépenses des budgets spéciaux s'établissent comme suit, pour la période fiscale 1858-59.

	Recettes.	Dépenses.
Administration postale.....	2,708,060 ⁿ	2,138,614 ⁿ
Direction des chemins de fer.....	9,645,442	5,957,688
Produit net du chemin de fer du Nècre au Main...	164,534	"
Administrat. de la construction des chemins de fer.	"	12,101,725
Caisse d'amortissement, idem.....	17,365,760	17,365,760
Administration des bains.....	312,716	312,716

Ce sont, on le voit, cette fois encore, les comptes des chemins de fer qui rendent défavorable la balance des budgets spéciaux ; ce sont eux aussi qui continuent à faire hausser, d'année en année, le montant de la dette publique.

La dette du grand-duché de Bade est assez récente. Au commencement du dix-neuvième siècle, l'ancienne dette était éteinte. Les guerres de l'Empire amenèrent des emprunts forcés et volontaires ; néanmoins, en 1820, la dette générale ne s'élevait encore qu'à 20,220,806 florins, à 23,964,522 florins en 1830 ; après être montée à 29,817,350 florins, en 1840, elle se trouvait, en

1850, ramenée à 25,918,971 florins. Mais à cette dernière période décennale appartiennent précisément les premiers grands emprunts des chemins de fer (12 millions de fl., du 1^{er} janv. 1843; 14 millions, du 21 févr. 1845, etc.); à côté de la dette générale, ils ont créé une dette spéciale qui, il y a deux ou trois ans, avait même dépassé déjà le chiffre de celle-ci. Au 1^{er} janv. 1856, en effet, la dette générale n'était que de 32,747,697 florins (ou de 35,747,697 florins, en y ajoutant les 3 millions de papier-monnaie), tandis que la dette des chemins de fer était déjà arrivée à 40,580,593 florins. La dette des chemins de fer n'a pas discontinué, depuis lors, ses accroissements, mais les progrès plus rapides de la dette générale ont rétabli l'égalité entre ces deux catégories de dettes. Voici, en effet, le résumé de la

Dette de l'État en 1856 :

1. Dette publique générale :			
1. Sans intérêts.....	12,000,000 ⁿ	}	43,028,832 ⁿ
2. Dû à des particuliers.....	28,028,832		
3. Papier-monnaie.....	5,000,000		
II. Dette des chemins de fer.....			42,764,661
Actif de la caisse d'amortissement.....			8,306,746

Tout porte néanmoins à croire, que par suite des nouvelles constructions de chemins de fer que l'État a arrêtées en 1858, la dette spéciale, avant la clôture de la période fiscale courante, aura largement dépassé la dette générale du grand-duché de Bade.

BAVIÈRE ¹.

I. Organisation financière.

La direction supérieure de l'administration financière appartient au ministère d'État des finances. Fonctionnent sous sa direction : — 1. la caisse centrale de l'État; — 2. la cour des comptes supérieure, pour la révision des comptes de l'État, pour surveiller la fidèle exécution des budgets, la vente ou l'échange des propriétés de l'État, et pour établir les comptes généraux des finances. Lui est subordonnée : la chambre des comptes pour la révision des

¹ Monnaie : florin, de 10.60 gr., au titre de 900; valeur = 2 fr. 16 c.

caisses secondaires, de la caisse de l'hôtel des monnaies, et des fonds des trois universités; — 3. l'administration générale des mines et salines, à laquelle appartiennent toutes les affaires qui se rapportent aux mines, aux usines, et à la fabrique de porcelaine de Nymphenbourg; lui sont subordonnées : les treize administrations minières, l'établissement de la peinture sur verre à Munich, sept principaux bureaux saliniers et sept bureaux forestiers; — 4. le bureau principal de la monnaie et du timbre; — 5. la commission de l'amortissement de la dette publique, à laquelle sont subordonnées : la caisse principale de l'amortissement, la caisse du rachat des droits féodaux, la caisse de l'amortissement des pensions, et six caisses spéciales de district; — 6. la commission du cadastre; — 7. l'administration générale de la loterie, avec quatre bureaux supérieurs; — 8. la direction royale de la banque à Nüremberg, de laquelle dépendent la banque principale à Nüremberg et six succursales; — 9. l'administration de Schleissheim, propriété de l'État; — 10. les directions financières de district. Auprès de chaque gouvernement de district, il y a une *chambre* de finances qui dirige l'administration financière du district, l'état des caisses et des comptes, les procès fiscaux, etc. Au-dessous de ces chambres de finances sont les bureaux de recette (*Rentämter*), qui recueillent les impôts et les taxes, effectuent les dépenses de perception, et remettent les excédants aux caisses de finance. Auprès de chaque chambre de finance il y a un employé spécial pour l'administration forestière du district. Des inspections et des bureaux spéciaux s'occupent de la perception et du compte du droit additionnel, imposé sur la drèche. En tout fonctionnent sous la direction des chambres de finances : 8 caisses de district, 8 caisses de secours (pour secourir, par des avances, les propriétaires et les industriels, dans les cas de détresse), 216 bureaux de recette généraux, 8 bureaux spéciaux, 575 bureaux forestiers et 14 autres bureaux.

Les ressources de l'État sont : les domaines, les droits régaliens, les impôts et les emprunts. Les domaines comprennent les forêts et les prairies, les exploitations industrielles de l'État, ainsi que les loyers et les dîmes; les droits régaliens sont : la régale minière, la régale salinière, la monnaie, la publication des journaux officiels et d'annonces, la poste, les chemins de fer de

l'État et les télégraphes. Les impôts sont directs et indirects. Appartiennent à la première catégorie : l'impôt foncier, l'impôt des maisons, l'impôt domanial, l'impôt sur l'industrie, l'impôt du revenu, l'impôt de la rente des capitaux, les versements pour les fonds de pensions des veuves et orphelins. Les taxes, le timbre, le droit additionnel et la douane constituent les impôts indirects. Quant à la dernière ressource — les emprunts — nous aurons à en parler plus longuement.

III. Budget.

La particularité la plus caractéristique dans l'organisation financière du royaume bavarois, c'est que le budget est voté pour une période de *six* ans. Nous donnons ci-après l'état des finances (*Finanz-Etat*) pour la dernière (septième) période financière écoulée (1850-55) et les prévisions budgétaires pour la période financière courante (1856-61) :

1. Recettes.

	État des finances pour 1850-55 (pour chaque année).	Prévisions des budgets pour 1856-61 (pour chaque année).
1. Impôts directs.		
Impôt foncier.....	4,641,168 ⁿ	9,327,491 ⁿ
— des maisons.....	606,028	965,071
— domanial.....	146,562	1,957
— sur l'industrie.....	844,298	1,145,016
— sur la rente des capitaux.....	730,657	536,436
Fonds de pensions.....	56,705	317,869
Ensemble.....	7,532,710	12,293,840
2. Impôts indirects.		
Taxes.....	2,950,000	3,350,000
Timbre.....	1,050,000	1,100,000
Droits additionnels.....	5,500,000	5,800,000
Douane.....	5,364,400	4,659,832
Ensemble.....	14,864,400	14,909,832
3. Droits régaliens et exploitations.		
Salines.....	2,450,000	2,450,000
Mines.....	56,850	110,400
Chemins de fer.....	1,130,000	3,000,000
Postes.....	300,000	300,000
Navigation à vapeur sur le Danube et le Lud- wigs-Kanal.....	51,455	150,000
Loterie.....	"	1,200,000
Divers.....	36,181	15,187
Ensemble.....	4,024,484	7,238,287

	État des finances pour 1850-55 (pour chaque année).	Prévisions des budgets pour 1856-61 (pour chaque année).
4. Domaines.		
Forêts et prairies.....	2,900,000	3,100,000
Industries.....	216,599	291,605
Droits seigneuriaux.....	4,412,165	4,284,353
Intérêts des capitaux de l'État.....	98,562	109,244
Ensemble.....	7,672,286	7,785,202
5. Divers.....	291,805	394,595
Total des recettes courantes.....	34,385,685	42,621,756
Ressources {		
extraor- { Loterie.....	1,200,000	"
dinaires. { Augmentation d'impôts.....	1,605,405	"
{ Solde des exercices précédents.....	400,000	450,000
Total général des recettes.....	37,591,090	43,071,756

2. Dépenses.

1. Dette publique.....	9,810,000 ^a	12,964,500 ^a
2. Liste civile.....	2,950,408	2,962,272
3. Ministère de la maison du roi et des affaires étrangères.....	435,321	494,000
4. — de la justice.....	1,487,570	1,579,238
5. — de l'intérieur.....	1,021,228	1,021,507
6. — du commerce.....	125,377	216,852
7. — des finances.....	775,178	815,160
8. Armée.....	10,042,000	10,672,800
9. Conseil d'État.....	93,240	84,963
10. Diète.....	60,000	60,000
11. Agriculture.....	616,665	757,686
12. Pensions des employés de l'État.....	558,200	558,200
13. Enseignement et cultes.....	2,425,592	2,556,421
14. Routes, ports et travaux hydrauliques....	2,323,718	2,615,400
15. Fonds de réserve.....	700,000	650,000
16. Divers.....	4,101,276	4,977,625
Total général des dépenses.....	37,591,090	43,071,756

Pour la juste appréciation des chiffres qui précèdent, il importe de constater que les recettes ne comprennent que les rentrées *nettes*; les frais de perception les augmentent d'une bonne moitié : en présentant aux chambres le dernier budget des recettes, le ministre des finances évaluait la recette brute à 65.2 millions de florins, c'est-à-dire que les contribuables auraient à payer 65.2 millions pour faire rentrer 40.6 millions dans les caisses de l'État. Un autre point intéressant c'est que la dette (9.8 millions); la cour (3 millions), l'armée (10.6 millions), les employés civils (11.6 millions), et le clergé (1.6 millions), prennent à eux seuls

jusqu'à six septièmes du budget, de sorte qu'il ne reste pour tous les autres besoins de l'État que la faible somme de 6 millions, dont la moitié seulement trouve un emploi productif. De la sixième à la septième période financière l'accroissement des dépenses est de $\frac{1}{6}$; la moitié de cet accroissement (3.1 millions) appartient au compte de la dette, dont la dotation s'est fortement accrue, non-seulement par de nouveaux emprunts, mais encore parce qu'on a transféré sur ce compte la somme de 400,000 florins de pensions militaires, pour rendre moins sensible l'augmentation du budget de l'armée. Ce budget s'est néanmoins accru de 630,000 florins; il faut y ajouter, que de 1848 à 1855 l'armée a reçu en outre 21,389,423 florins en ressources extraordinaires; on estime que de 1815 à 1850 l'armée aurait coûté plus de 300 millions. Les pensions prennent également une place très-large — beaucoup trop large, à ce qu'on prétend — dans le budget bavarois.

III. Dette.

La dette, au moment où la Bavière adoptait un régime plus ou moins constitutionnel (1818) s'élevait à 105 millions avec 2,722,658 florins des intérêts arriérés. On devait amortir annuellement, en outre de ces arriérés, 3 $\frac{2}{3}$ p. 100 du capital. Mais d'anciennes dettes à titres divers surgissaient constamment, et la dette publique augmentait au lieu de décroître. Elle était arrivée à 110 millions en 1820 et montait ensuite

A	111.5 millions en	1825
122.5	—	1826
128	—	1830
132	—	1831

où elle commençait à décroître et redescendait jusqu'à 126 millions en 1847. Depuis cette dernière année par contre de nombreux emprunts sont venus l'augmenter de nouveau. Il y avait l'emprunt de 10.5 millions du 30 novembre 1847 à 4 p. 100; les trois emprunts 5 p. 100, de 7 millions chaque, autorisés par les lois des 12 mai 1848, 23 décembre 1849 et 21 mai 1850; l'emprunt des chemins de fer à 5 p. 100, de 10 millions, autorisé par la loi du 30 juin 1850; les trois emprunts 4 $\frac{1}{2}$ p. 100, de 2.5, de

5 et de 6.5 millions, autorisés par les lois des 28 juillet 1850, 31 mars 1852 et 22 février 1855. Il est vrai, qu'au commencement de l'exercice 1856 les deux emprunts de 1848 et 1849 étaient remboursés jusqu'au reliquat de 260,000 florins; il n'en restait pas moins un très-fort accroissement de la dette publique, laquelle au 1^{er} octobre 1855 se composait comme suit :

1. Dette ancienne.....	107,629,295 ⁿ
2. Dette nouvelle.....	19,916,869
3. Emprunts militaires.....	6,421,113
4. Dettes des chemins de fer.....	72,237,300
5. Rachat des droits féodaux.....	102,755,225
Total.....	308,959,602 ⁿ

On n'a pas discontinué depuis lors de travailler à la réduction de la dette. On le verra suffisamment par l'exposé qui suit de l'état actuel de la dette, exposé que nous empruntons au rapport présenté à la première Chambre dans la dernière session, par M. le comte Reigersberg, conseiller d'État et commissaire de la Chambre haute auprès de la caisse d'amortissement :

I. *Dette ancienne.* — A l'ouverture de la septième période financière, le 16 octobre 1856, la dette ancienne représentait un capital de 104,712,162 florins avec un arriéré d'intérêts de 213,399 florins, soit une diminution — comparativement à l'année précédente — de 2,928,760 florins sur le capital et de 21,242 florins sur l'arriéré d'intérêts. Une année après, soit le 16 octobre 1857, la dette s'élevait à 102,302,977 florins avec un arriéré d'intérêts de 191,277 florins, soit une nouvelle réduction de 2,409,185 florins et respectivement de 22,122 florins. En comparant l'état de la dette et de l'arriéré du 1^{er} octobre 1857, avec le maximum (132,605,353 florins) atteint au 1^{er} octobre 1831, l'on trouve, que nonobstant les nouvelles charges et assignations, l'ancienne dette bavaroi se a été réduite entre 1831 et 1857 de la somme de 30,111,098 florins; encore faut-il tenir compte de ce fait, que la dette contractée pour les constructions des chemins de fer figure pour 7,894,466 florins dans le passif de 1857. Il y avait tout lieu à espérer, que l'année financière 1857/8 le fera descendre au-dessous de 100 millions.

II. *Dette nouvelle.* — Elle se compose des trois emprunts de 1852 et 1855 (deux en cette dernière année) contractés par voie

de souscription. Les trois emprunts étaient de 31,650,000 florins; au 31 octobre 1856 le passif était descendu à 25,672,845 florins; il n'était plus le 31 octobre 1857 que de 24,641,232 florins, soit un amortissement total de 7,008,767 florins, que l'année financière 1857/8 devait faire monter à la somme de 8,300,000 florins.

III. L'état de la *caisse d'amortissement et de pensions*, avait été le 1^{er} octobre 1856 de 1,028,920 florins; il n'était plus le 1^{er} octobre 1857 que de 950,584 florins.

IV. *Dette des chemins de fer*. De 1853 jusqu'à la fin juillet 1858 on avait réalisé sur les emprunts contractés par les chemins de fer la somme de 93,096,926 florins; à cette dernière date la dette n'était plus que de 87,953,334 florins, soit donc une réduction de 5,143,592 florins; le remboursement des obligations déjà désignées par le sort, mais non encore rentrées, devait considérablement diminuer encore la dette avant la fin de l'année financière 1857/8.

V. La dette provenant du *rachat des charges seigneuriales* avait, de 1856 jusque fin juillet 1858, diminué de 3,316,025 florins et s'élevait, à cette dernière date, à la somme totale de 104,567,957 florins.

En tout, la dette bavarroise, qui en 1818 formait un capital de 102,961,173 florins exigeant la somme de 3,338,327 florins d'intérêt annuel, représentait quarante ans après (1858) un capital de 316,742,694 florins et réclamait 13,186,460 florins d'intérêt annuel. Mais en faisant abstraction de la dette des chemins de fer (87,953,334 florins) et de la dette provenant du rachat des charges seigneuriales (104,567,957 florins), — deux dettes dont on ne saurait contester l'utilité et la productivité et dont le service d'intérêts est assuré par des revenus spéciaux — la dette publique proprement dite, qui charge le Trésor et les contribuables, n'est que de 124,221,423 florins, soit de 27.33 florins par tête.

D'après un avis officiel du 20 juillet 1858, les *dettes communales* dans toute la monarchie s'élevaient, à la clôture de l'exercice 1856-57, à la somme de 13,033,215 florins, soit une augmentation de 798,403 florins sur la clôture de l'exercice précédent.

BELGIQUE ¹.**1. Organisation financière.**

« Il ne peut être établi de privilège en matière d'impôts : » tel est le principe consacré par l'art. 112 de la constitution belge, décrétée le 7 février 1831. La conséquence nécessaire de ce principe devait être la réforme rationnelle et complète du système d'impôts légué au nouvel État par les législations surannées de la France et des Pays-Bas ; mais une réforme sérieuse, qui ne soit pas du replâtrage, ne s'improvisant pas, l'art. 139 de la constitution a placé les finances au nombre des objets auxquels il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées et dans le plus court délai possible. Vingt-huit ans se sont écoulés depuis, et la réforme promise reste constamment à l'ordre du jour des différents partis politiques qui se succèdent si rapidement au pouvoir ; tous se bornent à l'inscrire dans leur programme.

Si le système des impôts laisse tant à désirer pour l'assiette comme pour la répartition ; s'il demeure en contradiction flagrante et permanente avec les art. 112 et 139 de la constitution, il en est tout autrement de la réforme administrative qui, grâce à l'énergique initiative du ministre des finances de cette époque, ne s'est pas fait longtemps attendre. La pensée qui a dicté la nouvelle organisation, fixée par arrêté du régent du 18 mars 1831, est ainsi exprimée au début du rapport qui l'accompagne : « Le gouvernement du roi avait successivement dénaturé toutes les administrations financières, détruit la hiérarchie nécessaire au maintien de l'ordre et de l'harmonie dans l'exécution, confondu dans une même personne l'agent du fisc et le juge des contestations entre le fisc et les contribuables, enlevé aux citoyens la garantie que leur donnait la loi lorsqu'elle fait intervenir les gouverneurs entre les préposés de l'administration et les autorités communales, amalgamé la direction de toutes les branches de revenus de l'État..... »

Désormais le ministre, à raison de la responsabilité qui pèse

¹ Monnaie française.

sur lui, est le chef unique de toutes les administrations financières. Celles-ci comprennent aujourd'hui, outre l'administration centrale : 1^o le trésor public ; 2^o les contributions directes, douanes et accises, le cadastre et la garantie des matières d'or et d'argent ; 3^o l'enregistrement et les domaines ; 4^o les monnaies. Le personnel préposé aux différents services, à l'administration centrale aussi bien que dans les provinces, se compose de 7,360 agents de tout grade et dont les traitements réunis s'élèvent à la somme de 9,226,667 francs. Dans la loi du 8 avril 1857, augmentant les traitements des employés de l'État inférieurs à 1,600 francs, le personnel des finances compte pour 667,680 francs, et d'après un tableau imprimé à la suite du projet de loi, les employés de cette catégorie sont au nombre de 5,564, emportant ensemble 4,645,750 francs, ou la moitié du montant total des traitements. Les traitements individuels qui seront indiqués dans le cours de cet article, sont tirés du compte rendu, en 1858, pour l'exercice 1856, par conséquent l'augmentation des traitements inférieurs non comprise ; il suffit d'ajouter à ces derniers 14 1/2 p. 100 pour les élever très-approximativement à leurs taux actuels.

Administration centrale. — Le traitement du ministre est de 21,000 francs, plus la disposition d'un hôtel meublé. Son secrétaire de cabinet est un directeur de l'enregistrement, détaché de l'administration à laquelle il appartient.

Le secrétariat général comprend : 1 secrétaire général à 9,000 francs ; 1 directeur à 7,000 ; 2 chefs de bureau, de 4,000 à 5,000 francs ; 19 employés, de 800 à 3,000 francs. — Budgets de l'État ; comptabilité et service intérieur du ministère ; pensions et secours ; statistique commerciale.

Le trésor public : 1 directeur général à 10,500 francs ; 3 directeurs à 7,000 ; 6 inspecteurs et chefs de bureau, de 3,600 à 5,000 ; 13 employés, de 800 à 3,000 francs. — Ce personnel se répartit en trois directions : à la première sont attribués le grand livre et les comptes généraux, le contrôle des recettes de la trésorerie et de la comptabilité, tant du caissier de l'État et des agents du Trésor dans les provinces, que des administrations des contributions et de l'enregistrement ; à la seconde, l'ordonnancement, le contrôle et la vérification des pièces de dépenses acquittées sur les budgets ; à la troisième, la dette publique et les pensions. La banque

nationale, créée par la loi du 5 mai 1850, est chargée du service de caissier de l'État aux conditions réglées par une convention approuvée par arrêté royal. Un personnel spécial, composé de 1 directeur à 9,000 francs, 1 inspecteur à 5,000 et 4 employés de 1,200 à 2,600 francs, est affecté à la caisse d'amortissement, à celle des dépôts et consignations et à la caisse générale de retraite, cette dernière coûtant 3,150 francs. Une commission, instituée en vertu de la loi du 15 novembre 1847, est chargée de la surveillance de la caisse d'amortissement et des dépôts.

Les contributions directes, douanes et accises : 1 directeur général à 9,000 francs; 1 inspecteur général à 8,400; 4 directeurs de 7,000 à 7,500; 9 inspecteurs et chefs de bureau de 2,900 à 5,000; 38 employés de 800 à 3,000 francs. — Quatre directions : la première, contributions directes, cadastre et masse d'habillement; la seconde, douanes et accises; la troisième, contentieux, garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent, vérification des registres tenus par les receveurs, matériel et affaires générales; la quatrième, personnel et secrétariat de l'administration.

L'enregistrement et les domaines : 1 directeur général à 9,000 francs; 1 inspecteur général à 8,000; 2 directeurs à 7,000; 5 inspecteurs et chefs de bureau de 3,150 à 5,000; 10 employés de 800 à 2,100 francs. — Trois directions : la première, enregistrement, timbre, successions, greffe, hypothèques; la seconde, domaines, eaux et forêts; la troisième, affaires générales, personnel, produits divers.

Les monnaies : 1 commissaire à 6,000 francs; 1 inspecteur général de 4,400 à 4,700; 6 employés de 1,200 à 3,150 francs. L'hôtel des monnaies est à Bruxelles, avec 1 directeur de la fabrication, 1 contrôleur au change et au monnayage, 2 essayeurs et 1 graveur.

Trésor public. — Ce service, en province, compte 27 agents, 1 par arrondissement, judiciaire ou administratif; ceux qui résident dans les chefs-lieux de province, la Flandre occidentale et le Luxembourg exceptés, sont directeurs à titre personnel. Leurs traitements réunis s'élèvent à 123,680 francs, plus 25,700 francs pour frais de loyer et de bureau. — Les agents du Trésor sont chargés d'effectuer tous les paiements pour compte de l'État; ils

disposent, à cet effet, sur la caisse de l'agent de la banque nationale de leur localité, ainsi que sur les caisses des receveurs des impôts. A Bruxelles, par exception, le paiement des rentes inscrites au grand-livre de la dette publique, ainsi que la délivrance et le remboursement des bons du Trésor, se font par un agent spécial qui a le titre d'agent-payeur de la dette publique.

Contributions directes, douanes et accises. — Cette administration, dans les provinces, a deux branches distinctes, l'une de surveillance générale, à laquelle sont attachés 9 directeurs, 1 par province, à 8,000 francs, 9 inspecteurs en chef de 5,400 à 6,000, 21 inspecteurs d'arrondissement de 4,000 à 5,000, 1 chimiste aviseur à 3,500, 9 premiers commis de direction de 2,500 à 3,500, 24 seconds commis de 1,400 à 2,200, 24 troisièmes commis de 1,000 à 1,200, et 21 commis d'inspection à 800 francs. Dans l'autre branche il y a d'abord le service des contributions directes, des accises et de la comptabilité, avec 97 contrôleurs de 2,700 à 3,500 francs, 4 entreposeurs de 2,700 à 3,500, 117 receveurs au traitement fixe de 1,200 à 9,000, 47 commis aux écritures de 1,200 à 1,800, 37 aspirants-commis aux écritures de 700 à 1,000, 31 commis-chefs ambulants à 1,500, et 541 commis des accises de 800 à 1,200 fr. Il y a ensuite le service des douanes et de la recherche maritime, avec 1 inspecteur en chef des douanes sur les chemins de fer à 6,000 francs, 9 inspecteurs de 3,400 à 5,000, 44 contrôleurs de 2,700 à 3,500, 69 vérificateurs de 1,600 à 2,400, 40 aspirants vérificateurs de 800 à 1,200, 43 lieutenants à 1,600, 75 sous-lieutenants à 1,400, 544 brigadiers à 1,100, 560 sous-brigadiers à 900, 3,275 préposés à 700, 51 matelots à 850, et 4 mousques à 500 francs. A cette énumération viennent s'ajouter les receveurs des contributions, accises et douanes, rétribués au moyen de remises proportionnelles et d'indemnités, s'élevant ensemble à 1,471,478 fr. 03 c., chiffre de 1856. En outre, diverses catégories d'agents, supérieurs et inférieurs, jouissent d'émoluments à divers titres : suppléments de traitement, 61,833 fr. 26 c.; traitements temporaires, 32,429 fr. 25 c.; frais de bureau et de tournée, 67,698 fr. 10 c.; indemnités, primes et dépenses diverses, 262,715 fr. 87 c.; police douanière, 1,372 fr. 56 c.; matériel, 104,099 fr.; entrepôt d'Anvers, 15,748 fr. 17 c. Les postes de 67,698 francs et de 262,715 francs,

comprennent aussi les agents du cadastre et ceux de la garantie des matières d'or et d'argent. Le service de la conservation du cadastre a 9 inspecteurs de 4,300 à 5,000 francs, 9 contrôleurs de 2,500 à 3,000, 136 géomètres de 1,200 à 1,800, 29 aspirants géomètres à 700 francs, et celui de la garantie 12 contrôleurs de 2,200 à 3,200, 5 contrôleurs-adjoints de 1,800 à 2,000 et 12 essayeurs de 300 à 900 francs.

A l'exception de deux nouveaux impôts de consommation, créés sous le régime actuel, sur le débit des boissons alcooliques en 1838 et sur le débit du tabac en 1851, toute la législation fiscale de la Belgique, comme nous l'avons dit en commençant, est une tradition d'anciens régimes. La loi du 3 frimaire an VII régit la contribution foncière, dont le montant, fixé annuellement par la loi du budget, est réparti proportionnellement au revenu cadastral des propriétés. La redevance sur les mines, créée par la loi du 21 avril 1810 et réglementée par le décret impérial du 6 mai 1811, se divise en fixe et proportionnelle : la première étant basée sur l'étendue en superficie de la concession, et l'autre sur les produits. La contribution personnelle est établie par la loi du 28 juin 1822, d'après ces six bases : valeur locative des habitations ; portes et fenêtres ; foyers ; valeur du mobilier ; nombre de domestiques et nombre de chevaux. Le droit de patente, réglé par la loi du 21 mai 1819, sauf les modifications y apportées en 1823, 1842 et 1849, est basé sur l'exercice d'une profession, d'un commerce ou d'une industrie, d'après deux tarifs, dont le premier invariablement applicable à toutes les communes, et le second, divisé en six degrés, pour les professions et les industries sur lesquelles influe le chiffre de la population. Le régime des douanes est établi par la loi du 26 août 1822, modifiée par les lois des 31 mars 1828 et 4 mars 1846 sur les entrepôts ; du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude ; du 21 juillet 1844, établissant le système des droits différentiels ; du 21 mars 1846, ordonnant la publication officielle du tarif de douane, et du 6 août 1849 sur le transit. Les droits d'accises, qui se perçoivent en vertu de la loi générale du 26 août 1822, sont réglés séparément : par les lois des 12 mai 1819, 27 juillet 1822, 24 décembre 1829 et 24 décembre 1853, pour les vins étrangers ; des 2 août 1822, 20 décembre 1851 et 9 juin 1853

pour les bières et vinaigres; des 27 juin 1842, 20 décembre 1851 et 9 juin 1853 pour les eaux-de-vie indigènes; des 4 avril 1843, 18 juin 1849 et 12 août 1852 pour les sucres; des 5 janvier 1844, 2 janvier 1847 et 14 mars 1854 pour les eaux-de-vie étrangères et le sel. La même loi du 26 août 1822 régit le droit de tonnage perçu sur les navires de mer, et enfin la loi du 19 brumaire an VI contient les dispositions qui régissent le droit de garantie des ouvrages d'or et d'argent.

Enregistrement et domaines. — Personnel : 1^o pour l'enregistrement et le timbre : 9 directeurs de province à 8,000 francs non compris les frais de bureaux, 12 inspecteurs de 6,000 à 6,500, 35 vérificateurs de 3,600 à 4,500, 9 premiers commis de direction de 2,400 à 2,700, 17 seconds commis de 1,200 à 1,500, 3 surveillants aux ventes du timbre de 1,200 à 2,200, 1 conservateur de l'atelier général du timbre à 4,800, 5 gardes-magasins contrôleurs du timbre de 1,700 à 2,700, et 34 timbreurs, compteurs et tourne-feuilles de 850 à 1,300 francs; 2^o pour les domaines : contrôleurs, receveurs et préposés au péage des canaux et rivières canalisées, aux traitements réunis de 97,613 fr. 63 c.; 3^o pour les forêts : 9 inspecteurs de province de 3,150 à 5,000 francs, 3 sous-inspecteurs à 2,400, 21 gardes généraux de 1,590 à 1,690 et 474 gardes de 600 à 1,000 francs. Les remises des receveurs de l'enregistrement s'élèvent ensemble à 903,063 fr. 96 c. — Les droits d'enregistrement sur tous les actes, soit civils, soit judiciaires ou extra-judiciaires, se perçoivent en vertu de la loi organique du 22 frimaire an VII, complétée ou modifiée dans ses dispositions organiques ou dans celles de son tarif, par les lois des 22 pluviôse an VII, 27 ventôse an IX, 31 mai 1824 et 6 juin 1850. La perception des droits de greffe sur les actes des tribunaux civils et de commerce est réglée par la loi du 21 ventôse an VII; l'État paye, pour remises aux greffiers, 41,963 fr. 20 c., chiffre de 1856. Le régime hypothécaire, perception et quotité des droits d'inscription et de transcription, primitivement établi par la loi du 21 ventôse an VII, a été réorganisé par la loi du 16 décembre 1851. Les droits de succession et de mutation par décès, réglés par la loi du 27 décembre 1817, ont été étendus aux successions en ligne directe et entre époux par une loi du 17 décembre 1851. La loi organique du 13 bru-

maire an VII, qui a établi un droit de timbre sur tous les papiers destinés aux actes civils et judiciaires et aux écrits qui peuvent être produits en justice, a été souvent modifiée, et en dernier lieu par les lois du 25 mai, du 20 juillet et du 28 décembre 1848, qui ont pour objet respectivement de supprimer le timbre des journaux et des écrits périodiques, de modifier le droit de timbre des effets de commerce et des bons de caisse, et celui des lettres de voitures. Ont été aussi supprimés : les droits de douane à la sortie et au transit, remplacés par un droit de balance, ainsi que les droits de poinçonnage des poids et mesures, dont l'administration ressortit au ministère de l'intérieur, sauf que les conventions sont constatées par les employés des accises. L'administration des postes rentre dans les attributions du département des travaux publics.

Cour des comptes. — Ce corps, organisé par la loi du 29 octobre 1846 remplaçant le décret du 9 avril 1831, complète l'organisation financière de l'État. Nommée par la chambre des représentants pour le terme de six ans, la cour des comptes se compose d'un président au traitement de 9,000 francs et le logement, de six conseillers et d'un greffier à 7,000 francs. Elle est chargée de l'examen de la liquidation des comptes de l'administration générale et de tous comptables envers le Trésor, correspond directement avec les administrations générales et avec les comptables, règle et apure les comptes, et établit par ses arrêts définitifs si les comptables sont quittes, en avance ou en débet. Les arrêts de la cour contre les comptables sont exécutoires.

II. Budget de l'État.

Dépenses. — Le premier tableau ci-après présente, pour l'exercice courant et les deux exercices antérieurs, les dépenses de l'État résumées par grandes branches de service, y compris les crédits supplémentaires votés jusqu'en octobre 1858.

Recettes. — Les contributions et les revenus publics, qui constituent les recettes de l'État, comprennent : 1° Les impôts proprement dits (le foncier avec la redevance sur les mines, la contribution personnelle et les patentes étant qualifiés de contributions directes, et tous les autres, d'impôts indirects); 2° les

péages ou produits des canaux et rivières, des barrières, des postes, des bateaux à vapeur; 3° les revenus des propriétés domaniales, des rentes et des capitaux; 4° les remboursements des avances faites par l'État, et les recettes accidentelles; 5° les fonds spéciaux. Les recettes pour ordre (cautionnements, caisses des pensions des veuves et des orphelins civils et militaires, recouvrements d'impôts au profit des provinces et des communes, etc.) restent en dehors du budget et figurent à la suite. Pour le produit des impôts et les autres recettes de l'État, voyez ci-après le deuxième tableau. Une note préliminaire, qui précède le projet de budget de l'exercice 1859, après avoir constaté un accroissement régulier de presque tous les produits des impôts, fait observer avec raison que c'est, en grande partie, le résultat de l'élévation progressive de la population et de l'augmentation de la richesse nationale. Relativement à la population, les charges publiques sont moins élevées en Belgique qu'en France et dans les Pays-Bas.

1. Dépenses.

	1857	1858	1859
Dette publique.....	37,715,351 ^{fr}	37,830,555 ^{fr}	38,632,555 ^{fr}
Dotations.....	4,046,103	4,302,563	4,051,942
Ministère de la justice.....	14,320,842	13,836,136	12,518,830
— affair. étrang. et marine.	2,516,397	2,621,711	2,621,701
— intérieur.....	8,387,735	7,969,495	8,373,305
— travaux publics.....	25,453,042	24,650,035	24,344,179
— guerre.....	33,896,861	35,672,288	32,069,380
— finances.....	11,642,992	11,642,811	11,595,361
Non-valeurs et remboursements..	2,303,601	2,368,608	2,428,000
Totaux.....	140,282,924^{fr}	140,894,252^{fr}	136,635,253^{fr}

2. Recettes.

	1857	1858	1859
Contribution foncière.....	18,886,290 ^{fr}	18,886,290 ^{fr}	18,886,290 ^{fr}
— personnelle.....	9,700,000	9,850,000	10,010,000
Patentes.....	3,700,000	3,850,000	4,026,000
Redevances sur les mines.....	600,600	623,700	669,900
Droits de débit des boissons alcoo- liques.....	875,000	950,000	950,000
— — — de tabac.....	165,000	165,000	165,000
Droits d'entrée.....	11,100,000	12,800,000	13,500,000
— de sortie.....	50,000	100,000	100,000
Douanes. { — de transit.....	10,000	5,000	1,000
— de tonnage.....	650,000	600,000	680,000
Timbre.....	35,000	35,000	■

	1857	1858	1859
Sel.	4,950,000	5,050,000	5,075,000
Vins étrangers.	2,100,000	2,200,000	2,350,000
Eaux-de-vie étrangères.	225,000	225,000	225,000
Accises. — — indigènes.	4,900,000	5,000,000	6,000,000
Bières et vinaigres.	6,400,000	7,000,000	7,400,000
Sucres.	4,503,000	4,515,000	4,515,000
Timbre.	16,000	16,000	
Droits de marque des matières d'or et d'argent.	200,000	225,000	225,000
Droits de magasin des entrepôts.	280,000	180,000	180,000
Recettes extraordinaires et acci- dentelles.	40,000	40,000	40,000
Enregistrement.	12,800,000	12,800,000	12,900,000
Grefte.	275,000	260,000	260,000
Hypothèques.	2,200,000	2,400,000	2,650,000
Successions.	8,500,000	7,885,000	7,980,000
Droit de mutation en ligne directe.	1,600,000	1,465,000	1,570,000
Droits dus par les époux survivants.	125,000	150,000	130,000
Timbre.	3,250,000	3,400,000	3,700,000
Naturalisations.	5,000	5,000	5,000
Amendes en matière d'impôts.	150,000	150,000	150,000
— de condamnation en ma- tières diverses.	130,000	130,000	130,000
Produits des péages sur les canaux et rivières.	3,100,000	3,280,000	3,170,000
— des barrières sur les routes de l'État.	1,720,000	1,650,000	1,600,000
Postes et marine.	4,810,000	4,895,000	4,910,000
Chemins de fer.	23,500,000	23,500,000	25,350,000
Télégraphes.	280,000	360,000	450,000
Autres produits et revenus des do- maines.	5,193,100	5,222,500	5,632,500
Produits des ventes de biens domai- niaux.	1,000,000	400,000	400,000
Remboursements.	1,581,000	1,642,300	1,647,300
Totaux.	139,604,990^{fr}	141,910,790^{fr}	147,632,990^{fr}

III. Dette publique.

Le compte général de l'administration des finances, pour l'année 1855, est le dernier qui ait été publié. D'après ce document, présenté aux chambres législatives dans leur session de 1857 à 1858, voici quelle était la situation de la dette publique au 1^{er} janvier 1856 : capital nominal, 681,210,563 fr. 74 c.; rente, 32,166,308 fr. 75 c.; capital restant à amortir, 627,631,522 fr. 07 c. Ces nombres se décomposent ainsi qu'il suit :

1. Dette ordinaire.

Rentes créées sans expression de capital...	Cap. nom.	Rente.	Restant à amortir.
Detle à 2 1/2 %.....	220,105,631 ^{fr} 74 ^c	1,146,560 ^{fr} 5,502,640 78	220,105,631 ^{fr} 74 ^c
Detle résultant de conversion (loi du 21 mars 1844, rente 4 1/2 %).	84,341,632	3,795,373 44	71,410,426 13
Empr. de 84,656,000 f. (rente 4 1/2 %).....	84,656,000	3,809,520	78,510,228 09
Detle de 7,624,000 fr. (rente 3 %).....	7,624,000	228,720	6,432,059 51
Partie de la dette de 157,615,300 fr, créée en 1853 (r. 4 1/2 %).	23,862,027 29	1,073,791 22	23,527,914 14
Detle flottante.....	8,916,000	356,640	8,916,000
Pensions de toute nature.		5,706,298	
Rentes viagères.....		2,790 03	
Totaux.....	429,505,291^{fr}03^c	21,622,333^{fr}47^c	408,902,259^{fr}61^c

2. Dette extraordinaire, créée pour construction de chemins de fer, routes, canaux, etc.

Emp. de 30,000,000 fr. (rente 4 %).....	30,000,000 ^{fr} 1 ^c	1,200,000 ^{fr} 1 ^c	19,666,291 45 ^c
Emp. de 50,850,800 fr. (rente 3 %).....	50,850,800 "	1,525,524 "	32,760,290 93
Detle résultant de la con- version de l'emprunt de 1,480,481 f. 48 c., et de 10,000,000 de fr. de la dette flottante...	11,101,200 "	499,554 "	9,399,171 01
Emp. de 26,000,000 de francs (rente 5 %)...	26,000,000 "	1,300,000 "	25,023,033 13
Partie de la dette de 157,615,300 fr., créée en 1853 (r. 4 1/2 %)...	133,753,272 71	6,018,897 28	131,880,475 94
Totaux.....	251,705,272 ^{fr} 71 ^c	10,543,975 ^{fr} 28 ^c	218,729,262 ^{fr} 46 ^c
Totaux généraux.	681,210,563 ^{fr} 74 ^c	32,166,308 ^{fr} 75 ^c	627,631,522 ^{fr} 07 ^c

La situation générale du Trésor public au 1^{er} septembre 1858, et présentant un état sommaire de la dette publique, montre que le capital des dettes réunies était primitivement de..... 839,988,563^{fr}74^c

Que l'amortissement opéré s'élève à..... 234,244,783 11

Et que, par conséquent, il reste à amortir un capital de... 605,743,780^{fr}63^c

Dans ce dernier chiffre de 605,743,780 fr. 63 c., présenté comme capital restant à rembourser, les dettes à 4, à 3 et à 2 1/2 p. 100 sont comprises pour leur valeur nominale.

IV. Finances provinciales et communales.

Le tableau suivant indique le montant des finances des provinces, en recettes et en dépenses, pour les trois derniers exercices. Les recettes proviennent principalement, outre quelques revenus patrimoniaux, des centimes additionnels aux contributions de l'État, du fermage des barrières de routes, du produit des péages des canaux et rivières, de la taxe sur les chiens. Le gouvernement accorde des subsides pour constructions de routes, d'édifices publics et d'autres travaux de propriété provinciale. Dans le même but, les provinces recourent à des emprunts : c'est ce qui explique la différence de près de 3 millions en plus de l'exercice 1857.

PROVINCES.	Population au 31 décembre 1857.	1857	1858	1859
Anvers.	439,954	420,043 ^{fr}	435,784 ^{fr}	461,902 ^{fr}
Brabant.	761,404	3,467,400	1,317,883	1,084,691
Flandre occidentale.	629,379	1,667,946	1,656,114	1,675,378
— orientale. ...	781,531	580,860	543,523	572,796
Hainaut.	778,906	1,102,624	950,847	1,015,554
Liège.	509,053	881,734	522,381	523,487
Limbourg.	192,638	193,314	193,680	198,530
Luxembourg.	195,498	305,227	300,447	291,472
Namur.	288,873	435,505	405,792	1,173,639
Totaux.	4,577,236	9,054,653^{fr}	6,326,451^{fr}	6,997,499^{fr}

Année moyenne sur sept (1850 à 1856), les finances communales ont présenté les résultats suivants :

Recettes...	{	Ordinaires.....	{ Villes (86).....	14,547,733 ^{fr}
			{ Communes rurales (2,445)...	9,785,162
	{	Extraordinaires..	{ Villes.....	8,241,130
			{ Communes.....	8,178,009
			Total.....		40,752,034^{fr}
Dépenses...	{	Ordinaires.....	{ Villes.....	12,832,082 ^{fr}
			{ Communes.....	10,954,494
	{	Extraordinaires..	{ Villes.....	9,915,883
			{ Communes.....	5,055,331
			Total.....		38,757,790^{fr}

Les revenus ordinaires des communes se divisent en cinq catégories, savoir :

1° Revenus patrimoniaux : produits de rentes sur l'État, sur

les établissements publics et sur les particuliers ; intérêts de fonds placés au Trésor public ; produits de ventes de coupes de bois et d'autres immeubles ;

2° Perceptions autorisées : produits de location d'emplacement dans les foires et marchés ; droits de mesurage, de pesage et de jaugeage ; droits de péage de chaussée et de passage ; fermage de boues ;

3° Contributions et taxes également autorisées ; centimes additionnels ordinaires aux contributions de l'État ; taxe sur les chiens ; cotisations personnelles ;

4° Droits d'octroi et revenus divers. — Les droits d'octroi sont perçus dans 61 villes et dans 14 communes rurales. Les prévisions des budgets des exercices 1850 à 1856 portaient ces droits à 69,605,887 francs, soit, année moyenne, 9,768,170 francs pour les villes, et 175,530 francs pour les campagnes.

Les revenus extraordinaires se composent de subsides sur les fonds du Trésor ou de la province, des produits de ventes d'immeubles, des emprunts et des centimes extraordinaires aux contributions de l'État.

Les dépenses ordinaires comprennent les frais d'administration, tels que traitements des bourgmestres et échevins, des secrétaires, receveurs et autres employés et agents communaux ; les contributions assises sur les biens communaux ; les dettes liquidées et exigibles, ainsi que celles résultant de condamnations judiciaires ; les secours aux fabriques d'églises et aux consistoires ; les suppléments de traitements des desservants et des vicaires ; les frais que les lois sur l'instruction primaire et moyenne mettent à la charge des communes ; les dépenses relatives à la police de sûreté et de salubrité locales ; les frais d'entretien et de traitement des aliénés, des aveugles et des sourds-muets indigents, ainsi que des enfants trouvés ; les dépenses de la voirie communale et des chemins vicinaux, etc.

Les dépenses extraordinaires consistent dans les sommes payées pour constructions ou acquisitions de bâtiments communaux, les remboursements ou amortissements d'emprunts.

La statistique financière des communes, y compris les emprunts, pour les sept exercices ci-dessus désignés, vient d'être donnée, avec tous les détails qu'elle comporte, dans le tome II

des Documents publiés par le département de l'intérieur avec le concours de la commission centrale de statistique. Il est essentiel d'observer que les droits d'affouage, de pacage et autres émoluments semblables, dont les habitants jouissent en commun, ne sont pas compris dans les budgets communaux. XAVIER HEUSCHLING.

Nous complétons les intéressants renseignements qui précèdent, par le tableau suivant que vient de publier le *Moniteur belge* et qui donne pour les trois premiers trimestres de 1858 l'état comparatif des évaluations des revenus avec les recouvrements faits au 31 décembre de ladite année, et comparaison des recettes de l'année 1858 avec celles de l'année 1857.

NATURE DES IMPOTS.	MONTANT des trois quarts des évaluations de 1858.	MONTANT des recouvrements des 9 premiers mois de 1858.	MONTANT des recouvrements des 9 premiers mois de 1857.
Administration des contributions directes, douanes et accises.			
Droits de douanes.....	15,540,000 ^{fr}	16,439,055 ^{fr} 07 ^c	13,096,933 ^{fr} 67 ^c
le sel.....	5,050,000	5,130,995 54	5,074,097 70
les vins.....	2,200,000	2,717,927 48	2,245,609 40
les eaux-de-vie étrangères.....	5,000,000	7,207,407 91	5,839,167 55
indigènes.....	225,000	303,487 58	218,956 25
les bières et vinaigres.....	7,000,000	7,639,624 58	7,255,577 80
le sucre.....	4,500,000	4,785,848 97	4,500,500 00
les glucoses et autres sucres non cristallisables.....	15,000	16,414 88	17,794 05
les timbres de quittance et les permis de circulation.....	16,000	18,337 65	16,944 13
Droits de garantie de matières d'or et d'argent..	225,000	232,511 82	240,992 42
Droits d'entrepôt perçus au profit de l'État.....	180,000	194,063 08	150,363 58
Recettes extraordinaires ou accidentelles.....	40,000	180,868 08	39,380 04
Administration de l'enregistrement.			
Enregistrement.....	12,800,000	13,318,162 79	12,921,597 48
Greffe.....	260,000	238,782 18	257,941 21
Hypothèques.....	2,400,000	2,415,043 50	2,390,306 57
Successions.....	7,885,000	9,003,005 28	7,968,415 44
Droits de mutations sur les successions en ligne directe.....	1,465,000	1,745,594 63	1,579,576 43
Droits dus par les époux survivants.....	150,000	171,372 55	131,785 57

NATURE DES IMPOTS.	MONTANT des trois quarts évaluations de 1858.	MONTANT des recouvrements des 9 premiers mois de 1858.	MONTANT des recouvrements des 9 premiers mois de 1857.
Timbres.	3,400,000 ^{fr}	3,488,254 ^{fr} 28 ^c	3,441,758 ^{fr} 97 ^c
Naturalisations.	5,000	6,000 00	2,500 00
Amendes.	280,000	292,518 02	317,169 81
Produits des rivières et canaux.	3,280,000	3,098,617 88	3,172,472 37
Produits des barrières. ...	1,650,000	1,597,615 71	1,581,287 88
<i>Ministère des travaux publics.</i>			
Produit des postes.	4,785,000	4,424,716 21	4,267,353 69
— des chemins de fer et télégraphes.	23,860,000	25,798,433 51	24,563,155 26
<i>Ministère des affaires étrangères et de la marine</i>			
Produits des bateaux à vapeur entre Ostende et Douvres.	110,000	120,100 64	111,209 54
Produits des actes des commissariats maritimes. ...	50,000	53,138 91	54,911 17
Produits des droits de pilotage et de fanal.	620,000	757,017 60	741,515 70
Totaux.	100,991,000 ^{fr}	111,475,816 ^{fr} 33 ^c	102,199,903 ^{fr} 68 ^c

Les résultats obtenus en 1858 sont bien plus favorables encore que ceux de l'exercice précédent; il ne s'agit plus de quatre millions aujourd'hui, mais d'une somme d'environ dix millions et demi qui constitue l'excédant des recouvrements sur les évaluations. Cette somme peut se répartir sur presque tous les articles, car la recette n'a été en dessous des prévisions qu'en ce qui concerne le produit du greffe fr. 21,217-82, celui des domaines, rivières et canaux fr. 190,382-12, barrières sur les routes appartenant à l'État fr. 52,384-29, et enfin, celui des postes fr. 360,283-79.

Pour ce qui regarde la différence existant entre le produit des canaux et rivières, ainsi que celui des barrières et les évaluations qu'on avait faites, elle n'a rien qui puisse surprendre; il est naturel que le produit des voies anciennes de communication diminue au fur et à mesure qu'augmente celui des voies nouvelles et perfectionnées; les recouvrements se rapportant aux chemins de fer et aux télégraphes ont dépassé d'environ deux millions les évaluations.

Parmi les recettes ressortissant à l'administration des contributions directes, l'excédant des recouvrements sur les évaluations

s'élève, pour les droits de douane, à près de trois millions ; celui des droits d'accises sur les spiritueux, à deux millions trois cent mille francs. Parmi les recettes du ressort de l'enregistrement, le montant des recouvrements sur les successions a été de neuf millions ; il n'avait été évalué qu'à 7 millions neuf cent mille francs.

Maintenant, si l'on établit une comparaison entre les chiffres des recettes des exercices 1857 et 1858, on arrive à constater, en faveur de l'année dernière, une différence de fr. 9,275,912-65. Il n'y a eu diminution de recettes que sur dix articles : les glucoses et autres sucres non cristallisables, fr. 13,179-17 ; droits de marque des matières d'or et d'argent, fr. 8,480-60 ; greffe, fr. 19,159-03 ; amendes, fr. 24,651-79 ; produit des rivières et canaux, fr. 82,854-49 ; et, enfin, produit des actes des commissariats maritimes, fr. 1,772-26. Total 138,297-34.

En somme, l'augmentation des recettes marche sans interruption. Les recouvrements de 1856 étaient supérieurs à ceux de 1855 ; ceux de 1857 ont dépassé les évaluations que les résultats obtenus avaient permis de faire. Et, enfin, en 1858, c'est par une somme de 10 millions que s'établit la balance favorable.

Nous empruntons les données qui suivent à la dernière publication officielle sur le fonctionnement de la *caisse d'amortissement* :

Sur le total des emprunts et dettes contractés par le Trésor public, s'élevant à la somme de 450,570,932 francs, il a successivement été amorti jusqu'à concurrence de 57,137,099 francs. Mais avant la conversion en 4 1/2 p. 100 des emprunts 5 p. 100 de 1831, 1832, 1840, 1842, 1848 et 1852, les fonds d'amortissement affectés à ces emprunts, y compris la réserve de 5,983,776 francs (art. 5 de la loi du 1^{er} décembre 1852), s'élevaient à 33,899,510 francs, ce qui, joint au chiffre ci-dessus et au montant des dotations de l'emprunt 4 p. 100 de 1844, employés en 1844 et 1845 à la réduction de la dette flottante, soit 493,827 fr., porte en réalité à la somme de 94,530,436 francs le montant des fonds affectés à l'amortissement de la dette nationale. Ces fonds ont permis le rachat de titres représentant un capital nominal de 100,582,224 francs, dont 65,466,283 francs représentant le mon-

tant des titres rachetés depuis la conversion des emprunts pré-désignés. Les rachats effectués pendant la période écoulée du 1^{er} janvier au 30 juin 1858 se sont élevés à 2,698,222 francs, y compris les bonifications d'intérêts, et représentant un capital nominal de 2,944,500 francs.

A ces renseignements le journal officiel joint l'état général, au 30 juin 1858, des recettes et remboursements de la caisse des dépôts et des consignations. Le montant des dépôts et des consignations de toute nature opérés jusqu'à cette époque atteint le chiffre de 25,103,789 francs. Les restitutions effectuées pendant le premier semestre 1858 ont été de 2,125,801 fr., somme qui, jointe à 4,760,350 francs de cautionnements en fonds publics, et à 18,217,638 francs de cautionnements en numéraire et de consignations de toute nature, donne un solde égal de 25,103,789 francs. Les capitaux des cautionnements et des consignations en numéraire sont employés en fonds nationaux représentant un capital nominal de 19,611,938 francs produisant une rente annuelle de 784,932 francs.

BRÈME ¹.

	Budget pour 1857.	Pour 1858 (proposé).
Recettes.....	1,474,842	1,313,796
Dépenses.....	1,284,307	1,369,906
Excédant.	190,535	Déficit. 56,110

En général, les budgets brémois évaluent les recettes au plus bas et les dépenses au plus haut : système de prudence qui épargne les mécomptes désagréables. Ainsi le compte du budget définitif de 1850 avait donné, sur les évaluations budgétaires, un peu plus de 141,443 thalers pour les recettes et une différence en moins de 75,872 thalers sur les dépenses. Le budget de 1855 se soldait également avec un boni de 48,240 thalers, à la place du déficit de 88,038 thalers qu'avaient fait craindre les prévisions du budget.

La dette, de 3,641,815 thalers en 1811, avait été, après le re-

¹ Monnaie de compte : le thaler d'or, dont il y a 5 sur le louis d'or qui vaut = 20 fr. 84 c.

tour de la paix générale, réduite successivement, et n'était plus que de 2,610,000 thalers en 1827. Depuis lors elle s'est considérablement accrue par des emprunts dits « productifs, » tels que l'emprunt de Bremerhaven, de 602,000 thalers, contracté en 1827-31, auquel s'ajoutait en 1847 un nouvel emprunt de 1 million, également pour le Bremerhaven; deux années auparavant, on avait contracté pour chemins de fer un emprunt de 2,737,000 thalers. De 1824 à 1855 ont été, en chiffres ronds,

Empruntés.....	6,323,000 th
Amortis.....	2,499,000
Accroissement.....	3,824,000
Ancienne dette.....	3,000,000
Reste.....	6,800,000 th

Des renseignements plus précis portent la dette pour 1856 à 6,791,700 thalers. Elle exigait en intérêts : 256,170 thalers en 1857 et 260,363 thalers en 1858.

BRÉSIL.

I. Budget.

L'année financière commence au 1^{er} juillet et finit au 30 juin.

Le budget de l'exercice 1859-60, qui a été discuté dans la session close au mois de septembre 1858, n'a pu être voté, en raison des incidents politiques de la session et du grand nombre d'amendements dont le projet du gouvernement était surchargé. Un article de loi voté *in extremis* dispose que le budget en exercice sera provisoirement appliqué à l'année 1859-60, si à l'ouverture de la session qui commence en mai, on ne parvient à voter définitivement la nouvelle loi de finances.

Voici les principaux chiffres du dernier budget (celui de 1858-59) :

L'ensemble des dépenses générales s'élève à 40,097 contos de réis.

Le conto de réis ou un million de réis vaut un peu moins de 3,000 francs. Je prends ce chiffre de 3,000 francs, pour la commodité des conversions à opérer. Il se trouve du reste souvent

exact, sauf les moments de crise, où le change devient très-défavorable.

Les 40,097 contos valent donc environ 120,291,000 francs.

Cette somme se divise entre les six ministères de la manière suivante :

Pour le ministère de l'empire (intérieur) qui comprend la dotation de la liste civile, celles du sénat et de la chambre des députés, le conseil d'État, les travaux publics, le service postal, le service de santé, les beaux-arts, l'enseignement supérieur et secondaire, le cadastre des terres domaniales, la colonisation, les dépenses particulières de la capitale (*Corte*), mise par la loi en dehors du régime provincial, — l'allocation s'élève à 22,062,000 francs.

Pour le ministère de la justice, auquel ressortent les affaires ecclésiastiques et la garde nationale, l'allocation s'élève à 11,214,000 francs.

Pour le ministère des affaires étrangères, le crédit alloué est de 1,980,000 francs.

Pour le ministère de la marine, la dépense est de 14,928,000 fr.

Pour le ministère de la guerre, la dépense est de 33,090,000 fr.

Pour le ministère des finances l'allocation totale est de 37,020,000 francs. Dans ce chiffre figurent l'intérêt et l'amortissement de la dette extérieure pour 11,304,000 francs, l'intérêt et l'amortissement de la dette intérieure pour 10,200,000 francs.

Le budget des recettes, tel qu'il a été évalué dans la dernière loi de finances, s'élève à 118,284,000 francs,

Bien que d'après ces évaluations les recettes paraissent inférieures aux dépenses, il n'y aura pas de déficit; on paraît certain au contraire d'un excédant de plusieurs millions. Les recettes ont été évaluées d'après des budgets antérieurs. Mais ces prévisions ont déjà été dépassées d'une somme énorme dans l'exercice de 1857-58, dont les résultats sont connus, bien que pendant sa durée le Brésil ait fortement ressenti le contre-coup de la crise commerciale d'Europe. On compte pour l'exercice actuel sur un revenu de plus de 140,000,000 de fr. La principale recette du Brésil est dans les impôts de consommation, sur les importations. Ces taxes ont été considérablement réduites: il n'en est pas qui excèdent 30 p. 100 de la valeur, et elles sont généralement de 5, 10 ou 15 p. 100. Les réductions intelligentes qui ont été opérées n'ont

fait qu'accroître le revenu public, et le succès de ces premières mesures est de nature à encourager de nouvelles réductions.

Le budget ne couvre que les dépenses générales ; quant aux dépenses locales, c'est le budget des provinces qui y fait face. Ces dernières dépenses sont considérables et obligent les provinces à se créer des ressources importantes. Le Brésil est très-décentralisé, et les provinces sentent le prix de la liberté qui leur appartient et ne reculent pas devant les sacrifices qu'elle exige. La province seule de Rio-Janeiro a un budget de plus de 8,000,000 de fr., et la capitale n'est pas comprise dans la province. Le principal revenu des provinces est dans une taxe très-moderée sur les produits qu'elles exportent, notamment le café.

CH. REYBAUD.

II. Dette.

Dette extérieure en janvier 1855.

(En livres sterling.)

EMPRUNTS.	CAPITAL PRIMITIF.		AMORTIS.		EN CIRCULATION. Nomin.
	Réel.	Nomin.	Réel.	Nomin.	
De 1824.	2,999,940	3,686,200	436,618 10	553,000	3,133,200
1829.	399,984	769,200	125,400 0	177,700	591,500
1839.	312,512	411,200	19,662 5	20,000	391,200
1842.	622,702	732,600	58,528 5	59,400	673,200
1852.	954,250	1,040,600	5,115 0	5,500	1,035,100
	5,289,388	6,639,800	645,323 0	815,600	5,824,200

Dette intérieure fondée en janvier 1855.

(En réis.)

Capital.	Emission.	Amortissement.	Total en circulation.
Apôlices à 6 %.	59,467,600,000	3,672,000,000	55,795,600,000
— à 5 %.	1,990,000,000	161,200,000	1,828,800,000
— à 4 %.	119,600,000	"	119,600,000
	61,577,200,000	3,833,200,000	57,744,000,000

Un rapport du ministre des finances aux chambres (mai 1856), porte l'état de la dette intérieure au 1^{er} janvier 1856 : à 8,815,950 liv. sterl.; celle de la dette extérieure à 5,839,900 liv. sterl.

D'après un travail récent de M. le docteur Ch. Scherzer, la dette extérieure contractée en Angleterre se serait élevée, le 1^{er} janvier 1867, à 5,493,000 livres sterling, et la dette intérieure aurait été :

Obligations de 6 % (<i>apolices</i>)...	55,795,600,000 ^m
— 5 %.....	1,828,600,000
Autres.	119,600,000
Total.	57,743,800,000 ^m

Sur ce total, 489,118,000 milreis étaient dans les mains des Brésiliens, et 88,320,000 milreis étaient possédés par des étrangers.

BRUNSWICK ¹.

Le *budget* est voté pour une période de trois ans. Le budget voté pour la période fiscale de 1855-57 s'élevait à 4,219,000 thalers, dont 1,406,000 pour 1855, 1,406,000 pour 1856 et 1,407,000 pour 1857; les dépenses égalaient les recettes. Pour les trois exercices réunis de 1858 à 1860, les recettes ainsi que les dépenses sont fixées à 4,693,500, soit à 1,564,500 thalers par an, ou en augmentation de 160,000 thalers sur la période triennale précédente. Une réforme très-importante a été réalisée par la loi publiée le 12 août 1858. Cette loi, mise en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1859, abolit les impôts si multiples et si divers que la propriété foncière avait à payer dans les différentes parties du duché, ainsi que les accises, les droits de mouture, d'abatage des bestiaux, etc., qui se prélevaient à Wolfenbüttel. Tous ces impôts sont remplacés par un impôt foncier unique, qui se payera d'après les stipulations des lois des 24 août 1849 et 20 avril 1855, et sera de 10 p. 100 du capital imposable.

A la fin de 1854, la *dette publique* s'élevait à 6,700,000 thalers, dont 3,700,000 thalers en dettes des chemins de fer; les capitaux placés dans les chemins de fer rapportaient de 10 à 11 p. 100, ce qui suffisait pour couvrir les intérêts de toute la dette. Il y avait en outre une dette de 2,700,000 thalers sur les propriétés camérales, mais la chambre des finances possédait un actif de 3,700,000 thalers, de sorte que l'actif dépassait le passif de la somme de 1,000,000..... Au 1^{er} janvier 1858 la dette s'élevait à 9,632,396 thalers, dont 6,108,000 thalers pour les chemins de fer; la dette de la chambre des finances était de 3,025,108 thalers.

¹ Monnaie, voir *Anhalt*.

DANEMARK¹.

I. Budgets.

Le *ministère des finances* se partage en onze divisions ou départements. Il comprend : 1° le département des finances en général ; 2° le département des assignations avec ce qui concerne la monnaie, la loterie, la tenue des livres ; 3° le département des actifs ou créances de l'État ; 4° le département de la dette de l'État ou dette publique ; 5° le département des paiements de l'État à l'étranger ; 6° le bureau des comptes de l'État pour la tenue des livres de recettes et de dépenses de la monarchie commune, ainsi que des provinces à part, et pour les affaires de comptabilité de l'État ; 7° les caisses générales, savoir : caisse principale des finances à Copenhague, caisses centrales dans le Schleswig, le Holstein et Lauenbourg, recevant les versements et payant les assignations ; 8° les pensions militaires ; 9° le bureau statistique ; 10° les pensions des veuves de tous les employés de l'État ; 11° les tontines, rentes viagères, assurances publiques sur la vie, placées sous l'administration, la garantie et le contrôle de l'État.

Le budget de la monarchie est voté pour deux ans. A côté de ce budget général se placent les budgets spéciaux pour les diverses parties constitutives de la monarchie, soit pour les recettes et dépenses particulières du Danemark, du Schleswig, du Holstein. La diète danoise, qui vote le budget général, fixe le montant des sommes que chacune de ces parties constitutives de l'État devra fournir aux ressources générales de la monarchie ; 60 p. 100 du total des dépenses doivent être fournis par le Danemark proprement dit, 17 p. 100 par le Schleswig et 23 p. 100 par le Holstein. Les diètes particulières répartissent ensuite cette quote-part entre leurs commettants respectifs. L'année financière commence le 1^{er} avril et finit le 30 mars. Nous donnons ci-après les comptes définitifs des budgets de l'exercice 1857-58, aussi bien pour la monarchie en général que pour le royaume et les deux duchés.

¹ Monnaie : rixdaler, de 14.44 gr., au titre de 875 millièmes ; valeur = 2 fr. 80 c.

1. *Revenus et dépenses communes de la monarchie (1857-58).*

<i>Recettes.</i>		
	<i>Prévues.</i>	<i>Effectives.</i>
Excédant : 1. Des domaines.....	1,786,381 rd	2,100,941 rd
— 2. De Lauenbourg.	199,757	270,733
— 3. Des Indes occidentales.....	3,106	50,069
Intérêt, remboursement de dettes actives.....	1,664,586	1,200,999
Péages des fleuves et canaux.....	1,254,580	779,623
Excédant de droits de douane, de timbre, de navigation, de distillerie, etc.....	7,292,236	7,864,256
Excédant des postes.	87,566	124,276
— des loteries.	75,000	78,000
Revenus divers.....	292,044	526,792
Supplément prélevé sur les produits des diverses parties de la monarchie (loi du 30 mai 1856).	3,837,819	3,837,819
Total.....	16,493,075rd	16,833,508rd

Dépenses.

Liste civile (<i>résolution</i> du 25 oct. 1848)....	800,000 rd	800,000 rd
Apanages.	370,060	370,060
Conseil privé.....	72,400	55,859
— d'État.....	70,000	68,773
Intérêt, amortissement de la dette publique..	6,246,700	6,952,996
Pensions.	1,510,200	1,486,901
Ministère des affaires étrangères.....	229,400	201,442
— de la guerre.....	4,281,237	4,230,189
— de la marine.....	2,007,137	1,989,098
— des finances.....	416,272	383,770
— affaires intérieures.....	299,516	191,316
Dépenses diverses.....	1,020,026	925,698
— imprévues.....	115,000	90,724
Total.....	17,437,948rd	17,746,820rd

2. *Recettes et dépenses spéciales du royaume.**Revenus.*

Impôts directs.....	3,878,000 rd	3,890,827 rd
— indirects.....	1,462,000	1,727,844
Islande et Ile de Feroë.....	40,800	55,589
Revenus divers.....	405,000	394,182
Total.....	5,785,800rd	6,074,442rd

Dépenses.

La diète.....	60,000 rd	80,000 rd
Ministère de l'intérieur.....	1,591,008	1,553,353
— de la justice.....	674,262	663,705
— des cultes et de l'enseignement....	297,706	298,459
Dépenses diverses et extraordinaires.....	855,650	1,187,890
Contribution du royaume (60 %) aux dépenses communes de la monarchie.....	2,302,691	2,302,691
Total.....	5,781,317rd	6,086,098rd

3. Recettes et dépenses spéciales du duché de Schleswig.

<i>Recettes.</i>		
	<i>Prévues.</i>	<i>Effectives.</i>
Impôts directs.....	948,630 rd	997,476 rd
— indirects.....	284,000	299,112
Revenus divers.....	109,734	427,594
Total.....	1,342,364 rd	1,724,182 ^{re}

<i>Dépenses.</i>		
Ministère du duché.....	856,452 rd	812,810 rd
Dépenses communes avec le Holstein.....	49,897	47,793
Part (17 %) du duché dans les dépens. comm.	652,429	652,429
Total.....	1,548,778 rd	1,513,032 rd

4. Recettes et dépenses spéciales du duché de Holstein.

<i>Recettes.</i>		
Impôts directs.....	1,046,990 rd	1,052,933 rd
— indirects.....	340,000	319,512
Revenus divers.....	346,224	336,275
Total.....	1,733,214 rd	1,708,720 rd

<i>Dépenses.</i>		
Ministère de Holstein et Lauenbourg.....	1,000,019 rd	942,236 rd
États provinciaux.....	1,000	633
Dépenses communes avec le Schleswig.....	51,092	48,757
— extraordinaires.....	"	43,204
Part (23 %) dans les dépenses communes....	882,698	882,698
Total.....	1,934,809 rd	1,917,528 rd

Au 31 mars 1857, l'encaisse du Trésor avait été de..		10,148,085 rd
D'après les tableaux qui précèdent, le budget commun avait laissé un déficit de.....	988,312 rd	"
Le budget spécial du royaume (y compris 1,000,000 rd pour le fonds de réserve particulier).....	1,011,726	"
— de Schleswig avait donné un excédant de...	"	385,701
— de Holstein avait laissé un déficit de.....	189,176	
De sorte que l'encaisse, au 31 mars 1858, s'élevait à		8,344,572 rd

Les budgets sanctionnés par le roi le 13 juin 1858, de l'année financière commençant le 1^{er} avril 1858 pour finir au 31 mai 1859 diffèrent sur quelques points essentiels aussi bien des prévisions budgétaires que des budgets effectifs de l'année précédente. Ainsi pour le budget commun de la monarchie, le projet de 1857-58 avait fait prévoir un déficit de 944,873 rixdalers, déficit qui en

réalité fut encore dépassé de 43,439 rixdalers, quoique les recettes effectives aient dépassé les prévisions de 342,433 rixdalers. Le budget de 1858-59 porte les recettes à 17,115,479 rixdalers, soit à 281,971 rixdalers en plus que les recettes atteintes réellement en 1857-58. Cette augmentation proviendrait surtout du chapitre : revenus divers, qui se trouve porté de 526,792 à 1,487,886 rixdalers ; par contre les domaines, qui avaient rapporté 2,100,940 rixdalers, ne figurent dans le dernier budget que pour 1,889,358 rixdalers, et le supplément prélevé sur les produits des diverses parties de la monarchie n'est fixé qu'à 3,287,797 rixdalers contre 3,837,819 rixdalers qu'il avait rapportés l'année précédente. Les dépenses sont évaluées à la somme égale des revenus (17,115,479 rixdalers), soit 631,341 rixdalers en moins de la somme atteinte en 1857-58. Pourtant il y a augmentation pour le ministère de la guerre (4,416,958 contre 4,230,189 rixdalers), ainsi que sur la marine (2,030,048 contre 1,980,098 rixdalers) ; de même les dépenses diverses qui n'avaient été que de 925,698 rixdalers, sont évaluées, pour 1858-59, à 948,797 rixdalers. La réduction des dépenses ne porte que sur un seul chapitre : intérêt et amortissement de la dette. La dépense de ce chef, qui avait été évaluée pour 1857-58 à 6,246,700 rixdalers et s'était élevée en réalité à 6,952,990 rixdalers, n'est inscrite dans le budget de 1858-59 que pour 6,151,800 rixdalers. Quant au budget spécial du royaume, les recettes ne sont portées qu'à 6,043,800 rixdalers contre 6,074,442 rixdalers réalisés dans l'exercice antérieur ; mais les dépenses sont aussi abaissées de 6,086,098 à 5,518,848 rixdalers, de sorte qu'à la place du déficit de 11,726 rixdalers que laissait le budget précédent, le budget de l'année courante donnerait un excédent de 524,952 rixdalers. Pour le Schleswig, les recettes, qui avaient été effectivement de 1,724,181 rixdalers, ne sont évaluées qu'à 1,341,297 rixdalers et les dépenses à 1,363,068 rixdalers contre 1,513,032 rixdalers, ce qui laisserait un déficit de 21,771 rixdalers. Pour le Holstein enfin, dont les recettes effectives avaient été de 1,708,720 rixdalers et les dépenses de 1,917,528 rixdalers, le budget de 1858-59 élève les premières à 1,752,396 rixdalers et abaisse les secondes à 1,834,763 rixdalers, de sorte que le déficit, qui avait été de 208,808 rixdalers, se trouverait réduit à 82,367 rixdalers.

Les budgets respectifs de l'année financière 1858-59 s'établiraient donc comme suit :

	Recettes.	Dépenses.	Différence.
Budget commun de la monarchie.....	17,115,479 rd	17,115,479 rd	équilibre.
— particulier du royaume.	6,043,800	5,518,848	excédant 524,952 rd
— — de Schleswig.	1,341,297	1,363,068	déficit 21,741
— — de Holstein..	1,752,396	1,834,763	déficit 82,367
Soit, tout compensé, un excédant de recettes de.....			420,814 rd

D'après la loi votée en décembre 1858 par le *Volksthing* à Copenhague, les recettes dans le budget spécial du royaume s'élèveraient pour l'exercice 1859-60 à 6,147,600 rixd. A cette somme fourniraient : les impôts directs 3,962,000, les impôts indirects 1,603,000, l'Islande et l'île de Feroë 41,600 rixd. Les dépenses spéciales du royaume — à part les 60 p. 100 qu'il doit supporter des dépenses générales de la monarchie — sont évaluées à 3,259,348 rixd., dont 60,000 pour la diète, 1,312,199 pour le ministère de l'intérieur, 710,555 pour le ministère de la justice, 316,330 pour les cultes, 50,900 pour les intérêts de la dette spéciale du royaume, le reste pour les dépenses diverses.

II. Dette publique.

Au 31 mars 1858 le total de la dette publique de la monarchie danoise

s'élevait à.....	415,068,000 rd
Dont dette intérieure.....	71,547,000
— — extérieure.....	43,521,000

I. La dette intérieure se divise en :

1. Dette perpétuelle ou non exigible...	62,749,460 rd
2. Avec remboursement exigible.....	7,590,000
3. Rentes viagères.....	1,207,600

La dette perpétuelle ou non exigible se divisait en :

Capital.	48,826 rd	à	5 %;	intérêt annuel.	2,414 rd
—	266,420	à	4 1/2 %	—	11,988
—	9,544	à	4 1/4 %	—	406
—	61,257,658	à	4 %	—	2,450,306
—	237,596	à	3 3/4 %	—	8,910
—	161,255	à	3 1/2 %	—	5,645
—	768,666	à	3 %	—	23,060
Ensemble.	62,749,425 rd				2,502,729 rd

Les dettes exigibles, à 4 % en majeure partie, coûtent.	235,300
D'intérêt annuel, les rentes viagères coûtent.....	93,000
Les frais et le remboursement durant l'année financière 1858-59, furent fixés dans le budget à.....	478,300
De sorte que frais, amortissement et intérêt de la dette intérieure exigent dans l'année financière 1858-59 la somme de.....	3,359,300

II. La dette extérieure se divise en :

Capital. 13,070,650 rd à 5 %; intérêt annuel.	631,812 rd
— 2,420,897 à 4 %	96,152
— 485,633 à 3 1/2 %	16,896
— 27,543,812 1/2 à 3 %	806,990
Provision aux administrateurs de la dette et autres frais.	8,112
Amortissement, ...	1,222,500
De sorte que frais, amortissement et intérêt de la dette extérieure exigent dans l'année 1858-59 la somme de.....	2,792,500 rd

Ainsi les intérêts, l'amortissement, provision et frais d'administration exigent :

	1858-59	1858-60
Pour la dette-intérieure...	3,359,300 rd	6,704,000 rd
— extérieure. ...	2,792,500	5,586,000
Ensemble.....	6,151,800 rd	12,290,000 rd

Outre les sommes, peu importantes à la vérité, que le budget assignait à l'amortissement, la loi du 6 mai 1857 relative à l'emploi des sommes provenant du rachat du Sundzoll autorisait le ministère des finances à racheter — provisoirement jusqu'au montant de trois millions de rixd. — certaines parties de la dette publique. On n'a pas oublié, que par suite du traité relatif au droit de passage du Sund et des Belts, conclu le 14 mars 1857 entre le roi de Danemark d'une part, et les empereurs de France, d'Autriche et de Russie, la reine de la Grande-Bretagne, les rois de Hanovre, des Pays-Bas, de Prusse, de Suède et de Norvège et plusieurs États allemands secondaires d'autre part, le Danemark avait consenti à l'abolition des droits susnommés contre le paiement, de la part de ces États, d'une somme totale de 30,476,325 rixdalers, pouvant être acquittée en 40 termes semestriels et qui se répartit entre les contractants de la manière suivante :

France.....	4,219,003 rd	Mecklembourg....	373,663 rd
Autriche.....	29,434	Norwége.....	667,225
Belgique.....	301,455	Oldenbourg.....	28,127
Brême.....	218,585	Pays-Bas.....	1,408,060
Grande-Bretagne...	10,126,855	Prusse.....	4,440,028
Hambourg.....	107,012	Russie.....	9,739,993
Hanovre.....	123,387	Suède.....	1,590,503
Lübeck.....	102,996		
		Somme égale....	30,476,325 rd

L'Autriche avait préféré payer immédiatement sa quote-part, en profitant du bénéfice de l'article 6 (§ 3) du traité du 14 mars. La Grande-Bretagne, la Hollande, le Hanovre, Oldenbourg et d'autres pays suivirent bientôt cet exemple; les autres ont payé les deux premiers termes semestriels. Au 31 mars 1858 les sommes dues encore par les différents États contractants ou qui ont adhéré ultérieurement au traité du 14 mars 1857, s'élevaient pour

La Russie à.....	9,578,740 rd
La Prusse.....	4,366,519
La Suède.....	1,258,018
La France.....	1,198,821
Norwége.....	549,024
Le Mecklembourg.....	367,476
Les Deux-Siciles.....	229,013
Brême.....	218,585
La Sardaigne.....	22,928
Soit ensemble à.....	17,789,125 rd
<i>Le fonds du Sund</i> possédait en outre :	
En obligations danois-anglaises 3 %.....	2,472,282 rd
— — — 5 %.....	1,443,348
En autres effets.....	384,341
En caisse.....	336,826
Ensemble.....	22,425,922 rd

En effets sur Londres et bonis chez la maison J. Hambro fils, à Londres, 669,805 liv. st. 5 sh. et sur le Trésor un bon de 250,000 liv. st., ensemble 919,805 liv. st. 5 sh.

ESPAGNE.

La situation financière de l'Espagne est-elle devenue bonne avec le progrès général qui depuis plusieurs années se manifeste dans ce pays, ou bien continue-t-elle encore à en gêner le déve-

loppement et à contrarier l'essor auquel les circonstances semblent l'appeler? Telle est la question que nous nous sommes posée avant d'entreprendre l'analyse des principaux éléments desquels on peut déduire l'état actuel du trésor espagnol. Nous pensons que nous aurons rendu un véritable service à nos lecteurs, si, après nous avoir suivi dans nos recherches, ils peuvent avec nous arriver à se former une idée saine et sérieuse.

En Espagne, comme en France, les nécessités d'une bonne organisation administrative, les progrès de la civilisation et les exigences des services publics tendent chaque année à élever le montant total du budget; c'est ainsi que si nous examinons les budgets des quinze années dernières, nous trouvons les chiffres suivants qui indiquent un accroissement presque ininterrompu :

1845. . .	1,183,380,493	réaux vellon ¹
1848. . .	1,257,578,020	
1849. . .	1,372,178,274	
1850. . .	1,348,938,279	
1851. . .	1,314,675,133	
1852. . .	1,312,724,507	
1853. . .	1,407,440,560	
1854. . .	1,471,147,894	
1855. . .	1,645,978,734	
1856. . .	1,470,925,661	
1857. . .	1,682,441,030	
1858. . .	1,775,155,393	
1859. . .	1,786,662,787	

Les dépenses extraordinaires, consacrées aux travaux publics, qui varient chaque année entre 100 et 200 millions de réaux, ne se trouvent pas comprises dans ces diverses sommes, de sorte qu'on peut évaluer approximativement à 1,900 millions de réaux ou 500 millions de francs, le budget actuel de la nation espagnole. C'est environ le quart du budget français, et ce chiffre ne paraîtra certainement pas trop élevé, si l'on songe que la population totale de l'Espagne est à celle de la France, suivant les derniers recensements, dans la proportion de 16 à 36.

Dans le budget de 1857, que nous prenons pour modèle, parce que, dressé par un ministère du parti conservatif, il a été établi tout à fait en dehors de la loi de désamortissement qui procure aujourd'hui des ressources importantes, mais passagères, la répar-

¹ 19 réaux égalent 5 fr.

tition des dépenses, entre les divers services publics, se trouve fixée de la manière suivante :

Famille royale.....	47,350,000 R. v.
Corps législatifs.....	2,150,080
Dette de l'État. { Dette publique.....	230,877,894
{ Dette des travaux publics.....	27,346,230
{ Dette du Trésor.....	61,352,560
Dettes passives.....	142,387,452
Dette du clergé.....	171,708,631
Présidence du Conseil.....	849,000
Ministères d'État et d'outre-mer.....	13,481,231
— de grâce et de justice.....	38,311,309
— de la guerre.....	339,702,884
— de la marine.....	92,688,430
— de l'intérieur.....	51,445,866
— de l'agriculture et du commerce.....	81,172,918
— des finances.....	45,594,437
Frais de recouvrement des contributions.....	336,022,108
Total.....	1,682,441,030

De ce tableau il résulte que chaque année l'Espagne, pour remplir ses engagements envers ses créanciers, doit leur consacrer environ 20 p. 100 de l'ensemble de ses recettes : ce n'est pas là une proportion contraire aux conditions générales d'un bon système de crédit public ; aussi paraît-il évident que si l'Espagne pouvait à la fin se délivrer de la grande multiplicité de titres qui l'oppriment et liquider définitivement tout son arriéré, elle parviendrait, sans trop de difficultés, à conquérir pour ses fonds, sur les différentes places de l'Europe, une estime supérieure à celle dont ils jouissent aujourd'hui.

Il n'est pas facile de se faire une idée juste de l'état actuel de la dette espagnole, composée comme elle l'est d'une foule de valeurs dont les unes jouissent d'un intérêt fixe ; les autres d'un intérêt qui doit s'élever avec le temps, et dont les dernières enfin ne touchent aucun revenu et ont seulement droit à participer, suivant les chances d'une adjudication publique, à un amortissement pour lequel on inscrit annuellement au budget une certaine quantité.

Si l'on considère le capital nominal de la dette, abstraction faite de la valeur positive des différents titres, à raison des avantages spéciaux de chacun d'eux, voici — suivant le dernier rapport adressé aux Cortès par la commission chargée de surveiller les opérations de la direction générale de la dette publique — quel

était l'état de la dette en circulation au 1^{er} novembre 1858. Elle comprenait :

1 ^o Obligation des États-Unis.....	12,000,000 00 R. v.
2 ^o Consolidés extérieur et intérieur.....	4,782,734,917 67
3 ^o Différée.....	4,869,839,812 61
4 ^o Amortissable de 1 ^{re} classe.....	180,184,453 06
5 ^o — de 2 ^e classe.....	821,416,000 00
6 ^o Matériel du Trésor.....	31,391,328 73
7 ^o Personnel.....	447,678,038 55
8 ^o Actions de Carreteras et de trav. publics.	279,947,000 00
9 ^o Actions de chemins de fer.....	224,104,000 00
Total.....	11,849,295,345 62

Au total de la dette reconnue il faut ajouter :

Pour les intérêts de la dette courante à 5 %.....	152,645,620.12 R. v.
Pour les titres de l'ancienne dette compris dans la loi du 1 ^{er} août 1851, et qui ne se sont pas encore présentés à la conversion.....	1,683,158,139.74
Pour la dette dont la liquid. est encore pendante.	1,150,066,373.01
Ce qui donne un total définitif de.....	14,635,165,478.49

Toute cette dette représenterait à 3 p. 100 un intérêt annuel à payer de 439,054,964 réaux, chiffre qui par lui-même, dans les conditions actuelles de l'Espagne, n'a rien d'exorbitant ; mais il s'en faut de beaucoup que tous les fonds que nous venons d'énumérer chargent le pays des mêmes obligations : le consolidé seul touche régulièrement l'intérêt de 3 p. 100 ; la dette des États-Unis a droit à 5 p. 100, les titres de *Carreteras* (grandes routes), de travaux publics et de chemins de fer, rapportent 6 p. 100 ; la Différée varie tous les deux ans ; elle reçoit maintenant 1 1/2 depuis le 1^{er} juillet 1857, et doit gagner tous les deux ans 1/4 p. 100 jusqu'an 1^{er} juillet 1869 où elle aura droit à 3 p. 100. Enfin on assigne à l'Amortissable, au Matériel et au Personnel, qui ensemble représentent un capital de 4,480,669, 815 r. v. 34, un fonds d'amortissement, d'environ 30 millions par an, qui se distribue entre eux mensuellement dans des enchères où le gouvernement achète les titres qui viennent s'offrir à lui à meilleur compte. C'est à raison de ces combinaisons, que l'intérêt de la dette dans le budget de 1857 se trouve fixé seulement à 230,877,894 : ce chiffre comprend les intérêts du Consolidé et de la Différée et le fonds d'amortissement consacré à l'Amortissable de 1^{re} et 2^{me} classe. Celui qui est destiné au matériel et au personnel rentre

dans l'article spécial, dit dette du Trésor; lequel comprend également les intérêts dus aux fonds de la dette flottante et à ceux des caisses d'épargne et de dépôts : il va sans dire que la dette des travaux publics comprend les valeurs dites de carteras, de travaux publics et de chemins de fer.

La dette flottante, suivant les prescriptions légales établies dans ces dernières années, ne peut dépasser en capital 640 millions; c'est le chiffre que le ministre des finances propose aux Cortès de fixer encore pour l'année 1859, en comprenant dans cette dette tous les déficit des budgets antérieurs, ainsi qu'une avance de 55 millions, faite par le Trésor public à la ville de Madrid pour faciliter les travaux de la Puerta del Sol.

Nous avons indiqué le montant général du budget des dépenses pour l'année 1859 : il est fixé à 1,786,662,787 réaux vellon; celui des recettes monte, en dehors de toutes ressources extraordinaires, à 1,794,731,800, suivant les appréciations du ministre actuel, M. Salaverria, de telle sorte que l'on compte, pour cet exercice 1859, sur un excédant de recettes de 8,069,013. Mais, pour obtenir ce résultat, les divers éléments des recettes publiques ont été accrus dans des proportions que les faits très-probablement ne viendront pas justifier; aussi croyons-nous que pour se faire une idée juste des recettes ordinaires du gouvernement espagnol en 1859, il est plus rationnel d'adopter pour base le budget de 1857, qui, à l'époque où il fut dressé, renfermait bien aussi quelques exagérations, mais qui, par le fait du développement général de toutes les branches de la richesse publique, nous paraît le mieux représenter l'état actuel du pays.

Voici le résumé total du budget des recettes de 1857 :

Impôts directs.....	639,800,000 R. v.
Contributions indirectes.....	413,100,000
Douanes.....	215,200,000
Loteries, monnaies et mines.....	122,146,400
Biens de l'État.....	31,800,000
Services du ministère d'État.....	1,920,000
— — de grâce et justice.....	15,870,000
— — de la guerre.....	31,000
— — de la marine.....	3,034,000
— — de l'intérieur.....	20,500,000
— — de fomento.....	18,090,000
— — des finances.....	8,140,000
Total.....	1,562,631,400

A ce total il faut ajouter une somme de 245 millions provenant de ressources extraordinaires, pour compléter le budget évalué à 1,807,631,400.

Parmi les diverses sources de recettes qui se trouvent indiquées dans le tableau précédent, deux sont susceptibles d'un grand développement, et sont loin d'avoir atteint leur apogée : ce sont les contributions indirectes et les douanes. Quant aux loteries, bien qu'elles soient portées comme produisant environ 100 millions au Trésor, celui-ci doit rendre au public près de 80 millions sous forme de lots et de primes, de sorte que le résultat net dépasse à peine 20 millions. Et c'est pour ce mince résultat que le gouvernement espagnol continue de recueillir annuellement une contribution dont l'injustice a été successivement reconnue par tous les gouvernements de l'Europe, et qu'elle entretient dans toute la nation de funestes habitudes de jeu et de fainéantise !

Dans ces dernières années, l'opinion publique s'est attachée en Espagne avec la plus grande faveur à la réalisation d'une grande opération connue sous le nom de désamortissement civil, et consistant à rendre aux particuliers tous les biens de mainmorte que l'ancien système s'était plu à accumuler entre les mains de l'État, du clergé, des diverses corporations et des établissements de bienfaisance.

L'opération plusieurs fois commencée, puis abandonnée, a été reprise avec activité par le ministère actuel présidé par le général O'Donnell. Aussi dans l'examen de la situation financière de l'Espagne actuelle, importe-t-il de tenir compte des grandes ressources qu'elle en tire ; ces ressources lui permettent de donner en ce moment à ses travaux publics une impulsion extraordinaire, qui est destinée à modifier complètement sa situation, pourvu que la population, malheureusement engourdie par de fâcheux préjugés et une mauvaise éducation, se laisse enfin aller à imiter l'activité des autres nations de l'Europe septentrionale. On a pu être un moment inquiet sur la destination que le gouvernement espagnol donnerait aux nombreux capitaux qu'il doit retirer de la vente des biens nationaux ; mais le ministre des finances actuel, voulant décider un emploi fructueux, vient de prendre une grande mesure qui sera très-probablement approuvée par les Cortès actuelles ; si

cette mesure reçoit la sanction des Chambres et de la Reine, comme tout le fait présumer, il n'est plus douteux que les capitaux seront exclusivement employés d'une manière reproductiva.

Voici en quoi consiste la mesure à laquelle nous faisons allusion. Il s'agit d'entreprendre avec la plus grande activité un plan général d'améliorations publiques, réalisable en huit années, et comprenant :

1° La réparation, l'achèvement et la construction de routes, canaux, ports, phares et autres travaux du même genre ;

2° L'accroissement du matériel de guerre et du matériel de marine ;

3° La réparation des temples ;

4° L'amélioration des établissements pénitentiaires et de bienfaisance à la charge de l'État ;

5° La construction des édifices réclamés par les diverses administrations des contributions publiques. Les Cortès doivent ouvrir au gouvernement un crédit de 2 milliards de réaux, spécialement applicable à ces divers services. Ces 2 milliards devront se répartir ainsi :

350	millions	au	ministère	de	la	guerre.
450	—	à	celui	de	la	marine.
60	—	—	de	grâce	et	justice.
70	—	—	de	l'intérieur.		
1000	—	—	de	fomento.		
70	—	—	des	finances.		

Total. 2000 millions de réaux.

Ils ne doivent, sous aucun prétexte, rentrer dans les cadres des budgets annuels, mais être réalisés uniquement avec les produits de l'aliénation des biens immeubles appartenant à l'État et aux corporations civiles, ces dernières devant recevoir en rentes sur l'État le montant de leurs anciens domaines. D'après les statistiques les plus exactes, en supposant qu'en terme moyen les domaines s'aliènent, dans les nouvelles ventes qui vont avoir lieu, aux mêmes prix que dans celles qui se sont effectuées de 1835 à 1856, et en défalquant du total un tiers qui est réservé aux villes et aux provinces pour faire face aux charges spéciales qui leur incombent, on estime que le Trésor pourra retirer de ces ventes 2 milliards 16 millions de réaux.

Ainsi sans grever l'avenir, le gouvernement espagnol se trouvera

facilement en état de donner à tous les grands services publics la perfectionnement que réclament les progrès de la civilisation ; et nous ne croyons pas nous induire en erreur, en supposant que le grand développement donné aux travaux publics produira un rapide et considérable accroissement dans les revenus des douanes et contributions indirectes, grâce auquel les finances de l'Espagne parviendront enfin à se remettre en équilibre, en même temps que la nation recouvrera le crédit que des circonstances malheureuses lui ont fait injustement perdre.

G. HUBBARD.

Recettes et dépenses de la direction générale des impôts en 1856 et 1857.

A. — Recettes.

	1856	1857
Douanes.....	187,044,252 ^r 50 ^e	201,690,531 ^r 49 ^e
Navigation, ports et phares.....	7,115,382 64	7,059,886 69
Parts dans les confiscations.....	631,927 79	535,062 35
Police sanitaire.....	1,483,705 24	1,398,136 36
Droits divers.....	1,516,634 76	1,942,737 17
Total.....	197,591,900 93	212,626,351 46
Soit différence en faveur de 1857...	15,165,450 ^r 56 ^e	

B. — Dépenses.

Personnel.....	471,500 ^r	500,250 ^r
Bureaux, port de lettres, impressions.....	114,000	134,000
Primes pour la construction des navires de plus de 400 tonnes.....	300,000	450,000
Personnel.....	4,495,833	4,480,467
Matériel.....	230,100	232,500
Primes de 1 1/2 % pour les droits de douane payés comptant.....	1,000,000	1,000,000
Personnel de police sanitaire.....	388,800	394,400
Dépenses diverses.....	285,630	789,879
Total.....	7,285,863	7,981,496
Soit accroissement en 1857 de.....	695,633	

En défalquant les dépenses des chiffres ci-dessus des recettes il reste un revenu net

De 190,306,037^r en 1856
205,644,955 en 1857

Soit un accroissement de 15,338,918 réaux pour cette dernière année. L'accroissement des recettes, comme le fait voir le tableau A, provient presque tout entier de l'augmentation qu'a éprouvée

le revenu douanier, monté par exemple pour les sucres, de 24,102,954 réaux à 25,010,885 réaux; pour la morue (article d'un rendement assez faible dans d'autres pays et qui, en Espagne, occupe la deuxième place d'après son rendement douanier), de 22,126,022 à 24,461,149 réaux; pour le cacao, de 15,779,464 réaux à 17,424,438 réaux; pour les houilles, de 7,317,906 réaux à 9,983,980; pour le fer en barres, de 1,324,276 réaux à 2,414,802 réaux. Il n'y a diminution que sur un seul article important, des plus importants, il est vrai : le coton, dont l'importation a diminué de 11,163,650 kilos et le rendement douanier de 3,503,343 réaux. L'accroissement des revenus douaniers n'est du reste pas un fait particulier à l'exercice de 1857, c'est depuis quelque temps un fait normal et constant; dans la période décennale de 1848 à 1857, le revenu douanier s'est élevé de 114,874,353 réaux à 197,791,900 réaux, soit un accroissement de plus de 72 p. 100. Il faut en chercher la raison aussi bien dans les réformes rationnelles de 1849 que dans le développement général que prend le bien-être matériel depuis que les Espagnols se soucient un peu moins des querelles dynastiques et de partis, pour s'occuper plus sérieusement de leurs intérêts réels.

FRANCE.

I. Organisation financière.

La France possède aujourd'hui, pour l'administration de ses finances, un système de comptabilité que maints peuples lui envient. Rien de plus simple, c'est-à-dire rien de plus parfait que le mécanisme de ce système. Les rouages en sont très-nombreux, à la vérité, mais ces rouages s'engrènent avec tant de justesse et sont, dans leurs mouvements, si solidaires les uns des autres, qu'on est forcé, après le plus court examen; de les reconnaître comme les éléments nécessaires d'un admirable tout.

C'est quelque chose qu'un excellent système de comptabilité; mais, en fait de finances, comme en fait de commerce, la comptabilité fonctionne passivement plutôt qu'activement; elle centralise les recettes et les dépenses, elle en constate l'arrivée et le départ, elle fait la balance des unes et des autres; mais là se borne

son rôle. Ce n'est, en réalité, qu'une fonction de contrôle matériel dans un ensemble de faits à la création et à la direction desquels elle est complètement étrangère. La comptabilité d'un système financier peut fonctionner aux applaudissements de tous, pendant que ce système lui-même prête à des critiques nombreuses.

L'ensemble de notre administration financière n'échappe pas aux critiques. On lui reproche surtout son extrême complication, l'immense personnel dont elle croit avoir besoin, et les sommes énormes qu'elle coûte. Ces reproches ne sont pas dénués de fondement; il est vrai encore que ces 60-70 dernières années n'ont apporté aucune amélioration essentielle à cet égard : bien au contraire. En revanche, il a été fait énormément, depuis 1789, pour améliorer tout ce qui regarde l'entrée de l'argent des contribuables dans les caisses de l'État et pour tout ce qui en concerne la sortie. Les contrôles et les solidarités s'enchaînent de telle sorte, que la probité y est un devoir forcé, une nécessité indépendante de la volonté, aussi bien pour ceux qui reçoivent l'argent des contribuables que pour ceux qui ont mission de le dépenser au profit de l'État.

Cette organisation n'appartient pas exclusivement à notre siècle. Sully en avait trouvé les éléments dans les siècles antérieurs lorsqu'il prit la direction des finances du royaume de France, sous Henri IV. Colbert, sous Louis XIV, n'eut besoin que de se souvenir de ce qui avait été entrepris avant lui contre les abus dans le maniement des deniers de l'État, pour rétablir, pendant quelque temps, la régularité et la loyauté dans l'administration financière de la France. Sous Louis XVI, les moyens de prévenir le gaspillage des finances et d'en rendre le contrôle facile avaient été perfectionnés d'une manière heureuse : ce qui, à la vérité, n'empêcha pas les détournements d'être exercés sur la plus large échelle, ni le Trésor de périliter constamment et de voir ses embarras s'accroître de jour en jour. Si, pendant toute la durée de la République, le Trésor national resta sans direction, sans règle et sans contrôle positifs, la faute en revient aux hommes et non pas à l'absence de la science financière. Les ministres de Napoléon I^{er} n'eurent d'abord besoin que de reprendre et d'appliquer aux circonstances nouvelles les règles de l'ancienne monarchie,

pour rétablir l'ordre dans les finances. Ils améliorèrent ensuite ces règles d'une manière très-sensible. On ne saurait néanmoins pas dire que l'organisation financière que la France possède aujourd'hui date véritablement du premier empire : tant étaient profondes les réformes qu'y opéra le gouvernement de la Restauration. Ces réformes furent l'œuvre du baron Louis et du comte de Villèle. Les quelques lacunes qui se faisaient remarquer dans cette œuvre disparurent en 1844, grâce à l'ordonnance du 17 décembre qui constitua tous les services du ministère des finances dans l'unité harmonique, qui en fait aujourd'hui la plus savante de toutes nos administrations.

L'organisation de ce ministère, pour être bien comprise, doit être envisagée sous deux rapports : d'abord sous le rapport des services entre lesquels se distribue le personnel de ce ministère, et ensuite sous le rapport de ce personnel lui-même.

C'est dans cet ordre que nous allons essayer de donner une idée de l'organisation financière de la France.

Tout ce qui a rapport au maniement des finances de l'État, tout ce qui constitue le budget sous son double aspect, budget des recettes et budget des dépenses, vient nécessairement se centraliser dans les mains du ministre des finances. Pas un centime ne doit être perçu, à titre de recette, sans son ordre et en dehors de sa responsabilité ; pas un centime ne doit être dépensé, sans son ordre, et en dehors de sa responsabilité : voilà la règle qui domine toute notre gestion financière.

Le ministre des finances, qui centralise toutes les recettes et dépenses, et supporte, à ce titre, une double responsabilité, ne correspond que d'une manière très-indirecte avec la masse des agents dont les uns sont chargés de percevoir les recettes et les autres de les répartir. Pour les recettes comme pour les dépenses, son pouvoir est partagé entre un certain nombre d'auxiliaires ; nous entendons ces grandes divisions dont l'ensemble constitue ce qu'on appelle les administrations centrales et qui sont les directions : du *personnel* et de l'*inspection générale*, du *contentieux*, du *mouvement général des fonds*, de la *dette inscrite*, de la *comptabilité générale des finances*, de la *caisse centrale*, des *contributions directes*, de l'*enregistrement* et des *domaines*, des *douanes*, des *tabacs* et des *contributions indirectes*, des *postes*, des *forêts*,

enfin la *commission des monnaies et médailles*. En outre de son propre cabinet, chargé de la correspondance réservée, des audiences et de quelques travaux spéciaux, le ministre des finances n'a, en réalité, sous sa direction immédiate, que la direction du personnel, de l'inspection générale et le secrétariat général.

La *direction du personnel* a dans ses attributions tout ce qui concerne les nominations, promotions, distinctions honorifiques, dépendant du ministre ou devant être proposées à l'empereur. L'*inspection générale* comprend tout ce qui regarde l'examen des services. Elle est divisée en sections qui alternent tous les trois ans dans l'inspection d'un nombre déterminé de départements. C'est dans le personnel de l'inspection générale que le ministre choisit les agents dont il a besoin pour des missions extraordinaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Le *secrétariat général* du ministère des finances a une importance considérable. Les quatre bureaux qui le constituent ont dans leurs attributions : le premier, les dépêches, le service et le contre-seing ; le second, tout le service central du matériel, les fournitures du ministère, le règlement des dépenses centrales, etc. ; le troisième, l'ordonnancement et la comptabilité spéciale, le budget, la distribution annuelle et mensuelle des fonds, le contrôle de l'emploi des crédits accordés à chaque ministère, la préparation des états de paiement destinés à être revêtus de la signature ministérielle, la tenue des livres pour les dépenses du ministère des finances, la correspondance avec les administrations, la publication des comptes et documents, etc. Le quatrième bureau prépare les décisions à prendre par le ministre sur les propositions des directeurs généraux ; il est chargé de la correspondance avec les autres ministères, les préfets, les communes, au sujet de leur recours contre les directions générales des contributions directes et indirectes, des forêts, des postes, etc.

La *direction du contentieux* est la haute agence judiciaire du ministère des finances. Elle a dans sa compétence les actions intentées par ou contre le Trésor devant les tribunaux et le conseil d'État ; l'examen des oppositions, transports et mainlevées signifiées au Trésor, le personnel des avocats, notaires, avoués attachés au service des finances, etc.

La *direction du mouvement général des fonds* tient à jour la si-

tuation des ressources et des besoins du Trésor et fait l'application des recettes aux dépenses publiques, c'est-à-dire reçoit, enregistre, vise, met en paiement les ordonnances des ministères; fait les négociations, les emprunts, les émissions des bons du Trésor; dirige les virements et envois de fonds dans les divers services, balance les comptes des receveurs généraux, délivre les mandats, accepte les lettres de change tirées sur le Trésor, règle les intérêts de la caisse centrale avec la Banque de France, fait des achats et des ventes de rentes pour le compte des personnes qui habitent les départements, a la tenue du grand-livre, etc., etc.

La *direction de la dette inscrite* embrasse l'administration générale de la dette perpétuelle et viagère, des cautionnements, des dotations et des pensions et a la tenue du grand-livre dit de la dette; ce grand-livre ne doit pas être confondu avec le grand-livre proprement dit des finances, qui contient le bilan général du Trésor, c'est-à-dire tout ce qui concerne son actif et son passif, et appartient, comme nous l'avons dit, à la direction générale du mouvement des fonds. La caisse d'amortissement et la caisse des dépôts et consignations sont soumises à une direction commune, ayant des règlements et un mode de surveillance qui lui est propre.

La *direction générale de la comptabilité* centralise, résume, contrôle, balance les comptabilités de tous les ministères et de tous les services; son grand-livre est, en quelque sorte, l'analyse sommaire de tous les grands-livres tenus au nom de l'État pour constater la gestion et l'emploi des revenus publics et doit, à ce titre, être regardé comme le grand-livre par excellence de l'État. C'est dans ce grand-livre que sont pris les éléments des comptes généraux que le ministre présente, chaque année, à l'empereur, et communique au corps législatif, ainsi que les états comparatifs qui sont soumis à la cour des comptes pour servir de base à ses appréciations. C'est encore à la direction de la comptabilité générale qu'est confiée la rédaction des projets de budgets; elle a aussi pour mission de surveiller les comptes des receveurs des communes, des caissiers des hôpitaux et des bureaux de bienfaisance.

Le service de la *caisse centrale* est très-important. A Paris elle

effectue toutes les recettes et toutes les dépenses du Trésor; elle réalise les effets et les mandats des receveurs généraux; elle endosse et paye les lettres de change tirées sur le Trésor par les ayants droit; elle fait faire les protêts des effets impayés, les renvoie protestés ou les adresse à la direction du contentieux; elle dispose des bons du Trésor, reçoit les placements à intérêts, délivre des mandats pour les départements, etc. La surveillance et le contrôle exercés sur cette caisse sont incessants et extrêmement sévères. Elle doit être sans cesse à jour; chaque soir, l'état sommaire des opérations de la journée doit être remis au ministre et constater l'encaisse existant en numéraire, en billets de banque et en valeurs diverses.

Quelque importantes que soient les directions intérieures du ministère des finances, c'est-à-dire celles qui ont dans leurs attributions toutes les questions du personnel, de la surveillance générale, du haut contrôle, de la répartition et de l'emploi des revenus publics, ou du budget des dépenses, elles le sont bien moins cependant que les directions extérieures de ce ministère, c'est-à-dire que celles qui président à la création et à la perception de ces mêmes revenus, ou qui alimentent le budget des recettes.

Ces directions créatrices du budget des recettes sont : la direction générale des contributions directes; la direction générale de l'enregistrement et des domaines; la direction générale des douanes, des tabacs et des contributions indirectes; la direction générale des postes; la direction générale des forêts, et la commission des monnaies et médailles.

La *direction générale des contributions directes* est une administration centrale, ayant à Paris un personnel de 33 employés, et chargée de diriger cinq branches de la perception, savoir : 1° La *contribution foncière*, perçue sur les propriétés, fonds de terre et bâtiments; 2° la *contribution personnelle et mobilière*, perçue sur les personnes et les habitations; 3° la *contribution des portes et fenêtres*, perçue sur les ouvertures donnant sur les rues, cours et jardins des maisons, des salles de spectacle, bâtiments, usines, magasins et boutiques; 4° la *contribution des patentes*, payée par les commerçants, les industriels, etc., soumis au droit de patente; 5° la *contribution sur les mines*, payée par les propriétaires des mines.

Les contributions foncières doivent être réparties d'après les revenus des propriétés; mais, malgré les travaux du cadastre auxquels la Restauration et le gouvernement de Juillet ont consacré la somme de 150,000,000 de fr. et malgré les évaluations convenues entre les contrôleurs et les représentants des communes, l'assiette de ces contributions donne lieu à de nombreuses réclamations, par suite des altérations profondes qu'une multitude de circonstances amène chaque année dans la valeur du sol. Ici elles en décuplent le prix, là elles l'amoindrissent dans des proportions considérables; que deviennent, dans ces cas, les évaluations du cadastre? Les communes peuvent à la vérité faire reviser les opérations cadastrales, mais à leurs frais, et après une interminable série de démarches que peu de communes ont le courage d'entreprendre.

La contribution personnelle et mobilière se règle d'une part sur le prix de trois journées de travail, et d'autre part sur le montant du loyer de l'habitation. Le prix de la journée servant de base à cet impôt est fixé pour chaque commune par le conseil général du département. La valeur locative de l'habitation est déterminée par le contrôleur des contributions et les répartiteurs.

Les bases servant à fixer la quotité de l'impôt des portes et fenêtres varient selon la population des communes, le nombre des fenêtres, l'étage où elles se trouvent, etc. Dans les grandes villes, telles que Paris, Lyon, Bordeaux et autres, cet impôt est basé sur des tarifs plus compliqués encore.

La contribution des patentes exigerait, pour une simple appréciation sommaire, des détails dans lesquels il nous est impossible d'entrer ici. Contentons-nous de dire que le rendement de cet impôt, de 20 millions seulement en 1816, dépasse aujourd'hui 40 millions, dont 92 p. 100 entrent dans les caisses de l'État et 8 p. 100 restent dans celles des communes.

L'impôt des mines ne rapporte guère au delà de 8 millions; les taxes sur les biens de mainmorte, c'est-à-dire appartenant aux départements, aux communes, aux établissements publics, aux sociétés par actions, regardées comme contributions directes, dépassent 3 millions.

Les quatre grandes classes des contributions directes sont plus

ou moins augmentées par ce qu'on appelle les *centimes additionnels*. Ces centimes additionnels, qui sont exigés des contribuables pour le compte de l'État, ou des départements, ou des communes, sont plus ou moins élevés dans chaque département et chaque commune. Dans le dernier budget, l'impôt des centimes additionnels régulier était en moyenne de 66 p. 100 du principal; dans certaines communes il égalait le principal.

Les contributions directes ne sont exigibles qu'après que le préfet a apposé sa signature aux rôles. Elles peuvent être payées par douzièmes. Les percepteurs sont indépendants des directeurs, inspecteurs et contrôleurs des contributions et n'ont pour chefs que les receveurs particuliers et le receveur général. C'est le contrôleur (il y en a ordinairement un par arrondissement) qui est l'âme véritable du service des contributions directes. Les directeurs et les inspecteurs n'agissent en grande partie que d'après ses rapports. C'est le contrôleur qui modifie, diminue, augmente les taxes, etc., sauf l'approbation du directeur ou de l'inspecteur.

La *direction générale de l'enregistrement et des domaines* a aussi dans sa dépendance : le timbre, les droits de greffe et les hypothèques. Les attributions de ces trois dernières divisions se comprennent facilement. Celles de l'enregistrement sont extrêmement nombreuses et exigent, pour être bien connues et appliquées, de véritables études et une longue expérience. Les principaux droits d'enregistrement portent sur les actes judiciaires, sur ceux des officiers ministériels de tous les ordres, pour ventes, achats, successions, etc., etc. L'administration des domaines surveille les édifices appartenant à l'État, tient inventaire de tout ce qu'ils renferment, opère la vente des objets réformés pour cause de vétusté et des objets sans maître, délaissés dans les voitures publiques, dans les bureaux des chemins de fer; elle encaisse les recettes accessoires des forêts, le prix de fermage des pêches; les revenus des bergeries, haras; vend les objets fabriqués dans les écoles d'arts et métiers; achète le matériel des services publics, vend la partie qui en est réformée; fait les adjudications, les baux pour le compte de l'État, etc., etc. Il y a dans chaque département une direction de l'enregistrement et des domaines. Elle est composée d'un directeur, d'un inspecteur et de plusieurs vérificateurs ambulants. Chaque arrondissement a un receveur de

l'enregistrement et des domaines et un conservateur des hypothèques. Ce sont les agents supérieurs de l'enregistrement et des domaines qui surveillent les conservateurs des hypothèques, les notaires, les avoués, huissiers, etc. Dans toutes les hiérarchies administratives de l'État, il n'y a pas de fonctionnaires soumis à des règlements plus sévères que ceux que doivent observer les agents de l'enregistrement, des domaines et des hypothèques. Ces derniers répondent sur leur cautionnement de leurs omissions et erreurs. Cette responsabilité les suit jusqu'à dix ans après leur sortie de fonctions.

Depuis la révolution de 1848, les douanes, les tabacs et les contributions indirectes, qui formaient auparavant trois directions, ont été réunis sous une même direction générale.

Pour tout ce qui concerne les *douanes*, la France ne forme qu'un seul territoire, gardé à la frontière par une double ligne de bureaux et sur le littoral maritime par des postes multipliés et ayant à leur service des bateaux et un personnel de matelots attachés à ces postes. Dirigé par l'administration centrale qui réside à Paris, le service général des douanes embrasse deux catégories d'employés tout à fait distinctes. La première comprend les directeurs, inspecteurs et sous-inspecteurs, les receveurs, contrôleurs, commis de direction et autres, dont le nombre s'élève à plus de 2,600 personnes. C'est là le service d'administration et de perception. La seconde catégorie comprend le service actif et se compose de capitaines, lieutenants, brigadiers et sous-brigadiers, préposés de toutes classes, cavaliers de tous grades, patrons et sous-patrons de barques, matelots attachés aux entrepôts, et forme un total de 25,374 individus. En outre des affaires douanières proprement dites, l'administration des douanes a dans sa compétence toutes les questions de pêches, de primes, de drawbacks, de police sanitaire à l'entrée des ports et à la frontière, l'arrestation des individus signalés, la garde des marais salants. Cette administration a encore la surveillance des entrepôts établis dans les ports ou dans l'intérieur du pays. Les divers impôts perçus par les douanes, non compris les sels, dépassent 180 millions. Les droits sur les sucres étrangers et coloniaux, et sur le café forment seuls environ la moitié de ce total.

Depuis 1851, c'est la direction des douanes qui administre le

monopole des tabacs. Ce monopole est absolu et embrasse à la fois l'introduction, la fabrication et la vente. La culture des tabacs indigènes est soumise à une surveillance spéciale et fournit à peu près la moitié des feuilles qui sont manipulées dans les manufactures. Un sixième vient de l'Algérie et le reste de l'étranger, surtout de l'Amérique. Les douze manufactures de tabacs, employant plus de 20,000 ouvriers, sont établies à Paris, Bordeaux, Marseille, Morlaix, Strasbourg, Lille, le Havre, Tonneins, Toulouse, Lyon, Nantes et Châteauroux. Tous les tabacs partent de là pour être livrés à des comptables spéciaux, appelés entreposeurs. Le nombre de ces employés est de 357, soit à peu près un par arrondissement. Les débitants, au nombre d'environ 33,000, se fournissent chez les entreposeurs. Le monopole des tabacs donne au gouvernement un gain d'environ 450 p. 100. L'impôt provenant du monopole des tabacs s'élance avec rapidité vers 200 millions.

Le *monopole de la poudre* rapporte environ 8 millions. Le mode de vente est le même que pour les tabacs. C'est le préfet qui nomme les débitants de poudre. La vente de la poudre de guerre ne peut avoir lieu que pour les navires marchands. La poudre de mine se délivre sur certificats du maire et de l'ingénieur. L'État ne bénéficie que sur la poudre de chasse. La poudre de troque ne se vend que dans les ports aux capitaines de navires, qui doivent en justifier la sortie.

La production du *sel* est diversement régie. Les marais salants sont surveillés par la douane, les mines de sel et puits salés par des agents spéciaux; mais les taxes sur la vente ne sont pas perçues d'une manière uniforme. Les unes entrent dans les caisses de la douane, les autres dans celles des contributions indirectes.

Il en est de même des *sucres*. Ceux qui proviennent de l'étranger et des colonies payent la taxe aux douanes; le sucre indigène et les sucres raffinés dépendent, pour la surveillance et la perception des taxes, des agents des contributions indirectes. Le type pour la taxe est pris sur un sucre demi-blanc. Cette taxe, base de toutes les autres, est de 45 francs par 100 kilog. Les sucres raffinés sont imposés à 52 fr. 80 c., soit à 7 francs de plus que les sucres des colonies d'Amérique. La fabrication du sucre indigène est soumise à des mesures de surveillance et de contrôle extrême-

ment sévères. Il y a dix entrepôts pour les sucres indigènes : à Paris, Douai, Valenciennes, Lille, Orléans, Arras, le Havre, Saint-Quentin, Honfleur et Bordeaux. La fabrication des sucres indigènes a des variations très-grandes pour les quantités, qui roulent autour de 80 millions de kilog., et versent un impôt de 30 à 35 millions de francs.

Le droit sur les *cartes à jouer*, dont la fabrication est soumise à des mesures de surveillance minutieuses, produit un peu plus de 1,200,000 francs, non compris environ 150,000 francs de fournitures du papier spécial qui ne peut être acheté qu'au gouvernement.

Les *voitures publiques, chemins de fer*, etc., produisent un peu plus de 20 millions. La base de cet impôt est le dixième du prix des places des voyageurs. Le droit des transports de marchandises par terre consiste en 10 p. 100 du prix du transport.

Le droit de *licence*, indépendant de la patente, porte sur les brasseurs, distillateurs, marchands de boissons en gros et en détail, fabricants de cartes à jouer, entrepreneurs de voitures publiques, fabricants de sucre indigène, de salpêtre, et sur les entreprises de chemins de fer. La répartition en est diversement appréciée et ne produit pas au delà de 4 millions.

La taxe des *brevets* d'invention, d'addition et de perfectionnement produit à peine 900,000 francs.

La France a 5,000 kilomètres de *canaux* navigables et environ 8,000 kilomètres de *routes fluviales*. Les eaux navigables sont divisées en bassins et en arrondissements, et ont pour la navigation des tarifs et des règlements différents. Le rendement de tous ces droits est d'environ 11 millions, y compris les revenus provenant des baux, péages, pêches, concessions et prises d'eau, fermage de la pâture et des fourrages des bords des rivières et canaux.

Aucun objet d'or et d'argent ne peut être mis dans le commerce, sans avoir été frappé du *poinçon* de l'État, qui en constate le titre, c'est-à-dire le degré de l'alliage ou de la pureté plus ou moins grande du métal. Ces poinçons se trouvent dans les 89 bureaux de garantie établis dans les principales villes de France. Chaque bureau est composé d'un receveur et d'un contrôleur appartenant à l'administration des contributions indirectes et d'un

nombre d'employés inférieurs plus ou moins grand, chargés de faire les essais des métaux. Les droits de garantie ne s'élèvent pas à 2 millions et demi. Le droit d'*argues* est compris dans ce chiffre pour environ 50,000. On appelle *argues* des machines qui servent à fabriquer le fil d'or, d'argent, et de cuivre doré ou argenté. Ces machines existent à Paris, Lyon et Trévoux. L'or et l'argent ne peuvent être étirés que par les machines de l'État. Les tréfileries des particuliers, étirant le cuivre et le laiton, sont soumises à la surveillance de l'État.

Les droits sur les *boissons*, s'appliquant aux vins, eaux-de-vie, esprits, cidres, bières, hydromels, produisent environ 140 millions; mais la perception en est très-pénible pour les agents des contributions indirectes, et très-coûteuse pour l'État. En effet, les droits sur les boissons, produisant 140 millions à peine, ne peuvent être perçus qu'à l'aide d'un personnel d'employés excessivement nombreux et frappé d'une impopularité qui rebondit sur sa tête pour aller tomber plus haut, c'est-à-dire fait perdre au gouvernement des profits moraux assurément bien supérieurs aux maigres profits matériels qu'il lui rapporte. Ces 140 millions des droits sur les boissons sont énormément amoindris par les frais qu'occasionne la perception de cet impôt aux cent noms : droit de circulation sur le commerce en gros, droit de détail sur le commerce de détail, droit de consommation, droit d'entrée dans les communes de plus de 4,000 habitants, taxe unique remplaçant le droit d'entrée et de détail dans quelques communes, taxe de remplacement, tenant lieu des droits d'entrée, de circulation, de détail et de consommation, taxes différentielles, selon l'une des quatre classes régionales dans lesquelles la France est divisée, taxe différentielle selon que la commune appartient à l'une des huit classes qui rendent les droits proportionnels à la population agglomérée, acquit-à-caution, laissez-entrer d'entrepôt, passe-debout, licence de transit, permis, congés, passavants, etc. L'exercice, vu les moyens de contrôle employés pour maintenir en vigueur le système de contributions relatives aux boissons, est au moins aussi compliqué que la multiplicité des impôts qui les frappe.

La direction générale des *postes* perçoit un produit brut d'environ 60 millions; mais ce produit se trouve amoindri de près de

35 millions, par les traitements du personnel et les dépenses du matériel.

La direction générale des *forêts* n'affiche pas trop de zèle en faveur du fisc; elle n'ordonne les coupes qu'à regret; elle demande le plus qu'elle peut pour l'amélioration du domaine forestier; mais le pays, qui connaît l'intelligence de cette grande administration, la félicite de ne pas faire au présent des sacrifices dont souffrirait l'avenir. La direction des forêts ne verse à peu près net au Trésor public que 15 millions; mais elle laisse à nos fils de belles lettres de change à tirer sur les grandes réserves qu'elle respecte et sur les grands aménagements qu'elle fait dans nos forêts, tandis que bon nombre d'autres administrations ne leur transmettent que des lettres de change, lourdement chargées, à acquitter.

Le Trésor public n'est pas uniquement alimenté par les grandes sources que nous venons de passer en revue. L'Algérie lui verse au delà de 20 millions, les colonies lui en donnent près de 7, la caisse des dépôts et consignations plus de 2; les chancelleries et consulats, les écoles spéciales, les établissements d'enseignement supérieur, les chemins de fer, l'imprimerie impériale plus de 15; les revenus de la Légion d'honneur plus de 11; la caisse des invalides de la marine au delà de 10.5 millions; les hôtels des monnaies plus de 2 millions; la vérification des poids et mesures plus de 1,200,000 francs, la rente indienne 1 million; les maisons de détention, près de 3 millions, etc., etc.

Nous ne savons s'il faut ranger au nombre des revenus de l'État les cent et quelques millions de la caisse d'amortissement. Nous ignorons également s'il est permis de compter comme un actif dont puisse disposer l'État en le consolidant en rentes, les nombreux millions qui restent dans ses caisses sur les sommes payées pour prix de l'exonération du service militaire, après que les engagés ou rengagés ont reçu le prix de leur engagement. Quoi qu'il en soit, la caisse de la dotation de l'armée aura promptement de magnifiques rentes à sa disposition, si toutes les années lui sont aussi favorables que la première de sa mise en activité. Cette année-là, les libérés ont payé plus de 70 millions, les engagés n'ont pas reçu tout à fait 31 millions.

Nous ne saurions terminer cette esquisse — pour laquelle nous

avons puisé largement dans l'excellent ouvrage, récemment publié par M. de Hock sur l'*Administration financière de la France* (Paris, Guillaumin) — sans dire aussi quelques mots des agents qui font mouvoir ce vaste mécanisme, soit de la façon dont se recrute le personnel de l'administration financière et de la position faite à ce personnel, notamment dans les degrés inférieurs de la hiérarchie administrative.

Le personnel du ministère des finances est au-dessus de 72,000 individus, employés en titre ou d'une manière fixe. Les divers services de ce ministère, et entre autres les directions des tabacs, des forêts, du timbre, etc., emploient, à divers titres, au moins 30,000 individus.

Dans les finances, tous les employés sont révocables et déplaçables; cependant, dans la pratique, l'administration supérieure use de ce droit suprême avec beaucoup d'indulgence et de modération. Dans certaines directions, l'avancement est hiérarchique et déterminé d'après la règle observée dans les armées de terre et de mer et dans d'autres grands services, et d'après laquelle l'on doit avoir passé plus ou moins de temps dans un grade inférieur pour avoir droit de monter à un grade supérieur. Mais il s'en faut de beaucoup que cette loi de l'avancement soit rigoureusement suivie dans plusieurs des grands services dépendant du ministère des finances, surtout pour les hautes positions et les emplois relatifs à la perception, aux recettes et à la comptabilité en général. Or ce sont ces derniers emplois qui sont le plus largement rétribués. Certains receveurs généraux se font des émoluments supérieurs au traitement du ministère des finances, qui est de 100,000 francs; certains receveurs particuliers n'échangeraient pas, au point de vue des avantages matériels, leur position contre celle d'un directeur général, dont le traitement varie de 20 à 30,000 francs.

Parmi les agents du service administratif des finances, il n'y a guère que les directeurs et les inspecteurs qui soient rétribués d'une manière satisfaisante. Les traitements des employés inférieurs sont réduits à des proportions qui semblent peu propres à exciter l'ambition d'hommes ayant à donner des preuves d'intelligence telles qu'en exige aujourd'hui le ministère des finances des candidats aux emplois qu'il confère. Malgré cela, le nombre

des candidats dépasse toujours le nombre des emplois disponibles. Voici le taux de quelques-uns de ces traitements : gardes généraux des forêts : 1,800 à 2,200 francs ; contrôleurs des contributions directes : 1,200 à 1,800 francs ; vérificateurs des douanes : 1,000 à 2,400 francs ; lieutenants des douanes : 1,200 à 1,600 francs ; receveurs ambulants des contributions indirectes : 1,800 à 2,200 francs ; commis de la même direction : 1,200 à 2,200 francs.

Nous venons de parler des preuves d'intelligence exigées des candidats aux emplois dans les finances ; ne sont exempts, en règle générale, de ces épreuves et du surnumérariat, que les élèves sortant de l'École polytechnique ou de celle de Saint-Cyr ; les personnes ayant passé dix ans en service public et possédant évidemment les connaissances spéciales du service dans lequel elles demandent à entrer ; les avocats ayant dix années de pratique non interrompue. On en dispense aussi les anciens militaires et les jeunes gens ayant une écriture remarquablement belle : ces deux qualités facilitent beaucoup l'entrée dans les emplois financiers, pour les grades inférieurs naturellement.

Le surnumérariat dure plus ou moins longtemps, selon les directions et les vacances ; à part les exceptions mentionnées ci-dessus, on n'est reçu surnuméraire qu'après avoir exhibé le diplôme de bachelier, avoir subi avec succès un examen oral et écrit devant une commission spéciale, et être resté plus ou moins longtemps aspirant, en attendant qu'il y ait un surnumérariat disponible.

Pour être commis ou contrôleur dans les contributions directes, les épreuves sont plus sévères encore. On n'est pas admis à l'examen d'aspirant sans s'être exercé à l'arpentage et à la levée des plans ; admis à l'aspirance, il faut rester à ses frais, tantôt dans les bureaux administratifs, tantôt dans ceux du cadastre, et lever chaque année un plan de 40 à 50 hectares et subir au bout d'un temps plus ou moins long deux nouveaux examens pour le surnumérariat : examens sur les matières administratives, sur le calcul et la levée des plans. Le surnumérariat fini, on est commis ou contrôleur aux appointements de 1,200 francs !

Dans la direction de l'enregistrement et des domaines, les examens à subir exigent bien plus de travail et de persévérance. Il

faut en dire autant des candidatures dans l'administration des forêts, qui ne donne le titre de garde général, avec traitement de 4,000 fr., qu'à des élèves dont les études spéciales correspondent à peu près à celles des élèves de l'École polytechnique.

Dans l'ensemble des services financiers la discipline est à la fois sévère et forte, tous les agents de ces services étant amovibles et facultativement déplaçables ; mais il semble peu logique que certains agents comptables soient inspectés et contrôlés par des employés placés bien au-dessous d'eux par leur traitement, ainsi que sous le rapport honorifique et influentiel de la position.

Une autre anomalie se fait remarquer dans l'administration générale des finances.

Dans chaque chef-lieu de département et d'arrondissement, les services dépendant des ministères de l'intérieur, des travaux publics, de la justice, de la guerre, etc., sont organisés de telle sorte que les agents de ces services y ont un supérieur qui représente d'une manière plus ou moins directe l'unité de chaque ministère. Seuls, les divers services financiers fonctionnent partout indépendants les uns des autres, sans autre direction unitaire, sans autre hiérarchie unitaire que celles qui descendent du ministre vers les diverses directions générales, mais partent de là pour n'avoir plus rien de commun les uns avec les autres. Ainsi dans chaque chef-lieu de département il y a : 1 receveur général, 1 payeur, 1 directeur des contributions directes, 1 directeur des contributions indirectes, 1 directeur de l'enregistrement et des domaines, 1 directeur des postes, 1 conservateur ou employé supérieur des eaux et forêts, etc. ; et parmi tous ces fonctionnaires du ministère des finances, il n'en est pas un seul qui ne soit indépendant des autres, pas un qui, hiérarchiquement, puisse se dire le supérieur et ait, à ce titre, droit de direction et de contrôle sur un seul.

Ce défaut d'unité dans la hiérarchie du personnel des finances a des inconvénients que nous n'avons pas à faire ressortir en ce lieu ; mais, comme nous l'avons déjà dit, ces défauts sont, en grande partie, la conséquence pour ainsi dire forcée de la complication que présentent les assises de l'impôt : sujet vaste, immense, que nous n'osons pas même effleurer ici.

JOS. D. MAREST.

II. Budgets.

I. — RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET DE 1856 ET COMPTES BUDGÉTAIRES DE 1830 A 1856.

La loi du budget de l'exercice 1856, en date du 5 mai 1855, et le décret de répartition du 31 octobre suivant, ont fixé les recettes à 1,601,586,732 francs; les dépenses ordinaires à 1,557,579,529 francs, et pour travaux extraordinaires 40,706,999 francs, soit l'ensemble des dépenses à 1,598,286,528 francs : ce qui laissait un excédant présumé de recettes de 3,300,204 francs. Ces prévisions budgétaires ont éprouvé de nombreuses modifications. Quant aux recettes, elles se sont augmentées d'abord d'une somme de 12,253,122 francs, provenant des fonds restés disponibles sur le service départemental et sur divers services spéciaux à la clôture des exercices 1854 (5,369,991 fr. 17 c.) et 1855 (6,883,130 fr. 70 c.); en outre, les évaluations des recettes affectées au service départemental et à divers services spéciaux, s'accroissent de la plus-value réalisée sur ces ressources pendant le cours de l'exercice et qui a été de 21,416,807 fr. 34 c.; de plus, en exécution de la loi du 11 juillet 1855, qui a autorisé l'emprunt de 750 millions, les recettes de l'exercice 1856 doivent être augmentées de la portion qui restait à réaliser à la clôture de l'exercice 1855 et qui s'élève à la somme de 154,342,681 fr. 33 c. Le total des recettes affectées législativement au budget de 1856 se montait à :

Reportés des exercices 1854 et 1855.	12,253,121 ^{fr} 87 ^c
Ressources ordinaires.....	1,599,348,747 34
— extraordinaires.....	177,977,473 33
Total.....	1,789,599,342 54

Quant aux dépenses, les crédits ouverts primitivement pour les dépenses jusqu'au montant de 1,598,286,528 francs, se sont accrus des crédits se rapportant au service départemental, ainsi qu'aux services spéciaux et qui s'élèvent à 21,416,807 fr. 34 c.; de la somme déjà mentionnée de 12,253,121 fr. 87 c. restant sur les mêmes services des deux exercices précédents. Des lois spéciales, rendues postérieurement au vote du budget, ont ouvert aux ministres des crédits s'élevant ensemble à 502,680,575 fr. 99 c.; divers décrets impériaux sanctionnés par la loi générale soumise

au Corps législatif, pendant la session de 1858, ont ouvert aux ministres des crédits supplémentaires extraordinaires, s'élevant à la somme de 122,833,434 fr. 50 c.; d'autres crédits enfin y ont ajouté la somme de 8,731,733 fr. 81 c., de sorte que

Le total des crédits accordés pour l'exercice 1856 s'élève à.	2,266,202,201 ^{fr} 51 ^c
ce qui sur les recettes totales s'élevant à.....	1,789,599,342 54
laisse un excédant de dépenses de.....	476,602,858 97

On est parvenu néanmoins à faire clore le budget avec un excédant de recettes assez considérable (112.2 millions francs), qui a été transporté au budget de 1857. Voici comment a été obtenu ce beau résultat ! D'abord, tandis que les recettes (non compris les fonds reportés des deux exercices précédents) n'avaient été évaluées qu'à 1,777.3 millions, les droits et produits liquidés à la charge des redevables de l'État se sont montés en réalité à 1,924,399,052 fr. 05 c., sur lesquels les recouvrements effectués, jusqu'au bout de l'exercice, ont donné la somme de 1,913,002,149 fr. 64 c.; cet accroissement était dû en grande partie aux augmentations de certains impôts (le double décime de guerre sur l'enregistrement et les douanes, la taxe sur les alcools et les chemins de fer), décrétées par la loi du 14 juillet 1855 et qui ont procuré au budget de 1856 une ressource additionnelle de 79,647,000 francs. Les recettes de 1856 ont ensuite été augmentées — aux termes de l'article 6 du projet de loi de règlement définitif de l'exercice 1855 — de l'excédant final de recettes dudit exercice qui provient principalement de recouvrements effectués sur l'emprunt de 750 millions, montant à 394,056,125 fr. 31 c. En résumé, le résultat général du budget de 1856, à la clôture de l'exercice, s'établit donc comme suit :

Ressources ordin. et spéciales réalisées pendant l'exercice.	1,913,002,149 ^{fr} 64 ^c
Fonds du service départemental et de divers services spéciaux reportés des budgets de 1854 et 1855.....	12,253,121 87
Excédant de recettes de l'exercice 1855, que le règlement définitif de cet exercice attribue au budget de 1856....	394,056,125 31
Fonds généraux du budget de 1855, que le règlement définitif du service colonial de cet exercice a laissés disponibles.	577,795 07
Ensemble.....	2,319,889,191 89
Dont il faut déduire les fonds départementaux transportés aux budgets de 1857 et 1858.....	11,889,918 05
Restait donc en ressources applicables aux besoins de l'exercice 1856.....	2,307,999,273 84

Les paiements effectués sur les ordonnances des ministres ayant été, savoir :

Dépenses des divers ministères.....	2,138,413,154 ^{fr} 40 ^c	2,195,781,787 ^{fr} 08 ^c
Travaux extraordinaires.....	57,368,632 68	

Il en résulte un excédant final de recettes de.... 112,217,486 70

Excédant qui a été transporté au budget de l'exercice 1857, en vertu d'une disposition spéciale de la loi de règlement du budget de 1856¹.

Le tableau ci-après résume, pour l'époque comprise entre 1830 à 1856, la

Situation financière d'après les résultats propres à chaque exercice.

Exercices.	Recettes ordinaires.	Ressources extraordinaires.	Total des revenus.	Dépenses ordinaires et extraordinaires.
1830	971,035,503 ^{fr}	60,760,551 ^{fr}	1,031,796,054 ^{fr}	1,095,142,115 ^{fr}
1831	948,623,042	356,927,929	1,305,550,970	1,219,310,975
1832	984,736,797	78,363,412	1,063,100,209	1,174,350,197
1833	990,274,314	172,078,610	1,162,352,924	1,134,072,914
1834	1,007,504,349	31,214,183	1,038,718,532	1,063,559,443
1835	1,020,838,394	47,264,407	1,068,102,801	1,047,207,680
1836	1,053,189,488	18,992,249	1,072,181,737	1,065,899,158
1837	1,076,164,588	11,082,180	1,087,246,768	1,078,902,494
1838	1,110,651,859	1,004,031	1,111,655,890	1,136,168,851
1839	1,123,791,139	57,526,633	1,181,117,772	1,179,046,335
1840	1,160,395,282	74,087,817	1,234,483,099	1,363,711,102
1841	1,197,750,966	183,518,177	1,381,269,143	1,425,239,623
1842	1,256,257,751	74,736,134	1,330,993,885	1,440,974,148
1843	1,270,069,971	108,154,230	1,378,224,201	1,445,265,740
1844	1,297,899,408	86,862,108	1,384,761,516	1,428,133,942
1845	1,330,218,735	63,068,110	1,393,286,845	1,489,432,101
1846	1,351,765,833	47,524,722	1,399,290,555	1,566,525,591
1847	1,342,809,354	29,578,096	1,372,387,450	1,629,678,089
1848	1,207,298,489	560,657,201	1,767,955,690	1,770,980,740
1849	1,256,843,803	174,835,162	1,431,678,965	1,646,304,442
1850	1,296,545,965	135,076,506	1,431,622,471	1,472,637,238
1851	1,273,274,104	87,326,671	1,360,600,775	1,461,329,644
1852	1,336,212,588	151,132,396	1,487,344,984	1,513,103,997
1853	1,391,124,777	133,323,687	1,524,448,464	1,547,597,009
1854	1,417,679,479	384,365,359	1,802,044,838	1,988,078,160
1855	1,535,928,287	1,257,345,678	2,793,273,965	2,399,217,840
1856	1,637,711,230	267,231,919	1,913,943,149	2,195,781,787
Total.	32,846,595,495	4,662,838,157	37,509,433,652	38,977,651,355

Il résulte, entre autres, du tableau qui précède, que les re-

¹ Le projet de loi, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1856, a été présenté au Corps législatif dans la séance du 8 février 1859.

cettes ordinaires se sont accrues de 299 millions ou de 30 p. 100 entre les années 1830-1843, et de 367.6 millions ou de 28 p. 100 dans les quatorze années suivantes, soit pour l'époque entière (27 ans) de la somme de 666,675,727 fr. ou de 68.6 p. 100; que les ressources extraordinaires s'élèvent parfois au tiers et plus des ressources ordinaires (année 1831), quelquefois à la moitié (année 1848), ou même aux $\frac{4}{5}$ (année 1855), et que pour les 27 années réunies elles ont ajouté plus de 4,662 millions ou 14.2 p. 100 aux recettes ordinaires; que néanmoins, sept années seulement (1831, 1833, 1835, 1836, 1837, 1839 et 1855) sur vingt-sept laissent un excédant plus ou moins réel de recettes, tandis que les autres vingt exercices se soldent tous avec un déficit, dont le minimum (3,005,050 fr.) se rencontre en 1848 et dont le maximum (281,838,638 fr.) appartient à l'année 1856. Si, pour mieux saisir la marche des budgets pour des espaces de temps un peu plus longs, on divise l'époque entière qui nous occupe en trois périodes de neuf ans, on obtient les moyennes qui suivent (en millions de francs) :

	Recettes ordinaires.	Ressources extraordinaires.	Total des revenus.	Dépenses ordinaires et extraordin.	Excédant de dépenses.
1 ^{re} période (1830-38).	9,162.9	777.7	9,940.6	10,014.8	74.2
2 ^e — (1839-47).	11,330.9	724.8	12,055.7	12,967.9	912.2
3 ^e — (1848-56).	12,352.8	3,160.3	15,513.1	15,994.9	481.8
Moyenne générale..	1,216.5	172.7	1,389.2	1,443.6	54.4

Il se trouve donc que les recettes ordinaires se sont accrues :

De la 1 ^{re} à la 2 ^e période :	de	2,168.0 mill.	ou de	23.6 %
— 2 ^e — 3 ^e —		1,021.7	—	9 %
et — 1 ^{re} — 3 ^e —		3,189.9	—	34.8 %

Les ressources extraordinaires ont

Diminué de la 1 ^{re} à la 2 ^e période :	de	52.9 mill.	ou de	6.8 %
Et se sont) — 2 ^e — 3 ^e —		2,435.5	—	336. %
accrues) — 1 ^{re} — 3 ^e —		2,382.6	—	306.6 %

L'ensemble des recettes a monté :

De la 1 ^{re} à la 2 ^e période :	de	2,115.1 mill.	ou de	21.2 %
— 2 ^e — 3 ^e —		3,457.4	—	28.6 %
— 1 ^{re} — 3 ^e —		5,572.5	—	56. %

Tandis que les dépenses ordinaires et extraordinaires se sont accrues :

De la 1 ^{re} à la 2 ^e période :	de	2,993.1 mill.	ou de	29.5 %
— 2 ^e — 3 ^e —		3,027.0 —		23.3 %
— 1 ^{re} — 3 ^e —		5,980.1 —		59.7 %

Il n'est pas sans intérêt de regarder de plus près les divers chapitres, dont se composent les budgets résumés dans le tableau qui précède ainsi que les augmentations respectives qu'ils ont subies. En choisissant comme point de comparaison le premier exercice de chacune de ces trois périodes de neuf ans, l'on trouve que le rendement des contributions directes, de 330.7 millions en 1830, a monté à 391.9 millions en 1839, à 432.4 millions en 1848, pour arriver en 1856 à 448.4 millions; — le produit des forêts et de la pêche, de 27.1 millions en 1830, a monté en 1839 à 31.2 millions, est tombé en 1848 à 27.6 millions et remonté en 1856 à 36.8 millions; — le revenu et la vente des domaines ont rapporté 5,861,543 francs en 1830, 6,062,269 francs en 1839, 5,249,280 francs en 1848 et 17,135,137 francs en 1856; — les impôts et revenus indirects, ayant rapporté en 1830 la somme de 574.6 millions, étant montés en 1839 à 661.9 millions, sont descendus en 1848 à 683.7 millions, pour s'élever en 1856 à 1,033.4 millions; — les revenus et produits divers ont fourni 32.8 millions en 1830, 32.7 millions en 1839, 58.4 millions en 1848 et 102 millions en 1856; — de sorte qu'en comparant le premier avec le dernier exercice (1830 et 1856) de l'époque entière, on trouve que l'augmentation a été pour les

Contributions directes, de.....	117,673,378 ^{fr}	ou de	35.6 %
Produits des forêts et de la pêche...	9,736,544	—	35.9 %
Revenus et ventes des domaines....	11,273,594	—	192.3 %
Impôts et revenus indirects.....	458,795,890	—	79.9 %
Revenus et produits divers.....	69,196,321	—	211.4 %
Ensemble.....	666,675,727	ou de	68.6 %

Quant aux ressources extraordinaires, la majeure partie — 2,445,880,035 fr. ou 52.4 p. 100 du total — est fournie par les emprunts en rente. Sur cette somme, l'année 1855 en prend à elle seule 1,133,836,362 francs; viennent ensuite l'année 1831 avec 280.3 millions, l'année 1848 avec 251 millions, l'année 1854 avec 249.2 millions, l'année 1856 avec 152 millions, l'année 1843 avec

108.1 millions, le reste de 271.5 millions se répartissant entre les années 1832, 1842, 1844, 1845, 1846, 1847, 1849 et 1850, tandis que les douze autres années n'y participent pas du tout. Passant sur les diverses ressources moins importantes, nous ne citerons encore que celle qui consiste dans l'emploi de la réserve et de l'amortissement, soit aux besoins généraux des budgets, soit aux travaux extraordinaires. Durant la période comprise entre 1830 et 1847 ces détournements n'eurent lieu qu'en cinq années et pour la somme totale de 468,515,905 francs, dont 182.4 millions ont été employés aux besoins généraux des budgets et 286.1 millions aux travaux extraordinaires; de 1848 à 1856 par contre, les fonds de la réserve et de l'amortissement, d'une somme totale de 834,451,037 francs, ont été affectés entièrement et exclusivement aux besoins généraux des budgets.

En établissant les mêmes comparaisons pour les divers chapitres des dépenses ordinaires, l'on trouve que la dette publique qui ne réclamait que 349.9 millions en 1830, en demande 352.7 millions en 1839, 420.4 millions en 1848 et 550.8 en 1856. Les dépenses des ministères de la justice et des cultes, de 55.5 millions en 1830, s'élèvent à 56.1 millions en 1839, à 66.1 millions en 1848, et à 72.3 millions en 1856. Le ministère des affaires étrangères coûtait 8.9 millions en 1830, 8.6 millions en 1839, 11 millions en 1848 et 12.4 en 1856. Le ministère de l'instruction publique coûtait 2.3 millions en 1830, 14.8 millions en 1839, 18.3 millions en 1848 et 19.9 millions en 1856. Le ministère de l'intérieur dépensait 57.4 millions en 1830, 93.4 millions en 1839, 154.9 millions en 1848 et 151 millions en 1856. Le ministère de l'agriculture et du commerce et le ministère des travaux publics, réunis depuis 1853, avaient coûté ensemble 65.2 millions en 1830, 68.8 millions en 1839, 112.5 millions en 1848 et 85.6 millions en 1856; il convient pourtant d'ajouter les fortes sommes que ces deux ministères réclamaient pour des travaux extraordinaires et qui se sont élevées ensemble à 136.5 millions dans les années 1833 à 1838, à 820.4 millions dans les années 1839 à 1847 et à 711.3 millions dans les années 1848 à 1856. Le ministère de la guerre a réclamé pour les dépenses ordinaires de son département 233.6 millions en 1830, 281.1 millions en 1839, 408,1 millions en 1848 et 693,2 en 1856. Le ministère de la ma-

rine a vu ses dépenses ordinaires s'abaisser de 90.4 millions en 1830 à 79.5 millions en 1839 et remonter à 127.7 millions en 1848, à 220.2 millions en 1856. Le ministère des finances enfin demandait 21.8 millions en 1830 et 22.2 millions en 1839, pour monter en 1848 à 28.8 millions, et redescendre en 1856 à 24.6 millions. En laissant de côté les chapitres accessoires des dépenses extraordinaires et les dépenses nécessitées par les travaux extraordinaires, l'on trouve que de 1830 à 1856 les dépenses ont augmenté pour

La dette publique de.....	200,834,988*	ou de	57.4 %
Le ministère de la justice et des cultes.....	16,888,093	—	30.4 %
— des affaires étrangères.....	3,494,831	—	39. %
— de l'instruction publique.....	17,607,594	—	779.8 %
— de l'intérieur.....	93,598,434	—	163.1 %
— de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	20,381,691	—	31.2 %
— de la guerre.....	459,539,775	—	196.7 %
— de la marine.....	129,796,492	—	143.6 %
— des finances.....	2,797,236	—	12.7 %
Soit pour ces dix chapitres des budgets, de la somme de.....	944,939,133	ou de	106.7 %

II. — COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1857.

La loi de finances du 14 juillet 1856 et le décret de répartition du 29 novembre suivant ont fixé les recettes de cet exercice à 1,709,874,512 francs et les dépenses à 1,698,904,664 francs, soit un excédant présumé de recettes de 10,969,848 francs. Les recettes se sont augmentées des fonds restés disponibles sur le service départemental et sur divers services spéciaux à la clôture des exercices 1855 (6,302,450 fr. 71 c.) et 1856 (7,499,512 fr. 17 c.), (ensemble 13,801,962 fr. 88 c.), et de la plus-value de 33,383,130 fr. 99 c. que présentent, comparativement aux prévisions, les ressources réalisées pour le service départemental et pour divers services spéciaux; de sorte que les recettes affectées législativement au budget de l'exercice 1857 se sont élevées à 1,757,059,605 fr. 87 c. Mais tandis que les ressources (à part les fonds restés disponibles sur les deux exercices précédents) étaient présumées ne devoir s'élever qu'à 1,743.3 millions fr., les droits et produits constatés à la charge des redevables de l'État se montent en réalité à 1,813,694,522 fr. 78 c., sur lesquels

pourtant 117,101,564 fr. 34 c. restaient encore à recouvrer au 31 décembre 1857. D'autre part, les crédits ouverts par la loi du 14 juillet 1856 et par le décret du 28 novembre 1856, et portés à 1,698,904,664 francs, se sont accrus de : 47,185,093 fr. 87 c., provenant des crédits relatifs aux services départementaux et aux services spéciaux; de 86,575,027 fr. 68 c. accordés par des lois spéciales rendues postérieurement au vote du budget; de 46,887,341 fr. 22 c. accordés par divers décrets impériaux, dont la régularisation a été prononcée dans la loi générale des crédits supplémentaires en date du 18 mars 1858; de 25,238,228 fr. 45 c. accordés par des décrets spéciaux à régulariser ultérieurement; enfin de la somme de 8,300,716 fr. 68 c. provenant de l'apurement des exercices clos; de sorte que le total des crédits accordés pour l'exercice 1857 s'élevait à 1,913,091,071 fr. 90 c. Il serait donc resté sur les prévisions de recettes, ne montant qu'à 1,757,039,605 fr. 87 c., un excédant de dépenses de 156,031,466 fr. 03 c. Mais les recettes qui proviennent des droits constatés, ayant excédé de 70.4 millions l'évaluation faite par la loi de finances, l'excédant de dépenses se réduirait à 85.6 millions; d'autre part, l'excédant de recette de l'année 1856, qui provient principalement des recouvrements effectués pendant son cours sur l'emprunt de 750 millions, doit être transporté au budget de 1857. Cet excédant étant de 112,217,486 fr. 76 c., le budget de 1857 paraît devoir se solder avec un excédant de 26,614,511 fr. 42 c.

Les deux tableaux qui suivent résument pour les chapitres principaux les comptes provisoires des recettes et des dépenses en les comparant avec les évaluations budgétaires :

1. Récapitulation générale des Recettes.

PRODUITS ET REVENUS.	Évaluation des Recettes.	Produits probables de l'Exercice 1857.
	fr.	fr.
<i>Ressources ordinaires.</i>		
Contributions directes.....	451,425,826	456,012,508
Produits des domaines.....	15,289,046	21,707,605
— des forêts et de la pêche.....	25,942,500	38,261,374
Impôts et revenus indirects :		
Enregistrement et timbre.....	338,553,000	345,981,619
Douanes et sels.....	231,716,000	221,211,221
<i>A reporter.....</i>	<i>1,062,926,372</i>	<i>1,083,174,327</i>

<i>Report</i>	1,062,926,372	1,083,174,327
Contributions indirectes.....	404,482,000	442,882,609
.....Produits des postes.....	56,259,000	56,149,165
Divers revenus :		
Produits éventuels affectés au service départemental.....	37,333,273	37,333,273
Produits et revenus de l'Algérie.....	18,470,000	18,776,366
Retenues et autres produits affectés au service des pensions civiles.....	12,239,000	10,745,135
Produits de la réserve de l'amortissement.....	115,200,545	114,778,350
— divers.....	35,218,166	48,726,012
Ressources extraordinaires.....	1,129,286	1,129,286
Ensemble.....	1,743,247,692	1,813,694,522
Fonds reportés des exercices 1855 et 1856.....	13,801,963	13,801,963
Totaux.....	1,757,059,605	1,827,496,486
Excédant de recette du budget de 1856.....		112,217,486
Total des ressources de l'exercice 1857.....		1,939,713,972

2. Récapitulation générale des dépenses.

Ministères et services.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Payements effectués.	Dépenses probables de l'exercice 1857.
	fr.	fr.	fr.
<i>Service ordinaire.</i>			
Ministère d'État.....	9,510,918	7,560,574	9,510,918
— de la justice.....	27,474,044	25,018,198	27,114,043
— des affaires étrangères...	11,096,054	8,523,976	11,309,005
Ministère de l'intérieur :			
Service général.....	49,699,031	41,833,902	79,358,144
— départemental.....	134,264,169	97,132,555	134,264,170
Ministère des finances :			
Dettes publiques.....	521,678,665	458,880,311	521,137,620
Dotations.....	40,171,080	34,894,500	40,171,080
Service général.....	24,146,473	21,387,958	24,216,506
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.....	179,276,044	156,259,178	176,563,475
Remboursements et restitutions, non-valeurs, primes et es-comptes.....	121,449,302	100,032,477	123,167,698
Ministère de la guerre.....	427,909,730	376,549,204	427,909,730
— de la marine et des colonies.....	140,387,013	109,511,867	140,387,012
Ministère de l'instruction publique et des cultes :			
Instruction publique.....	20,625,150	15,077,332	20,925,151
Cultes.....	47,158,974	34,684,134	47,150,678
Ministère de l'agriculture, du commerce, etc.....	90,536,573	72,614,713	90,541,379
Totaux.....	1,845,383,220	1,559,960,879	1,845,762,610

<i>Travaux extraordinaires.</i>	fr.	fr.	fr.
Ministère d'État.....	4,192,000	2,038,996	4,157,000
— de la marine.....	5,047,152	4,293,203	5,047,152
— de l'agriculture, du commerce, etc.....	58,468,698	43,130,754	58,468,699
Totaux.....	67,707,851	49,462,953	67,672,851
Total général.....	1,913,091,071	1,609,423,832	1,913,399,461

La situation générale de l'administration des finances du 1^{er} janvier 1858 se présente comme suit :

Valeurs de caisse et de portefeuille existant chez les comptables des finances.
Caisier payeur central du Trésor public :

Valeurs existant au Trésor.....	112,020,058 ^{fr01°}	
Numéraire en dépôt à la Banque...	50,408,328 65	
Receveurs généraux	27,911,134 86	
Receveurs des impôts et revenus indirects.....	13,881,433 11	
Payeurs du Trésor.....	3,174,214 75	
Comptables en Algérie.....	28,996,086 67	
Trésoriers payeurs des colonies.....	20,523,376 94	
Directeurs de la fabrication des monnaies :		
Numéraire	1,987,281 57	
Matières à fabriquer.....	5,279,376 97	
Fonds en route.....	41,372,861 07	305,534,152 ^{fr60°}
Créances actives :		
Avances pour divers services.....	5,813,661 35	
Créances administratives	1,917,071 37	
Débets de comptables et créances litigieuses.....	1,746,487 10	
Compte à régler entre le Trésor public et l'ancien trésor de la couronne..	3,498,847 52	12,976,067 34
Total de l'actif.....		318,530,219 94

Le passif se compose ainsi qu'il suit :

Bons du Trésor remis à la caisse d'amortissement.....	58,234,909 64	
Bons de garantie remis aux comptoirs d'escompte.....	5,867,200 "	
Effets à payer.....	430,527,571 46	494,629,681 10
Créances passives :		
Fonds des correspondants du Trésor, — des comptables des finances.....	418,715,615 57	
Fonds particuliers des receveurs généraux.....	19,884,879 12	
Fonds particuliers de divers comptables.....	67,743,407 68	
	845,906 71	507,189,809 08
Total des effets à payer et des créances passives..		1,001,819,490 18

A cette somme, il est nécessaire d'ajouter celle de 225,277,603 fr. 87 cent., dont les recettes, réalisées ou constatées sur les budgets des exercices courants et sur les services spéciaux, excèdent, au 1^{er} janvier 1858, les paiements applicables aux mêmes services, savoir :

Budgets des exercices 1857 et 1858 (application faite de l'excédant de recette de l'exercice 1856, provenant des emprunts).....	208,214,456 91	
Services spéciaux.....	17,063,148 96	225,277,603 87
Total du passif de l'administration des finances...		1,227,097,094 05
Ce dernier résultat, rapproché du total de l'actif, qui n'est que de.....		318,530,219 94
fait ressortir un excédant de passif de la somme de.....		908,566,874 11

La somme de 908,566,874 francs 11 centimes représente le montant des découverts et avances du Trésor au 1^{er} janvier 1858, savoir :

Découverts des budgets antérieurs à 1852 :		
Budgets antérieurs à 1848.....	292,543,003 18	
Budgets de 1848 à 1851.....	359,374,163 89	651,917,167 07
Découvert du budget de l'exercice 1852. 25,759,013 54		
Remboursements de capitaux de rentes 5 % (Décret du 14 mars 1852)...	78,687,372 49	104,446,386 03
Découvert du budget de l'exercice 1853.	23,148,545 53	
— — — 1854.	186,033,322 74	
	313,628,254 30	
A déduire : Produit de la consolidation en rentes 3 %, des fonds disponibles de la Dotation de l'armée (Loi du 19 juin 1857).....		
	56,978,547 26	256,649,707 04
Total, au 1 ^{er} janvier 1858, des découverts et avances du Trésor sur le service des budgets réglés définitivement		908,566,874 11

Il ne sera pas sans intérêt de comparer la situation financière du 1^{er} janvier 1858 avec celle qu'ont laissée, à chaque fin d'année, les budgets des exercices antérieurs. On trouvera les éléments de cette comparaison dans le tableau qui suit et qui présente le

**Résumé de l'Actif et du Passif réels du Trésor public au 1^{er} janvier
des années 1831 à 1858.**

Époques aux- quelles les situa- tions sont arrêtées.	ACTIFS		Total égal au Passif.	PASSIFS.	
	Encaisse des comptables; fonds en dépôt à la Banque de France; créances actives.	Découverts et Avances du Trésor.		Dette flottante du Trésor.	Budgets et Services spéciaux.
1 ^{er} JANV.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1831	132,792,838	160,431,263	293,224,100	252,921,132	40,302,968
1832	107,846,942	223,299,285	331,146,227	311,502,482	19,643,745
1833	103,341,737	264,084,669	367,426,406	356,001,185	11,425,221
1834	101,390,376	272,146,090	373,536,466	365,980,255	7,556,211
1835	123,548,449	281,525,130	405,073,579	381,540,418	23,533,161
1836	103,300,944	311,201,786	414,502,730	311,874,696	102,628,034
1837	158,344,274	337,475,567	495,819,841	315,134,883	180,684,958
1838	211,383,153	259,169,983	470,553,136	217,004,449	253,548,687
1839	276,039,505	277,707,605	553,747,110	230,956,517	322,790,593
1840	278,430,580	256,010,176	534,440,756	224,363,784	310,076,972
1841	215,797,902	256,028,250	471,826,152	261,027,340	210,798,812
1842	219,840,855	394,038,579	613,879,434	417,739,349	196,140,085
1843	266,899,789	326,926,951	593,826,740	456,487,965	137,338,775
1844	225,493,690	400,893,579	626,387,269	518,664,709	107,722,560
1845	265,085,173	498,916,445	764,001,618	604,898,146	159,103,472
1846	252,362,728	398,220,790	650,583,518	428,461,619	222,121,899
1847	219,404,969	487,291,713	706,696,682	458,377,664	248,319,018
1848	214,946,223	586,044,176	794,990,399	630,793,610	164,196,789
1849	267,956,733	227,656,362	495,613,095	318,163,502	177,449,593
1850	294,217,358	321,627,619	615,844,977	539,613,718	76,231,259
1851	269,195,303	508,776,935	777,972,238	592,406,316	185,565,922
1852	191,828,084	551,123,764	742,951,848	614,980,562	127,971,286
1853	376,685,305	651,893,143	1,028,578,448	802,164,379	226,414,069
1854	297,513,897	756,198,710	1,053,712,607	754,714,328	298,998,279
1855	235,975,692	779,443,311	1,015,419,003	881,849,378	133,569,625
1856	261,875,066	965,511,449	1,227,386,515	785,568,094	441,818,421
1857	272,220,328	965,532,754	1,237,753,082	895,821,625	341,931,457
1858	271,952,446	908,566,874	1,180,519,320	860,784,906	319,734,414

III. — BUDGET DE 1858.

Nous réservant de traiter de ce budget avec plus de développement dans l'*Annuaire* prochain, quand aura paru le compte provisoire de l'exercice qui vient de finir, nous nous bornerons pour cette fois à quelques indications sommaires.

La loi du 23 juin 1857 a ainsi évalué les bases du budget de l'exercice 1858 :

	Budget total.	Recettes et dépenses d'ordre.	Charges et ressources de l'État.
Dépenses ord. et extraord.	1,717,156,190 ^{fr}	545,664,392 ^{fr}	1,171,491,798 ^{fr}
Voies et moyens ord. et extra.	1,737,115,171	545,664,392	1,191,450,779
Excédant des recettes.	19,958,981	—	19,958,981

Divisé en service ordinaire et service extraordinaire, le budget total donne les résultats suivants :

	Service	
	ordinaire.	extraordinaire.
Dépenses.	1,697,556,190 ^{fr}	19,600,000 ^{fr}
Recettes.	1,735,985,885	1,129,286
Excédant de recettes.	38,429,695	—
Excédant de dépenses.	—	18,470,714
	19,958,981 ^{fr}	

Voici le résumé sommaire des dépenses et des recettes présumées du budget total de 1858.

Résumé sommaire.

Dépenses.

1. Dette publique.	522,881,126 ^{fr}
2. Dotation.	39,430,316
3. Services des ministères.	838,030,057
4. Frais de régie des impôts.	187,522,934
5. Remboursements et restitutions.	109,532,063
Total du service ordinaire.	1,697,396,496
Travaux extraordinaires.	19,593,000
Total général des dépenses.	1,716,989,396

Recettes.

1. Contributions directes.	445,536,063
2. Enregistrement, timbre et domaines.	350,023,396
3. Produits des forêts et de la pêche.	36,959,500
4. Douanes et sels.	217,874,000
5. Contributions indirectes.	424,016,000
6. Produits des postes.	56,559,000
7. Divers revenus.	169,893,738
8. Produits divers.	35,124,188
Total des voies et moyens ordinaires.	1,735,985,885
Ressources extraordinaires.	1,129,286
Total général des recettes.	1,737,115,171

Voici, d'autre part, le rendement effectif des impôts et revenus indirects en 1858, comparé avec le rendement de l'exercice précédent :

Désignation des impôts.	Produits des impôts indirects des années		Différence sur l'année 1857. + Augmentation. — Diminution.
	1858.	1857.	
Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques, etc.	fr. 286,347,000	fr. 283,735,000	+ 2,612,000
Droit de timbre.	52,983,000	54,590,000	— 1,607,000

Droit de douanes à l'importat.	Céréales.....	650,000	1,233,000	—	583,000
	Marchandises diverses.	107,113,000	115,217,000	—	8,104,000
	Sucres des col. franç.	51,981,000	36,953,000	+15,028,000	
	Sucres étrangers.....	22,871,000	29,810,000	—	6,939,000
Droits de douanes à l'exportation.....					
		3,796,000	1,802,000	+	1,994,000
Droits de navigation.....					
		3,794,000	4,147,000	—	353,000
Droits et produits divers de douanes.....					
		3,513,000	2,442,000	+	1,071,000
Taxe de consommation des sels perçue dans le rayon des douanes.....					
		27,823,000	29,584,000	—	1,761,000
Droits sur les boissons.....					
		165,832,000	152,899,000	+12,933,000	
Taxe de consommat. des sels perçue hors du rayon des douanes.					
		7,752,000	7,538,000	+	214,000
Droit de fabrication sur les sucres indigènes.....					
		63,871,000	41,577,000	+22,294,000	
Droits divers et recettes à différents titres.....					
		49,962,000	51,849,000	—	1,887,000
Produit de la vente des tabacs.					
		177,273,000	173,268,000	+	4,005,000
Produit de la vente des poudres.					
		10,013,000	11,254,000	—	1,241,000
Produit de la taxe des lettres..					
		53,036,000	52,004,000	+	1,032,000
Droit de 2 p. 100 sur les envois d'argent.....					
		1,625,000	1,664,000	—	39,000
Produit des places dans les malles-poste.....					
		"	15,000	—	15,000
Droit de transit des correspondances étrangères.....					
		1,469,000	1,408,000	+	361,000
Recettes diverses.....					
		24,009	24,000		"
		1,091,728,000	1,052,713,000	+39,015,000	

Nous y ajoutons, pour l'impôt direct, la situation des recouvrements effectués pendant l'année 1858 (en millions de francs) :

	Total des recouvre- ments de l'année 1858.	Recouvre- ments effec- tués en 1857.	Total général au 31 décembre 1858.	Montant des rôles.
Recouvrements faits jusqu'au 31 décembre 1858.				
Exercice 1857.....	15. 1	440. 1	455. 1	455. 5
Exercice 1858.....	449. 1	"	449. 1	463. 5

Nous terminons le chapitre des budgets par le résumé du *budget provisoire de 1859* :

	Charges et Ressources de l'Etat.	Recettes et Dépenses d'ordre.	Budget total.
Dépenses ord. et extraord.	1,236,455,807	529,625,076	1,766,080,877
Voies et moyens ordinaires et extraordinaires	1,244,294,044	529,625,070	1,773,919,114

Divisé en service ordinaire et service extraordinaire, le budget total donne les résultats suivants :

SERVICES

	Ordinaire.	Extraordinaire.
Dépenses	1,735,707,544	30,373,333
Recettes	1,772,585,751	1,333,363
Excédant des recettes....	36,878,207	"
Excédant des dépenses...	"	29,039,970

Sur les dépenses extraordinaires prenaient : le ministère d'État 2,440,000 ; le ministère des travaux publics 27,933,333 fr.

Voici le résumé des dépenses par ministère ;

	Charges de l'État.	Dépenses d'ordre.	Budget total.
Ministère d'État.....	12,709,400	"	12,709,400
— de la justice	28,353,270	"	28,353,270
— des affaires étrang..	10,470,600	"	10,470,600
— de l'intérieur.....	42,715,618	107,758,200	150,473,818
— des finances	493,853,332	409,446,897	903,300,229
— de la guerre.....	351,125,706	2,916,314	354,042,020
— de la marine.....	140,395,879	152,659	140,548,538
— des cultes et inst. p.	62,098,536	5,925,000	68,023,536
— de l'agric. et comm.	94,733,466	3,426,000	98,159,466

Quant aux recettes par chapitres principaux, elles se classent comme suit :

I. Contributions directes.

Contribution foncière	279,347,660
— personnelle et mobilière.....	68,968,207
— des portes et fenêtres.....	42,562,992
— des patentes	68,703,629
— de premier avertissement.....	910,000
	460,492,488

II. Enregistrement, timbre et domaines.

Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et divers.....	269,667,000
Droit de timbre.....	52,400,000
Revenus et prix de vente de domaines	14,351,000
Prix de vente d'objets mobiliers provenant des ministères.....	5,162,500
Produits d'établissements spéciaux régis ou affermés par l'État..	1,499,896
	353,080,396

III. Produits des forêts et de la pêche.

Produits des coupes de bois.....	32,535,500
— divers et droits de pêche.....	3,399,000
Contributions des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois.....	1,025,000
	36,959,500

IV. *Douanes et sels.*

Droits de douane à l'importation :

Marchandises diverses.....	124,801,000
Sucres coloniaux.....	44,551,000
— étrangers.....	27,438,000
Droits de douane à l'exportation.....	1,704,000
— de navigation.....	3,887,000
— et produits divers de douanes.....	3,109,000
Taxe de consommation des sels perçue dans le rayon des douanes.....	29,402,000
	234,892,000

V. *Contributions indirectes.*

Droits sur les boissons.....	152,534,000
Taxe de consommation des sels perçue hors du rayon des douanes.....	7,681,000
Droits de fabrication sur les sucres indigènes.....	47,762,000
— divers et recettes à différents titres.....	53,003,000
Produit de la vente des tabacs.....	183,000,000
— — des poudres à feu.....	11,724,000
	455,704,000

VI. *Produit des postes.*

Produit de la taxe des lettres.....	52,938,000
Droit de 2 % sur les envois d'argent.....	1,666,000
— de transit des correspondances étrangères.....	2,284,000
Recettes diverses.....	327,000
	57,215,000

VII. *Divers revenus.*

Produits éventuels affectés au service départemental.....	16,300,000
— et revenus de l'Algérie.....	20,950,000
Recettes et autres produits affectés au service des pensions civiles.....	12,589,000
Produit de la réserve de l'amortissement.....	83,686,262
	133,525,262

VIII. *Produits divers.*

Taxe annuelle sur les biens de mainmorte.....	3,200,000
Redevances et produits extraordinaires des mines.....	1,050,000
Droits de vérification de poids et mesures.....	1,430,000
Produits sur les rentes de l'Inde.....	1,050,000
— de la taxe des brevets d'invention.....	950,000
Autres produits.....	33,037,105
	40,717,195

Ressources extraordinaires.

Produits des obligations de la	du Nord.....	500,000
compagnie du chemin de fer	de Paris-Strasbourg.....	629,286
	du Rhône à la Loire.....	204,077
		1,333,363

III. Dette et Amortissement.

A. — Dette publique.

1. La dette publique de la France, dans son organisation actuelle, remonte à la loi du 24 août 1793 qui a créé le Grand-Livre; la rente intégrale susceptible d'être inscrite au Grand-Livre devait s'élever à 174,716,000 francs. La consolidation du tiers opérée en vertu de la loi du 9 vendémiaire an VI (liquidation Ramel) et les diverses annulations de rentes reçues en paiement de domaines nationaux, ou confisquées sur les émigrés et les mainmortables, etc., ont réduit les rentes inscrites, vers la fin du dix-huitième siècle, à..... 40,216,000 fr.

2. Du 1^{er} janvier 1800 jusqu'à la fin de l'empire (1^{er} avril 1814), la dette publique s'est accrue de la somme de 23,091,637 francs. Cet accroissement se décompose comme suit : dette des pays réunis à la France 6,086,000 francs; — création de rentes pour le paiement de l'arriéré, soit : arriéré antérieur à l'an V : 5,663,000 francs; arriéré de l'an V à l'an IX : 4,591,000 francs; arriéré de l'an X à l'année 1809 : 1 million; ensemble = 11,254,000; — création de rentes pour les services courants, dont au profit de la caisse de l'amortissement en échange de bons : 5 millions; au profit des domaines extraordinaires en échange de valeurs, 750,000; pour divers motifs et appoints négligés : 1,637; ensemble = 5,751,637; — de sorte que la dette, au commencement de la Restauration, c'est-à-dire le 1^{er} avril 1814, se trouvait être montée à..... 63,307,637 francs.

3. Les accroissements de la dette étaient bien plus nombreux et plus considérables durant la Restauration. Appartiennent à cette époque : les rentes créées (par les lois des 23 septembre et 21 décembre 1814, du 28 avril 1816, etc.) pour le paiement des dettes arriérées et se montant à 35,622,768; — pour l'acquit des contributions et charges de guerre, et se montant à 43,185,199 francs; — pour couvrir l'insuffisance des budgets : 59,974,950 francs; — pour opérer la conversion facultative autorisée par la loi du 1^{er} mai 1825 : 25,493,799; — pour l'indemnité accordée aux émigrés et aux anciens propriétaires déposés (loi du 27 avril 1825) : 25,995,310; soit ensemble, créa-

tion de rentes pendant la Restauration pour la somme de 190,272,026 francs. Par contre, la loi déjà citée du 1^{er} mai 1825 a annulé par la conversion la somme de 31,723,956 francs; on a annulé, en outre, diverses rentes ayant fait retour à l'État et se montant à 3,454,433 francs, et pour 16,020,094 francs de rentes appartenant à la caisse d'amortissement, soit ensemble : rentes annulées pour 51,198,483 francs. De sorte que l'augmentation réelle durant la Restauration était de 139,073,543 francs, ce qui, ajouté au montant de la rente (63.3 millions) que la Restauration avait trouvée devant elle le 1^{er} avril 1814, l'élevait à la fin de ce règne, soit le 1^{er} août 1830, à..... 202,381,180 francs.

4. Les accroissements généraux, ainsi que les annulations de rentes, ont eu beaucoup moins d'importance sous le gouvernement de Juillet. Les rentes créées pour le service de divers emprunts (de 1830 à 1847) se sont élevées à 31,158,734 francs, auxquels les rentes remises à la caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des caisses d'épargne (1837 et 1845) ajoutaient 8,092,647 francs, et les rentes diverses 424 francs, tandis que les annulations diverses retranchaient 876,066 francs; l'accroissement a ainsi été de 38,375,739 francs. Les rachats faits par la caisse d'amortissement jusqu'au 1^{er} mars 1848 réduisaient par contre la rente active de 26,098,472 francs, de sorte que l'accroissement en rentes actives durant toute cette époque n'aurait été que de 12,277,267 francs. Mais les rentes créées ou transférées au nom de la caisse d'amortissement, qui avaient été de 37,813,080 francs à la fin de la Restauration, s'accroissaient de la somme susmentionnée de 26,098,472 francs provenant des rachats faits par cette caisse, et de 35,530,347 francs provenant de la consolidation des réserves de l'amortissement (loi du 10 juin 1833), tandis que les annulations de rentes appartenant à la caisse d'amortissement (loi des 27 et 28 juin 1833) ne s'élevaient qu'à 32 millions; de sorte que cette catégorie de rentes s'accroissait de 29,628,819 francs, soit avec la somme de 12,277,267 francs, dont se sont accrues les rentes actives, un accroissement total pour la période comprise entre 1830 et 1848 de 41,906,086 francs; ce qui, ajouté à la somme de rentes existante au 1^{er} août 1830, élevait le total des rentes à la fin du gouvernement de Juillet, soit le 1^{er} mars 1848, à..... 244,287,266 francs.

5. Le gouvernement provisoire, à peine installé, augmentait la rente active (décrets des 9 mars, 7 et 24 juillet 1848) par des emprunts, de la somme de 14,935,387 francs. La consolidation des livrets des caisses d'épargne et de la dette flottante du Trésor (décret du 7 juillet 1848) y ajoutait une nouvelle somme de 35,774,513 francs, en outre des 1,500 francs, provenant du crédit réservé pour la liquidation des caisses d'épargne. Venaient ensuite : le rachat du chemin de fer de Paris à Lyon (décret du 17 août 1848) avec une rente de 6,817,348 francs et l'indemnité coloniale (loi des 30 avril 1849 et 30 juillet 1850) avec 6 millions de rente, — ce qui constituait un accroissement de 63,528,748 francs, que des annulations diverses réduisaient de 8,584,698 francs et le rachat fait par la caisse d'amortissement (jusqu'au 14 juillet 1848) de 1,019,054 francs. L'accroissement en rentes actives n'était donc que de 53,924,996 francs; celles-ci ayant été de 176,845,367 francs au 1^{er} mars 1848, se trouvaient ainsi portées jusqu'à la fin de la République à 230,770,363 francs. Par contre, les rentes créées ou transférées au nom de la caisse de l'amortissement, qui avaient été de 67,441,899 francs au 1^{er} mars 1848, furent augmentées d'abord par le rachat (1,019,054) et par la consolidation des réserves de l'amortissement (18,608,355 fr.) de la somme de 19,627,409 et portées ainsi à 87,069,308; les annulations de rentes appartenant à la caisse de l'amortissement (loi du 4 décembre 1849) les réduisaient de 75,063,693 francs, et les ramenaient ainsi à 12,005,615 francs, soit une diminution de 55,436,284 francs sur le chiffre constaté au 1^{er} mars 1848. Cette diminution de rentes créées ou transférées au nom de la caisse de l'amortissement étant de 1,511,281 francs supérieure à l'accroissement ci-dessus constaté (53,924,996 francs) de rentes actives, le total des rentes, qui au 1^{er} mars 1848 avait été de 244,287,266 francs, se trouvait réduit à la fin de la seconde république, soit le 1^{er} janvier 1852, à..... 242,775,978 francs.

6. Les créations de rentes ont été fortes et nombreuses dans les six premières années du second empire. Les rentes actives ont été augmentées : de 4,403,436 fr. par les rentes échangées pour faciliter la conversion (décret du 27 avril 1852); de 500,000 francs par les rentes créées au profit de la Légion d'honneur (décr. du 27 mars 1852); de 71,709,380 francs par les emprunts faits à

propos de la guerre d'Orient (1854 et 1855); de 200,000 francs par les rentes créées au nom des héritiers de la reine des Belges (loi du 10 juillet 1856); de 441,176 francs, par les rentes créées pour le rachat du palais de l'Industrie (loi du 6 juin 1857); de 1051 francs pour le rétablissement des rentes indûment annulées lors de la conversion; enfin de 2,503,190 francs pour les rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée (loi du 19 juin 1857), soit un accroissement total de 79,758,233 fr. Par contre, la conversion ordonnée par le décret du 14 mars 1852, en remplaçant 175,664,010 fr. de rente 5 p. 100 par 158,097,609 fr. de rente 4 1/2 p. 100, réduisait la rente active de la somme de 17,566,401 fr.; les remboursements effectués en vertu du décret du 14 mars 1852 se montaient à 3,685,592 fr.; les rentes annulées par suite d'échange (décret du 27 avril 1852) se montaient à 4,475,656 fr.; des réductions et des annulations diverses amenaient encore une diminution de 708,785 fr., soit une réduction totale de 26,436,434 fr.; ce qui ramène l'accroissement des rentes actives à 53,321,799 fr. En défalquant de cette dernière somme les rentes transférées à la caisse d'amortissement par la caisse de retraite pour la vieillesse (1,024,664 fr.), l'accroissement des rentes actives se trouve être de 52,297,135 fr.: ce qui, ajouté aux 230,770,363 fr. laissés au 1^{er} janvier 1852, porterait les rentes actives inscrites au 1^{er} janvier 1858 à 283,067,498 fr. Mais, d'autre part, les rentes créées ou transférées au nom de la caisse d'amortissement et qui s'élevaient le 1^{er} janvier 1852 à 12,005,615 fr., ayant été augmentées de 23,819,967 fr. et réduites de 7,835,854 fr., furent portées ainsi à 27,989,728 fr., de sorte que le total des rentes inscrites ou à inscrire, qui avait été de 242,775,978 à la fin de la seconde république, se trouve porté le 1^{er} janvier 1858 à... 311,057,226 fr.

En résumé, le total des rentes, inscrites ou à inscrire aux dates suivantes, s'est élevé :

Le 1 ^{er} janvier 1800 à.....	40,216,000
1 ^{er} avril 1814 à.....	63,307,637
1 ^{er} août 1830 à.....	202,381,180
1 ^{er} mars 1848 à.....	244,287,266
1 ^{er} janvier 1852 à.....	242,775,978
Et le 1 ^{er} janvier 1858 à.....	311,057,226

Ce dernier chiffre de 311,057,226 fr. excède d'une somme de 176,273 fr. le chiffre des rentes inscrites au 1^{er} janvier 1858, qui

est de 310,880,953 fr.; l'excédant représente les rentes, qui à cette date restaient à inscrire sur les crédits ouverts. Quant à la nature (taux d'intérêt) des rentes, leur répartition ressort des tableaux qui suivent et dans lesquels nous divisons en trois périodes — la période constitutionnelle, la période républicaine et la période impériale — tout l'espace de temps compris entre le 1^{er} avril 1814 et le 1^{er} janvier 1858 :

I. Du 1^{er} avril 1814 au 1^{er} mars 1848.

	Dette inscrite au 1 ^{er} avril 1814.	Rentes inscrites durant l'époque.	Rentes annulées durant l'époque.	+ Accroisse- ments—décrois- sements.
	fr.		fr.	fr.
Rentes 5 %.....	63,307,637	151,427,407	67,985,453	+ 83,441,954
— 4 1/2 %.....		1,034,764	8,164	+ 1,026,600
— 4 %.....		26,522,017	14,642	+ 26,507,375
— 3 %.....		86,069,930	16,066,290	+ 70,003,640
Ensemble.....	63,307,637	265,054,118	84,074,549	+ 180,979,569

II. Du 1^{er} mars 1848 au 1^{er} janvier 1852.

	(1 ^{er} mars 1848.)			
Rentes 5 %.....	146,749,591	44,351,069	8,782,465	+ 35,568,604
— 4 1/2 %.....	1,026,600		131,298	— 131,298
— 4 %.....	26,507,375		24,135,464	— 24,135,464
— 3 %.....	70,003,640	34,314,644	50,599,164	— 16,284,520
Ensemble.....	244,287,206	78,665,713	83,648,391	— 4,982,678

III. Du 1^{er} janvier 1852 au 1^{er} janvier 1858.

	(1 ^{er} janv. 1852.)			
Rentes 5 %.....	182,318,195	1,341,123	183,659,318	— 182,318,195
— 4 1/2 % de 1852		177,485,119	5,480,706	+ 172,004,413
— 4 1/2 % antér..	895,302		10,742	— 10,742
— 4 %.....	2,371,911		18,343	— 18,343
— 3 %.....	53,819,120	84,907,198	2,987,906	+ 81,919,292
Ensemble...	239,404,528	263,733,440	192,157,015	+ 71,576,425

IV. Récapitulation générale du 1^{er} avril 1814 au 1^{er} janvier 1858.

	(1 ^{er} avril 1814.)			
Rentes 5 %.....	63,307,637	197,119,599	260,427,236	
— 4 1/2 % de 1852		177,485,119	5,480,406	+ 172,004,413
— 4 1/2 % antér.		1,034,764	150,204	+ 884,569
— 4 %.....		26,522,017	24,168,449	+ 2,353,568
— 3 %.....		205,291,772	69,653,360	+ 135,638,412
Ensemble...	63,307,637	607,453,271	359,879,955	+ 310,880,953

De la dernière colonne de notre tableau, qui résume la répartition de la dette au 1^{er} janvier 1858 entre les divers taux d'in-

térêt, il résulte entre autres que la nouvelle rente 4 1/2 p. 100, provenant de la conversion 1852 et fortement accrue par les trois emprunts dits nationaux de 1854 et 1855, prend aujourd'hui la première place dans notre dette publique : elle absorbe plus de 55 p. 100 du total et dépasse en intérêts annuels de 36.4 millions la rente 3 p. 100. On sait que c'est néanmoins cette dernière rente qui prédomine à la bourse. On en donne souvent pour cause sa plus grande mobilisation, fait qui n'existe pas. C'est plutôt le contraire qui est vrai. En effet, sur les 172 millions qui constituent le montant de la nouvelle rente 4 1/2 p. 100, une somme de 32,804,853 francs, soit 19 p. 100 du total, est représentée par des rentes immobilisées, tandis que celles-ci prennent 33,734,357, soit presque 25 p. 100, sur les 135.6 millions qui constituent le total de la rente 3 p. 100¹. La grande différence entre les rentes 4 1/2 et 3 p. 100 est dans ce fait, que le montant moyen des inscriptions est beaucoup plus bas pour les secondes que pour les premières. Au 1^{er} janvier 1858, les 172 millions de rentes 4 1/2 p. 100 constituaient 747,917 inscriptions, soit une moyenne de 229 francs par inscription ; par contre, les 135.6 millions de rentes 3 p. 100 ne se répartissaient qu'entre 256,578 inscriptions, soit une moyenne de plus de 528 francs par inscription. En ne tenant compte même que des rentes mobilisées, on trouve pour la rente 4 1/2 p. 100 : 693,191 inscriptions d'un montant total de 139.2 millions, soit une moyenne de 201 francs par inscription, tandis que les 102 millions de rentes 3 p. 100 se répartissent seulement entre 243,939 inscriptions, ce qui donne une moyenne de 413 fr. 70 c. par inscription. On comprend aisément que ces faibles rentes 4 1/2 p. 100 sont celles des petits rentiers, des possesseurs sérieux, qui cherchent un placement durable, tandis que les fortes rentes 3 p. 100 sont celles des grands capitalistes, qui y trouvent surtout un objet de spéculation.

¹ On appelle *rentes immobilisées* celles qui font partie des majorats, des dotations reversibles au domaine de l'État, les rentes constituant le fonds de réserve de la banque de France, celles qui appartiennent à la Légion d'honneur, à l'Université, aux établissements publics et religieux, aux invalides de la marine, etc. Les *rentes mobilisées* sont d'abord toutes les rentes au porteur, ensuite les rentes nominatives appartenant à des particuliers, aux compagnies, aux banquiers, etc. Dans le total des rentes existantes au 1^{er} janvier 1858, les rentes immobilisées figuraient avec 67,594 inscriptions de 67,293,098 francs, et les rentes mobilisées avec 941,088 inscriptions de 243,587,855 francs.

tion; de là le vif mouvement d'affaires auquel donne lieu la rente 3 p. 100 et la stagnation relative qui caractérise le marché du 4 1/2 p. 100. Au surplus, ces grandes différences entre le montant moyen des inscriptions 4 1/2 et 3 p. 100 tendent à constamment s'accroître par suite de ce fait, que le montant moyen des rentes 4 1/2 p. 100 augmente dans une proportion beaucoup plus faible que n'augmente le montant moyen des inscriptions 3 p. 100. Ainsi au 1^{er} janvier 1856 la nouvelle rente 4 1/2 p. 100 comptait 780,215 inscriptions sur un montant total de 171,132,165 francs, soit une moyenne de 219 francs 34 cent. par inscription, eu même temps que la rente 3 p. 100 ne comptait que 235,491 inscriptions sur un total de 110,298,232 francs ou une moyenne de 468 fr. 36 c. par inscription; à deux ans de là, quand la rente 4 1/2 p. 100 est montée à 172 millions et la rente 3 p. 100 à 135.6 millions, le nombre d'inscriptions s'est abaissé pour la rente 4 1/2 p. 100 à 747,917, tandis qu'il a monté pour la rente 3 p. 100 à 256,578, c'est-à-dire que le montant moyen d'une inscription ne s'est élevé pour la rente 4 1/2 p. 100 que de 219.34 à 229 francs, tandis que pour le 3 p. 100 il s'est élevé de 468.36 à 528 francs; la différence entre les deux moyennes qui, en 1856, n'avait été que de 249 francs, est de 299 fr. en 1858.

Le tableau ci-après permet de suivre, pour ces quatre dernières années, le mouvement respectif de chaque catégorie et de l'ensemble de nos rentes :

Situation de la dette consolidée au 1^{er} janvier des années suivantes :

I. Nombre d'inscriptions.

	1855	1856	1857	1858
Rente 4 1/2 % de 1852....	651,852	780,215	778,235	747,917
— antérieure...	1,881	1,979	1,810	1,805
— 4 %	2,650	2,653	2,441	2,382
— 3 %	178,774	235,491	245,298	256,578
Ensemble.	835,157	1,020,338	1,028,284	1,008,682

II. Montant des rentes.

Rente 4 1/2 % de 1852.	159,219,079	171,132,165	171,768,668	172,004,413
— 4 1/2 % antérieur.	884,560	884,560	884,560	884,560
— 4 %	2,354,227	2,353,568	2,353,568	2,353,568
— 3 %	73,984,966	110,298,232	124,092,446	135,638,412
Ensemble.	236,442,772	284,668,525	299,099,242	310,880,953

III. *Capital nominal des ventes.*

Rente 4 1/2 %.				
de 1852.	3,538,204,755	3,802,937,000	3,817,081,511	3,622,320,289
— 4 1/2 % antérieure. . .	19,656,889	19,656,889	19,656,889	19,656,889
— 4 %.....	58,855,675	58,839,200	58,839,200	58,839,200
— 3 %.....	2,466,163,533	3,676,607,733	4,136,414,866	4,521,280,400
Ensemble...	6,092,877,852	7,558,040,822	8,031,992,466	8,422,096,778

Il résulte de ces tableaux, que dans l'espace de quatre ans, c'est-à-dire du 1^{er} janvier 1855 au 1^{er} janvier 1858, le capital nominal des rentes, augmentant d'une façon constante, s'est accru de 2,339,218,926 francs ou de 38.4 p. 100; que la charge annuelle d'intérêt a augmenté de 74,438,181 francs ou de 31.5 p. 100; que le nombre d'inscriptions, qui du 1^{er} janvier 1855 au 1^{er} janvier 1856 a augmenté de 185,181 ou de 22.15 p. 100, a depuis lors été réduit de 11,656 ou de 1.14 p. 100; enfin que le montant moyen de l'inscription, de 283.11 francs qu'il avait été au 1^{er} janvier 1855, s'était abaissé au 1^{er} janvier 1856 à 279 francs, est remonté, le 1^{er} janvier 1858, à 308 fr. 11 c. : preuve manifeste que la « démocratisation » de la rente à laquelle on tendait, et avec trop de succès, dans les années 1854-56, a depuis lors éprouvé une réaction sérieuse, grâce à la rude leçon que la marche de la spéculation en 1856 et 1857 a donnée aux petits spéculateurs improvisés des années précédentes.

B.— *Amortissement.*

La caisse instituée pour l'amortissement de la dette publique a été créée par la loi du 28 avril 1816, qui, en lui attribuant à cet effet une dotation annuelle, a statué, que les intérêts des rentes successivement rachetées, seraient employés en rachat de nouvelles rentes. La dotation de la caisse d'amortissement, fixée d'abord (art. 104 et 105 de ladite loi) à 20 millions, savoir : 14 millions exclusivement imputables sur le produit des postes et 6 millions payables par le Trésor à raison de 500,000 francs pour chaque mois, a été élevée par la loi du 25 mars 1817 (art. 139) à la somme de 40 millions. Cette dernière loi ayant en outre autorisé (art. 145) la vente, au profit de la caisse d'amortissement, de 150,000 hectares de bois, les ventes réalisées en vertu de cette autorisation ont produit une somme nette de 83,465,339 francs.

Les rentes rachetées sous l'empire des lois de 1816 et 1817, jusqu'au 22 juin 1825, époque à laquelle le système et l'emploi des rachats ont été changés par la loi du 1^{er} mai 1825, se sont élevées à une somme totale de 37,503,204 francs, ce qui, ajouté aux 40 millions de la dotation primitive, a porté le fonds d'amortissement à 77,503,204 francs. La loi du 1^{er} mai 1825, qui autorisait la conversion des rentes 5 p. 100 en 3 p. 100 au taux de 75 francs ou en 4 1/2 p. 100 au pair, a voulu qu'à dater de sa promulgation, il ne fût plus racheté de rentes au-dessus du pair, et a prononcé l'annulation au profit de l'État de toutes celles qui seraient acquises par la caisse d'amortissement du 22 juin 1825 au 22 juin 1830. Les rentes rachetées et annulées en conséquence pendant cette période quinquennale ont été de 16,020,094 fr. Depuis le 22 juin 1830 jusqu'au 1^{er} juillet 1833, c'est-à-dire jusqu'à l'époque où la loi du 10 juin 1833 a fondé le nouveau régime d'amortissement qui est encore aujourd'hui en vigueur, il a été racheté et transféré au nom de la caisse d'amortissement une somme de 12,858,526 francs. En même temps la dotation primitive de l'amortissement a été augmentée d'une somme de 4,616,463 francs par suite des emprunts effectués en vertu des lois du 19 juin 1828 (emprunt de 80 millions), du 19 août 1831 (emprunt de 120 millions) et du 8 août 1832 (emprunt de 150 millions), ce qui portait la dotation totale de la caisse d'amortissement à 94,978,193 francs. Mais, d'un autre côté, sur les rentes 5 p. 100 rachetées par la caisse d'amortissement et inscrites en son nom, la loi du 27 juin 1833 sur les travaux publics ayant prescrit une annulation de 5 millions et la loi des dépenses de l'exercice 1834 (28 juin) une autre annulation de 27 millions, le fonds d'amortissement s'est trouvé réduit au 1^{er} juillet 1833 à 62,978,193 francs, savoir :

Dotation primitive.....	40,000,000	
— supplémentaire.....	4,616,463	44,616,463
Rentes rachetées 5 %.....	12,506,780	
— 4 1/2 %.....	92,928	
— 4 %.....	353,296	
— 3 %.....	5,408,726	18,361,730

D'après le régime fondé par la loi du 10 juin 1833, les fonds affectés à l'amortissement de rentes ont été répartis au marc le

franc et proportionnellement au capital nominal de chaque espèce de rente, entre celles qui restaient à racheter. Il a été réglé que les fonds ainsi répartis seraient employés au rachat des rentes dont le cours ne serait pas supérieur au pair, et que les fonds appartenant à des rentes dont le cours dépasserait le pair, seraient mis en réserve. Ces dispositions ont continué à recevoir leur exécution jusqu'en 1848. Mais le décret rendu par le gouvernement provisoire (29 février 1848) ayant autorisé le ministre des finances à prendre les mesures qu'il jugera nécessaires relativement au service de l'amortissement, un arrêté du 8 mars a décidé que les rentes 5 p. 100 et 4 1/2 p. 100, quoique au-dessous du pair, continueraient à ne pas être rachetées; une autre décision, du 22 juillet, a étendu la suspension des rachats aux rentes 4 p. 100 et 3 p. 100; ils n'ont pas été repris depuis cette dernière époque (22 juillet 1848).

De plus, et depuis 1852, les fonds de l'amortissement se trouvent affectés par le transfert et l'annulation périodiques des rentes *perpétuelles* de la caisse des retraites de la vieillesse, dont tous les fonds sont employés chaque semaine en achats de rentes inscrites en son nom. Les rentes ainsi transférées à la caisse d'amortissement sont annulées, afin que les budgets n'aient pas à en supporter à la fois les intérêts et ceux des rentes viagères inscrites. Enfin la loi du 19 juin 1857, qui autorise l'inscription sur le grand-livre en rentes 3 p. 100 des fonds disponibles de la dotation de l'armée pendant les années 1856, 1857 et 58, prescrit en même temps (art. 2) de réduire les rentes provenant de la consolidation de la réserve de l'amortissement en somme égale aux nouvelles rentes créées, à dater du jour où elles seront transférées à ladite dotation. Quant aux fonds de réserve de l'amortissement, l'art. 36 de la loi du 25 juin 1841, qui prescrit de consolider en rentes de semestre en semestre les bons du Trésor qui représentent cette réserve, continue de recevoir son exécution; diverses lois ont successivement affecté le capital de ces consolidations, soit à solder les travaux extraordinaires, soit à l'extinction des découverts du Trésor sur les budgets réglés, soit à l'accroissement des ressources des budgets courants. En dernier lieu, et depuis 1848, les fonds dont il s'agit sont portés en recettes parmi les voies et moyens de chaque exercice.

Les opérations de l'amortissement propres à l'année 1857 se résument de la façon suivante : Les fonds restant à employer à l'amortissement des rentes à la fin de l'année 1856 s'élevaient à 56,554,790 francs ; ceux que le Trésor a eu à remettre à cette caisse pendant l'année 1857 montent pour la dotation annuelle à 86,707,990 francs, et pour arrérages de rentes provenant de la consolidation de la réserve de l'amortissement à 27,311,458 francs, soit ensemble à 144,019,448. Il faut y ajouter une somme de 758,914 francs représentant les intérêts acquis à l'amortissement pendant l'année 1857 sur les bons délivrés par le Trésor et une somme de 1,777,230 francs, représentant le capital des rentes provenant de la caisse des retraites pour la vieillesse, transférées à la caisse d'amortissement : ce qui porte le total des recettes effectuées pendant l'année 1857 par la caisse d'amortissement à 173,110,382 francs. Elle a remis au Trésor les bons formant des réserves des rentes $4\frac{1}{2}$, 4 et 3 p. 100 au 31 décembre 1856 et 30 juin 1857, et qui ont été consolidées pour la somme de 113,098,243 francs ; en outre elle a fait dépense du capital des rentes provenant de la caisse des retraites pour la vieillesse, soit la somme ci-dessus mentionnée de 1,777,230 francs. Les fonds qui lui restaient au 31 décembre 1857 à employer à l'amortissement de rentes, s'élevaient ainsi à 58,234,910 francs consistant en bons du Trésor. On le voit, en 1857 encore, le fonctionnement de la caisse d'amortissement n'a été qu'un simulacre ; il en fut de même en 1858. En 1859 pourtant, la caisse doit recommencer à fonctionner sérieusement avec une partie au moins de sa dotation et employer au rachat des rentes la somme de 40 millions, représentant l'excédant de recettes avec lequel le budget de l'exercice courant est censé devoir se solder.

Les résultats obtenus de l'action de l'amortissement depuis l'institution de la caisse jusqu'au 1^{er} janvier 1858, se résument ainsi qu'il suit :

Depuis la création de la caisse d'amortissement, par la loi de finances du 28 avril 1816, jusqu'au 1^{er} juillet 1833, époque de la mise en vigueur du nouveau régime d'amortissement fondé par la loi du 10 juin de cette dernière année, ladite caisse a reçu du Trésor :

Pour sa dotation annuelle	690,343,463 10
Pour les arrérages des rentes successivement rachetées par elle.....	483,587,072 »
Et pour le produit des bois vendus en exécution de la loi du 25 mars 1817	88,241,164 97
Total.....	1,262,171,700 07
Elle a employé en achat de rentes une somme de.....	1,257,393,664 08
Les primes et les frais de recouvrement des aliénations de bois lui ont occasionné une dépense de....	4,775,825 99
	1,262,171,490 07
Et enfin, au 1 ^{er} juillet 1833, il lui restait à employer au rachat des rentes un solde de	210 »

Du 1^{er} juillet 1833 au 1^{er} janvier 1838, les recettes et les dépenses de la caisse d'amortissement ont été celles qui suivent :

Recettes.

Dotation annuelle.....	1,350,947,296 50
Arrérages de rentes rachetées par la caisse d'amortissement.....	448,987,509 50
Arrérages de rentes provenant de la consolidation des bons du Trésor.	407,830,886 50
Arrérages de rentes provenant de la caisse des retraites pour la vieillesse.....	132,441 50
Intérêts des bons composant la réserve des rentes au-dessus du pair	28,172,547 38
Capital des rentes provenant de la caisse des retraites pour la vieillesse, transférées à la caisse d'amortissement, aux termes de la loi du 28 mai 1853.....	24,142,732 65
Total.....	2,260,213,414 03

Dépenses.

Rachats de rentes.....	376,078,425 98
Bons du Trésor consolidés en rentes.	1,764,219,740 65
Bons remis au Trésor sans échange de rentes.....	37,537,815 11
Coût des rentes provenant de la caisse des retraites pour la vieillesse ..	24,142,732 65
Total.....	2,201,978,714 39
La recette étant de.....	2,260,213,414 03
et la dépense de.....	2,201,978,714 39

l'excédant de recette, pour la période soumise au régime de la loi du 10 juin 1833, est de.....	58,234,699 64	58,234,699 64
et il reste en dernier résultat, au 1 ^{er} janvier 1858, pour fonds à employer par la caisse d'amortissement.....		58,234,909 64

L'action produite par l'ensemble des dispositions législatives sur l'amortissement des rentes se résume, en définitive, de la manière ci-après, pour les deux périodes dont on vient d'analyser les principaux résultats :

Désignation des rentes qui étaient à amortir.	RENTES RACHETÉES.			Fonds de réserve formé depuis le 1 ^{er} juillet 1853 pour les rentes dont le cours a été au-dessus du pair.	Total général des charges imposées pour l'amortissement des rentes.
	1 ^{re} Période.	2 ^e Période.	Total des fonds employés au rachat des rentes.		
	Depuis la fondation de la caisse d'amortissement jusqu'au 1 ^{er} juillet 1853.	Depuis le 1 ^{er} juillet 1853 jusqu'au 1 ^{er} janvier 1858.			
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
5 o/o.....	734,042,001 05	685,449 03	734,727,450 08	1,185,725,192 81	1,920,452,642 89
4 1/2 o/o	2,050,956 06	852,859 41	2,903,815 47	323,661,505 64	326,565,321 11
4 o/o.....	7,737,877 06	10,318,021 70	18,055,898 76	25,314,908 67	43,370,807 43
3 o/o.....	513,564,829 91	364,322,095 84	877,786,925 75	325,290,858 28	1,203,077,784 03
Totaux...	1,257,395,664 08	376,078,425 98	1,633,474,090 08	1,859,992,465 40	3,493,466,555 46

D'après le projet de budget, présenté le 8 février 1859 au Corps législatif, le résultat général du budget de 1860 se résume ainsi qu'il suit :

	Charges et ressources de l'état.	Recettes et dépen- ses d'ordre.	Budget total.
Voies et moyens ordinaires et extraordinaires.....	1,270,659,717 ^{fr}	529,994,662 ^{fr}	1,800,654,379 ^{fr}
Dépenses ordinaires et extra- ordinaires.....	1,265,372,819	529,994,662	1,795,367,481
Excédant des recettes.....	5,286,898	"	5,286,898

Les recettes sont en augmentation de 46,690,271 sur l'exercice 1859. Cette augmentation se répartit entre les différentes branches du revenu public de la manière suivante : Contributions directes, 9,443,160 ; — produits des forêts et de la pêche, 796,000 ; — impôts et revenus indirects, 28,993,000 ; — produits éventuels affectés au service départemental, 2,060,000 ; — produits et revenus de l'Algérie, 2,758,000 ; — revenus et autres produits affectés au service des pensions civiles, 84,600, — ce qui donnerait une augmentation totale de 44,134,760 francs, mais qui, par les diminutions de 13,396 francs sur les produits des domaines et de 431,093 sur les produits divers du budget, est ramenée au chiffre déjà énoncé de 43,690,271 francs.

L'évaluation des impôts et revenus indirects a été faite en prenant pour base la règle absolue des faits accomplis durant les douze derniers mois qui précèdent l'examen du budget; toutefois l'année 1860 étant bissextile, on a cru devoir accroître les produits réalisés en 1858 d'une somme de 2,896,000 francs qui représente le recouvrement d'un jour du mois de février. Les recettes sont calculées, en outre, dans la prévision du maintien, demandé par le gouvernement, du second décime de guerre sur les droits de douane et les contributions indirectes; le rendement de ce second décime est évalué à 38,724,000 francs.

Quant aux dépenses, elles dépassent de 29,586,604 francs le budget voté pour 1859; cette augmentation se divise ainsi entre les différents départements ministériels : justice, 767,095; — affaires étrangères, 300,000; — intérieur, 1,949,555; — finances, 2,153,986; — guerre, 2,289,500; — marine, 851,640; — instruction publique et cultes, 749,000; — agriculture, commerce et travaux publics, 3,300,634; — Algérie et colonies, 2,966,734; — ce qui donnerait une augmentation totale de 15,328,144, réduite, par la diminution de 431,000 sur le ministère d'État, au chiffre de 14,897,144. A cela s'ajoute une augmentation de 14,689,460 francs sur les dépenses d'ordre, ce qui en total donne l'augmentation sus-énoncée de 29,586,604 francs.

Voici, au reste, résumées par chapitres principaux, les recettes et dépenses projetées pour 1860, comparées avec les recettes et dépenses votées pour 1859 :

4. Recettes			
	Votées pour 1859.	Projetées pour 1860.	Différence en 1860 + en plus. — en moins.
Contributions directes :			
Fonds pour dépenses générales.....	288,785,700	292,205,400	+ 3,419,700
Fonds pour dépenses spéciales.....	171,706,788	177,730,248	+ 6,023,460
Produits des domaines.....	21,013,396	21,000,000	— 13,396
Produits des forêts et de la pêche.....	36,950,500	37,755,500	+ 796,000
Impôts et revenus indirects...	1,079,878,000	1,108,871,000	+ 28,993,000
Produits éventuels affectés au service départemental....	16,300,000	18,360,000	+ 2,060,000
Produits et revenus de l'Algérie.....	20,950,000	23,708,000	+ 2,758,000

Retenues, etc. pour les pensions civiles	12,589,000	12,673,600	+	84,600
Produits de la réserve de l'amortissement	83,686,262	66,731,256	—	16,955,006
Produits divers du budget...	40,717,105	40,286,012	—	431,093
Total des recettes du service ordinaire	1,772,585,751	1,799,321,016	+	26,735,265
Versements des compagnies des chemins de fer	1,333,863	1,333,363		.
Total général des recettes...	1,773,919,114	1,800,654,379		
Résultat en augmentation de recette au budget de 1860				26,735,265

2. Dépenses.

Ministère d'État	10,269,400	10,278,400	+	9,000
— de la justice	27,624,870	28,391,965	+	767,095
— des affaires étrangères	10,470,600	10,770,600	+	300,000
— de l'intérieur	150,473,818	157,496,873	+	7,023,055
— des finances	903,000,329	914,770,175	+	11,769,846
— de la guerre	337,447,500	339,737,000	+	2,289,500
— de la marine	122,957,482	123,609,122	+	651,640
— de l'instruction et des cultes	66,976,736	67,725,736	+	749,000
— de l'agriculture, du commerce, etc...	70,226,133	71,360,100	+	1,133,967
— de l'Algérie et des colonies	36,160,776	39,127,510	+	2,966,734
Totaux des dépenses ordinaires.	1,735,407,544	1,763,267,481	+	27,859,937

Extraordinaires.

Ministère d'État	2,440,000	2,000,000	—	440,000
— de l'agriculture, du commerce, etc	27,933,333	30,100,000	+	2,166,667
Total des dépenses extraordinaires	30,373,333	32,100,000	+	1,726,667
Total général des dépenses...	1,765,780,877	1,795,367,481		

Résultat en augmentation de dépense au budget de 1860.. 29,586,604

FRANCFORT¹.

Budgets présumés pour 1858 et 1859.

1. Recettes.

1. Service de la caisse des comptes :	1858	1859
	florins.	florins.
Commerce, foires et télégraphes	520,500	565,500

¹ Monnaie, comme Bavière.

Accise et droits de consommation.....	398,700	398,700
Timbre, police, loyers, amendes, etc.....	219,600	234,600
Revenus des propriétés foncières communales...	125,000	160,000
Éclairage.....	43,000	46,000
Impôts de la campagne.....	10,000	10,000
Divers.....	10,500	10,500
II. Service de la caisse d'amortissement :		
Produits nets des chemins de fer.....	275,000	275,000
Impôt du revenu du loyer ; loterie.....	450,000	450,000
III. Service de la caisse du mont-de-piété.....	8,000	8,000
Totaux.....	2,060,300	2,158,300

2. Dépenses.

I. Service de la caisse des comptes :		
Force armée et police.....	443,025	459,230
Administration.....	368,735	367,579
Gouvernement.....	143,448	143,298
Justice.....	126,274	126,570
Pensions et rentes perpétuelles.....	120,104	120,103
Cultes et enseignement.....	92,286	93,282
Hospices et secours aux pauvres.....	60,318	60,318
Dépenses diverses et imprévues.....	47,351	47,182
II. Service de la caisse d'amortissement.....	549,748	529,748
III. Service de la caisse du mont-de-piété.....	7,694	7,694
Totaux.....	1,958,982	1,955,007

La dette, au commencement de ce siècle, s'était fortement accrue par les emprunts forcés qu'amènèrent les guerres de l'empire. Vers 1822, elle était ramenée à la somme de 8.5 millions de florins ; à la fin de 1847 elle n'était plus que 6,718,000 florins. Les emprunts pour chemins de fer la firent derechef remonter et elle s'élevait en 1854 :

Dette publique, à.....	5,935,000
— des chemins de fer, à.....	6,773,000
— flottante, à.....	665,964
Ensemble.....	13,433,964

Un nouvel emprunt de 2.5 millions (à 3 1/2 p. 100) pour chemins de fer fut contracté en juin 1855. La Banque de Francfort, pour la concession d'émettre des bank-notes, s'est obligée de prêter à l'État 1 million de florins sans intérêt. D'autre part, le fonctionnement de la caisse d'amortissement contre-balance dans une certaine mesure l'accroissement de la dette par de nouveaux engagements. Ainsi, l'excédant de recettes de 524,654 florins, qu'avait laissé le compte budgétaire de 1857 doit être employé,

d'après le vote de l'Assemblée législative du 31 mai 1858, pour rembourser : 30,000 florins sur les obligations 3 p. 100 de 1844 ; 90,000 florins sur l'emprunt 3 1/2 p. 100 de 1839 ; 75,000 florins sur l'emprunt de 1846 ; 22,500 florins sur l'emprunt de 1848. Sur le reste de l'excédant, 100,000 florins devaient encore être mis à la disposition de la chambre des comptes pour rachat d'obligations fondées.

En 1858, la dette de l'État s'élevait à....	7,640,000
— — des chemins de fer, à ..	6,420,500
Ensemble.....	14,060,500

GRANDE-BRETAGNE¹.

I. Organisation financière et contributions intérieures.

A la tête de l'administration financière se place le premier lord de la trésorerie (*first lord of the treasury*) ; ses attributions sont plus larges que ne le ferait supposer ce titre purement financier. Le premier lord de la trésorerie est toujours le chef du cabinet et a, comme tel, la direction centrale de toute l'administration. Aussi ses rapports avec l'administration financière ne sont-ils pas beaucoup plus étroits ni plus fréquents que les rapports avec les autres branches administratives ; son titre est aujourd'hui plutôt un souvenir historique qu'une réalité. La direction effective des finances appartient au chancelier et sous-trésorier de l'Échiquier (*chancellor and under-treasurer of the exchequer*)². C'est le véritable ministre des finances. Il a le contrôle sur les dépenses des diverses branches du service public, dont les comptes détaillés doivent être soumis annuellement à sa révision ; il exerce de même le contrôle administratif sur toutes les rentrées du Trésor, sur l'administration des domaines et des autres propriétés de l'État, sur la liste civile ; il établit les règlements sur la gestion de tous

¹ Monnaie de compte, *livre sterling* (= 25 fr. 16 c.), se divisant en 20 *shilling*, de 12 *pence*.

² Parfois, mais très-rarement, le premier lord de la trésorerie est en même temps le chancelier de l'Échiquier. Pitt a été ainsi premier ministre et ministre des finances. Le dernier exemple est celui de Robert Peel qui, en 1844, avait cumulé passagèrement ces deux charges.

les départements financiers du pays ; il nomme aux emplois dans les bureaux de la dette publique, et vote comme membre du collège des finances dans toutes les nominations aux emplois financiers. Sa principale tâche pourtant consiste dans l'élaboration du budget des dépenses ainsi que du budget des voies et moyens ; c'est encore lui qui les propose dans le parlement et les y soutient. C'est là la partie que le chancelier de l'Échiquier, toujours membre du parlement, se réserve personnellement ; la partie administrative de son ministère est dirigée par les commissaires des finances (*the lords commissioners of the treasury*), collège qui se compose du premier lord de la trésorerie, du chancelier, de trois *junior*s lords (un Anglais, un Irlandais, un Écossais) et de trois secrétaires. Le premier lord de la trésorerie ne paraît presque jamais dans les séances du collège ; le chancelier s'y montre rarement ; les « jeunes lords » ne se prennent pas toujours au sérieux ; la besogne réelle incombe donc aux trois secrétaires, qui se la partagent entre eux de la façon suivante : 1. revenus ; 2. dépenses ; 3. nominations.

Le département des finances, comme presque toutes les branches de l'administration anglaise, a subi de nombreuses et sérieuses réformes, durant ces trente dernières années surtout. Nous citerons d'abord l'entière séparation de la justice d'avec le service administratif : la cour de l'Échiquier constitue aujourd'hui un tribunal indépendant et sans rapport direct avec l'Échiquier. Ensuite les bureaux les plus importants ont été transformés en divisions spéciales, ainsi que l'administration des domaines, celles des douanes et des impôts. De même le service des caisses a été, en 1834, entièrement détaché de l'administration courante ; c'est la Banque d'Angleterre qui fait aujourd'hui le service du Trésor ; elle reçoit de tous les ministères les revenus publics qui leur arrivent, et paye toutes les dépenses sur les assignations des ordonnateurs compétents ; elle paye les rentes, les annuités et les intérêts des dettes consolidée et flottante. Pour tenir le gouvernement au courant de ses disponibilités, la Banque adresse journellement au contrôleur général un tableau des paiements faits la veille, et elle soumet à la trésorerie des sommaires hebdomadaires des sommes rentrées dans ses mains.

Au collège des finances se rattachent d'une façon immédiate

comme bureaux auxiliaires : le conseil judiciaire, composé d'un avoué (*solicitor*), d'un avoué adjoint, de trente-cinq clercs et de deux assistants ; — l'administration des fournitures de bureaux qui, effectuant les achats en grand et faisant relier, imprimer les formulaires, etc., pourvoit contre remboursement aux besoins respectifs de plus de deux cents administrations. Ce bureau se compose d'un contrôleur, un garde-magasin, trois clercs supérieurs, une vingtaine de clercs auxiliaires, trois visiteurs du papier, huit inspecteurs des magasins, etc.

Voilà pour la direction générale. Quant au service administratif proprement dit, les diverses sections se rangent en deux groupes : administrations secondaires et de contrôle, administrations indépendantes.

Les administrations secondaires et de contrôle sont :

1. Le *contrôle général*. A la tête de cette division se trouve le *comptroller general of the receipt and issue of his Majesty's exchequer*. Il est nommé à vie et ne peut cumuler avec son poste aucun autre emploi, ni un siège au parlement. Il doit veiller à ce qu'aucune assignation payable sur les fonds de l'État ne soit émise par le ministère des finances sans l'autorisation légale, c'est-à-dire autrement que sur un ordre de cabinet, sous l'autorité des actes parlementaires et en parfaite conformité avec les résolutions des deux chambres. L'ordre de cabinet, contre-signé par les commissaires de la trésorerie, est enregistré à la trésorerie et adressé avec un rescrit ministériel (*treasury-warrant*) au contrôleur général ; ce n'est qu'avec ce warrant, contre-signé du contrôleur général, que l'administration respective prélève l'argent à la Banque. Le contrôleur général est inamovible et responsable seulement aux deux chambres réunies. S'il refuse d'autoriser une assignation, la trésorerie peut en appeler à la cour de *queen's-bench*. Il dirige en même temps le détachement de la souche et le remboursement des bons du Trésor, qui ne peuvent être remis que sur un warrant de la trésorerie avec autorisation du parlement et sont échangés contre de nouveaux bons en mars et juin, où l'on paye aussi les arriérés. Le contrôleur général est encore le *custos* des poids et mesures normaux, le chef du poinçonnage, le gardien des monnaies normales d'or et d'argent conservées dans l'antique chapelle monétaire de l'abbaye de Westminster. Son bureau principal se compose d'un

adjoint principal, d'un comptable et quatre clerks ; le bureau pour les bons de l'Échiquier, de trois clerks ; le bureau des poids et mesures, d'un inspecteur et d'un assistant.

2. L'office du payeur général (*pay-master-general's office*) — composé du payeur général, d'un payeur adjoint, d'une vingtaine de clerks, autant d'assistants, autant de surnuméraires et quelques employés subalternes — effectue pour le gouvernement tous les paiements du service civil, tous les paiements civils sur les fonds consolidés, etc. Pour l'armée, l'office ne fait les paiements qu'en grand, tandis que les dépenses de détail sont soldées par les agents et payeurs des régiments ; pour la marine, il effectue les paiements en détail par quatre clerks principaux, établis dans les ports de Chatam, Shirneersh, Portsmouth et Southampton.

3. La cour des comptes (*audit-office*), composée de 5 ou 6 commissaires, un secrétaire, 9 inspecteurs des comptes, 70 à 75 examinateurs, reviseurs, etc., est chargée de la révision de tous les comptes se rapportant à la gestion des deniers publics. Tous les trois mois elle reçoit du contrôleur général un état, certifié par la Banque, des versements effectués au compte de l'État, des crédits qu'il a assignés et des sommes qu'ont tirées les divers comptables. Aucun compte de l'administration civile et militaire ne peut être apuré sans avoir été revisé et ratifié par la cour, qui peut appeler devant elle et entendre, sous la foi du serment, toutes les personnes ayant le maniement des deniers publics. Le rapport sur chaque bilan est envoyé par la cour des comptes aux lords de la trésorerie, où il est signé par l'Échiquier et deux *juniors* lords ; de là il revient, après bien des détours, à la cour des comptes pour y rester déposé. Ce n'est qu'après cette rentrée que la cour donne au comptable une quittance qui est sa décharge.

4. *Réduction de la dette nationale* : but auquel, d'après une loi de 1829, devrait être appliqué annuellement un quart de l'excédant des revenus. Le chancelier, le *speaker* de la chambre des communes, les gouverneur et sous-gouverneur de la Banque d'Angleterre font partie de cette commission. Le chef réel du service est un contrôleur général, aidé d'un contrôleur assistant, un archiviste, une trentaine de clerks, etc. Outre la réduction directe de la dette publique, qui est purement nominale, la commission peut vendre des rentes viagères pour éteindre une somme cor-

respondante en consolidés ; elle se charge aussi du placement à intérêt, auprès de la Banque d'Angleterre, des fonds des caisses d'épargne ; lui appartiennent enfin la révision des comptes des caisses d'épargne et l'examen de leurs statuts ainsi que des statuts des sociétés de secours mutuels.

5. Caisse d'avances pour travaux publics (*public-works-loan-office*), créée en 1817 et destinée à faire, après autorisation du parlement, des avances en faveur des entreprises utiles en mines, pêcheries, etc. La direction en est confiée à quelques commissaires sans appointements ; le service se fait par un secrétaire, un secrétaire assistant, un avoué, un clerc, etc.

6. La monnaie (*royal mint*), entièrement réformée en 1851, où fut abolie la corporation des monnayeurs. A la tête du bureau se trouve le maître monnayeur (*master and worker*) ; il est aidé d'un vice-master, quatre essayeurs, une trentaine d'employés techniques, dix clercs, un greffier, etc.

Les administrations organisées d'une façon indépendante sont :

1. L'*administration générale des douanes*, composée d'un commissaire président, un vice-président, quatre commissaires, un receveur général, un contrôleur général, un inspecteur général, et occupant plus de trois cents employés supérieurs et subalternes. Elle administre les douanes dans le Royaume-Uni aussi bien que dans les colonies, perçoit les droits d'entrée et de sortie, dont elle tient compte au Trésor, et surveille l'exécution des nombreuses lois concernant les chargements et déchargements, le cabotage, le commerce colonial. Lui est subordonnée l'administration provinciale des douanes à laquelle ressortent : le grand bureau douanier de Londres, qui n'occupe pas moins de 1,850 employés, avec une dépense de 256,340 l. st. ; le grand bureau de Liverpool, avec 844 employés et une dépense de 100,000 l. st. ; 123 bureaux secondaires (dont les principaux sont à Dublin, Glasgow, Hull, Leith et Southampton), avec 2,590 employés et une dépense de 279,300 l. st. Il faut y ajouter environ 300 employés des douanes et la garde des côtes, composée d'un bureau à Londres, de 400 officiers de station, de 4,430 gardes à pied et à cheval, nécessitant une dépense de 312,270 l. st. ; 51 bateaux douaniers, avec 800 hommes d'équipage et une dépense de 48,000 l. st. En tout, l'administration douanière occupe 11,300 personnes. Les nomina-

tions appartiennent de droit aux lords de la trésorerie, de fait à l'administration générale. La trésorerie établit les états et les appointements ; pour le reste, l'exécution des lois douanières est confiée à l'administration générale.

2. *L'administration des revenus intérieurs*, composée d'un président, un vice-président, quatre commissaires, un contrôleur général, un receveur général, et occupant environ 940 employés de tous grades. Nous reviendrons de suite sur cette administration générale, qui est une création toute récente et le plus important rouage pour la perception du revenu public. Relativement à l'administration provinciale des impôts, qui occupe 5,740 employés, le pays est divisé en districts de perception (*collections*), dont 35 en Angleterre, 13 en Écosse et 15 en Irlande; ils se subdivisent en sous-districts, etc. L'état des finances enregistre : 62 collecteurs, 286 supervisors, 126 clerks de collecteur, 1,700 employés, 317 assistants et surnuméraires, etc., en tout 2,560 employés pour l'Angleterre; un contrôleur général et 1,115 employés pour l'Écosse; un contrôleur général, 825 employés et 1,240 hommes de police (*revenue-police*) pour l'Irlande.

3. *L'administration postale*, composée du postmaster général, trois secrétaires, un receveur général, un comptable général, trois inspecteurs généraux, trois secrétaires assistants, une trentaine de clerks et toute une armée d'employés. Elle a la surveillance et la direction supérieure de tous les bureaux de poste, la nomination à la plupart des emplois, la décision de toutes les réclamations relatives au service postal, et elle traite avec les chemins de fer pour le transport des lettres. Le *postmaster-general* a la haute direction de toutes les affaires postales du pays et des colonies; il fait les projets des traités postaux avec l'étranger. L'administration générale est réunie avec le bureau principal de Londres, et occupe dans ses bureaux plus de 3,000 personnes; le personnel entier du service postal dépasse le chiffre de 23,000 individus.

Nous croyons devoir, après ce résumé général, revenir avec plus de détails sur l'administration des contributions intérieures; l'étendue et l'importance des fonctions de cette administration

prêteront, ce nous semble, assez d'intérêt aux détails dans lesquels nous allons entrer.

La perception et l'administration de l'accise, du timbre et des taxes, y compris l'impôt du revenu, répartis jadis entre divers bureaux, ont été, en 1849, réunis sous une seule administration : *commissioners of Inland-Revenue*. L'importance financière de cette administration ressort suffisamment de ce fait, qu'en 1858 les trois branches de revenus dont elle est chargée ont fourni au revenu total, qui était de 66,286,905 l. st., la somme de 36,711,584, soit 55 p. 100. Cette réforme, en simplifiant et en centralisant les services, réalisait en même temps une notable économie : avant la réunion, ces diverses branches occupaient 5,602 employés, dont les appointements s'élevaient à 740,612 l. st.; après la réunion il n'y eut que 5,028 employés avec 653,618 l. st. d'appointements. Le président et le vice-président touchent chacun 2,000 l. st. d'appointements annuels, les autres six commissaires de 1,200 à 1,500, le secrétaire 1,000, son adjoint 1,100 l. st.; dans les diverses sections les appointements descendent jusqu'à 54 l. par an. Dans le nombre ci-dessus des employés est comprise aussi la garde financière, composée de 2,651 hommes à pied et 34 à cheval; les appointements des premiers s'élèvent à 265,100, les autres touchent 6,685 l. st.

Les revenus intérieurs sont soumis à des changements fréquents, soit dans leur nature, soit dans leur taux. Ont été de 1816 à 1856 :

	Abolis ou réduits. liv. sterl.	Créés ou augmentés liv. sterl.	Réduction réelle. liv. sterl.
Accise.....	21,777,900	8,818,959	12,958,941
Timbre.....	2,595,348	2,237,080	358,268
Taxes.....	7,965,971	915,011	7,050,960
Impôts des revenus.	13,716,823	14,464,000	153,923
Totaux....	46,957,042	16,435,050	20,521,992

A. Les *Accises* comprennent les impôts sur la production indigène des boissons, sur les moyens de transport et sur les patentes (*licences*) nécessaires pour l'exercice de certaines industries. Ces impôts ne sont pas les mêmes dans toutes les parties de la monarchie; quelques-uns ne se prélèvent pas même partout.

1. *L'impôt sur l'eau-de-vie*. Au 1^{er} janvier 1849 le droit (par gallon) était de 7 sh. 10 p. en Angleterre, de 3 sh. 8 p. en Écosse, de 2 sh. 8 p. en Irlande. Depuis le 1^{er} octobre 1855, il est en An-

gleterre de 8^e sh. En Écosse il fut porté, le 11 avril 1853, à 4 sh. 8 p. ; le 8 mai 1854, à 5 sh. 8 p. ; le 26 mai 1854, à 6 sh. ; le 20 avril 1855, à 7 sh. 10 p. Depuis le 1^{er} octobre 1855 il y est, comme en Angleterre, de 8 sh. En Irlande il fut élevé, le 21 avril 1853, à 3 sh. 4 p. ; le 8 mai 1854, à 4 sh. ; le 20 avril 1855 à 6 sh. ; le 10 février 1855 à 6 sh. 2 p. ; on sait que dans la session parlementaire de 1858, M. Disraeli a proposé et le parlement a consenti de l'élever à l'égal du droit payé en Angleterre et en Écosse.

2. *L'impôt sur la drèche* se prélève en Angleterre depuis 1697, en Écosse depuis 1713, en Irlande depuis 1785. Le tarif actuel, dans ses stipulations principales, date de 1827 ; le droit est de 2 sh. et de 2 sh. 7 p. (avec 5 p. 100 de droit additionnel) selon la qualité de la drèche ; du 8 mai 1854 au 5 juillet 1856, c'est-à-dire durant et pour les besoins de la guerre d'Orient, l'impôt avait été élevé à 3 sh. 1 p. et respectivement à 4 sh. La consommation de la bière se trouve en outre imposée par le droit sur la culture du houblon et par l'impôt industriel assez fort, que payent les brasseurs et les débitants de bière ; le houblon, cultivé seulement en Angleterre, paye 2 pences et 5 p. 100 de droit additionnel par livre.

3. *L'impôt sur le papier* existe depuis 1712 en Angleterre et en Écosse, depuis 1798 en Irlande. Les nombreux règlements sur cette matière ont été *consolidés* en 1839 et l'on a remplacé par une taxe unique de 1 1/2 p. et 5 p. 100 additionnels (par livre) les anciens impôts, qui variaient d'après la qualité. L'impôt est restitué sur le papier non utilisé, ainsi par exemple aux fabricants des enveloppes, pour les déchets.

4. *Les licences* sont une espèce d'impôt industriel, payé seulement par un petit nombre d'industries, notamment par la brasserie, la distillerie, la fabrication des tabacs, le débit en détail des spiritueux et du tabac, etc.

5. Nous citerons encore : l'impôt sur les chemins de fer, établi en 1832 à raison de 1/2 p. par mille anglais pour 4 voyageurs transportés, et réduit, depuis 1842, à son taux actuel de 5 p. 100 de la recette provenant de transport des voyageurs ; — l'impôt de 1 p. par mille anglais, qu'ont à payer, en outre de la licence, les exploiters des véhicules servant au transport régulier des voya-

geurs ; le nombre des véhicules imposés s'élevait en 1857 à 3,327 ; — l'impôt de 7 sh. par semaine (ou de 6 sh., si la voiture repose le dimanche) qu'ont à payer les voitures de place ou de remise à Londres ; le nombre des voitures imposées en 1857 s'élevait à 5,474.

B. Les lois sur le *timbre* s'appliquent à toute la Grande-Bretagne, à peu d'exceptions près. Ses principales applications sont :

1. Le timbre pour les *actes de vente*, de prêt, de garantie, de bail, de donation, etc., de fortune mobilière ; le droit se paye tantôt d'après la nature de l'acte, tantôt d'après le nombre des mots qu'il contient, tantôt d'après un droit fixe. Ce droit existait en Angleterre depuis 1694 ; depuis le 10 octobre 1850 ses différents taux ont généralement été réduits.

2. Les *successions* sont imposées de deux façons. On impose d'abord tout l'*héritage*, à l'exception des immeubles, à un taux égal pour tous les héritiers, mais variant selon que le défunt a testé ou n'a pas testé ; on impose ensuite les *héritiers* à un taux variant selon le degré de leur parenté avec le défunt. Les successeurs en ligne directe payent aujourd'hui 1 p. 100 ; les frères, sœurs et leurs descendants 3 p. 100 ; les pères, mères et leurs descendants 5 p. 100 ; les grands parents 6 p. 100 ; les autres personnes 10 p. 100 ; les parts au-dessous de 20 livres sterling sont affranchies de l'impôt.

3. L'*impôt sur les lettres de change* existe depuis 1782 en Angleterre et en Écosse, depuis 1794 en Irlande ; le taux de 1782 était fort modéré : 3 pences pour les sommes au-dessous de 50 livres et 6 p. pour des sommes plus élevées. Un nouveau tarif moins élevé que celui qui l'avait précédé immédiatement est en vigueur depuis 1854. L'impôt est de 1 p. pour les lettres de change ne dépassant pas la somme de 5 l. st. ; de 2 p. pour 10 liv. ; de 3 p. pour 25 liv. ; de 6 p. pour 50 liv. ; de 9 p. pour 75 liv. ; 1 liv. sterl. pour 100 liv., et ainsi de suite une livre en plus pour chaque 100 livres jusqu'à la somme de 4,000 liv. ; toutes les lettres de change dépassant cette dernière somme ne payent que le maximum de 45 liv.

Ces différents taux établis pour les lettres de changes tirées et payables dans le pays même, s'appliquent également aux lettres de change payables à l'étranger, quand on n'en a fait qu'un ou

deux exemplaires; si l'on a tiré trois exemplaires ou plus, chaque exemplaire paye 1 pence par 25 liv. jusqu'à la somme de 4,000 liv.; au delà elle ne paye que le maximum de 15 sh.

4. *Les assurances contre l'incendie* payent aujourd'hui 1 shilling par police et 3 sh. par an pour chaque somme de 100 livres assurée. Le timbre de police se paye aussi bien pour la réassurance que pour l'assurance; le pourcentage ne se paye que pour la dernière. Les assurances des transports par mer pour un voyage désigné payent 3 p. quand la prime pour 100 livres assurées ne dépasse pas 10 sh.; l'impôt est de 6 p. pour les primes de 10-20 sh.; de 1 sh. pour 20-30 sh.; de 2 sh. pour 30-40 sh.; de 3 sh. pour 40-50 sh., et de 4 sh. quand les primes dépassent 50 sh. pour 100 livres assurées.

Quand les assurances sont faites pour un temps déterminé, elles payent 2 sh. 6 p. pour une assurance de six mois, et 4 sh. pour les termes plus longs. Les assurances mutuelles pour des voyages désignés payent 2 sh. 6 p. Les assurances sur la vie payent 6 p. par 50 livres, si l'assurance ne dépasse pas la somme de 500 livres, et 1 livre par 100 livres pour les assurances dépassant 500 livres.

5. *Le timbre des journaux*, établi en 1712, fut, après divers changements, fixé en 1854 à 1 pence par feuille de 2,295 lignes, et à un demi-pence par supplément de 1,148 lignes. Depuis 1855 pourtant le timbre est facultatif, puisqu'il remplace le port des journaux, et s'y soumettent ces journaux seuls qui doivent être expédiés par la poste, et dont le port coûterait plus cher que le timbre.

Nous mentionnerons enfin encore parmi les impôts compris sous le nom générique de *timbre* les droits de 1 pence à payer pour toutes les quittances dépassant la somme de 2 l. st.; l'impôt à payer pour les notes des banques et banquiers, et qui est de 1 sh. 3 p. pour les notes de 5 livres, et 1 sh. 9 p. pour 10 livres; de 5 sh. pour 50 livres; de 8 sh. 6 p. pour 100 livres; — l'impôt des cartes à jouer, qui est de 1 sh. par jeu, de 20 sh. par chaque paire de dés.

C. La première place parmi les *taxes* appartient à *l'impôt sur le revenu*. On sait que sa création remonte à Pitt, qui y chercha les moyens de soutenir la guerre contre l'empire. Aboli en 1816,

au rétablissement de la paix générale, l'impôt du revenu fut rétabli en 1842, pour trois ans; il fut prolongé pour un terme égal en 1845 et en 1848, pour un an en 1851 et 1852, pour sept ans en 1853. Par la loi de 1853, l'impôt du revenu fut étendu à l'Irlande aussi, qui jusque-là en avait été exempte; par la même loi l'exemption qui existait pour les fortunes au-dessous de 150 l. st. fut restreinte aux fortunes de 100 livres; seulement les fortunes de 100 à 150 l. st. ne devaient payer que 5 pences au lieu de 7 p. (par livre sterling) que payent les revenus supérieurs. La guerre d'Orient amena depuis le 5 avril 1854 le doublement de ces taux; l'année suivante on y ajoutait un demi-pence pour les fortunes de 100 à 150 livres, et deux pences pour les fortunes supérieures, de sorte que l'impôt se trouvait être de 1 shilling 4 pences et de 11 pences et demi, soit 6.6 et 4.8 p. 100 du revenu. Ces augmentations devaient cesser un an après la conclusion de la paix, et depuis le dernier exercice on est en effet revenu au taux de 5 et respectivement de 7 pences, soit de 2.9 et de 2.1 p. 100. Les revenus atteints par cet impôt se montaient en 1856 à 230,185,303 livres en Angleterre; à 22,139,219 l. en Écosse; à 21,166,325 l. en Irlande, soit ensemble à 273,490,847 livres. Dans l'année finissant le 31 décembre 1857, le rendement de l'impôt sur le revenu s'élevait encore à 15,137,996 l. st.; grâce aux réductions opérées dans la dernière session, le rendement se trouve abaissé à 7,591,188 livres dans l'année finissant le 31 décembre 1858.

Parmi les autres *taxes* nommons : l'*impôt foncier* (*land-tax*), établi en Angleterre depuis 1689, en Écosse depuis 1707, et fixé à 4 shillings par livre du revenu foncier; — plusieurs impôts de luxe appelés *assessed taxes*, tels que pour les domestiques (10 sh. 6 p. pour les individus au-dessous de dix-huit ans, 1 livre 1 sh. pour les individus plus âgés); pour les portes et fenêtres des maisons valant plus de 20 livres de rente annuelle (6 p. et 9 p. par livre sterling, selon l'exploitation); pour les équipages, les chevaux, les chiens, les armoiries, etc.; les permis de chasse, etc. — L'impôt additionnel de 10 p. 100, établi en 1840, est applicable seulement aux *assessed taxes* alors existantes.

Le tableau qui suit résume le rendement des contributions ou

revenus intérieurs pour chacun des quatre exercices compris entre le 1^{er} avril 1855 et le 31 mars 1858 :

DÉSIGNATION DES IMPÔTS.	1854-55.	1855-56.	1856-57.	1857-58.
A. Accise.	liv. sterl.	liv. sterl.	liv. sterl.	liv. sterl.
Boissons.....	7,677,982	8,198,016	9,132,601	9,280,963
Drèche.....	6,556,894	6,976,148	6,710,237	5,492,096
Houblon.....	276,671	93,599	725,769	489,008
Papier.....	1,145,573	1,123,562	1,244,143	1,244,723
Licences.....	1,413,977	1,401,091	1,409,452	1,425,112
Chemins de fer.....	309,194	323,790	334,063	348,611
Transport.....	173,601	133,117	114,807	118,588
Divers.....	80,806	82,545	87,388	96,877
Total.....	17,634,698	18,332,868	19,758,460	18,495,888
B. Timbre.				
Actes de vente, etc....	1,245,535	1,232,532	1,347,581	1,344,895
Successions.....	2,766,176	2,957,859	3,121,995	3,155,336
Lettres de change.....	617,658	448,643	525,138	532,207
Banknotes.....	64,963	63,874	70,107	59,020
Quittances.....	245,368	281,847	302,249	302,416
Assurances c. l'incendie	1,306,014	1,344,158	1,388,975	1,423,783
Autres assurances.....	293,388	324,392	325,689	319,519
Licences et certificats..	198,443	201,500	208,863	217,766
Journaux.....	488,010	263,034	164,102	158,991
Divers.....	170,161	173,511	180,509	190,398
Total.....	7,395,716	7,291,350	7,635,208	7,684,331
C. Taxes.				
Taxe foncière.....	1,159,311	1,161,201	1,153,344	1,146,998
Assessed taxes.....	1,305,437	1,220,078	1,222,359	1,240,185
Portes et fenêtres....	650,537	728,969	728,526	754,213
Taxe addit. de 10 %/.	113,942	11,916	14,841	14,320
Impôt du revenu.....	11,031,834	15,402,901	16,384,494	11,767,306
Total.....	14,261,061	18,525,065	19,503,564	14,923,022
TOTAL GÉNÉRAL...	39,291,475	44,149,283	46,897,232	41,103,241

II. Budget.

Budget présumé pour 1858-1859.

<i>Recettes.</i>	liv. sterl.	<i>Dépenses.</i>	liv. sterl.
Douanes.....	23,400,000	Dette fondée et non fondée	26,900,000
Accise.....	18,100,000	Armée et milice.....	11,750,000
Timbre.....	7,550,000	Marine.....	9,860,000
Impôts directs.....	3,200,000	Services civils.....	7,000,000
Impôt du revenu.....	6,100,000	Liste civile, etc.....	1,900,000
Postes.....	3,200,000	Frais de recouvrement...	4,700,000

Domaines.....	270,000	Amortissem. d'anc. dettes	1,500,000
Divers.....	1,300,000	Divers.....	3,500,000
Total.....	63,120,000	Total.....	67,110,000

C'est, comparativement au compte budgétaire de l'exercice précédent, une diminution de 4,761,513 l. sur les recettes et de 3,268,859 sur les dépenses; la diminution dans les recettes provient du rabaissement de l'impôt du revenu, et la diminution correspondante dans les dépenses a été obtenue sur le chapitre de la marine. On saisira aisément les différences en comparant avec le budget présumé pour 1858-59 qui précède le budget qui suit.

Recettes et dépenses effectuées durant l'année financière de 1857
(du 1^{er} avril 1857 au 31 mars 1858.)

RECETTES.

	liv. sterl.	sh.		liv. sterl.	sh.
Douanes.....	23,109,104	15	Taxe du revenu.....	11,586,114	11
Accise.....	17,825,000	»	Postes.....	2,920,000	»
Timbre.....	7,415,719	»	Domaines et divers...	1,773,541	9
Impôts directs.....	3,152,033	7	Total des recettes....	67,881,513	3

DÉPENSES.

Intérêts et service de la dette.....	23,573,973	6	Rachat du droit du Sund.....	1,125,206	»
Dividendes arriérés..	88,530	13	Marine.....	18,590,000	»
Annuités à terme...	3,979,955	17	Services civils (incl. la dotation de la princesse royale).....	7,227,719	10
Intérêts des obligations du Trésor (1854 et 1855).....	210,000	»	Salaires, etc. du dép. du revenu.....	4,358,988	10
Intérêts des billets du Trésor.....	774,643	6	Expédition de Perse.	900,000	»
Liste civile.....	401,257	11	Guerre de Chine....	590,693	»
Annuités et pensions.	334,997	7	Rachats de bons de l'Échiquier.....	2,000,000	»
Émoluments et allocations.....	157,548	13	Fonds de l'amortissement de l'emprunt de 5,000,000 l. st.	250,000	»
Pensions et traitements dipl.....	158,933	18	Total des dépenses..	70,378,859	2
Cours de justice....	563,224	18	Total des recettes..	67,881,513	3
Divers de la dette fondée.....	178,029	17	Déficit.....	2,497,345	19
Armée.....	12,915,156	16			

Reste à savoir jusqu'à quel point les faits ratifieront les prévisions du budget de 1858-59. Tout porte à croire que les recettes effectives dépasseront, dans une mesure assez large, les recettes prévues : du moins en fut-il ainsi pour les trois premiers quarts

de l'exercice, où le revenu de l'accise s'est élevé à 14,715,000 l. au lieu de 13,575,000 l. ($\frac{3}{4}$ de l'évaluation pour l'exercice entier); le revenu du timbre à 5,944,370 au lieu de 5,637,500; l'impôt foncier à 2,850,000 au lieu de 2,400,000; les terres de la couronne ont rapporté 207,440 au lieu de 202,500, et les divers ont donné 1,785,631 au lieu de 97,500. Les diminutions, relativement aux évaluations, n'ont été par contre que de 346,352 l. sur les douanes, de 374,413 l. sur l'impôt du revenu et de 30,000 sur la poste aux lettres. Tout compensé, les recettes effectuées dans les trois premiers trimestres (avril-déc. 1858) de l'exercice 1858-59 ont dépassé de 1,961,676 l. les évaluations budgétaires. On ne pourra savoir qu'à la clôture de l'exercice si les dépenses effectives n'ont pas dépassé les évaluations dans une mesure plus large encore. Voici, en attendant, quelles ont été les recettes effectives dans chaque trimestre de l'année 1858 :

Trimestres finissant le

	31 mars.	30 juin.	30 septemb.	31 décem.	TOTAL.
Douanes.....	5,888,352	5,879,039	6,115,422	6,209,187	24,092,000
Accise.....	3,251,000	4,626,000	5,085,000	5,004,000	17,966,000
Timbre.....	2,051,973	2,084,370	1,831,000	2,029,000	7,996,343
Impôt foncier....	308,033	1,326,000	141,000	1,383,000	3,158,033
Impôt du revenu.	3,390,601	1,199,587	2,454,000	547,000	7,591,188
Poste aux lettres.	705,000	765,000	745,000	860,100	3,075,100
Terres de la couronne.....	70,000	64,000	60,940	82,500	277,440
Divers.....	345,360	335,970	531,690	917,971	2,130,991

On peut donc présumer que le déficit de 1858-59, si déficit il y a, ne sera pas très-considérable. On sait, au reste, que les déficits ne sont que la rare exception dans le budget anglais. Ainsi, le tableau qui suit embrasse une période assez critique de 14 ans où les budgets de presque tous les grands États du continent ont vu fortement accroître leurs recettes sans arriver pourtant à couvrir les dépenses qui montaient plus rapidement encore; le compte des budgets anglais ne se solde en déficit que pour les années de guerre (1855-57), de crise commerciale et de révolution (1847-48):

Comptes du Trésor anglais dans les années 1843 à 1857.

ANNÉES.	RECETTES	DÉPENSES ² .	+	EXCÉDANT	SITUATION
	nettes ¹ .			ou	du
	liv. sterl.	liv. sterl.		DÉFICIT.	TRÉSOR.
				liv. sterl.	livr. sterl.
1843	52,582,817	51,139,513	+	1,443,304	4,716,019
1844	54,003,753	50,647,648	+	3,356,105	6,254,113
1845	53,060,354	49,242,713	+	3,817,641	8,452,090
1846	53,790,138	50,943,830	+	2,846,308	9,131,282
1847	51,546,246	54,502,948	—	2,956,684	8,457,691
1848	53,388,717	54,185,136	—	796,419	8,105,561
1849	52,951,749	50,853,623	+	2,098,126	9,748,539
1850	52,810,680	50,231,874	+	2,578,806	9,245,676
1851	52,233,006	49,506,610	+	2,726,396	8,381,637
1852	53,210,071	50,792,512	+	2,417,559	8,841,822
1853	54,430,344	51,174,839	+	3,255,505	4,485,230
1854	56,822,509	60,031,568	—	3,209,059 ⁴	6,015,613
1855	63,364,605	84,505,788	—	21,141,183 ⁴	3,688,600
1856	68,008,623	78,113,035	—	10,104,412 ⁴	6,942,428
1857	66,056,055	66,019,958 ³	+	36,097	6,879,659

Il n'est pas sans intérêt de connaître avec quelques détails la nature des recettes et des dépenses dont les totaux figurent dans le tableau qui précède; nous réunissons ces détails dans les deux tableaux qui suivent :

I. Spécification des recettes.

ANNÉES.	DOUANES et Accises.	TIMBRE.	IMPOT du revenu.	POSTES.	DIVERSES.
1843	33,911,246	6,948,137	5,249,261	595,000	5,879,174
1844	35,812,872	7,157,288	5,191,597	691,000	5,250,996
1845	33,782,439	7,710,683	5,026,570	753,000	5,787,662
1846	34,557,219	7,505,180	5,395,391	845,000	5,487,348
1847	32,908,109	7,527,543	5,450,800	923,000	4,736,812
1848	35,153,187	6,643,772	5,347,365	815,000	5,509,391
1849	34,622,284	6,867,548	5,408,160	832,000	5,121,757
1850	34,758,254	6,558,332	5,383,037	820,000	5,291,057
1851	35,057,417	6,385,082	5,304,923	1,069,000	4,416,582
1852	35,386,615	7,761,634	5,509,637	1,022,000	4,530,185
1853	36,240,458	6,975,417	5,588,172	1,104,000	4,522,297
1854	36,907,557	7,078,005	7,456,025	1,288,234	4,092,688
1855	37,377,238	6,805,605	13,718,185	1,137,220	4,326,357
1856	39,728,238	7,102,515	15,717,155	1,248,148	4,213,367
1857	37,962,347	7,099,889	14,808,328	1,293,971	4,891,520

¹ Les frais de perception défalqués.

² N'y sont pas compris les frais de la collection des impôts.

³ Y compris 2,000,000 l. st. pour retrait de bons du Trésor, et 1,125,206 l. st. pour rachat des droits du Sund.

⁴ Couverts par les emprunts et les bons du Trésor.

On constatera avec plaisir dans les colonnes de chiffres qui précèdent, que le revenu des douanes, malgré les fortes et nombreuses réductions de droits, n'a pas sensiblement fléchi, et que le revenu de la poste aux lettres, grâce à Rowlandshill, a plus que doublé en 14 ans; l'accroissement considérable dans l'impôt du revenu (à part la surélévation passagère des droits pendant la guerre d'Orient) et du rendement des accises, témoigne en même temps des progrès constants du bien-être général et avec elle de la consommation.

II. *Spécification des dépenses* (non compris les frais de collection de l'impôt.

ANNÉES.	DETTE		Liste civile et administration civile.	ARMÉE.	MARINE.
	fondée.	flottante.			
1843	28,581,076	688,084	7,356,436	7,907,860	6,606,057
1844	29,963,615	531,844	6,190,944	8,103,026	5,858,219
1845	27,827,265	426,607	5,324,276	8,854,296	6,809,873
1846	27,656,555	421,432	6,001,145	9,061,233	7,803,465
1847	27,705,234	436,298	7,859,269	10,488,274	8,013,873
1848	27,773,190	790,327	7,975,924	9,723,408	7,922,287
1849	27,717,936	606,025	6,706,124	8,881,141	6,942,397
1850	27,687,884	403,706	6,747,340	8,955,061	6,437,883
1851	27,614,413	402,714	6,915,626	8,723,940	5,849,917
1852	27,530,881	403,652	6,722,073	9,509,962	6,625,944
1853	27,436,193	368,651	7,044,321	9,685,079	6,640,596
1854	27,336,390	476,486	7,638,650	12,397,273	12,182,769
1855	26,834,128	813,771	8,465,832	29,377,349	19,014,708
1856	27,593,190	1,063,493	8,392,622	25,049,825	16,013,995
1857	27,694,574	988,810	9,839,325	15,107,249	10,390,000

Ce tableau fait reconnaître au premier regard d'où provient l'accroissement considérable du budget des dépenses entre 1843 et 1857 : il est amené par les exigences ascendantes de l'armée et de la marine de l'État. La Grande-Bretagne, à cet égard, semble un peu trop zélée à copier le continent.

III. Dette publique.

On sait que la dette anglaise est la plus forte qu'ait aucun État européen. Le tableau qui suit en fait ressortir les variations pour une période de 15 ans :

ANNÉES.	DETTE		ANNÉES.	DETTE	
	fondée.	flottante.		fondée.	flottante.
1843	772,169,092	18,407,300	1851	765,126,582	17,742,800
1844	769,193,645	18,404,500	1852	761,622,704	17,742,500
1845	766,672,822	18,380,200	1853	755,311,701	16,024,100
1846	764,608,284	18,310,700	1854	752,258,272 ¹	22,783,000 ²
1847	772,401,851	17,946,500	1855	766,778,599	26,596,600 ³
1848	774,022,638	17,786,700	1856	779,931,088	28,050,700
1849	773,168,317	17,758,700	1857	769,655,399	25,627,300
1850	769,272,562	17,756,600			
Différence de 1843 à 1857			+ 7,486,307 + 7,220,000		

Ainsi, sous l'influence de la tranquillité politique et de la prospérité économique, la dette anglaise a pu, dans les années 1843 à 1846, décroître de 7,457,408 l. st. ; la crise économique de 1847 la fit presque remonter au chiffre de 1843, et la tourmente politique de 1848 la lui fit dépasser de 1,232,946 ; six autres années de paix et de développement économique ramenèrent la dette anglaise fort au-dessous du chiffre de 1846 : elle était, à la fin de 1854, inférieure de 25,535,120 l. st. au total de 1843. On sait, et l'on reconnaît dans notre tableau, les augmentations qu'imposa la guerre d'Orient ; mais le chiffre de 1857 fait voir que depuis lors on est derechef entré dans la voie des réductions.

Quant aux éléments constitutifs de la dette, voici les renseignements officiels les plus récents que nous possédons à cet égard.

Au 31 mars 1857, la dette totale du Royaume-Uni s'élevait à 803,733,958 l. (20,093,348,950 fr.). Sur cette somme, la dette permanente de l'Angleterre prenait 736,009,272 l. st., se décomposant comme suit :

	TAUX de l'intérêt.	CAPITAL.	INTÉRÊT annuel.
Nouvelles annuités.....	2 1/2 %.	2,993,331	74,833
Consolidés.....	3	395,068,382	11,852,051
Réduites.....	3	113,817,476	3,393,524
Nouvelles réduites.....	3	213,143,113	6,394,293
Dette envers la banque d'Angle- terre.....	3	11,015,100	330,453
Annuités nouvelles.....	3 1/2	240,746	8,426
— — —.....	5	431,124	21,556
Total de la dette permanente..		736,009,272	22,075,136

¹ Y compris 418,300 l. st. en bons de l'Échiquier, émis en 1853 (permanent).

² — 5,600,000 —

³ — 6,000,000 —

Annuités viagères.....	—	9,984,253	1,030,856
— pour un nombre d'années dé-			
terminé.....	—	2,710,125	867,490
Annuités expirant en 1860....	—	3,008,922	1,156,744
— — en 1867....	—	4,906,417	585,740
— — en 1885....	—	2,059,810	116,000
Tontines anglaises.....	—	161,748	15,639
— irlandaises.....	—	195,766	26,084
Bons de l'Échiquier.....	2 3/4 %	418,300	11,503
Total de la dette non permanente.....		23,445,341	3,810,036
La dette permanente de l'Irlande s'élève à..		43,692,145	
— non permanente — ..		587,200	
Et la charge des intérêts annuels à.....			1,526,793
Soit donc total général pour la Grande-			
Bretagne.....		803,733,958	27,411,965

Un rapport parlementaire sur la *dette de l'Inde*, qui vient d'être publié, montre que le total en est de 82,316,680 liv. st., indépendamment du passif de 12 millions de liv. st. pour le capital de l'ancienne Compagnie et pour les garanties de chemins de fer et d'autres travaux. Sur cette somme, 62,010,834 l. st. sont dus dans l'Inde et se répartissent de la manière suivante : 43,341,533 livres st., dette inscrite; 2,965,102 l. st., emprunts; 4,127,484 livres st., billets de la Trésorerie; 4,437,489 l. st., fonds de service; 2,706,623 l. st., billets à payer; et 7,432,603 l. st., dépôts et divers. La somme restante de 20,305,846 l. st. est due en Angleterre, et se compose de 6,999,917 l. st. d'obligations de l'Inde, de 7,997,000 l. st. de coupons; de 386,420 l. st. de mandats pour divers paiements d'office et demandes de l'Amirauté, de 3,498,333 livres st., capital des Compagnies de chemins de fer restant au Trésor de l'intérieur, et de 337,028 l. st. divers.

GRÈCE¹.

Malgré la réduction de l'impôt par le gouvernement de la Grèce devenue libre, les revenus de ce royaume ont pris une progression qui a dépassé toutes les espérances. Ainsi pendant l'administration du président Capodistrias, du 10 février 1828 jusqu'au

¹ Monnaie, *drachme*; valeur = 0.90 c.

30 septembre 1831, les recettes de l'État s'étaient élevées en moyenne à 5,013,123 drachmes par an, tandis qu'en 1852 elles ont atteint le chiffre de 14,283,314 drachmes, et en 1856 celui de 20 millions.

Malgré ces résultats satisfaisants à tant de titres, nous ne saurions dissimuler ce que le gouvernement hellénique a lui-même reconnu par l'organe de M. Rangabé, ministre des affaires étrangères et de la maison du roi, dans un remarquable rapport, à savoir que les finances de la Grèce ont besoin de subir des réformes sérieuses. Il n'est pas douteux que le mode de perception des impôts directs est défectueux, soit que cette perception se fasse par des fermiers, soit qu'elle ait lieu par des collecteurs. L'impôt eût été moins vexatoire et eût rapporté davantage à l'État, avec une base cadastrale.

Mais le gouvernement hellénique n'a pu jusqu'ici que préparer les éléments du cadastre au moyen des mesures législatives qui ont été présentées ou qui sont annoncées aux chambres. Au nombre de ces mesures on peut indiquer la loi de transcription qui, jointe à la loi hypothécaire, constate l'état des propriétés et sert à établir le crédit foncier.

Les principales sources du revenu public sont les douanes. Le taux des droits perçus est de 10 p. 100 à l'importation et de 6 p. 100 à l'exportation. Un nouveau tarif, résultant d'une longue et consciencieuse étude des besoins et des ressources de la Grèce, établit le principe de la diminution graduelle et enfin la complète extinction de tous droits à l'exportation.

Les objets manufacturés sont, dès à présent, affranchis de tout droit. En considérant l'énorme différence qui existe entre les importations et les exportations, on pourrait appréhender de voir la Grèce bientôt réduite à un complet dénûment, mais l'équilibre est rétabli par la navigation. Ainsi, par exemple, en 1851, les importations ont excédé les exportations de 12 millions de drachmes.

La disproportion de ces chiffres indique clairement que la Grèce manque encore d'une foule de produits, et surtout de produits manufacturés, mais en même temps cette comparaison montre l'activité nationale cherchant et trouvant ailleurs une compensation. Ce qu'il est important de constater c'est que le revenu

public augmente avec la prospérité du pays qui est croissante. On a vu les chiffres des revenus à diverses époques, au commencement de ce chapitre. Ces revenus, il faut cependant en convenir, ne sont en proportion ni avec l'étendue du territoire de la Grèce ni même avec sa population. Pour le moment, ses recettes ne font que couvrir tout juste ses dépenses les plus indispensables, et ne laissent qu'une bien insuffisante réserve pour des travaux d'utilité publique ou pour des entreprises destinées à donner des résultats avantageux.

Voici une analyse du budget de l'année 1856.

	drachmes.
1. Liste civile et indemnités du corps législatif...	1,595,000
2. Dette intérieure et pensions aux vétérans de la guerre de l'indépendance.....	820,000
3. Guerre. — Ministère, armée de 10,000 hommes et constructions militaires.....	5,895,000
4. Marine. — Ministère, entretien de la marine de guerre, construction de nombreux bateaux à vapeur, service des ports, etc.....	1,600,000
5. Instruction publique. — Ministère, université, gymnases, etc.....	1,080,000
6. Justice. — Ministère, tribunaux, cours de cassation, cour d'appel. Dix cours de première instance, 112 juges de paix, c. d'assises, prisons.	1,493,000
7. Affaires étrangères. — Ministère, les légations, Consulats. La plupart de ces fonctions sont insuffisamment rétribuées.....	607,000
8. Finances. — Ministère, 43 inspecteurs, 43 trésoriers, 155 percepteurs. Cour des comptes, etc.	938,000
9. Frais de perception des impôts.	1,390,000
10. Intérieur. — Ministère. Préfecture, police, lazarets, postes, secours, constructions publiques.	2,000,000
11. Indemnités, restitutions de fonds.	283,000
Total.....	17,701,000

On le voit, ces dépenses qui peuvent être considérées comme indispensables, laissent bien peu de fonds disponibles pour les travaux d'utilité publique et pour les progrès matériels; cependant sur le budget de 1856 une somme de 454,000 drachmes fut affectée à ces divers travaux.

En 1857, les recettes se sont élevées à.....	22,920,227
— les dépenses à.....	22,542,883
Dans le budget pour l'année 1858, les recettes sont évaluées à.....	18,275,307
— les dépenses à.....	17,046,349

Dans le budget pour l'année 1859, les recettes sont
évaluées à.....

19,000,000

— Les dépenses sont couvertes par les recettes.

La Grèce est sous l'obligation d'une dette antérieure à sa constitution définitive comme État. Le président Capodistrias demandait à l'Europe de garantir à la Grèce un emprunt de 60 millions de francs pour l'aider à se relever de ses ruines et à développer ses propres ressources; mais ce vœu ne fut rempli qu'en 1832 à la sollicitation d'une régence grecque, qui résidait encore à Munich, et ce fut encore la régence qui donna son consentement aux conditions de l'emprunt et à l'emploi qui devait en être fait.

Le capital de cet emprunt de 60 millions de francs donnait en drachmes 67,008,600.

Voici comment il fut dépensé :

1. Frais de négociation, charges de la réalisation de l'emprunt.....	2,303,968 dr. 39	
2. Remboursement d'anciennes dettes.....	2,238,559	15
3. Intérêts et amortissement, payés des fonds de l'emprunt par la Grèce, ou à son compte.	29,157,135	23
4. — payés à la Turquie pour la cession de la Phthiotide.....	12,531,164	54
5. Frais de l'armée bavaroise.....	11,500,000	"
6. Reste dû à la Grèce.....	3,083,440	13
Total, drachmes.....	60,814,267	44

L'article 5 désigne la différence du total des budgets de la guerre pendant la présence de l'armée bavaroise en Grèce et après son départ. Tous les esprits sérieux et les économistes ont toujours considéré et avec raison le service et la dépense de l'armée bavaroise comme inutiles. C'est donc un fardeau que la Grèce a subi, dont elle n'a retiré aucun bénéfice et dont elle supporte encore le poids. La présence de l'armée bavaroise amena naturellement la dissolution subite des corps irréguliers et par là exposa le pays au fléau du brigandage et aux frais que nécessitait la poursuite de ce fléau.

La Grèce n'a donc reçu, en effet, que drachmes 6,193,722.66 et c'est pour cette somme affectée aussi en grande partie et avec une assez grande prodigalité aux frais peu productifs du gouvernement de la Régence lors de sa première installation, que le royaume hellénique est aujourd'hui dans l'obligation de payer les intérêts de 67 millions de drachmes.

(Quelle que soit l'origine de cette dette, ou quel qu'en ait été l'emploi, la Grèce n'en doit pas moins remplir ses engagements envers les puissances qui l'ont garantie, à savoir, la France, la Russie et la Grande-Bretagne. Cette dernière puissance a eu quelquefois recours à des menaces et même à la violence pour obtenir le paiement de certaines sommes. Les deux autres puissances, surtout la France, ont montré beaucoup plus de patience et le désir de fournir à la Grèce toutes les facilités nécessaires.

Au commencement de 1856, la dette générale de la Grèce était évaluée à environ 112,500,000 drachmes, savoir : Dette étrangère (1833) garantie par les trois puissances, 66,600,000, dont une partie a été garantie par les puissances elles-mêmes (Voir plus haut article 3 du détail de la dette) ; dette à la Bavière fixée en 1848 à 1,529,335 florins rhénans : dette intérieure, rentes, cautions, emprunts, etc., environ 9,830,000 ; enfin intérêts arriérés et dette flottante. (Cette évaluation de la dette générale de la Grèce, due à M. de Reden, est plutôt au-dessus qu'au-dessous de la vérité.)

EUGÈNE POUJADE.

GUATEMALA¹.

Les revenus ordinaires de Guatemala dépassent 600,000 piastres, tandis que les dépenses courantes s'élèvent à peine à 500,000 p. Plus de 100,000 p. sont appliquées régulièrement chaque année à l'extinction de la dette, dont les intérêts sont payés d'ailleurs avec exactitude depuis plusieurs années.

La république de Guatemala a avec les autres États du Centre-Amérique, une dette intérieure commune, dans laquelle elle entre pour environ.....	Piastres.
La dette flottante s'élevait à l'époque où remontent nos derniers renseignements (1857) à.....	500,000
La dette extérieure anglaise est nominale de 500,000 piastres, mais elle se trouve réduite en raison des titres perdus qui n'ont pas été présentés à la dernière conversion, à.....	700,000
	454,000
Soit donc une dette totale de.....	1,654,000

¹ Monnaie ; piastres de 27 gr. d'argent, au titre de 903 millièmes ; valeur = 5 fr. 41 c.

HAMBOURG¹.

D'après le compte rendu, présenté vers la fin de l'année 1858, par le Sénat, les recettes brutes s'élevaient, en 1857, à 8,913,692 marcs courants, à laquelle somme fournissaient :

	Marscs crts.		Marscs crts.
Les domaines et les droits régaliens.	652,393	contre	647,669 en 1856.
Les impôts indirects.....	5,722,455	—	5,265,818 —
Les impôts directs.....	1,217,161	—	1,142,190 —
Divers.....	1,321,693	—	714,515 —

La somme totale du revenu brut dépassait donc en 1857 de 1,023,500 marcs crts. le chiffre de l'année précédente. La plus forte augmentation (197,800 marcs crts.) était fournie par le timbre, dont le rendement s'élevait à 1,488,827 marcs crts. en 1857, contre 1,291,027 marcs crts. en 1856. Venaient ensuite : accise, 1,375,432, contre 1,264,732; impôt collatéral : 356,253 marcs crts., contre 203,653; impôt de transmutation: 440,959, contre 379,959 marcs crts.; revenu des domaines : 652,393, contre 647,669; poste aux lettres : 193,178, contre 184,978 marcs crts.; impôt sur les annonces des journaux : 136,364, contre 130,064; les droits du port et de la navigation : 119,207, contre 89,000 marcs crts. — La plus forte diminution se trouve sur le chapitre des douanes, tombé de 1,470,000 à 1,375,432 marcs crts., par suite de l'abolition du droit de sortie. Comme particularité caractéristique et tout à fait locale, nous mentionnerons encore l'impôt à payer aux barrières de la ville après huit ou neuf heures du soir; cet impôt (*Thorsperre*) a fourni en 1857 la somme de 389,486 marcs crts., soit 41,800 marcs crts. de plus qu'en 1856.

Quant aux dépenses, elles étaient en 1857 généralement supérieures aux chiffres de 1856, par suite de l'augmentation des appointements, décrétée en 1857. Les chiffres principaux étaient :

	Marscs crts.
Intérêts de la dette publique.....	998,282
Commission du port et de navigation.....	900,279

¹ Monnaie réelle ; *marc courant*, de 9.16 gr. d'argent, au titre de 750; valeur = 1 fr. 53 c. Monnaie de compte : *marc banco*; valeur = 1 fr. 88 c.

Commission des travaux publics.....	893,416
Force armée.....	755,805
Subsides aux établissements charitables,....	687,363
Amortissement de la dette publique.....	362,568
Remboursement des emprunts à primes.....	420,000
Appointements du Sénat.....	277,853
Justice.....	127,864
Milice.....	115,067

Le total des dépenses s'élevait à 7,890,205 marcs crts., ce qui laissait un excédant de recettes de 1,023,500, quoique le chiffre des dépenses dépassât de 592,749 marcs crts., le chiffre correspondant de 1856.

Voici le budget *proposé* et voté pour 1858 :

RECETTES.	Marcs crts.
Biens de l'État, domaines et régies.....	639,450
Impôts indirects.....	4,270,000
Impôts directs.....	1,035,000
Recettes diverses.....	973,650
Recettes spéciales.....	62,000
	<u>6,980,100</u>
RECETTES TRANSITOIRES.	
Impôt foncier.....	1,644,000
Subvention à la caisse contre l'incendie....	196,000
Caisse d'amortissement.....	30,000
	<u>1,870,000</u>
Somme totale.....	8,850,100
DÉPENSES.	
Dépenses ordinaires.....	7,115,410
Dépenses extraordinaires.....	310,000
	<u>7,425,410</u>
DÉPENSES TRANSITOIRES.	
Emprunt de la caisse contre l'incendie.....	1,870,000

<i>Dette au 1^{er} janvier 1858.</i>	Marcs Banco	Sch.
Ancienne dette.....	25,310,465	13
Emprunt de la caisse contre l'incendie.....	29,435,000	"
Emprunt des primes d'État (81,900 obligations à 100 marcs de banque).....	8,190,000	"
Total.....	<u>62,935,465</u>	13

HANOVRE ¹.

Lorsque le royaume de Hanovre, par la guerre de 1814, eut reconquis son indépendance, le gouvernement s'appliqua aussitôt à faire voter par la diète un système rationnel d'impôts; précédemment on avait prononcé, dans la séance mémorable du 17 janvier 1815, la réunion dans un seul compte de toutes les dettes et charges des diverses provinces. L'unité financière ainsi établie, on élaborait le nouveau système budgétaire, qui entra en vigueur le 1^{er} novembre 1817. Les éléments principaux en étaient : l'impôt foncier et des maisons (remplacé dans quelques villes industrielles par le droit de mouture et d'abatage), l'impôt du revenu et personnel, le timbre, le droit d'entrée, l'impôt sur la production du sel, de la bière et de l'eau-de-vie. La recette totale, dont la majeure partie était fournie par les impôts directs, était établie à 2,400,000 th. Quelques années après on dut, sur les mêmes bases d'impôt, demander aux contribuables un million de plus. Le 1^{er} juillet 1822, on remplaça l'impôt du revenu par l'impôt plus productif sur les appointements, sur l'industrie et sur le revenu; le 1^{er} juillet 1826, on modifia également l'assise de l'impôt foncier et des maisons. Néanmoins les recettes, après 1830, restèrent au-dessous des évaluations. Les décrets du 21 octobre 1834 changèrent essentiellement le système d'impôt; depuis lors, la loi du 1^{er} juillet 1848 a en outre écarté les droits de mouture et d'abatage, remplacés par une augmentation de l'impôt foncier et des maisons. D'après des calculs basés sur les éléments du compte budgétaire de l'exercice 1848-49, les impôts directs chargeaient chaque habitant de 34.3 sgr. dont 17.9 sgr. en impôt foncier, 2.3 en impôt de maison, 11 en impôt personnel, 1.7 en impôt industriel, 0.4 en impôt du revenu et 1 sgr. en impôt des appointements. Parmi les impôts indirects, le plus important était le droit d'entrée, établi depuis 1817 et modifié à plusieurs reprises; l'absorption du *Steuer-Verein* par le *Zollverein* depuis le 1^{er} janvier 1854 fait participer le Hanovre aux revenus douaniers de

¹ Monnaie : *thaler*, de 22.27 gr., au titre de 750; valeur = 3 fr. 71 c.

cette association douanière. Sa quote-part dans le premier semestre 1858 était de 1,224,955 sgr. sur une recette totale de 12,016,421 thalers.

Le régime des dépenses a également subi depuis 1815 de nombreuses modifications : Pendant vingt ans, il y avait la caisse générale royale (*Königliche General-Kasse*) ou la caisse des domaines, et la caisse générale des impôts (*General-Steuer-Kasse*) ; la première pourvoyait aux dépenses de la liste civile, des dettes camérales, de la majeure partie de l'administration et contribuait, pour une faible part, aux dépenses de l'armée ; la seconde caisse pourvoyait à l'entretien de l'armée, aux dettes de l'État, aux dépenses de la diète et à une certaine catégorie d'appointements, notamment pour les juridictions supérieures. En 1833-34, les dépenses de la caisse royale s'élevaient à 2,920,000 th., celles de la caisse générale à 3,620,000 th. Depuis le 1^{er} juillet 1839 les deux caisses ont été fusionnées ; mais on a depuis tenté à diverses reprises le rétablissement de l'ancienne séparation. La liste civile prend la première place dans les dépenses du royaume ; elle n'embrasse pourtant pas le revenu entier de la maison royale, qui perçoit encore directement les intérêts de 600,000 l. st en stoks anglais 3 p. 100, provenant d'une créance plus que séculaire sur la Saxe « électorale. » Il y a ensuite les dépenses pour quelques administrations supérieures, qui sont attribuées dans le budget au ministère collectif et s'élevaient en 1854-55 à 270,000 th. Les dépenses s'élevaient dans le même exercice à 59,050 th. pour la diète ; pour le ministère des affaires étrangères à 144,175 th., pour le ministère de la justice à 623,432, pour le ministère du culte et de l'enseignement à 223,580 th., pour le ministère de l'intérieur à 1,362,484, pour le ministère du commerce à 23,486, pour le ministère des finances à 150,633, pour intérêts et amortissement de la dette à 1,405,560 ; enfin pour le ministère de la guerre à 1,991,822, soit au quart presque de toutes les dépenses.

Le compte définitif de la caisse générale pour l'exercice 1856-57 porte : Les recettes de l'exercice 1856-57 étaient évaluées à 9,665,109 th. ; les dépenses à 10,021,795 th. ; les recettes se sont élevées en réalité à 10,488,538, les dépenses à 10,237,632. Comparativement aux évaluations, les accroissements de recettes ont été : domaines, de 190,400 th. ; douanes et impôts indirects, de

323,900 th.; péages, de 62,500 th.; autres recettes directes, de 204,800 th. Par contre, sont restées au-dessous des évaluations : la recette des chemins de fer, de 272,400 th.; la caisse des dîmes, de 11,700 th. Tout compensé, l'exercice 1856-57 laisserait un excédant de 250,906. Le budget de 1857-58 portait les recettes de la caisse générale à 9,934,893 th. et les dépenses à 9,985,831 th., ce qui laisserait un déficit de 53,958. Depuis lors, les deux caisses ont derechef été réunies; les recettes et dépenses de l'année financière commençant le 1^{er} juillet 1858 et finissant le 30 juin 1859, s'établissent comme suit :

1. Recettes.

	Thlrs.	agr.	pfen.
Produit des domaines et des forêts.....	1,957,174	»	9
Produit des impôts et des douanes.....	7,209,766	12	»
— des forêts et des mines du Harz supérieur...	2,381,663	10	»
— des mines du Harz inférieur.....	167,289	3	5
— des mines de charbon de terre.....	277,757	4	8
— des salines.....	46,810	»	»
Excédant des carrières à choux de Lunebourg.....	20,000	»	»
Produit des péages.....	422,600	»	»
— des postes.....	990,500	»	»
— des chemins de fer et des télégraphes.....	4,850,000	»	»
Péages et pontonage de l'administration des chaussées	180,000	»	»
Excédant de la loterie.....	55,000	»	»
Produit des droits casuels des autorités supérieures.	66,000	»	»
Intérêts des capitaux actifs.....	441,992	13	»
Autres recettes immédiates de la caisse générale...	21,855	10	4
Payements d'autres caisses.....	20,178	8	»
Total des recettes.....	19,108,586	13	11

2. Dépenses.

Ministère royal.....	183,611	1	»
Diète.....	65,540	8	7
Ministère des affaires étrangères.....	121,700	»	»
— de la guerre.....	2,588,500	»	»
— de la justice.....	1,075,452	14	4
— des affaires ecclésiast. et de l'instruction.	264,556	1	3
— de l'intérieur.....	5,210,697	10	4
— du commerce.....	24,176	»	»
— des finances.....	5,654,845	11	10
Passif.....	2,707,000	22	7
Pensions.....	446,286	16	8
Dépenses transitoires.....	206,592	14	10
Dépenses extraordinaires.....	654,310	21	6
Total des dépenses.....	19,203,270	2	11
Total des recettes.....	19,108,586	13	11
Déficit.....	94,683	13	»

L'exercice courant se terminera donc également avec un déficit qui viendra accroître le montant de la dette publique. Celle-ci a fait des progrès assez rapides dans ces dernières années. A la fin de l'année 1854, elle n'était encore que de 41,123,370 th., dont 24,979,430 th. dettes des chemins de fer; au 1^{er} janvier 1856, la dette était montée à 43,540,921 th., dont 27,680,238 pour les chemins de fer; depuis, cette dernière dette s'est derechef accrue d'une somme égale à l'accroissement des années 1854-56 et la dette totale au 1^{er} janvier 1858 s'établissait comme suit:

Ancienne caisse générale des impôts.....	13,975,169	21	8
— — royale.....	1,844,742	21	8
Caisse des ponts et chaussées.....	12,847	5	4
Dettes pour chemins de fer.....	30,380,545	8	10
Total.....	46,213,305	9	6
Intérêts de la dette pour 1857/58.....	3,092,121	11	6

HESSE-ÉLECTORALE¹.

Le budget est voté — quand l'Électeur ne juge pas plus commode de se passer du vote législatif — pour une période de trois ans, et clôt régulièrement en déficit. Ainsi, les recettes, pour la période 1852-54, s'élevaient à 12,475,440 et les dépenses à 13,932,790, soit un déficit de 1,457,350 th. Pour la période suivante (1855-57) les recettes étaient évaluées à 14,235,420 contre une dépense de 15,443,490, soit un déficit de 1,208,070 th. Il ne paraît pas que la période financière courante doive faire exception. Voici en effet le budget présumé pour les années 1858-60 :

<i>Recettes.</i>	<i>Thlrs.</i>	<i>Dépenses.</i>	<i>Thlrs..</i>
Impôts directs.....	870,000	Liste civile.....	305,950
Impôts indirects.....	1,103,950	Apanages.....	56,900
Ponts et chaussées.....	47,740	Ministère d'Etat.....	67,170
Domaines.....	361,150	— de la justice....	370,810
Bains et eaux minérales..	55,500	— de l'intérieur...	1,124,130
Forêts.....	879,350	— des finances....	1,680,720
Chasse.....	9,410	— de la guerre....	1,125,730
Pêches.....	2,470	— des affaires étran-	
Mines et salines.....	412,190	gères.....	5,6690
Postes.....	43,500	Pensions et secours....	21,5550
Chemins de fer de l'Etat..	447,600	Dépenses annuelles.....	5,003,650

¹ Monnaie, voir *Hanovre*.

Produit des capitaux.....	555,760	
Autres recettes.....	190,660	Pour les trois années..... 15,010,950
Recettes annuelles.....	4,979,280	
Total pour les trois années.	14,937,840	

C'est donc encore un déficit de 73,110 th., beaucoup plus faible, à la vérité, que dans les périodes précédentes. Ce résultat, relativement favorable, a été obtenu surtout par une réduction de plus de 200,000 th. sur les dépenses.

La dette semble avoir été réduite dans ces dernières années, surtout par le retrait partiel du papier-monnaie. Elle se serait montée le 1^{er} janvier 1858 :

1. Des chemins de fer à.....	8,500,000
2. Dette particulière de l'Etat :	
Portant intérêt.....	1,123,950
Ne portant pas intérêt...	1,675,000
Ensemble.....	11,298,950

D'autres évaluations la portent pourtant à un chiffre beaucoup plus élevé.

HESSE GRAND-DUCALE¹.

Le budget est voté ou arrêté pour une période de trois ans. Pour 1854-56, les recettes ont été établies à 7,650,089 et les dépenses à 7,782,460 fl. par an ; soit en déficit de 397,413 fl. pour toute la période financière. Pour la période financière courante (1857-59), le budget proposé par le gouvernement laissait un déficit de 574,771 fl., que l'élévation d'appointements civils et militaires devait porter à 283,304 fl., et que l'augmentation de l'impôt sur les boissons réduirait de 427,550 fl. La diète proposait de porter l'impôt direct de 9 3/8 à 11 1/8 kreuzers par florin de capital imposable. Le budget fut arrêté à :

	florins.
Recettes annuelles.....	8,565,765
Dépenses.....	8,487,493
Soit un excédant annuel de.....	78,272

ou de 234,816 fl. pour la période financière. Le gouvernement

¹ Monnaie, voir *Bavière*.

fut en outre autorisé à contracter un emprunt d'un million de florins à un taux d'intérêt pas supérieur à 4 1/2 p. 100.

A la fin de 1857, il restait des emprunts contractés pour la construction des chemins de fer, environ.....	12,134,700
Reste des deux millions des billets du crédit foncier....	1,440,000
Ensemble.....	13,574,700

La dette publique proprement dite s'élevait, en 1857, à 4,837,000 florins, non compris l'emprunt pour les chemins de fer.

HESSE-HOMBOURG¹.

Les recettes en 1857 s'élevaient à 367,000 fl. et les dépenses à 404,849 fl.; capitaux actifs, 277,979 fl. Le budget pour l'année 1858 porte les

	flor.	kr.
Recettes à.....	377,848	44
Dépenses.....	432,353	38
Déficit.....	54,504	53 3/4
Capitaux actifs au 1 ^{er} février 1858.....	273,602	36
Dette au 1 ^{er} février 1858.....	1,058,710	28
Savoir : Emprunts....	806,253	24
Cautions.....	252,457	4

HOLLANDE².

Budget pour l'année 1859.

(Loi des 28 et 30 décembre 1858.)

1. Dépenses projetées.

	florins,
Maison du Roi.....	900,000
États généraux.....	231,750
Conseil d'État.....	78,805
Ministère des affaires étrangères.....	483,617
— de la justice.....	2,232,249
— de l'intérieur.....	6,977,579
— des cultes protestant et israélite...	1,747,485
— du culte catholique.....	644,802

¹ Monnaie, voir *Bavière*.

² Monnaie : *florin*, de 10.76 gr., au titre de 898; valeur = 2 fr. 14 c.

Ministère de la marine	7,084,023
Dette nationale.....	37,133,908
Ministère des finances.....	6,516,400
— de la guerre.....	11,356,600
— des colonies.....	139,457
Dépenses imprévues et diverses.....	336,864
Total.....	77,425,241

2. Voies et moyens projetés.

Contributions directes : foncière	10,277,500
— personnelle	6,888,000
— patentes	2,758,400
Accises	17,692,350
Contributions indirectes.....	2,489,000
Droits d'entrée, de sortie et de navigation...	4,336,384
Garantie des ouvrages d'or et d'argent,.....	245,000
Domaines	1,166,776
Postes et télégraphes.....	1,977,500
Recettes et revenus divers	1,744,454
Rente inaliénable à la charge de la Belgique..	400,000
Excédant de l'année 1857.....	5,000,000
Contributions coloniales.....	3,860,000
Rentes à la charge des colonies.....	9,860,000
Total.....	78,575,364

De sorte que le budget se solderait avec un excédant de recettes de 1,150,123 fl. A part les trois derniers chiffres des voies et moyens (ensemble 18.6 millions), les recettes attendues ne dépasseraient que de 2 millions le montant des recettes ordinaires obtenues en 1858 ; l'augmentation a été à peu près la même de 1857 à 1858, comme cela ressort du tableau qui suit des

<i>Voies et moyens ordinaires en</i>	1857	1858
Contributions directes : foncière.....	10,266,770	10,275,039
— personnelle.....	6,718,885	6,847,148
— des patentes.....	2,749,226	2,766,041
— droits sur les mines.....	1,572	2,020
Accises.....	17,698,172	18,142,962
Droits d'entrée, de sortie et de navigation...	4,332,355	4,449,899
Garantie des ouvrages d'or et d'argent.....	272,395	233,875
Contributions indirectes	12,363,244	13,669,172
Postes.....	1,717,479	1,746,252
Loterie d'État.....	412,557	409,769
Totaux.....	56,526,655	58,542,177
Soit augmentation en 1858.....		2,015,522 ⁿ

Voici, d'autre part, un résumé plus sommaire des recettes et des dépenses pendant la période décennale de 1848 à 1857.

I. Recettes.

Années.	Contributions.	Domaines.	Contribut. coloniales.	Totaux ¹ .
1848	53,534,595	1,365,468	7,720,195	66,605,537
1849	54,052,938	1,321,399	20,751,394	78,284,908
1850	55,593,581	1,257,704	17,000,000	75,983,243
1851	56,078,868	1,286,682	16,382,498	78,356,261
1852	55,825,468	1,332,964	14,500,000	73,581,466
1853	57,018,792	1,364,782	14,569,399	74,737,357
1854	58,178,546	1,538,589	20,444,141	90,081,701
1855	59,244,266	1,659,584	24,347,851	98,667,136
1856	55,592,661	1,432,847	30,331,700	106,862,608
1857	56,631,136	1,329,207	41,000,000	115,880,163

Pour justement apprécier les variations qu'on rencontre dans la première colonne, au chapitre des contributions, il faut savoir qu'on a aboli depuis 1847 pour environ 7 millions de florins des contributions qui grevaient surtout les classes laborieuses et nécessaires, le commerce et l'industrie. Ont été abolis depuis le 1^{er} janvier 1856 : les droits sur la mouture, sur l'abatage de la viande de mouton et de porc, et sur le tonnage des navires. Les contributions coloniales sont le produit net de la vente des denrées ou productions des colonies, en défalquant les dépenses coloniales. La hausse des prix de café, sucre, etc., a surtout produit ces résultats prodigieux : leur rendement a presque sextuplé en 10 ans.

II. Dépenses.

Années.	Services publics.	Rente de la dette nationale.	Frais d'amortissement de la dette.	Totaux ² .
1848	38,404,764	35,936,617	322,000	76,324,912
1849	33,449,039	36,022,229	322,000	69,992,129
1850	32,163,726	35,993,528	1,320,924	70,012,194
1851	32,513,827	35,816,874	3,282,476	73,865,283
1852	33,276,503	35,487,852	561,500 ²	69,325,855
1853	34,058,536	34,761,296	295,000 ²	69,114,832
1854	35,577,279	34,097,782	9,509,631	81,926,186
1855	38,809,399	33,696,251	12,391,522	84,897,172
1856	38,171,661	33,010,913	21,456,752	92,639,326
1857	37,541,186	32,339,681	21,434,807	93,178,900

¹ Dans ces totaux sont compris aussi les revenus divers et extraordinaires, qui étaient en 1848 de 3,985,279 ; en 1849, de 2,159,177 ; en 1850, de 2,131,959 ; en 1851, de 4,609,017 ; en 1852, de 1,860,034 ; en 1853, de 1,784,384 ; en 1854, de 9,971,211 ; en 1855, de 13,415,437 ; en 1856, de 19,405,400 ; et en 1857, de 17,919,822 florins.

² En outre, 15,607,987 fl. provenant des surplus, par arrêtés des comptes de service 1850-53, du fonds domanial et de la caisse de garantie de l'emprunt pour le défrichement du lac de Harlem.

³ Dans ces totaux sont comprises les dépenses extraordinaires : en 1848, 1,661,521 ;

A première vue on reconnaitra dans le tableau qui précède que si les dépenses, en dix ans, se sont accrues de 20 millions environ, cet accroissement provient surtout de la très-forte extension donnée en ces dernières années à l'amortissement ; on saurait à peine imaginer un emploi meilleur des excédants de recettes. S'il est vrai que les dettes publiques sont d'invention néerlandaise, du moins la Hollande donne-t-elle aussi, de nos jours, l'exemple trop peu imité d'efforts sérieux tendant à la réduction de cette charge lourde et en général des plus improductives.

Dette nationale : capital et rentes.

	BUDGET DE 1850.		BUDGET DE 1859.	
	Capital nominal.	Rentes.	Capital nominal.	Rentes.
2 1/2 %.....	816,508,000	20,412,700	728,848,800	18,221,220
3 %.....	120,856,861	3,625,706	110,844,931	3,325,348
Obligat. du syndicat d'amort. 3 1/2 %.	22,708,000	794,780	13,769,000	651,665
— 4 %.....	237,640,500	9,505,620	213,853,600	8,554,144
— à la charge des colonies à 4 %.....	14,748,500	589,940	14,027,500	561,100
Billets du Trésor 4 %	9,799,950	391,998	(pour mémoire)	
— 4 1/2 %	8,000,000	"	13,800,000	586,500
Rentes de la moitié de cette somme.....	"	180,000	"	"
Cautionnement d'employés comptables.	"	20,000	"	3,150
Rentes tontin. ord.	"	116,000	"	62,400
— à la charge des domain.	"	23,100	"	7,234
Amortiss. de dettes.	"	1,300,000	"	5,725,312
Emp. p. le défrichem. du lac de Harlem.	8,000,000	385,000	"	"
— p. construct. de routes publiques..	950,000	79,765	"	9,164
Rentes de consignat. volontair. et judic.	"	"	"	13,250
Totaux...	1,239,211,811	37,424,609	1,100,043,831	37,133,987

1849, 198,861 ; 1850, 533,016 ; 1851, 2,252,108 ; 1854, 2,741,494 ; 1857, 1,863,226 fl. De ces sommes on a dépensé dans les années 1848-51 : 3,323,766 fl. en frais de monnayage ou rétablissement de la monnaie et (en 1851) 1,318,750 fl. pour le remboursement de la dette russe. La somme dépensée extraordinairement en 1854 a été employée à l'achat des inscriptions de la dette nationale 2 1/2 % destinées à servir de dépôt de garantie à l'émission de papier-monnaie pour la valeur de dix millions de florins ; en 1857 on rachetait le péage du Sund.

Diminution des dettes depuis 1850 par rachat et amortissement.

	Capital nominal.	Valeur réelle.	Rentes.
Obligations 2 1/2 %	97,246,000 ¹		2,431,158
— 3 %	10,862,700 ¹		325,381
— 3 1/2 %	3,845,000 ¹		134,575
Dette nationale 4 %	20,392,900 ¹		815,716
— coloniale 4 %	628,000 ¹		25,120
Empr. du lac de Harlem 4, 4 1/2, 5 % ..	8,000,000		385,000
— pour construction de voies publiques 'à 4 1/2 %	161,500		52,267
à 3 1/2 %	54,000		1,890
à 5 %	17,000		850
Ensemble	142,207,400	102,686,391	4,172,457
Vendu en obligations nationales (loi 3 juin 1858)		8,850,000	300,000
Épargné par la conversion de dettes différée et active, etc.	462,230		11,558
Divers			91,786
Totaux ...	142,669,630	111,536,390	4,575,801
A déduire : rente d'emprunts pour voies publiques		627	
rentes de consignat. volontaires et judiciaires. 13,250			13,877
Reste en rentes épargnées ...			4,561,924

Outre la valeur de 111,536,391 fl. pour achat et amortissement de dette nationale, on a dépensé 1,318,750 fl. pour l'ancienne dette russe et 1,863,226 fl. pour rachat du péage du Sund, ce qui donne un total de 114,714,367 fl.; cette somme a été obtenue de la manière suivante :

Surplus des voies et moyens, années 1850 à 1858 y compris.	12,050,828
Surplus par arrêté des comptes (ce que ces voies et moyens ont plus rapporté, et ce qui a été moins dépensé que d'après les calculs, lors de l'adoption des budgets 1850 à 58)	78,046,854
Vente de biens domaniaux, années 1851 à 1857 y compris.	13,709,362
Somme déposée en garantie de l'emprunt pour le dessèchement du lac d'Harlem	911,323
Capital épargné par l'émission de papier-monnaie	10,000,000
Total comme ci-dessus	114,718,367

M. M. DE BAUMHAUER.

¹ Ces chiffres ne correspondent pas avec les différences des budgets de la dette nationale en 1850 et 1859, ce qui provient en partie d'achats et rachats de dette nationale et de liquidation de dettes; différence à raison de 18 fl. les 1,000 fl. 2 1/2 %, et à raison de 50 fl. pour les billets de chance ou loterie, qui ne sont pas encore sortis.

LUBECK ¹.

Voici les budgets pour les deux années 1856 et 1858 :

1. Recettes.	1856	1858
	Marscs crts.	Marscs crts.
Domaines.....	300,000	291,500
Autorisations et concessions.....	20,600	28,500
Divers.....	52,200	55,000
Impôts indirects.....	419,300	492,000
Impôts directs.....	196,850	200,000
Recettes extraordinaires.....	102,050	9,000
Totaux.....	1,091,000	1,076,000

Dépenses.	1856	1858
	Marscs crts.	Marscs crts.
Sénat et bourgeoisie.....	115,000	113,300
Affaires étrangères.....	15,400	23,200
Justice et police.....	118,600	126,000
Administration.....	54,850	52,400
Travaux publics.....	137,600	149,100
Eglises et écoles.....	86,940	43,700
Bienfaisance publique.....	16,140	13,000
Force armée.....	142,340	144,000
Pensions, etc.....	29,030	26,300
Dette publique.....	425,300	385,000
Totaux.....	1,091,000	1,076,000

La dette, on le voit, absorbe presque les deux cinquièmes des recettes. L'ancienne dette fondée remonte aux calamités guerrières de 1806, qui coûtèrent à Lübeck plus de 11 millions de francs et l'obligèrent de recourir aux emprunts forcés. La dette qui, en 1820, s'élevait à 9,457,900 m., était encore de 9,374,100 m. en 1830 ; elle se trouvait réduite à 5,081,041 en 1844, et n'était plus que de 4,200,000 à la fin de 1853 ; mais les 8 millions de marcs empruntés en 1849 et 1850 pour chemins de fer et autres constructions remplacèrent, et au delà, la réduction opérée sur l'ancienne dette. Il en résultait, qu'à la fin de 1855, la dette s'élevait à 12,350,000 m. environ et exigeait 400,000 m. d'intérêt annuel ; le tableau qui précède fait voir que la dépense de ce chef s'est sensiblement accrue encore dans ces trois dernières années.

¹ Monnaie, voir *Hesse-Électorale*.

MECKLENBOURG ¹.

I. *Mecklenbourg-Schwérin*. — Impossible de découvrir les traces d'un système financier quelconque. Les charges varient suivant les localités ; les privilèges tout florissants encore des hobereaux empêchent au reste tout établissement ou répartition rationnels d'impôts. On dit que la liste civile à elle seule coûte plus que toute l'administration du pays. Le budget le plus récent que nous connaissions, se rapporte à l'exercice 1853-54. Il évaluait les dépenses à 3,430,028 th. contre une recette de 3,292,748 th., soit un déficit de 137,280 th. Aussi la dette s'est-elle fortement accrue dans ces derniers temps. En 1837, elle n'aurait encore été que de 7,800,000 th., et en 1848 de 9,767,513 th., tandis qu'à la fin de 1851 elle se serait élevée — d'après le baron de Reden — à 11,197,144 th.; il est vrai que l'*Almanach de Gotha* la porte depuis deux ans à 7,703,294 th. seulement. Au public et aux créanciers du duché à décider entre ces deux versions si fortement distantes l'une de l'autre !

II. *Mecklenbourg-Strelitz*. — Digne frère jumeau, quant à l'organisation financière, du grand-duché qui précède. Le plus récent budget qu'on suppose connaître, se rapporte à l'exercice 1847-48. Ce budget porterait les recettes à 964,525 th., dont 749,918 provenant des domaines, forêts, etc., 84,396 th. provenant des impôts directs, et 38,677 provenant des impôts indirects ; les dépenses auraient été de 1,019,649 th., soit un déficit de 55,124 th.; plus d'un quart des dépenses (255,050) est absorbé par la liste civile, 80,668 th. par la force armée, et 70,445 th. par la dette. La dette se serait élevée en 1848 à 1,850,000 th.

¹ Monnaie, voir *Hambourg*.

MEXICO ¹.

Nous nous contenterons au sujet de ce pays, qui est de beaucoup le plus riche de toutes les anciennes possessions espagnoles, de donner des chiffres approximatifs et sans commentaires. La longue révolution qu'il vient de subir les aura sans doute profondément altérés, et d'ailleurs, les documents officiels où nous les avons puisés remontent à la fin de 1855 :

Dépenses présumées pour l'année 1856 :	piastres.
Pour le gouvernement central.	20,000,000
Pour les États.	4,820,000
Total.	24,820,000
Revenus présumés.	15,000,000
Dette intérieure. . .	62,000,000
— extérieure. . .	56,000,000
Total.	118,000,000

NAPLES ².

Le bilan financier de cet État ne se publie pas régulièrement. Le document le plus détaillé que l'on possède sur les finances napolitaines, est l'état discuté de 1830, publié par Serristori dans sa *Statistique italienne*, et les notes historiques qui le suivent et qui ont principalement rapport au bilan de 1835.

Le royaume des Deux-Siciles a deux bilans et deux dettes séparées. Au bilan de Naples s'ajoutent ordinairement les dépenses communes aux deux parties du royaume, auxquelles la Sicile concourt pour un quart. L'*État discuté* (lo Stato discusso) de Naples pour l'année 1830 portait la recette à 26,781,684 d. et la dépense à 27,429,517 d., en y comprenant la quote-part de la Sicile pour la dépense générale (3,098,413 d.). D'après des études plus récentes et les révélations publiées par Scialoja (I Bilanci del regno di Napoli et degli Stati Sardi, 1857), admises même par ses contradicteurs les plus compétents, les recettes se calculaient en

¹ Monnaie, voir *Guatemala*.

² Monnaie, *ducat*, valeur = 4 fr. 33 c.

1836 à 27,391,617 d. (y compris 3,760,930 d. de la Sicile), et les dépenses à 32,949,648 d. Le bilan particulier de l'île de Sicile montait en 1847 à 7,153,645 d., dont 3,347,219 pour les dépenses communes avec Naples. D'après les calculs du statisticien anonyme qui le premier examina avec beaucoup d'intelligence les finances siciliennes dans l'*Annuario economico-politico* de 1852, le budget doit, après 1848, avoir dépassé de beaucoup la somme de 8 millions de ducats. *Serristori* (Stat. ital., 1842) donne un bilan sicilien de 2 1/2 millions onces, ce qui correspond à 7 1/2 mill. de ducats; mais dans cette somme étaient comprises, selon lui, les dépenses communes, de 500,000 onces. Or, la publication du *Stato discusso* confirme la prévision de l'*Annuario economico-politico*, en admettant un bilan de 9,869,000 d. de recettes, et de 9,996,386 d. de dépenses.

La dette publique du royaume de Naples exigeait, en 1815, un intérêt de 840,000 d., en 1822 de 1,220,000, en 1826 de 5,190,000, qui fut le chiffre le plus élevé; depuis lors il descendait, de sorte que, en 1844, la dépense pour la dette publique n'était plus que de 4,152,680 d. En ce moment on parle d'un nouvel emprunt de 8 millions d. Quant à la dette publique sicilienne, elle était en 1847 de 12,376,623 (capital nominal) et en 1849 de 5,164,021 d. seulement; mais elle a été augmentée par la dette révolutionnaire admise pour la somme de 1,421,168, et sous d'autres titres par la somme de 13,415,800 ducats : ce qui la porte à un ensemble de 20,000,989 d.

Scialoja porte la dette publique de la monarchie entière à 520 millions de francs, non compris les dettes flottante et douteuse. Des écrivains français l'évaluent à 121,872,000 d., en y comprenant aussi la dette publique sicilienne qui, nous venons de le dire, a une origine, forme et administration distinctes.

NASSAU ¹.

Le budget se divise en : 1° recettes et dépenses des domaines ; 2° recettes et dépenses du pays. En 1852 encore, les domaines fournissaient 1,802,896 florins sur un budget total de 4,233,781 fl.;

¹ Monnaie, voir *Bavière*.

leur rendement semble diminuer. Pourtant il figure encore en 1856, dans le budget des recettes, avec une somme de 1,582,168 fl., soit à 50,000 fl. près un rendement aussi fort que celui de toutes les autres recettes réunies (1,632,783 fl.). Les dépenses sont supportées de même par les deux caisses et s'élevaient en 1856 à 1,217,712 pour la caisse des domaines, et à 3,257,467 fl. pour la caisse du pays. Il y a en outre le fonds central des études et les recettes et dépenses du pénitencier.

Dans le budget pour 1858, présenté à la Chambre des députés,	florins.
les dépenses ont été évaluées à.....	4,637,042
Les recettes des domaines et des impôts indirects à.....	3,262,401

Le reste des recettes provient des impôts directs, entre autres :

Impôt foncier et des bâtiments.....	200,564	38
— de l'industrie.....	79,745	5
Ensemble.....	280,309	43

Jusqu'en 1837 la caisse du pays n'était chargée d'aucune dette ; par contre, la dette de la caisse domaniale s'élevait en 1815 à 5,642,537 fl. et le 1^{er} janvier 1818 à 7,023,357 fl. ; il y avait dans le nombre des créances qui remontaient à 1731. Le 1^{er} janvier 1836 la dette domaniale était montée à 8,243,910 ; la diète alors en prit 2,400,000 fl. à la charge de la caisse du pays : c'était un dédommagement que réclamait le duc, possesseur des domaines, pour les pertes que lui aurait causées, en 1808, l'abolition du servage. En 1836, la caisse domaniale contractait un nouvel emprunt 3 1/2 p. 100 avec la maison Rothschild, qui versait 6,247,169 fl. contre 7,100,000 fl. souscrits. Au commencement de 1854 on évaluait la dette totale à 12,690,000 fl.

NOUVELLE-GRENADE¹.

Cet État a pris, en 1848, le nom de Confédération-Grenadine. Le budget de 1859 se compose comme suit :

	plastres.
Dépenses, comprenant les intérêts de la dette.....	2,977,760
Revenus.....	1,910,500

¹ Monnaie, voir *Guatemala*.

La dette extérieure provenant en grande partie de l'ancienne dette colombienne, s'élevait à la fin de 1857 à.....	32,454,000
La dette intérieure consolidée, vers la même époque, à...	5,377,000
La dette flottante, à.....	2,388,000
En ajoutant les intérêts échus jusqu'au 31 décembre dernier, la dette envers les Etats-Unis, et quelques autres, s'élevaient ensemble à environ.....	5,000,000
On a au 1 ^{er} janvier 1859 une dette totale de.....	45,219,000

OLDENBOURG ¹.

Le budget est voté pour trois ans. Dans la période financière de 1855 à 1857, les recettes étaient portées à 2,641,000, — à 2,203,600, — et à 2,257,000 th., tandis que les dépenses s'élevaient à 2,667,300, — à 2,257,200, — et à 1,955,000, — soit pour les trois exercices réunis une recette de 7,101,600 contre une dépense de 6,879,500, ou un excédant de 222,100 th. Pour la période financière courante, le budget a été établi comme suit :

1858.	Grand-duché d'Oldenbourg.	Duché d'Oldenbourg.	Principauté de Lübeck.	Principauté de Birkenfeld.	Ensemble.
Recettes...	621,000	1,564,000	187,080	165,900	2,537,900
Dépenses...	621,000	1,571,000	186,840	156,200	2,535,000
1859.					
Recettes...	510,000	1,273,000	163,080	150,000	2,096,080
Dépenses...	510,000	1,280,000	161,520	148,500	2,100,020
1860.					
Recettes...	530,000	1,232,000	165,240	139,000	2,066,240
Dépenses...	530,000	1,242,000	163,320	149,600	2,084,920

Les guerres de l'Empire avaient légué à Oldenbourg une dette de 1.2 millions thalers, qui, en 1848, se trouvait réduite à 89,794 th.; mais dès 1850 elle était remontée à 1,687,135 th.; en 1853, 1855 et 1856, de nouveaux emprunts de 140,000, — de 450,000, — et de 475,000 th. furent contractés, surtout pour le rachat de Knipphausen, qui aurait coûté 1.9 millions thalers; par contre la cession du port de Jahde à la Prusse rapportait 500,000 thalers. A la fin de 1857 la dette du Grand-Duché se montait à 3,784,000 th.

¹ Monnaie, voir *Hesse-Electorale*.

PARIS.

Le budget de la ville de Paris, continuellement et rapidement croissant, dépasse en importance le budget de maints États de second ordre. Aussi croyons-nous devoir en traiter avec tous les développements que comportent la nature et l'étendue de notre publication. A cet effet nous présentons d'abord un résumé du dernier budget définitivement clos, soit du *Compte spécial des recettes et des dépenses de la ville de Paris pendant l'exercice 1857*¹; nous donnons ensuite les renseignements empruntés aux derniers Mémoires présentés à la Commission municipale par le Préfet de la Seine, sur les budgets primitif et supplémentaire de 1858 et sur le projet de budget de 1859.

I. Compte définitif de 1857.**1. Recettes ordinaires.**

Comme les années précédentes, le produit de l'octroi représente pour 1857 le revenu le plus important de la ville de Paris; à elle seule, cette recette a dépassé 47 millions; en 1856, on n'avait pas atteint le chiffre de 45 millions. Dans les 47,391,498 francs qui représentent le chiffre de 1857, les vins et les alcools figurent à eux seuls pour 15,450,035 francs; les autres liquides sont comptés pour 5,348,555 francs; les comestibles (viandes et poissons) pour 9,665,188 francs; les bois à brûler et les charbons de terre pour 7,102,950 francs, enfin les matériaux et bois de construction dépassent 7 millions.

Si nous comparons ces sommes avec celles du compte de l'exercice 1856, nous voyons que l'accroissement de 3,497,410 francs qui se révèle en 1857, porte principalement sur les boissons, tandis que les autres articles ont peu varié. L'abondance des dernières vendanges explique facilement cette augmentation. En faisant quelques pas en arrière, on trouve au contraire que les matériaux et les bois de construction sont en progrès très-sensible;

¹ Ce résumé est la reproduction, peu modifiée, d'une étude publiée en octobre et novembre 1858, dans le *Journal des Débats*.

l'activité de l'industrie du bâtiment donné la clef de cette plus-value qu'un seul chiffre fera ressortir d'une manière bien frappante : en 1853, on avait employé dans Paris 3,246,805 hectolitres de chaux et de plâtre; en 1857, on en a mis en œuvre 3,747,649 hectolitres, plus 8,443,877 quintaux de ciment contenant de la chaux. Parmi les autres produits qui ne figurent au budget que depuis quelques années, il faut aussi mentionner les fers et les fontes employés dans les constructions; il en est entré 18 millions de quintaux pendant l'année 1857 (574,002 francs); de même pour la glace à rafraîchir, qui n'a été taxée qu'à partir du mois de novembre 1855 : elle a produit l'année dernière 394,185 francs pour une quantité de 6,569,750 kilogrammes. Afin d'épuiser ce que nous avons à dire de l'octroi, notons en terminant que la recette de Bercy est des trente-deux barrières de Paris celle qui a versé la plus forte somme dans la caisse de la Ville : son apport a été de 7,044,855 francs; la plus petite recette à l'actif (216,383 francs) est fournie par le bureau de Vaugirard. Nous ne mettons pas en ligne la recette des Messageries (12,732 francs), qui, depuis l'établissement des chemins de fer, a perdu toute son importance.

Outre les taxes perçues aux barrières sur les denrées conduites à destination, la Ville prélève encore un droit *ad valorem* sur tous les objets de consommation vendus sur le carreau des halles. Ce droit, qui a rapporté 3,634,293 francs en 1857, figure au chapitre III du compte municipal. C'est là que nous retrouvons le menu de la vie parisienne; c'est en décomposant ces chiffres que l'on peut connaître combien de millions dépense chaque année la capitale pour ses frais de nourriture. Ainsi les receveurs des marchés ont relevé 17,052,013 francs pour la vente du gibier et de la volaille; 19,551,265 francs pour le beurre; 9,524,114 francs pour les œufs; 9,169,546 francs pour la marée; 2,033,370 francs pour les huîtres; 2,062,942 francs pour les légumes et fruits, etc.

La viande de boucherie n'est pas comprise dans ce chapitre; les droits qu'elle supporte se payent d'après le poids des bestiaux abattus, c'est-à-dire à raison de 2 c. par kilogramme; le compte que nous examinons constate que 53,241,544 kilogrammes de viande ont produit une recette de 1,064,830 francs.

Sous le même chapitre III figurent les droits de place payés par

les détaillants qui occupent des abris sur les marchés de la capitale. Ce produit s'est élevé à 1,496,610 francs; c'est 617,878 francs de plus qu'en 1853. L'ouverture des nouvelles halles au mois d'octobre 1857 explique cette augmentation. Le produit des établissements hydrauliques est aussi en progrès: il figure au compte de 1857 pour 1,659,649 francs; c'est, sur 1856, une plus-value de 123,558 francs. Le nombre des abonnements, qui ne s'élevait en 1852 qu'à 6,702, atteint aujourd'hui 10,450. Les travaux entrepris par la Ville pour augmenter la masse d'eau à distribuer dans Paris favoriseront encore cet accroissement qui trouve aussi un puissant auxiliaire dans les habitudes de propreté qui, chaque jour, se développent davantage chez la population parisienne. Si les maisons nouvelles souscrivent toutes des abonnements avec la Ville pour mettre de l'eau à la disposition de leurs locataires, les fontaines marchandes n'en débitent pas moins une quantité de liquide plus considérable que par le passé; 4,297,834 hectolitres d'eau ont ainsi été vendus en 1857 par les treize fontaines de la capitale, moyennant 390,399 francs, c'est-à-dire à raison de 9 c. l'hectolitre.

Si nous abordons maintenant les recettes qui ne se réfèrent plus à la consommation parisienne, nous trouvons le droit sur le mesurage des pierres et des moellons. Ce droit, qui est de 75 c. par stère, a produit, en 1857: 279,797 francs pour une quantité de 373,029 stères. Ces matériaux ont exigé la délivrance de 3,224 permis de grande voirie, moyennant 162,619 francs; enfin la petite voirie, qui ne s'applique qu'aux objets faisant saillie, a donné plus de 20,000 permissions pour 82,581 francs. Si l'on réunit toutes ces sommes, si l'on fait le compte de ces divers matériaux et de ceux que nous avons relevés tout à l'heure au chapitre des bois, des fers et du plâtre, on aura la mesure de l'activité qui règne aujourd'hui dans l'industrie du bâtiment.

Un décret du 16 août 1855 a réorganisé le service des voitures publiques, et cette réorganisation a créé pour la Ville de nouvelles ressources. Un abonnement a été passé avec la Compagnie des Omnibus, qui verse par an 640,000 francs pour 350 voitures; en outre les voitures de place, à raison de 1 franc par jour, ont donné 1,223,251 francs. Au total, ce service ainsi installé a fait entrer en 1857: 1,928,600 francs dans la caisse municipale; c'est

une augmentation de plus de 300,000 francs sur les prévisions du budget, qui n'avait inscrit cette recette que pour 1,620,000 francs. Avant le décret de 1855, les Omnibus ne payaient que 158,660 francs, et l'ensemble de ce chapitre n'atteignait pas 500,000 francs.... Il faut comprendre sous le même chapitre la somme de 200,000 francs payés par les Compagnies de gaz pour droit de location des conduites placées sous la voie publique. Par le traité du 25 juillet 1855, cette somme de 200,000 francs a été calculée pour toute la durée de la concession qui court du 1^{er} janvier 1856 au 31 décembre 1905.

Le loyer des propriétés communales figure ensuite au compte de l'exercice pour une somme de 399,229 francs ; dans ce chiffre, les revenus du bois de Boulogne (chaises et bateaux) sont compris pour 37,625 francs et les Champs-Élysées pour 27,751 francs. Le surplus du produit est représenté par des locations temporaires consenties par la Ville sur des terrains dont les démolitions l'ont rendue propriétaire. Le budget de 1859 évalue à 491,213 francs le revenu de ce chapitre, et l'augmentation porte sur le bois de Boulogne et sur les nouvelles concessions faites aux Champs-Élysées (pavillon de la Concorde, Panorama, Concert de Paris, etc.).

Un autre accroissement de recette, que nous regrettons d'avoir à constater, se rapporte au chapitre des inhumations. Le nombre des décès, qui n'avait été en 1856 que de 26,973, s'est élevé en 1857 à 29,814 ; la caisse municipale a profité de ce triste bénéfice en inscrivant 206,960 francs à son compte. Il en a été forcément de même pour les concessions de terrains dans les cimetières. Ce revenu a été de 1,018,749 francs ; il était descendu en 1856 à 953,740 francs. En réunissant ces diverses sommes, on peut donc dire que le budget de la mort a produit en 1857 1,225,709 francs.

Nous passons de suite à un chapitre moins triste à détailler ; nous voulons parler de la taxe sur les chiens. Nous en sommes bien fâchés pour l'espèce canine, mais la loi du 2 mai 1855 ne lui est pas favorable dans la ville de Paris. En 1856, première année de l'application de la loi, les rôles portaient 42,412 taxes ; en 1857, ce chiffre est tombé à 34,834 ; c'est donc une diminution de 7,578 chiens dans une année. Cette diminution a porté seulement sur les chiens de chasse et d'agrément : 39,207 avaient

payé leur impôt en 1856, tandis qu'il n'a été reçu que 31,383 déclarations en 1857. Au contraire, les chiens de garde ont augmenté dans une petite proportion ; ils étaient 3,205 ; ils ont recruté 246 camarades, ce qui a porté leur contingent à 3,451 pour 1857. C'était bien là, du reste, le but que la loi voulait atteindre. Quant à son exécution matérielle, elle n'a soulevé que peu de difficultés, car sur 34,834 déclarations, on n'a eu à relever que 474 omissions et seulement 16 déclarations inexactes. Il y a aussi eu 5 récidives de non-déclaration qui ont dû payer le droit quadruple, soit 40 francs par tête d'animal.

Le droit d'entrée à la Bourse est une autre nouveauté du compte municipal qui figure pour la première fois en 1857 dans les recettes de la Ville. Le produit total de l'année dernière s'est élevé à 728,137 francs. C'est 428,137 francs de plus que n'avait prévu le budget. Nous n'avons pas pour l'année entière le détail des abonnements et des entrées aux tourniquets ; ce renseignement n'est donné que pour le premier semestre de l'année 1857 ; savoir, 355,875 francs pour les abonnements et 215,198 francs pour les entrées journalières. Il est à regretter que le compte de la Ville, ordinairement si riche en détails de toute espèce, n'ait pas cru devoir fournir les éléments dont se compose ce total de 728,137, qui représente la recette de l'année entière. Quoi qu'il en soit et malgré cet accroissement, le budget de 1859 n'a prévu qu'un produit de 700,000 francs, dans la crainte que les abonnements ne fassent diminuer par la suite les recettes ordinaires.

Nous avons encore deux mots à dire des sommes payées à la Ville par l'État, par les Compagnies ou par des particuliers, en raison de services effectués pour leur compte par les agents municipaux. C'est ainsi que nous voyons figurer en 1857 le concours des riverains dans les frais de balayage de la voie publique pour 546,973 francs, et celui des Compagnies de gaz à raison des travaux de pavage, pour 250,842 francs. Il en est de même de la somme versée par l'État (1,966,920 francs) pour la part qu'il doit supporter dans les frais de la police municipale depuis la réorganisation de ce service en vertu du décret du 17 décembre 1854 ; ce n'est qu'à partir de 1860 que le contingent de l'État sera réglé dans la proportion de la moitié du montant des dépenses ; jusque-là le concours du gouvernement n'est que de deux

cinquièmes. Une dernière contribution de l'État qu'il ne faut pas omettre est celle qu'il verse pour sa part dans l'entretien ou l'amélioration du pavé de Paris : en 1857, cette part a été de 1,832,288 francs. On sait qu'aux termes du décret du 12 avril 1856, la dépense du pavé de Paris, ainsi que les frais de balayage et d'enlèvement des boues des chaussées empierrées, doivent être réparties chaque année par portions égales entre la Ville et l'État. La dépense de 1857 s'étant élevée à 3,664,575 francs, la moitié de cette somme est bien celle qui figure à la charge du ministère des travaux publics.

Il nous reste à parler de la seconde partie du compte de 1857, de celle qui, financièrement parlant, comprend les *services hors budget*, c'est-à-dire ceux pour lesquels des ressources spéciales ont été créées. Ces services comprennent les trois grandes opérations que la Ville a entreprises depuis 1851 : la rue de Rivoli, les Halles centrales et le boulevard de Sébastopol.

En 1857, une somme de 36,369,992 francs a été versée au crédit de ces opérations, et dans cette somme nous voyons figurer le contingent de l'État pour 9 millions, le solde de l'emprunt de 60 millions pour 5,937,000 francs, la revente des terrains restés en dehors des alignements pour 6,027,815 francs ; enfin les prix des matériaux des immeubles achetés par la Ville et vendus aux démolisseurs, pour 764,290 francs. Nous reviendrons plus loin sur ce budget complémentaire.

2. Dépenses.

Les dépenses de la ville de Paris se sont élevées en 1857 à 114,797,081 francs, contre une recette qui avait dépassé la somme de 134 millions. Nous commencerons notre analyse de ce formidable chiffre par le chapitre de la dette municipale ; les divers emprunts souscrits par la Ville depuis 1848, les acquisitions qu'elle a faites à terme pour l'ouverture des grandes voies qui se terminent en ce moment, les nouvelles entreprises dans lesquelles elle va se trouver engagée pendant dix ans, en vertu de la loi du 28 mai 1858, tout nous engage à présenter à nos lecteurs un exposé de la dette de la ville de Paris. En détaillant les 14,585,500 fr. qui ont été consacrés à ce chapitre en 1857, nous verrons ce qui

a été versé jusqu'à ce jour aux créanciers de la capitale et ce qui leur était encore dû à la clôture du dernier exercice.

Le premier emprunt souscrit par la ville de Paris depuis la révolution de Février a été autorisé par un décret du 28 août 1848. Cet emprunt, de 25 millions, complètement soldé au 1^{er} avril 1859, représentait en capital, intérêts et primes, une somme de 36,054,152 francs à payer par la Ville dans l'espace de dix années. Une somme de 5,009,132 francs a été affectée au service de cette opération dans le courant de 1857, de sorte que sur 25,000 obligations qui composaient ledit emprunt à son origine, il n'en restait plus à amortir que 6,885 au 31 décembre 1857¹.

La loi du 4 août 1851 a autorisé le second emprunt de la ville de Paris, souscrit au capital de 50 millions²; cet emprunt était destiné à l'ouverture de la rue de Rivoli et à la construction des grandes halles. L'amortissement ne commencera réellement qu'en 1859; jusque-là nous ne trouvons inscrite au budget que la somme nécessaire au paiement des intérêts des 50,000 obligations, à l'acquittement des primes attachées aux 60 numéros sortant à chaque tirage semestriel, et enfin au remboursement en principal des obligations primées. Une somme de 2,930,500 francs a été dépensée en 1857 pour le service de cet emprunt, qui ne sera éteint que le 2 janvier 1871.

Le troisième emprunt date de l'année 1855; réalisé par voie de souscription publique pour un capital de 60 millions, il doit servir à payer les dépenses de l'achèvement de la rue de Rivoli, du boulevard de Sébastopol, de l'avenue Victoria et du dégagement des abords de l'Hôtel de Ville. Aux termes du décret du 29 mai 1855, qui a réglé les conditions d'émission de cet emprunt, les 150,000 obligations dont il se compose, payables à 500 francs, ont été créées au taux de 400 francs, avec intérêt à 3 fr. 75 c. p. 100. Le

¹ L'emprunt de 25 millions a été souscrit, le 26 avril 1849, par la maison Béchét et Dethomas, moyennant une prime de 105 fr. 40 c. par chaque obligation. La ville a donc encaissé 27,635,000 fr.

² L'emprunt de 50 millions a été souscrit, le 3 avril 1852, par la même maison, moyennant une prime de 227 fr. 82 c. par chaque obligation, ce qui constitua pour la ville un bénéfice de 11,391,000 fr. et mit en réalité à sa disposition, au lieu des 50 millions votés par la loi, une somme de 61,391,000 fr. Pour le remboursement intégral du capital et le paiement des intérêts et des primes, une somme de 89,176,000 fr. sera versée par la ville aux souscripteurs de cet emprunt dans l'espace de vingt années.

remboursement intégral de cet emprunt, depuis le 1^{er} septembre 1855 jusqu'au 1^{er} septembre 1897, sera donc de 145 millions, y compris les intérêts et les primes. L'amortissement réel n'a commencé toutefois que le 1^{er} mars 1858 : dans le courant de cette année, 1,978 obligations ont été remboursées. Mais en ce qui concerne l'exercice 1857, nous ne trouvons qu'une somme de 2,447,047 francs consacrée à l'emprunt de 60 millions ; cette somme représente l'intérêt et les primes de toute l'opération et le capital des 30 obligations primées qui sont sorties aux deux tirages semestriels.

En additionnant les différents chiffres que nous venons d'énumérer, il est facile de voir qu'une somme de 10 millions 450,000 francs a été affectée en 1857 au service des trois emprunts souscrits par la Ville depuis 1848. Mais les porteurs d'obligations ne sont pas les seuls créanciers de la caisse municipale ; nous trouvons encore plus de 4 millions versés entre les mains d'autres personnes qui ont également contracté avec l'administration : nous voulons parler des propriétaires qui ont vendu à terme leurs immeubles en consentant à ne recevoir que les intérêts de leurs prix de vente avec des remboursements échelonnés pour le capital, et aussi des anciens possesseurs des différents ponts de la ville dont le péage a été aboli à la suite des journées de Février.

En ce qui concerne cette première catégorie de créanciers, nous dirons que depuis 1851 la Ville a acquis pour 12,550,505 francs d'immeubles dont les prix ne sont exigibles qu'à longues échéances ; sur ce prix principal, au 31 décembre 1857, une somme de 5,469,905 francs se trouve déjà amortie, et pour le surplus, 447,387 francs ont été, en 1857, affectés au service des intérêts. Inutile d'ajouter que ces sommes ont été versées à des propriétaires qui ont traité à l'amiable avec l'administration, et que ces immeubles sont en général compris dans les différentes opérations de voirie exécutées par la Ville depuis 1849.

Pour le péage des ponts de la Seine ¹, des traités ont été consentis entre la Ville et les Compagnies concessionnaires que la Révolution avait dépossédées. Des annuités remboursables du

¹ La ville a ainsi racheté huit ponts, sur lesquels il n'existait pas de passage gratuit avant 1848 ; c'étaient les ponts suivants : d'Austerlitz, de la Cité, des Arts, du Carrousel (des Saints-Pères), de l'Archevêché, d'Arcole, des Champs-Élysées et Louis-Philippe.

1^{er} septembre 1850 au 28 juillet 1883, et représentant à l'origine pour les neuf ponts en question une somme totale de 19 millions, seront ainsi versées entre les mains des porteurs de coupons ; en 1857, 500,000 francs ont été affectés au paiement de ces diverses obligations ; au 1^{er} janvier 1858, grâce à l'amortissement, le capital à rembourser ne s'élevait plus qu'à 14,897,130 francs.

Pour compléter le chiffre de 14.6 millions qui compose le bilan de la dette municipale en 1857, il nous reste à parler de deux dernières sommes qui n'intéressent pas les tiers, mais qui se rapportent à des engagements pris par la Ville vis-à-vis de l'État et vis-à-vis de l'administration des hospices. Nous passons rapidement sur la dette de la Ville envers le Trésor (primitivement, 3,360,589 francs) qui n'existe plus : le solde de 430,303 francs a été payé le 1^{er} mars 1858. Nous ne voulons pas non plus entrer dans de longs détails au sujet du capital de 12,330,528 francs dû par la Ville aux hospices. Cette somme représente le prix des maisons appartenant à l'administration hospitalière et vendues en vertu des décrets des 24 et 27 février 1811, le produit devant en être versé dans la caisse municipale pour servir à la construction des marchés et des abattoirs. La Ville était obligée, de son côté, de payer l'intérêt à 5 p. 100 du capital reçu et de remettre en garantie aux hospices, dix des marchés construits. Cette remise eut lieu en effet à mesure de l'achèvement des travaux, et ces dix marchés, parmi lesquels se trouvaient ceux des Innocents, du Temple, de la Vallée et des Jacobins, furent régis pendant plusieurs années par les hospices, de telle sorte que les revenus en furent précomptés jusqu'en 1843 sur le intérêts à servir par la caisse municipale. Comme il n'était pas sans inconvénient que des établissements communaux par leur origine et leur destination fussent exploités en dehors de l'administration parisienne, une ordonnance du 3 septembre 1843 remit entre les mains de la Ville la gestion de ces marchés, et taxa à 12,330,528 francs la créance des hospices, laquelle est immobilisée pour trente ans, de 1844 à 1874, sauf paiement d'intérêts s'élevant à 616,256 francs ; et telle est bien en effet la somme qui figure au compte de 1857, et qui complète le total de la dette municipale.

Si nous nous sommes un peu longuement étendus sur cet article ; c'est que par son chiffre, comme par la variété des

matières qu'il embrasse, il nous a semblé le plus important de tous ceux qui composent le chapitre des dépenses de 1857 ; ajoutons que c'est grâce à la régularité avec laquelle fonctionne ce service obligatoire que le crédit de la ville de Paris est aussi solidement établi et peut rivaliser avec celui de l'État.

Nous passerons plus rapidement sur les autres chapitres dont le plus important est celui de la grande voirie ; à lui seul, pour travaux payés tant sur les fonds ordinaires du budget que sur les fonds spéciaux des emprunts, il a absorbé en 1857 un chiffre qui dépasse 40 millions. Le boulevard de Sébastopol (rive gauche), le boulevard du Nord, le boulevard Saint-Germain et l'avenue de l'Impératrice sont compris dans les fonds du budget pour une somme de 8,445,557 francs ; sur les fonds spéciaux, on a payé les dépenses du boulevard de Sébastopol (rive droite) entre la rue des Lombards et la rue du Ponceau, les constructions des Halles, l'avenue Victoria, les abords du Louvre, des Halles et de l'Hôtel de Ville, moyennant 32,009,821 francs.

Si l'on tient compte de l'importance des sommes déboursées, le chapitre des dépenses payées par la préfecture de police doit être rangé après celui de la grande voirie : 12,758,905 francs ont été absorbés par cette administration. Elle comprend le nettoyage, l'arrosage et l'éclairage de la capitale, la solde des sergents de ville et des pompiers¹, l'inspection des voitures publiques, la salubrité, la petite voirie, les poids et mesures, la surveillance des établissements dangereux, insalubres et incommodes, etc. ; c'est en dire assez pour justifier l'emploi des sommes mises à la disposition du préfet de police.

La subvention payée par la Ville aux hospices et les capitaux versés par elle aux établissements de bienfaisance figurent ensuite au compte de 1857 pour un chiffre d'environ 10 millions. A elle seule la subvention hospitalière s'est élevée à 7,207,137 francs. Aux termes du décret du 19 janvier 1841, la Ville doit aussi payer un cinquième de la dépense totale des enfants trouvés

¹ Depuis sa réorganisation en vertu du décret du 17 septembre 1854, le personnel de la police municipale a été considérablement augmenté ; il comprend aujourd'hui plus de 3,500 agents. Il en est de même pour les sapeurs-pompiers ; deux décrets du 27 avril 1850 et du 31 octobre 1856 ont modifié la constitution de ce bataillon, qui compte à l'heure qu'il est près de 1,000 hommes, placés sous le commandement d'un lieutenant-colonel,

entretenus par l'assistance publique; la dépense de ce service en 1857, déduction faite des recouvrements, ayant été de 1,698,849 francs, il est resté 339,769 francs à la charge de la Ville et des communes rurales. Il en est de même pour les aliénés; les 45/100^{es} des frais sont supportés par la Ville en vertu d'une ordonnance du 15 avril 1846, ce qui a constitué la Ville débitrice d'une somme de 542,550 francs, pour un ensemble de dépenses s'élevant à 1,205,668 francs. Le reste du crédit (100,000 francs) est absorbé par les subventions données à 60 établissements de charité privée, asiles, ouvroirs, crèches, orphelinats, maisons de refuge, etc. Ces subventions, qui varient de 500 francs à 12,000 francs, aident puissamment ces diverses institutions, et la protection de la Ville, qui ne leur vient en aide qu'après avoir contrôlé leur comptabilité, les recommande d'une manière efficace à la bienfaisance parisienne.

Le service de l'instruction primaire comprend ensuite 1,601,632 francs applicables à 284 établissements qui reçoivent une population de 52,142 élèves; dans ces 284 écoles, sont compris 42 salles d'asile, 96 écoles laïques, 75 écoles congréganistes, 31 ouvroirs de jeunes filles, 8 écoles de dessin, etc., etc.

Parmi les grands travaux, nous trouvons l'église Sainte-Clotilde pour 302,000¹; la mairie du 4^e arrondissement, sur la place Saint-Germain-l'Auxerrois, pour 727,000; le bâtiment annexe construit en face de l'Hôtel-de-Ville pour 580,000 francs; la caserne de la rue de la Banque² pour 348,000 francs; celle de la rue Lobau pour 700,000 francs; 200,000 francs de peinture et de travaux d'art exécutés dans les églises de Paris; 603,922 francs pour le service de la garde nationale; 1,200,000 francs pour le grand égout collecteur³; 210,000 francs pour le puits artésien de Passy, etc. Nous ne parlerons pas des dépenses du pavage et de la garde de Paris; nous avons, en détaillant les recettes, indiqué sur quelles bases étaient établis les contingents payés par l'État pour ces divers services.

Le chapitre des fêtes mérite aussi une mention particulière,

¹ Jusqu'à ce jour la dépense totale de Sainte-Clotilde s'élève à près de 5 millions.

² L'ensemble de la dépense est déjà de 1,200,000 fr.

³ On connaît les vicissitudes du puits artésien de Passy: les sommes déjà employées atteignaient à la fin de 1857 le chiffre de 459,798 fr.

quoique pendant l'année 1857 l'Hôtel de Ville n'ait pas renouvelé les magnificences dont tout Paris a été témoin lors de la visite de la reine d'Angleterre, du roi de Sardaigne et du roi de Portugal. En 1855, les fêtes du palais municipal avaient absorbé 2 millions; elles n'ont pas dépassé 711,495 francs en 1857, et dans ce chiffre figurent les deux bals donnés à l'occasion de la réception du grand-duc Constantin (6 mai) et du roi de Bavière (28 mai).

Un dernier article qu'il est également curieux de noter est la somme de 10,000 francs payée à titre de rente viagère à M. Van Hétéren Gevers, ancien page de l'empereur Napoléon I^{er}. Par délibération du 20 mars 1811, le conseil municipal avait voté une pension annuelle et viagère de 10,000 francs en faveur du jeune page qui était venu lui annoncer la naissance du roi de Rome. Cette pension avait cessé d'être servie depuis le deuxième semestre de 1813; mais M. Gevers, se fondant sur le rétablissement de la dynastie napoléonienne et sur la naissance d'un nouveau prince impérial, a réclamé la jouissance de sa pension à compter du 3 avril 1856. Une délibération du 19 juin 1857 a accueilli cette réclamation; la pension a été payée en 1856, en 1857, en 1858, et un crédit de 10,000 francs figure aussi pour cet article au budget de 1859. On n'a pas oublié que la Ville s'était contentée de donner des armes de luxe à M. le commandant Favé, qui était venu, le 16 mars 1856, annoncer au conseil municipal l'heureuse délivrance de l'Impératrice.

Telles sont les principales dépenses payées en 1857 par la caisse municipale, et, nous le répétons, nous n'avons relevé ici que les sommes qui, à un titre quelconque pouvaient intéresser le public. En réunissant ces divers renseignements avec ceux qui figuraient dans notre premier chapitre, nos lecteurs auront un résumé fidèle de la gestion des finances de la ville de Paris pendant le cours de l'exercice 1857.

3. *Dépenses et ressources spéciales.*

Tous les chiffres établis dans les deux chapitres qui précèdent, n'embrassent que les opérations du budget proprement dites, c'est-à-dire les recettes et les dépenses ordinaires. A côté de celles-ci se placent les opérations sur fonds spéciaux embrassant les grands

travaux auxquels des ressources particulières sont, affectées soit par des emprunts, soit par des subventions fixes payées par l'État. Ces deux parties du budget sont tout à fait séparées, et il ne peut être soldé un centime des dépenses de l'une avec les ressources afférentes à l'autre. Ce sont donc deux comptes entièrement distincts qui ont chacun leur encaisse et qui ne peuvent se confondre. Ces opérations particulières, ainsi traitées en dehors des ressources ordinaires, sont : la rue de Rivoli, les Halles centrales et le boulevard de Sébastopol (rive droite). Nous croyons qu'il ne sera pas sans intérêt pour nos lecteurs de connaître le compte général en recette et en dépense de ces trois grandes opérations pendant la période qui s'est écoulée depuis l'année 1851 jusqu'à la clôture de l'exercice 1857.

Nous établirons d'abord que les ressources spéciales afférentes à ces trois opérations se sont élevées jusqu'à ce jour à 187,760,341 francs, et que les dépenses ont atteint le chiffre de 185,887,911 francs.

Ces ressources, nous l'avons dit, proviennent de deux emprunts : l'un de 50 millions, créé par la loi du 4 août 1851, a rapporté 61,391,000 francs, grâce au prix de 1,227 fr. 82 c. moyennant lequel chaque obligation a pu être vendue par la Ville; le second emprunt, de 60 millions, contracté en 1855 (loi du 2 mai 1855), a déjà versé dans la caisse municipale une somme de 59,988,600 francs, par suite d'un autre système d'émission¹. Enfin les subventions accordées par l'État se sont élevées à 38,500,000 francs. Le surplus des recettes, soit 24,896,163 francs, provient des ventes de terrains et des matériaux de démolition qui forment, pour chacune des trois opérations que nous avons énumérées, un compte spécial dont nous donnerons tout à l'heure le détail.

Rue de Rivoli. — Sous le titre de rue de Rivoli, et pour ne pas multiplier les subdivisions, nous comprendrons non-seulement les travaux qui ont été exécutés depuis les Tuileries jusqu'à la fontaine de Birague, mais encore le dégagement de la colonnade

¹ Le reliquat de cet emprunt (5,926,400 fr.) a été versé dans la caisse municipale dans le courant de l'exercice 1857. Il ne reste plus pour compléter l'opération qu'à toucher un solde de 11,400 fr., qui est compris au budget supplémentaire de 1858.

du Louvre et l'élargissement de la place du Palais-Royal, aussi bien que les abords de l'Hôtel de Ville et de la caserne Napoléon. Ce premier point établi, nous dirons que ces opérations ont, à l'heure qu'il est, fait sortir de la caisse municipale une somme de 107,619,693 francs; — ajoutons de suite que cette somme énorme a été payée par la Ville et l'État dans différentes proportions.

Ainsi, de la place du Louvre à l'Hôtel de Ville, la dépense tout entière, y compris la restauration de la tour Saint-Jacques (828,709 francs), a été faite au compte de la Ville seule, moyennant 40,286,950 francs. Dans la portion qui s'étendait de la place du Louvre à la rue de la Bibliothèque avec le dégagement de la colonnade, l'État a pris à sa charge la moitié de la dépense, qui s'est élevée à 17,306,740 francs. Du passage Delorme à la rue de la Bibliothèque, ce sont les deux tiers qui ont été payés par l'État, un tiers seulement restant à la charge de la Ville, pour un chiffre total de 21,796,774 francs. On se rappelle en effet qu'il fallut revenir au mois de décembre 1852 sur les travaux déjà faits et que les arcades, qui devaient s'arrêter à la rue de l'Échelle, furent continuées jusqu'à la rue des Poulies, afin de donner un caractère uniforme et monumental à toutes les maisons qui étaient construites le long des façades du Louvre et en retour sur la place du Palais-Royal.

L'achèvement de la rue de Rivoli, depuis l'Hôtel de Ville jusqu'à la fontaine de Birague (11,207,169 francs) et la formation des abords du palais municipal et de la caserne Napoléon (17,020,060 francs) ont enfin été exécutés par la Ville pour deux tiers et par l'État pour le dernier tiers de la dépense, qui s'est élevée à un total de 28,239,229 francs.

Nous le répétons, l'ensemble de cette vaste opération a coûté 107,619,693 francs, et cette somme a été payée, soit avec les ressources des emprunts de 50 millions et de 60 millions, soit avec les subventions de l'État établies dans les proportions que nous venons d'indiquer, soit enfin avec le prix des ventes de terrains et celui des matériaux, qui, réunis, ont donné pour tout ce parcours une somme de 18,197,623 francs.

Halles centrales. — La comptabilité des halles centrales est moins compliquée; la Ville seule en a fait tous les frais. L'em-

prunt de 50 millions et 1,039,950 fr. provenant de reventes de terrains lui ont servi à solder la dépense générale, qui s'élève en ce moment à 27,439,097 fr., dans lesquels les acquisitions des maisons démolies figurent pour 18,710,132 fr., et les travaux de construction pour 8,730,241 francs. Il faut remarquer toutefois que l'opération n'est pas terminée et que, par une délibération récente (11 juin 1858), le conseil municipal a décidé que deux nouveaux pavillons seraient construits entre les rues Coquillière et du Four-Saint-Honoré. Nous aurons donc à revenir dans un volume ultérieur de cette publication sur la dépense qu'aura entraînée la construction complète des halles, dépense féconde, du reste pour la Ville, puisque les droits payés par les débitants pour l'occupation des nouveaux pavillons atteindront un chiffre considérable.

Boulevard de Sébastopol (rive droite). — Comme l'achèvement de la rue de Rivoli depuis l'Hôtel de Ville jusqu'à la fontaine de Birague, le boulevard de Sébastopol (rive droite) a été ouvert aux frais de la Ville et de l'État, dans la proportion de deux tiers pour la caisse municipale et de un tiers pour le Trésor. La seule portion qui figure au compte de 1857 est la section comprise entre la place du Châtelet et la rue des Lombards; elle a coûté 46,570,480 francs, dont il faut déduire 5,320,734 francs pour la vente des terrains et des matériaux provenant des démolitions.

En ce qui concerne la partie qui s'étend du boulevard Saint-Denis à la rue des Lombards, le compte n'est pas encore établi, des dépenses afférentes à ce périmètre ayant été payées en 1858.

Nous aurons donc, comme pour les halles centrales, à revenir un jour sur le solde de cette vaste opération, la plus coûteuse de celles qui aient jamais été entreprises par la ville de Paris. Toutefois, au sujet de ces dernières opérations encore inachevées, et pour lesquelles les ressources des emprunts spéciaux seront insuffisantes, nous citerons les paroles adressées par le préfet au conseil municipal dans son mémoire du 12 août dernier :

« L'opération du boulevard de Sébastopol (rive droite) et toutes celles qui se rattachent aux emprunts de 50 et de 60 millions ne sont pas terminées, et il est à craindre que la dépense n'en puisse être entièrement couverte par les ressources spéciales. Ce résultat est même certain pour les halles centrales et leurs abords,

dont les projets vont recevoir, conformément à un vote récent du conseil municipal, de notables développements. J'espère toutefois que l'excédant de dépense que pourra laisser l'ensemble des opérations dont il s'agit sera compensé par le paiement anticipé que la Ville a fait en 1858 et années antérieures d'une portion assez considérable d'acquisitions et de travaux compris dans les évaluations qui ont servi de base au traité du 18 mars dernier. »

Nous nous associons de grand cœur aux espérances du préfet de la Seine, et nous souhaitons, ainsi que lui, que l'excédant de dépense dont il parle soit comblé comme il l'indique, sans que la Ville ait besoin de recourir à de nouveaux emprunts.

II. Budgets de 1858 et de 1859.

A la suite des détails dans lesquels nous venons d'entrer au sujet du compte définitif de 1857, il suffira de résumer d'une façon très-sommaire les budgets adoptés pour les deux exercices suivants, dont le règlement, cela va de soi, est encore à attendre.

1. *Budget de 1858.* — Les recettes ordinaires sont évaluées à 69,538,424 fr. 65 c., contre 65,110,958 fr. 30 c. admis en 1857, les recettes extraordinaires à 1,625,000 francs, contre 2,284,934 francs admis pour 1857. Les premières se divisent en 17 chapitres, dont voici les principaux : centimes communaux, 2,092,000 francs, contre 2,048,480 fr. constatés en 1856 ; octroi, 46,669,000 francs, contre 45,528,738 ; contributions, legs et donations pour travaux et services divers, 5,028,891, contre 5,276,265 ; halles et marchés, 4,966,536, contre 4,986,521 ; location d'emplacements sur la voie publique, 2,091,800, contre 2,096,309 ; produits des établissements hydrauliques, 1,580,000, contre 1,536,089 francs. Les dépenses prévues pour 1858 dépasseraient les recettes de 946,227 fr. 50 c. ; elles se montent à 72,109,652, contre 67,395,892 francs admis pour 1857 ; les dépenses ordinaires y entrent pour 58,304,265 et les dépenses extraordinaires pour 13,805,387 fr., contre 54,922,127 et respectivement 12,473,765 francs admis en 1857. Figurent parmi les dépenses ordinaires, subdivisées en 21 chapitres : la dette municipale avec 16,406,703 francs, contre 14,015,721 fr. admis en 1857 ; la préfecture de police, 12,916,139 francs, contre 12,748,925 ; les hospices et établissements de bien-

faisance, 8,144,090, contre 8,104,637; l'octroi, caisse de Poissy, poids publics et autres services de perception, 4,315,809, contre 4,074,460; l'entretien du pavé, etc., 3,878,200, contre 3,877,200; la garde nationale, garde de Paris et services militaires, 2,339,881, contre 2,334,473; les charges de la Ville envers l'État, 1,565,000, contre 1,620,000; promenades et plantations, 1,135,740, contre 968,625; l'instruction primaire, 1,635,911, contre 1,549,732; préfecture, mairie centrale, 1,104,775, contre 960,725 francs, etc. Parmi les dépenses extraordinaires il y a les subventions à l'administration de l'assistance publique avec 1,246,387, contre 1,252,500 fr.; le reste (12,559,000 fr.) se partage entre ces quatre chapitres : travaux d'architecture et beaux-arts; travaux des ponts et chaussées, — travaux hydrauliques, — travaux de grande voirie (service extraordinaire).

2. *Budget de 1859.* — Pour l'année 1859, les recettes ordinaires sont évaluées à 73,440,748 fr. 05 c., soit en augmentation de 3,902,323 fr. 40 c.; les recettes extraordinaires à 4,208,333 fr. 33 c., soit en augmentation de 2,583,333 fr. 33 c.; le total à 77,649,081 fr. 38 c., contre 71,163,424 fr. 65 c. en 1858. Les chapitres déjà mentionnés sont évalués comme suit : centimes additionnels, à 2,187,000 (accroissement sur 1858 : 95,000 fr.); l'octroi, à 48,929,000 (accroissement : 2,260,000); les contributions, legs, etc., à 5,438,897 (accroissement : 410,006); halles et marchés, à 5,560,036 (accroissement : 593,500); location d'emplacements sur la voie publique, à 2,240,058 (accroissement : 148,258); les produits des établissements hydrauliques, à 1,740,000 (accroissement : 160,000), etc. Parmi les recettes extraordinaires, on voit déjà figurer une somme de 2,083,333 fr. 33 c. représentant l'annuité due par l'État en exécution du traité du 3 mai 1858; les produits de vente d'immeubles provenant d'expropriations pour l'amélioration de la voie publique sont évalués à 1 million de francs, etc. Les dépenses prévues pour 1859 atteignent la somme égale aux recettes de 77,649,081 fr. 38 c., soit donc une augmentation de 5,539,429 fr. 23 c. sur les évaluations de 1858. Les dépenses se décomposent comme suit : dépenses ordinaires : 59,066,788 fr. 38 c., extraordinaires : 18,582,293 francs (accroissement : 766,523 fr. 38 c. et 4,776,906 francs). Parmi les premières, les dépenses pour la dette muni-

cipale (16,585,282), la préfecture de police (13,258,853), l'entretien du pavé (4,305,000), l'instruction primaire (1,684,713), les promenades et plantations (1,263,700 fr.), etc., ont augmenté; par contre sont descendues les dépenses pour la mairie centrale (1,047,420), la caisse de Poissy, etc. (4,157,060), la garde nationale (2,316,381), les hospices et établissements de bienfaisance (7,952,940), etc. Mais l'augmentation est plus marquée dans les dépenses extraordinaires; les quatre chapitres mentionnés pour 1858 (*travaux divers*) ont une augmentation de 4,781,300 francs, tandis que les subventions à l'administration de l'assistance publique ont diminué de 4,394 francs.

L'opération financière la plus importante dans laquelle la ville de Paris se soit engagée en 1858, est relative au réseau des grandes voies nouvelles qu'en dix ans elle doit exécuter avec l'aide de l'État. Voici les stipulations principales de la convention intervenue à cet égard, le 3 mai 1858. Les expropriations et évictions nécessaires seront faites par la Ville à ses risques et périls, et elle payera toutes les indemnités réglées. Les prix ou la valeur des matériaux de démolition et des parcelles de terrain qui resteront disponibles en dehors des alignements, seront portés en déduction de ces dépenses. En retour de ces engagements, l'État s'oblige à concourir pour un tiers dans la dépense finale que la ville de Paris aura faite en exécution de ce traité, sans toutefois que la subvention de l'État puisse excéder le maximum de 50 millions de francs. Dans le cas où un ou plusieurs de ces travaux ne seraient pas exécutés, la subvention sera réduite proportionnellement à l'importance des travaux non exécutés. L'état général des dépenses opérées dans le cours de chaque année sera soumis, dans les trois mois qui suivront la clôture de l'exercice, au contrôle d'une commission spéciale composée d'un conseiller d'État, d'un inspecteur général des finances et d'un inspecteur général des ponts et chaussées. Les comptes définitifs des mêmes dépenses seront produits dans l'année qui suivra l'achèvement des travaux, et seront soumis à la même Commission. Les sommes à payer par l'État à la ville de Paris par suite du traité présent et celles qui restent à payer par suite de traités antérieurs seront

acquittées comme suit : en 1859, 2,083,333 francs ; en 1860 : 4 millions ; en 1861 : 6 millions, et le solde en sept annuités égales à partir de 1862.

Pour faciliter le service financier des grands travaux qui incombent à la ville de Paris d'après le traité du 3 mai 1858, un décret impérial du 14 novembre dernier institue une *Caisse des Travaux de Paris* qui fonctionnera sous la garantie de la ville de Paris et sous l'autorité du Préfet de la Seine, et sera chargée d'acquitter : 1^o Toutes les indemnités foncières ou locatives réglées, soit à l'amiable, soit judiciairement, par suite d'expropriations, d'évictions ou de dommages résultant de l'exécution des grands travaux qui sont ou seront entrepris par la Ville, en vertu des décrets de l'Empereur ou d'autorisations ministérielles compétentes ; 2^o les frais dûment taxés et les dépenses de toute nature, régulièrement liquidées, se rapportant aux mêmes travaux. Le Préfet de la Seine fera verser dans la caisse de ce service ; 3^o Le produit de la vente des matériaux provenant des immeubles expropriés ; 4^o le prix des portions d'immeubles restant disponibles et cédés par la Ville ; 5^o les produits divers se rattachant aux opérations pour lesquelles ladite caisse est établie. — La caisse des travaux de Paris aura la faculté d'émettre des valeurs de crédit pour faire face aux besoins du service de trésorerie dont elle est chargée, mais seulement dans la limite qui sera fixée, pour chaque émission, par une délibération du conseil municipal, approuvée par décret de l'Empereur. Les frais de négociation de ces valeurs et les dépenses de toute espèce nécessitées par l'administration de la caisse seront supportés par la Ville. Des crédits spéciaux seront ouverts au budget de la Ville pour en assurer le paiement.

PARME¹.

Le budget du duché de Parme, pour l'exercice 1857, se soldait par un excédant de recettes de 154,114 livres 30 c. Il se décomposait ainsi qu'il suit :

¹ Monnaie, *Lire*, de 5 grammes d'argent, au titre de 900 ; valeur = 1 franc.

	liras.	
Recettes ordinaires.....	8,634,126 26	
— extraordinaires.....	899,166 71	9,533,292 97
Dépenses ordinaires.....	8,398,944 30	
— extraordinaires.....	980,234 37	
Réserve pour les dépenses imprévues..	154,114 30	9,533,292 97

Voici maintenant le budget pour 1858, approuvé par la duchesse régente :

Recettes ordinaires.....		8,702,225 33
Dépenses ordinaires.....	8,450,127 74	
Réserve pour les dépenses imprévues...	134,937 08	8,585,064 82
Excédant.....		117,160 51
Recettes extraordinaires; reste de l'actif des années antérieures.....	690,000	
Recettes diverses.....	314,261 15	1,004,261 15
Ensemble.....		1,121,421 66

Dépenses extraordinaires :

Travaux publics.....	802,162 89	
Acquisitions d'immeubles.....	97,000	
Diverses.....	222,188 77	1,121,451 66
Résultat final, déficit de.....		30 00
Actif : Propriétés de l'État.....		20,000,000
Passif : Consolidés de 1827.....	3,660,000 liras ou fros.	
— Emprunt de 1849.....	3,400,000 " " "	
— Emprunt de 1854.....	1,420,000 " " "	
— Dette de 1836 et de 1843.	3,400,000 " " "	11,880,000

Par décret du 22 février 1858, la dotation de la caisse d'amortissement pour 1858 a été augmentée de 50,000 l. Pendant chacune des trois années 1859, 1860 et 1861, elle sera réduite à 1 million l. Les 50,000 l. ajoutées à la dotation de l'exercice 1858, seront employées à l'acquisition et à l'extinction des inscriptions de la dette publique de Parme de 1827 au cours du jour.

PIÉMONT¹.

Dès avant 1848, les revenus du royaume avaient rapidement progressé, devançant les progrès de la population; les recettes n'avaient été que de 58,298,816 liras en 1818, et avaient suffi à

¹ Monnaie, voir *Parme*.

tous les besoins publics ; ils s'élevaient par contre à 69 millions en 1831, à 72.8 millions en 1835, à 78.4 millions en 1840 et étaient arrivés en 1846 à 84,282,216 L. Néanmoins, les recettes et les dépenses ne s'équilibraient pas toujours ; les budgets se soldaient souvent en déficit. Il fallait pourvoir par les emprunts aux déficits notamment des années 1821, 1822, 1825, 1826, 1829, 1830 à 1835, 1839 et 1840 ; avec six emprunts divers on était arrivé à se créer une charge annuelle d'environ 6 millions l. d'intérêt. Le bilan de 1847, la dernière année du régime absolu, fut arrêté (loi de juillet 1851) avec une recette pour le Piémont (*Terra ferma*) de 95,336,342 l. et une dépense vérifiée de 113,212,150 l. Ça ferait ressortir un déficit de presque 18 millions. Mais il y avait 9,710,549 l. dans la caisse de réserve, 1,111,135 l. en excédants de 1846 et des exercices antérieurs, et 4,381,177 l. en reliquats actifs des fonds de la caisse de réserve spéciale de la Sardaigne.

Avec les réformes de 1848, la gestion financière fut, elle aussi, transformée d'une façon très-sensible. Les charges de la nation, dans les douze années écoulées sous le régime nouveau, se sont accrues rapidement et fortement. Les travaux extraordinaires d'utilité publique, la construction des chemins de fer, les trois campagnes de 1848, 1849 et 1855, absorbèrent à eux seuls, de 1848 à 1858, la somme fort considérable de 475 millions. Il est vrai que les recettes ordinaires s'accroissent également—soit par suite de quelques augmentations d'impôt, soit et surtout par les heureux progrès du développement économique et du bien-être général — dans une forte proportion ; on le verra suffisamment par les quelques articles qui suivent :

	Recettes effectuées		Recettes présumées
	en 1847.	en 1856.	en 1859.
	lires.	lires.	lires.
Douanes	15,668,371	16,914,850	16,500,000
Tabacs	10,230,920	17,219,384	20,000,000
Gabelles	4,673,926	6,519,690	6,170,000
Impôt foncier	11,775,308	16,603,851	17,015,000
— personnel et mobilier....	742,996	3,238,271	3,200,000
Taxe des patentes	"	3,323,363	3,300,000
Impôts du revenu	5,111,141	11,963,033	11,000,000
— de succession	728,699	4,638,946	4,600,000
Timbre	2,275,966	5,723,239	5,650,000
Taxe des biens mainmortables.	"	895,209	860,000
Loterie	3,983,703	8,055,932	8,000,000

Chemins de fer.....	•	11,763,474	12,530,000
Postes.....	2,513,421	3,774,201	3,850,000
Télégraphes.....	•	396,218	600,000

soit pour ces 14 articles un accroissement de 52,322,210 l. ou de 92 p. 100 en dix ans (1847 à 1856) et un nouvel accroissement de 1,248,739 l. ou de 1.5 p. 100 dans les trois exercices suivants : ce qui compense largement les réductions qu'a subies le rendement de quelques articles, du sel notamment, qui, contre 14,486,502 l. en 1846, ne donnait que 10,572,220 l. en 1856 et n'est censé devoir fournir en 1859 qu'un revenu de 10,550,000 l. Mais ni les nouveaux impôts ni les augmentations d'impôts ou l'accroissement naturel de leur rendement n'ont pu faire que le total des recettes marchât à pas égal avec les dépenses si fortement accrues. D'après les bilans arrêtés et confirmés par la législature, voici quels ont été, dans les sept premières années du régime constitutionnel, les

Années.	Actifs.	Passifs.	Différence.	
			Excédant.	Déficit.
1848	157,663,488	178,336,268	•	20,672,780
1849	164,095,271	216,515,255	•	52,424,984
1850	241,624,521	189,174,472	52,450,049	•
1851	181,242,442	162,856,295	18,386,147	•
1852	108,677,465	143,599,235	•	34,921,770
1853	155,556,399	153,631,057	1,925,342	•
1854	156,801,887	192,248,315	•	35,446,428
Ensemble.	1,165,656,473	1,236,360,897	72,761,538	143,465,962

soit pour les sept années réunies un excédant réel des dépenses de 70,704,424 l. Les deux années suivantes ne purent, par suite de la participation du Piémont à la guerre d'Orient, qu'accroître les charges. La paix conclue le 30 mars 1856, a permis du moins de ne pas dépenser en entier la somme de 74 millions à laquelle le ministre avait évalué la dépense extraordinaire de la guerre pour 1856. Le compte définitif du budget de 1856 que M. le chevalier de Lanza vient de présenter au Parlement (janvier 1859), établit comme suit le bilan des dépenses extraordinaires de la guerre d'Orient :

	Minist. de la guerre.	De la marine	Total.
Payements effectués en 1855....	19,790,741	2,416,467	22,207,208
— — 1856....	22,654,659	4,897,180	27,551,839
Ensemble.....	42,445,400	7,313,647	49,759,047

Frais reportés sur l'exercice 1857.	2,500,982	643,415	3,146,397
Mandats expédiés et non satisfaits			
à la fin de 1856.....	2,196		2,196
Total.....	44,948,578	7,959,062	52,907,640

En ajoutant ces 53 millions aux dépenses ordinaires de la guerre et de la marine, on arrive pour les deux exercices réunis de 1855 et 1856, à une dépense totale de 130 millions. Si l'on se rappelle encore, que la dette qui, il y a 20 ans (1838), ne réclamait qu'une dotation annuelle de 7.8 millions livres, en demande aujourd'hui (à part les rentes viagères) plus du quintuple de cette somme, on trouvera assez naturel que, malgré tous les accroissements, les ressources ordinaires ne puissent pas marcher à pas égal avec les dépenses ordinaires et extraordinaires.

Aussi, les ressources extraordinaires — représentées presque exclusivement par les emprunts et les émissions de papier-monnaie — doivent-elles contribuer pour une part fort large aux besoins des services publics; on en verra la proportion dans le tableau qui suit :

Années.	Dépenses présumées.	Recettes provenant des ressources ordinaires,	extraordinaires,
1851	162,116,730	96,078,837	85,164,062
1852	139,625,119	105,444,519	3,232,946
1853	150,927,376	109,219,608	46,347,656
1854	137,668,219	118,447,832	41,768,977
1855	141,374,532	128,995,228	27,773,192
1856	139,433,726	141,694,577	25,154,652
1857	143,726,866	137,322,041	869,868

Le *compte définitif* susmentionné de 1856, porte les dépenses totales assignées dans le cours de cet exercice à 198,210,464 l. dont

	Ordinaires.	Extraordinaires.	Ensemble.
Pour l'exercice 1856...	140,159,164	9,473,447	149,612,611
Pour exercices antérieurs,	41,220,221	7,377,632	48,597,853
Ensemble,.....	181,359,385	16,851,079	198,210,464

sur lesquelles sommes un total de 145,831,353 l. a effectivement été payé dans l'année, de sorte qu'il restait au bout de l'exercice à solder une dépense de 52,379,111 l., dont 19,971,114 l. provenant de l'exercice 1856 et 32,407,997 l. provenant des exercices antérieurs. Par contre, les recettes ordinaires et extraordinaires

de 1856 (y compris 24,748,772 l. provenant des 3^e et 4^e versements sur l'emprunt de 2 millions livres sterl.) se sont définitivement élevées à 184,862,216 l., dont

	Ordinaires.	Extraordinaires.	Ensemble.
Appartenant à l'exercice 1856.	141,860,278	25,148,572	167,008,850
— à des exerc. antér.	6,279,236	11,574,130	17,853,366
Total.....	148,139,514	36,722,702	184,862,216

sur lesquelles sommes les rentrées effectuées ont été de 169,840,986 l., de sorte qu'il restait, au bout de l'exercice, à recouvrir la somme de 15,021,230 l., dont 3,926,002 l. sur les recettes de 1856 et 11,095,228 l. sur les recettes des années antérieures. La situation financière, à la clôture de l'exercice 1856, s'établissait comme suit :

	Actif.	Passif.
Fonds en caisse.....	12,032,785	
Arriérés des recettes.....	15,021,230	
Autres actifs.....	15,783	
Dépenses assignées à liquider : bilan ordinaire.		47,378,925
— guerre d'Orient.		3,146,397
Frais extraordinaires reportés sur 1857.....		4,931,546
Mandats à payer, savoir : des exercices 1856 et antér. et du bilan extr. de la guerre d'Orient.		156,840
Dette de la caisse.....		15,052,458
Totaux.....	27,069,798	70,666,176
Déficit à la clôture de l'exercice 1856.....		43,596,378

Pour les deux exercices suivants, dont le compte définitif n'est pas encore établi, les budgets proposés par le ministre des finances, firent ressortir un déficit de 7,759,545 l. pour 1857 et de 3,765,031 l. pour 1858. Voici la décomposition de ces deux budgets d'après les chapitres principaux de recettes et dépenses :

RECETTES.	1857.	1858.
Direct. génér. des douanes et autres contrib. indir.	52,489,690	54,720,690
Direction générale des contributions directes, enregistrement et domaines.....	62,664,861	65,611,763
Direction générale du Trésor (produits divers)...	2,420,008	4,353,607
Administration pour la fabrication des monnaies, poinçonnage des objets d'or et d'argent.....	225,900	225,900
Direction générale des chemins de fer.....	13,205,000	14,490,000
Direction générale des postes.....	3,700,000	4,000,000
Produits des consulats, des télégr., des manufactur., des prisons et de l'école vétérinaire.....	1,261,862	1,580,561
Total des recettes....	135,967,321	144,982,521

DÉPENSES.

Ministères :		
Finances. Dotations.....	4,747,692	4,860,221
Dette publique.....	40,289,920	40,289,891
Dette viagère.....	9,794,581	9,647,211
Frais d'administr. de percept. et divers.	21,467,450	24,218,216
Grâce, justice et culte.....	4,328,351	5,276,248
Extérieur.....	1,303,105	1,359,318
Instruction publique.....	2,031,989	2,185,079
Intérieur.....	7,462,511	7,787,098
Travaux publics.....	14,705,206	14,831,557
Guerre.....	33,291,769	33,618,942
Marine.....	4,304,293	4,673,764
Total des dépenses.....	143,726,867	148,747,552

Il importe de constater que le Parlement fit subir maints changements aux propositions budgétaires du gouvernement; pour l'exercice 1858, ces changements n'atteignirent pas les recettes, mais ils firent monter les dépenses ordinaires à 143,451,767 et les dépenses extraordinaires à 16,185,548, soit l'ensemble des dépenses à 159,637,315 l. C'est la dépense la plus forte qui ait encore été présumée en une année, et sur laquelle le budget de 1859 opère une réduction de plus de 2 millions l.

En effet, le budget présenté aux Chambres le 22 février 1858 pour l'exercice 1859, se résume comme suit :

Dépenses ordinaires. 145,110,132	Recettes ordinaires. 145,210,738
Dépenses extraord. . 12,464,120	Recettes extraord. . 200,026
Total... 157,574,252	Total... 145,410,764
Ainsi sur le budget ordinaire un actif de..... 100,606	
—	extraordinaire un passif de. 12,264,094
ce qui donne un déficit total de..... 12,163,488	

En comparant ces chiffres avec ceux du budget voté pour l'année 1858, on obtient les résultats suivants :

		Recettes.	Dépenses.	+ Excédant ou — déficit.
Recet. et dépens. ordin.	1859	145,210,738	145,110,132	+ 100,606
— — —	1858	143,959,854	143,451,767	+ 508,087
— — extraord.	1859	200,026	12,464,120	—12,264,094
— — —	1858	1,022,666	16,185,548	—15,162,882
— ordin. et extra.	1859	145,410,764	157,574,252	—12,163,488
— — —	1858	144,982,521	159,637,314	—14,654,793.

Nous avons déjà signalé plus haut la provenance des principaux revenus en les comparant avec les chiffres respectifs de quelques

années antérieures; quant aux dépenses de 1859, elles sont réparties, entre les différents ministères, de la façon suivante :

	DÉPENSES TOTALES.		Différence pour 1859	
	Proposées pour 1859.	Approuvées en 1858.	+ en plus	- en moins.
Finances : Dotations.	4,860,221	4,860,221		
Dettes publiques.	40,702,060	40,478,298	+	223,762
Intérêts des bons du Trésor.	1,000,000	1,000,000		
Actions du chem. de fer de Suse.	387,600	450,000	—	62,400
Dettes viagères.	9,780,675	9,647,211	+	133,464
Dépenses diverses.	23,443,962	22,768,216	+	675,746
Grâce et justice.	5,275,798	5,276,248	—	450
Affaires étrangères.	1,394,305	1,359,318	+	34,987
Instruction publique.	2,208,687	2,185,079	+	23,608
Intérieur.	7,614,181	8,885,460	—	1,271,280
Travaux publics.	17,252,574	18,394,557	—	1,141,982
Guerre.	35,155,020	36,858,942	—	1,703,922
Marine.	8,499,169	7,473,764	+	1,025,405
Ensemble.	157,574,252	159,637,314	—	2,063,062

Le ministère de l'intérieur est le seul dont le budget soit pour 1859 au-dessous de celui qui avait été adopté pour 1858. Au contraire, dans les autres ministères, si l'on constate en quelques parties des diminutions pour les dépenses ordinaires, les augmentations l'emportent cependant, et le chiffre total desdites augmentations pour tous les départements, excepté celui de l'intérieur, est de 1,821,254 l. 54 c. Mais il convient de remarquer que quelques-unes se rapportent à des dépenses d'ordre ou productives qui trouvent une compensation égale ou plus grande dans le budget actif.

En face des déficits réitérés, des campagnes livrées en Italie et en Crimée, des grandes entreprises de chemin de fer, etc., on ne saurait s'étonner si le Piémont, en ces douze dernières années, a dû avoir souvent recours au crédit. Il a largement usé, peut-être même quelque peu abusé, de cette ressource. Ce qui en aggrave la charge pour le pays, c'est qu'il n'a pas encore pris l'habitude des dettes.

Au commencement de ce siècle, le Piémont, à ce qu'on assure, n'avait presque pas de dette; la république de Gènes aurait même possédé un fort actif qu'on évaluait à 150-200 millions l. Les emprunts faits jusqu'en 1848 ne semblent pas avoir dépassé,

en défalquant les rachats et les amortissements, la somme de 100 millions l. en capital. Mais la guerre contre l'Autriche en 1848-49 imposait au pays des sacrifices extraordinaires : les frais de la guerre se seraient montés à plus de 127 millions l., en outre de 78,6 millions des contributions de guerre, que le Piémont vaincu dut payer à l'Autriche. On avait encore, jusqu'à la fin de 1852, dépensé environ 100 millions l. en constructions de chemins de fer ; la guerre de Crimée, dont nous avons établi plus haut le compte des frais extraordinaires, y ajoutait un chiffre assez considérable. Aussi dut-on, dès l'année 1848, contracter un emprunt dit *volontaire* de 10 millions l. et un emprunt analogue de 50 millions l. en août 1849 ; vers la fin de la même année on contractait avec la maison Rothschild un emprunt 5 p. 100 de 80 millions ; dans les années 1849-50 on plaçait, en outre, dans le pays même pour environ 50 millions de rentes ; en 1851, on demandait au pays 32 millions l. et l'on contractait à Londres un emprunt 5 p. 100 de 3.6 millions livres sterling pour construction de chemins de fer ; deux ans après (loi du 13 février 1853), on demandait et on obtint pour la même destination un emprunt 3 p. 100 de 67 millions l. ; en 1855 et 1856, on contractait deux emprunts de guerre de 2 millions livres sterling et de 30 millions l. ; en mai 1858, le Parlement votait un emprunt de 40 millions l. pour travaux d'utilité publique et de défense nationale ; au moment où nous écrivons ceci, le Parlement vient de voter un nouvel emprunt de 50 millions l. pour les préparatifs d'une guerre contre l'Autriche...

Les augmentations de la dette dans ces dernières années ressortiront suffisamment du tableau suivant, qui résume l'état de la dette au 1^{er} janvier des années 1854 et 1858 :

		1 ^{er} JANVIER 1854.		1 ^{er} JANVIER 1858.	
		Capital de la dette inscrite.	Rente annuelle.	Capital de la dette inscrite.	Rente annuelle.
Perpétuelles :					
4 %	24 décembre 1819.	48,314,674	2,415,733	48,320,646	2,416,032
—	13 février 1841 ..	418,131	20,906	494,931	24,747
Rachetables :					
5 %	24 décembre 1819.	22,605,355	2,388,975	21,659,244	2,389,439
—	30 mai 1831.....	18,000,909	1,250,000	17,500,849	1,250,000
—	21 août 1838.....	8,977,737	544,860	8,094,394	544,861
—	11 janvier 1844 ..	2,826,000	200,000	2,222,000	200,000
—	7 septemb. 1848.	50,743,434	2,537,174	50,733,937	2,536,697

5 %	12-16 juin 1849..	229,511,256	11,584,582	275,713,858	13,894,498
—	26 juin 1851.....	90,000,000	4,500,000	90,000,000	4,500,000
3 %	13 février 1853...	46,816,666	2,000,000	64,609,334	2,011,870
—	du Trésor anglais..	"	"	49,100,027	1,500,000
Obligations de l'État :					
4 %	{ 27 mai 1834..	17,543,000	1,080,000	14,324,000	1,080,000
avec	{ 26 mars 1849..	19,087,000	796,000	17,814,000	796,080
prime.	{ 9 juillet 1850..	17,482,000	720,000	16,427,000	720,000
Ensemble.....		571,826,164	30,038,291	677,020,228	22,844,418

soit en quatre ans un accroissement de 106 millions sur le capital de la dette et de 3,826,427 l. sur la charge annuelle des intérêts. Avec les emprunts de 1858 et 1859 qui ne figurent pas encore dans le tableau qui précède, la dette piémontaise atteint aujourd'hui presque le quintuple du revenu ordinaire du pays et la charge annuelle qu'elle impose aux contribuables, atteint la moitié de la somme qui, il y a dix ans, suffisait à tous les besoins publics du royaume.

PORTUGAL¹.

A la tête de l'administration financière est le ministère des finances, dont le secrétariat général se compose d'un *official-majord*, de 7 conseillers de ministère, de quatre rédacteurs (*amanuenses*) de 1^{re} classe, 8 rédacteurs de 2^e classe et 7 employés subalternes. Ressortent notamment au ministère des finances : la trésorerie, avec 5 directeurs généraux, pour les impôts directs, les impôts indirects, le Trésor, la comptabilité, et les domaines ; 152 employés de 1^{re}, 2^e, et 3^e classes, et 19 subalternes constituent le personnel de service ; — le tribunal des comptes, composé de 1 président, 6 conseillers, 71 employés et 7 subalternes ; — la procure générale des finances ; — la direction générale des douanes à Lisbonne, avec 460 employés ; — la direction des impôts communaux à Lisbonne avec 360 employés ; — la direction des impôts et des douanes à Oporto.

Les impôts directs et indirects sont très-nombreux et divers. Nous citerons parmi les premiers : l'impôt foncier, l'impôt de 4 p. 100 sur la rente des maisons, l'impôt des domestiques et des

¹ Monnaie de compte : *mille reis* ; valeur = 6 fr. 12.

chevaux, l'impôt et le décime industriels, l'impôt de commerce, l'impôt d'aliénation immobilière, l'impôt des mines, du papier timbré, le droit de 2 p. 100 des sommes payées par les assureurs, le droit de 5 p. 100 prélevé sur les gains de loterie, etc. Les impôts indirects embrassent les revenus du bureau central des douanes à Lisbonne, l'administration de l'impôt communal à Lisbonne et à Porto, les bureaux douaniers dans les ports et les communes frontières, l'impôt de la pêche, le débit du tabac et du savon, l'impôt de l'eau et de la viande, l'impôt du vin, les contributions à certains travaux d'utilité publique, etc. Les revenus des domaines comprennent la vente du bois des forêts de l'État, les loyers des bacs, les rentes et les revenus des biens des couvents, la poste aux lettres, la vente des bois tinctoriaux, l'imprimerie nationale de l'Université de Coïmbre, la fabrique de verre de Marinha-Grande, la fabrication de la poudre à canon, les revenus de l'hôpital de la marine, etc.

Le déficit semble depuis longtemps être la règle en Portugal ; du moins était-il fort rare de voir le budget clore seulement en équilibre. Ainsi se montaient en

	réis.		réis.
1843-44 les recettes à	9,843,000,000	contre une dépense de	11,158,000,000
1851-52 —	10,362,271,000	—	12,606,215,000
1852-53 —	10,793,407,000	—	13,507,484,000

Depuis la chute du ministère Thomar, amenée en 1851 par la révolution militaire dont le maréchal Saldanha fut le chef, et qui a rendu au Portugal la paix intérieure, le gouvernement montrait beaucoup de bonne volonté, s'appliquant à ramener un peu d'ordre dans l'administration financière ; il ne paraît pourtant pas que les moyens étaient bien choisis ou efficacement employés. Toujours est-il que le dernier budget se solde encore en déficit. Voici en effet le

Budget pour 1858-1859.

1. Recettes.

	réis.
Impôts directs.....	3,086,829,033
— indirects.....	6,260,888,597
Impôts pour l'amortissement des billets de la banque de Lisbonne.....	837,128,213

Domaines nationaux et recettes diverses.....	786,476,913
Recettes avec applic. spéc. (décr. du 30 août 1852).....	517,741,534
Réduction dans les dépenses.....	648,938,240
Autres recettes.....	68,744,000
Total des recettes.....	12,206,746,530

2. Dépenses.

Comité du crédit public, pour la dette intérieure.....	1,653,530,505
— — — extérieure.....	1,648,656,906
Ministère des finances.....	2,752,827,347
— de l'intérieur.....	1,231,592,091
— de la justice et des affaires ecclés.....	453,406,662
— de la guerre.....	2,976,514,812
— de la marine.....	840,772,163
— des affaires étrangères.....	147,148,840
— des travaux publics.....	972,903,404
Amortissement des billets de la banque de Lisbonne....	187,485,800
Dépenses extraordinaires.....	82,223,372
Total des dépenses.....	12,947,061,902
Ce qui laisse un déficit de...	740,315,372

Il est vrai, que le budget des ressources et des dépenses extraordinaires ne s'élève en dépenses qu'à 1,914,762 m. r. contre une recette de 2,136,574 m. r., soit donc un excédant de recette de 221,812 m. r. Par contre, le *budget des possessions d'outre-mer*, dont voici les chiffres, ajoute encore un déficit de 182,513,000 m. r. au déficit que laisse le budget de la mère patrie :

	Recettes.	Dépenses.
Iles du Cap-Vert.....	98,971,000	127,736,720
Iles de Saint-Thomas et du Prince...	29,507,250	36,229,169
Angola.....	227,058,400	298,000,594
Mozambique.....	88,929,000	139,140,885
Indes.....	273,939,520	289,714,771
Timor.....	5,390,400	15,776,040
Macao.....	68,786,250	48,496,975
Total.....	792,581,820	975,095,154

Il faut ajouter que les recettes effectives restent dans la plupart des années au-dessous des évaluations ; il en a été particulièrement ainsi dans l'année 1858, où, par suite des effets de la crise commerciale, les recettes douanières ont été de beaucoup inférieures au chiffre de 1857. Il y a pourtant peu d'États en Europe qui auraient autant besoin que le Portugal de voir leurs budgets se solder avec un bilan favorable. C'est de cette façon seul, que le gouvernement portugais pourrait, avec le temps,

arriver à régulariser sa position envers ses nombreux créanciers et à rétablir ainsi son crédit fortement et justement ébranlé. On a bien fait depuis quelques dizaines d'années itérativement des efforts sérieux pour régulariser la dette publique et pour en diminuer le lourd fardeau; les troubles intérieurs, les intrigues personnelles et de partis, empêchaient l'exécution des mesures prises dans ce but ou les rendaient inefficaces. Ainsi les biens du clergé, confisqués au profit de l'État par suite des décrets des 13 août 1832 et 26 mai 1834, étaient destinés d'abord à servir d'hypothèque aux créanciers de l'État et les sommes provenant de la vente partielle de ces biens devaient être employées exclusivement à l'amortissement de la dette nationale; mais les lois des 13 août 1833 et 15 avril 1835 en disposaient pour le dédommagement des patriotes ayant le plus souffert dans les derniers troubles. Ainsi encore la loi du 13 avril 1848 avait créé un nouvel impôt, dont le produit devait servir à l'extinction de la dette contractée par l'État envers la Banque; mais l'impôt est absorbé par d'autres besoins, jugés « plus urgents. » Le gouvernement se voit souvent forcé à suspendre pendant quelques années non-seulement l'amortissement, mais encore le paiement des intérêts échus, qu'il capitalise, quand les arriérés se sont trop accrus. Une telle gestion n'est pas de nature, on le conçoit aisément, à relever le crédit du Portugal, et à diminuer ses embarras financiers. Il y a néanmoins lieu à espérer que la tranquillité intérieure dont le pays commence à jouir et les bonnes intentions des hommes aujourd'hui au pouvoir, amèneront à cet égard aussi un changement favorable. Voici, au reste, l'état de la dette portugaise du 30 juin 1857 :

Dette intérieure en réis.	Au 30 juin 1856.	Émis de 1854 à 1857.	Amortis. ou convertis.	Dette au 30 juin 1857.
3 %.....	7,400,000	1,000,000	3,100,000	5,300,000
4 %.....	288,180,552	23,500,000	148,628,886	163,041,666
5 %.....	443,877,556	2,000,000	243,386,662	202,490,894
6 %.....	13,550,000	—	6,600,000	6,957,000
3 et 5 %..	37,427,000	1,060,000	20,540,000	17,957,000
Nouveaux fonds de				
3 %....	48,163,250,000	977,850,000		49,143,100,000
Total de la dette intérieure...				49,538,846,560
Dette extérieure.....				50,827,472,727
Total général.....				100,366,319,287

PRINCIPAUTÉS - UNIES ¹.

(VALACHIE ET MOLDAVIE.)

On a beaucoup écrit sur les Principautés, même au point de vue financier et économique; mais on s'est, en général, rarement appuyé sur des données officielles, ou bien ces données ont servi d'armes pour attaquer ou défendre des administrations rivales. Nos préférences pour certains personnages et certains gouvernements dans les deux Principautés ne sont nullement un secret et nous en avons consigné l'expression dans des travaux que le public a accueillis avec bienveillance. Dans un recueil néanmoins comme celui où nous écrivons aujourd'hui, nous voulons avant tout éviter jusqu'à l'apparence du parti pris et de la polémique; nous allons mettre sous les yeux du lecteur une série de budgets et de tableaux qui seront beaucoup plus instructifs que ne le seraient les récriminations. La lecture de ces documents authentiques et officiels lui donnera une idée des sources de revenus et des charges de l'administration dans les Principautés.

A. VALACHIE.

État de la vestiaire (ministère des finances) au 1^{er} janvier 1848.

<i>Actif.</i>		piastres.
Fonds en caisse au 1 ^{er} janvier 1848.....		983,463
Diverses autres créances, après avoir défalqué la somme de 57,546 p., dont le recouvrement a été reconnu impossible.....		145,092
Ensemble.....		1,128,555
Solde du passif au déficit.		1,115,780
Total.		2,244,335
<i>Passif.</i>		
Dû au comité de la quarantaine sur la somme allouée à ce service.....		184,712
Divers paiements à effectuer.....		109,623
Dû à la caisse centrale pour emprunt d'un capital au chiffre de.....		2,000,000
Total.....		2,244,335

Ce déficit de 1,115,780 piastres provient de ce que les fermiers des salines n'étaient obligés par leur contrat de payer pour chacune des deux premières années que 2,472,500 p., au lieu de

¹ La *piastre*, monnaie de convention, vaut 37 centimes.

3,490,833 p. qui avaient été passées dans le budget. L'année 1848 empirait de beaucoup la situation du Trésor : il y eut une dépense de 22,578,775 p. contre une recette de 17,084,594 p., soit un déficit de 5,494,180 p. Le budget de l'exercice suivant n'eut à enregistrer qu'une dépense de 18,493,060 p. contre une recette de 17,688,648 p., soit un déficit seulement de 804,412 p. Mais à ce déficit du budget ordinaire s'ajoutèrent diverses dépenses extraordinaires, telles que : 1,262,911 p. à la Porte pour la nouvelle nomination de l'hospodar ; 986,904 p. pour les troupes ottomanes ; 787,200 p. de subventions accordées à M. le Vornik Cantacuzène, l'ex-caïmacan ; 203,665 p. en intérêts des emprunts, soit 3,240,980 p. S'y ajoutait encore la somme de 5,083,590 p. dépensée pour l'entretien des troupes russes. Il en résultait que le déficit en deux ans, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} janvier 1850, avait monté de 1,115,780 p. à 15,738,945 p. La situation devint un peu meilleure dans les années comprises entre les mouvements révolutionnaires de 1848-49 et la guerre d'Orient, qui amenait de nouvelles occupations par des troupes étrangères, et de nouvelles charges extraordinaires. Cette amélioration passagère ressort suffisamment du résumé qui suit des budgets des exercices 1851 et 1852 :

Recettes.

	1851.	1852.
Contribut. dir. personnelle des chefs de famille..	9,383,850	9,150,720
— des bohémiens, maziles et patentés.....	1,457,671	1,453,150
Salines.....	3,608,623	3,552,775
Douanes.....	3,570,420	3,570,420
Domaines de l'État.....	763,871	763,871
Taxes diverses.....	568,615	522,844
Recettes des passe-ports.....	160,381	100,670
Rentrées extraordinaires.....	394,760	
Contribut. personnelles des bohémiens affranchis.		407,354
Excédant de la taxe sur le sel.....		630,000
Divers.....	603,034	615,910
Totaux.....	20,511,225	20,767,714

Dépenses.

	1851.	1852.
Tribut à la Porte ottomane.....	1,246,930	1,250,000
Liste civile.....	1,600,000	1,600,000
Appointements.....	6,696,878	7,192,855
Milice.....	4,676,100	4,141,401
Indemnités et pensions.....	1,500,000	1,500,000

Postes.	1,143,880	1,275,355
Quarantaines.	600,000	600,000
Entretien des ponts, routes, pavés et rues. ...	340,200	340,000
Prisons.	234,100	300,000
Diverses dépenses ordinaires.....	"	"
Dépenses extraordinaires.....	1,916,010	600,000
Totaux.....	20,826,864	20,270,734

Ce qui aurait constitué pour 1851 un déficit de 315,638 p. et pour 1852 un excédant de 496,479 p.

Nous passons sur les années 1853 à 1856, où les perturbations de la guerre d'Orient semblent avoir affecté les finances de la Valachie de la façon la plus défavorable. Nous nous bornerons à dire que le budget de 1856 clôturait derechef avec un déficit de 2,871,202 p. En arrivant à l'année 1857, nous trouvons un fort intéressant document officiel, *un Tableau statistique de la population en Valachie et des diverses branches des services ressortissant au ministère des finances*, auquel nous empruntons les renseignements qui suivent : dans les 17 districts dont se compose la Valachie, et qui embrassent 100 arrondissements, 41 villes et bourgs et 3,307 villages, on comptait 4,481 propriétés foncières, dont 2,406 appartenant à diverses personnes, 1,205 aux couvents et 870 indivis aux paysans. Le nombre des paysans ayant part dans ces propriétés était de 87,562. Le nombre des commerçants patentés s'élevait à 11,518, dont 54 patentés de première classe, 396 de seconde classe et 11,068 de troisième classe ; le nombre des patentés industriels était de 111 dans la première et de 13,521 dans la seconde classe. Le nombre des contribuables s'élevait à 343,277. Les revenus de l'État étaient de 25,103,216 p. d'après le budget de 1857, dont voici les chapitres principaux :

<i>Recettes.</i>		<i>Dépenses.</i>	
Contributions directes..	11,735,265	Tribut à la Porte.....	1,186,500
Douanes.	4,200,000	Liste civile.	1,600,000
Salines.	5,817,624	Appointements civils..	7,286,050
Exportation du bétail...	1,295,000	Milice.	5,269,533
Domaines.	820,000	Postes.....	1,890,028
Divers.....	1,235,327	Divers.....	2,300,000
Total.....	25,103,216	Total.....	19,532,111

ce qui aurait laissé un excédant de 5,571,105 p.; mais le solde du déficit de 1855, le fort déficit déjà nommé de 1856, et les dépenses extraordinaires (8 millions) de 1857, élèvent le passif de ce dernier exercice à 28,376,509 p., ce qui constitue les dépenses

en excédant de 3,273,393 p. sur les recettes. Par les motifs que nous avons indiqués au commencement de ce chapitre, nous nous abstenons de reproduire le rapport du ministre des finances de la dernière calmacamie, rapport publié par un journal hebdomadaire, et qui nous a paru avoir un caractère d'agression trop prononcé contre l'administration précédente.

B. MOLDAVIE.

Les revenus de la Moldavie, qui en 1834 n'étaient que de 7,881,149 p., se sont graduellement élevés à 8,468,996 p. en 1837, à 8,775,538 p. en 1840, à 8,863,901 p. en 1843, à 10,012,849 en 1846 et à 12,066,569 p. en 1848. A la fin de l'année 1848, malgré l'augmentation des dépenses, qui avaient à peu près suivi la même proportion que les recettes, il restait en caisse un excédant de 1,665,994 p. Malheureusement, les deux années 1849 et 1850 ont présenté des résultats beaucoup moins favorables : à la place du solde de la fin de 1848, la caisse, à la fin de 1850, se trouvait chargée d'un découvert de 1,892,678 p. Voici le résumé des budgets des années 1851-52-53 :

	<i>Recettes.</i>	<i>Dépenses.</i>	<i>Découvert:</i>
1851.	11,339,991	12,400,761	1,060,770
1852	12,225,296	12,625,435	400,139
1853	12,773,653	13,196,268	422,615

D'après d'autres sources, mais qui nous paraissent moins sûres, le budget, en 1855, se serait soldé avec un déficit de 2,583,898 p., et la dette publique, en 1856, se serait élevée à 6,984,148 p., non compris 6 millions de p. exigées pour le rachat des journées de travail. Toutefois ces informations ne sont pas rigoureuses. Nous espérons les compléter dans la deuxième partie de l'*Annuaire*.

E. POUJADE.

PRUSSE¹.

I. Organisation financière.

Le ministère des finances, institué par une ordonnance royale de 1808, était chargé, à l'origine, en dehors de la gestion des

¹ Monnaie, v. *Hanovre*.

finances, de l'administration des mines et salines, des travaux publics et du commerce, services qui sont aujourd'hui du ressort du ministère du commerce et des travaux publics, créé en 1848.

Dans son organisation actuelle, le ministère des finances se compose de trois divisions, savoir : contributions, caisses et budget, domaines et forêts. La division des contributions comprend les services des contributions directes et indirectes, de l'administration du timbre et de la recette de la province de Brandebourg ; c'est d'elle que relèvent aussi les plénipotentiaires prussiens auprès du Zollverein. La deuxième division est chargée de l'élaboration du budget et du service de la caisse centrale de l'État. Dans cette caisse sont versées toutes les recettes, et c'est auprès d'elle que sont ouverts aux divers services publics les crédits fixés par le budget annuel. A la caisse centrale ressortent directement les caisses des 27 régences, celles de la direction générale des postes et de la manufacture royale de porcelaine, la caisse générale militaire, la caisse d'amortissement de la dette publique, la caisse générale du ministère de l'instruction publique et des cultes. Les autres caisses publiques correspondent avec la caisse centrale par l'intermédiaire des caisses de régence. La deuxième division du ministère des finances a encore, dans ses attributions, la direction de la monnaie, la direction générale de la loterie, l'administration de la caisse de pension des veuves des fonctionnaires, enfin les archives du ministère. La troisième division comprend tout ce qui concerne l'administration des domaines et des forêts de l'État ; de son ressort est aussi l'école forestière supérieure de Neustadt-Eberswalde.

Le Mont-de-Piété de Berlin et la Société royale maritime sont également placés sous la direction du ministre des finances ; il sera parlé plus loin du second de ces établissements. Enfin, le ministre des finances surveille les opérations de l'administration centrale de la dette publique, dont il sera également parlé plus bas.

Dans les provinces, l'administration centrale des finances est représentée par les conseils de *régence*¹ et par les directions provinciales des contributions. Chaque conseil de régence com-

¹ La monarchie prussienne se compose de 8 provinces, divisées en 27 régences qui, à leur tour, sont subdivisées en 337 cercles.

prend une section spéciale des contributions directes, domaines et forêts ; c'est à celles-ci que ressortent les caisses de cercle pour tout ce qui concerne les contributions directes. La perception des impôts directs s'effectue par les communes, excepté dans les deux provinces de Westphalie et du Rhin, où elle s'opère par des receveurs royaux. Les communes versent le produit des contributions dans les caisses de cercle ; celles-ci, déduction faite de certaines sommes ordonnancées pour les services publics, versent l'excédant dans la caisse de leurs régences respectives. Les receveurs, dans les provinces occidentales, opèrent le versement des fonds directement dans la caisse de régence. Également dans les provinces occidentales il existe, pour la perception de l'impôt foncier, une direction générale du cadastre, qui a son siège à Münster et relève des chefs-présidents des deux provinces ; des inspecteurs et des employés subalternes sont attachés à son service.

Les domaines de l'État sont exploités, en partie par des fermiers, en partie par l'État lui-même. Pour la perception des autres droits domaniaux existent des bureaux spéciaux de roquette. Toutes les sommes provenant des domaines sont versées dans les caisses de régence. L'administration des forêts est gérée, dans chaque régence, par un maître en chef des forêts. Chaque régence est subdivisée en inspections, arrondissements et districts forestiers ; les inspecteurs et les maîtres des forêts sont spécialement chargés de l'exploitation des forêts et de la chasse, chaque arrondissement a sa caisse qui verse ses fonds dans la caisse de régence.

La perception et le contrôle des contributions indirectes s'opèrent par l'organe de *directions provinciales* ; ces directions, coordonnées aux gouvernements de province et contrôlées par les chefs-présidents des provinces, dépendent, au reste, immédiatement du ministère des finances. Dans le Brandebourg seul, le service des contributions indirectes appartient aux trois conseils de régence de cette province. Un des conseillers de chaque direction provinciale remplit les fonctions de réviseur du timbre : il veille à l'observation des lois sur le timbre ainsi qu'au débit du timbre. Les directions provinciales ont, dans leurs attributions, tous les services des contributions indirectes, du débit de

sel, des hypothèques, des douanes des frontières et de l'intérieur. On compte, en tout, 8 directions provinciales, 42 bureaux principaux de douane, 68 bureaux principaux des contributions, 5 bureaux de sel, 4 bureaux de douane fluviale, 21 bureaux des hypothèques, 96 bureaux de douane de 1^{re} classe, 83 bureaux de douane de 2^e classe, 564 sous-bureaux des contributions, 313 bureaux de contrôle des barrières; il y a 177 contrôleurs en chef des frontières, 280 contrôleurs en chef des contributions, 341 gardes-frontières à cheval et 2,199 à pied, 483 commis des contributions à cheval et 1,362 à pied.

Il reste encore à mentionner deux institutions touchant aux finances : l'une, le Trésor de l'État, est administré en commun par le ministre d'État et le ministre des finances; l'autre, la Cour des Comptes, siégeant à Potsdam, et coordonnée aux ministères, examine et arrête les comptes de toutes les administrations publiques ainsi que ceux du budget; une commission de la Cour, qui a son siège à Berlin, est chargée spécialement de la révision des comptes de la Banque et de la Société royale maritime.

Le vote des lois financières et en général le contrôle de la gestion financière constituent une des attributions essentielles du Parlement. Le budget est voté pour un seul exercice, qui commence le 1^{er} janv. et finit le 31 déc. La Chambre des Représentants a seule le droit de proposer des amendements au budget. Le budget, discuté et voté dans la Chambre basse, est envoyé à la Chambre des Seigneurs qui a les mêmes droits d'examen et de discussion, mais qui ne peut adopter ou rejeter le budget qu'en bloc. En cas de désaccord, les deux Chambres se renvoient les projets de loi jusqu'à ce qu'un accord s'établisse; les projets ainsi adoptés sont ensuite présentés à la sanction du roi. Les Chambres exercent aussi un contrôle direct sur l'administration de la dette publique.

Quant aux ressources à l'aide desquelles il est pourvu aux besoins publics, le budget de recettes range en première ligne les

1. *Domaines et forêts.* Les domaines occupent une superficie de 1,184,712 *morgen* (environ 296,200 hectares); ils sont divisés en 496 exploitations comprenant 834 fermes, et représentent, approximativement, une valeur de 36 à 37 millions thalers. L'État en tire un revenu moyen de 3 1/2 p. 100 par an. Les forêts em-

brassent une superficie de 8,100,878 *morgen* (2,000,000 hectares), représentant une valeur de plus de 80 millions th. Les revenus des évêchés catholiques en Prusse, fixés par le Concordat de 1821, sont hypothéqués sur les forêts de l'État; de plus, certains domaines et forêts de l'État (revenu annuel, environ 2,573,099 th.), sont constitués en fidéicommiss de la Couronne (liste civile); ce chiffre de revenu est prélevé d'avance sur le produit total des domaines et ne figure pas au budget de l'État.

2. *Contributions directes.* Les contributions directes sont au nombre de cinq, savoir : impôt foncier, impôt des classes, impôt sur le revenu, impôt industriel et impôt des chemins de fer. A part les grandes inégalités de perception dans les différentes parties du royaume, un nombre considérable de propriétés seigneuriales, dans les six provinces orientales, sont tout à fait exemptes de l'impôt foncier, savoir : dans le Brandebourg 5,739,401 *morgen* (4 *morgen* équivalent à peu près à 1 hectare); Poméranie 6,913,074; Posen 765,815; Prusse 4,884,915; Saxe 1,723,115; Silésie 753,856 : total 20,780,178 *morgen*, ou environ 5,200,000 hectares de France. La péréquation de l'impôt foncier et surtout l'abolition des exemptions sont, depuis plusieurs années, l'objet d'études sérieuses. L'impôt industriel est une taxe prélevée sur toute espèce d'industrie ou de commerce; ces diverses exploitations sont divisées en catégories dont chacune est frappée d'un droit fixe. L'impôt des chemins de fer a été établi en 1853, à titre de complément de l'impôt industriel. Quant aux impôts des classes et sur le revenu, il en sera question tout à l'heure à propos de quelques taxes indirectes avec lesquelles ils ont une certaine connexité.

3. *Contributions indirectes.* En première ligne figurent les droits d'entrée, de sortie et de transit sur les marchandises. Le système douanier de la Prusse étant intimement rattaché à celui du Zollverein allemand, nous nous dispenserons d'en parler en détail, dans cet article spécialement consacré aux finances prussiennes. Il en est de même des droits sur la fabrication du sucre de betteraves, ainsi que sur la fabrication et la consommation des eaux-de-vie et des bières, établis également en vertu des conventions des États de l'Association douanière allemande. Il faut mentionner encore, parmi les contributions indirectes, les taxes établies sur la culture de la vigne et du tabac, les droits de timbre et d'enre-

gistrement, les péages sur les routes et les ponts, enfin les droits de navigation.

4. Les droits d'abatage et de mouture, taxes indirectes, et les impôts des classes et sur les revenus, taxes directes, forment un seul système qu'il convient de traiter ensemble. Les droits d'abatage et de mouture ont été établis par une loi de 1820. La première de ces taxes se prélève, dans les villes, sur tous les bestiaux, moutons, chèvres et porcs abattus, y compris les veaux, les agneaux et les cochons de lait. En général, cette taxe se paye d'après un tarif arrêté par le ministre des finances, pour chaque ville et pour chaque espèce de bétail; le taux moyen est de 1 thaler par 50 kilog. Les viandes et charcuteries payent, à leur entrée dans la ville, un tiers en plus du droit dont les bestiaux auraient été frappés. Le droit de mouture se prélève, également dans les villes, sur toute espèce de céréales, grains et légumes, destinés à être transformés en farine, blé égrugé, grésil et gruau; la taxe est de $\frac{2}{3}$ th. par quintal de froment et de $\frac{1}{6}$ th. par quintal de chacune des autres matières. Les droits d'abatage et de mouture sont prélevés aujourd'hui dans 83 villes qui ont spontanément opté pour ces taxes à la place de l'impôt des classes, établi également par la loi de 1820. Ce dernier impôt a été modifié par la loi du 1^{er} mai 1851 qui, en même temps, introduit un impôt sur le revenu. D'après la loi de 1851, sont sujets à l'impôt des classes, les habitants jouissant d'un revenu de moins de 1,000 th. et demeurant dans les communes non assujetties aux droits d'abatage et de mouture. L'impôt des classes se prélève d'après trois classes, subdivisées en sous-classes, dans lesquelles les contribuables sont rangés suivant leur situation de fortune et leur position sociale; les contribuables payent, par ménage ou (à défaut de ménage) par tête : première classe (4 sous-classes), $\frac{1}{2}$, 1, 2 et 3 th.; deuxième classe (4 sous-classes), 4, 5, 6 et 8 th.; troisième classe (4 sous-classes), 12, 16, 20 et 24 th. L'impôt du revenu auquel sont assujettis tous les citoyens jouissant d'un revenu de 1,000 th. et plus, a pour base l'estimation du revenu total que le contribuable tire d'une propriété foncière, d'un capital, d'un titre de rente périodique ou d'autres bénéfices, du produit d'une industrie ou d'un travail productif. Les contribuables, suivant leur revenu, sont divisés en 30 catégories qui comprennent

les revenus depuis 1,000 jusqu'à 240,000 th. L'impôt est pour la première catégorie de 30 th. et pour la dernière de 6,000 th. par an; les revenus de 240,000 th. et au-dessus payent 7,200 th.

5. Il existe en Prusse deux monopoles dont l'État tire des bénéfices considérables : le débit *du sel* indigène et étranger, et la *loterie*. Quant à la loterie, nous avons à faire remarquer qu'il y a deux émissions de lots par an, dont chacune se tire en quatre classes.

6. La *Banque de Prusse* et la *Société de commerce maritime*, entrent, pour une certaine part de leurs revenus, dans le budget des recettes de l'État. Sont d'un rendement bien plus important : les postes, qui constituent une régle de l'État, aussi bien pour le transport des lettres et des petits articles de messageries, que pour le transport des voyageurs en diligence avec relais; les lignes télégraphiques, également monopole de l'État. L'État possède et exploite encore pour son propre compte, un grand nombre de mines, usines et salines; la manufacture royale de porcelaine à Berlin; enfin plusieurs lignes de chemins de fer. Il sera parlé de ces établissements à propos des budgets spéciaux où ils figurent.

II. Budgets.

Jusqu'en 1848, l'administration financière de la Prusse n'a été sujette à aucune espèce de contrôle public; aussi possède-t-on très-peu de matériaux sur cette période antérieure. Quelques chiffres sommaires suffiront pour notre but. Les dépenses ont été : en 1821, de 50,000,000 th.; 1829, 50,796,000 th.; 1832, 51,287,000 th.; 1835, 51,740,000 th.; 1838, 52,681,000 th.; 1841, 55,867,000 th.; 1844, 57,677,194 th.; 1847, 64,033,697 th. Les recettes de ces exercices égalent les dépenses. Le budget des recettes, pour 1847, se compose de la manière suivante : domaines, 4,845,021 th.; forêts, 2,022,961 th.; postes, 1,000,000 th.; contributions directes, 19,319,966 th.; contributions indirectes, 26,782,334; monopole du sel, 4,992,200; recettes diverses, 5,071,215; total 64,033,697 th., chiffre auquel s'élève aussi le total des dépenses pendant le même exercice. Les principaux chiffres des dépenses sont, pour 1847 :

intérêts et amortissement de la dette publique, 7,219,320 th.; ministère de la guerre, 25,770,502 th.; justice, 6,499,886 th.; commerce, industrie et travaux publics, 5,799,585 th.; cultes et instruction publique, 3,272,938 th.; ministère de l'intérieur, 4,727,938 th.; pensions, 2,349,058 th.; dépenses générales ou imprévues, 4,912,736 th. L'augmentation du revenu pour 1847, qui est de 6 1/2 millions comparativement au revenu de 1844, provient surtout de ce qu'en 1847 les frais judiciaires sont portés au budget des recettes, tandis que dans les budgets antérieurs l'excédant seulement du produit de l'administration judiciaire figure comme recette.

Les événements politiques de 1848 jetèrent pour la première fois depuis 1820, une perturbation profonde dans les finances de la Prusse. Pour couvrir le déficit prévu dans les recettes ordinaires et pour subvenir aux besoins extraordinaires de l'État, le gouvernement demanda à la Diète Réunie et obtint de cette assemblée l'autorisation de contracter un emprunt de 15,000,000 th. au taux de 5 p. 100. L'exercice 1848 se solda avec un déficit de 26,628,892 th., dont 7,344,870 th. par suite de la diminution des recettes et 18,960,075 th. pour dépenses imprévues. Parmi les dépenses imprévues figurent les ateliers nationaux pour 2,500,000 th.; les armements extraordinaires pour 5,726,424 th.; les frais pour le gouvernement fédéral de Francfort, la marine allemande et la campagne du Sleswig-Holstein, pour 4,739,987 th. Ce déficit fut couvert de la manière suivante : fonds du Trésor, 13,142,325 th.; reliquats des exercices précédents, 4,618,958 th.; une portion de l'emprunt, 8,867,609 th.

Ce n'est qu'à partir de 1849, sous l'empire de la Charte octroyée de 1848, et, plus tard, sous le régime de la Constitution du 31 janvier 1850, que les budgets annuels sont le résultat de délibérations publiques et détaillées au sein des Chambres législatives. C'est aussi à partir de 1849 qu'on remarque un accroissement subit et considérable dans le chiffre total des recettes. Cet accroissement s'explique par une innovation apportée à la fixation du budget : dans les budgets antérieurs on n'avait indiqué que les revenus nets ; à partir de 1849, les budgets énoncent les recettes brutes. Pour établir une comparaison entre les budgets de 1847 et 1849, il faut donc défalquer de celui-ci les

frais de perception et d'exploitation; ces frais se sont élevés en 1849 à 22,488,589 th., ce qui laisse pour cet exercice un revenu net de 66,077,791 th., soit 2,044,094 th. de plus qu'en 1847.

Les budgets des dépenses distinguent, à partir de 1849, deux catégories principales, savoir : dépenses ordinaires et permanentes, et dépenses extraordinaires; les dépenses ordinaires se composent, à leur tour, de frais d'exploitation, de dotations et de frais d'administration de l'État. Les frais d'exploitation comprennent toutes les dépenses qui résultent de l'administration des immeubles, des établissements industriels et des contributions de l'État. Les dotations comprennent : la rente des fidéicommiss de la couronne, portée au chiffre fixe de 2,573,099 th.; le service de la dette publique, les dépenses pour les deux Chambres. Enfin les frais d'administration générale comprennent les services des divers ministères. Les dépenses extraordinaires sont également indiquées, dans les budgets, par ministères auxquels elles sont allouées. — Les dépenses, pour 1849, se composent des chiffres suivants : dépenses ordinaires, 88,506,061 th. (frais d'exploitation, 22,488,589 th.; dotations, 10,122,299 th.; administration de l'État, 55,895,173 th.); dépenses extraordinaires, 5,668,319 th.; total, 94,174,380 th. Si l'on défalque de ce dernier chiffre les frais d'exploitation ainsi que la rente du fidéicommiss qui ne figurent pas au budget de 1847, on obtient le chiffre de 69,112,692 th. Par conséquent, les dépenses de 1849 dépassent celles de 1847, de la somme de 5,078,995 th. Elles dépassent les recettes de 1849, de la somme de 5,608,000 th. Ce déficit a été couvert de la manière suivante : reliquat de l'emprunt de 1848, 5,064,000 th.; reliquat des exercices antérieurs, 1,378,014 th.; total 6,442,014 th., ou 834,014 th. de plus que le déficit à couvrir.

Dans le budget de 1850, les recettes sont inférieures de 2,772,060 th. à celles de 1849, tandis que les dépenses dépassent celles de l'exercice précédent, de 1,725,226 th.; la diminution des recettes se fait remarquer dans presque tous les services, excepté les contributions indirectes; l'augmentation des dépenses porte principalement sur les frais d'exploitation et de perception (690,000 th.), sur le budget des Chambres (223,742 th.) et sur le budget du ministère de la justice dont les dépenses s'étaient augmentées par suite de l'abolition de la juridiction patrimoniale. Le budget de

1850 se soldait donc avec un déficit de 4,561,158 th. De plus, la campagne dans le grand-duché de Bade, le maintien de l'armée sur le pied de guerre, la réunion du Parlement d'Erfurt, enfin le conflit naissant entre l'Autriche et la Prusse, réclamèrent des moyens financiers extraordinaires. L'État avait, en même temps, résolu la construction de plusieurs lignes de chemins de fer; ces travaux ne purent être entrepris avec les ressources ordinaires du Trésor. Par conséquent, les Chambres votèrent plusieurs nouveaux emprunts; un de 21 millions th., pour les chemins de fer de l'Est, de Sarrebruck et de Westphalie (loi du 9 déc. 1849); un autre emprunt de 18 millions pour les armements militaires (loi du 7 mars 1850); enfin, l'augmentation du papier-monnaie de l'État, d'une somme de 9,600,000 th. (loi du 7 mars 1850).

Ainsi qu'on a pu le voir des budgets de 1848 à 1850, l'État n'avait pu parer aux besoins croissants du Trésor, qu'au moyen de nouveaux emprunts et ces emprunts contribuèrent, à leur tour, à grever de plus en plus le budget des dépenses. Les difficultés de la politique extérieure allèrent cependant en grandissant; l'État s'engagea davantage dans des entreprises de chemins de fer; enfin les contributions indirectes diminuèrent, soit par suite des mauvaises conjonctures, soit par suite du système douanier du Zollverein. Donc, à moins de recourir continuellement à l'expédient des emprunts, il fallait songer à augmenter les recettes ordinaires, en établissant de nouveaux impôts, ou en élevant les taxes existantes : voilà, en effet, ce à quoi le gouvernement se décida, dans la session de 1851.

Le budget de 1851 se ressent déjà de ces réformes. Il fournit, en effet, les résultats suivants : A. Recettes : domaines et forêts, 11,842,194 th. ; contributions directes, 21,361,750 th. ; contributions indirectes, 30,066,300 th. ; monopoles du sel et de la loterie, 9,357,987 th. ; postes et télégraphes, 6,772,727 th. ; mines, usines, salines, 6,120,951 th. ; justice, 5,496,662 th. ; recettes diverses, 3,276,388 th. ; total des recettes, 94,294,959 th. B. Dépenses : dépenses ordinaires : frais d'exploitation et de perception, 23,224,220 th. ; dotations, 12,357,906 th. ; administration de l'État, 57,458,813 th. ; total des dépenses ordinaires, 93,040,939 th. ; dépenses extraordinaires, 3,226,593 th. ; total général des dépenses 96,367,532 th. C'est sur 1850 une diffé-

rence de 2,956,511 th. en faveur de 1851, différence due principalement aux nouveaux impôts votés dans la session de 1851. La loi du 7 mai 1851 dont nous avons déjà parlé, établit un impôt sur les revenus supérieurs à 1,000 th. et modifia, en même temps, l'ancien impôt des classes : une autre loi (du 10 mai), augmenta les droits de timbre. Pendant le même exercice, les droits de fabrication sur le sucre de betteraves ont fourni un excédant de 500,000 th. et l'administration des postes a une augmentation de 200,000 thalers. Les dépenses ordinaires de 1851 dépassent celles de 1850 d'une somme de 467,997 thalers; mais les dépenses extraordinaires ayant été inférieures de 1,598,620 thalers à celles de 1850 (résultat dû à l'amélioration de la situation extérieure), le budget de 1851 se soldait en somme avec un déficit de 2,072,573 th. qui a été comblé au moyen du produit des emprunts votés en 1849 et 1850.

Le budget de 1852 s'établissait comme suit : Total des recettes 97,345,199 th.; Dépenses ordinaires, 94,510,212 th.; dépenses extraordinaires, 3,291,266 th.; total des dépenses, 97,801,478 th. Afin de pouvoir établir une comparaison entre les exercices 1852 et 1851, il faut remarquer d'abord qu'à partir de 1852, la rente domaniale du fidéicommiss de la Couronne ne figure plus au budget : par conséquent, il faudra diminuer le chiffre total de 1851 de la somme de 2,573,099 th., pour obtenir la véritable base de comparaison. L'exercice de 1852 présente alors, sur le précédent, un excédant de 5,623,339 th. Il faut cependant défalquer de ce dernier chiffre, 2,723,721 th. montant des reliquats de 1848 à 1850; plus 1,500,000 th. excédant de l'impôt du revenu (qui, en 1851, n'avait fonctionné que pendant six mois); il résulte alors, pour 1852, une augmentation des recettes ordinaires, de 400,000 th.

Les dépenses de 1852 semblent dépasser celles de 1851 de la somme de 1,433,796 th.; en réalité l'augmentation est de 4,070,045 th., puisque dans le chiffre de 1851 figure encore la rente du fidéicommiss de la Couronne.

En somme, les dépenses ordinaires, en 1852, présentent une augmentation de plus de 4 millions; les dépenses extraordinaires n'ont subi qu'une faible diminution de 35,000 th. Enfin, le budget de 1852 se solde avec un déficit de 456,279 th. Pendant le même

exercice, une série de nouvelles charges furent imposées au pays. La loi du 31 mars ordonna l'achat du chemin de fer de la basse Silésie; la loi du 2 avril modifia les taxes de mouture et d'abatage dans un sens plus favorable au fisc; la loi du 26 mai établit une nouvelle taxe sur les lettres de change et les billets de commerce; enfin, la loi du 2 juin, éleva le timbre des journaux politiques et des feuilles d'annonces.

Le budget de 1853 se décompose ainsi : Recettes : 99,568,776 th. Dépenses ordinaires : 97,698,668 th.; dépenses extraordinaires, 3,460,895 th.; reliquats des exercices antérieurs, 1,870,108 th.; total général des dépenses 103,029,671 th. Le budget des recettes de 1853 présente, sur celui de 1852, une augmentation de 2,223,577 th. Il faut cependant remarquer qu'au budget de 1853 figure, pour la première fois, le chapitre des chemins de fer de l'État, pour une somme de 3,173,576 th.; de plus, des reliquats anciens y figurent pour une somme de 2,010,108 th. Déduction faite de ces deux sommes, il reste, à titre de recettes ordinaires, 94,385,092 th., soit une diminution réelle de 236,386 th, sur 1852. Disons ici, qu'à partir de 1853, les budgets de la Prusse énoncent, aux chapitres des recettes comme des dépenses, les reliquats des exercices antérieurs aux deux années précédentes. Ces reliquats n'exercent pas une bien grande influence sur la situation financière de l'État; cependant, pour établir une comparaison entre les différents exercices, il est nécessaire de défalquer ces sommes des chiffres totaux. Dans le budget des dépenses pour 1853, on remarque d'abord que les frais d'administration générale ont éprouvé une diminution de près de 1 million; cette diminution n'est cependant qu'apparente. Au budget de 1852 figure une somme de 1 1/2 million au chapitre de l'administration générale, pour frais d'établissement de chemins de fer; l'exploitation des lignes de l'État ayant commencé à la fin de 1852, le budget de 1853 ouvre aux chemins de fer un compte spéciale, au chapitre des frais d'exploitation, et ce chapitre présente, en revanche, sur l'exercice 1852, une augmentation de plus de 4 millions. Les dotations ont subi, en 1853, une augmentation de 153,170 th., provenant des nouveaux emprunts. Les dépenses extraordinaires du même exercice n'ont pas été de beaucoup supérieures à celles de 1852. Le budget de 1853 se solde

avec un déficit de 3,460,895 th., ou, en tenant compte des reliquats, de 3,600,895 th. Dans le courant de 1853 fut négocié le reste de l'emprunt du chemin de fer voté en 1849. Dans la même année fut votée une loi qui établit un nouvel impôt sur les compagnies des chemins de fer.

Nous arrivons à l'exercice de 1854 où les recettes ordinaires et extraordinaires se sont élevées à 107,990,069 th.; les dépenses ordinaires et extraordinaires à 107,990,069 th. Les recettes de 1854 présentent sur celles de l'exercice précédent un excédant de 8,421,293 th.: chiffre qui se réduit cependant à 4,531,816 th., si l'on tient compte des reliquats antérieurs, représentant pour 1854 une somme de 3,899,585 th. Dans le chiffre de 4,531,816 th., les contributions directes figurent pour la somme de 639,000 th. et les contributions indirectes pour 233,000 th. Cette augmentation est due en grande partie à la loi du 20 mai 1854, par laquelle le gouvernement avait été autorisé à prélever, jusqu'au 31 décembre 1856, une taxe additionnelle de 25 p. 100 sur les impôts du revenu, des classes, d'abatage et de mouture; la loi du 20 mai est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1854. Une autre partie de l'augmentation provient du nouvel impôt sur les chemins de fer, qui a fonctionné à partir du 1^{er} janvier. Le budget des dépenses présente, sur l'exercice 1853, une augmentation de 4,960,000 th., dont 3,721,809 pour les dépenses ordinaires, et 1,461,752 th. pour les dépenses extraordinaires. Ce dernier accroissement est attribué presque en entier au ministère de la guerre, à titre de supplément pour les rations des troupes. Le chapitre des dotations présente, sur l'exercice 1853, une augmentation de 160,000 th., qui s'explique par le service des deux nouveaux emprunts contractés en vertu de la loi du 20 mai 1854. La guerre d'Orient et les complications qu'elle pouvait faire naître pour la Prusse, déterminèrent le gouvernement de demander aux chambres un crédit extraordinaire, pour le ministère de la guerre, de 30,000,000 th.; cette somme a été fournie par deux emprunts, chacun de 15 millions, contractés pendant l'été et pendant l'automne de 1854. En somme, les recettes et dépenses propres à l'exercice 1854, à part les reliquats des exercices antérieurs laissent un déficit réel de 4,241,640 th. Pendant la session de 1854 ont été votées, en outre, les augmentations d'impôts que voici : augmenta-

tion du droit d'entrée sur les sirops (loi du 13 mars), du droit sur la fabrication des eaux-de-vie (loi du 19 avril), du droit d'entrée à la bourse (loi du 19 avril).

L'exercice 1855 a fourni les résultats suivants : Recettes 111,827,785 th.; dépenses ordinaires 105,072,459 th.; dépenses extraordinaires 4,579,418 th.; reliquats de 1853 et antérieurs 1,992,153 th.; principautés de Hohenzollern 183,755 th.; total général des dépenses 111,827,785 th. Les recettes de 1855 présentent sur celles de l'exercice précédent une augmentation de 3,837,716 th. Cependant il est à remarquer qu'au budget de 1855 figurent, pour la première fois, les recettes des principautés de Hohenzollern (que l'on avait, jusque-là, tenues écartées du budget prussien); si l'on défalque ce chiffre, ainsi que celui des reliquats, du chiffre total des recettes et on fait de même (pour les reliquats) pour les recettes de 1854, on obtient, pour 1855, une augmentation effective de 6,840,000 th., dans laquelle les contributions directes figurent pour 3,162,000 th. et les contributions indirectes pour 2,225,000 th. C'est là la conséquence des 25 p. 100 additionnels aux quatre impôts mentionnés tout à l'heure et, en partie, de l'augmentation des droits sur la fabrication de l'eau-de-vie et du sucre de betteraves. Les dépenses présentent sur 1854 une augmentation de 3,837,000 th. ou seulement de 3,320,000 th. si l'on défalque les dépenses du Hohenzollern et les reliquats; la majeure partie de cet accroissement se rapporte aux frais d'exploitation (1,184,000) et au ministère de la guerre (835,600 th.). En somme, le budget projeté pour 1855, en ne tenant compte que de ses recettes et dépenses propres, se solde avec un déficit de 700,000 th.

Le budget de 1856 se décompose de la manière suivante : A. Recettes ordinaires, 116,130,591 th., principauté de Hohenzollern, 206,286 th.; reliquats, 2,527,194 th.; total des recettes, 118,864,071 th. B. Dépenses. Dépenses ordinaires : 110,592,058 th.; dépenses extraordinaires, 5,555,853 th.; reliquats de 1854 et antérieurs, 2,527,194 th.; principauté de Hohenzollern, 188,966 th.; total général des dépenses, 118,864,071 th. Les recettes de 1856 présentent sur celles de l'année précédente un excédant de 7,200,000 th., somme à laquelle participent presque toutes les branches du revenu public, et le plus fortement les

mines et usines (pour 2,929,000 th.), et les chemins de fer (1,278,000 th.). Aucun nouvel impôt n'a été décrété en 1856. Les dépenses de 1856 présentent sur celles de 1855, déduction faite des reliquats, une augmentation de 6,500,000 th., dont 5,500,000 th. pour les dépenses ordinaires. Les dépenses extraordinaires sont augmentées de près d'un million, dont 517,000 pour l'achat du port de l'Iahde (traité avec le grand-duché d'Oldenbourg), 200,000 th. pour constructions navales et 300,000 th. pour les ponts et chaussées. En somme, le budget de 1856 devait se solder en équilibre.

Le budget proposé pour 1857 se décompose de la manière suivante : Recettes, 120,242,312 th.; dépenses ordinaires, 114,950,641 th.; principauté de Hohenzollern 189,657 th.; dépenses extraordinaires 5,102,014 th.; total général des dépenses, 120,242,312 th. Le budget de 1857 donna lieu à de vifs débats au sein des Chambres. Comme on le voit, il se solderait en équilibre. Les recettes présentent sur 1856 une augmentation de 1,378,241 th. et déduction faite des reliquats en 1856 (le budget de 1857 n'en mentionne pas) de 3,905,435 th. Les contributions directes et indirectes devaient subir, à partir du 1^{er} janvier 1857, une forte réduction : les 25 p. 100 additionnels aux impôts du revenu, des classes, de mouture et d'abatage, n'ayant été votés que jusqu'au 31 décembre 1856. Cette réduction se serait élevée pour les contributions directes à la somme de 3,380,000 th.; d'après le budget cependant, ce chapitre n'a subi qu'une réduction de 2 millions. Ce résultat s'explique par cette circonstance que le gouvernement a cru pouvoir, à l'aide d'une application plus sévère de la loi sur les impôts du revenu et des classes, porter à des chiffres plus élevés les prévisions du budget en question. D'autres moyens encore avaient dû être employés pour équilibrer le budget. Le gouvernement avait été autorisé, l'année précédente, à négocier, pour la construction de chemins de fer, un emprunt de 5,800,000 th. Cet emprunt n'avait pas été contracté, le gouvernement ayant affecté à ces travaux, une partie du produit de l'emprunt de guerre (de 1854) et économisé ainsi, sur le service de la dette publique, les intérêts de la somme indiquée, c'est-à-dire 300,000 th. Une autre somme de 700,000 th., montant de l'amortissement et des intérêts de l'emprunt de la Société royale maritime, qui,

ordinairement, se prélevait sur les recettes ordinaires, avait été mise à la charge de la caisse d'amortissement de la dette publique. Enfin, le budget des dépenses avait été établi dans des limites plus restreintes : certains besoins n'avaient pas trouvé satisfaction complète. Malgré cela, les dépenses ordinaires prévues pour 1857 présentent encore sur celles de 1856, une augmentation de 4 millions contre une réduction de 450,000 th. sur les dépenses extraordinaires.

Il résulte de ce résumé que les divers chapitres des recettes étant portés aux chiffres les plus élevés et, à défaut de reliquats d'exercices antérieurs, il ne restait rien pour le cas de dépenses imprévues. Cependant, le gouvernement désirait rétablir le service de trois ans (au lieu de deux) pour l'armée active; il voulait, en outre, augmenter les traitements des employés subalternes. A cette fin, le ministère présenta aux Chambres un projet de loi portant l'établissement d'un impôt sur les propriétés bâties, ainsi que l'élévation de l'impôt des patentes et du prix du sel; le produit de ces trois taxes était évalué à 4 millions, savoir : l'impôt sur les bâtiments à 1,390,000 th., l'impôt des patentes à 600,000 th. et le produit du sel à 2,090,000 th. La Chambre des représentants reconnaissait, en principe, la nécessité de porter la durée du service militaire à trois ans, et d'élever les salaires des employés subalternes. Cependant elle fit valoir de nombreuses raisons contre les créations ou augmentations d'impôts. Ces objections se résumèrent en ceci : le nombre des employés pourrait être diminué; le revenu de l'État pourrait être augmenté au moyen d'une réforme de l'impôt foncier et du système douanier du Zollverein; l'État pourrait cesser d'acheter et de construire des chemins de fer et de cette manière dégrèver le service de la dette publique; enfin, des évaluations certaines permettaient de prévoir, pour les exercices 1858 à 1863, une augmentation des recettes et une diminution des dépenses, s'élevant à un total de 9 1/2 millions; cette somme permettrait de pourvoir aux dépenses auxquelles les nouveaux impôts devaient être affectés. Sous l'influence de toutes ces raisons, la Chambre rejetait l'impôt sur les bâtiments et n'accepta que l'élévation de l'impôt des patentes et du prix du sel; ces deux projets furent repoussés, plus tard, par la Chambre des seigneurs.

Les prévisions relativement à l'augmentation du revenu public ont été pleinement confirmées par le budget de 1858 qui est établi comme suit : Recettes 126,409,778 th.; dépenses ordinaires 120,200,975 th.; dépenses extraordinaires 6,208,803 th.; total général des dépenses 126,409,778 th. Le budget de 1858 se solderait ainsi en équilibre. Les recettes présentent, sur celles de 1857, une augmentation de 6,167,466 th. A cette somme participent : les contributions directes pour 629,000 ; les contributions indirectes pour plus de 1 million, le sel et la loterie pour 360,000 th., les postes pour 1 million, les chemins de fer pour 1,827,000 th., la justice pour 785,000 th., etc. L'augmentation des contributions indirectes s'explique par l'élévation du droit sur la fabrication du sucre de betterave, et par la réforme de la loi sur le timbre, en ce qui concerne les sociétés par actions. Les dépenses présenteraient également, sur celles de 1857, une augmentation de 6,167,466 th., somme à laquelle les frais d'exploitation participent pour 2,283,709 th., les frais d'administration générale pour 2,958,000 th., et les dépenses extraordinaires pour 1,106,789 th. Pendant la session de 1858, il a été présenté aux Chambres et adopté par celles-ci, un projet de loi par lequel le droit sur la fabrication du sucre de betterave est élevé de 6 à 7 1/2 silbergros par quintal de betteraves. Un projet de loi concernant l'élévation de l'impôt des patentes a été rejeté par la Chambre des représentants. Pour la construction du chemin de fer de Koenigsberg à la frontière russe, il a été voté un emprunt de 7,500,000.

Voici maintenant le projet de budget pour 1859, tel qu'il vient d'être soumis aux Chambres.

1. RECETTES.

I. Ministère des finances :

1. Domaines et forêts.	9,692,793
2. Contribut. directes : impôts sur le revenu.	3,025,000
— foncier.	10,284,690
— des classes.	8,836,000
— patentes.	3,219,000
— chem. de fer.	699,625
— autres.	25,643
3. Contribut. indir. : douanes.	12,890,000
droits sur le sucre de betterave.	3,548,000
droits de magasinage et de navigation.	477,000
droits sur les boissons.	7,930,000
droits sur la culture du tabac.	120,000

3. Contribut. indir. : droits de mouture et d'abatage.	2,570,000
timbre.	4,160,000
péages des routes, ponts et rivières..	2,343,000
hypothèques, greffe.	173,000
produits divers.....	276,816
4. Monopole du sel.....	8,924,740
5. Loterie.	1,311,800
6. Banque de Prusse.....	1,124,000
7. Société maritime, monnaie et caisse centrale.	2,060,997
Total du ministère des finances....	83,517,106
II. Ministère des travaux publics :	
1. Administration des postes et télégraphes.	12,164,600
2. Administration centrale du ministère.....	297,230
3. Mines, usines et salines.....	13,926,386
4. Chemins de fer de l'État.....	9,026,000
Total du minist. des trav. publ. .	35,414,216
III. Ministère de la justice.....	9,832,804
IV. Ministère de l'agriculture.....	1,426,482
V. Ministère de l'intérieur.....	787,676
VI. Ministère des cultes et de l'instruction publique.	91,614
VII. Ministère de la guerre.....	323,626
VIII. Administration de la marine.....	19,696
IX. Ministère des affaires étrangères.....	10,080
X. Principauté de Hohenzollern.....	221,429
Recettes totales.....	131,892,139

2. DÉPENSES.

Dépenses ordinaires.

A. Frais d'exploitation et de perception.

I. Ministère des finances :

1. Domaines et forêts.	3,959,210
2. Contributions directes.	1,056,880
3. — indirectes.....	4,386,816
4. Monopole du sel.....	8,190,740
5. Loterie.	109,300
6. Monnaie.	85,128

Total..... 12,788,114

II. Ministère du commerce et des travaux publics :

1. Administration des postes et télégraphes.....	10,264,130
2. — des travaux publics.....	212,400
3. Mines, usines et salines.....	10,710,859
4. Chemins de fer de l'État.	7,712,950

Total..... 28,900,339

B. Dotations :

1. Augmentat. de la rente du fideïcommis de la couronne.	500,000
2. Service de la dette publique.....	13,447,250
3. Chambre des seigneurs et des représentants.	244,724

Total..... 14,188,974

C. Administration de l'État :

1.	Ministère d'État.....	270,825
2.	— des affaires étrangères.....	878,990
3.	— des finances.....	6,355,798
4.	— du commerce et des travaux publics.....	5,474,429
5.	— de la justice.....	11,660,604
6.	— de l'intérieur.....	5,572,069
7.	— de l'agriculture.....	2,261,666
8.	— des cultes et de l'instruction publique.....	3,663,749
9.	— de la guerre.....	30,722,528
10.	— de la marine.....	819,500

Total..... 67,644,561

D. Principauté de Hohenzollern..... 221,429

Total des dépenses ordinaires..... 123,743,417

Dépenses extraordinaires.

1.	Administration des domaines et forêts.....	233,000
2.	Contributions ordinaires directes.....	81,200
3.	Postes et télégraphes.....	250,000
4.	Ministère des travaux publics.....	2,475,000
5.	Administration des mines.....	144,350
6.	Ministère de la justice.....	400,000
7.	— de l'agriculture.....	436,000
8.	— de l'intérieur.....	193,875
9.	— de l'instruction publique.....	823,261
10.	— de la guerre.....	1,620,000
11.	Administration de la marine.....	1,353,176
12.	Ministère des affaires étrangères.....	28,860
13.	— des finances.....	110,000

Total..... 8,148,722

Dépenses ordinaires..... 123,743,417

Total général..... 131,892,139

D'après le compte rendu ministériel qui accompagne le budget pour 1859, les exercices 1856 et 1857 fournissent un excédant de 1,300,000 th. qui a été ajouté à l'excédant de recettes prévu pour 1859, soit pour augmenter les traitements des employés subalternes, soit pour pourvoir à des dépenses extraordinaires. Le budget ci-dessus pour 1859 se solde en équilibre, avec la somme de 131,892,139 th. Les recettes présentent, sur celles de l'exercice précédent, une augmentation de 5,422,361 th. A cette somme participent les contributions directes pour 606,000 th., les contributions indirectes pour plus de 2 millions, les chemins de fer de l'État pour 607,000 th. Les dépenses ordinaires s'élèvent à 123,743,417 th. et les dépenses extraordinaires à 8,148,722 th. Les dépenses se décomposent ainsi : frais d'exploitation et de

perception 41,688,453 th. (1,367,000 plus qu'en 1858); dotations 14,188,974 th. (747,000 th. plus); administration de l'État 67,644,561 th. (1,400,000 th. plus); principauté de Hohenzollern 221,429 th. (29,000 th. plus); les dépenses extraordinaires présentent une augmentation de 956,000 th. Le produit des contributions directes a été porté à un chiffre plus élevé, les recettes ayant éprouvé depuis quelques années une amélioration progressive. L'augmentation des contributions indir. est motivée surtout par l'élévation des droits sur le sucre de betterave. Le fonds de la caisse centrale du Trésor a éprouvé une augmentation de 1,350,000 th., dont 1,300,000 th. provenant des excédants des exercices 1856 et 1857. L'exploitation des chemins de fer de l'État fournirait un excédant de recettes de 3,258,515 th., dont 23,900 th. sont transportés aux fonds généraux de l'État et 674,000 th. au fonds spécial des chemins de fer. Le restant de 2,560,515 th. est affecté aux intérêts et à l'amortissement des dettes contractées pour l'établissement des lignes de l'État. Comme ce service exige une somme de 3,396,801 th., le fonds des chemins de fer aura encore à fournir une somme de 836,186 th. Au chapitre des dotations figure une somme de 500,000 th., à titre de rente supplémentaire de la couronne; une loi spéciale a été présentée, à ce sujet, aux Chambres. Le service de la dette publique s'est augmenté de 243,800 th., par suite des emprunts de chemins de fer de 1857 et 1858. Les dépenses du ministère de la guerre ont éprouvé une augmentation de 485,000 th., principalement par suite de l'augmentation du nombre des officiers et du nombre des militaires retraités. Les dépenses pour la marine militaire sont augmentées d'une somme de 205,000 th., à cause de l'extension progressive qui devra être donnée à ce service. En somme, le budget de 1859 affecte aux traitements des employés subalternes, un surplus d'environ 1,300,000 th. Quant aux dépenses extraordinaires, on remarque surtout les accroissements suivants : Ministère des travaux publics, pour les chaussées 900,000 th.; pour divers travaux publics 1,400,000 th. Ministère de la guerre : supplément de rations pour les troupes 500,000 th.; nouvelles casernes 200,000 th., fortifications 483,000 th.; administration de la marine : port militaire de la mer du Nord 500,000 th., port militaire de la Baltique 100,000 th., construction de bâtiments de

guerre 600,000 th. Ministère de l'instruction publique et des cultes : construction et restauration des églises 438,000 th.; construction de maisons d'école 101,000 th., construction de maisons d'écoles normales 163,000 th., secours aux professeurs et instituteurs 45,000 th. Ministère de la justice : pour la construction de prisons 400,000 th. Ministère de l'agriculture : améliorations et établissement de digues 250,000 th.

Nous terminerons ce chapitre par un tableau résumant les prévisions budgétaires des recettes annuelles de la Prusse, depuis 1849, ainsi que les produits des contributions directes et indirectes, constituant les deux éléments principaux du revenu public. Cependant pour établir une comparaison entre ces divers chiffres, il est indispensable de se rappeler les observations dont nous avons accompagné plus haut les différents exercices.

Exercices.	Total des recettes.	Contrib. directes.	Contrib. indirect.
1849	88,566,330	20,369,248	28,106,679
1850	91,338,448	20,339,180	29,171,924
1851	94,294,959	21,361,750	30,066,300
1852	97,345,109	22,846,636	28,269,277
1853	99,568,776	22,518,697	28,073,022
1854	107,990,069	23,157,094	28,306,540
1855	111,827,785	26,219,122	30,531,587
1856	118,864,071	26,814,197	31,085,167
1857	120,242,312	24,794,363	31,266,333
1858	126,409,778	25,423,658	33,314,260
1859	131,892,139	26,029,958	34,372,816

III. Trésor. Dette publique.

A. Trésor.

C'est un des principes traditionnels de l'administration financière de la Prusse, d'affecter, chaque année, le reliquat de ses recettes à la formation d'un fonds de réserve destiné, en cas de besoins imprévus, à couvrir les dépenses nécessitées par les circonstances, sans recourir à des emprunts ou à des taxes nouvelles, dont la rentrée exige toujours plus ou moins de temps. A partir de 1847, lorsque la Diète Réunie fut, pour la première fois, appelée à discuter les questions de budget, une certaine opposition s'est élevée contre le principe d'une pareille accumulation de capitaux morts; cependant les divers ministères qui, depuis,

ont dirigé les affaires, ont maintenu la règle établie. La Prusse possède aujourd'hui encore son Trésor, placé sous la direction commune du ministre des finances et du ministre d'État.

Jusqu'en 1848, tout ce que l'on savait sur les fonds du Trésor, ne reposait que sur des données incertaines, le plus profond secret étant observé, à ce sujet, par le gouvernement. La transformation du gouvernement absolu en gouvernement constitutionnel et, par suite, le droit de contrôle dévolu aux Chambres, firent qu'en 1848 les comptes du Trésor furent livrés à la publicité. Dans la Diète de 1848, le ministre des finances annonça que le Trésor avait possédé, au commencement de 1847, un encaisse de 19.5 millions et que, depuis, par suite de la disette, 11 millions avaient été avancés par le Trésor. Du compte rendu, présenté en 1849, il résulte que le Trésor, depuis sa fondation en 1820, avait reçu, jusqu'à la fin de 1847, en tout, la somme de 34,246,827 th. ; l'encaisse, à la fin de 1847, a été, suivant le même exposé, de 23,433,967 th. Pendant l'année 1848, près de la moitié de cette somme a été empruntée au Trésor, pour être affectée aux dépenses extraordinaires de cette année révolutionnaire. A la fin de 1850, le Trésor possédait un encaisse de 4,295,010 th., qui s'est augmenté, en 1851, d'une somme de 477,842 th. et s'élevait, à la fin de 1852, à 5,254,211 th. En 1853, le Trésor a reçu une somme de 473,000 th. Voilà où s'arrêtent les documents officiels sur le Trésor. A partir de 1854, le gouvernement, par des raisons d'utilité publique, a cessé de livrer les comptes du Trésor à la publicité ; les communications qui s'y rapportent sont faites confidentiellement aux Comités des deux Chambres. Les Comités du budget se bornent à constater, dans leurs rapports : que le chiffre de l'encaisse du Trésor, à la fin du dernier exercice, résulte des comptes communiqués ; que le reliquat de l'exercice précédent a été dûment transporté au compte de l'exercice suivant ; que les sommes versées au Trésor, pendant le dernier exercice, sont de provenance légale ; enfin, le Comité rend compte, s'il y a lieu, des avances faites par le Trésor.

B. Dette publique.

Le service de la dette publique est confié à une direction centrale, sous le contrôle du ministre des finances. Sous la direction

centrale fonctionnent : la Commission d'amortissement, le Comité pour le contrôle des obligations et assignats, et le Comité de contrôle de la dette publique. L'imprimerie de l'État, chargée de la fabrication des titres et du papier-monnaie, est également du ressort de la direction centrale. Le Comité de contrôle de la dette publique se compose, en dehors des fonctionnaires désignés par l'État, de trois membres de la Chambre des représentants et de deux membres de la Chambre des seigneurs. Ces délégués sont élus par les Chambres pour la durée de la législature; chaque année, ils ont à faire un rapport sur les opérations de la direction centrale pendant l'exercice précédent et les Chambres sont appelées à voter sur les conclusions du rapport.

A la mort de Frédéric II, la Prusse non-seulement n'avait aucune espèce de dette, mais elle possédait un Trésor de 30 millions, selon d'autres, même de 50 à 60 millions. Sous le règne de Frédéric-Guillaume II, dans l'espace de onze ans, le Trésor laissé par Frédéric II fut entièrement absorbé; de plus, l'État fut grevé de dettes. Frédéric-Guillaume III, à son avènement (16 novembre 1797), trouva une dette de 48,054,903 th. La guerre de 1806 porta le chiffre de la dette à 53,494,343 th. A partir de là, les désastres de la Prusse firent cesser, pendant longtemps, tout paiement d'intérêts ou de capital. L'occupation française coûta à la nation 230 millions th., en argent et en autres réquisitions, et au Trésor public 144,473,636 th. Les guerres de 1813 à 1815 augmentèrent la dette d'une somme de 61,605,135 th. En somme, de 1809 à 1815, les dépenses extraordinaires atteignirent le chiffre de 206,078,771 th.; la réorganisation de l'État coûta, jusqu'au 17 janvier 1820, une autre somme de 81,565,717 th., ce qui porta, à cette dernière date, le total de la dette à 287,644,388 th. Pour couvrir cette somme énorme, le gouvernement émit d'abord des obligations et des bons pour toutes les créances qui n'avaient pas été acquittées par les caisses publiques. Un impôt extraordinaire sur les bijoux, l'argenterie, les denrées coloniales, sur la fortune et sur le revenu des citoyens, ne produisit qu'une somme de 23,541,786 th. Un emprunt forcé fournit une somme de 17,608,715 th., qui fut remboursée plus tard en espèces. D'un autre côté, les États alliés versèrent, pour frais militaires, aux caisses de la Prusse, une somme de 50,269,528 thalers; les contributions de

guerre rapportèrent 65,500,000 th. ; enfin la vente de domaines et de biens-fonds sécularisés fournit une somme de 25,318,324 th. Ces recettes extraordinaires fournirent donc un total de 165,527,288 th. ; il restait encore à couvrir une somme de 122,117,100 th. A cette fin, il fut contracté, en 1818, avec la maison Rothschild, un emprunt au cours de 70.

Une ordonnance royale du 17 janvier 1820 arrêta définitivement l'état de la dette de l'État et des provinces, au chiffre de 217,845,558 th. La même ordonnance réorganisa l'administration, le service, l'amortissement et le contrôle de la dette et prescrivit qu'à l'avenir, aucune nouvelle dette ne pourrait être contractée sans le consentement et la garantie de la future Diète du royaume. En vertu de la même ordonnance, tous les biens, surtout les domaines et les forêts de l'État, déduction faite de la rente du fidéi-commis de la Couronne, étaient offerts comme garantie aux créanciers de l'État.

L'amortissement de la dette a été commencé en 1824 ; à partir de cette époque, la dette s'est continuellement diminuée, de nouveaux emprunts n'ont pas été contractés jusqu'en 1848. Dans cet espace de 24 ans, il a été vendu pour 40 millions de domaines ; au moyen de cette somme et des sommes prélevées annuellement sur les recettes ordinaires, il a été amorti pour plus de 83 millions de dettes. Voici la situation de la dette publique au 1^{er} janvier 1848 :

	Capital.	Intérêts.	Amortissement annuel.
1. Dette consolidée 3 1/2 %....	113,968,200	3,988,887	2,066,257
2. Dettes provinciales garanties par l'État, 3 et 3 1/2 %.....	8,974,564	241,959	421,875
3. Assignats ne portant pas intérêt.	11,242,347	"	"
Total.....	134,185,111	4,230,846	2,488,132

A partir de 1848, par suite des changements subits dans la politique intérieure et extérieure, la dette publique de la Prusse s'est augmentée d'année en année. La loi du 25 avril 1848 autorisa un emprunt volontaire de 13 millions à 5 p. 100, pour subvenir aux dépenses imprévues de l'État. Par la loi du 7 déc. 1849, le gouvernement fut autorisé à contracter un emprunt jusqu'à concurrence de 21 millions th. ; cette somme devait être affectée, au fur et à mesure, à la construction des chemins de fer de Berlin à Königsberg et à l'achèvement des lignes de Westphalie et de

Sarrebruck. Ces travaux n'avancèrent que lentement dans les deux premières années, et les ressources ordinaires suffirent aux besoins de ce service. Pour activer les travaux, un décret royal du 28 nov. 1851 ordonna de faire, pour 1852, une première émission de 16 millions, au taux de 4 1/2 p. 100, avec amortissement annuel de 1 p. 100, en obligations au porteur. La politique extérieure et les armements qu'elle nécessita, déterminèrent le gouvernement à faire un autre emprunt pour subvenir aux dépenses du ministère de la guerre. Cet emprunt fut consenti, par la loi du 7 déc. 1849, pour une somme de 18 millions, au taux de 4 1/2 p. 100, et 1 p. 100 d'amortissement, également en obligations au porteur; l'émission eut lieu en 1850. La plus grande partie de cette somme fut absorbée par les armements et la mobilisation de l'armée (contre l'Autriche). Pendant l'année 1850, sur la demande des Chambres, il fut pris différentes mesures dans le but de régulariser davantage l'état de la dette publique. C'est ainsi que les cautionnements des fonctionnaires qui, jusque-là, avaient figuré au passif de la caisse centrale de l'État, furent transportés au compte de la dette publique; il en fut de même pour les parts de l'État dans l'emprunt à primes, contracté en 1832, par la Société maritime, ainsi que des fonds de la caisse de pension des veuves des militaires. Par la loi du 7 mars 1850, en face de besoins pressants, une somme de 9,600 th. en assignats, pour lesquels il avait été déposé jusque-là au Trésor une somme égale en obligations, fut passée au compte de la dette publique ne portant pas intérêt. Une autre somme de 10,000,000 d'assignats fut émise, en vertu de la loi du 10 mai 1851, pour retirer une somme égale en bons des caisses de prêt (fondées en 1848 et dissoutes en 1851). Par suite de ces divers emprunts, voici quelle était la situation de la dette, à la fin de 1852 :

	Capital.	Intérêts.	Amortissement annuel.
A. Dettes portant intérêt.			
1. Dette consolidée 3 1/2 %.....	105,148,400	3,680,194	2,568,025
2. Emprunt volontaire de 1848, 5 %.....	14,656,790	732,850	150,000
3. — de 1850, 4 1/2 %.....	17,730,000	797,850	180,000
4. — de 1852, 4 1/2 %.....	16,000,000	720,000	160,000
5. Cautionnements, 4 %.....	6,525,000	261,000	"
6. Emprunt à primes de 1832, 5 %....	4,112,990	205,649	428,906
7. Fonds des caisses militaires des veuves.	1,073,400	46,776	"
8. Dettes provinciales, 3 1/2 et 3 %....	7,444,464	188,054	446,183
Total.....	172,691,024	6,222,373	3,903,114

B. Assignations ne portant pas intérêt.	30,842,327	.	.
Total général....	203,533,384	6,232,373	3,003,114

Par la loi du 31 mai 1852, le gouvernement fut autorisé à acquérir, pour le compte de l'État, le chemin de fer de la basse Silésie (Berlin à Breslau); par cet achat, la dette publique s'accrut d'une somme de 19 millions. En 1853, fut ordonnée l'émission d'un emprunt de 5 millions, restant de l'emprunt consenti en 1849, en obligations au porteur, au taux de 4 p. 100, avec 1 p. 100 d'amortissement; cet emprunt ne fournit qu'une somme de 4,650,000 th., parce que la vente des titres, sous le coup des inquiétudes politiques, ne put s'opérer qu'au cours moyen de 93. La guerre d'Orient et les armements qu'elle imposa à la Prusse, malgré sa neutralité, nécessitèrent un nouvel emprunt qui fut consenti, par la loi du 20 mai 1854, jusqu'à concurrence de 30 millions th. La première moitié de cette somme fut réalisée, pendant l'été, à 4 1/2 p. 100 et 1 p. 100 d'amortissement; l'autre moitié fut négociée, en novembre, en un emprunt à prime au taux de 3 1/2 p. 100, 1 p. 100 d'amortissement, avec tirage annuel auquel devait être affecté 1 p. 100 d'intérêts économisés, en lots de 110 à 100,000 th. Les 15 millions du 4 1/2 p. 100 furent négociés au cours de 98, l'emprunt à prime au cours moyen de 99; les deux emprunts ensemble fournirent une somme de 29,550,000 th. L'attitude neutrale de la Prusse et la paix qui fut rétablie en 1856, firent que le ministère de la guerre n'absorba que la moitié de cette somme; le reste put être affecté à d'autres besoins, ainsi que nous l'avons dit plus haut, à propos du budget de 1857.

Depuis 1855, il a été encore contracté plusieurs emprunts pour la construction de chemins de fer. En vertu de la loi du 21 mai 1855, il fut négocié un emprunt de 7,800,000 th.; de plus, l'État a été autorisé à acquérir pour 1,387,300 th. d'obligations et d'actions de chemin de fer de Münster à Hamm. Par la loi du 7 mai 1856, le gouvernement fut autorisé à négocier un nouvel emprunt, pour l'achèvement de plusieurs chemins de fer, jusqu'à concurrence de 7,680,000 th. En 1857, il a été négocié, pour le même but, un emprunt de 7,000,000 th. D'après le budget de 1858, la dette publique se décompose comme il suit :

A. Dettes portant intérêt.	
I. Dettes générales :	
1. Dette consolidée.....	92,985,700
2. Emprunt volontaire de 1848.....	6,575,940
3. — de 1850.....	16,524,600
4. — de 1852.....	14,913,000
5. — de 1853.....	4,774,400
6. — de 1854.....	14,513,100
7. — à primes de 1855.....	14,550,000
8. — des chemins de fer (1855).....	7,639,000
9. — — (1856).....	16,391,200
10. — — (1857).....	6,000,000
11. Cautionnements.....	7,390,000
12. Fonds de la caisse des veuves de militaires.	890,400
Total des dettes générales.....	203,147,340
II. Dettes provinciales.....	5,154,128
III. Actions et obligations des chemins de fer...	19,923,250
Total de la dette portant intérêt....	228,224,718
B. Dette ne portant pas intérêt.	
Assignats.....	16,592,347
Total général de la dette....	244,817,065

Le budget de 1859 ajoute à cette somme 1,680,000 th., restant de l'emprunt de 1857, et 6,000,000 th. à négocier sur l'emprunt consenti par la loi du 10 mai 1858, pour la construction du chemin de fer de Königsberg à la frontière russe. Les cautionnements sont portés, en 1859, au chiffre de 7,800,000 th. L'amortissement pour 1858 s'élève à 4,225,585 th. Par conséquent, la dette publique, portant intérêt, s'est élevée, à la fin de 1858, à la somme de 231,799,134 th. Enfin, le service de la dette exige, pour 1859, une somme de 9,189,770 th.

ÉDOUARD SIMON.

ROME¹.

(ÉTATS PONTIFICAUX.)

Les finances pontificales n'ont jamais brillé par une trop grande clarté, non plus que par une éblouissante prospérité. D'après le résumé officiel des recettes et dépenses des années 1814 à 1846, présenté en 1847 par Mgr Morichini, alors ministre

¹ Monnaie : *scudo*, de 26.32 gr., au titre de 900 ; valeur = 5 fr. 36 c.

des finances, aucun exercice depuis 1828 n'avait clos sans déficit. De 1828 à 1830, le déficit était de 399,390 scudi; dans les trois années réunies de 1831, 1832 et 1833, il s'élevait à 8,187,574 sc.; de 1834 à la mort de Grégoire XVI (1846) il atteignait en moyenne la somme de 566,000 sc. par an, soit plus de 3 millions de francs. L'exercice 1847 laissait encore un déficit de 1,341,168 sc. et on s'attendait à un déficit pour le moins aussi fort pour 1848. Il paraît que les dix-huit mois de régime républicain en 1848 et 1849 se sont très-favorablement distingués par l'ordre et la loyauté qui ont présidé à l'administration financière des États pontificaux; le fait est que les Romains, en 1848-49, ne se trouvaient imposés que de 15 fr. 80 c. par tête et par an, c'est-à-dire plus faiblement qu'avant et qu'après : l'impôt moyen avait déjà été de 17 fr. 50 c. en 1847 et il montait à 25 fr. en 1858. Avec ses besoins extraordinaires d'une part et ses intempestives réductions d'impôts de l'autre, on s'attendrait à voir le gouvernement transitoire laisser derrière lui un déficit énorme. Ce déficit n'a été que de 6,320,958 sc.; une part (240,995 sc.) non dépensée de *l'emprunt forcé* et la réduction opérée sur la valeur des bons républicains (1,252,540 sc.); le ramenèrent à 4,827,423 sc. Néanmoins, la Restauration papale, pour « faire face au legs onéreux » que lui aurait transmis la République, recourut d'abord aux emprunts; ensuite, elle rétablit les anciens impôts abolis ou diminués par la République et y ajouta des impôts nouveaux... Les bonnes et rationnelles mesures ne firent pas entièrement défaut; la meilleure était la suppression de la ferme des tabacs, concédée depuis nombre d'années au prince Torlonia; le Trésor, en prenant en main la régie des tabacs, s'assurait le bénéfice de 1,200,000 à 1,500,000 francs que les fermiers en avaient tiré. La même réforme fut opérée au sujet des sels.

Au reste, ces réformes spéciales que la Restauration papale empruntait au gouvernement révolutionnaire de 1848-49, n'étaient pas la seule trace bienfaisante que ce dernier gouvernement a laissée de son passage dans la gestion financière des États pontificaux. La Restauration a dû faire aussi certaines concessions portant sur l'ensemble de l'organisation financière. La plus importante fut l'institution de la Consulte d'État pour les finances. La Consulte d'État doit s'occuper principalement de l'examen et

de la révision des comptes des recettes et des dépenses présumées ou accomplies. Cette attribution et quelques autres qui se trouvent dans la loi du 28 octobre 1850 la rendent assez semblable au Corps législatif du gouvernement impérial de France. Elle se compose de membres choisis par Sa Sainteté sur une liste de quatre sujets dressée par les conseils provinciaux. Les conseils provinciaux ne peuvent placer sur cette liste que des individus ayant atteint l'âge de trente ans, jouissant du plein et libre usage de leurs droits, propres à la charge qu'ils assument, et appartenant ou à la classe des propriétaires, avec un minimum de 10,000 écus de biens-fonds, ou à la classe des commerçants, avec un minimum de 12,000 écus de fortune, dont un tiers en biens-fonds, ou à la classe des professeurs de l'Université publique, avec un minimum de 2,000 écus de propriété foncière. Le nombre des consultants des finances est égal à celui des provinces, augmenté d'un quart, formé de ceux qui sont nommés directement par le Saint-Père. C'est un Cardinal ou, à son défaut, un Prélat qui préside la Consulte. Actuellement tous les consultants sont des laïques, à l'exception de deux seulement.

La Consulte se réunit ordinairement trois fois par semaine. Les principaux objets de ses délibérations sont l'examen et la révision des dépenses et recettes présumées ou accomplies, et cet examen ne s'appliquerait pas seulement aux dépenses ordinaires, à celles que l'organisation du gouvernement rend indispensables, mais encore aux dépenses variables selon les circonstances. Au commencement de chaque période de six ans, elle procède à l'examen des dépenses ordinaires présumées (comptes préventifs des dépenses); ces comptes doivent lui être transmis, dans le mois de septembre qui précède la sixième année, par le ministre des finances, qui les soumet à l'approbation souveraine. Chaque année, la Consulte examine également les comptes préventifs des dépenses extraordinaires, qui doivent lui être transmis tous les ans au mois de septembre. L'examen et la révision des comptes préventifs des recettes et des dépenses comprend le compte général, ainsi que les comptes particuliers de chaque administration, ceux des fermes, des loyers, des emphytéoses et des autres contrats. Sur les dépenses effectuées, elle prononce son jugement au moyen de sentences de contrôle. Son avis, qui reste toujours

purement *consultatif* et que le gouvernement est entièrement libre de suivre ou de rejeter, est demandé chaque fois qu'il s'agit de créer ou d'éteindre des dettes, d'établir de nouveaux modes de répartition ou de perception, de conclure de nouveaux fermages ou d'autres contrats intéressant l'administration publique. Son avis est également demandé quand il s'agit de changements ou de réformes dans les tarifs de douanes. La durée des sessions de la Consulte est de trois mois¹.

Nous donnons ci-dessous les budgets préventifs des trois dernières années, tels qu'ils sont sortis des trois épreuves par lesquelles ils ont à passer. La première colonne indique les propositions faites par chaque ministère ; la seconde renferme des amendements introduits par la Consulte des finances, et la troisième, le chiffre définitivement adopté et approuvé par le Saint-Père.

Comptes préventifs des années 1856, 1857 et 1858.

BUDGET DE 1856.

Revettes.

Ministères.	Propositions de l'administrat. Scudi.	Amendements de la Consulte des finances. Scudi.	Budget approuvé par Sa Sainteté. Scudi.
Finances	12,267,640	13,513,648	13,513,648
Intérieur	32,234	41,904	41,904
Commerce, beaux-arts, agricult.			
Industrie et travaux publics ...	60,231	62,035	62,035
Armée	7,220	7,220	7,220
Total	12,367,325	13,624,807	13,624,807

¹ Un homme d'Etat des plus compétents, citoyen romain, veut bien nous communiquer, au sujet de la *Consulte*, une note à laquelle nous empruntons les observations qui suivent :

« Les conseils provinciaux qui présentent les listes des candidats à la consulte, sont eux-mêmes nommés par le pape, sur des listes présentées par les Conseils communaux. Ceux-ci devaient d'abord sortir de l'élection des intéressés ; mais quoique la loi électorale fût très-conservatrice — elle n'accordait en général que 60 électeurs, par exemple, à la commune qui avait 10 conseillers à nommer, et tout électeur devait produire un certificat de bonne conduite délivré par le curé de la paroisse — on la trouva bientôt gênante. Aujourd'hui c'est le gouvernement qui nomme les conseils municipaux qui présentent les candidats pour les conseils provinciaux, qui proposent les membres à nommer pour la Consulte. Il en résulte que cette dernière assemblée est au fond une émanation du gouvernement et non de l'élection populaire. Dans les premières années après l'institution de la Consulte, des hommes sages et

Dépenses.

Finances.....	9,027,363	10,228,552	10,345,693
Intérieur.....	1,537,331	1,509,680	1,515,380
Commerce, etc.....	641,093	608,438	610,552
Armée	1,950,363	1,930,842	1,930,842
Total.....	13,156,150	14,277,512	14,402,467

BUDGET DE 1857.

Recettes.

Finances.....	12,692,378	14,173,032	14,173,032
Intérieur.....	44,434	46,734	46,734
Commerce, etc.....	72,978	73,776	73,776
Armée	6,650	9,150	9,150
Total.....	13,283,948	14,302,692	14,302,692

Dépenses.

Finances.....	9,045,406	10,513,170	10,513,170
Intérieur.....	1,569,043	1,553,985	1,553,985
Commerce, etc.....	645,386	671,613	671,613
Armée	2,024,113	2,016,225	2,016,225
Total.....	13,283,948	14,754,993	14,754,993

BUDGET DE 1858.

Recettes.

Finances.....	14,507,983	14,494,857	14,494,857
Intérieur.....	44,834	44,834	44,834
Commerce, etc.....	89,991	111,206	111,206
Armée	11,190	11,190	11,190
Total.....	14,653,998	14,662,087	14,662,087

cieux, quoique bien dévoués au gouvernement, furent choisis par le pape. Ils prirent leur rôle au sérieux; ils firent entendre des avis salutaires; ils réclamèrent des réformes financières. On leur fit comprendre que ce n'était pas là le rôle que le gouvernement voulait les voir exercer. Leurs conseils furent repoussés, et on se dispensa même de demander leur avis sur les mesures les plus importantes; on contracta ainsi des emprunts à l'étranger, on vendit des domaines de l'Etat, on créa des nouvelles rentes consolidées, on frappa le raisin d'un nouvel impôt, on modifia les tarifs douaniers et les lois postales; on repoussa les modifications demandées par la Consulte au sujet de la régie des sels et des tabacs, des lois sur les patentes et le papier-monnaie. La Consulte put à peine obtenir communication des comptes rendus budgétaires, dont l'examen devrait pourtant constituer une de ses principales charges. Les plus considérés parmi les membres de la Consulte donnèrent alors leur démission. Le gouvernement, pourtant, n'eut pas encore trop de confiance dans le bon vouloir de la Consulte, et préféra agir sans sa coopération. Il en fut ainsi, dans ces deux dernières années encore, pour le nouvel emprunt, pour la loi sur l'amortissement et pour le retrait de la monnaie de cuivre : mesures prises et exécutées sans qu'on ait demandé l'avis préalable de la Consulte. »

Dépenses.

Finances.....	10,166,526	10,142,174	10,149,577
Intérieur.....	1,564,837	1,552,069	1,552,069
Commerce, etc.....	734,516	770,113	793,138
Armée.....	2,086,688	1,975,953	2,025,237
Total.....	14,552,567	14,448,309	14,520,021

Les chiffres de la troisième colonne dans le tableau qui précède ressemblent presque entièrement à ceux de la deuxième, ce qui revient à dire que S. S. approuve toujours les propositions de la Consulte. Il y a par contre de notables changements, de la première à la deuxième colonne, et presque toujours en plus, surtout pour les exercices 1856 et 1857¹. Quant aux changements d'une année à l'autre, le budget approuvé pour 1857 dépassait celui de 1856 de 677,885 sc. pour les recettes et de 452,301 sc. pour les dépenses; d'après le budget approuvé pour 1858, les recettes, comparativement à 1857, augmenteraient de 359,395 et les dépenses diminueraient de 234,972 sc.: le budget se solderait donc avec un excédant de recette de 142,066 sc., tandis qu'il y eut un déficit de 677,885 sc. et respectivement de 452,301 sc. dans les budgets approuvés pour 1856 et 1857; on verra pourtant par les détails qui vont suivre que cette amélioration n'est qu'apparente. Il résulte aussi du tableau qui précède, que pour les recettes le ministère des finances seul vient en considération, puisque sur un total de 14,662,087 sc. — recette présumé de 1858 — les trois autres ministères ne fourniraient ensemble que 167,230 sc. ou 1.12 p. 100. Le tableau qui suit, permet de comparer en détail les recettes présumées du ministère des finances pour 1858 avec celles de 1856 et 1857, toujours d'après les chiffres approuvés par Sa Sainteté :

1. Recettes du ministère des finances.

	1856.	1857.	1858.	Différence + accroissem. — décroissem.
Impôts directs et propriétés camérales...	3,588,907	3,554,955	3,551,618	— 3,337
Douanes.....	7,314,248	7,767,228	7,830,678	+ 63,450
Timbre et enregistrem.	1,009,137	1,055,706	1,060,115	+ 4,409

¹ La différence est purement de forme. Le ministère avait porté aux recettes le produit *net* du tabac, tandis que la Consulte a proposé d'y porter la recette *brute*, ce qui fut approuvé par Sa Sainteté.

Postes.....	344,057	351,757	361,654	+	9,897
Loterie.....	901,450	1,032,902	1,181,800	+	148,898
Monnaie et poinçonnage.	17,406	17,802	19,081	+	1,279
Dette publique.....	238,444	242,683	315,385	+	72,702
Réserve.....	100,000	150,000	174,526	+	24,526
Total.....	13,513,649	14,173,033	14,494,857	+	321,824

L'accroissement dans les recettes provient surtout — comme cela ressort de la dernière colonne de notre tableau — des chapitres de la dette publique et de la loterie. Sur le premier chapitre, on a obtenu l'amélioration seulement en répartissant sur un nombre d'années plus grand les frais de l'amortissement pour le retrait de la monnaie de cuivre et pour la dette extérieure; quant à la loterie, l'augmentation provient d'une nouvelle extension donnée à cette opération et il y a aussi un fort accroissement dans les dépenses qui réduit l'augmentation réelle du rendement à 42,702 sc.

Le ministère des finances, par les mains duquel arrivent presque les 99 p. 100 des recettes, effectue aussi la majeure partie des dépenses : en 1858, c'est 10,149,577 sur un total de 14,520,021 sc., soit 69.9 p. 100. Le tableau qui suit fait voir comment se décomposent ces dépenses dans les trois années 1856, 57 et 58 :

II. Dépenses du ministère des finances.

	1856.	1857.	1858.	Différence + augmental. — diminution.
Impôts directs et pro- prietés camérales. . .	534,079	522,929	540,046	+ 17,117
Cadastrs	98,582	102,734	88,151	— 14,582
Douanes	1,962,975	2,141,597	2,385,950	+ 244,353
Timbre et enregistrem.	116,957	116,565	113,930	— 2,635
Postes	233,327	241,054	249,807	+ 8,753
Loterie	572,545	683,032	788,988	+ 105,956
Monnaie et poinçonnage.	29,730	31,804	34,207	+ 2,403
Frais généraux	1,610,377	1,597,436	1,415,404	— 182,032
Dette publique	5,087,121	5,076,018	4,533,094	— 542,924
Total	10,245,693	10,513,171	10,149,577	— 363,594

Nous avons déjà dit la raison de l'accroissement des dépenses pour la loterie; l'accroissement plus fort qu'on remarque dans notre quatrième colonne au chapitre des douanes tombe notamment à la charge de l'administration des tabacs. Il y a par contre une forte diminution des dépenses sur deux chapitres : au chapitre de la dette publique, elle provient de la cause déjà signalée

AUX recettes ; la diminution dans les frais généraux a été obtenue sur les dépenses de l'armée d'occupation autrichienne.

Malgré la réduction opérée sur le chapitre de l'amortissement — réduction qui n'est rien moins qu'une épargne réelle — la charge annuelle de la dette prend encore dans le budget préventif de 1858 le tiers presque (31.2 p. 100) du total des dépenses ; nous reviendrons de suite sur les éléments constitutifs de cette charge. A cet égard, il faut l'avouer, l'administration financière de S. S. ne ressemble que trop à celles des grands et des petits États laïques. Une similitude non moins regrettable est dans ce fait, qu'après la dette c'est l'armée qui absorbe la plus forte somme ; et cette dépense, malgré les réductions obtenues en 1858 sur l'entretien de l'armée autrichienne, s'accroît assez fortement d'année en année : de 1856 à 1858 seulement, l'augmentation est de 94,395 sc. En face de ce chiffre de 2 millions qu'absorbe l'armée¹, on est tout étonné et justement attristé de l'extrême modicité de la somme assignée encore en 1858 au troisième ministère, qui n'embrasse pas moins que le commerce, les beaux-arts, l'industrie, l'agriculture et les travaux publics, c'est-à-dire tout ce qui concerne le développement matériel et intellectuel d'un pays !

Quant à la dépense si forte qu'occasionne la dette publique, voici comment elle se décomposait dans le projet de budget approuvé de ces trois dernières années :

	1856.	1857.	1858.
Dettes permanente.....	1,557,975	1,558,065	1,700,613
— rachetable.....	2,537,008	2,532,008	1,810,607
— temporaire.....	940,958	934,706	971,443
— sans intérêt.....	5,034	2,601	3,703
— arriérés.....	28,924	30,896	28,986
Frais d'administration...	17,322	17,742	17,743
Totaux.....	5,087,121	5,076,018	4,533,094

Capitalisée à 5 %, la dépense de 1858 représenterait une dette en capital de 90.6 millions de scudi ; il ne faut pas oublier pourtant, que dans la dépense ci-dessus entre aussi l'amortissement, qui — en principe du moins — doit être d'un pour cent pour la dette permanente, et de beaucoup plus fort pour les autres parties de

¹ Ce chiffre, dans le budget préventif de 1858, se décompose comme suit : états-majors généraux, intendances, etc., 25,536 sc. ; corps d'armée, 1,817,634 ; matériel d'artillerie et de génie, 97,118 ; frais généraux, 74,949.

la dette ; ensuite, aux chapitres des arriérés et des frais de régie ne correspond pas une dette en capital. Il semble, au reste, assez difficile, vu les origines et les natures si diverses des parties constitutives de la dette pontificale, d'en établir le chiffre avec quelque exactitude. M. le marquis de Pepoli croit pouvoir la porter à 32,653,753 sc. pour les rentes perpétuelles et à 34,195,346 sc. pour la partie rachetable, soit ensemble à 359.4 millions de francs : ce chiffre s'écarte peu des données fournies par Margotti dans son livre *Le vittorie della chiesa*, et des calculs établis par M. le comte Costa della Torre dans la discussion de l'emprunt sarde de 1858. Le caractère distinctif de la dette pontificale c'est que les dépenses dont elle provient ou qu'elle représente n'ont presque jamais été et ne sont aucunement des dépenses d'utilité publique. Ainsi une très-forte part de l'emprunt de 17.1 millions de francs contracté en 1857 chez la maison Rothschild a été employé à dédommager le Mont-de-Piété des détournements commis par son fameux directeur Campana. On cite les assignats de culte (*assegni di culto*) dont la dépense annuelle correspond, capitalisée, à une dette perpétuelle de 4,323,905 sc. ; ces assignats, imités d'autres pays, n'ont aucune raison d'être dans les États romains où le clergé, loin d'avoir été dépossédé, voit au contraire sa fortune immobilière s'accroître journellement. Mentionnons encore la charge de 1,219,920 sc. provenant du dédommagement accordé par le souverain pontife aux couvents pour l'or, l'argent et les reliques disparus sous l'invasion française du commencement de ce siècle. En analysant une à une ces différentes parties constitutives, M. de Pepoli, l'auteur des travaux remarquables, et qui ont été fort remarqués, sur les finances pontificales, arrive au résumé qui suit des provenances de la dette pontificale :

Dépenses extraordinaires des années 1848-57...	4,582,186
Déficit ordinaires.....	21,569,770
Escompte des emprunts.....	6,676,936
Dépenses religieuses et cléricales.....	26,867,322
Ensemble.....	59,696,214

c'est-à-dire que la dette cléricale prend à elle seule plus de 45 p. 100 de toute la dette connue ; nous disons *connue*, parce qu'en réalité la dette publique dépasserait de 7,152,900 sc. le total qui précède : cet excédant aurait été employé à des dépenses non con-

nues, et peut-être non avouables. D'après les données plus récentes de l'*Annuario statistico-italiano*, la dette pontificale, dans la période duo-décennale 1847-58, se serait élevée de 27 millions scudi à 64,233,749.

Le *compte définitif* de 1856, publié en 1858, porte les recettes ordinaires à 13,792,770 sc., extraordinaires à 648,205 sc., ensemble à 14,440,975 sc.; les dépenses ordinaires à 14,339,314 sc., extraordinaires à 879,301 sc., ensemble à 15,218,615 sc. Les prévisions budgétaires ont donc été dépassées de 816,168 sc. aux recettes et de 816,147 sc. aux dépenses, et le résultat final de l'exercice est un déficit de 777,640 sc.

RUSSIE¹.

L'administration financière est enveloppée à dessein dans un profond mystère, très-difficile à pénétrer. Aussi tout ce qu'on rapporte sur la totalité des recettes et dépenses publiques de l'empire de Russie, ne consiste qu'en évaluations plus ou moins approximativement vraies. Les dernières publications non russes, qui nous soient connues, s'en tiennent toujours encore aux chiffres donnés par feu le baron de Reden dans un de ses derniers livres, publication de circonstance faite à propos de la guerre d'Orient. Voici ses évaluations :

Revenus de l'empire en 1852.

	Roubles argent.	
Domaines, forêts, régie, monopoles :		
Domaines directs.....	37,550,000	
Propriétés des apanages.....	3,645,000	
Mines, usines, etc.....	30,500,000	
Contributions payées en nature.....	20,236,000	
Idem en argent.....	11,086,000	
Droits, etc. (boissons : 78,800,000)...	102,910,000	205,927,000
Impôts directs :		
Capitation.....	19,829,000	
Impôts des routes.....	2,066,000	
Patentes, passe-ports de marchands, etc.	7,500,000	29,395,000
Impôts indirects :		
Douanes.....	31,000,000	
Sucre de betterave.....	450,000	
Patentes, diplômes, timbre.....	2,200,000	33,650,000

¹ Monnaie : *rouble argent*, de 20.724 gr., au titre de 878 millièmes; valeur = 4 fr.

Divers.....	6,500,000
Total.....	275,472,000

Ce chiffre de 275 millions de roubles argent constituant la recette brute, assez faible certes, pour un empire de cette étendue, pourrait bien être encore au delà de la vérité. Le fait est que M. Tengoborsky, quoique chargé spécialement de présenter les finances russes sous l'aspect le plus favorable, ne portait les recettes qu'à 224,308,000 r. a. pour l'année 1853, la plus productive avant la guerre d'Orient. Il faut ajouter qu'une partie des recettes qui figurent dans le tableau de M. de Reden, sont des impôts en nature, impôts plus coûteux et moins productifs que les impôts en argent. Ces chiffres dénotent néanmoins un progrès très-sensible réalisé dans le courant de ces vingt dernières années. Au commencement de ce siècle les recettes ne se seraient élevées qu'à 88.6 millions r. a.; M. Tengoborsky admet lui-même, qu'en 1839 encore, elles ne dépassaient pas la somme de 163.8 millions; ça ferait en quatorze années (1839-53) la forte augmentation de 111.6 millions r. a. ou de 68 p. 100. Une ressource des plus importantes ce sont les domaines : au moyen de l'*obrock*, qui s'élève pour chaque « âme de révision » (personne contribuable) à 2 roubles 60 kopeck dans les terres de la couronne, et à 2 r. 86 k. dans les terres des apanages. Le rendement des mines et usines se compose des bénéfices que tire le gouvernement de ses propres exploitations, et du droit de 10 p. 100 qu'ont à payer les exploitations privées. Les douanes enfin fournissent la sixième partie de ce qu'elles rapportent en France, malgré, ou peut-être à cause de la forte élévation des droits d'entrée. Une particularité plus caractéristique encore, c'est le contraste que forment d'une part le faible montant des revenus fournis par l'activité industrielle (patentes, etc.), et d'autre part la très-forte recette que donnent les monopoles et taxes. Dans la somme de 103 millions que fournit le chapitre des monopoles et taxes, l'impôt des boissons entre pour quatre cinquièmes et son rendement va toujours en croissant : dans les années 1839-43 le rendement total n'était encore que de 44.5 millions, et il serait monté à 79 millions en 1852, soit presque un doublement dans l'espace de dix ans. Depuis lors, cette triste mais principale ressource du Trésor russe n'a pas cessé de devenir de plus en plus productive.

On en vit les preuves manifestes dans les adjudications aux enchères qui eurent lieu en juillet 1858 à Saint-Petersbourg, pour la ferme des eaux-de-vie durant les années 1859-63. Les prix des adjudications ont été cette fois plus élevés que jamais; ainsi ils ont monté, dans la Sibérie orientale, de 746,675 à 2,276,000 r.; dans la Sibérie occidentale, de 163,000 à 1,901,000 r.; dans le gouvernement de Wladimir, de 515,400 à 1,416,000 r.; dans celui de Jaroslav, de 596,500 à 1,346,500 r.; dans celui de Vologda, de 226,200 à 558,500 r.; dans celui de Nynji-Nowgorod, de 532,000 à 1,170,500 r.; dans celui de Toula, de 490,200 à 1,148,700 r.; dans celui de Kazan, de 102,100 à 760,600 r.; dans celui de Kalouga, de 287,000 à 752,100 r.; dans celui de Koursk, de 622,400 à 1,592,400 r.; dans celui d'Olonetz, de 92,800 à 253,700; dans celui de Kostromia de 536,100 à 1,568,750; dans celui de Rizam, de 555,800 à 1,817,500; dans celui de Pskow, de 280,000 à 799,100 r.; dans celui d'Orel, de 701,000 à 2,046,900 r.; dans celui de Simbrisk, de 90,000 à 618,200 roubles. On remarquera que c'est dans ceux des gouvernements qui doivent se trouver sur le parcours de l'une des nouvelles voies ferrées projetées, et où l'on peut compter par conséquent sur une grande accumulation d'ouvriers, que les chiffres ont le plus haussé. Pour les seize gouvernements nommés ci-dessus le prix du fermage s'est ainsi élevé de 8,367,275 à 20,991,800 r.

En outre de cette somme que les fermiers payent au gouvernement, ils sont encore tenus de prendre tout leur vin dans les magasins de la couronne, ce qui rapporte beaucoup aussi au gouvernement. On compte que pour ces seize gouvernements seuls ce profit se monte à près de 14 millions, et que tous les gouvernements réunis rapportent de ce chef (fermage des eaux-de-vie et vente des vins) plus de 100 millions r. On ne trouvera pas ce chiffre trop élevé, si l'on sait que la ville de Moscou seule, et sans le chemin de fer, a été affermée plus de 5 millions, Saint-Petersbourg avec la ville de Cronstadt et le district de Tsarskoë-Selo, 6,083,000 r.

Il est facile de reconnaître que, pour se dédommager du fermage plus élevé qu'ils vont payer pendant la période 1859-63, les fermiers ne pourront que falsifier plus encore qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent, les boissons qu'ils débitent ou font débiter,

et entraîner à l'ivrognerie la population la plus misérable. Aussi l'empereur a-t-il décidé que le fermage accompli en 1858 sera le dernier, et que dès 1863 ce système immoral cessera d'être exploité. En attendant, on voudrait encourager les fermiers eux-mêmes à en mitiger les inconvénients. Dans un rapport adressé au Sénat, le 2/14 août 1858, par le ministre des finances, celui-ci fait connaître que MM. Kokoreff et Mamontoff, fermiers, le premier de l'accise dans les gouvernements de Podolie et de Vitebsk, le second de la perception de l'impôt sur la vente en détail, se sont adressés à lui avec la proposition d'abolir dans lesdits gouvernements l'impôt sur la vente en détail, en maintenant seulement les accises prélevées sur le vin. Ces messieurs s'engagent à payer au fisc le prix de la ferme acceptée par eux aux enchères (3,170,775 r. a.); mais afin de combler le déficit qu'ils subiront par suite de l'abolition de l'impôt sur la vente en détail, ils demandent qu'on établisse une surtaxe de 40 kop. par chaque *vedro* de vin, c'est-à-dire qu'on le frappe de 1 r. 15 kop. au lieu de 75 kop. par *vedro*. L'empereur n'a pas seulement permis d'accepter l'offre de MM. Kokoreff et Mamontoff, mais il a encore autorisé le ministre des finances à négocier de pareils arrangements avec d'autres personnes qui auraient affirmé le prélèvement de l'accise et de l'impôt sur la vente en détail dans les autres provinces.

C'est là un heureux commencement de réforme dont on ne saurait trop souhaiter le succès et la continuation. Avec le temps, des réformes de cette nature ne pourront certes qu'accroître les recettes publiques et compenser ainsi les pertes que les réductions douanières opérées en ces dernières années ainsi que l'émancipation des paysans occasionneraient au gouvernement. Cet accroissement de recettes est d'autant plus indispensable pour la Russie, que les exigences de la nouvelle voie réformatrice dans laquelle, sous le rapport économique, le gouvernement d'Alexandre II semble vouloir entrer, ne pourront qu'accroître, dans les premiers temps au moins, les charges de l'État. M. de Reden, auquel nous avons emprunté les chiffres des recettes, évaluait les dépenses pour 1852 à une somme égale aux recettes, soit à 275 millions r. a. Sur cette dépense, les frais de perception absorberaient jusqu'à 35.4 millions, la liste civile environ 11 millions, les relations extérieures 8.5 millions; et tandis que l'armée

coûte 74 millions, la flotte 26.5 millions, la dette 33.5 millions, il ne reste pour culte, instruction, etc., que 7.5 millions. Au surplus ces chiffres, en les admettant comme plus ou moins approximativement vrais, n'expriment que les dépenses ordinaires; les dépenses extraordinaires dans lesquelles les constructions des chemins de fer et la guerre perpétuelle dans le Caucase entraient, avant le conflit d'Orient, dans une fort large proportion, atteignent peut-être, si même elles ne dépassent pas, le montant des dépenses ordinaires. Il va de soi, que ces dépenses extraordinaires ont été fortement accrues par la guerre d'Orient; les évaluations les plus modestes portent la dépense extraordinaire que cette guerre a occasionnée au gouvernement russe, à 300 millions r. a.: chiffre qu'on trouvera certes très-moderne, même en tenant compte des énormes contributions en nature, que la guerre a imposées aux paysans russes.

Aussi ne saurait-on pas s'étonner que la Russie ait dû recourir au crédit sous ses diverses faces, soit par de fortes émissions de papier-monnaie, soit par des emprunts contractés tantôt dans le pays même, tantôt à l'étranger. Avant la guerre d'Orient, soit pour la date du 1^{er} janvier 1853, des renseignements officiels établissaient ainsi le montant de la dette proprement dite :

A. Dette extérieure.

Restant de l'ancien emprunt hollandais.	33,100,000 flor. holl.
Nouvel emprunt hollandais.....	20,049,000 "
Autre emprunt.....	5,280,000 l. str.
Ensemble.....	66,822,580 r. a.

B. Dette intérieure.

Rentes perpétuelles.....	223,861,476 r. a.
A terme.....	110,867,055 "
Ensemble....	334,728,531 "

soit donc un total général de 401,552, 111 r. a. Il fallait y ajouter la somme de 314,375,581 r. en billets de la caisse de crédit de l'empire et 252,000 r. a. restant des assignats, ce qui portait la dette à plus de 713 millions r. a. On connaît les efforts que le gouvernement de Saint-Petersbourg a faits durant la guerre d'Orient, pour se procurer de l'argent à l'étranger, et ces efforts n'ont pas été tout à fait infructueux; on parlait de même d'un

emprunt forcé de 40 millions prélevé dans le pays même. Ce qui est certain, c'est qu'on a largement usé de l'émission de papier-monnaie et qu'on sent aujourd'hui le besoin d'en retirer et anéantir une certaine partie, pour arrêter la dépréciation croissante de cette monnaie fiduciaire et redonner quelque solidité à la circulation. Un ukase du 18 avril 1858 a ordonné en effet l'anéantissement de 60 millions r. papier-monnaie, et cet immense auto-da-fé a effectivement eu lieu à Saint-Pétersbourg le 24 mai dernier ; il est vrai que deux mois après, un nouvel emprunt de 30 à 40 millions r. à 4 1/2 p. 100, prélevé dans le pays même, est venu derechef rehausser le montant de la dette. Les renseignements qui suivent, émanant d'une bonne source, quoique non officielle, donnent au moins une idée approximative de l'état de la dette publique et des changements qui à cet égard se sont opérés dans le courant de l'année.

« Au 1^{er} janvier 1857, le montant de la dette de l'État (à terme et perpétuelle, intérieure et extérieure) s'élevait à près de 322 millions r. a. Dans le courant de l'année 1857, il en a été amorti pour près de 8 millions ; il a été simultanément fait un nouvel emprunt intérieur (contracté avec l'une des banques officielles dépendant des institutions de bienfaisance) de 4,613,000 r. a., ce qui réduit en dernière analyse le chiffre de l'amortissement à moins de 4 millions. Ainsi le chiffre sommaire était descendu le 1^{er} janvier 1858 à 518,334,007 r. a., réclamant approximativement 37,500,000 r. a. d'intérêt, c'est-à-dire 12 à 12 1/2 p. 100 du revenu total de l'État (300,000 millions r.). »

SAXE-ALTENBOURG¹.

Le budget est fixé pour trois ans. En 1852, les dépenses étaient de 684,820 th. contre une recette de 654,816 th., soit un déficit de 30,004 th. ; en 1854, les dépenses (681,457 th.) étaient inférieures de 10,471 th. aux recettes. Pour la période financière de 1856 à 1858, le budget des recettes annuelles est fixé à 742,740 th. (dont 348,715 th. produit des domaines, 184,800 th. produit des impôts directs, 203,490 th. produit des impôts indirects, etc.) et les dépenses à 739,804, soit un excédant de 2,936 th. A la fin

¹ Monnaie, voir *Prusse*.

de 1856, les capitaux actifs s'élevaient à 954,975 et les capitaux passifs à 1,093,225 th., y compris 251,900 th. de papier-monnaie.

SAXE-COBOURG-GOTHA¹.

L'administration financière est distincte pour les deux duchés réunis sous la même autorité. Dans le Cobourg aussi bien que dans le duché de Gotha on distingue entre les recettes et dépenses de la caisse domaniale et celles de la caisse de l'État. D'après une récente convention, on prélève dans le duché de Gotha, sur les revenus de la caisse domaniale, une somme annuelle de 100,000 th. qui constitue la liste civile du duc ; une somme de 34,079 th. passe ensuite, pour être employée aux besoins généraux, dans la caisse générale ; le reliquat se partage en deux parts égales entre le duc et la caisse générale. Le budget est voté pour trois exercices qui commencent le 1^{er} juillet et finissent le 30 juin ; celui qui a été voté le 6 juillet 1858 pour la période financière de 1858 à 1861, porte les recettes annuelles à 579,000 th., dont : impôts directs 161,274, impôts indirects 179,000, impôt du revenu et des classes 82,610, de la caisse des domaines 84,804, capitaux actifs 45,807 th., etc. ; les dépenses sont portées à la somme égale aux recettes, et en prendront : intérêt et amortissement de la dette 97,041 th., administration générale 92,397 th., administration intérieure 105,092, justice 77,031, département des finances 64,993, culte et enseignement 31,164 th., etc. Un arrangement analogue (mais non identique) à celui de Gotha, existe dans le duché de Cobourg au sujet de la répartition des revenus de la caisse domaniale. Le budget voté le 29 juillet 1858 pour la période 1858-59 à 1860-61 établit les recettes et dépenses pour le Cobourg comme suit :

	florins.
Caisse de l'État : Recettes annuelles.	416,700
Dépenses annuelles (y compris 66,972 fl. intérêts et amortissement de la dette)....	412,100
Excédant.....	4,600
Administration des domaines pour 1858-1861 : Recettes...	181,420
Dépenses..	125,884
Excédant.....	55,536

¹ Monnaie, *thalers*, en Gotha ; *florins*, dans le Cobourg.

Un état publié en 1855 portait les revenus des domaines à 164,540 fl. contre une dépense d'exploitation de 104,550 fl., ce qui laissait un excédant de 60,000 fl. à partager entre le duc et le pays.

La dette du duché de *Gotha* s'élevait, d'après l'état de 1855-57, à 3,146,512 th., dont 40,000 th. en papier-monnaie; la dette domaniale qui en a été depuis séparée, montait à la fin de 1854 à 924,972 th. Le duché de *Cobourg* avait à la même époque une dette de 1,904,733 fl., dont 350,000 fl. en papier-monnaie.

SAXE-MEININGEN¹.

Le budget est voté pour trois ans; celui de la période financière courante (1856-57 à 1858-59) porte les revenus à 1,644,202 florins, dont 734,083 fl. provenant des domaines et 910,117 fl. revenus d'État; les dépenses, portées à 1,619,929 fl., laissent un excédant de recettes de 24,273 fl., tout en dépassant de 198,016 florins ou de 14 p. 100 les dépenses de la période financière précédente. Sur les dépenses totales, la dette absorbe 280,000 fl., et l'armée 123,281 fl.; quant à la liste civile, elle prélève 225,000 florins sur les revenus de la caisse domaniale; le reste du revenu net se partage entre le duc et le pays. La dette s'était élevée le 31 mars 1853 à 4,176,055 fl., dont 534,259 fl. en papier-monnaie; à la même date de 1857 elle s'établissait comme suit :

	florins.
Dette portant intérêt.....	3,149,445
Dette ne portant pas intérêt (billets de la caisse).....	1,049,996
Ensemble.....	4,199,441
Fonds pour l'échange des billets de la caisse....	580,157
État au 31 mars 1857.....	3,619,284
Diminution de la dette en 1856-57.....	70,262

Au 1^{er} avril 1858 la dette était réduite à 3,437,480 fl., y compris 1,011,475 fl. qui constituent la dette de la caisse domaniale et 1,049,996 fl. en papier-monnaie.

¹ Monnaie, voir *Bavière*.

SAXE-ROYALE¹.

Aux besoins publics est pourvu par les revenus des domaines et par les contributions des citoyens. Les domaines embrassent comme unité indivisible tout ce que l'État possède ou acquiert en territoires, propriétés foncières, bâtiments, prairies, forêts, mines et usines, jouissances, etc.; les revenus des domaines entrent dans la caisse de l'État aussi longtemps que celui-ci accorde au roi une liste civile de 500,000 th. au moins. Les impôts foncier, industriel et personnel constituent les contributions directes; les contributions indirectes sont : les droits douaniers, le péage sur l'Elbe, l'impôt sur l'eau-de-vie, sur la drèche, le vin, le tabac, le sucre de betterave, le droit d'abatage et le timbre.

Le compte définitif de la période budgétaire 1852-54 a été présenté en mai 1858 à la seconde Chambre. D'après ce compte, les revenus nets se sont élevés à 28,460,798 th., soit 3,615,614 th. de plus que les évaluations. L'accroissement provenait surtout des chemins de fer, forêts, postes, loterie, impôt du timbre et du sucre de betterave, tandis que le droit d'abatage, l'impôt sur l'eau-de-vie, la bière, ainsi que les sels, avaient donné un rendement inférieur aux évaluations. Les dépenses ont dépassé les évaluations de 342,900 th. La fortune mobilière de l'État s'était élevée, entre 1851 et 1854, de 19 à 23 millions, tandis que la dette serait descendue de 55.4 à 54.7 millions th.; mais une nouvelle dette de 6,856,000 th. a été contractée. Grâce à ce principe d'après lequel les intérêts des rentes amorties sont remis à la caisse d'amortissement, la réduction de la dette peut se faire d'année en année dans des proportions plus larges, sans imposer de plus grands sacrifices aux contribuables. Ainsi, l'emprunt de 1830 (10 millions th.) sera entièrement amorti en 1884, ce qui fera disparaître d'un coup une charge annuelle d'intérêts de 410,800 th. Tandis que dans la période financière de 1852-54, la réduction annuelle de la dette n'a été en moyenne que de 277,000 th., elle s'élève dans la période triennale suivante (1855-57) à 436,000 th., et l'on espère que la période financière actuelle pourra y consacrer jusqu'à 2 millions th.

¹ Monnaie, v. *Prusse*.

En effet, tandis que les intérêts et l'amortissement de la dette ne prenaient que 5,095,528 th. dans toute la période financière de 1849-51, les budgets de 1855-57 assignent à ce but une somme annuelle de 2,585,985 th. Les dépenses totales par année s'élevaient dans ce dernier exercice à 9,059,353 th., somme égale à celle des revenus nets. A ces revenus, les domaines fournissaient 971,040 th., les droits régaliens 1,219,725, les intérêts de capitaux, les revenus administratifs et accidentels 729,348, les impôts directs et indirects 5,178,200 th. Dans les dépenses, les chiffres déjà cités pour les intérêts et l'amortissement de la dette prennent le premier rang; viennent ensuite l'armée (avec 2,052,406 th.), l'entretien de la maison royale (895,423 th.), les constructions (810,793 th.), le département de l'intérieur (708,472 th.), les pensions (619,979 th.), le département des finances (448,119 th.), le département de la justice (316,944 th.), le département du culte et de l'enseignement (282,271 th.), le département des affaires étrangères (89,600 th.), etc., etc. Pour la période financière de 1858 à 1860 on compte sur un accroissement égal des recettes et des dépenses, soit donc un budget équilibré, qui s'établirait comme suit pour chacune des années 1858 à 1860 :

1. Recettes.

	thalers.
Domaines et autres possessions.....	1,144,010
Droits sur le débit d'objets fabriqués.....	2,685,655
Intérêts des capitaux, revenus de l'administration, etc.....	902,528
Impôts directs ordinaires.....	1,996,000
Impôts indirects ordinaires.....	2,545,050
Impôts indirects extraordinaires.....	92,000
Total des recettes annuelles....	9,365,243

2. Dépenses.

Besoins gén. de l'État.....	3,728,415
Ministère général.....	27,800
Départ. de la justice.....	376,854
Départ. de l'intérieur.....	772,116
Départ. des finances.....	452,779
Départ. de la guerre.....	1,988,568
Départ. du culte et de l'instruction publique..	292,991
Départ. des affaires étrangères.....	89,745
Quote-part dans les dépenses de la Confédération Germanique.....	22,000

Pensions.....	606,484
Travaux publics.....	859,160
Fonds de réserve.....	147,331
Total des dépenses annuelles..	<u>9,365,243</u>

Il importe pourtant d'observer qu'à côté des budgets ordinaires que nous venons de résumer, il y a toujours un budget extraordinaire, dont les recettes, égalant les dépenses, s'étaient élevées à 18,314,207 th. en 1849-51, et qui était de 7,793,250 th. dans la période financière 1855-57; la majeure partie (7 millions) de cette somme fut employée en constructions de chemins de fer. L'accroissement dans les dépenses ordinaires, qui de 7.6 millions en 1849-51 se trouvent portées à 9.4 millions en 1858-60, provient surtout des chapitres : dette, armée et cour; la dette n'avait demandé que 591,678 th. en 1834-36, et 651,790 th. en 1840-42, tandis que sa dotation s'élevait à 1,588,102 th. en 1849-51 pour arriver à 2,585,985 th. en 1855-57; l'armée, qui n'avait coûté que 1,180,369 th. en 1834-36 et 1,344,025 th. en 1846-48, demandait en 1852-54 la somme de 1,933,417 th. pour arriver, trois ans après, à 2,038,168 th., sans compter les frais de la gendarmerie; la liste civile, fixée à 500,000 th. en 1831, atteint aujourd'hui le double presque de cette somme.

La dette, grâce aux opérations d'amortissement dont nous avons parlé, décroît assez sensiblement depuis deux ou trois ans. A la fin de 1855 elle dépassait la somme de 62.2 millions; elle avait diminué de 1 million presque à la fin de 1857 où elle se décompose de la façon suivante :

Obligations à 3 % créées en 1830.....	7,390,400
Billets du Trésor à 4 % créés en 1847....	9,329,500
Billets du Trésor à 4 1/2 % créés en 1851..	14,770,000
Billets du Trésor à 4 % créés en 1852 et 1855.	14,470,800
Billets du Trésor à 3 % créés en 1853. ...	4,469,400
Actions du chemin de fer saxon-silésien....	<u>3,875,200</u>
Ensemble.....	54,305,300
Dette ancienne.....	18,713
Billets de la caisse ne portant pas intérêt. ..	7,000,000
Total général.....	<u>61,324,013</u>

L'année 1858 a vu s'accomplir une opération qui diminuera encore les charges de la dette; nous voulons parler de la conversion des bons de caisse 4 1/2 p. 100 de 1851 en rentes 4 p. 100.

La conversion a été effectuée sur une somme de 14,524,000 th.; 90,200 th. ont seuls refusé la réduction de l'intérêt et ont dû être remboursés le 1^{er} janvier 1859.

SAXE-WEIMAR-EISENACH¹.

Le budget est voté pour trois ans. Dans la période financière de 1854-56, les recettes s'élevaient à 1,540,915 thalers, contre une dépense de 1,539,148 th. par an. Pour la période financière courante (1857-59), les recettes annuelles sont évaluées à 1,550,827 th., somme à laquelle fournissent : la fortune propre de l'État, 527,887 th.; les droits régaliens, 167,340 th.; les impôts, 851,935 th.; les recettes extraordinaires, 3,665 th. Les dépenses annuelles sont évaluées à 1,544,240 th. dont pour la liste civile, la diète et le *Bundestag* 262,997 th.; pour intérêts et amortissement de la dette, 279,430 th.; pour frais d'administration, 579,684 th.; pour l'armée, 141,000 th., etc. La dette générale s'élevait en 1837 à 3,531,359 th., en outre de 1,483,065 th. de dette camérale et de 600,000 th. en bons de caisse, soit ensemble à 5,614,424 th.; le 1^{er} janvier 1854, elle était de 6,029,726 et elle était redescendue le 1^{er} janvier 1855 à 5,632,180 th. Le budget proposé pour 1860-62 évalue les recettes totales à 1,615,036 et les dépenses totales à 1,614,927; il propose la réduction de l'impôt du revenu de 11 1/4 à 10 1/4 pf. par thaler de revenu.

SUÈDE ET NORWÈGE².

Ces deux contrées, quoique réunies sous le même souverain, ont chacune une administration financière à part. Le budget, dans les deux pays, est voté pour une période de trois ans.

I. *Suède*. Le budget de la période financière 1855-57 se soldait avec 14,358,300 rixdalers en recettes, et 12,876,920 rd. en dépenses, soit un excédant de 1,481,380 rd. Un tiers (4,832,800) de la

¹ Monnaie, v. *Saxe-Royale*.

² Monnaie : Suède, *rixdalers*, de 33.9 grammes d'argent, au titre de 750; valeur = 5 fr. 66 c.; — Norwège, *écu d'espèce*, de 28.9 gr. d'argent, au titre de 875; valeur = 5 fr. 63.

recette est fourni par les domaines ; les deux autres tiers portent le titre de recettes *extraordinaires* et comprennent tous les impôts directs et indirects. Les douanes fournissent plus de la moitié aux recettes extraordinaires ; leur rendement est en progrès continu : de 1,584,042 rd. en 1821 et de 2,641,687 rd. en 1831, il avait monté à 3,600,203 en 1840 et figure, dans le budget qui nous occupe, pour la somme annuelle de 5.2 millions rd. Viennent ensuite : les droits sur l'eau-de-vie avec 3 millions, le timbre avec 710,000, la poste avec 485,000, les arrérages avec 130,000, tandis que les accises ne rapportent que 500 rd. Sur les dépenses, le ministère de la guerre prend plus du tiers ; viennent ensuite le ministère des finances et le ministère de la marine ; le ministère des cultes et de l'enseignement passe, pour le montant de ses dépenses, avant le ministère de la justice ; le ministère de l'intérieur, la liste civile, les pensions et le ministère des affaires étrangères complètent la répartition des dépenses ordinaires. Il faut y ajouter les dépenses extraordinaires qui étaient de 15 millions rd. pour les trois années réunies et furent couvertes en partie par l'excédant des recettes de l'État et de la Banque pendant les années précédentes et en partie par le timbre sur les cartes et journaux, et par la capitation. Les États avaient, en outre, alloué des crédits extraordinaires : de 2.5 millions pour dépenses imprévues, de 2 millions pour la participation éventuelle de la Suède dans la guerre d'Orient, et de 6,833,333 rd. pour la construction des chemins de fer. Les recettes effectives ont pourtant largement dépassé les prévisions du budget ; ainsi les douanes évaluées à 5.2 millions ont atteint en 1855 déjà presque la somme de 9 millions. Aussi le budget de la période financière courante, tout en portant les dépenses ordinaires à un chiffre beaucoup plus élevé, au double presque du chiffre de la période précédente, se solde-t-il encore avec un excédant très-considérable, comme cela ressort de l'état qui suit des recettes et dépenses réglées par les états de l'empire pour les années 1858, 1859 et 1860 :

Recettes annuelles.

		rixdalers.
Ordinaires.....		8,196,800
Extraordinaires : Douanes.....	9,500,000	
— Accises.....	400	

Extraordinaires : Postes.	727,500	
— Eaux-de-vie...	6,750,000	
— Timbre.....	<u>1,300,000</u>	18,277,900
Total.....		<u>26,474,700</u>

Dépenses annuelles.

Ordinaires : Maison du roi....	1,301,400	
— Justice.	2,126,630	
— Affaires étrangères.	479,300	
— Guerre.....	8,686,900	
— Marine.	3,241,330	
— Intérieur.....	2,167,500	
— Finances.....	3,332,400	
— Culte et instr. publ.	8,055,000	
— Pensions, etc.	<u>1,117,940</u>	25,508,500
Excédant des recettes...		<u>966,200</u>
Extraordin. (pour les 3 années)		26,698,603
y compris 3,500,000 r. votés pour desservir les rentes et l'amortiss. de l'emprunt fait pour la construction des chemins de fer. Les dépenses extraord. sont couvertes par :		
L'excédant des recettes des années précédentes.....	14,395,882	
L'excédant annuel (ci-dessus) de 966,200 r. pour 1858-1860.....	2,898,600	
Rentes et amortiss. de prêts donnés...	2,533,868	
Excéd. des reven. de la banque nation.	1,000,000	
Capitation de 1857 et 1858.....	3,890,000	
Idem pour 1859 et 1860.....	<u>4,000,000</u>	28,718,350
Excédant définitif des recettes.....		<u>2,019,747</u>

La situation prospère et l'organisation économique de ses finances a permis à la Suède d'amortir dès 1819 sa dette extérieure; après 1840, cette opération fut étendue à la dette intérieure. Il restait pourtant pour plus de 22 millions rd. de papier-monnaie en circulation et depuis 1851 le gouvernement a contracté plusieurs emprunts; nous citerons notamment l'emprunt de 450,000 l. st. contracté en 1852 à Londres, et l'emprunt de 3 millions m. banco, contracté en 1853 à Hambourg.

Nous avons déjà parlé du crédit extraordinaire de 6.6 millions voté dans la période financière précédente pour la construction des chemins de fer et qui devait être couvert par l'emprunt; on n'a pas oublié l'emprunt de 12 millions rd. que le gouvernement suédois, par suite de la grande crise commerciale de 1857, s'est vu obligé de contracter à Hambourg. En tout, la dette suédoise

pourrait bien se monter aujourd'hui à 42-45 millions rixdalers.

II. *Norwége*. Le budget de la période financière 1857 portait les recettes à 3,356,000 écus. Comme en Suède, les douanes fournissent la majeure partie (presque deux tiers) des recettes et sont suivies immédiatement, pour le montant du revenu, par les droits sur l'eau-de-vie; viennent ensuite les intérêts des actions de l'État, les postes, les mines, le timbre, etc. Les dépenses étaient portées à une somme égale aux recettes; l'armée en absorbait le cinquième, la marine environ le dixième; venaient ensuite la dette publique, les cultes et l'enseignement, le ministère des finances, la liste civile, etc. De même qu'en Suède, les recettes et les dépenses se sont considérablement augmentées pour la période financière courante (1^{er} juin 1857 jusqu'au 30 juin 1860): le budget voté par le storting évalue les recettes totales à 13,888,500 écus et les dépenses à la somme égale, ce qui donne pour les recettes et les dépenses annuelles la somme de 4,629,500. Voici l'état détaillé de ce budget pour chacune des trois années 1857-58 à 1859-60 :

<i>Recettes.</i>		<i>Dépenses.</i>	
Douanes.....	2,550,000	Liste civile.....	131,000
Eau-de-vie.....	750,000	Diète.....	41,292
Postes.....	351,800	Affaires étrangères...	98,108
Timbre.....	75,000	Armée.....	1,000,000
Rentes et fonds des caisses.....	243,500	Marine.....	495,000
Rentes non liquidées..	158,500	Justice.....	368,393
Impôts, etc.....	192,200	Finances.....	707,090
Mines.....	50,000	Dette.....	246,509
Diverses recettes.....	358,500	Intérieur et administra.	1,197,386
		Crédits spéciaux....	236,149
		Dépenses imprévues..	63,623
Total.....	4,629,500	Total.....	4,629,500

D'après un résumé officiel, publié en juin 1858, les recettes effectives se sont élevées en 1856 à 4,184,948 écus, au lieu de la somme de 3,929,393, qui avait été la moyenne des années 1853-55. Les dépenses en 1856 n'ayant été que de 2,701,448, l'exercice se soldait avec un excédant de 1,483,500 écus.

La dette qui, à la fin de 1853, s'était élevée à 4,720,000 écus, avait été réduite un an après à 4,384,300 écus; depuis lors, elle s'est derechef accrue assez considérablement. Nous citerons l'emprunt 4 p. 100 de 220,000 l. st. contracté en décembre 1857 avec

la maison Baring Brothers à Londres et qui doit être remboursé en trente ans. Au commencement de 1858, le gouvernement avait demandé au storting l'autorisation de contracter un nouvel emprunt de 3.6 millions écus d'espèces, surtout « pour paralyser les effets de la crise financière ; » cet emprunt, autorisé le 7 juin 1858 par le storting, a depuis été contracté avec la banque nord-allemande à Hambourg et deux grandes maisons de Hambourg et de Francfort, à 4 1/2 p. 100, remboursable en trente ans par des tirages semestriels ; le gouvernement s'est pourtant réservé de pouvoir, après dix ans, adopter un mode plus prompt d'amortissement ou même d'opérer le remboursement entier, en une fois, » ce qui alors sera encore dû sur les 3.6 millions empruntés.

SUISSE¹.

La Constitution de 1848 a donné au gouvernement fédéral des recettes propres, à la place des contributions matriculaires qu'il tirait jadis des cantons. De même que dans l'Amérique du Nord les douanes constituent la principale ressource du gouvernement fédéral. La poste a bien été également remise entre les mains du gouvernement fédéral ; mais le dédommagement que pour cela il paye aux cantons, absorbe souvent tout le revenu net de cette branche de service ; au reste, le gouvernement fédéral rend aussi aux cantons plus de deux cinquièmes du revenu des douanes. Le gouvernement fédéral ne prélève aucuns impôts directs ; pour les besoins extraordinaires, les cantons fournissent, d'après une matricule revisée tous les vingt ans, des subsides dont on leur retient le montant sur la quote-part qu'ils ont à recevoir dans les revenus de la poste et des douanes. Les recettes, depuis la nouvelle Constitution, se sont constamment accrues, et l'actif de la Confédération a monté dans les premières huit années (1849-56), de 7,076,461 francs à 11,761,315 fr., soit de plus de deux tiers, quoique le gouvernement, en 1852, ait fait abandon au Sonderbund d'une créance active de 2,809,263 fr. Les douanes, dont le revenu brut avait été, en 1850, de 4,160,019 fr., ont rapporté en 1856 la somme de 6,160,240 fr. ; la poste aux lettres, contre

¹ Monnaies françaises.

5,005,062 en 1849 a donné 8,368,128 fr. en 1856 ; les télégraphes ont fourni 393,444 fr. en 1856, contre 244,645 en 1853, la régate de la poudre 919,564 en 1856, contre 147,589 fr. en 1849. Il est vrai que les dépenses se sont également accrues d'une façon considérable, notamment pour la poste, où elles ont monté de 3,932,116 fr. en 1849, à 6,876,568 fr. en 1856 ; l'administration des douanes a coûté 773,286 fr. en 1856, contre 595,344 fr. en 1850, et les dépenses de l'administration militaire sont montées dans les mêmes huit années de 669,135 fr. à 1,716,818. Tout compensé, l'accroissement des recettes a néanmoins été plus grand que l'accroissement des dépenses, et le Trésor fédéral a jusqu'à présent évité les graves inconvénients du déficit.

Cette heureuse situation des finances s'est également maintenue dans l'année 1857, dont voici le budget détaillé des recettes et des dépenses :

1. Recettes.

	fr.	c.	fr.	c.
I. Produit des immeubles et des capitaux :				
Immeubles.....	39,956	23		
Capitaux.....	277,493	20	317,449	43
II. Intérêts d'avances et de subventions.			67,872	11
III. Monopoles et administrations :				
Douanes.....	6,494,635	27		
Postes.....	8,279,989	68		
Télégraphes.....	450,529	93		
Poudres.....	1,339,086	36		
Capsules.....	32,681	93		
Monnaies.....	53,500	91	16,650,424	08
IV. Recettes de chancellerie et remboursements :				
Chancellerie.....	7,047	83		
Département militaire...	167,793	48		
Justice.....	5,683	30	180,524	61
Total....			17,216,270	23

2. Dépenses.

	fr.	c.
I. Intérêts : Passif.....	317,580	13
Autres.....	2,089	94
II. Frais génér. d'administr. : Conseil national....	99,686	31
Conseil des états.....	5,590	80
Conseil fédéral.....	53,828	75
Chancellerie fédérale..	126,284	04
Tribunal fédéral.....	12,146	53
École polytechnique..	150,000	--
Pensions.....	35,372	03

III. Départements : Politique.....	82,697 98
Intérieur.....	120,990 37
Militaire.....	10,390 60
Finances.....	37,020 33
Douanes et commerce.....	456 20
Postes et travaux publics.....	174,591 49
Justice et police.....	11,182 92
IV. Administr. spéciales : Militaire.....	1,433,591 14
Douanes.....	3,293,243 51
Postes.....	8,279,989 68
Télégraphes.....	450,529 93
Poudres.....	1,284,628 14
Capsules.....	30,155 02
Monnaies.....	50,112 09
V. Imprévu.....	25,549 05
Total des dépenses....	16,087,706 28

ce qui laissait un excédant de 1,128,563 fr. L'actif général, à la fin de 1857, s'élevait à 8,264,793 fr. et l'actif pour objets spéciaux à 1,933,672 fr., soit ensemble à 10,198,465 fr. Pour les exercices 1858 et 1859, les recettes sont évaluées à 16,827,000 fr. et à 16,661,500 fr.; les dépenses par contre à 16,607,000 et 16,561,500 fr., ce qui laisserait un excédant de 220,000 fr. pour 1858 et de 100,000 pour 1859. Tout porte à croire que les recettes, en 1858, auront largement dépassé les prévisions budgétaires; ainsi, par exemple, les douanes ont rapporté dans les dix premiers mois de 1858 la somme de 5,512,442 fr., soit 520,286 fr. de plus que n'a été la moyenne des trois dernières années pour le même espace de temps.

Pour la juste appréciation de tous ces chiffres, il ne faut pas perdre de vue que le budget représente le revenu brut. En défalquant les recettes d'ordre, il ne reste en revenu net que la somme de 2,764,000, dont 2,348,000 provenant des douanes, 99,000 fr. des droits régaliens, 224,000 des domaines et 93,000 francs des droits divers. D'autre part, les dépenses générales s'abaissent à 2,253,000, dont 1,478,008 fr. pour l'armée, 54,170 pour la dette, et le reste pour l'administration proprement dite. On sait que cette dernière est organisée de la façon la plus économique : les appointements les plus élevés, ceux du président de la Confédération, ne se montent qu'à 8,700 fr. et chacun des six autres membres du gouvernement ne touche que 7,250 fr.; le ministère des affaires étrangères ne coûte que 69,500 fr., y compris 3,000 pour « frais de représentation. »

Il est vrai qu'une grande partie des charges qui, partout ailleurs, incomberaient au gouvernement central, est supportée en Suisse par les budgets cantonaux. D'après un résumé fait par M. Kolb et basé sur les budgets de ces dernières années, voici quelles sont les recettes et les dépenses cantonales :

Cantons.	Recettes.	Dépenses.	Cantons.	Recettes.	Dépenses.
Berne. . . .	4,356,365	4,326,415	Tessin. . . .	878,000	1,000,000
Zurich. . . .	2,551,000	2,711,711	Neuchâtel. . .	825,525	814,048
Vaud.	2,443,359	2,465,902	Grisons	686,487	778,259
Argovie. . . .	1,694,373	1,832,373	Schaffhouse . .	169,000	184,000
Genève. . . .	1,641,615	1,545,732	Glarus.	212,229	207,424
Fribourg. . .	1,334,343	1,533,590	Schwyz	190,154	145,781
Saint-Gall. .	1,042,000	1,341,000	Uri.	182,000	206,000
Lucerne. . . .	862,479	915,489	Zug.	86,000	83,000
Solothurn. . .	942,203	935,169	Rhodenext. . .	190,000	162,000
Thurgovie. . .	814,498	719,119	Rhodenint. . .	49,000	46,000
Bâle (ville.) .	787,982	902,848	Obwalden . . .	24,000	21,200
Bâle (prov.) .	422,902	423,734	Niwalden. . .	31,000	29,000
Valais. . . .	638,788	604,359			

Les chiffres qui précèdent, comprennent aussi les arriérés, les recettes d'ordre et certaines charges qui, dans d'autres pays, incombent aux budgets communaux. En tenant compte de ces circonstances, pour n'envisager que les budgets nets, on trouverait pour le budget fédéral, comme nous l'avons déjà dit, une somme de 2.5 millions en recettes et dépenses, et 19.5 millions pour les budgets cantonaux, soit ensemble 22 millions : ce qui, pour une population de 2,400,000 âmes, est certes assez modeste. Sur les 22 millions de revenu net, les domaines fournissent 4.5, les impôts directs 6, et les impôts indirects 11.5 millions ; sur la somme égale des dépenses prendraient : les appointements 2 millions, l'enseignement 4.5 millions, l'armée 3.5 millions, les dettes 450,000 fr., et les pensions 60,000 fr. Les dettes cantonales proviennent pour la plupart des acquisitions immédiates et ne dépassaient pas, il y a quelques années, la somme totale de 8 millions, dont plus de la moitié était à la charge du seul canton du Tessin. En ces derniers temps, plusieurs cantons ont fait des emprunts pour la construction des chemins de fer ; dans la plupart des cantons pourtant, la fortune active dépasse le passif. Les impôts indirects que prélèvent les cantons, se bornent à l'impôt du sel, au papier timbré, à l'impôt de succession, etc.; en impôts directs

on ne connaît — à l'exception du Vaud et d'une petite partie du canton de Berne — que l'impôt du revenu.

TOSCANE¹.

La situation financière de ce grand-duché ressort d'une façon éloquente du résumé qui suit de ses opérations budgétaires durant les années 1847 à 1857 :

ANNÉES.	Recettes.	Dépenses.	Déficit.	Excédant.
	l. tosc.	l. tosc.	l. tosc.	l. tosc.
1847	28,186,615	28,563,601	376,986	"
1848	30,008,325	36,629,104	6,620,779	"
1849	31,759,217	41,437,054	9,677,834	"
1850	32,833,337	36,096,934	3,313,617	"
1851	35,306,923	35,547,876	243,952	"
1852	36,438,967	35,819,199	"	619,774
1853	37,215,724	37,315,704	100,079	"
1854	35,467,113	37,637,007	2,169,894	"
1855	37,498,141	38,319,381	701,240	"
1856	39,476,733	38,910,874	934,140	"
1857	38,048,000	38,000,000	"	48,000

Les sommes dépensées pour l'occupation autrichienne ne sont pas comprises dans ces bilans. Il faut remarquer encore, que certains revenus, tels que les loteries, les tabacs, n'y figurent que pour la somme nette de leurs recettes. Les charges des contribuables sont donc beaucoup plus lourdes en réalité qu'on ne le croirait d'après les comptes budgétaires. Tels que les établit le tableau qui précède, ils font déjà voir que le déficit est la règle dans les finances grand-ducales, puisque sur une période de 11 ans il n'y en a que deux qui se soldent avec un excédant assez insignifiant des recettes, tandis que les autres neuf budgets laissent chacun un fort excédant de dépenses : pour la période entière, défalcation faite de l'excédant de 667,774 l. des exercices 1852 et 1857 réunis, le déficit se monte au chiffre de 23,470,747 l. Le budget de 1858 fait espérer un petit excédant de recettes (1,735 l.), ainsi que cela ressort du tableau qui suit :

¹ Monnaie : *lira toscana* = 84 centim. de France.

Recettes.

	lire.	
Impôts directs.....	7,900,000	
Impôts indirects.....	27,437,130	
Revenu patrimonial.....	2,997,620	
Divers.....	535,350	38,870,100

Dépenses.

Ministère de l'intérieur.....	2,690,985	
— de la justice.....	3,475,458	
— de la guerre.....	8,251,679	
— de l'extérieur.....	228,481	
— de l'instruction publique.....	871,644	
— du culte.....	831,192	
— des finances, du commerce et des travaux publics.....	22,518,926	38,868,365
Excédant.....		1,735

Reste à savoir jusqu'à quel point les faits concorderont définitivement avec les prévisions budgétaires; ainsi, par exemple, le budget de 1857 devait laisser, d'après les prévisions, un excédant de 48,000 l.; d'après les comptes rendus publiés en janvier 1859, il y a en réalité un déficit de 1,079,390 l. sur les dépenses ordinaires, à quoi s'ajoutent 2,601,949 l. pour dépenses extraordinaires; il est vrai que ces « dépenses extraordinaires » comprennent aussi les frais d'entretien des troupes autrichiennes, qui ne figurent pas dans les bilans ordinaires résumés ci-dessus.

Le budget de Toscane pour 1859, tel qu'il a été présenté récemment au grand-duc, s'élève à 39,866,400 lir. pour les recettes, et à 39,781,300 lir. pour les dépenses. Voici la répartition des dépenses: ministère de l'intérieur, 2,693,500 lir.; grâce et justice, 3,496,200 lir.; guerre, 8,322,300 lir.; affaires étrangères, 223,800 lir.; instruction publique, 872,100 lir.; affaires ecclésiastiques, 846,200 lir.; finances, 23,325,200 lir.

La situation défavorable des finances toscanes semble du reste être de date assez récente; vers 1842 le grand-duché, d'après ce qu'on assure, aurait eu amorti toutes ses anciennes dettes. Dans les années 1851-53 pourtant, on a contracté trois emprunts, se montant ensemble à 79 millions l. auxquels s'ajoutait pour 9 millions l. de papier-monnaie; les déficits des dernières années auront en tout cas augmenté tout au moins la dette flottante.

TURQUIE¹.

I.

Le Trésor, en Turquie, demande ses revenus à deux natures d'impôts : l'impôt direct et l'impôt indirect. C'est là le principe. L'impôt direct comprend :

1° La contribution personnelle (kharatch, capitation). L'abolition de cet impôt a été décrétée par le dernier hat-houmaïoum (qui attend toujours encore sa réalisation), parce qu'il établissait une distinction entre les musulmans et les rayas, et comme la marque, en quelque sorte visible, de la suprématie de la race conquérante sur les races conquises. Dans les Principautés, la capitation marque la distinction entre les boyards ou leurs fils et les non-boyards. Le petit-fils d'un grand boyard, s'il n'a pas obtenu un *rang* dans la hiérarchie des boyards, est sujet à la capitation. Dans la Turquie d'Europe et d'Asie, les chrétiens, au moyen de cet impôt, étaient exemptés de la charge du service militaire.

2° La contribution foncière (dîme) et celle sur le revenu proprement dit (salian). Les deux premières contributions ont constitué pendant longtemps, on le sait, les seules ressources de l'empire ottoman. Les dépenses extraordinaires, nécessitées par les guerres des sultans contre les infidèles, ont fait naître la troisième contribution, qui, d'abord temporaire, a fini par faire partie intégrante de l'impôt, comme tant d'impôts, créés provisoirement en Europe, continuent à être cependant payés. L'impôt foncier ne frappe que la production : sur cent gerbes, on en prend douze aux rayas et dix aux musulmans. Les terres se divisent elles-mêmes en trois catégories : 1° les terres dites *décimales* quand elles appartiennent en propre aux musulmans, et *tributaires* quand elles sont possédées par des rayas ; 2° les *vakoufs*, ou propriétés relevant des mosquées. Ces propriétés ont pour origine les donations pieuses et les legs ; elles en ont aussi une autre qui était très-fréquente à l'époque où les sultans, abusant de leur autorité despotique, étaient maîtres des biens et de la vie de leurs sujets. Dans ce temps-là, tout possesseur d'un immeuble, qui voulait le

¹ La piastre turque vaut environ 22 cent.

conserver à ses descendants en ligne droite et le mettre à l'abri de l'arbitraire du gouvernement, le cédait, moyennant une faible somme, à une mosquée, à la condition qu'elle n'en jouirait en toute propriété qu'à l'extinction de la descendance directe du vendeur. Le vendeur et ses descendants payaient à la mosquée, comme intérêt des fonds de cession, une très-modique redevance annuelle. Il y a des maisons qui ne donnent, par exemple, que 8 ou 10 francs par an à une mosquée. Des villes entières sont *vakoufs*, comme, par exemple, Rasgrad en Bulgarie, et tant d'autres; dès lors on ne sera pas surpris d'apprendre que les deux tiers au moins des propriétés musulmanes sont *vakoufs*, c'est-à-dire annexées à des mosquées.

3° Le *timar* ou les fiefs militaires, *spahilik*, dont les revenus appartiennent à ceux à qui ils ont été donnés. Ces fiefs ont été créés par la conquête, se sont maintenus par l'absence d'une armée régulière pendant des siècles en Turquie, et étaient concédés à la condition que les titulaires seraient toujours prêts à répondre à l'appel du souverain et à monter à cheval, accompagnés d'un certain nombre d'hommes armés. Ces fiefs étaient autrefois très-nombreux, mais ils s'éteignent tous les jours, et les revenus font retour au trésor impérial. Le gouvernement ottoman les a rachetés en Bulgarie, en 1851, à la suite des troubles qui y avaient eu lieu, et aujourd'hui on ne les retrouve guère en Europe qu'en Bosnie et en Albanie.

Les municipalités jouent un très-grand rôle dans le recouvrement des impôts directs. On arrête d'abord au ministère des finances ce que chaque commune doit payer pour le *kharatch* et le *salian*, et on laisse aux municipalités le soin de répartir la somme entre les divers habitants suivant leur fortune. Chaque municipalité a son maire (Codja-Bachi), et dans le Péloponèse, par exemple, ces maires étaient les maîtres de la province, et souvent de véritables oppresseurs. Les autorités ottomanes n'interviennent jamais directement dans les débats des municipalités. Quand l'argent a été recueilli, il est remis aux employés du ministère des finances. En ce qui concerne la perception de la dîme, comme l'État a besoin d'argent comptant, il afferme l'impôt à de riches négociants ou à des banquiers de Constantinople, généralement à des Arméniens, qui font opérer les rentrées au moyen

d'agents spéciaux, mais toujours avec le secours des municipalités.

J'ai dit que les musulmans ne sont point soumis au kharatch parce qu'ils acquittent seuls le plus pénible, et le plus noble des impôts, celui du sang. Les chrétiens vont désormais être exempts du kharatch, parce qu'en principe ils doivent être appelés à faire le service militaire. Par une faveur spéciale, tous les habitants de Constantinople et de Scutari sont exempts du *savian*, mais ceux qui ont des propriétés dans les environs de la capitale doivent acquitter la dîme. La dîme atteint aussi les moutons, et cet impôt est concédé à des fermiers spéciaux (giulepi). Depuis plusieurs années, un droit de 3 piastres par tête a été mis sur les porcs. Cet impôt ne touche que les intérêts des chrétiens, les juifs et les musulmans ne s'occupant point de l'élève des porcs, dont la chair leur est interdite par leur loi religieuse.

Par exception à la loi mahométane, les sultans ont progressivement établi des droits de douanes sur tous les produits de la terre et de l'industrie à l'importation, comme à l'exportation. Aujourd'hui, tous les dix ans, des délégués de chaque légation établissent pour la nation à laquelle ils appartiennent, et de concert avec les représentants de la Porte, un tarif des différents produits, manufacturés et autres, qui entrent dans la consommation, et, d'après cette estimation, les produits sont frappés d'un droit de 5 p. 100 à l'importation et de 12 p. 100 à l'exportation. Ce tarif élevé à l'exportation a été établi par le traité de commerce signé d'abord entre la Porte et la Grande-Bretagne, en mai 1838, et par la Porte et la France en novembre de la même année, et sans y apporter aucun changement. Ce tarif remplaça le 3 p. 100 que les produits de l'empire ottoman payaient autrefois à la sortie, mais il remplaça aussi tous les droits intérieurs qui étaient acquittés par la marchandise avant d'arriver au port d'embarquement; tous les monopoles furent déclarés abolis.

Sélim III est le premier sultan qui ait voulu, à l'imitation des gouvernements européens, établir des droits sur la consommation et la circulation des denrées et des objets manufacturés. Il souleva alors une opposition générale; celle des janissaires qu'il avait aussi menacés dans leur existence par la création du Nizam-Djedid, armée régulière, lui coûta la vie. Mais après la destruc-

tion de cette milice turbulente, son successeur, le sultan Mahmoud, se crut en mesure de vaincre toutes les résistances. Ses prévisions ne furent pas trompées. Des droits furent successivement mis sur la circulation extérieure, sur les magasins, les bateaux, le café, le tabac et le débit en détail; les monopoles, nous l'avons dit, ont été abolis par le traité de 1838. L'État n'a conservé que ceux des grains et du café pour Constantinople seulement. Il achète annuellement de ces deux denrées ce qui est nécessaire pour la consommation, et réalise sur la vente aux boulangers et aux débiteurs un léger bénéfice. A ces deux monopoles, il faut ajouter ceux du tabac à priser, de l'opium, du soufre et du sel.

Indépendamment du revenu public, le sultan a un revenu particulier; autrefois, bien que très-variable, ce revenu était fort considérable, parce qu'il se composait, outre les nombreux domaines particuliers, d'une portion des profits de la monnaie et des mines, de la douane de Constantinople, des présents que le sultan recevait de ses sujets, des confiscations et des successions. Aujourd'hui, le sultan ne possède plus qu'un certain nombre de domaines, qui ne rapportent pas, annuellement, au delà de 3,000,000 de piastres, mais l'État lui fait une liste civile de 80,000,000 de piastres environ.

La liste civile du sultan a récemment été augmentée, soit à cause de l'élévation des prix de toutes les denrées causée par la guerre et la présence d'armées et de flottes étrangères, soit en raison de la dépréciation du signe représentatif des valeurs à Constantinople et de la rareté des espèces métalliques.

En dehors des ressources fournies par les impôts directs et indirects, les diverses provinces qui reconnaissaient la suzeraineté de la Porte sont tenues de lui fournir un tribut que l'on estime, pour l'Égypte, à 40,000,000 de piastres; pour la Valachie, à 2,000,000; pour la Moldavie, à 1,000,000; pour la Serbie, à 500,000. Les sommes exceptionnelles et les contingents fournis par l'Égypte, durant la dernière guerre, ont fait voir que la Porte peut compter sur des ressources extraordinaires considérables. Tunis ne paye aucun tribut, mais cette régence a aussi contribué à la guerre par ses contingents et ses trésors. Les tributs payés par la Valachie et la Moldavie semblent insignifiants, mais, dans la réa-

lité, les sommes retirées par la Porte des Principautés sont assez importantes. Elle reçoit des deux principautés un tribut de 2,100,000 piastres valaques par an ; à chaque changement de prince, changements assez fréquents dans l'ancien régime des Principautés, celles-ci payaient une année de tribut supplémentaire, en outre de 100,000 ducats que chaque prince donnait à la Porte pour son investiture.

II.

A l'heure qu'il est, et en vertu du Tanzimat, la diversité des impôts a entièrement disparu, et une régularité uniforme devrait exister dans tout l'empire ottoman. Un grand obstacle à l'uniformité se trouve dans la légère différence qui naît de l'époque et du système des rentrées, nécessitée par la variété des cultures dans un empire dont la vaste étendue compte tant de climats, et dans l'exception faite en faveur des provinces dotées d'administrations séparées et distinctes, telles que la Valachie, la Serbie, la Moldavie, l'Égypte, auxquelles il faut ajouter l'île de Samos, le Liban et les gouvernements généraux, qui ne rapportent rien au Trésor, comme ceux de Belgrade, de l'Abyssinie, de l'Yémen, ainsi que celui de la régence de Tunis, qui n'est reliée à l'empire que par la simple vassalité. Pour compléter cette nomenclature, il faut ne pas omettre la province de Montenegro, qui est en révolte permanente, à peu près légalisée par la Porte Ottomane elle-même sous le vizirat d'Aali-Pacha, et dont le Trésor turc ne retire rien.

Aujourd'hui donc, et sauf les exceptions que nous venons de signaler, l'impôt serait partout établi et régularisé sous trois qualifications, savoir :

1° L'impôt foncier, *verguïou*, qui signifie don, et qui s'élève à 5 1/4 p. 1000 de la valeur des immeubles ;

2° Le *ianeï askeriye* ; c'est l'ancien *kharatch* (capitation), et qui atteint ceux des non musulmans qui ne sont pas appelés au service militaire, et qui doit monter, selon les évaluations faites par la Porte elle-même, à 80 millions, distribués entre les communes proportionnellement à la population adulte non musulmane au-dessous de quarante ans, qui est de 1,500,000 âmes pour l'Europe, et de 386,000 âmes pour l'Asie (nombres ronds) ;

3° Les *russoumat*, ou taxes (impôts indirects ou dimes), ainsi

divisés : — *a. Ochr*, dîmes des produits de la terre ; cet impôt est payé par tous les sujets du sultan sans exception, ainsi que le *bédelat*, impôt sur les arbres fruitiers, vins, huiles, certaines graines, bétail ; — *b. Gumruch*, droit de douane de 12 p. 100 sur l'exportation et de 5 sur l'importation. Ces 12 p. 100 se décomposent en 3 p. 100 pour droits de douanes et 9 pour 100 représentant les divers droits d'octroi, de péage dans les défilés, de monopoles, et autres droits abolis et réunis à ceux de douane ; — *c. Russoumat mutferrica*, taxes diverses, telles que le fermage du droit de pesage, débarcadères, patentes pour certaines fabrications, comme le tabac à priser, les spiritueux, les briques et tuiles, l'orfèvrerie, les peaux et maroquins, le papier timbré, les passe-ports, etc. — Tous les autres impôts ont été abolis, et sous ce rapport tous les sujets du sultan, musulmans et non musulmans, sont censés jouir depuis six à sept ans d'une parfaite égalité.

Il faut ajouter à ces revenus du Trésor les sommes provenant du loyer de ses domaines, sous diverses formes, comme par exemple les fermes, salines, prairies, pêcheries, fabriques de savon, de chandelle et bougie, de moutures de café et autres. Constantinople, étant exempt de l'impôt foncier, paye un fort octroi sur la consommation et un droit de timbre sur le bazar.

Quel est le rendement total de ces diverses ressources ? Voilà une question à laquelle il serait difficile, presque impossible de répondre autrement que par des évaluations approximatives. Nous sommes parvenus pourtant à nous procurer des données authentiques sur 8 gouvernements ; nous les résumons ci-après.

Noms des provinces.	Exemption du service militaire.	Impôt foncier.	Ferme des dîmes.	Ferme des taxes de toute nature.	Total.
	piastres.	piastres.	piastres.	piastres.	piastres.
Adrianople....	7,734 ¹	21,315 ¹	62,816 ¹	24,519 ¹	116,284 ¹
Uscup.....	2,075	3,473	9,925	4,221	20,294
Niche.....	5,410	7,701	13,750	4,934	31,595
Salonique....	3,597	14,189	30,053	27,237	75,076
Castamouni....	133,5	13,064	6,780	9,923	22,900
Brousse.....	2,118	29,717	25,817	30,039	87,691
Aïdine.....	1,100	25,045	23,790	49,287	98,833
Sivas.....	632	6,991	5,136	903	13,662

¹ Omission de trois zéros, soit donc, millions et centaines de mille.

La dime, on le voit, fournit les $\frac{2}{5}$, dans quelques provinces même la moitié du revenu total. On ne peut s'empêcher de demander si la dime n'est pas un mauvais système d'impôt, ouvrant une large porte à l'arbitraire et à l'injustice, surtout lorsqu'un pareil impôt est affermé; et cependant le revenu que fournit cet impôt est peu en rapport avec l'étendue de l'empire, sa fertilité, la variété de ses productions! Combien donne l'impôt de la dime à l'État? On porte la somme qui en provient à 250 millions de piastres environ, abstraction faite des principautés du Danube et de l'Égypte, qui ne payent point de dime, et de Tunis, de l'Yémen et de l'Abyssinie, qui ne payent rien du tout.

Eh bien! veut-on voir, par comparaison, ce que pourrait être ce même impôt de la dime dans l'empire ottoman? Prenons la petite île de Samos qui jouit d'une administration particulière et autonome. La dime rapporte au Trésor samien 500,000 piastres par an. D'après cette proportion, la dime devrait donner au Trésor impérial turc 500,000,000 de piastres, en supposant les autres parties de l'empire aussi malheureuses que Samos, qui, par suite de la maladie de la vigne, a perdu une partie de sa récolte l'année dernière. Sans l'oïdium, l'impôt de la dime aurait donné au Trésor samien 1 million de piastres. On voit d'un seul coup d'œil ce qu'une organisation rationnelle de l'impôt pourrait faire produire en Turquie. Prenons les douanes et continuons la comparaison entre la petite île de Samos et le vaste empire ottoman. Les droits de douane à Samos sont uniformes; ils sont de 6 p. 100 à l'exportation comme à l'importation. Le traité de 1838 n'y est donc pas en vigueur. Le 6 p. 100 rapporte au Trésor samien 400,000 piastres. Quel est pour la Turquie le chiffre du revenu des douanes? il est environ de 150 millions; proportionnellement, et vu les droits en vigueur par les traités de 1856, ce chiffre devrait être de 600 millions de piastres.

Les évaluations les plus dignes de confiance pourtant, ne portent le revenu *total* de l'empire ottoman qu'à 210 à 230 millions de francs. On peut trouver ce chiffre bien faible pour subvenir à toutes les dépenses occasionnées par une armée régulière estimée avant la guerre à 115,000 hommes; par une marine militaire de plusieurs vaisseaux, bateaux à vapeur, et contenant de 8 à 10,000 hommes d'équipage; par un personnel nombreux de

fonctionnaires dont les principaux reçoivent des traitements très-élevés ; par l'entretien des arsenaux, etc., etc., etc., enfin pour faire face à des circonstances imprévues comme celles qui se sont présentées en 1849, lors des affaires de Hongrie, et qui ont nécessité l'appel sous les drapeaux de la réserve. Je ne parle pas de la dernière guerre ; il a fallu, pour la continuer, faire un emprunt spécial garanti par moitié par la France et la Grande-Bretagne ; c'était, avec l'emprunt dit emprunt Palmes, le seul qui eût été fait par la Turquie, jusqu'à celui qui a été conclu à la fin du mois d'août dernier.

III.

A combien s'élève la dette de la Turquie ? Voici des chiffres que nous croyons exacts :

Montant des deux emprunts faits en Europe et s'élevant ensemble à 200,000,000 francs ; — caïmes, papier-monnaie portant intérêt, environ 40,000,000 fr. ; — caïmes, papier-monnaie ne portant pas intérêt, environ 60,000,000 fr. ; — seïms anciens, papier-monnaie ne portant pas intérêt, environ 16,000,000 fr. ; — seïms nouveaux, papier-monnaie portant intérêt, 20,000,000 francs ; — dettes de l'arsenal, anciennes et récentes, environ 20,000,000 fr. ; — dettes de Tophana, anciennes et récentes, environ 16,000,000 fr. ; — dettes du Seraskierat, anciennes et récentes, 15,000,000 fr. ; — dettes diverses, réglées ou non réglées après la guerre, environ 100,000,000 ; — dettes de la liste civile du sultan, environ 80,000,000 ; — total égal : 545,000,000 de francs. Nous croyons que ce chiffre est plutôt au-dessous qu'au-dessus de la vérité.

Mais ce n'est pas là toute la dette de la Turquie, et si l'on examine la situation monétaire de cet empire, on s'en convaincra facilement. Voici cette situation : monnaie d'argent détériorée ayant en moyenne 45 p. 100 de valeur intrinsèque, en circulation, environ 160 millions de francs ; papier-monnaie de diverses espèces, environ 140 millions de francs. Tout cela fait ensemble une circulation métallique ou en papier d'environ 300 millions de francs. Cette situation monétaire est un accroissement de la dette. En effet, il y a pour la Porte Ottomane nécessité urgente de réfor-

mer son système monétaire, en frappant des espèces métalliques de bon aloi ainsi qu'elle avait commencé à le faire en 1845, si elle veut fonder le crédit en Turquie. Elle l'a compris ainsi, et l'emprunt récemment contracté nous en donne la preuve. Nous pouvons supposer une circulation de 180 millions de monnaies altérées, et la supposition n'a rien d'exagéré. Il faut donc que le gouvernement turc commence par les retirer, et qu'il supporte une perte de 45 ou 50 p. 100. Ce serait une charge de 80 ou 90 millions de francs qu'il faudrait ajouter à la dette.

D'autre part, le papier-monnaie ottoman ne repose sur aucun gage et constitue une véritable dette flottante; cette dette sert à la circulation à cause de son fractionnement et n'a pas d'échéance. Le papier-monnaie subit la dépréciation correspondante à la dépréciation des monnaies altérées; la Porte Ottomane a résolu de faire avec le papier-monnaie la même opération que celle dont l'urgence est reconnue pour les monnaies. Cette opération équivaldra à un remboursement, et on ne saurait évaluer ce remboursement au-dessous de 70 millions de francs. Nous avons donc en Turquie une dette de 705,000,000 fr. au moins, et les deux opérations que nous croyons urgentes, celle du retrait des monnaies altérées et celle du remboursement du papier-monnaie, doivent seules absorber 160,000,000 de francs. L'emprunt actuel, qui est de 125,000,000 de francs, ne suffira donc pas, du moins nous le pensons, et si la Turquie ne prend que des demi-mesures, nous ne voudrions pas en prophétiser le succès.

EUGÈNE POUJADE.

VÉNÉZUÉLA¹.

Le dernier budget évalue les dépenses, y compris les intérêts de la dette, à..... 3,915,083 p.

Les revenus devaient couvrir cette somme approximativement.

Quant à la dette de Vénézuéla, sa dette active ou capital	piastres.
primitif, est de.....	11,431,280
Dette différée ou intérêts capitalisés.....	9,524,927

¹ La piastre de Vénézuéla vaut 4 francs; dans tous les autres pays de l'Amérique espagnole, la piastre vaut environ 5 fr.

Intérêts échus.....	4,956,783
Dette intérieure, comprenant la dette consolidée, la dette flottante et l'indemnité accordée par l'État aux anciens possesseurs d'esclaves libérés.....	22,210,091
Total.....	48,120,081

Le Vénézuéla est en voie d'arrangement avec ses créanciers anglais et tout porte à croire que prochainement cette république payera régulièrement les intérêts et l'amortissement de sa dette ; elle le peut¹.

WÜRTEMBERG².

Au ministère des finances appartient la direction de toute la gestion financière, la surveillance des propriétés de l'État, et il constitue l'instance supérieure pour chemins de fer, postes et télégraphes, de même que pour l'état des caisses et des comptes du pays. Lui sont subordonnés notamment : 1. La chambre supérieure des finances (*Ober-Finanz-Kammer*) avec ses cinq divisions, pour : *a.* domaines ; *b.* forêts ; *c.* bâtiments ; *d.* voies de communications ; *e.* mines. 2. La chambre supérieure des comptes (*Ober-Rechnung-Kammer*), qui contrôle toute la comptabilité des deniers publics. 3. L'administration des caisses de l'État où se concentrent toutes les recettes et dépenses du pays et qui se divise en un bureau de recettes et un bureau de paiements. 4. Le collège des impôts (*Steuer-Kollegium*), chargé de la direction supérieure de toute la perception et des rentrées des impôts directs et indirects ainsi que de la conservation et de la révision du cadastre. Les impôts foncier, des bâtiments et de l'industrie, ainsi que l'impôt du revenu, des capitaux, des reutes, des appointements et des soldes, forment le chapitre des impôts directs ; les accises, la taxe des chiens, les impôts du débit des boissons, les douanes, etc., sont des impôts indirects.

L'exercice commence le 1^{er} juillet et finit le 30 juin. Le budget est voté pour trois exercices. Jusqu'en 1847 les revenus allaient toujours en croissant : de 9,422,010 fl. en 1820-21, ils étaient

¹ Nous devons ces renseignements ainsi que ceux donnés précédemment sur le Mexique, Guatemala, la Nouvelle-Grenade, etc., à l'obligeante communication de M. Mannequin, attaché à la légation de Guatemala, à Paris.

² Monnaie, voir *Bavière*.

arrivés à 10,651,220 en 1830-1 et à 11,591,107 fl. en 1847-8. Les dépenses, notamment de 1841 à 1847, restaient au-dessous des recettes : elles ne montaient en 1841-2 qu'à 10,043,935 fl. contre un revenu de 11,416,558 fl. ; en 1844-5 à 10,452,391 fl. contre un revenu de 12,152,089 fl. ; soit un excédant de 1,372,623 fl. et respectivement de 1,699,698 fl. Les dépenses croissantes pour les chemins de fer, les événements révolutionnaires de 1848 et 49, les disettes réitérées qui suivaient cette époque, etc., vinrent modifier ce bilan favorable et remplacer l'excédant des recettes par un déficit. Déjà pour 1847-8, les dépenses furent évaluées à 12,186,676 fl. contre un revenu de 11,591,007 fl. ; en 1851-2, le revenu n'était porté qu'à 11,126,186 contre une dépense de 12,205,015, soit un déficit—couvert, il est vrai, par les reliquats disponibles des exercices antérieurs — de 595,069 et respectivement de 1,078,829 fl. Les prévisions budgétaires pour la période financière de 1852-3 à 1854-5 firent encore ressortir pour les trois exercices réunis un déficit de 380,727 fl. Pour parer à l'accroissement des dépenses qui, de 11,520,396 en 1849-50, étaient montées à 12,455,614 en 1852-3, on a élevé certains impôts directs, tels que l'impôt du revenu, et quelques impôts indirects, l'accise par exemple, qui, de 1/2 p. 100, fut portée à 1 p. 100 pour les mutations; l'émission de 3 millions de papier-monnaie en 1850 et 1851 a été faite dans le même but. D'autre part, les chemins de fer qui, antérieurement, n'avaient figuré pour ainsi dire qu'au budget des dépenses, commencent à voir s'accroître considérablement leur rendement net : de 303,425 fl. en 1849-50, il était monté à 850,000 fl. en 1852-3 et à 1,100,000 fl. en 1854-5.

Aussi les derniers budgets se présentent-ils derechef sous un aspect plus favorable, c'est-à-dire en équilibre ou même avec un petit excédant de recettes. C'est là le cas du budget de la période financière qui vient de finir (1855-6 à 1857-8) et qui se résume dans les chiffres qui suivent :

Recettes annuelles.

Domaines : Propriétés foncières.....	1,020,459 fl.
Forêts.....	1,127,000
Mines et usines.....	300,000
Salines.....	880,000
Autres.....	12,000

Voies de communication : Chemins de fer.....	1,135,000
Postes, télégraphes, etc.....	160,653
Impôts foncier et industriel	3,300,000
— du revenu.....	850,000
Douanes	1,964,069
Accise	303,200
Recettes diverses.....	1,666,000
Total.....	12,718,377

Dépenses annuelles.

Liste civile et apanages.....	1,122,736
Dettes et rentes viagères.....	2,630,913
Pensions, etc.....	808,877
Département de la justice.....	1,143,490
— des affaires étrangères.....	121,846
— de l'intérieur.....	1,625,810
— du culte et enseignement.....	1,655,679
— de la guerre.....	2,692,764
— des finances.....	649,625
Conseil secret.....	31,665
Fonds de réserve.....	45,000
Divers.....	186,309
Total.....	12,714,714

Le budget qui vient d'être voté pour la période financière courante, est sensiblement supérieur en recettes et en dépenses aux budgets des périodes financières précédentes. Les dépenses sont portées à 13,462,429 fl. pour 1858-59, à 13,780,117 fl. pour 1859-60, et à 14,026,569 fl. pour 1860-61, soit ensemble à 41,269,115 fl. Ces dépenses seraient couvertes : 1^o Par le revenu net des domaines, évalué pour les trois exercices réunis à 17,433,616 fl. ; 2^o par les impôts, dont le rendement s'élèverait à 10,974,000 pour les impôts directs, et à 12,901,912 fl. pour les impôts indirects, soit ensemble à 23,875,912. La recette totale monterait ainsi à 41,309,528 fl., soit pour les trois exercices réunis, un excédant de 40,413 florins.

Le rétablissement de la paix générale en 1815 trouvait le pays chargé d'une assez forte dette, pour l'amortissement partiel de laquelle on destina entre autres les 3,750,000 fl. qui constituaient la quote-part du Wurtemberg dans la contribution de guerre qu'eut à payer la France vaincue; divers arriérés et surtout les exigences des Médiatisés contre-balancèrent, et au delà, pendant longtemps les opérations de l'amortissement; la dette, qui, de 24,760,134 fl. en août 1817, était descendue à 20,374,559

florins en 1820, était remontée à 28,706,350 fl. en 1833; le 1^{er} juillet 1848, elle n'était plus que de 20,785,000 fl., dont 5.2 millions à 5 p. 100, 3.7 millions à 4 p. 100, 1.7 millions à 3 1/2 p. 100, le reste à 2 1/2 p. 100. Depuis cette époque pourtant de nombreux emprunts contractés principalement — mais non exclusivement — pour construction des chemins de fer (tels que les emprunts de 1845 : 7,213,600 fl. à 3 1/2 p. 100; de juin 1846 : 1,262,200 fl. à 4 p. 100; de décembre 1846 : 1,050,000 fl. à 4 p. 100; de mars 1847 : 11,000,000 à 4 1/2 p. 100; de juin 1849 : 3,333,300 fl. à 4 1/2 p. 100; de 1855 : 3,000,000 à 4 1/2 p. 100), firent rapidement augmenter le total de la dette : de 24,666,483 florins en 1846, elle était arrivée à 48,423,719 fl. en 1851 et à 52,351,592 en 1853. Cette dernière somme constituait sur 1844, soit en neuf ans, un accroissement de 34,566,595 fl. et se décomposait comme suit :

515,920 fl. à 5 %		18,213.600 fl. à 3 1/2 %
24,730.200 à 4 1/2 %	-	4,172 à 2 1/2 %
5,887,700 à 4 %		3,000,000 papier-monnaie.

Depuis lors les accroissements ont été moins considérables et l'amortissement plus efficace : la dette, au 30 juin 1856, s'élevait à 53,629,592 fl., soit sur 1853 un accroissement de 1,278,000 fl.

Les coupures de 2, 10 et 35 fl. de papier-monnaie émises par suite des lois du 1^{er} juillet 1849 et du 10 mai 1850, sont retirées de la circulation et remplacées par des coupures nouvelles de 10 fl. seulement; les anciennes coupures peuvent être échangées aux caisses publiques jusqu'au 31 décembre 1859; passé ce terme, elles sont sans valeur aucune et les possesseurs ne peuvent élever aucune réclamation contre l'État.

DEUXIÈME PARTIE

INSTITUTIONS DE CRÉDIT

ALGÉRIE ET AUTRES COLONIES FRANÇAISES.

A. Algérie.

Une Banque de l'Algérie a été instituée par la loi du 4 août 1851 ; elle a son siège à Alger avec des succursales à Oran et Constantine. Capital : 3 millions de francs, divisé en 6,000 actions de 500 francs. Les actions sont au porteur ou nominatives et donnent droit à un intérêt annuel de 4 p. 100 et à une part proportionnelle dans la moitié des bénéfices. Elle a reçu le privilège exclusif d'émettre en Algérie des billets au porteur de 1,000, 500, 100 et 50 fr., remboursables à vue au siège de la Banque ; l'émission ne doit jamais dépasser le triple de l'encaisse. Les opérations de la Banque consistent : 1° à escompter les lettres de change et autres effets à ordre, ainsi que les traites du ou sur le Trésor public et les caisses publiques ; — 2° à escompter des obligations garanties par des récépissés de marchandises déposées dans des magasins publics, par des transferts de rentes ou des dépôts de lingots, de monnaie ou de matières d'or et d'argent ; — 3° à prêter sur effets publics ; — 4° à recevoir des comptes courants ne portant pas intérêt, à se charger des encaissements ou à payer sur mandats et obligations jusqu'à concurrence des sommes encaissées — 5° à recevoir, moyennant un droit de garde, le dépôt volontaire de tous les titres, lingots, monnaies et matières d'or et d'argent. Le taux des escomptes est réglé par les administrateurs de la Banque, de concert avec le ministre des finances. Toute personne do-

miciliée en Algérie peut être admise à l'escompte et obtenir un compte courant. L'administration de la Banque est confiée à un conseil, composé d'un directeur (nommé par décret impérial), d'un sous-directeur (nommé par le ministre des finances), de neuf administrateurs dont trois nommés par le ministre des finances et six par l'assemblée générale, et de trois censeurs, nommés par l'assemblée générale, ayant droit comme les administrateurs à des jetons de présence. L'assemblée générale se compose de cent actionnaires, qui sont, depuis six mois révolus, propriétaires du plus grand nombre d'actions nominatives, ou d'actions au porteur déposées depuis six mois; elle se réunit chaque année en novembre. Les livres et comptes de la Société sont arrêtés tous les six mois, aux 1^{er} mai et 1^{er} novembre. Sur les bénéfices, il est prélevé 4 p. 100 d'intérêt annuel pour le capital réalisé et 3 p. 100 d'intérêt pour les avances de l'État; du surplus la moitié est répartie en dividendes aux actionnaires l'autre moitié est destinée à former le fonds de réserve.

Le tableau des opérations de la Banque dans les six premiers exercices de son existence donnera la mesure de son utilité et de sa prospérité, et en même temps du progrès des transactions en Algérie :

Exercices.	Escomptes effectués.	AgiOS perçus.	Intérêts	Effets reçus à l'encaissement.
			et dividendes payés.	
	fr.	fr.	fr.	fr.
1851-52	8,755,964	92,350	21.60	8,381,648
1852-53	13,728,669	143,985	30.65	12,672,264
1853-54	18,218,885	174,043	32.25	16,595,409
1854-55	20,491,439	209,602	36.50	26,202,701
1855-56	21,840,707	211,632	37.05	33,342,798
1856-57	32,682,417	313,574	35.30	16,286,910

Les progrès que constatent ces chiffres pour les six premiers exercices se sont continués dans le dernier exercice : 1^{er} novembre 1857 au 30 octobre 1858. Les escomptes se sont élevés : Alger, à 29,730 effets et à 20,040,706 fr. 30 c.; Constantine, à 5,456 effets et à 6,182,800 fr. 50 c.; Oran, à 22,550 effets et à 13,371,761 fr. 36 c., soit ensemble : 57,736 effets et 39,595,268 fr. 36 c.; ce qui constitue sur l'exercice précédent un accroissement de 10,138 effets et de 6,912,849 fr. 40 c. Les agios s'étant élevés à 342,398 fr. 03 c., donnaient également en faveur de l'exercice 1857-58 un excédant de 28,824 fr. 36 c. Le service de l'encaissement a porté

sur 36,132 effets et sur 19,010,710 fr. 82 c., soit une augmentation de 5,000 effets et de 2,723,800 fr. 12 c. Les opérations avec le Trésor ont porté sur 10,367 traites et sur 28,130,000 fr., soit un accroissement de 1,773 traites et de 7,629,000 francs. Enfin la circulation des billets de banque ayant été en moyenne de 3,475,000 fr. offre sur 1856-57 un accroissement de 435,000 fr. La circulation permanente des banknotes a sensiblement progressé, dans la province de Constantine surtout. Malgré l'accroissement notable des opérations, la Banque à Alger n'a eu à supporter durant le dernier exercice qu'une perte de 7,924 fr. 65 c.; les succursales n'ont éprouvé aucun sinistre. Aussi le résultat des opérations de l'exercice est-il des plus satisfaisants. Les bénéfices de l'escompte et autres se sont élevés à 242,720 fr. 74 c. dans le 1^{er} semestre et à 257,038 fr. 90 c. dans le 2^e semestre, soit ensemble à 499,759 fr. 64 c., tandis que les dépenses n'ont été que de 89,822 fr. 14 c. et de 97,375 fr. 61 = 187,197 fr. 65 c., ce qui laissait un excédant net de 312,562 fr. La direction a pu accorder aux actionnaires un dividende de 17.70 fr. pour le premier semestre, de 18.30 fr. pour le second semestre, soit ensemble de 36 francs par action, ce qui constitue un intérêt de 7.2 p. 100 pour l'émission à 500 fr. et de 6 p. 100 pour l'émission à 600 fr. On a en outre prélevé sur les produits nets une somme de 46,449 fr. 35 c. dans le premier semestre, et de 49,831 fr. 65 c. dans le deuxième semestre, soit ensemble 96,281 fr., pour augmenter le fonds de réserve. Ce fonds se trouvait ainsi porté, le 31 octobre 1858, à 690,169 fr. 75 c., représentant 23 p. 100 du capital réalisé.

Nous résumons ci-après les éléments principaux des opérations de la Banque et de ses succursales dans l'exercice 1857-58.

	Eseomptes		Encaissement.	Circulation moyenne.
	Sommes.	Aglo.		
Alger.				
1 ^{er} semestre....	9,865,359 fr.	75,762	17,624,150	2,301,000
2 ^e —	10,175,346	76,677	13,868,489	
Constantine.				
1 ^{er} semestre....	2,734,665	29,491	3,797,188	472,000
2 ^e —	3,448,134	33,690	3,440,456	
Oran.				
1 ^{er} semestre....	6,476,517	64,793	4,723,538	702,000
2 ^e —	6,895,244	61,984	3,686,888	
Total....	39,595,268	342,398	47,140,710	3,475,000

Dans le total des effets escomptés (57,736), il y en avait :

Sur la France.....	2,579	effets de	4,291,991 fr.
— Alger et sa province	24,605	—	15,766,329
— Constantine.....	6,776	—	6,105,556
— Oran.....	23,776	—	13,431,392

La part de la France était plus forte dans les opérations d'encaissement; sur le total de 46,499 effets, il y en avait 11,163 sur la France, représentant un capital de 29,285,842 fr. Le mouvement de caisse était de 73.4 millions de fr. aux recettes et de 74.1 millions aux paiements. Dans les recettes, les billets figuraient pour 28,086,500 fr. et le numéraire pour 45,358,036 fr.; dans les paiements (74,203,924 fr.), la moitié presque (36.6 millions) s'effectuait en billets.

B. *Autres colonies françaises.*

La loi du 30 avril 1849, en accordant aux colons l'indemnité promise par le décret du Gouvernement provisoire qui avait prononcé l'abolition de l'esclavage, avait décidé qu'un prélèvement d'un huitième serait opéré sur cette indemnité et consacré à la formation d'établissements de crédit dans les colonies; la loi statutaire du 11 juillet 1851 est venue réaliser cette décision. Les banques de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion ont été constituées chacune au capital de 3 millions de francs; les banques de la Guyane et du Sénégal, dont l'organisation n'a été décidée qu'à la fin de 1854, ont été établies sur des bases beaucoup plus restreintes: le capital de la première est de 300,000 fr.; le capital de l'autre est de 230,000 fr. Les actions de toutes les banques coloniales sont de 500 fr. et nominatives; les banques sont des sociétés anonymes dont la durée a été fixée à vingt ans; leurs opérations consistent:—1° à escompter des effets de commerce à deux signatures ou à une signature appuyée, soit d'un connaissance, soit d'un récépissé de marchandises déposées dans les magasins publics, soit de l'engagement d'une récolte pendante, soit enfin des transferts de rentes ou des dépôts de matières d'or ou d'argent;—2° à escompter des obligations;—3° à se charger de l'encaissement des effets ou à payer tous mandats ou assignations;—4° à accepter des dépôts en argent qui ne portent pas intérêt et

peuvent être retirés à volonté ; — 5° à recevoir, moyennant un droit de garde, les dépôts volontaires de tous titres, lingots, monnaies et matières d'or et d'argent ; — 6° à émettre des billets payables à vue, des billets à ordre ou des traites ou mandats. Chaque banque est autorisée, à l'exclusion de tout autre établissement, à émettre dans la colonie respective des billets au porteur, remboursables à vue, de 500, 100 et 25 fr. ; la circulation ne doit pas dépasser le chiffre de l'encaisse métallique. Un directeur nommé par l'Empereur et propriétaire de 20 actions ; un conseil d'administration dont les membres, propriétaires de 10 actions, sont élus par l'assemblée générale des actionnaires pour trois ans ; deux censeurs, dont l'un, censeur légal, est le fonctionnaire chargé du contrôle colonial, et dont l'autre est élu par l'assemblée générale parmi les propriétaires de 10 actions, forment l'ensemble de l'administration. Indépendamment de cette administration spéciale à chaque banque, une commission générale, siégeant à Paris et composée de 7 membres, est chargée de la surveillance de toutes les banques coloniales. Il existe en outre à Paris une agence centrale des banques coloniales, qui les représente dans leurs opérations avec la métropole, exerce en leur nom des actions judiciaires et extrajudiciaires, et agit comme leur délégué près le gouvernement et près la commission de surveillance. Les livres et comptes des banques coloniales sont arrêtés et balancés tous les six mois, aux 30 juin et 31 décembre. L'assemblée générale se compose de 150 actionnaires, qui, d'après les registres de la Banque, sont, depuis six mois révolus, propriétaires du plus grand nombre d'actions. Sur les bénéfices nets réalisés pendant chaque semestre, il est prélevé une retenue de $\frac{1}{2}$ p. 100 du capital primitif pour le fonds de réserve et 5 p. 100 d'intérêt pour les actionnaires ; sur le surplus des bénéfices les actionnaires reçoivent la moitié à titre de dividende complémentaire ; l'autre moitié est attribuée, savoir : $\frac{8}{10}$ au fonds de réserve ; $\frac{1}{10}$ au directeur ; $\frac{1}{10}$ aux employés de la Banque. Les banques coloniales ouvrirent leurs opérations : celle de la Martinique, en janvier 1853 ; Guadeloupe, en février, et Réunion, en juillet 1853 ; Guyane, 28 mai 1855 ; Sénégal, 1^{er} septembre 1855.

Le mouvement général des affaires des cinq banques coloniales est

en progrès continu. Pour les quatre derniers exercices il s'élevait à :

	1854-55	1855-56	1856-57	1857-58
Martinique.....	15,683,367	16,334,176	18,249,806	19,701,773
Guadeloupe.....	11,638,939	15,149,912	16,875,367	18,394,447
Réunion.....	19,896,118	17,841,978	19,792,702	pas
Guyane.....	"	2,417,422	4,387,575	encore
Sénégal.....	"	368,564	667,049	connus.
Ensemble.....	47,218,424	52,111,052	59,972,499	

Le commerce dans les possessions d'outre-mer s'en ressent très-favorablement. On ne pouvait autrefois emprunter à un taux moindre de 10 à 12 p. 100, et il fallait parfois aller jusqu'à 20 p. 100; depuis 1853 et grâce aux banques coloniales, le taux de 6 p. 100 est rarement dépassé. D'après les dernières informations, le cours des actions de chacune des 5 banques se maintenait à un taux satisfaisant; la valeur totale des actions transférées en France s'élève à 2,402,500 fr., soit le quart environ du capital social (9.3 millions) des 4 banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane. Le mouvement des es-comptes des exercices 1855-56 et 1856-57 a été pour chacune des 5 banques, en augmentant : Martinique, 12,234,208 et 15,184,866 fr.; — Guadeloupe, 12,040,421 et 12,950,228 fr.; — Réunion, 10,487,172 et 11,217,671 fr.; — Guyane, 855,548 et 1,337,679 fr.; — Sénégal, 311,748 et 463,228 fr.; — pour les 5 banques réunies, de 35,929,097 fr. en 1855-56 et de 41,1453,672 fr. en 1856-57. — Les avances ont été, en 1856-57, de 2,141,554 francs à la Martinique; de 1,212,861 fr. à la Guadeloupe; de 450,075 fr. à la Réunion, et de 302,112 francs à la Guyane; ensemble de 4,106,602 francs. — L'escompte des lettres de change sur France s'est exercé sur une valeur de 3.1 millions de francs à la Réunion, de 725,910 francs à la Guadeloupe; les opérations ont été peu importantes à la Martinique, insignifiantes à la Guyane, nulles au Sénégal. — Les prêts sur marchandises se sont élevés à 366,142 fr. à la Guadeloupe et à 590,900 fr. à la Réunion; ils n'ont presque trouvé aucune application dans les trois autres colonies. — Les prêts sur récoltes ont atteint, à la Guadeloupe, depuis l'institution de la Banque jusqu'au 30 juin 1857, le chiffre de 4,570,000 fr. dont 1,760,500 fr. pour le seul exercice de 1856-57; à la Réunion, ils ont été de 508,000 fr. dont 340,000 francs pour le dernier exercice; à la Martinique, de 261,000 fr.

dont 150,000 fr. pour le dernier exercice; à la Guyane, les prêts sur récoltes, ouverts seulement dans le dernier exercice, ont été de 16,000 fr. et nuls au Sénégal, où la propriété agricole n'est point placée dans les mêmes conditions. — Les prêts sur matières d'or et d'argent ont été à la Martinique de 237,267 fr.; Sénégal, de 200,152 fr.; Guadeloupe, 57,465 fr.; Réunion, de 50,625 fr.; Guyane, de 2,040 fr. — Les mandats sur la Banque de France atteignaient en 1856-57 les chiffres suivants : Réunion, 3,587,120 fr.; Guyane, 2,693,073 fr.; Sénégal, 1,353,271 fr.; Martinique, 535,844 fr., et Guadeloupe, 405,570 fr. Le mouvement des fonds des banques coloniales en France a dépassé, pour 1856-57, le chiffre de 25 millions.

Les intérêts et dividendes payés aux actionnaires depuis l'établissement des banques coloniales jusqu'à la fin de l'exercice 1856-57 s'établissent comme suit :

	1853	1854	1855	1856	1857
Martinique	104.50 ¹	36.75	30.25	37.25	34.65
Guadeloupe	108.70 ¹	31.	32.50	35.	35.
Réunion	13.85	33.63	42.93	54.68	44.35
Guyane	"	"	115.40 ¹	45.50	56.25
Sénégal	"	"	"	25.	31.64

Pour l'année 1858, la banque de la Martinique a donné un dividende de 51 fr. 15 c.; celle de la Guadeloupe, 42 fr. 50 c.

Le fonds de réserve, formé d'un prélèvement annuel de 1/3 p. 100 du capital nominal et d'une part éventuelle dans les bénéfices, s'élevait à la fin de l'exercice 1857: Martinique, à 209,937 francs; Guadeloupe, à 308,253 fr.; Réunion, à 435,939 fr.; Guyane, à 22,306, et Sénégal, à 5,119 fr.

	Encaisse.	Portefeuille.	Circulation	Inscriptions de rente à 1/2 p. 100.	Comptes courants.
Martinique .	2,136,777	5,539,150	5,209,225	2,410,222	786,342
Guadeloupe.	1,433,319	4,796,320	3,882,175	3,000,000	1,099,849
Réunion . .	3,645,307	3,181,316	7,934,975	3,000,000	55,205
Guyane . . .	387,932	505,450	759,600	300,000	17,450
Sénégal . . .	81,641	208,672	193,100	230,000	1,009
Ensemble.	7,684,976	14,230,908	17,979,075	8,940,222	1,959,855

¹ Dans ces chiffres sont compris les arrérages des titres de l'indemnité coloniale acceptés comme versements.

ALLEMAGNE.

Nous traiterons, dans des articles spéciaux, aux chapitres *Autriche* et *Prusse*, des institutions de crédit de ces deux États, destinées avant tout ou presque exclusivement, à desservir le mouvement d'affaires des pays respectifs auxquels elles appartiennent. Nous voulons résumer sous le titre général d'*Allemagne* toutes les autres institutions de crédit plus ou moins notables de cette vaste contrée aux souverainetés si multiples. Si politiquement l'Allemagne d'aujourd'hui est encore aussi divisée qu'il y a quarante ans, — ce qui nous obligeait de consacrer à chaque État un article spécial dans la première partie de notre recueil, — il n'en est plus ainsi, heureusement, sous le rapport économique; en témoignent le Zollverein, les conventions postale, monétaire, télégraphique et autres. Il va de soi, que cette unification vers laquelle tend de nos jours l'Allemagne économique, ne peut pas manquer d'influer aussi sur le mouvement et les établissements de crédit, de rendre leur organisation plus ou moins uniforme, leurs intérêts plus ou moins solidaires. Il en est ainsi particulièrement au sujet des institutions de crédit fondées dans ces cinq ou six dernières années et qui constituent la grande majorité des établissements que nous aurons à passer en revue. La particularité la plus caractéristique, en effet, de ces banques et autres associations analogues, consiste précisément, personne ne l'ignore, dans ce fait, qu'elles n'ont pas librement élu leur domicile et que, refoulées pour la plupart dans les petits États et les petites villes par suite des obstacles que leur opposait la restrictive politique banquière des États allemands de premier ordre, elles ne visaient aucunement aux opérations à faire dans les pays de leur résidence; leur création et leur maintien auraient même été impossibles, si le cercle de leurs opérations n'avait pas dépassé les limites de la souveraineté duodécimale, où elles furent concessionnées¹. Presque toutes les institutions de crédit

¹ Voir à ce sujet notre étude sur la *Question des banknotes en Allemagne*, dans le *Journal des Économistes*, mars et mai 1858. L'extrême vivacité qui caractérisait en Allemagne, dans les années 1853-56, le mouvement banquier qu'on avait surnommé la *fièvre banquière*, et le grand nombre de créations toutes nouvelles que ce mouvement, jugé de façons si diverses, avait provoquées, nous a engagé à donner au chapitre *Allemagne*, dans cette partie de l'*Annuaire*, un

allemandes sont donc dans leur but et dans leur activité des établissements nationaux, appartenant plutôt à l'Allemagne en général qu'à l'État allemand sur le territoire duquel ils fonctionnent... La division de notre résumé se trace toute seule; nous parlerons d'abord des banques d'émission; nous passerons ensuite aux autres institutions de crédit. Pour le classement des diverses banques dans notre résumé, nous suivrons, autant que possible, l'ordre chronologique de leur création.

A. BANQUES D'ÉMISSION.

1. — *Banque de Leipzig*. Concession décennale du 12 mars 1839, prolongée jusqu'au 12 mars 1879. Capital primitif, 1,500,000 th., doublé le 16 janvier 1855. La dernière assemblée générale a eu lieu le 12 mai 1858. Le mouvement total des opérations dans l'exercice 1857-8 (1^{er} mars au 28 février) a porté sur 41,111,708 th., contre 39,999,190 th. dans l'exercice précédent. Escomptes : 16,837,249 th. ; traites et mandats, 5,497,770 ; avances nouvelles, 2,293,270 ; avances prolongées, 5,812,875 ; comptes courants, 9,960,806 ; prêts hypothécaires, 512,736 ; dépôts, 187,000 th. Bénéfices nets, 222,040 thalers. Sur cette somme furent prélevés 11,005 th. comme tantième de la direction, et 210,000 th. répartis aux actionnaires, soit un dividende de 10 p. 100.

2. — *Banque de Dessau*. Ouverte le 2 janvier 1847 ; capital social, 21,500,000 th., porté en 1856 à 4 millions. L'exercice 1857 a été assez défavorable, notamment par suite des rapports intimes de l'établissement avec la malheureuse Banque moldave ; le bénéfice net (122,028 th.) était inférieur de 135,620 th. au chiffre de 1856. L'année 1858, avec sa stagnation d'affaires, n'était pas de nature à réparer cette brèche ; l'exercice restait encore au-dessous de celui de 1857. Les *actifs* au 31 décembre 1858 se montaient à 8,852,822 th., dont : 161 prêts sur gages de 523,565 ; 1,398 effets escomptés de 1,520,003 thalers ; comptes courants, 2,713,723 ; encaisse, 190,014 ; réserve des banknotes, 3,601,087. Parmi les *passifs* figurent : le capital-actions pour 4 millions ; les

assez grand développement. Pour plusieurs des banques écloses seulement en ces dernières années, nous avons jugé utile de ne pas nous en tenir au compte du dernier exercice, mais de résumer leurs opérations pendant toute la durée de leur existence.

banknotes, 4 millions; fonds de réserve, 96,358 thalers. Le bénéfice net était de 113,546 th., soit une diminution de 135,620 th. sur 1856 et de 8,482 th. sur 1857. Sur cette somme, les tantièmes prenaient 2,854 th.; le fonds de réserve, 3,641 th. 20 gr.; le restant donnait aux actionnaires un dividende de 4.5 p. 100 contre 6 p. 100 en 1857, 10 p. 100 en 1856, 8 1/3 p. 100 en 1855, 8 p. 100 en 1854. Chapitres principaux du bilan au 31 décembre 1858; capital 4,000,000, encaisse 199,000, circulation 399,000, portefeuille 1,403,000, avances 524,000, effets 262,000 th.

3. — *Banque de Rostock*. Autorisée le 17 février 1850; capital, 1,000,000 th. Dernière assemblée générale ordinaire, le 29 mai 1858. Mouvement total des opérations en 1857 : 34,302,596 th., dont : escomptes, 6,201,512; avances sur hypothèques et valeurs, 3,454,341 et sur marchandises, 805,706; caisse, 15,990,363 thalers. Bénéfice brut : 173,484, dont 58,275 pour les escomptes, 59,824 pour avances. Sur cette somme durent être prélevés : 52,757 pour intérêts et provisions; 24,077 th. pour créances douteuses; 14,162 pour le fonds de réserve; 2,125 pour tantièmes; les actionnaires ont reçu 80,000 th., soit un dividende de 8 p. 100. Chapitres principaux du bilan au 31 décembre 1858 : portefeuille 252,000, avances 426,000, encaisse 585,000, circulation 643,000, effets 415,000 th. La circulation, dans l'exercice 1857, a été sérieusement affectée par l'interdiction que le gouvernement prussien avait lancée contre la circulation de banknotes étrangères sur son territoire; la Banque a dû — seulement entre le 19 octobre et le 19 décembre 1857 — retirer pour 258,000 th. de ses propres notes de la circulation, et emprunter, afin de pouvoir suffire à ses opérations, 1 million de th. (à 6 p. 100 d'intérêt et 2 p. 100 de commission) à la Banque nord-allemande de Hambourg. Dans l'assemblée générale extraordinaire du 23 février 1859, la Banque a adopté les conditions sous lesquelles le gouvernement mecklembourg-schwerinois s'était déclaré prêt à prolonger de 25 ans la concession qui devait s'éteindre en 1860. Ces conditions sont : la Banque porte son capital de 1 million th. à 2 millions; un délai de 5 ans lui est laissé pour ce doublement du capital; une fois le capital doublé, le fonds de réserve doit également être porté à 200,000 th. L'émission de banknotes ne doit pas être augmentée. Pour la cou-

verture de l'émission peuvent servir aussi dans une mesure restreinte, les obligations hypothécaires du pays. Les banknotes continueront à être reçues dans les caisses publiques; mais le gouvernement entre en partage dans les bénéfices de la Banque, quand ceux-ci permettront de donner aux actionnaires au delà de 5 p. 100; la quote-part du gouvernement est de 10 à 20 p. 100 dans cet excédant des bénéfices.

4. — *Banque de Brunswick*. Autorisée le 11 mai 1853; capital social, 3,000,000 thalers, augmenté depuis lors. Les escomptes en 1857 portaient sur 11,639 effets de 8,275,788 th. à l'entrée et sur 12,804 traites de 9,326,852 th. à la sortie; le mouvement des comptes courants était de 4,715,097 thalers à Brunswick, et de 5,834,003 th. dans les agences de Brême et de Hambourg; avances contre nantissement, 2,962,644 th. Bénéfice brut : 363,638 th. dont il fallait déduire 209,605 th. pour frais et pertes, pour intérêts, arriérés, etc., etc. Une somme de 87,750 th. fut répartie aux 40,500 actions qui touchaient ainsi un dividende de 2 1/6 p. 100. Pour l'exercice 1858, le bénéfice brut s'est élevé à 306,340 thalers, dont : escomptes, 25,776; comptes courants et agences, 152,700; avances, 54,912. Le fonds de réserve a reçu 10 p. 100 du bénéfice net, soit 11,837 th.; le tantième de la direction prenait autant; les actionnaires, outre l'intérêt de 4 th. par action, ont reçu un dividende de 2 1/3 th.

5. — *Banque de Weimar*. Concession du 17 septembre 1853, révisée le 16 juillet 1855; capital. 5,000,000 thalers. Mouvement total des opérations en 1858 : 100,172,369 th. contre 113,798,416 th. en 1857; un peu plus de la moitié (51 millions) revient aux succursales et agences. Les escomptes portaient sur 29,840,882 thalers; les avances sur 3,151,490; comptes courants, 63,351,396; commerce de fonds publics, 766,150; dépôts, 1,406,860; prêts hypothécaires, 36,159 th. Bénéfice brut : 326,649 th. Sur cette dernière somme, on donnait au fonds de réserve 5,756 th.; les actionnaires touchaient un dividende de 5 p. 100 contre 5.25 p. 100 en 1857, — 7.50 p. 100 en 1856, — 6.25 p. 100 en 1855, — 4 p. 100 en 1854. Chapitres principaux du bilan au 31 décembre 1858 : encaisse, 1,131,000; portefeuille, 2,600,000 th.; avances, 992,000; circulation, 2,450,000 th.

6. — *Banque de Francfort*. Ouverte le 15 mai 1854; capital so-

cial, 20 millions de florins, sur lequel la moitié seulement était réalisée le 31 décembre 1858. Les escomptes dans l'exercice 1857 portaient sur 21,017 effets de 35.9 millions de fl. et donnaient un bénéfice de 192,694 fl. Le taux de l'escompte était :

4 1/2 % du 1 ^{er} janvier au 17 février.	4 % du 8 juin au 2 août.
4 % du 18 février au 6 mars.	4 1/2 % du 3 août au 22 septembre.
3 1/2 % du 7 mars au 5 avril.	5 % du 23 septembre au 4 octobre.
4 % du 6 avril au 14 avril.	6 % du 5 octobre au 30 novembre.
5 % du 15 avril au 7 juin.	5 % du 1 ^{er} décembre au 31 décembre.

Les avances en 1857 étaient de 19.8 millions de fl.; les effets sur places étrangères de 19.2 millions; les affaires avec les correspondants à l'étranger (16.9 millions) rapportaient 141,590 fl.; les fonds publics 17,343 fl., etc. En tout le bénéfice brut se montait à 661,982 fl.; bénéfice net, 594,857. Sur cette somme le fonds de réserve prenait 73,714; 520,000 fl. furent répartis aux actionnaires, qui touchaient un dividende de 10.4 p. 100 contre 6.5 p. 100 en 1856. L'année 1858 a été bien moins productive : le chiffre des escomptes a diminué de 9 millions de fl. et le bénéfice respectif de 88,206 fl. Le taux de l'escompte a été de 5 p. 100 du 1^{er} au 12 janvier et du 8 octobre au 26 novembre; de 4 p. 100 du 13 janvier au 11 février, du 24 septembre au 7 octobre, du 27 novembre au 28 décembre; de 3 1/2 p. 100 du 29 au 31 décembre; de 3 p. 100 du 12 février au 23 septembre; en moyenne, de 3 1/2 p. 100 contre 4 2/3 p. 100 en 1857. Les avances (2,836) ont porté sur 27 millions; bénéfice, 177,255. La banque a négocié 7,225 effets étrangers pour 20.6 millions; bénéfice, 112,298 fl. Les dépôts (151) ont été de 5.5 millions; la circulation des banknotes a monté en moyenne de 7,737,882 fl. en 1857 à 10,274,650 fl. en 1858; durant toute l'année furent présentés à l'échange contre argent 6,160,220 fl. et demandés contre argent 3,334,665 fl. de banknotes. Le bénéfice brut de l'exercice s'élevait à 630,315 fl.; bénéfice net, 564,932 fl. 20 kr., soit 5.64 p. 100 du capital réalisé (10 millions de fl.); les actionnaires ont reçu 25 fl. par action; le fonds de réserve a été porté à 297,964 fl. Chapitres principaux du bilan au 31 décembre 1858 : capital-actions 10,000,000 fl., encaisse, 8,855,200 fl.; portefeuille, 9,601,400; avances, 4,469,000; effets sur l'étranger, 2,083,300; créances sur l'État, 1,000,000; circulation, 12,169,165; comptes courants, 4,948,300 fl.

7. — *Banque de Gera*. Concessionnée le 14 juillet 1854 par S. A. Henri LXVII, prince régnant de Reuss-Schleitz-Greiz-Lobenstein; capital social, 4,000,000 th. Les escomptes en 1857 portaient sur 17,906,781 th. et donnaient un bénéfice de 124,196 th.; les avances étaient de 4,928,000 et rapportaient 46,156 th.; les comptes courants donnaient 20,469 th.; les provisions, 9,295 th.; le commerce en fonds publics 7,000 th. Le bénéfice total s'élevait à 133,846 th. Sur cette somme furent pris 3,383 pour le fonds de réserve, 4,381 th. pour tantièmes, etc., et les actionnaires touchaient un dividende de 5 p. 100. Chapitres principaux du bilan au 31 décembre 1858 : capital, 2.5 millions; encaisse, 518,000; circulation, 1,068,000; portefeuille, 1,676,000; avances, 948,000; effets, 204,000 th.

8. — *Banque de Hombourg*. Concessionnée en mai 1855, ouverte un an après; capital social, 1 million de florins, versé en entier dans le premier semestre 1856; la dernière assemblée générale a eu lieu le 26 mai 1858. Le mouvement total des opérations en 1857 s'est élevé à 23,865,911 fl., dont : escomptes, 564,913; prêts et mandats, 2,675,052; avances, 1,353,520; comptes courants, 6,068,402; caisse, 4,274,241 fl., etc. Bénéfice brut, 72,366 fl.; net, 62,100 fl. Sur cette dernière somme, furent pris : 10,000 fl. pour le fonds de réserve, 1,989 fl. pour tantièmes; 50,000 fl. furent répartis aux actionnaires qui touchaient ainsi un dividende de 5 p. 100, contre 5 1/2 p. 100 en 1856. Chapitres principaux du bilan au 31 décembre 1858 : portefeuille, 46,000; avances, 125,000; circulation, 83,000; encaisse, 34,000; effets, 48,000 thalers.

9. — *Banque pour l'Allemagne du Sud, à Darmstadt*. Concessionnée le 5 novembre 1855, ouverte le 22 janvier 1856, la Banque de Darmstadt est une création et jusqu'à un certain point, une dépendance du Crédit mobilier de Darmstadt. Capital social, 20 millions de florins. Les travaux préliminaires et d'organisation ne permirent à la direction d'entrer sérieusement en campagne que vers la fin de 1856. A cette époque, n'étaient encore placées que 49,327 actions représentant une somme de 12,331,750 fl., sur laquelle étaient versés 2,654,150 fl. L'émission de notes, commencée le 1^{er} décembre, s'élevait déjà le 31 décembre 1856 à 1,044,060 fl.; l'encaisse, à la même époque, était de 810,041 fl.; le porte-

feuille, de 1,665,228 fl. Dans l'exercice 1857, les escomptes ont porté sur 5,092 lettres de change de 13,422,324 fl. et sur 1,717 lettres de change de 2,159,161 th., et laissé un bénéfice de 127,592 fl. ; les fonds publics appartenant à la Banque représentaient au 31 décembre 1857 un capital nominal de 1,220,394 fl. qui, d'après le cours du jour, se réduisait à 1,196,804 fl. Bénéfice total, 208,452 fl. ; bénéfice net, 140,933 fl., somme qui ne dépassait que de 2,204 fl. les 138,731 fl. exigés pour le paiement de l'intérêt statutaire 4 p. 100 des actions. Dans l'exercice 1858, les escomptes ont donné un bénéfice de 53,700 fl., les avances 144,110 ; les fonds, 65,901 ; les divers, 603, ensemble 264,314 fl. Les dépenses de régie, la moins-value des effets et l'intérêt des dépôts réduisaient le bénéfice à 57,548 fl. Sur cette somme, le fonds de réserve et le tantième de l'administration (10 p. 100 chaque) prenaient 11,510 fl. ; le tantième de la direction, 1,151 ; une somme de 37,034 fl. fut répartie aux actionnaires et leur constituait un dividende de *un pour cent*.

10. — *Banque de Thuringue*. Ouverte le 1^{er} mars 1856 ; siège, à Sondershausen ; capital social, 3,000,000 thalers, sur lequel une somme de 2,120,640 th. était réalisée au 31 décembre 1856. Le montant des opérations s'est presque doublé en 1857 ; il était de 59.2 millions (non compris les succursales), dont : escomptes, 11,779,973 th. ; prêts hypothécaires, 622,564, comptes courants, 32.4 millions. Les escomptes ont rapporté 133,392 th. ; les avances, 13,363 ; les comptes courants, 51,262. Sur le bénéfice brut on dut retenir 63,000 th. pour pertes éventuelles ; le tantième et la part du fonds de réserve prélevés, on put répartir aux actionnaires une somme de 198,908 th., soit un dividende de 6.75 p. 100. L'exercice 1858 a été beaucoup moins brillant. Le mouvement total des opérations est tombé (les succursales non comprises) à 35,277,897 th. Les bénéfices ont été de 52,540 pour l'escompte, de 10,041 pour les avances, de 28,384 pour les prêts hypothécaires, de 39,963 pour les comptes courants, etc., ensemble de 248,066. Il fallait en défalquer 85,121 th. pour le compte des profits et pertes, en outre de 63,000 th. perdus l'année dernière. Les actionnaires ont reçu un dividende de 4 p. 100, soit 2.75 p. 100 de moins que pour 1857.

11. — *Banque internationale de Luxembourg*. Autorisée le 8

mars 1856, ouverte le 31 juillet 1856 ; capital social fixé à 40 millions de francs. La première assemblée générale eut lieu le 30 mars 1858. La direction avait eu à sa disposition, dans l'exercice 1857, un capital de 6 millions th., provenant des 30 p. 100 versés sur les 40,000 actions émises. Elle était arrivée dès le mois d'avril 1857 à une émission de 1,226,800 th. que l'interdiction prussienne de banknotes étrangères réduisait, le 31 décembre 1857, à 317,090 th. Les escomptes en 1857 ont porté sur 6,472 effets de 3,702,631 fr.; bénéfice, 307,808 fr. Par contre, les 2,229,186 francs employés en achat de valeurs de bourse, ont occasionné une perte de 63,493 fr. Les avances étaient de 570,975 fr., les comptes courants de 17.2 millions, les prêts hypothécaires de 375,900 fr. Bénéfice brut, 595,052 fr., de laquelle somme durent être défalqués 63,493 fr. pour moins-value des fonds publics, 23,061 fr. pour provisions et courtages, 115,618 fr. pour frais d'administration, etc.; le compte de la fabrication des notes prenait à lui seul, à divers titres, 58,593 fr., pour une circulation qui, au bout de l'exercice, ne dépassait que faiblement les 300,000 francs ! Une somme de 301,645 fr. fut répartie aux actions, soit un dividende de 5 p. 100. L'assemblée générale ordinaire du 30 mars 1858 a résolu de libérer les actions contre le versement de 50 p. 100, soit de 250 fr., et d'émettre 40,000 actions nouvelles également de 250 fr. Les chapitres principaux du bilan au 31 décembre 1858 sont : capital réalisé, 2,666,000 ; encaisse, 76,000 ; circulation, 113,000 ; portefeuille, 486,000 ; avances, 132,000 ; effets, 1,007,000 thalers.

12. — *Banque de crédit de l'Allemagne centrale à Meiningen.* Concessionnée le 29 février 1856 pour la durée d'un siècle. Capital social, 8 millions de thalers. Les opérations ont commencé le 1^{er} avril 1856 et ont rapporté, dans cet exercice de 9 mois, un bénéfice net de 164,184 th., ce qui permit de répartir une somme de 141,646 th. ou un intérêt de 7 p. 100 sur le capital versé. La Banque avait établi, dès 1856, une succursale à Francfort, des commandites à Vienne, Berlin et Breslau, et s'était intéressée dans une grande fabrique de cigares à Meiningen, dans une fabrique de vin mousseux à Hocheim et dans la *Providentia*, compagnie d'assurance à Francfort. Elle a continué en 1857 sa participation aux entreprises industrielles et autres. Le bénéfice total de l'exer-

cice 1857 se montait à 535,391 th., dont : escomptes, 52,114 ; avances, 29,855 ; provisions, 58,067 ; comptes courants, 102,491 ; entreprises industrielles, 33,368, etc. Les dépenses, y compris les frais d'administration et les pertes réalisées ou éventuelles, ont été de 85,450, ce qui réduisait le bénéfice à 340,491 th. Une somme de 266,167 th. a été répartie aux actionnaires, qui ont touché un dividende de 6.4 p. 100, contre 7 p. 100 en 1856. La Banque, durant l'exercice 1858, s'est intéressée dans les emprunts suédois, norvégien, brémois, dans les emprunts à priorités des chemins de fer de Werra et de Francfort-Hanau, ainsi que dans l'emprunt à loterie du Crédit mobilier autrichien. Elle ne s'est pas engagée dans de nouvelles entreprises industrielles ; les anciennes, notamment la fabrique de vins mousseux à Hocheim, donnaient de beaux bénéfices. Le mouvement total des opérations, à l'exclusion des commandites de Vienne et de Breslau, mais y compris l'agence de Francfort, était de 180,913,938 th. ; la circulation moyenne des banknotes est descendue de 1,688,660 à 610,660 th. Le revenu net de l'année a été de 340,233 th., sur laquelle somme les intérêts statutaires 4 p. 100 des 50,000 actions émises prenaient 200,000 th. ; sur le restant furent attribués 14,024 th. au fonds de réserve ; 25,242 th. aux fondateurs, directeurs, etc., et une somme de 100,000 th. fut encore répartie aux actionnaires qui touchaient ainsi un intérêt de 6 p. 100. Le capital-actions au 31 décembre 1858 n'était que de 5 millions, 3 millions ayant été retirés en 1857.

13. — *Banque de Brême*. Concédée le 30 janvier, ouverte le 1^{er} juillet 1856 ; capital social fixé à 2.5 millions de thalers, porté en décembre 1857 à 4,144,000 th. La première assemblée générale a eu lieu le 18 février 1858 ; le dividende s'élevait à 27 th. d'or par action, soit 10.80 p. 100 pour un exercice de 18 mois = 7.20 p. 100 pour l'année. Le rapport sur les opérations de 1858 a été lu dans l'assemblée générale du 21 février 1859. L'exercice a été relativement bon pour cette jeune institution, grâce surtout au soin qu'elle met à se renfermer strictement dans les opérations ordinaires d'une banque d'escomptes et d'avances. Son taux d'escompte a été dans l'exercice 1858 :

7 1/2 % du 1^{er} au 9 janvier.
 7 % du 10 au 13 janvier.
 6 % du 14 au 20 janvier.
 5 % du 21 janvier au 6 février.
 4 % du 7 au 27 février.

3 1/2 % du 28 février au 6 mars.
 3 % du 7 mars au 14 avril.
 3 1/2 % du 15 avril au 29 mai.
 3 % du 30 mai au 31 décembre.
 de 3.4 % en moyenne.

Malgré ce bon marché de l'argent, les opérations d'escompte (23.2 millions) ont laissé un bénéfice de 218,154 th.; les traites étrangères (5,094,372 th.), 43,451 th.; les avances sur nantissement (725,362), 10,206 th.; les placements en fonds publics brémois et les prêts faits à l'État ont procuré un intérêt de 13,975 th. Circulation moyenne, 651,000 th. contre 160,000 th. en 1857; encaisse, 990,000 th. Les chiffres principaux du bilan au 31 décembre 1858 sont, à l'*actif*: effets sur Brème, 4,334,790; sur l'étranger, 1,409,522; avances, 338,870; obligations de l'État, 84,028; encaisse, 961,908; — au *passif*: capital-actions, 4,141,500; dépôts, 1,721,979; banknotes, 1,200,000; fonds de réserve, 19,519 thalers. Les actionnaires ont reçu un dividende de 4 14/15 p. 100 contre 7 20 p. 100 en 1857.

14. — *Banque de Gotha*. Ouverte en août 1856; capital, 4,000,000 thalers, pouvant être triplé. La première assemblée générale eut lieu le 3 mai 1858. Les escomptes, dans le premier exercice (1857), ont porté sur 9,084 effets de 8,423,068 th.; les avances (166) étaient de 509,247 th.; le mouvement des comptes courants, de 27.4 millions. Les escomptes ont donné un bénéfice de 86,335; les avances, 12,339; les comptes courants, 2,194, etc.; le commerce de fonds publics se solde avec une perte (moins-value) de 5,568 th.; les effets en souffrance et les créances douteuses demandèrent la mise en réserve de 21,500 th. Le bénéfice net était de 88,184 th., absorbé presque entièrement (87,792 th.) par l'intérêt statutaire 4 p. 100 des actions. Au 31 décembre 1858, le capital réalisé était de 2,000,000; l'encaisse de 324,000; la circulation de 811,000; le portefeuille de 1,624,000; les avances de 306,000; les effets de 235,000 th.

15. — *Banque de Hanovre*. Concessionnée le 22 juillet 1856; capital social, 12 millions de th., sur lequel était réalisée jusqu'à la fin de 1858 la somme de 4,061,075 th. Le développement de la Banque qui dès 1857 avait pris un sérieux essor, n'a pas été arrêté par la stagnation générale d'affaires en 1858. Le mouvement

total des opérations a atteint 185.3 millions th. contre 64.6 millions en 1857. Les escomptes proprement dits ont porté, en 1858, sur 8,056 effets de 4,598,809 th.; les avances nouvelles sur effets publics et marchandises ont été de 2,742,997 th.; le mouvement des comptes courants était de 16,257,248 th. Bénéfice brut, 227,994 thalers, dont 35,703 provenant des escomptes, 39,765 provenant des avances, 95,542, des comptes courants, etc. Les frais d'administration en prenaient 17,816; l'impôt, 6,000; les créances douteuses, 3,000, etc. Les actionnaires, en outre de 4 p. 100 d'intérêt statutaire (124,667 th.), ont encore reçu 1.20/21, soit un dividende total de 6 p. 100 presque, contre 5 p. 100 en 1857. Le fonds de réserve, au 31 décembre 1858, s'élevait à 2,993 th.

16. — *Banque de crédit et d'assurance à Lübeck.* Concessionnée le 19 juillet 1856; capital, 7.5 millions marcs courants. Outre les opérations de banque ordinaires, elle se charge des assurances contre l'incendie et les risques maritimes. Le premier exercice (1^{er} octobre 1856 au 31 décembre 1857) a été sérieusement affecté par la grande crise commerciale; les effets en souffrance au bout de l'exercice étaient de 25,000 m. b.; les assurances occasionnaient également une perte considérable. Malgré les résultats satisfaisants des opérations d'escompte, le bénéfice de l'année fut entièrement absorbé par l'intérêt statutaire 4 p. 100 des actions. Il paraît que les résultats de l'exercice 1858, qui ne pourront être définitivement établis qu'en avril 1859, n'ont pas été moins défavorables. Aussi l'assemblée générale extraordinaire du 24 janvier 1859 a-t-elle résolu de cesser tout à fait les opérations d'assurances, de changer le nom de l'établissement contre celui de *Banque de commerce*, et de réduire son capital de moitié. La réduction s'opérera ainsi : aux 31 décembre 1859, 1860 et 1861, ainsi qu'aux 30 juin 1860, 1861 et 1862, on tirera au sort 1,250 actions, qui seront remboursées au pair et perdront tout droit aux propriétés et bénéfices de la Compagnie; l'émission des banknotes doit, dès aujourd'hui, être réduite à la moitié du capital qui restera à la Banque à la date du 30 juin 1862.

17. — *Banque privée de Lübeck.* C'est l'ancienne *Caisse privée d'escomptes et de prêts*, établie en 1820, et dont les résolutions de l'assemblée générale du 8 septembre 1856 ont réformé le nom et les statuts; le capital a en même temps été porté de 500,000 à

1,000,000 m. c. Le premier exercice de la banque ainsi réformée a donné des résultats satisfaisants. Les escomptes en 1857 ont porté sur 7,711,213, les traites sur l'étranger étaient de 527,959. Bénéfice brut : 165,102 m. c., dont il fallait défalquer, en outre des frais d'administration, etc., 18,790 m. c. pour effets en souffrance. Les actionnaires ont reçu 11 m. c. 4 sh., soit 5.25 p. 100 du capital versé. Le capital réalisé au 31 décembre 1858 était de 400,000 th., l'encaisse de 104,000, la circulation de 300,000, le portefeuille de 401,000, les effets de 73,000, les avances de 506,000 thalers.

18. — *Banque urbaine à Breslau.* Le mouvement total des opérations en 1858 a été de 24,124,336 thalers, soit une diminution de 5,925,843 th. comparativement à 1857. Au bout de l'exercice le portefeuille était de 487,555 th., les avances de 640,175, le solde des comptes courants de 105,949; l'émission est restée à 1 million de thalers. Les bénéfices ont été de 79,330 th., les dépenses de 51,314, soit donc un rendement net de 28,016 th.

Aux Banques d'émission qui précèdent, il convient d'ajouter deux établissements de crédit, dont l'un à Munich, l'autre à Wiesbade, émettant des notes l'un et l'autre, s'occupant de l'escompte, mais visant pourtant tout particulièrement aux opérations du crédit agricole. Ces deux banques sont :

19. — *Banque hypothécaire et de change de Bavière.* Ouverte le 1^{er} janvier 1835; capital social fixé à 10 millions de florins, porté successivement à 20 millions (en 1852). Outre les opérations de banque ordinaires, elle fait sur hypothèques des prêts jusqu'à concurrence de la moitié de l'immeuble engagé et remboursables par annuités; des assurances sur la vie et contre l'incendie. Du 15 octobre 1835 au 31 décembre 1855, elle a fait 11,485 prêts hypothécaires, se montant à 27,741,971 fl. Sur cette somme 3,881 débiteurs avaient payé jusqu'au 31 décembre 1855 :

	florins.
Par remboursements complets.....	6,209,524
— à-compte.....	2,379,444
Par amortissements annuels.....	2,993,935
Total.....	11,582,804

de sorte qu'il restait, au 31 décembre 1855, une somme de

16,159,166 fl. due par 8,104 débiteurs. En 1856, les prêts nouveaux n'ont été que de 137,409 fl. et la créance totale, au 31 décembre 1856, était réduite à 15,197,179 fl. Bénéfice: 1,443,269 fl. En 1857, le rendement s'est élevé à 1,712,884 fl., laissant un bénéfice net de 1,448,914 fl. L'exercice 1858 n'a pas été moins favorable; les bénéfices ont été: prêts hypothécaires, 672,729 fl.; — escomptes, 409,634; — avances, 292,883; — intérêts du fonds de réserve, 229,288; — vente d'effets publics, etc., 94,245; — assurances, 116,665; — soit ensemble, avec le transfert de 1857, 1,818,639 fl.; bénéfice net: 1,484,824 fl.; ce qui permit de donner aux actionnaires un dividende de 37 fl. Ce dividende est le plus élevé qui ait encore été atteint: il avait été de 24 1/2 fl. en 1849; — de 27 fl. en 1850; — de 28 fl. en 1851; — de 28 1/2 fl. en 1852; — de 31 fl. en 1853; — de 31 1/2 fl. en 1854; — de 34 fl. en 1855; — de 36 fl. en 1856 et en 1857. Le fonds de réserve de la section des assurances contre l'incendie a reçu 64,500 fl., ce qui le porte à 1 million de florins.

20. — *Banque de Nassau*. Autorisée le 16 février 1849; accorde des avances hypothécaires et fait des prêts pour le rachat des dîmes et autres charges analogues; elle trouve les capitaux nécessaires, soit dans des emprunts garantis par des domaines ou des revenus de l'État, soit dans les dépôts judiciaires, les fonds disponibles des caisses d'épargne, etc. De 1849 à la fin de 1856, elle avait réalisé un bénéfice de 440,995 fl. qui, à la fin de 1857, était monté à 578,137 fl., soit donc pour l'année 1857 seule un bénéfice net de 137,142 fl. Elle a, en 1857, accordé 571 prêts hypothécaires et pour rachat des dîmes; les comptes courants ont laissé au bout de l'exercice un actif de 2,185,783 et un passif de 424,569; les escomptes ont été de 2,070,280; l'encaisse au 31 décembre 1857 s'élevait à 567,307 et la réserve des banknotes à 82,196 fl. La Banque ne s'est pas trop ressentie de la stagnation générale d'affaires en 1858. Les dépôts des caisses d'épargne ont augmenté de 75,173 fl.; les prêts ont été de 971,800 fl.; les escomptes ont porté sur 2,020,105 fl. 34 kr.; les affaires avec l'État étaient de 2,452,765 fl., dont 1,899,013 fl. pour la caisse des chemins de fer d'État. Le bénéfice de l'année a été de 157,238 fl., ce qui porte le bénéfice réalisé depuis la création de la Banque au total de 735,375 florins.

B. — BANQUES D'ESCOMPTE ET CRÉDIT MOBILIERS.

21. — *Banque pour le commerce et l'industrie à Darmstadt.* Autorisée le 2 avril 1853, créée sous l'inspiration et avec la coopération de la Société générale du Crédit mobilier de Paris, dont elle est en grande partie la reproduction. Capital social, 25 millions de florins. Elle a commencé ses opérations dès l'année 1853, et leur a donné, surtout en 1856, une très-grande extension. Ces 3-4 premiers exercices ont été assez prospères. L'année 1857 a été beaucoup moins favorable déjà; les mauvaises conjonctures de cette année, c'est-à-dire la stagnation générale des affaires et la crise qui la suivait, le découragement de la spéculation et la dépréciation des valeurs réputées excellentes un an auparavant, n'ont pu manquer d'influencer défavorablement les opérations de la Banque. La différence entre 1856 et 57 se reflète suffisamment dans ce fait, que le dividende de 15 p. 100 en 1856 ne put être porté qu'à 5 p. 100 pour l'exercice suivant. Voici, au reste, les données principales contenues dans le rapport que la direction a présenté à l'assemblée générale du 4 mai 1858.

Compte d'effets. Le compte d'effets, dont le montant était au 1^{er} janvier 1857 de 8,502,217 florins, s'élevait le 1^{er} janvier 1858 à 10,670,515 fl. 13 kreutzers, soit une augmentation de 2,168,297 fl. 34 kr. Le mouvement général de ce compte a atteint, pendant l'exercice, le chiffre de 24,120,000 fl. Voici comment se classent les effets en portefeuille :

	fl.	kr.
Bons américains.....	247,767	50
Fonds publics et lots allemands.....	811,052	19
Obligations de chemins de fer.....	2,643,714	30
Actions de chemins de fer.....	2,684,381	39
Actions d'établissements de crédit... ..	2,108,672	27
Actions de banques.....	947,107	44
Actions industrielles	1,227,818	45
Total égal... ..	10,670,515	13

Les valeurs américaines sont dans le portefeuille de la Banque depuis 1853, et ont été inscrites depuis le bilan de 1856 à un prix si modeste, que la baisse qu'elles ont subie pendant la crise n'a donné qu'une perte assez minime pour qu'elle pût être couverte et au delà par les intérêts qu'elles rapportent. Quant aux actions des

établissements de crédit, la Banque a su ralentir ses achats dès qu'elle a vu la dépréciation qu'elles subissaient; toutefois, elle a pris en 1857 un certain nombre d'actions du Crédit mobilier autrichien, et n'a pas à regretter cette opération qu'elle a réalisée avec bénéfice.

La Banque avait, en janvier 1857, 4,920 de ses propres actions; elle en a vendu jusqu'au mois de juillet un tel nombre, que celles qu'elle avait en portefeuille n'excédaient pas 1,800; mais au mois de novembre, où elles sont tombées au-dessous du pair, elle en a racheté une grande quantité, et le bilan de fin décembre en compte 4,515. Les actions industrielles se subdivisent ainsi :

Actions de sociétés de navigation : navigation du Danube, Lloyd de Brême, d'Oldenbourg, etc., etc.....	283,785	26
Filatures, fabriques de machines.....	509,293	35
Mines et hauts fourneaux.....	404,709	44
Ensemble.....	1,227,818	45

Dans ce chiffre sont comprises pour 813,157 fl. 35 kr. les actions des sociétés que la Banque a fondées, ou à la fondation desquelles elle s'est directement intéressée. En résumé, le compte d'effets a produit en bénéfices réalisés 888,028 fl. 14 kr.; en pertes réalisées, 33,021 fl. 45 kr.; en pertes calculées, 320,353 fl. 15 kr., ce qui réduit les bénéfices à 544,653 fl. 14 kr., dans lesquels les intérêts touchés sur ces effets entrent pour 366,000 fl. Il est vrai que la société y fait figurer un bénéfice de 702,892 fl. 52 kr. sur l'émission des certificats de souscription.

Caisse et portefeuille. — Les bénéfices ont été de :

Coupons, matières, banknotes.....	1,429	4
Change, escompte, provisions.....	45,439	24
Change sur l'étranger.....	172,249	33
Divers.....	106,123	32
Ensemble.....	325,260	33

Prêts et avances. Ils ont produit en intérêts.....	226,451	52
— — — en provisions....	84,739	55
Ensemble.....	311,191	47

Commandites. Les bénéfices ont été d'abord de...	182,800	40
— Les pertes se sont ensuite élevées à	211,100	37
Différence.....	28,290	57

La cause de cette perte est dans la crise que ces établissements ont ressentie comme toutes les entreprises.

En résumé, les actionnaires de la Banque ont touché :

Pour l'exercice 1853-54	un dividende de	5 1/2 %.
—	1855	— 10 2/3
—	1856	— 15
—	1857	— 5

L'assemblée générale ne se réunissant qu'en mai, nous ne connaissons pas encore le résultat des opérations de 1858; d'après une communication officieuse, le conseil d'administration, dans sa séance du 15 mars, aurait fixé le dividende à 5.25 p. 100.

22. — *Banque de l'industrie et du commerce à Dessau.* Autorisée le 12 mars 1856, organisée sur le modèle du Crédit mobilier de Paris et de la Banque de Darmstadt; capital social, 8 millions de thalers. La Banque, à peine constituée, participait à la création de la Banque de Jassy, ainsi qu'à plusieurs grandes entreprises industrielles; elle achetait en Westphalie des charbonnages et des usines, établissait une commandite à New-York, réalisait pour le gouvernement de Dessau un emprunt de 2,000,000 de th., etc. Le bénéfice de ces opérations se montait à 207,173 th. et lui permit de donner à ses actionnaires, pour l'exercice mars à décembre 1856, un dividende qui représentait plus de 17 p. 100 pour une année entière. Le second exercice (1857) n'a pas réalisé les espérances qu'avait données l'exercice précédent. L'année 1857 a été désastreuse au point de mettre en question l'existence même de la Compagnie. La perte principale provenait de la déconfiture de la Banque moldave, où la Compagnie de Dessau était engagée pour 4 millions de th. Une perte de nature analogue dut être subie sur les actions du Lloyd nord allemand de Hambourg; les entreprises industrielles de la Compagnie donnaient également plus de pertes que de bénéfices. La situation générale des affaires en 1857 contribuait à ces désastres; mais la mauvaise gestion, à ce qu'assuraient du moins les actionnaires, y était pour beaucoup. Ainsi on dut encore inscrire une perte de 200,000 th. au chapitre des avances, parce que la direction avait accepté en gages, pour leur pleine valeur nominale, des effets industriels bientôt dépréciés; le chapitre des prêts hypothécaires fut également chargé d'une perte de 131,043 th., parce qu'elle avait prêté sur des entreprises en ac-

tions, dont la situation laissait fort à désirer. Le résultat de tout cela fut que, nonobstant un bénéfice de 279,638 th. en intérêts et plus-value de valeurs de bourse, l'exercice 1857 se soldait avec un déficit de 1,698,922 th., soit 31 p. 100 du capital réalisé (5,640,560 th.) !

23. — *Société générale de crédit d'Allemagne à Leipzig*. Concessionnée en mars 1856, organisée à l'instar de la Société de Dessau; capital 20 millions de thalers. Le premier exercice (1^{er} avril 1856 — 31 mars 1857) laissait un bénéfice brut de 256,413 th., dont 174,540 th. provenant des entreprises et des valeurs. Le bénéfice net était de 203,567 th., et permit de distribuer aux actionnaires plus de 163,000 th. Le second exercice a été peu favorable. Le rapport, présenté à l'assemblée générale le 25 juin 1858, assigne deux causes principales à cette situation : la perte de 127,035 th. subie sur les actions et obligations d'autres compagnies, et la réserve avec laquelle on s'est abstenu d'engager de nouvelles entreprises. Le même rapport pourtant n'énumère pas moins de 16 entreprises appartenant à la Compagnie, ou dans lesquelles elle est engagée dans une proportion très-large, telles que : les banques de Lübeck, de Gotha, de Zürich, les usines de Unterkaltenbach et de Oberfranken, les charbonnages de Neuberun, la filature de Ghemnitz, etc. Le mouvement des opérations a été de 13.8 millions pour le portefeuille, de 5 millions au compte des entreprises, de 23.5 millions aux comptes courants, de 5.8 millions au chapitre des avances et prêts. Bénéfice brut 381,038 th., réduit par les frais d'administration, les pertes, etc., à 163,110 th. Une somme de 152,806 th. fut répartie aux actionnaires, qui touchaient ainsi un dividende de 2.5 p. 100 sur le capital réalisé. Sur la proposition du conseil d'administration, fut abrogé le § 14 qui interdisait à la Banque de prêter sur ses propres actions.

24. — *Société de crédit de Cobourg-Gotha*. Concessionnée le 19 mai 1856 pour 90 ans; but et organisation comme pour les Compagnies qui précèdent, capital 10 millions de thalers. Dès le second semestre 1856 elle a établi des commandites à Vienne, Pesth, Berlin, Breslau, Leipzig et New-York; elle s'est intéressée dans plusieurs entreprises industrielles et financières, et réalisait un bénéfice de 58,279 th. qui lui permit de distribuer un dividende de 6 p. 100 sur le capital réalisé. Les résultats de l'exercice 1857 ont

déjà été beaucoup moins favorables. La direction, dans l'assemblée générale du 26 mai 1858, assurait bien que l'entreprise était dans une bonne voie et que, par le rachat d'une partie des actions, on avait constitué une réserve qui garantirait la Compagnie contre toute éventualité fâcheuse; pourtant, les actionnaires n'ont touché que le faible dividende de 4 p. 100, après que le conseil d'administration eut renoncé à son tantième. Pour l'exercice 1858, les actionnaires n'ont reçu que l'intérêt statutaire de 3 p. 100. Sur le bénéfice net de 117,790 th., une somme de 20,347 th. a été retenue comme réserve extraordinaire; la part des actionnaires a été de 78,000; les tantièmes ont pris 7,695 th. et la réserve ordinaire, 6,466 th. 20 sgr. La réserve totale se trouve portée à 105,620 th. 19 sgr. et le fonds de pension à 3,013 th. 20 sgr.

25.—*Banque d'Union à Hambourg.* Fondée le 30 juillet 1856 par huit des principales maisons de commerce de Hambourg; capital fixé à 20 millions marc banco; opérations ordinaires des banques d'escompte. Le bilan du 31 déc. 1856 présentait les chiffres qui suivent: lettres de change sur Hambourg, 5,967,500 m. b.; étrangères, 13,050; capital-actions, 3,996,040; intérêts, 121,698; créiteurs divers, 2,751,480 m. b. Le mouvement total des opérations en 1857 a porté sur 1139.2 millions m. b. Les effets sur Hambourg y figuraient pour 187.5 millions, les lettres de change étrangères pour 5,867,365, les avances sur fonds publics pour 809,082, les acceptations pour 2.3 millions, les dépôts pour 5.6 millions, etc. Bénéfice: 378,154, de laquelle somme durent être défalqués 178,254 m. b. pour effets en souffrance et primes payés à la caisse de garantie des escomptes; restaient 200,000 m. b. à répartir entre les actionnaires, soit un dividende de 5 p. 100.—L'exercice 1858, malgré la forte crise qui sévissait encore durant le premier trimestre, a été assez favorable. Assemblée générale, le 17 février 1859. Le nombre des intéressés a monté de 733 à 1,125. Sur la somme de 178,254 m. b. que faisaient les effets en souffrance au 31 décembre 1857, les 5/6 ont été payés. Le mouvement total des opérations s'élevait à 970,442,576 m. b. Les escomptes et autres effets sur Hambourg y entrent pour 108.5 millions, les effets étrangers pour 6.1 millions. Les avances sur fonds publics étaient de 5,363,388 m. b., les dépôts de 3,291,397 m. b. Dans le bilan du 31 décembre 1858 figurent, à l'*actif*: le portefeuille pour 7,077,716,

le solde de banque pour 2,258,119, les avances sur fonds publics pour 1,230,444 ; au *passif* : le capital-actions pour 4,000,000 ; les dépôts pour 637,805 ; les créiteurs divers pour 5,799,925 m. b. Bénéfice net, 161,333 m. b., ce qui, après prélèvement du tantième de l'administration et des employés, permit de donner aux actionnaires un dividende de 5.25 p. 100, contre 5 p. 100 en 1857.

26. — *Banque nord-allemande à Hambourg.* Les statuts ont été arrêtés dans une assemblée générale du 11 octobre 1856 ; capital 20 millions m. b. La Banque a déployé une forte activité dès son premier exercice ; le mouvement total des opérations en 1857 s'élevait à 1,134,405,309 m. b. Les escomptes embrassaient 33,581 effets sur Hambourg et 3,143 effets étrangers ; les dépôts portant intérêt étaient de 4,783,607 m. b. ; les comptes courants représentaient 984.8 millions ; les avances sur nantissement étaient de 6.3 millions, sans nantissement de 1.5 millions, etc. Bénéfice total de l'exercice, 631,579 m. b., ce qui permit de répartir un dividende de 15 m. b. — L'exercice 1858 a été assez bon pour la Banque nord-allemande ; elle trouvait dans l'extension donnée à ses autres opérations le dédommagement des restrictions forcées et du taux très-bas des escomptes. Les effets sur l'étranger ont donné de beaux bénéfices ; les emprunts négociés par la Banque seule ou en compagnie de grandes maisons — tels que l'emprunt 6 p. 100 de la Banque de Rostock, l'emprunt suédois 6 p. 100, l'emprunt 5 p. 100 de la ville de Christiania et l'emprunt 4 p. 100 de la Norvège — ont été bien plus productifs encore. Les avances contre nantissement ou sans nantissement n'ont pu qu'augmenter sous les effets de la crise. Il est vrai que cette crise avait chargé le portefeuille de la Banque d'une forte quantité d'effets en souffrance, mais leur montant allait toujours en diminuant : au 31 mars 1858, il représentait encore la somme de 1,683,074 m. b. qui, au 31 décembre 1858, se trouvait réduite à 253,013 m. b. La Banque a, par contre, subi une perte sensible sur les actions de la Compagnie d'assurances nord-allemande. Le mouvement des fonds dans toute l'année a été de 762.8 millions m. b. ; les escomptes ont rapporté 194,928 m. b. ; les effets et avances, 231,572, les comptes courants, 61,287 ; le dividende de l'exercice a été établi à 30 m. b. par action, payables le 30 avril 1859.

AMÉRIQUE DU NORD.

Le tableau ci-après résume la situation des banques nord-américaines au commencement de 1858 :

ÉTATS.	Nombre des banques	Encaisse. dollars	Escomptes et avances. dollars	Dépôts. dollars	Circulation. dollars
Maine.....	70	615,441	11,210,245	1,743,939	2,964,327
N.-Hampshire ..	47	275,933	7,389,813	875,789	2,289,939
Vermont.....	41	188,588	7,905,711	746,557	4,275,517
Massachussets. .	173	3,611,097	92,458,572	17,631,190	18,104,827
Rhode-Island . .	93	570,850	25,823,152	2,510,108	3,192,661
Connecticut. . .	74	1,129,708	33,108,527	4,688,843	10,590,421
New-York	294	29,313,421	162,807,376	83,043,353	23,899,964
New-Jersey.....	47	1,308,851	11,364,319	3,696,605	3,395,936
Pennsylvania . . .	76	4,580,528	49,149,323	18,924,113	11,610,458
Delaware	11	203,228	2,544,212	609,179	1,240,370
Maryland	31	2,614,728	21,804,111	7,541,186	4,041,021
Virginia	62	2,710,777	23,338,411	6,971,325	10,347,874
N.-Carolina . . .	28	1,035,869	11,967,733	1,037,457	5,699,427
S.-Carolina.....	20	1,104,128	22,056,561	2,955,854	6,185,825
Georgia	30	1,417,545	12,677,863	2,245,853	5,518,425
Alabama	6	1,302,312	5,585,424	1,408,837	2,581,791
Louisiana	15	10,370,701	23,229,096	11,638,120	4,336,624
Mississippi	2	591	393,216	49,781	169,400
Tennessee.....	45	2,670,751	13,124,292	4,545,104	6,036,982
Kentucky	37	4,027,825	17,681,283	3,222,132	8,884,225
Missouri	10	1,424,004	4,620,534	1,482,442	1,718,750
Illinois	45	333,239	1,146,770	658,521	5,238,930
Indiana	40	1,261,720	4,861,445	1,417,966	3,363,976
Ohio	49	1,734,995	9,558,927	3,915,781	6,201,286
Michigan	4	23,776	1,111,786	310,479	364,676
Wisconsin.....	66	576,543	6,230,861	2,077,862	2,913,071
Nebraska	6	5,683	15,679	3,673	41,641
Total...	1,422	74,412,332	583,165,242	185,932,049	155,208,344

Comparativement au 1^{er} janvier 1857, il y a une augmentation de 6 sur le nombre des banques, mais le capital a augmenté dans une proportion plus forte : de 370,834,686 d. à 394,622,799; la moyenne du capital par banque n'avait été que de 261,888 d. au 1^{er} janvier 1857, et se trouve portée un an après à 277,513 d. Le total de l'encaisse, entre ces deux dates, a monté de 58,349,838 à 74,412,832 d., et la moyenne par banque de 41,207 d. à 52,330. Ces changements sont d'autant plus significatifs, qu'on voit en même temps diminuer dans une forte proportion les obligations

des banques envers le public : les dépôts tombent de 230.3 millions de dollars à 186 millions, et la circulation de 214.8 millions à 155.2. Il est vrai que les créances des banques (escomptes et avances) sont également tombées de 684.5 millions à 583.2 ; néanmoins, en réunissant l'encaisse et le portefeuille d'une part, les dépôts et la circulation de l'autre, l'on trouve pour 1858 un rapport de 657.6 à 341.1 millions, tandis qu'il n'avait été que de 742.8 à 445.2 millions en 1857 ; le rapport de l'encaisse à la circulation, de 1 : 3.7 en 1857, est de 1 : 2.7 en 1858. Inutile de dire que toutes ces différences sont presque exclusivement l'effet de la crise de la fin de 1857 qui diminuait le portefeuille et fit retirer une partie des dépôts ; mais le fait que dès le 1^{er} janvier 1858, c'est-à-dire presque en pleine crise encore, le capital et l'encaisse des banques se trouvent augmentés et leur circulation amoindrie, semble prouver que la suspension des paiements n'a pas du tout amené « l'inondation » tant redoutée de la circulation par la monnaie fiduciaire, et que les banques avaient promptement reconquis les moyens pour faire derechef honneur à leurs engagements.

Tel est aussi l'avis du surintendant des banques de l'état d'Albany (New-York). Dans son rapport présenté le 31 décembre 1858 à la législature, il se félicite avant tout de la promptitude avec laquelle les banques ont pu reprendre et ont repris leurs paiements suspendus en octobre 1857 ; le surintendant voit dans ce fait une preuve aussi bien de l'excellence de la législation qui les régit, que de la confiance que leur accorde le public. Il trouve la cause principale de la suspension des paiements dans la multiplicité des banques, fonctionnant avec un trop petit capital, et croit pourtant qu'en général le capital employé dans les banques est inférieur encore aux besoins de la circulation de l'État de New-York. Le remède n'est donc pas dans la multiplication des banques, mais bien dans l'accroissement du capital des banques existantes. Aussi se réjouit-il que le capital des banques, durant l'année 1858, ne s'est accru que de 520,000 dollars par la création d'institutions nouvelles, tandis que le capital des banques en général a augmenté de 2,488,891 d., et cela à une époque où 14 banques ont cessé d'exister. Cet accroissement de 2.5 millions par l'augmentation du capital des banques existantes semble au surintendant beaucoup plus profitable que si un accroissement deux fois aussi

fort eût été obtenu par la création de banques nouvelles. Le surintendant juge au reste qu'avec le système en vigueur à New-York (où chaque banque doit déposer à la superintendance la pleine valeur, en fonds publics, actions ou obligations hypothécaires, des notes qu'elle veut mettre en circulation), la solidité de la circulation est toujours parfaitement garantie, d'autant plus que les sécurités déposées à la surintendance sont presque toujours supérieures à l'émission. Ainsi, le montant de ces sécurités a été aux 30 septembre 1857 et 1858 de 30,203,632 d. et respectivement de 26,393,099 d. ; la circulation des bank-notes s'élevait aux mêmes époques à 28,429,522 et respectivement à 24,603,194 d.

La circulation, malgré la suspension provisoire des paiements, a diminué d'une façon constante. Elle avait atteint son maximum, 34,019,633 d., au 20 septembre 1856 ; dans l'année qui précéda la suspension des paiements, elle a été réduite graduellement à 27,122,904 d., chiffre du 26 septembre 1857, c'est-à-dire dix-sept jours avant la suspension des paiements. La réduction continuait après la suspension, et la circulation au 13 mars 1858 n'était plus que de 22,710,158 d., soit donc une nouvelle diminution de 4,412,746 d. Le surintendant y trouve la réfutation de cette théorie, d'après laquelle la suspension des paiements accroîtrait forcément la circulation fiduciaire. Tout en regardant la suspension comme une éventualité très-fâcheuse, il ne croit pas que le mal qu'elle occasionne provienne d'une surabondance des moyens de circulation—surabondance qui est impossible avec le système de cautionnement — mais, au contraire, des restrictions que les banques font subir à leur émission pour pouvoir reprendre leurs paiements. Ainsi, la quantité des notes qui, le 13 mars 1858, se trouvaient en circulation, n'aurait pas suffi pour procurer à chaque habitant de l'État de New-York un billet de chemin de fer d'Albany à Buffalo ; elle était devenue tellement insuffisante, que toute nouvelle réduction fut impossible, ou n'aurait fait qu'ouvrir largement la porte aux notes des autres États de l'Union. La circulation, depuis lors, a en effet regagné une partie de ce qu'elle avait perdu en 1857 et au commencement de 1858. « Qu'en conclure — se demande le superintendant — sinon que la pierre de touche des profits et pertes des citoyens intéressés dans la gestion banquière est une garantie plus sûre de

la solvabilité de nos banques que toutes les restrictions statutaires, quelque rigoureuses qu'elles soient?.... » On prétend, il est vrai, que les garanties déposées à la superintendance seraient illusoires, étant irréalisables précisément au moment des crises, où la solvabilité des banques se trouverait menacée; le superintendant affirme que, depuis l'existence des banques librés dans l'État de New-York, les ventes des fonds publics déposés comme garantie de l'émission se sont toujours effectuées au-dessus du pair. Le superintendant fait encore ressortir que, tandis que le capital des banques a monté de 45 millions en 1849 à 110 millions en 1858, la circulation est restée à peu près stationnaire. Il croit y trouver une nouvelle preuve de l'assertion émise dans son précédent rapport, savoir : « que la suspension des paiements soit amenée par une demande intérieure ou étrangère de monnaie, la circulation bien garantie de nos banques n'est pas une des causes productrices de ce fait. »

Le tableau qui suit fera mieux ressortir la situation et le mouvement des banques de l'État de New-York, dans l'année qui vient de finir :

	Encaisse.	Escomptes et avances.	Dépôts.	Circulation.
1858				
Janvier. . .	28,561,946	98,549,983	78,635,225	6,490,403
Février. . .	30,652,948	103,602,932	86,000,488	6,873,931
Mars.	32,739,731	105,021,863	90,382,446	6,854,624
Avril.	31,530,000	110,588,384	93,589,149	7,232,332
Mai.	35,064,213	111,868,456	98,438,506	7,431,814
Juin.	32,790,332	116,424,597	101,489,535	7,548,830
Juillet. . . .	33,831,232	119,812,407	106,803,210	7,458,190
Août.	35,145,844	120,892,857	107,454,715	7,784,415
Septembre. .	28,048,664	125,885,840	103,347,811	7,748,249
Octobre. . .	28,533,185	123,659,697	104,901,563	7,875,750
Novembre..	26,337,355	126,809,492	109,217,448	8,186,933
Décembre..	27,407,727	126,338,324	109,338,334	7,838,517

Comme le fait voir le tableau qui se trouve en tête de cette notice, l'État de Massachussets occupe le second rang, pour le nombre aussi bien que pour l'importance de ses banques; on n'a pas oublié, au reste, le rôle qu'avait joué Boston, la capitale de cet État, dans la dernière crise. C'est ce qui nous engage à résumer dans le tableau qui suit, comme nous venons de le faire pour l'État de New-York, le mouvement d'opérations de ses banques durant l'année 1858 :

1858.	Encaisse.	Escomptes et avances.	Dépôts.	Circulation.
Janvier. . .	6,322,485	91,950,832	22,725,660	14,997,245
Février. . .	7,770,733	93,175,909	24,416,998	15,211,529
Mars. . . .	8,705,352	93,534,811	24,720,716	15,057,479
Avril. . . .	9,709,245	93,838,818	26,409,299	16,050,579
Mai.	10,758,675	94,052,070	28,162,702	18,029,207
Juin.	10,962,534	96,161,209	27,647,231	18,000,775
Juillet. . . .	10,857,355	99,132,594	28,543,064	18,703,188
Août.	10,773,513	100,501,888	28,636,828	18,738,458
Septembre. .	10,617,629	100,947,452	28,892,262	18,982,247
Octobre. . .	10,593,782	102,100,395	29,679,556	19,992,317
Novembre. .	11,076,132	101,367,570	31,177,045	20,383,100
Décembre. .	11,385,059	102,682,821	31,103,788	20,942,929

Dans l'un et dans l'autre État, on voit, pendant l'année 1858, les banques revenir graduellement à leur ancienne situation : les dépôts affluent derechef, le portefeuille s'arrondit, la pléthore de l'encaisse diminue et la circulation tend manifestement à s'accroître. Il en fut à peu près ainsi dans presque tous les autres États de l'Union.

AUTRICHE.

BANQUE PRIVILÉGIÉE DE VIENNE. — L'exercice 1858 marquera dans les fastes de cet établissement : c'est dans le courant de cet exercice qu'ont été prises et en partie inaugurées les mesures destinées à faire enfin cesser le régime anormal de la banqueroute peu déguisée sous lequel la Banque de Vienne vivait et opérait depuis plus de 10 ans. On ne pouvait pas continuer à rester sourd aux réclamations du monde d'affaires, qui se plaignait à juste titre des embarras et pertes que lui causait le cours forcé ; d'ailleurs, des nécessités extérieures poussaient impérieusement à une réforme sérieuse de l'état de choses existant depuis 1848. En effet, la convention monétaire du 24 janvier 1857, conclue entre l'Autriche et les États du Zollverein, imposait aux contractants un double devoir : ils devaient modifier leurs systèmes monétaires pour les mettre en harmonie avec la base commune adoptée pour toute l'Allemagne ; ils devaient s'interdire à l'avenir toute émission de papier-monnaie et retirer de la circulation celui qui s'y trouvait. Le dernier terme pour l'entrée en

vigueur de ces deux stipulations était le 1^{er} janvier 1859. C'est à ce moment que devait donc cesser absolument le cours forcé, dont les billets de la Banque de Vienne jouissaient depuis mars 1848, et en reprenant ses paiements, la Banque devait également retirer ses notes établies en monnaie de convention pour les remplacer par d'autres notes en monnaie autrichienne ou nouvelle. La concurrence de ces deux opérations compliquait singulièrement le changement qu'il s'agissait d'effectuer et rendait d'autant plus nécessaires les mesures préparatoires et de transition. C'est à quoi tendait le rescrit impérial du 30 août 1858. D'après cette ordonnance, la Banque, à commencer du 1^{er} novembre 1858, ne devait plus émettre qu'en monnaie autrichienne les notes de 1,000, 100 et 10 florins ; ces notes, la Banque devait, dès le moment de leur émission, les échanger à présentation contre des espèces et tenir à cet effet un encaisse métallique du tiers au moins de l'émission ; elle devait retirer au fur et à mesure de l'émission des notes nouvelles une somme correspondante en notes anciennes ; les notes de 5, 2 et 1 fl. en monnaie de convention resteraient encore provisoirement en circulation, mais leur montant total ne pourra pas dépasser la somme de 100 millions de florins. La Banque avait commencé l'émission nouvelle, ainsi que l'échange de notes anciennes contre de nouvelles notes, et l'échange de celles-ci contre espèces, même avant le 1^{er} novembre ; il est vrai que ces opérations ne se faisaient que sur une échelle très-restreinte : la Banque, pour ne pas voir son encaisse entamé trop fortement avant l'époque même de la reprise obligatoire de ses paiements, se montrait plus que réservée dans les admissions à l'escompte, notamment quand il s'agissait des effets étrangers, qu'elle supposait être faits dans l'unique but de lui soutirer des espèces et de les faire sortir du pays ; elle engageait en outre toutes ses succursales à suspendre les avances sur fonds publics et à faire rentrer les créances respectives jusqu'au 1^{er} août 1859 ; enfin par certaines manœuvres employées aussi dans quelques autres banques allemandes, mais peu dignes d'un grand établissement de crédit (telles que de restreindre à quelques heures par jour l'échange des billets présentés, de payer en la plus petite monnaie et de compter les pièces une par une, etc., etc.), la Banque a su rendre illusoire jusqu'à un certain point la grande mesure qu'il s'agissait d'accomplir. Ces res-

trictions et ces manœuvres ont même continué après le terme de rigueur fixé pour la reprise des paiements, c'est-à-dire dans l'année 1859 encore. Il n'en est pas moins vrai, qu'en principe du moins, et jusqu'à un certain degré dans la réalité des faits aussi, la Banque, avec le 1^{er} janvier 1859, a fait cesser le régime du cours forcé qui, depuis onze ans, avait rendu si anormale toute la circulation en Autriche. Pour pouvoir le faire avec quelque chance de succès, il fallait tendre surtout à élever et à maintenir l'encaisse métallique à une hauteur suffisante pour pouvoir répondre du moins aux exigences les plus strictes de la nouvelle situation. Or, on sait que les embarras de la Banque, c'est-à-dire l'énorme disproportion qui avait existé dans les années dernières entre son émission et son encaisse, provenaient surtout des fortes avances qu'elle avait faites à l'État, et dont celui-ci, malgré tant d'essais et d'efforts, ne parvenait pas à s'acquitter. L'accord intervenu le 26 déc. 1858 entre le ministère des finances et la direction de la Banque devait remédier en partie à cet inconvénient. Par ce traité, le gouvernement a cédé à la Banque, en guise d'acompte sur sa dette envers elle, une somme de 30 millions, provenant de la vente récente du chemin de fer du Sud, et il lui remettra, en outre, des obligations foncières facilement réalisables sur le marché, pour le montant de 23,074,537 fl. La dette de l'État envers la Banque se trouvera ainsi réduite à 100 millions de fl.; la Banque est autorisée à émettre une somme égale en petites coupures remboursables à vue, mais à l'égard desquelles elle est dispensée de tenir un encaisse métallique du tiers; les domaines de l'État qui lui avaient été hypothéqués en 1855, devant garantir cette émission... La Banque de Vienne, avec l'année 1859, est ainsi rentrée dans l'état normal; pourra-t-elle s'y maintenir ou faudra-t-il recourir de nouveau, d'une façon ouverte ou plus ou moins déguisée, au cours forcé? Selon toute probabilité, cela dépendra surtout et avant tout de l'issue de la crise politique qui a éclaté précisément le 1^{er} janvier 1859.

En attendant, l'exercice 1858, le dernier du régime du cours forcé, a été assez favorable à la Banque de Vienne, malgré la stagnation générale d'affaires, et nonobstant les efforts qu'elle dut tenter pour augmenter et conserver son encaisse, en vue des exigences de sa nouvelle position; nonobstant les restrictions déjà men-

tionnées, que pour les mêmes raisons elle crut devoir imposer elle-même à diverses branches de son activité. On aura une idée suffisante de l'étendue de cette activité, quand nous dirons que le mouvement total des fonds à l'établissement principal et dans les succursales a été de 4,702,653,060 fl. (= 11,956,632,650 francs), soit beaucoup plus du double du mouvement des fonds atteint par la Banque de France en 1858 (5,213,909,133 fr.). Comparativement à ce total, on trouvera assez restreintes les opérations d'escompte : 188,899 effets de 342,079,442 fl. Les avances contre nantissement (nouvelles ou prolongées) ont été de 377.3 millions, et de 1,761,000 fl. dans les succursales. La dette de l'État s'était élevée le 31 décembre 1857 à 203,784,354 fl., sur laquelle somme ont été amortis 7,503,352 fl., de sorte que la dette au 31 décembre 1858 était encore de 196,281,002 fl. Les bénéfices de l'exercice 1858 ont été de 11,994,047 fl. Sur cette somme, 1,129,586 fl. furent reportés sur 1859; les frais de toute nature prenaient 1,047,425 fl. et l'impôt du revenu 674,178 fl.; le restant, 9,142,857 fl., a été réparti aux 150,000 actions à raison de 60 fl. 27 kr. par action. Le tableau suivant fait voir en grands traits la marche des opérations de la Banque durant toute l'époque anormale du cours forcé, commençant en mars 1848 pour finir au 31 décembre 1858.

I. Actifs.

31 décembre.	Encaisse.	Escomptes.	Avances sur fonds publics.	Dette de l'État.	Autres.
			(millions et centaines de mille; — florins.)		
1848	30,426	30,766	14,363	173,886	12,172
1849	30,065	29,906	15,249	205,089	10,529
1850	32,303	35,731	20,005	196,429	14,850
1851	42,828	43,707	15,058	143,345	15,532
1852	43,247	35,508	17,771	130,660	13,577
1853	44,881	52,675	23,863	121,711	17,163
1854	45,207	72,443	48,187	294,270	15,938
1855	49,411	85,996	79,040	253,175	15,222
1856	87,241	84,005	86,661 ¹	212,780	27,943
1857	98,043	78,885	86,209 ¹	303,784	28,960
1858	98,577	76,796	77,412 ¹	145,734	78,748
Differ. de 1848					
à 1858	+68,151	+46,030	+63,049	— 28,152	+66,576

¹ A ajouter avances hypothécaires : 1,616,300 fl. en 1856; 13,835,300 fl. en 1857, et 36,818,430 fl. en 1858.

II. *Passifs.*

31 décembre.	Capital. florins.	Circulation. florins.	Autres. florins.	Total du passif égal à l'actif. florins.
1848	30,372,600	222,976,500	8,273,600	261,622,700
1849	30,372,600	250,477,660	9,988,840	290,839,100
1850	30,372,600	255,367,220	13,579,130	299,318,950
1851	30,372,600	215,636,520	14,471,770	260,480,890
1852	30,372,600	194,943,250	15,477,290	240,793,140
1853	54,889,300	188,309,220	17,093,850	260,292,370
1854	69,486,050	383,491,000	23,066,740	476,043,790
1855	86,211,380	377,880,270	18,750,980	482,842,630
1856	103,125,800	300,181,080	16,938,150	500,245,030
1857	103,182,850	383,480,790	23,053,510	509,717,150
1858	103,825,800	370,022,350	40,237,240	514,085,390
Différ. de 1848				
à 1858	+ 73,453,200	+ 147,045,850	+ 31,963,640	+ 252,462,690

CRÉDIT MOBILIER AUTRICHIEN. — L'assemblée générale du 11 avril 1859 a entendu et approuvé le rapport de l'administration sur les opérations de l'exercice 1858, qui semble n'avoir pas été aussi mauvais que le bruit en avait couru. La Compagnie s'est intéressée pour 5 millions dans le récent achat du chemin de fer sud-italien, et a bientôt rétrocédé avec bénéfice ses actions; elle s'est intéressée encore pour 1 million de florins dans la nouvelle Banque commerciale de Trieste et pour 400,000 fl. dans la Société viennoise d'immeubles. Bénéfice brut : 4,384,442 fl., dont 269,501 provenant des escomptes (489.4 millions), 1,198,723 fl. réalisés dans les avances (62.1 millions) sur effets publics, 229,997 fl. dans les avances (15.7 millions) sur marchandises, etc. Le bénéfice net, après prélèvement de tous les frais, y compris l'intérêt 5 p. 100 du capital social, s'élevait à 1,607,539 fl. Sur cet excédant furent donnés 17 p. 100 (273,281 fl.) au fonds de réserve, 5 p. 100 (66,666 fl.) au conseil d'administration, autant à la direction; le reste permit de distribuer aux actions un superdividende de 4 fl., soit en tout 7 p. 100. D'après le bilan joint au rapport, la Compagnie possédait, le 31 décembre 1858, des fonds publics autrichiens pour 6,388,659 fl.; elle possédait encore :

1,506	actions de navigation à vapeur.
207	— du Lloyd.
564	— de banques.
20	— du pont suspendu de Pesth.
800	— de la Société immobilière.

	750	actions de la comp. d'assurances de Trieste.
	5,683	— du chemin de fer de Nord.
	15,864	— — — de Pardubitz.
	2,000	— — — de Tœplitz.
Ensemble..	27,394	actions d'une valeur de 14,255,314 fl.; ensuite, 104,727 promesses diverses pour 8,478,720; enfin, pour 12,630,138 fl. des lots de son propre emprunt.

SOCIÉTÉ D'ESCOMPTE DE LA BASSE AUTRICHE. — Fondée à la fin de 1853; but et statuts analogues à ceux du Comptoir d'escompte à Paris. Sixième assemblée générale ordinaire, le 23 février 1859. L'exercice 1858 a été beaucoup plus favorable qu'on n'aurait osé l'espérer dans les circonstances fâcheuses au milieu desquelles il s'ouvrit. Les escomptes ont porté sur 107,010 effets de 66,169,698 fl., soit une moyenne quotidienne de plus de 221,000 fl. La diminution sur 1857 est de 6,228 effets et de 8 millions de fl. Les comptes courants s'égalisaient, entrées et sorties, aux environs de 70 millions. Le mouvement total des opérations a donné un revenu brut de 1,642,589 fl.; les dépenses ont absorbé 1,382,587 fl., laissant ainsi un bénéfice net de 280,002 fl. Sur cette somme furent pris 36,888 fl. pour le fonds de réserve des intéressés et 14,000 fl. pour le fonds de réserve des actionnaires, 23,751 fl. pour le tantième de l'administration : ce qui permit de donner aux actionnaires, en outre des 4 p. 100 d'intérêt, un superdividende de 18 fl. par action, soit ensemble un dividende de 7.50 p. 100. A l'occasion de la conversion des actions en monnaie autrichienne, nécessitée par la réforme monétaire réalisée dans toute l'étendue de l'empire, le conseil d'administration a proposé de porter le capital (qui a été élevé l'année dernière de 5 millions à 6 millions) de 6 millions de fl. monnaie de convention à 7 millions de fl. nouvelle monnaie autrichienne.

BANQUE COMMERCIALE HONGROISE A PESTH. — Assemblée générale du 12 juin 1858. Dans l'exercice finissant le 31 mai 1858, les escomptes ont été de plus de 10 millions de florins, les avances sur fonds publics de plus de 300,000 fl. et les avances hypothécaires de 354,386 fl. Bénéfice brut : 172,399 fl.; l'excédant net, après défalcation des frais d'administration et la répartition d'une somme de 50,000 fl. en dividendes (5 p. 100), était de 28,250 fl., qui permit de donner un superdividende de 7 fl. par action de 500 fl., soit ensemble un dividende de 6.40 p. 100. Au bilan du

31 mai 1858 figurent : portefeuille, 1,843,447 fl.; avances, 1,238,203; capital-actions, 1 million; dépôts, au delà de 2.5 millions; fonds de réserve, 53,639 fl.

BELGIQUE.

BANQUE NATIONALE. — Assemblée générale, le 28 février 1859.

Le mouvement des actions pendant l'exercice 1858 a été, à peu de chose près, le même que celui de l'année précédente. Au 31 décembre 1858, le nombre des actions inscrites en nom était de 11,852; celui des actions au porteur de 13,148; ensemble, 25,000. Le bilan de la Banque, arrêté à la même date, se balance en actif et en passif par 214,573,511 fr., et présente au compte de profits et pertes un solde en bénéfice, pour les opérations de l'année, de 3,225,646 fr., en y comprenant le dividende de 2 1/2 p. 100 du capital versé, soit 562,500 fr., qui a été payé aux actionnaires pour le premier semestre de l'exercice. L'année précédente, le solde en bénéfice avait été de fr. 3,864,877 fr.; il y a donc, pour 1858, une différence en moins de 639,232 fr. La part de bénéfices dévolue au trésor, en vertu de l'art. 7 de la loi du 5 mai 1850, n'est cette année que de 288,615 fr. contre 403,832 fr. en 1857; la part du fonds de réserve n'est que de 577,230 fr. contre 807,665 fr. qu'elle avait été en 1857.

La résolution prise le 29 juin 1855, et relative au complètement du capital social, a continué à recevoir son exécution aux époques qui avaient été fixées. Les sixième et septième termes ont donc été versés le 1^{er} mars et le 1^{er} septembre 1858; le dernier se versait en mars 1859, où la Banque est entrée ainsi en possession de l'intégralité de son capital social de 25,000,000 de francs.

Le taux de l'escompte de la Banque, ramené dès le 23 mars 1858 à ses conditions habituelles, c'est-à-dire à 3 p. 100 pour les traites commerciales acceptées et à 3 1/2 pour les effets de commerce non acceptés, n'a subi depuis lors aucune variation. « Toutefois, dit le rapport, nos réserves métalliques n'ont fait que s'accroître de plus en plus, et la Banque n'a pas trouvé d'autre moyen d'utiliser ses capitaux improductifs qu'en consacrant une par-

tie à l'achat de valeurs étrangères..... en vue de se former une réserve importante qu'elle est toujours prête à réaliser, pour l'appliquer à l'escompte belge aussitôt que le commerce et l'industrie sont en mesure de l'employer et font appel à son crédit. Sans doute, en présence de cette abondance de capitaux produite par le ralentissement des affaires à la suite de la crise intense que nous avons traversée, la Banque aurait pu réduire davantage encore le taux de son escompte et le faire descendre à des limites jusqu'ici inconnues; mais ce système était plein de dangers, sans utilité pour le commerce sérieux, pour la véritable industrie, par lesquels le taux actuel de l'escompte a toujours été considéré comme modéré; il aurait eu pour résultat, non de multiplier les transactions et d'animer les affaires, mais de surexciter l'esprit de spéculation et d'aventure, et de favoriser ces entreprises factices qui n'ont d'autre durée que celle du crédit qui les a fait éclore et qui seul peut les soutenir. »

Il y a donc des différences notables dans la composition du portefeuille comparé des années 1857 et 1858. En 1857, la Banque ne possédait aucune valeur étrangère, mais elle avait en portefeuille :

	francs.	c.
En valeurs belges de toutes catégories, à Bruxelles.	69,792,187	83
à Anvers...	26,206,034	81
A quoi il faut ajouter les soldes débiteurs de quelques correspondants étrangers.....	74,237	97
Ensemble.....	96,072,460	61

Au 31 décembre 1858, elle avait :

1,199 effets sur Anvers.....	12,613,811	59
37,944 effets sur Bruxelles et l'intérieur.....	83,813,492	84
2,304 effets sur l'étranger.....	21,330,955	44
Soldes débiteurs des correspondants étrangers....	1,538,346	90
Ensemble.....	119,296,606	77

Il résulte des tableaux comparatifs pour les deux exercices que la Banque a escompté, en 1858, 257,790 effets pour une somme totale de 586,134,519 fr. En 1857, elle avait escompté 222,414 effets, d'une valeur générale de 543,031,343 fr. Différence en plus pour 1858 : 35,376 effets et 43,103,176 fr.

La moyenne générale des effets escomptés par la Banque, en 1858, a été de 2,273 fr. 60 c., ce qui est inférieur de 168 fr. au

chiffre de l'année précédente. Sur les seules valeurs belges, cette moyenne n'est que de 1,541 fr.; plus de la moitié des 244,442 effets sur la Belgique escomptés pendant l'année sont inférieurs à 500 fr., et un très-grand nombre sont même au-dessous de cent francs. Le montant des effets refusés n'a été que de 3,381 en nombre, et en somme de 4,182,084 fr., c'est-à-dire moins d'un p. 100 du chiffre total des valeurs admises. Le nombre des effets protestés a été, tant à Bruxelles qu'en province, de 2,476, chiffre inférieur de 398 à celui de l'année précédente.

Le produit net de l'escompte pour Bruxelles, Anvers et les comptoirs de province a été de.....	3,230,048 67
Celui de 1857 était de.....	3,717,646 05
Différence au préjudice de 1858.....	487,597 38

Le mouvement général des caisses a été de 2,221,375,288 fr. contre 2,374,441,467 fr. en 1857, soit une différence en moins de 153,066,179 fr. L'encaisse métallique au 31 décembre 1858 était de 64,633,118 fr., soit 13,381,014 fr. de plus qu'au 31 décembre 1857.

Au 31 décembre 1858, le passif de la Banque envers des tiers se composait :

Des billets de Banque en circulation, ou existant dans les caisses.	129,800,000 00
Des comptes courants, y compris le solde créditeur de l'Etat.	52,960,873 89
Total.....	182,760,873 89
Pour couvrir ce passif, la Banque possédait à cette époque :	
Dans ses caisses : en espèces, lingots et billets.....	77,614,087 63
En valeurs de portefeuille.....	119,296,606 77
	196,910,694 40
Différence en plus...	14,149,820 51

Ainsi la Banque avait en caisse et en portefeuille plus de 14 millions en sus de tout son passif exigible, et elle possédait, en outre, plus de 17 millions consistant dans ses fonds publics consolidés, dans ses avances sur fonds publics, dans ses immeubles et sa réserve, dans sa créance à charge de la Société générale et dans la partie de son capital social restant à verser par ses actionnaires.

En 1858 comme en 1857, la Banque n'a eu aucune perte à su-

bir, quoique le chiffre de ses escomptes se soit élevé à près d'un demi-milliard. Le chiffre des fonds publics que possède la Banque s'élevait au 31 décembre dernier à 3,263,540 fr., soit 1,142,840 fr. de moins qu'en 1857. Les prêts sur fonds publics ont été également moins considérables que l'année précédente : à la même date, ils n'étaient que de 5,741,445 fr., au lieu de 7,719,630 fr., chiffre de 1857. La circulation s'est augmentée, en 1858, de 12,461,650 fr. Elle était au 31 décembre de 118,974,220 fr. Le chiffre des émissions autorisées s'élève aujourd'hui à 150 millions. Les comptes courants, y compris ceux de la succursale d'Anvers, figurent au passif du bilan pour 52,960,874 fr. Au 31 décembre 1857, ils n'étaient que de 35,046,538 fr., donc, en plus, 17,914,336 francs. Dans le chiffre du dernier bilan, le solde créditeur du Trésor est compris pour 45,435,746 fr.

La Banque compte actuellement 23 comptoirs en province, y compris la succursale d'Anvers. Celle-ci a escompté, en 1858, 13,763 effets sur Anvers, d'une valeur totale de 110,317,529 fr. et d'un produit de 732,106 fr. En 1857, le nombre d'effets escomptés avait été de 18,000, d'une valeur totale de 162,058,343. Cet amoindrissement considérable du chiffre des opérations est l'un des résultats de la crise qui a affecté la métropole commerciale de la Belgique à un plus haut degré que la capitale et les autres villes du pays.

En 1857, la succursale et les comptoirs avaient envoyé à la Banque 124,053 effets, s'élevant à.....	353,239,754 45
En 1858, ils ont remis 144,987 effets, montant à.....	325,619,724 46
Donc, en nombre, 20,934 effets de plus, mais en somme différence en moins de.....	27,620,029 99
En 1857, le produit de l'escompte à Anvers et dans les comptoirs avait été de.....	2,483,421 44
En 1858, ce produit n'a été que de.....	1,659,294 12
Différence en moins.....	824,127 32

L'ensemble des escomptes de la Banque ayant été cette année de 465,937,863 fr., il en résulte que la succursale et les comptoirs figurent pour 7/10^{es} dans le chiffre général de l'escompte belge, et cette proportion, qui n'a pas varié depuis l'année dernière, prouve que l'action bienfaisante des comptoirs s'exerce dans une large mesure sur tous les points du pays. Sur les 22 comptoirs, 6 seulement ont vu réduire, en 1858, le chiffre de leurs opéra-

tions, tandis que tous les autres l'ont vu s'accroître et même, pour quelques-uns, dans une proportion considérable.

UNION DE CRÉDIT DE BRUXELLES. — Le rapport lu dans l'assemblée générale du 1^{er} février affirme que le ralentissement des affaires commerciales en 1858 n'a pas arrêté le développement continu de cette excellente institution, fondée le 26 mai 1848 et basée sur le principe de la mutualité. Le nombre des sociétaires était :

Au 31 décembre....	1856	de	1,330	ayant un capital de	12,828,200	fr.
—	1857	—	1,519	—	—	14,939,400
—	1858	—	1,790	—	—	16,785,200
Augmentation sur...	1856	—	370	—	—	3,957,000
—	1857	—	181	—	—	1,845,800

Non compris 80 crédits ouverts conformément à la circulaire du 1^{er} janvier 1851 pour 1,100,000 fr. : ce qui porte le capital de garantie à 17,885,200 fr, pour 1790 crédits ouverts. L'escompte a également suivi une marche progressive : comparativement à 1857, le nombre des effets escomptés s'est élevé de 74,976 à 79,418 et leur montant de 39,192,201 fr. à 42,810,551 fr. Il y a pourtant disproportion entre les admissions et le mouvement de l'escompte : le capital souscrit s'est augmenté de 2,049,800 fr., tandis que l'escompte n'a été supérieur à celui de l'année dernière que de 3,618,350 fr. Le bénéfice réalisé pendant l'année s'est élevé à 105,717 fr., soit 12.40 p. 100. Les chapitres principaux du bilan au 31 décembre 1858 sont à l'actif : capital souscrit 17,885,200 ; effets à échoir 7,863,751 ; comptes courants 480,933 ; caisses 225,431 ; — au passif : fonds de roulement 894,160 ; retenues, suivant art. 7 des statuts, 624,068 ; effets réescomptés 5,069,937 ; comptes courants 1,598,945 fr.

Le succès de l'établissement de Bruxelles lui a créé deux émules à Liège et à Gand. Les deux unions de crédit provinciales ne prospèrent pas moins que leur aînée dans la capitale. L'établissement de *Liège* comptait, au 31 décembre 1858, 329 sociétaires, admis pour fr. 2,501,500, soit fr. 7,603 en moyenne par sociétaire. L'escompte s'est élevé à fr. 4,496,715 pour 6,894 effets. Le progrès sur l'exercice précédent est considérable, puisque en 1857 l'Union liégeoise ne comptait que 147 sociétaires et n'avait escompté que pour fr. 740,901 d'effets. Le bénéfice réalisé pendant l'année 1858 a été de fr. 14,378, ce qui donne lieu à un divi-

dende de 17.23 p. 100 qui sera réparti à chacun des sociétaires en raison de l'importance de son versement. L'association *gan-toise*, créée depuis quatre ans, a constamment élargi le cercle de son action en accroissant le nombre de ses sociétaires, le chiffre de son capital et le montant de ses escomptes. Il y avait au 31 décembre 1857 : 343 sociétaires et 3,196,500 fr. de capital ; au 31 décembre 1858 : 457 sociétaires et 4,264,500 fr. de capital ; l'augmentation en 1858 était donc de 114 sociétaires et de 1,068,000 fr. de capital. Le crédit accordé en moyenne à chaque sociétaire était de 10,802 fr. en 1855 ; il s'est successivement réduit et n'atteint plus aujourd'hui que 9,331 fr., ce qui montre la tendance de l'*Union* à appeler à elle les commerçants modestes, ceux auxquels le secours du crédit est le plus nécessaire, et qui en sont généralement privés. L'escompte a porté en 1858 sur 12,262 effets d'une valeur totale de 9,823,335 fr., contre 10,144 effets valant 7,288,990 fr. en 1857. Le fonds de roulement n'était au commencement de l'exercice que de 222,377 fr. ; il a été augmenté d'abord des 5 p. 100 sur le montant des crédits accordés aux souscripteurs nouveaux, puis des retenues sur les bordereaux d'escompte et, enfin, des bénéfices acquis : ces deux prélèvements étant, bien entendu, attribués aux profits des sociétaires, mais réservés comme fonds d'opération. Au moyen de ces différentes adjonctions, le capital de roulement avait atteint 323,830 fr. à la fin de 1858, dont 213,225 fr. seulement provenaient de versements faits par les sociétaires. Le bénéfice total de l'année s'est élevé à 43,483 fr., soit 11.50 p. 100 du capital versé.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR FAVORISER L'INDUSTRIE. — Assemblée générale du 21 février 1859. Les opérations de la Société générale sont les mêmes que celles des institutions qui ont pris titre « Crédit mobilier. » Elle fait peu d'escomptes et d'opérations de banque proprement dites ; son but principal est de concourir à la création d'entreprises industrielles, et on lui doit certainement une bonne partie du développement pris par divers charbonnages et forges du pays. Depuis surtout que la création de la Banque nationale (1850) a ôté à la Société générale le bénéfice de l'émission des billets et les ressources de l'escompte sur une grande échelle, elle s'est de plus en plus attachée à participer à la création d'entreprises

industrielles. Ce mouvement s'est rapidement développé. Plus des trois cinquièmes de l'actif de la Société sont représentés au bilan du 31 décembre 1858 par des actions, obligations industrielles et fonds publics. En 1849, le portefeuille des valeurs mobilières comprenait 41 p. 100 du montant total de l'actif de la Compagnie ; en 1858, il correspond à 66 p. 100. C'est surtout le nombre d'actions qui a été augmenté ; en 1849, les actions formaient 27 p. 100 de l'avoir ; en 1858, elles avaient atteint 53 p. 100 ; au contraire les fonds publics étaient, de 11 p. 100, tombés à 2 p. 100 du chiffre global de l'actif.

A la fin de 1858, le portefeuille de valeurs de la Société générale était ainsi composé :

Fonds publics.	2,595,042	91
Obligations de diverses Sociétés.	14,406,023	32
Actions de chemins de fer.	19,131,863	»
— de canaux, bateaux à vapeur.	6,858,043	52
— de charbonnages.	22,592,389	63
— de métallurgie.	11,680,107	»
— de mutualité et industries diverses.	7,717,080	»
Total.	84,980,549	38

L'actif des actionnaires est représenté au bilan, indépendamment du capital primitif de 32,804,232 fr. 80 c., par une première réserve capitalisée de 31,000,000 fr. et par un nouveau fonds de réserve, qui s'élevait en 1857 à 3,563,237 fr. 36 c. et qui a été porté à 4,280,691 fr. 39 c. par l'adjonction d'une partie des bénéfices réalisés l'année dernière. Les billets au porteur que la Société générale avait été autorisée à mettre en circulation, se présentent peu à peu au remboursement ; les engagements qu'elle avait contractés de ce chef ont été réduits de 309,110 fr. en 1857 et de 295,200 fr. en 1858. Pendant les cinq dernières années, les capitaux déposés à la Caisse d'épargne n'ont pas sensiblement varié ; une somme totale de 19,102,322 fr. a été déposée par 27,976 intéressés, dont 26,276 particuliers et 1,700 administrations. Le nombre des dépôts de particuliers tend constamment à s'accroître, tandis que la moyenne du livret diminue. Le mouvement de fonds a été, comme pendant les années antérieures, très-considérable ; il a été reçu 5,189,025 et payé 5,315,353 fr., c'est-à-dire plus de 50 p. 100 du montant total des dépôts existants. Les obligations à intérêt et à date fixe que la Société générale met en circulation, ont sensible-

ment diminué pendant ces dernières années; elles figuraient au passif du bilan pour 25,104,000 fr. en 1857, et seulement pour 23,944,361 en 1858. Pendant l'exercice, il a été présenté au remboursement 12,701,000 fr., et la Société a émis 11,378,000 fr. Cette décroissance dans la circulation des obligations provient de l'intérêt très-modique alloué aux prêteurs, intérêt qui a diminué, en moyenne, de 13 centièmes pendant l'année écoulée.

La situation des comptes courants ne présente que peu d'importance, car la Société générale n'accorde pas d'intérêt aux dépôts faits par les particuliers, et se borne, pour ainsi dire, à l'ouverture de crédits en faveur des sociétés financières et industrielles. Il en est de même pour le portefeuille d'escompte.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

Débit.

Frais d'administration.....	273,952 25
Intérêts sur actions de la Société générale.....	1,640,211 64
— aux agents pour leurs cautionnements....	952 38
— à la caisse de réserve des employés.....	10,363 85
— aux porteurs de promesses de la Société..	2,592 35
— aux porteurs d'obligations de la Société..	1,016,659 50
— aux livrets de la Caisse d'épargne.....	566,432 57
— en comptes courants.....	286,173 36
Patente.....	106,367 80
Solde en bénéfice.....	3,587,270 14
Total.....	7,490,975 84

Crédit.

Solde de l'exercice précédent.....	16,127 65
Intérêts des prêts sur effets publics.....	26,868 11
— — sur marchandises.....	13,029 65
— — sur hypothèques.....	3,614 88
— sur fonds nationaux.....	136,945 56
— et dividendes sur actions de Sociétés..	4,781,240 38
— sur obligations de Sociétés.....	686,164 08
— sur reports.....	68,744 62
— en comptes courants.....	441,725 19
Bénéfice sur les opérations de change.....	817,432 42
— sur réalisations.....	419,170 32
Produits des domaines et forêts.....	70,012 98
Total....	7,490,975 84
Au chiffre formant le solde des profits et pertes, il faut ajouter les intérêts payés aux actionnaires.	3,587,270 14 1,640,211 64
Bénéfice total.....	5,227,481 78

représentant un dividende de 90 fr.

Le bénéfice de l'exercice de 1857 était 5,685,472 fr. 23 c.; il y a donc une diminution, mais elle ne provient pas d'un rendement moindre des valeurs en portefeuille : elle est seulement due à un chiffre inférieur du bénéfice des réalisations.

ESPAGNE.

BANQUE NATIONALE A MADRID. — Son capital est actuellement de 120 millions de réaux répartis entre 60,000 actions qui ont fait chacune un versement de 2,000 réaux; mais elle a obtenu déjà la faculté de l'élever à 200 millions de réaux, si les circonstances lui paraissent rendre cet accroissement nécessaire. C'est avec le Trésor espagnol que la Banque d'Espagne exécute la plus grande partie de ses opérations. Voici, en effet, suivant le compte rendu de l'exercice 1857, comment elle a, durant cette année, utilisé ses capitaux :

1° Opérations avec le Trésor public. Le montant des sommes prêtées à l'État pendant l'année 1857 s'est élevé à 1,002,393,791 réaux, sur lesquels les renouvellements sont évalués à 883,678,403 réaux. — **2° Opérations avec la place.** L'escompte des billets qui en 1856 avait porté seulement sur 904 effets d'un montant total de 25,180,710 réaux, a porté en 1857 sur 3,161 effets d'une valeur totale de 125,477,518 réaux. Les prêts sur garantie se sont élevés de 50,173,420 réaux en 1856 à 168,363,640 réaux. — **3° Comptes courants et dépôts.** Le mouvement des comptes courants qui en 1856 avait été de 5,386,402,130 réaux, a été en 1857 de 5,391,272,902 r. La somme des comptes courants au 31 décembre 1857 s'élevait à 135,031,040 r., celle des dépôts à 24,606,393 r. — **4° Billets.** La circulation a varié entre le maximum de 202.4 millions et le minimum de 159.3 millions réaux.

Tel a été, suivant le compte rendu de l'administration de la Banque, le résumé de ses opérations dans l'année 1857, année malheureuse durant laquelle la ville de Madrid fut un moment sous le coup d'une grave panique qui amena à la Banque une grande quantité de billets en recouvrement, mais dont cet établissement sortit très-facilement victorieux. Pour donner maintenant une idée de sa marche durant l'exercice 1858, nous ne pou-

vons mieux faire que de résumer dans le tableau suivant les bilans à l'aide desquels la Banque manifeste mensuellement la situation de ses divers comptes :

	Caisse.	Portefeuille.	Billets.	Dépôts.	Comptes courants.
1858.	(Millions de réaux.)				
Janvier. . . .	109	339	202	32	139
Février. . . .	101	334	213	28	127
Mars.	98	307	209	28	116
Avril.	94	321	207	27	119
Mai.	90	308	205	25	106
Juin.	85	315	202	25	110
Juillet. . . .	91	340	204	34	105
Août.	76	351	195	26	111
Septembre .	88	323	193	26	101
Octobre. . .	85	344	201	25	114
Novembre: .	85	348	202	23	118
Décembre. .	111	358	208	23	167

Il résulte de ces bilans que le mois d'août a failli encore, en 1858, être une époque de crise pour la Banque, mais qu'un prompt revirement l'a bientôt remise en une excellente situation : si bien que le mois de décembre présente sous tous les rapports un état de choses plus satisfaisant que tous les autres mois de l'année. Les actions de la Banque d'Espagne produisent un revenu d'environ 10 p. 100 sur le capital nominal, et leur cours oscille entre 180 et 190 p. 100 à la Bourse de Madrid.

G. H.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DU CRÉDIT MOBILIER ESPAGNOL. — Assemblée générale à Madrid le 31 mai 1858. Le rapport présenté aux actionnaires se borne à exposer les résultats obtenus pour les affaires déjà entamées, sans faire mention d'opérations nouvelles; la raison en est dans la crise de 1857 qui a obligé de retarder tous les projets étudiés. Voici le résumé des détails donnés par le rapport sur chaque affaire dépendant du Crédit mobilier espagnol.

Gaz de Madrid. Prise dans de mauvaises conditions, cette exploitation s'est peu à peu améliorée, et les bénéfices sont dès à présent assez importants; ils augmenteront encore quand on aura pu se procurer, par le chemin de fer de Madrid à Alicante, des houilles à bas prix, d'autant plus que les frais de production du gaz tendent à s'abaisser, tandis que la consommation s'accroît dans de notables proportions.

Mines. Les mines de Barruelo contiennent une quantité de charbon de terre capable de suffire pendant un siècle à une exploi-

tation annuelle de 50,000 tonnes, et cette houille produit un coke d'excellente qualité pour les locomotives. Ce charbon pourra être livré à bien meilleur marché que le charbon anglais; en outre le chemin de fer du Nord pourra ainsi obtenir son combustible dans des conditions économiques. Le charbon extrait en 1857 s'est vendu 174,223 réaux; il avait coûté, en frais d'extraction, 205,243 réaux; mais parmi ces frais il en est qui ne se renouvelleront pas, et depuis le commencement de 1858, la recette couvre les dépenses.

Valderueda. L'acquisition de la mine de Valderueda a eu les mêmes motifs, bien qu'elle ne doive pas parer à des nécessités aussi prochaines : elle renferme des quantités abondantes de houille qui serviront à l'approvisionnement des lignes du Nord-Ouest. Les travaux destinés à une exploitation ultérieure ont coûté 816,158 réaux, et la houille extraite par occasion est évaluée à 312,919 fr.; la dépense ne serait donc effectivement que de 303,238 réaux.

Mines de Matallana. Après avoir assuré le service de ses chemins de fer, le Crédit mobilier a songé à fournir aux établissements métallurgiques la houille dont ils avaient besoin; c'est dans ce but qu'il a acheté les mines de Matallana, qu'il a obtenues pour un prix assez peu élevé. Toutefois il s'est départi de cette règle de conduite à l'égard de la mine de Huelva. C'était, en effet, une mine dont on connaissait la valeur et les produits. Depuis qu'elle est sous la direction du Crédit mobilier, une seule des concessions exploitées, celle de Tharsis, produit environ 1,000 tonnes de minerai par mois, dont on extrait par semaine 25 tonnes de cuivre; cette quantité pourra bientôt être doublée.

Chemin de fer du Nord. La Compagnie n'a pas encore été constituée; la Société de Crédit a elle-même commencé les travaux. Les études sont terminées pour une grande partie de la ligne, et celles de l'embranchement d'Alar sont poursuivies avec activité. Par un traité en date du 29 décembre 1857, la province de Guipuscoa s'est engagée à participer pour 33 millions de réaux à la souscription du capital lors de la constitution de la société, moyennant quelques faveurs, qui consistent surtout dans un achèvement plus rapide de la section qui traverse cette province. On peut attendre d'autres provinces un concours analogue : ainsi une

convention avec la province d'Alava élève à 41 millions de réaux la part de coopération des provinces basques.

Voici quelle a été la situation financière à la clôture de l'exercice 1857 :

Actif.

	Réaux vn.
Capital réalisé.	68,400,000 00
Comptes courants.	23,817,121 61
Effets à payer, créditeurs divers.	7,587,107 43
Intérêts et dividendes à payer.	4,164,660 08
Réserve.	278,570 34
Solde de compte de profits et pertes.	270,976 34
Total.	104,518,436 30

Passif.

Rentes.	8,624,893 95
Actions.	11,950,265 14
Sommes employées en placements, prêts, acquisit. diverses, cautionnem., etc..	77,490,835 67
Mobilier.	164,755 91
Caisse.	1,187,604 63
Total.	104,518,436 30

Dans l'emploi des sommes qui figurent à l'actif pour 77,490,835 fr. 67 c., le gaz de Madrid entre pour 21 millions, le chemin du Nord pour 43 millions, et les mines et autres sociétés pour 4,300,000 réaux. Les placements ont produit les bénéfices suivants :

Intérêts et bénéfices sur valeurs achetées.	3,760,252 67
Solde des comptes de commission, et intérêts.	1,421,424 15
Bénéfices de changes.	164,885 65
Total.	5,336,602 47

On n'a pas compris dans ce compte les différences de prix sur les valeurs en portefeuille au 31 décembre, parce que les opérations auxquelles elles ont donné lieu n'ont pas été réalisées. Le bénéfice net, déduction faite des frais généraux, s'élève à 4,374,976 réaux vn, sur lequel il a été pris 4,104,000 r. vn. pour l'intérêt à 6 p. 100 l'an sur les actions : il reste 270,976 r. vn. 84 qui ont été portés au compte de réserve qui s'élève ainsi à 549,547 r. Il n'y a donc pas eu lieu à une répartition de dividende.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE CRÉDIT EN ESPAGNE. — En activité depuis le 31 mai 1856. Assemblée générale, à Madrid, le 31 mai 1858. Sur

le capital social était alors réalisée une somme de 90,612,900 réaux v. Voici quelques renseignements, empruntés au rapport présenté aux actionnaires, sur les principales opérations de l'institution en 1857 :

Mouvement des comptes courants. 1,285,348,391.50 r. v., soit par mois, en moyenne, rx. 107,112,365.95, ou *une fois et demie* la moyenne correspondante de 1856. — *Mouvement du portefeuille*, à l'entrée et à la sortie :

Effets sur Madrid.....	223,092,460 16
— sur le royaume.. ..	216,958,707 70
— sur l'étranger.....	164,184,912 02
Nos traites.	200,897,739 04
Total.....	805,133,818 92

Soit, par mois, en moyenne, rx. 67,094,484.91, formant le *triple* des moyennes correspondantes de 1856. — *Mouvement de caisse*, dans l'année, réaux v. : 772,170,960.38, soit par mois, en moyenne, rx. 64,348,330.03, formant près du *quadruple* des moyennes correspondantes de 1856. La Compagnie avait établi dans le courant de 1856 une *succursale* à Cadix. Elle a créé dans le courant de 1857 : la succursale de Paris, l'Agence de Barcelone, celle de Carthagène. Elle a fondé, en 1858, la succursale de la Havane, que sa position appelle à un grand avenir. Celle de Paris n'a pas organisé son courant d'opérations avec le siège principal, mais elle est déjà un précieux auxiliaire pour les relations si nombreuses que la Compagnie a avec la France et pour les graves intérêts qui la rattachent à ce pays. Quant aux agences de la Péninsule, elles sont appelées à lui rendre d'incontestables services. Leurs produits figurent au bilan pour réaux vellon 229,433.41, chiffre remarquable si l'on considère que ces établissements, encore à leur début, n'ont, pour la plupart, fonctionné que quelques mois.

Voici l'énonciation des affaires *industrielles et financières* auxquelles la Compagnie a donné ou compte donner son concours, depuis l'époque de sa constitution jusqu'au 31 mai 1858 : 1° Organisation de la compagnie d'assurance *La Union*; — 2° chemin de fer de Séville — Xérès — Cadix; — 3° entreprises des travaux de la section de Cadix à Puerto-Real; — 4° création d'une compagnie générale des mines; — 5° Id. d'entreprise de gaz; — 6° che-

min de fer catalan de Reus à Montblanch, et achat de la ligne adjacente de Tarragone à Reus; — 7° organisation d'une compagnie générale d'escompte.

De ces sept opérations, les deux premières appartiennent à l'exercice 1856; les deux dernières, quoique projetées dès 1857, concerneront d'une manière plus spéciale les années 1858 et suivantes. Les autres intéressent particulièrement le dernier exercice.

Le compte de *profits et pertes* présente un solde de *rvn.* 20,977,107.99, ou de *fr.* 5,520,291.30 comme total des bénéfices de la Société. Ces bénéfices se divisent en deux catégories : bénéfices définitivement acquis en valeurs liquides sur les chapitres Changes et Escomptes, Intérêts et Commissions de Banque, et Divers, qui forment un total de *rvn.* 8,094,331.17, soit, *fr.* 2,130,087.28. La seconde catégorie provient de bénéfices acquis sur les affaires industrielles. Ces bénéfices sont, comme ceux de la première catégorie, définitifs et irrévocables; seulement ils sont représentés par des valeurs d'une réalisation ultérieure. Ils s'élèvent à *rx vn.* 12,882,776.82, soit *fr.* 3,390,204.02. Sur la proposition du conseil d'administration, il fut décidé par l'assemblée générale que cette dernière catégorie de bénéfices sera reportée à compte nouveau sur le prochain exercice, et que les bénéfices liquides de 8,094,331.17 seront répartis comme il suit :

	Réaux vn.	
Extinction du compte de frais généraux....	1,750,733 33	
Amortissement pour dixième du compte de frais d'installation, compte nouveau....	107,611 06	
Total.....	1,858,344 39	
Coupon d'intérêt payé le 1 ^{er} janvier, de...	3,780,000 00	5,638,344 39
Reste à répartir.....		2,455,986 78

lesquels seront divisés ainsi qu'il suit conformément aux statuts :

A la réserve, 20 %.....		491,197 34
Aux fondateurs, 5 %.....	98,238 72	
Au conseil d'administration, 5 %.....	98,238 72	
Au directeur et aux employés, 2 %.....	39,295 80	
Aux actionnaires, à titre de dividende, 88 %.	1,729,000 00	1,964,773 24
Appoint indivisible.....		16 20

FRANCE.

BANQUE DE FRANCE.

I. — SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE.

La Révolution avait interrompu le commerce et paralysé le crédit en France ; le Comptoir d'escompte avait disparu avec les derniers débris de l'ancien régime. Cependant, quand la tourmente fut passée et que les ateliers commencèrent à se rouvrir, on s'aperçut qu'il n'était pas possible de travailler sans avoir recours au crédit, ni d'avoir du crédit sans escompteurs et sans banque. Divers établissements furent fondés sous le Directoire : la Caisse des comptes courants, la Caisse d'escompte du commerce, le Comptoir commercial, la Factorerie. C'étaient autant de maisons rivales créées, la première par des banquiers, la seconde par des négociants, les autres par des fabricants et des marchands, qui réservaient le privilège de l'escompte à leurs seuls actionnaires : c'étaient moins des banques que des associations mutuelles de crédit. Il fallait à la France une banque moins exclusive pour seconder le travail et ranimer l'industrie.

Des banquiers songèrent à la créer dès que la révolution du 18 brumaire eut donné à la France, avec l'espoir d'un gouvernement ferme et pacifique, la sécurité du présent et la confiance de l'avenir. M. Perregaux était à leur tête ; un ancien député aux Cinq-Cents, devenu conseiller d'État, les aidait de tout son crédit, et le premier consul lui-même les encourageait et leur promettait son appui. Le plan était beaucoup plus vaste que celui des autres banques ; le capital devait être de 30 millions divisés en actions de 1,000 francs ; l'administration était confiée à 15 régents et à 3 censeurs, nommés par l'assemblée des deux cents plus forts actionnaires ; les opérations consistaient dans la tenue des comptes courants, dans l'émission des billets à ordre et des billets à vue, dans l'escompte du papier de commerce à trois signatures : la signature d'un régent comptait pour deux.

Le gouvernement montra dès le principe l'intérêt qu'il prenait au nouvel établissement, en lui confiant son compte courant, et

en achetant, avec le cautionnement des receveurs généraux, 5,000 actions. Bientôt il lui remit le dépôt des réserves de la loterie et la chargea du paiement des rentes.

Telle fut la première organisation de la Banque de France, libre, mais protégée par l'État. Elle ne commença ses opérations que le 20 février 1800, après s'être réunie avec la Caisse des comptes courants, qui avait été également fondée par des banquiers et qui pouvait, à ses débuts surtout, lui faire une concurrence redoutable.

Trois ans se passèrent ainsi. Ses actions, reçues avec peu de faveur la première année, étaient cotées en 1803 à 4,220 fr. Ses affaires avaient pris un développement rapide : elle escomptait 443 millions d'effets de commerce en l'an X, et pourtant des plaintes se faisaient entendre de toutes parts : les régents se plaignaient de la diversité des billets au porteur (la Caisse d'escompte et le Comptoir commercial en émettaient), qui nuisait au crédit des billets de la Banque de France. Le public se plaignait d'être obligé de subir la loi des régents, pour obtenir leur signature qui en valait deux ; en fait, c'était aux régents que s'adressait toujours le commerce, et ceux-ci se servaient de la Banque pour réescompter le papier sur lequel ils avaient prélevé un intérêt : la Banque de France était presque aussi exclusive que les établissements fondés sous le Directoire. Le gouvernement se plaignait de l'insuffisance du capital, qui ne permettait pas d'étendre le cercle des opérations.

Les régents avaient plus d'une fois représenté au premier consul les avantages qu'il y aurait à n'avoir qu'une seule banque qui émit des billets. Dans un entretien, M. Mollien, esprit ferme et distingué, économiste éminent, alors directeur de la Caisse d'amortissement, lui avait appris un jour que l'organisation de la Banque n'était pas sans défauts et que les actionnaires, grâce au privilège que leur concédaient leurs statuts particuliers, se faisaient la plus large part dans l'escompte, au détriment de la justice et de l'intérêt de tous : il n'en fallait pas plus pour déterminer Bonaparte à une réforme. Quelque temps après, il manda M. Mollien ; il venait de lire un pamphlet anglais dans lequel on accusait la Banque de ne servir qu'à escompter les effets en circulation de quelques banquiers ; il était vivement préoccupé de

l'influence que pourrait exercer une crise commerciale dans le cas d'une rupture, alors imminente, avec l'Angleterre, et il se demandait si les trois banques de Paris seraient assez fortes pour résister, et si la chute de l'une d'elles n'entraînerait pas celle des autres, et surtout celle de la Banque de France. Ses intentions étaient déjà bien arrêtées, et il termina la conversation par ces mots :

« Ne m'avez-vous pas dit que, pour conserver son crédit, il fallait en général qu'une monnaie artificielle, comme celle des banques, ne sortît que d'une seule fabrique ? J'adopte cette pensée : une seule banque est plus facile à surveiller que plusieurs, et pour le gouvernement et pour le public ; quoi qu'en puissent dire les économistes, ce n'est pas en ce cas que la concurrence peut être utile. Occupez-vous dans ce sens d'un nouveau plan d'organisation pour la Banque de France ; vous ne le remettrez qu'à moi seul. »

M. Mollien voyait, en effet, dans la rivalité des banques, un obstacle à leur succès. Mais il était loin de demander qu'on les enchaînât sous la main de l'État ; il aurait voulu, au contraire, pour mieux assurer leur crédit, que le gouvernement n'intervînt jamais ni pour surveiller ni pour seconder ces établissements ; il aurait désiré que la Banque quittât le nom dangereux, à son avis, de Banque de France, pour prendre celui de Banque de Paris, et que chaque grande ville de commerce eût également une banque, mais une banque unique, qui émit des billets au porteur. Le plan de M. Mollien fut envoyé à M Perregaux, avec ordre de rendre une prompte réponse. L'émoi fut grand dans la régence : on s'effrayait surtout de la condition qui enlevait le privilège de l'escompte aux actionnaires. « Qui donc s'avise de l'embarrasser de nos affaires ? disait M. Perregaux en parlant de Bonaparte. Aujourd'hui il a bien assez des siennes ; et cependant, s'il le veut ainsi, il faudra bien céder ¹. »

On céda en effet, mais après avoir énergiquement réclamé sur plusieurs points, et non sans avoir obtenu des modifications importantes au plan primitif. Les négociations durèrent plusieurs mois. Ce ne fut que le 14 germinal an XI (4 avril 1803) que M. Cretet, accompagné de MM. Defernon et Béranger, vint, au

¹ Mollien, *Mémoires d'un Ministre du Trésor public*.

nom du conseil d'État, présenter au Corps législatif le nouveau projet de loi. Il insista fortement sur la nécessité d'une banque unique et d'une active surveillance de l'État. Si l'on avait donné la préférence à la Banque de France, c'était parce que, devant choisir, on avait pris naturellement l'établissement dont le capital était le plus fort et les statuts les meilleurs. Béranger s'appliqua à prouver qu'il fallait non-seulement une banque unique, mais une banque qui ne fût pas livrée aux suggestions égoïstes de l'intérêt privé.

La loi fut votée sans opposition le 24 germinal an XI (14 avril 1803), et ouvrit une nouvelle période de l'histoire de la Banque.

L'article 1^{er}, qui consacrait la révolution, était ainsi conçu : « L'association formée à Paris sous le nom de Banque de France aura le privilège exclusif d'émettre des billets de banque aux conditions énoncées dans la présente loi. » L'article 7 portait : « La qualité d'actionnaire ne donnera aucun droit particulier pour être admis aux escomptes de la Banque. » Le capital devait être porté à 45,000 actions ; le dividende annuel prélevé sur les bénéfices des opérations de banque ne pouvait plus excéder 8 p. 100 la première année, et 6 p. 100 les autres années ; le surplus formerait une réserve qui serait convertie en 5 p. 100 consolidés, dont la rente serait partagée entre les actionnaires, indépendamment du dividende. Le seul changement que la loi apportât à l'administration intérieure était la création d'un comité d'escompte composé de douze négociants nommés par les censeurs.

La régence et les actionnaires avaient dû par avance signer une adhésion à la loi du 24 germinal. Il n'y avait plus qu'à s'y conformer. Les statuts fondamentaux furent revisés et approuvés plus tard, dans l'assemblée du 25 vendémiaire an XII (19 octobre 1803). Les émissions de billets ne pouvaient avoir lieu désormais qu'à la majorité des deux tiers des régents, et avec l'approbation des censeurs. La Banque devait, entre autres opérations, « escompter à toutes personnes domiciliées à Paris les lettres de change et autres effets souscrits par des négociants, commerçants, manufacturiers et autres citoyens notoirement réputés solvables. » Il fallait trois signatures, ou deux signatures seulement, avec un transfert d'actions à la Banque ; mais on ne devait, sous aucun

prétexte, accepter « d'effets, dits de circulation, créés collusoirement entre les signataires, sans cause ni valeur réelle. »

La Caisse d'escompte du commerce dut se mettre en liquidation, et ses billets cessèrent de circuler dès la fin de l'année 1803. La Banque avait acheté sa succession au prix de 5,694 actions. Le Comptoir commercial subsista, mais il n'émit plus de billets au porteur : il se transforma en une simple maison d'escompte, et eut son compte ouvert à la Banque.

Telle fut la seconde phase de l'organisation de la Banque de France. D'établissement libre, elle devenait un établissement privilégié ; elle avait le monopole de la monnaie de papier, mais elle n'était encore, comme M. Mollien aurait voulu qu'elle fût toujours, que la Banque de Paris ; et l'État, qui lui conférait un droit si important, n'intervenait en rien dans son administration intérieure.

Trois ans après, nouvelle transformation. Napoléon se plaignait que la Banque ne fît pas encore assez pour le gouvernement et pour le commerce. La Banque faisait pourtant tous ses efforts pour le satisfaire ; mais elle n'avait pas assez d'autorité pour dominer la situation et pour résister à certains entraînements. Durant la campagne d'Austerlitz, elle n'osa pas refuser son escompte à la compagnie des négociants réunis qui s'était chargée des fournitures de l'armée ; et, par ses imprudentes opérations, la compagnie la réduisit à suspendre le remboursement de ses billets. Il y eut une crise terrible dans le commerce et presque une émeute autour de la Banque, qui ne délivrait plus par jour que 500,000 fr. en écus.

De retour à Paris, Napoléon fit éclater tout son mécontentement, destitua son ministre du Trésor, et résolut de donner à la Banque une nouvelle organisation qui la mit désormais à l'abri de pareils entraînements. M. Cretet proposa un plan qui consistait à doubler le capital de la Banque, à l'étendre par des succursales aux principales villes de l'Empire, et à lui donner un gouverneur nommé par l'État. La Banque de France devait, à ces conditions, faire de larges avances au gouvernement et se charger, comme celle d'Angleterre, du paiement de la dette publique. M. Mollien, devenu ministre du Trésor, n'approuvait pas un système qui, pour dégager la Banque, la liait plus étroitement à l'É-

tat; il trouvait surtout qu'il n'y avait aucune économie à lui rendre le paiement de la dette publique, qu'on lui avait retiré en 1803. Mais quelques-unes des propositions de M. Cretet entraient assez bien dans les vues de Napoléon, et le plan fut soumis au conseil d'État vers la fin de mars. Lui-même prit part à la discussion, comme il le faisait toujours dans les questions importantes. « La Banque, disait-il, n'appartient pas seulement aux actionnaires : elle appartient aussi à l'État, puisqu'il lui donne le privilège de battre monnaie. » Émettre des billets n'est pas battre monnaie; mais il n'en est pas moins vrai que l'État acquiert sur une banque des droits très-grands par le privilège qu'il lui confère. Une conséquence en entraîne une autre : quand un établissement accepte les bénéfices d'un monopole, il reconnaît implicitement sa dépendance vis-à-vis de celui qui le lui accorde. Au reste, Napoléon comprenait les droits de l'État d'une manière large et juste : « Je veux que la Banque soit dans la main du gouvernement, et n'y soit pas trop. Je ne demande pas qu'elle lui prête de l'argent, mais qu'elle lui procure des facilités pour réaliser à bon marché ses revenus, aux époques et dans le lieu convenables. Je ne demande en cela rien d'onéreux à la Banque, puisque les obligations du Trésor sont les meilleurs papiers qu'elle puisse avoir. »

Un projet de loi, rédigé dans ce sens, fut présenté le 12 avril au Corps législatif, et adopté le 22 avril 1806, à une majorité de 186 boules blanches contre 70 boules noires. Cette loi prorogeait le privilège de la Banque de 25 ans au delà des quinze années accordées par la loi du 24 germinal, c'est-à-dire jusqu'en 1843; elle doublait le capital et le portait à 90,000 actions, que la Banque restait libre d'émettre quand elle le jugerait convenable; elle lui rendait la libre disposition de sa réserve, et ordonnait qu'à l'avenir le dividende, outre les 6 p. 100 fixés par la loi du 24 germinal, fût composé des deux tiers du bénéfice annuel. La loi faisait ainsi des avantages aux actionnaires et à la Banque; mais elle la soumettait directement à l'autorité impériale. Le conseil d'État devenait son juge; ses statuts devaient être soumis à l'approbation de l'empereur; trois receveurs généraux devaient faire partie de la régence; on créait un comité particulier des relations avec le Trésor; on lui donnait un gouverneur et un sous-

gouverneur nommés par l'empereur ; le gouverneur recevait sur les fonds de la Banque 60,000 fr. d'appointements ; chacun des sous-gouverneurs 30,000 fr. Il est vrai que, pour les intéresser à la prospérité de l'établissement et pour les empêcher d'abuser de leur puissance, on exigeait que le premier possédât cent actions, chacun des deux autres cinquante, et on défendait à tous trois de jamais présenter à l'escompte des effets revêtus de leur signature. C'étaient eux qui administraient : « la direction de toutes les affaires de la Banque, disait l'art. 10, déléguée à son comité central par la loi du 24 germinal an XI, sera désormais exercée par un gouverneur de la Banque de France. » Le gouverneur devait présider les assemblées, nommer et destituer les employés ; aucune délibération n'était valable qu'avec sa signature ; « nul effet ne pourra être escompté que sur la proposition du conseil général et sur l'approbation formelle du gouverneur. » Il représentait dans la nouvelle organisation le pouvoir exécutif, et en matière d'escompte, s'il n'avait pas l'initiative, il avait du moins un droit de veto absolu. La Banque se trouvait bien loin de l'esprit de ses premiers statuts.

Ce fut la troisième et dernière phase de l'organisation de la Banque sous l'empire. Désormais, c'était un établissement de crédit jouissant d'un monopole, administré par les représentants de actionnaires, conseillé par les principaux négociants, gouverné et contrôlé par l'État, présentant ainsi, par un système mixte et fortement combiné, d'égales garanties aux trois parties intéressées, et destiné à étendre ses rameaux dans toute la France et dans toutes les opérations pour devenir, comme disait M. Cretet, son premier gouverneur, « le centre de toutes les branches de crédit dont se compose le crédit général. »

On ne pouvait pas cette fois accuser le nouveau plan d'être étroit ou exclusif. Il était, au contraire, trop vaste pour le temps, et il ne put être entièrement exécuté. Le projet, énergiquement combattu par M. Mollien, de charger la Banque du paiement de la dette publique, occupa le conseil pendant onze séances, sans qu'on pût rien résoudre. Napoléon termina le débat en disant qu'une seule chose lui paraissait claire : « c'est qu'il ne devait pas y avoir d'alliance entre les affaires du Trésor et celles de la Banque, » et le projet fut abandonné. Une autre partie du nou-

veau plan consistait à étendre à toute la France le crédit de la Banque ; elle ne fut qu'ébauchée. Au mois de mai 1808, un décret autorisa la Banque à créer, avec l'approbation du conseil d'État, des succursales sous le nom de comptoirs d'escompte. La Banque devait fournir le capital ; le conseil général nommer les trois censeurs, le gouverneur, les agents ; l'empereur, le directeur. Les deux premiers comptoirs furent établis immédiatement, par décret du 24 juin 1808, à Lyon et à Rouen ; un troisième fut créé à Lille, sur la demande des habitants, par décret du 29 mai 1810. Les événements qui précédèrent la chute de l'Empire ne lui permirent pas de fonctionner.

On avait doublé le capital afin d'étendre le cercle des opérations et de faire que la Banque fût réellement le « centre de toutes les branches de crédit. » A défaut du service de la dette publique, il y avait bien d'autres opérations utiles au commerce et à l'État que ce doublement semblait devoir favoriser. La Banque commença à faire des avances sur dépôts de lingots et d'effets publics à échéance déterminée ; elle abaissa pour la première fois le taux de son escompte à 4 p. 100, et, grâce à l'activité du commerce, le portefeuille monta de 333 millions, chiffre de 1807, à 715 millions en 1810 ; elle crut pouvoir émettre sans danger ses nouvelles actions, et, au commencement de l'année 1808, elle les céda au prix de 1,200 fr. à ses anciens actionnaires : c'était un nouveau capital de 54 millions. Sur cette somme, 40 millions furent prêtés à l'État ; néanmoins, en y comprenant l'ancien capital et la réserve, il lui restait encore 71,500,000 fr. à appliquer aux opérations commerciales. Par malheur, le commerce, si florissant en 1810, tomba tout à coup en 1811. La disette de 1812 et les événements politiques des années suivantes ne lui laissèrent pas le temps de se relever. La Banque ne savait plus que faire de son argent ; le portefeuille était vide et l'encaisse dépassait la circulation des billets ; à peine les bénéfices suffisaient-ils à composer le dividende légal. Le conseil général se décida à racheter 10,950 actions pour amortir une partie d'un capital que la Banque ne pouvait plus employer fructueusement. •

Le vaste plan de la loi de 1806 échouait parce que le commerce français n'était pas encore capable d'en supporter la grandeur. Bientôt éclata la crise de 1814. Le 19 janvier, la Banque dut

déclarer qu'elle ne rembourserait plus que 500,000 fr. par jour, et elle s'occupa de liquider. Le matin du jour où les ennemis entraient dans Paris, elle remboursait encore, contre espèces, 3,270,000 fr. de billets, faisait toucher les effets échus et même escomptait. Il ne resta que 10 millions de billets dans le public. La liquidation avait été conduite avec sagesse. Par une prudence qu'on ne saurait trop louer, M. Laffitte, alors régent, ordonna de murer la porte des caves qui contenaient la réserve (elle se composait de 5 millions, dont 1,300,000 fr. appartenant aux comptes courants); il rassembla tous les billets rentrés, ceux des comptoirs comme ceux de la Banque centrale, les fit brûler ou marquer du timbre d'annulation, fit briser les planches, les presses et les clichés, afin que l'ennemi ne fût pas même tenté de fabriquer de la fausse monnaie sous le couvert de la Banque.

C'est par cette triste, mais loyale liquidation que se termine la première partie de l'histoire de la Banque, frappée du même coup qui abattait alors la France et renversait l'Empire. Trois phases distinctes marquent cette première partie. Sous le régime de l'association de l'an VIII, la Banque est un simple établissement particulier qui existe en concurrence avec d'autres établissements, mais qui tend à les dominer par la supériorité de son capital, par l'appui qu'elle reçoit de l'État et le crédit qu'à son tour elle lui ouvre. Sous la loi du 24 germinal an XI, elle se change en une banque privilégiée, et les billets ne sortent plus que d'une seule source. Sous la loi du 22 avril 1806, elle devient un établissement public, surveillé ou plutôt dirigé par l'État, avec le contrôle des régents et des censeurs qui représentent les actionnaires.

II. — LE GOUVERNEMENT CONSTITUTIONNEL.

La Restauration ouvre pour la Banque une période nouvelle. L'esprit de réaction en est le caractère principal. Le gouvernement impérial avait fortement pesé sur la Banque : le gouvernement constitutionnel ne voulut ni intervenir dans son administration ni user de son crédit. En 1814, il n'eut pas une seule fois recours à elle, et il s'engagea à lui rembourser les 40 millions qui lui étaient dus depuis 1808, la Chambre des pairs adoptait même une loi

qui réduisait le nombre des actions à 45,000, qui faisait au conseil général une large part dans la nomination des gouverneurs et déclarait que « le ministre des finances ne pourrait exiger de la Banque ni prêt ni escompte ; » les événements de 1815 ne laissèrent pas à la loi le temps d'être présentée à la Chambre des députés... Au gré des actionnaires, on ne pouvait jamais trop faire en cette direction : plus leur autorité avait été limitée par la loi, plus ils voulaient secouer le joug de toute loi, et rentrer dans la condition ordinaire des industries privées, sans perdre toutefois le monopole de la monnaie de papier à Paris. Mais bientôt, gouvernement et actionnaires apprirent par l'expérience à connaître leurs véritables intérêts ; la loi de 1806 sortit plus forte de cette épreuve, et la Banque regretta les privilèges que l'esprit d'opposition lui avait fait abandonner comme des obligations onéreuses.

Le gouvernement ne tarda pas à comprendre qu'il n'y avait pas avantage pour lui à se dessaisir de son autorité sur un pareil établissement. Les actionnaires durent se rejeter sur les concessions de détail. Déjà la Banque s'était délivrée de ses succursales : en 1817, elle avait obtenu la permission de fermer les comptoirs de Rouen et de Lyon. A Rouen, elle cédait la place à une banque départementale ; deux autres établissements du même genre s'établirent, dès 1818, à Nantes et à Bordeaux. Toutes étaient constituées sur le modèle de la Banque de France : elles avaient eu soin de ne se donner qu'un faible capital social et de se réserver à elles-mêmes la nomination de leur directeur ; elles jouissaient du monopole dans leur département. La Banque de France redevenait ainsi, comme le voulait M. Mollien, la Banque de Paris. Aucun événement ne lui donna alors plus de joie ; aucun ne devait, plus tard, lui causer plus de regrets. Elle obtint de plus la permission de répartir les deux tiers de sa réserve, et put donner ainsi à ses actionnaires près de 14 millions qu'ils réclamaient depuis longtemps.

Là s'arrêta la réaction. La Banque s'était beaucoup récriée contre l'escompte des effets du gouvernement qui lui avait été imposé sous l'Empire, et bientôt elle en était venue, sous la Restauration, à solliciter d'elle-même de pareilles affaires. Elle avait un lourd capital ; le commerce était languissant, le portefeuille don-

nait peu de bénéfices, et les dividendes eussent été bien faibles, si le conseil général n'eût trouvé le moyen de les augmenter par des opérations de toute sorte avec l'État. C'était des bons royaux escomptés, pour 55 millions en 1815, pour 97 millions en 1816, des avances sur la refonte des monnaies, des prêts aux acquéreurs de rentes pour faciliter le placement des titres. Enfin, en 1817, elle passa un traité avec le gouvernement par lequel elle se chargeait du paiement des rentes à partir du 22 mars 1818. Jamais la Banque n'avait eu avec l'État des relations plus étroites et plus nombreuses.

Aux services qu'il retirait de la Banque, le gouvernement comprit l'importance d'un pareil établissement pour le crédit public, et le danger qu'il y avait à en laisser à d'autres la direction suprême. Il ne songea plus à réformer la loi de 1806; et le 6 avril 1820, au moment où allaient expirer les cinq années de la régence de M. Laffitte, il nomma, en vertu de cette même loi, M. Gaudin, duc de Gaëte, gouverneur de la Banque de France.

La Banque sortait enfin de sa situation provisoire, non pas pour entrer dans la voie qu'eussent désirée les actionnaires, mais pour reprendre celle dans laquelle il était probable que la maintiendrait le gouvernement, plus éloigné des passions du moment, et mieux éclairé sur ses propres intérêts. Dès lors, dans les comptes rendus, on parla moins « de la propriété des actionnaires, » et plus « de l'intérêt général. » « La Banque, justifiant le titre de son institution, a procuré à la France les moyens de s'acquitter envers les puissances étrangères, » disait M. Gaudin dans son premier discours. Il laissait bien entrevoir encore la possibilité d'un projet nouveau sur l'organisation de la Banque et sur cette réserve que laissait encore subsister, en partie, la loi du 4 juillet 1820; mais c'était pour les consoler de la perte de leurs espérances les plus chères. « Il faut le dire avec franchise, ajoutait-il, ce serait se bercer d'une vaine espérance que d'attendre de toute autre modification dans l'organisation de la Banque l'augmentation de produits qui dépendent principalement de l'importance des escomptes. » M. Gaudin toucha ses 60,000 fr. d'appointements que M. Laffitte, comme gouverneur provisoire, avait généreusement refusés. Cette même année, le censeur fit malicieusement observer que les dépenses s'élevaient à la somme énorme de

911,710 fr. : ce fut le dernier signe d'opposition que le conseil général se permit contre l'autorité du gouvernement

La Banque conserva jusqu'en 1827 le service des rentes. En 1823, elle obtint la faveur, longtemps sollicitée, de répartir ses bénéfices, non plus entre le nombre fictif de 90,000 actions, mais entre le nombre réel de 67,900 ; le dividende de 1826 s'éleva au chiffre, jusque-là inouï, de 91 fr. 50 c. Le langage des censeurs n'exprimait plus que la gratitude ; on était déjà bien loin de 1814. « Vous savez, messieurs, disait le rapporteur en 1822, que ce magnifique établissement n'est pas créé pour le seul intérêt des actionnaires ; il doit aussi s'occuper de l'intérêt général ; et combien ne doit-il pas être honoré de voir qu'il devient le centre, non-seulement des opérations commerciales, mais même de celles du gouvernement ! »

La Banque avait déjà traversé la crise de 1818 et glorieusement fait face au danger. Après les années prospères qui s'écoulèrent de 1821 à 1826, survint une seconde crise. Elle éclata dans les derniers mois de 1826, et le commerce se traîna languissamment pendant les années suivantes, sans parvenir à se relever du coup qu'il avait reçu. Les dividendes s'abaissèrent jusqu'à 64 fr. Le gouvernement, dont le crédit était solide et dont les impôts rentraient régulièrement, payait lui-même ses rentes et ne présentait plus de bons à l'escompte. Le Conseil général, quêtant de toutes parts des affaires, lui offrit d'escompter son papier à 3 p. 100, tandis qu'il ne prenait celui du commerce qu'à 4. L'offre fut acceptée ; les bons royaux reparurent à la Banque ; le commerce lui-même commençait à se ranimer... L'espérance d'un dividende meilleur renaissait dans le cœur des actionnaires, lorsque éclata la révolution de 1830.

Sous la Restauration la Banque, après avoir, pendant près de six ans, fait la plus vive opposition aux règlements qui la régissaient, avait fini par en reconnaître les avantages, et avait accepté très-volontiers l'autorité et la clientèle de l'État. Sous le gouvernement de Juillet, elle fit plus : elle s'appliqua à regagner le terrain qu'elle avait perdu, mais elle s'y appliqua trop tard.

Les débuts du nouveau gouvernement furent pénibles. Le commerce, qui, en 1830, commençait à peine à se rétablir de la crise de 1826, retomba de nouveau sous le coup que lui porta la révolu-

tion. Il y eut trois années de langueur, pendant lesquelles la Banque secourut, autant qu'il était en elle, l'industrie et le gouvernement : néanmoins, le portefeuille tomba à 150 millions, et le dividende à 66 francs. Il fallut, pour ne pas rester au-dessous de l'intérêt fixé par la loi de 1806, autoriser, en 1834, la Banque à faire une nouvelle répartition de sa réserve, supprimer, en 1834, la retenue qui se faisait jusque-là au profit de cette réserve, et pour l'abolition de laquelle les actionnaires luttaient depuis 1814, et élargir le cercle des opérations de la Banque en lui permettant de faire des avances sur dépôts de toute espèce de fonds publics français, « sans que la condition d'une échéance fixe fût obligatoire. » Cependant le commerce se releva, et plus l'affaissement avait été long, plus l'ardeur de la spéculation fut grande. De 1833 à 1836, le chiffre des escomptes monta de 240 à 760 millions. La crise de 1836 à 1837, si terrible en Angleterre et surtout en Amérique, ne fit qu'effleurer la France. Les escomptes ne subirent qu'une baisse légère, et bientôt ils remontèrent, en 1838 et en 1839, à 801 et à 1,047 millions. Ce grand et rapide développement de l'industrie et du commerce multipliait les opérations de crédit et rendait nécessaire l'établissement d'une banque sur les places où ce progrès se faisait sentir. Aussi, de 1835 à 1840, des banques départementales furent-elles instituées à Lyon, à Marseille, à Lille, au Havre, à Toulouse, à Orléans, sur le modèle de celles de Rouen, de Nantes et de Bordeaux.

La Banque de France avait depuis longtemps reconnu l'erreur des préjugés qu'elle nourrissait dans les premières années de la Restauration. Il faut tout dire aussi : les besoins du commerce n'étaient plus les mêmes ; autre temps, autres idées. Sous l'Empire, les comptoirs de Rouen et de Lyon avaient été établis à une époque où le commerce, dans ses plus belles années, ne fournissait que 700 millions à l'escompte ; ils avaient été ouverts à la veille de la crise de 1811, et avaient eu à traverser, de 1811 à 1817, une des plus tristes périodes de notre histoire commerciale. On calculait que, de 1808 à 1816, ils avaient causé une perte totale de 1,165,847 fr., et l'on gémissait d'un tel malheur. L'année 1816 avait été moins mauvaise pour les succursales ; mais elles étaient condamnées dans l'esprit des actionnaires, et elles avaient été supprimées. Le grand tort de la Banque avait été de s'alarmer

d'un mal passager au point de sacrifier l'avenir et de ne pas comprendre la puissance de sa propre constitution. Sous le gouvernement de Juillet, l'avenir était devenu le présent. Les escomptes à Paris avaient dépassé un milliard ; dans les départements, des banques s'étaient établies depuis 1817, et prospéraient là où les succursales avaient échoué. L'activité croissante du commerce les multipliait ; on venait d'en fonder six en cinq ans : ce développement du crédit départemental menaçait de resserrer la Banque de France dans le cercle étroit du département de la Seine et d'amoindrir son influence au moment même où la France étendait son commerce. Elle avait compris le danger, et s'était empressée de disputer le terrain à ses rivales. Quatre succursales avaient été fondées, de 1836 à 1839, à Reims, à Saint-Étienne, à Saint-Quentin, à Montpellier. En quatre ans, le montant de leurs opérations s'était élevé de 13 millions à 138. Toutes donnaient des bénéfices, et avaient acquis dans l'esprit des actionnaires le droit d'exister en apportant leur quote-part au dividende.

Le privilège de la Banque expirait au mois de septembre 1843. En demander le renouvellement quelques années d'avance, était un acte de haute prudence ; c'était aussi le moyen, sinon d'obtenir le rétablissement complet du privilège impérial, du moins de mettre quelques obstacles à une concurrence si dangereuse. La Banque fit la demande, et un projet de loi fut présenté à la session de 1840.

Si la Banque de France cherchait à amoindrir l'influence de ses rivales, celles-ci, de leur côté, désiraient étendre leur action, et six d'entre elles s'empressèrent d'adresser des mémoires à la commission de la chambre. Elles demandaient : 1^o que chaque banque pût escompter son papier dans toute ville où se trouverait une banque autorisée ; 2^o que les banques pussent payer réciproquement leurs billets à ordre et escompter leurs billets au porteur, avec obligation d'équilibrer leurs comptes courants au moins une fois par mois ; 3^o l'extension du rayon des comptes courants, avec l'obligation d'élire un domicile au siège de l'établissement ; 4^o la faculté d'escompter des effets à deux signatures garanties par un dépôt d'actions de la Banque, qui admettait ces effets ; 5^o la faculté de recevoir en dépôt des sommes de 2,000 fr. et plus, pour le terme de deux mois au moins, et à un intérêt qui

ne pourrait excéder 4 p. 100 par an ; 6° la faculté d'émettre des coupures de 100 fr. Plusieurs de ces demandes étaient justes en elles-mêmes et faciles à satisfaire ; elles constituaient une sorte de fédération banquière. Mais d'autres idées avaient prévalu , et ces demandes furent toutes écartées comme inopportunes ou comme « contraires à la nature des banques et au but de leur institution. »

La discussion du projet de loi sur la Banque de France commença le 18 mai. On ne peut pas dire qu'elle ait été très-sérieuse. L'opposition était faible ; les arguments lui manquaient , et elle n'avait pas suffisamment étudié la question.

M. Thiers, alors président du Conseil, résuma la discussion et acheva de décider l'Assemblée, déjà portée naturellement à admettre le projet. Il montra clairement l'utilité des trois signatures, le danger d'une échéance de cent vingt jours qui exposerait à une cessation de paiement en temps de crise, l'avantage du taux fixe de l'escompte ; il prouva que la Banque n'était pas, comme on le disait parfois, une bonne affaire pour quelques gros négociants ; lui-même, il avait dépouillé les comptes ; il s'était assuré qu'en 1838, sur 804 millions d'effets escomptés, 46 millions seulement provenaient, directement ou indirectement, des trente administrateurs. La Banque était une bonne institution ; il fallait la conserver. Sans doute, elle était susceptible de recevoir quelques développements ; la pensée impériale, qui avait fait une banque unique avec des comptoirs, lui paraissait excellente. Mais il fallait du temps pour lui permettre de se fortifier et de s'étendre sans imprudence. « La Banque réclame des années ; les années sont le seul élément de grandeur pour un établissement de ce genre ; donnez-les lui. » La Chambre les donna, en effet ; le projet de loi fut voté le lendemain, 21 mai 1840 , à une majorité de 252 voix contre 58.

Adoptée sans opposition par la Chambre des pairs, la loi fut promulguée le 30 juin 1840. Elle prorogeait jusqu'au 31 décembre 1867 le privilège concédé par la loi du 22 avril 1806 ; toutefois, ce privilège pouvait « prendre fin ou être modifié le 31 décembre 1855, s'il en était ainsi ordonné par une loi votée dans l'une des deux sessions qui précéderaient cette époque. » D'ailleurs nul changement important dans l'administration inté-

rieure : le capital restait fixé à 67,900 actions ; tous les trois mois, le ministre devait publier un état de la situation de la Banque ; à l'avenir le droit de timbre devait être prélevé sur la moyenne des billets en circulation durant l'année. Le point capital de la loi était celui-ci : il avait suffi d'une simple ordonnance royale, rendue sur la demande expresse du Conseil général, pour créer une succursale, tandis que désormais il fallait une loi pour obtenir l'autorisation d'établir une banque départementale. Cette condition, sollicitée par la Banque de France, marquait clairement son dessein.

On en vit bientôt les effets. Durant les huit dernières années du règne de Louis-Philippe, pas une seule banque départementale ne fut créée. Dijon sollicita vainement la faveur d'en posséder une ; elle trouva toujours un obstacle insurmontable dans les difficultés administratives dont on avait entouré cette création. Au contraire, dès le 25 mars 1841, une ordonnance royale régla l'organisation des comptoirs de la Banque de France. Déjà, dès 1840, celle-ci avait ouvert les comptoirs d'Angoulême et de Grenoble ; en 1842, elle ouvrit ceux de Besançon, de Châteauroux, de Caen, de Clermont-Ferrand ; en 1844, celui de Mulhouse ; en 1846, ceux de Strasbourg et du Mans ; en 1847, ceux de Nîmes et de Valenciennes. Chaque année, le Conseil général s'applaudissait du succès de ces nouveaux établissements. Les opérations des comptoirs, qui n'étaient que de 138 millions en 1839, quand il n'y en avait que quatre, montèrent à 186 millions quand il y en eut six (1841), puis à 243 en 1843, à 397 en 1845 ; enfin, en 1847, à 478 millions, quand la Banque eut quinze comptoirs.

Jamais la Banque n'avait été dans une situation aussi florissante. En 1847, ses escomptes s'élevaient à 1,329 millions, à Paris, et même à 1,854 millions, en y comprenant les opérations des comptoirs. La crise de 1847 ne l'ébranla pas ; elle fut obligée d'élever, pendant quelques mois, son escompte à 5 p. 100 ; mais elle fit face à toutes les demandes et fournit même des espèces aux banques départementales. Elle fit venir d'Angleterre 25 millions de lingots, et acheta à l'empereur de Russie 50 millions d'or qu'elle paya en rentes au taux de 115 fr. 75 c. ; elle ne se doutait guère, alors, qu'elle faisait une brillante opération de bourse, et que, de bien longtemps, la rente ne remonterait plus à ce chiffre. A la fin de

1847, la crise était entièrement terminée, et la Banque, cherchant à reconstituer le revenu qu'elle avait perdu par l'aliénation de ses rentes, souscrivit pour 25 millions dans un emprunt fait par l'État. Ce fut sa dernière opération sous le gouvernement constitutionnel. Quelques mois après éclatait la révolution de Février qui précipitait du trône la royauté de Juillet.

Ainsi, sous le régime parlementaire, la Banque avait d'abord tenté de se frayer une voie opposée à celle que lui avait tracée l'Empire; la royauté, quelque temps indécise, avait fini par s'y opposer, et la Banque elle-même s'était bientôt repentie d'avoir voulu se détacher d'un gouvernement qui faisait si bien ses affaires. Elle l'avait servi pour s'enrichir, et elle avait fait payer ses services en faisant proroger son privilège en 1840, en mettant un obstacle aussi grand qu'elle le put à la création des banques départementales, et en usant pour elle-même du droit d'étendre son monopole dans les provinces, comme l'avait voulu, dans le principe, son fondateur. La Banque gagnait à cette extension, et le public aussi. Néanmoins, il était toujours resté quelque chose de ces velléités d'indépendance qu'elle avait manifestées; d'autres banques s'étaient établies dans les départements; neuf établissements privilégiés partageaient avec elle le droit d'émettre des billets au porteur, et lui enlevaient le bénéfice des opérations de crédit dans les principales places de province. La révolution de Février allait brusquement la ramener dans sa première voie par la force des choses et lui permettre de poursuivre, sans entrave, l'achèvement de l'œuvre du législateur de 1806.

III. — DEPUIS 1848.

Jamais la Banque n'avait été soumise à une aussi rude épreuve. En 1814 et en 1830, un gouvernement régulier avait promptement succédé aux agitations de la guerre et de l'insurrection; le commerce, qui s'inquiète peu de savoir qui le gouverne, pourvu qu'il soit gouverné, avait repris son cours, et, quelques jours après l'événement, la confiance commençait à ramener le numéraire dans sa caisse et le papier dans son portefeuille. Il n'en fut pas de même en 1848. On entra dans une révolution dont on n'apercevait pas le terme; la population était en armes; les chefs pro-

visoires de l'État étaient divisés; on le savait, et l'on redoutait l'influence de quelques-uns d'entre eux; il fallait attendre, pendant deux mois, la réunion de l'Assemblée qui devait régler les destinées de la France : les souvenirs du passé inquiétaient les esprits, et les théories sociales, au nom desquelles la révolution s'était faite ou du moins au nom desquelles elle avait triomphé, n'étaient pas de nature à rassurer les capitalistes et à rouvrir les canaux du crédit. Le travail avait cessé; loin de chercher à faire des avances, chacun ne songeait qu'à rentrer en possession de son argent, à le garder ou même à l'emporter hors de France. Les affaires étaient paralysées à un tel point qu'on dut non-seulement, comme en 1830, ordonner, par un décret (28 février et 3 mars) que l'échéance des effets de commerce du 1^{er} au 15 mars serait prorogée de dix jours, mais encore renouveler la même mesure à deux reprises successives, le 29 mars et le 18 avril : deux mois après la révolution terminée, le commerce n'était pas encore en état de faire face à ses engagements.

Au moment où l'insurrection éclata, la Banque avait en caisse 226 millions, c'est-à-dire une somme presque égale à celle des billets en circulation. Mais dès que les guichets furent ouverts, les porteurs accoururent, réclamant leur argent; en quelques jours, l'encaisse tomba à 140 millions. Cette panique parut un instant se calmer, mais ce ne fut qu'une trêve de courte durée. Déjà les billets perdaient au change 10 p. 100 et plus. La caisse était assiégée de tous côtés. Le gouvernement, qui avait au crédit de son compte courant 135 millions d'espèces, se faisait donner, par la banque centrale, du 26 février au 15 mars, 77 millions avec lesquels il subvenait aux dépenses les plus urgentes; en même temps, dans les provinces, les succursales fournissaient aux préfets et aux commissaires 11 millions en numéraire pour payer les troupes et les ouvriers; les négociants, qui ne trouvaient de crédit nulle part, et qui avaient des engagements à remplir, s'adressaient en foule à la Banque; les escomptes augmentaient : du 26 février au 15 mars, ils s'élevèrent, pour Paris, à 110 millions, et à 48 millions pour les succursales. C'étaient autant de billets qui sortaient de la Banque; mais à peine ces billets étaient-ils dans la circulation, qu'ils rentraient aussitôt, exigeant qu'on les échangeât contre des espèces. Un grand nombre d'effets restaient en souf-

france, et ceux qui étaient payés l'étaient beaucoup plus souvent en billets qu'en numéraire; ainsi, une échéance de 26 millions ne produisit que 47,000 fr. en espèces. L'argent sortait et ne rentrait pas. L'encaisse ne pouvait résister longtemps dans de pareilles conjonctures. De 140 millions il était descendu, le 14 mars, à 70 millions. Le lendemain, la foule était si grande, qu'il fallut ouvrir un nouveau guichet : on remboursa dans la journée 10 millions.

Le Conseil général délibéra dans la soirée. Depuis la révolution, il était resté, pour ainsi dire, en permanence. Il vit qu'il fallait prendre enfin une grande résolution. L'encaisse de 60 millions représentait environ 30 p. 100 du passif exigible; le portefeuille renfermait pour 305 millions d'effets à une échéance moyenne de quarante-cinq jours : la situation, dans les temps ordinaires, n'eût donc pas été mauvaise; mais comment, en présence d'un remboursement journalier de 10 millions, attendre la rentrée lente des valeurs du portefeuille? C'était le même embarras qu'en 1805 et en 1814. Mais en 1805, la victoire d'Austerlitz avait promptement terminé une crise passagère; en 1814, la Banque avait presque liquidé. Allait-elle encore liquider cette fois? La question fut agitée. Mais, outre qu'il n'y avait pas alors d'invasion étrangère qui excusât une pareille mesure en la rendant absolument nécessaire, la liquidation de la Banque de France aurait porté un coup mortel au commerce déjà si abattu : « Quelles suites désastreuses pour le pays la liquidation de la Banque n'aurait-elle pas entraînées? disait M. d'Argout. Les commerçants et les industriels restés debout, désormais privés des escomptes, que seraient-ils devenus? Comment pourvoir régulièrement au salaire des ouvriers de toute profession attachés à ces milliers d'ateliers dont la capitale fourmille?... Bien plus, les approvisionnements de Paris exigent impérieusement des espèces... »

Si la liquidation était rejetée, il ne restait plus qu'à adopter une mesure exceptionnelle comme les circonstances au milieu desquelles on se trouvait : le cours forcé. Le cours forcé entraînait plusieurs mesures accessoires : la limitation du chiffre des émissions, afin que la Banque ne fût pas tentée d'abuser de la loi pour multiplier ses billets au risque de les avilir; la création de petites coupures, afin qu'il y eût des intermédiaires entre les billets de

500 fr., devenus monnaie légale, et la monnaie métallique; l'obligation de garder toujours un encaisse rassurant. Ce fut à ces conditions que le Conseil général s'arrêta, et, dans la nuit même, il envoya au gouvernement provisoire une lettre par laquelle il lui exposait sa situation, l'épuisement de son encaisse : « Demain, ajoutait-il, la foule sera encore plus considérable; encore quelques jours, et la Banque sera entièrement dépouillée d'espèces. » En conséquence, la Banque proposait que « ses billets fussent considérés comme monnaie légale, qu'elle pût avoir des billets de 200 fr., que sa circulation, y compris les comptoirs, n'excédât pas 350 millions, qu'elle fût forcée de publier sa situation tous les huit jours. » Une pareille proposition entraînait parfaitement dans les vues du ministre des finances, M. Garnier-Pagès, et du gouvernement tout entier, qui avait en partie provoqué la délibération de la Banque, et qui aurait voulu abaisser la coupure jusqu'à 50 et même jusqu'à 25 fr. Le décret fut immédiatement rendu sous la date du 15 mars : il accordait à la Banque tout ce qu'elle avait demandé, autorisait même les coupures de 100 fr.; le 15 mars, il paraissait au *Moniteur*.

La Banque de France était sauvée; mais les banques départementales, qui couraient les mêmes dangers, et qui ne pouvaient plus tirer d'argent de Paris, étaient d'autant plus exposées. Il fallut bientôt faire pour elles ce qu'on avait fait pour la Banque de France.

Un décret du 25 mars décida que leurs billets auraient cours forcé; chacune d'elles ne pourrait dépasser un certain maximum d'émission : Lyon 20 millions, Rouen 15, Bordeaux 22, Nantes 6, Lille 5, Marseille 20, le Havre 6, Toulouse 5, Orléans 3; total, 102 millions. Mais il était impossible de donner à ces billets cours forcé dans toute l'étendue de la République comme aux billets de la Banque de France, sous peine de discréditer tout le papier-monnaie, en admettant au même titre dix espèces différentes. On dut décider que les billets départementaux n'auraient cours forcé que dans le département même. Mais qu'est-ce qu'un papier qui ne joue le rôle de monnaie légale que sur un aussi étroit théâtre, qu'on est obligé de recevoir de ses acheteurs et qu'on ne peut faire accepter par un vendeur demeurant à quelques lieues de là? Dans les neuf départements frappés par ce

cours forcé, « les affaires s'arrêtèrent : bientôt cet état de choses devint intolérable. »

Depuis 1840, la Banque de France, qui avait repris les projets d'agrandissement abandonnés depuis l'Empire, avait plusieurs fois proposé aux banques départementales de s'unir à elle : celles-ci avaient toujours refusé. La situation que leur faisait le cours forcé les mettait cette fois dans l'alternative de s'unir ou de liquider ; elles préférèrent s'unir, et la Banque de France reçut avec joie les ouvertures qui lui furent faites à ce sujet. Un mois à peine s'était écoulé depuis l'établissement du cours forcé dans les départements que les banques départementales cessaient d'exister. Quelques séances suffirent pour discuter les questions d'intérêt, et ces banques consentirent à se transformer en simples succursales. Le gouvernement provisoire vit avec plaisir une union qui répondait à quelques-unes de ses idées sur l'organisation du travail. « Comme toutes les institutions humaines, disait le ministre dans son rapport, le crédit se développe suivant une loi générale. Sorti de l'intelligence individuelle, il grandit par l'association, et trouve sa consécration dans le concours de la puissance publique. » Le décret du 27 avril 1848 déclarait que la « Banque de France et les banques de Rouen, de Lyon, du Havre, de Lille, de Toulouse, d'Orléans, de Marseille étaient réunies. » La Banque de France était autorisée à ajouter à ses 350 millions le maximum de la circulation des banques réunies ; celles-ci, converties en simples comptoirs, conservaient cependant leur réserve ; les actionnaires devaient recevoir en échange de leurs anciennes actions des actions nouvelles de la Banque de France. L'échange se faisait au pair ; et il eût été difficile d'adopter une autre base, car il n'y avait pas pour ainsi dire alors de cours sur la place.

Deux banques, celles de Bordeaux et de Nantes, ne figuraient pas dans le décret du 27 avril, parce que toutes les questions d'intérêt n'étaient pas encore réglées ; elles le furent bientôt, et un second décret, du 2 mai, convertit en comptoirs les dernières banques départementales. Il n'y eut plus en France, comme l'avait voulu l'Empereur, qu'une seule banque émettant des billets, avec des succursales. La Banque avait enfin, grâce aux circonstances, reconquis tout le terrain que ses erreurs lui avaient fait perdre.

Ses billets avaient cours forcé ; sa circulation pouvait s'élever à

452 millions, et son capital, augmenté de 23,350 actions, se trouvait porté à 94,250,000 fr., à peu près au chiffre fixé par la loi de 1806. Ainsi fortifiée, la Banque put traverser la crise, faire partout face au danger, et il n'y eut alors qu'une voix dans tous les partis pour déclarer qu'elle avait rendu à l'État, au commerce, de grands et larges services. Le 30 mars, elle prêta à l'État 50 millions; le 3 juin, elle s'engagea à fournir 150 millions; à la fin de juillet, elle acheta 25 millions en rentes sur l'emprunt du gouvernement. Elle prêta 30 millions à la Caisse des dépôts et consignations, 10 millions à la ville de Paris, 3 millions au département de la Seine et 3 millions à la ville de Marseille. C'était un total de plus de 260 millions que, dans l'espace de dix mois, elle fournissait ou s'engageait à fournir à l'État et aux administrations publiques.

Comment la Banque avait-elle pu traverser sans accident la crise, et lutter même avec avantage contre le mal à l'aide du papier-monnaie, qui lui donnait, il est vrai, une puissance et une autorité plus grandes, mais qui l'exposait à d'immenses dangers? Expliquons-nous. Nous ne voulons pas blâmer en elle-même la mesure du cours forcé : elle était nécessaire. Nous voulons savoir pour quelles raisons cette mesure, dont l'effet ordinaire est de déprécier les valeurs en leur enlevant le caractère de liberté et de confiance, n'a pas, en 1848, altéré le crédit du billet de banque? pour quelles raisons ce billet, qui avait un instant perdu 10 et 15 p. 100, après le décret du 15 mars, se releva, se maintint au pair avec l'argent, et fut si recherché qu'il fallut en 10 jours distribuer au public pour 80 millions de coupures de 100 fr.? C'est que la Banque, par une admirable prudence, n'usa jamais de tous les droits que lui donnait la loi, et que le cours forcé n'exista jamais complètement en fait. Si elle avait rigoureusement refusé d'échanger ses billets contre de l'argent, les premiers qui auraient eu besoin d'espèces pour payer leurs ouvriers ou pour toute autre cause, auraient échangé leurs billets à perte contre de l'argent, et, dans ce cas, les billets seraient tombés en discrédit; ou bien ils auraient acheté quelques objets de peu de valeur et auraient payé en billets pour avoir de la monnaie; dans ce cas, la monnaie, tyrannisée, se serait enfuie à l'étranger. L'une et l'autre cause réunies auraient privé la France de son numéraire, créé un agio

considérable de l'argent sur le billet, et aggravé la situation : c'est ce qui eut lieu à l'époque des assignats. La Banque se garda bien de s'engager dans une pareille voie. Elle ne remboursa pas à bureau ouvert, pour ne pas être ruinée par la panique ou par la spéculation ; mais elle ne refusa pas l'argent aux industriels qui en avaient réellement besoin. Les chiffres le prouvent : du 1^{er} mars au 31 décembre 1848, elle fournit en numéraire, à l'État et à diverses administrations publiques, 105 millions à Paris, 52 dans les départements ; au commerce, 158 millions à Paris et 201 dans les provinces ; total : 516 millions d'espèces qu'en 10 mois elle versa dans le pays, contre une circulation de billets qui ne dépassait pas 400 millions. Aussi la confiance ne fut-elle pas ébranlée ; on ne suspecta pas le billet de banque, parce qu'on ne sentit aucune privation de numéraire. Les espèces, au contraire, qui n'avaient pas d'emploi dans une nation dont l'industrie était suspendue, reflurent dans les caisses de la Banque. Dès le second semestre de 1848, après les affaires de juin, on avait repris les paiements réguliers en espèces : le cours forcé n'exista plus dès lors qu'en droit ; en fait, il avait cessé, après avoir duré, et encore d'une manière très-incomplète, pendant 3 mois et demi seulement. Mais le public ne voulait que des billets ; l'encaisse était de 413 millions à la fin de novembre ; la circulation atteignait presque le maximum fixé par le décret ; il fallut, par une loi du 22 décembre 1849, autoriser la Banque à porter ses émissions de 452 millions à 525. Enfin, le 6 août 1850, le cours forcé, qui n'était plus qu'une gêne, puisqu'il n'avait plus d'autre effet que de limiter la circulation des billets, fut aboli en droit. L'encaisse ne subit pas la moindre diminution par suite de cette mesure. Il était de 501 millions la veille du jour où la loi fut rendue. La semaine suivante, loin de s'amoindrir, il monta à 510 et à 515, puis descendit à 480 pour remonter, en janvier, à 508 et à 514 : preuve évidente qu'il n'y avait pas alors, en réalité, de cours forcé ni de pression exercée d'une manière factice sur la circulation. L'expérience de 1848 n'est pas un témoignage que puissent invoquer les partisans du papier-monnaie.

Quand la liquidation des affaires, engagées avant 1848, avait été terminée, le portefeuille avait cessé de se remplir ; le commerce était presque nul ; il resta paralysé pendant plus de trois ans. Ce

ne fut qu'à la fin de 1851 qu'un mouvement favorable se fit sentir dans les escomptes. L'année suivante, les affaires reprirent leur essor : 1852 fut une des plus brillantes années dans l'histoire de la Banque.

C'était à ses succursales que la Banque était surtout redevable de sa grande prospérité. Avant 1848 elle se sentait gênée par le voisinage des banques départementales. Les billets circulaient difficilement loin de Paris ; elle avait peine à faire des remises sur la plupart des villes, et le meilleur papier des grands négociants de province lui échappait. Dès qu'elle eut le monopole, tout revint à elle. Les lettres de change s'escomptèrent avec beaucoup plus de facilité ; les billets se répandirent ; le commerce y trouva de grands avantages, et la Banque de grands profits. L'effet fut si prompt que les mandats tirés des succursales sur la caisse centrale et *vice versa*, qui n'avaient été que de 96 millions en 1847, s'élevèrent, dès 1848, au chiffre de 439 millions. Aussi la Banque, autrefois si craintive, s'empressa-t-elle de s'étendre partout où le commerce semblait promettre quelque avenir à ses comptoirs. Elle fonda successivement ceux de Metz (1848), de Limoges (1849), d'Angers, d'Avignon, de Rennes (1850), de Troyes (1852), de la Rochelle, de Nancy (1853), d'Amiens, de Toulon (1854), de Nevers (1855), de Dunkerque, de Dijon, d'Arras (1856). En 1848, après la réunion des neuf banques départementales, elle avait vingt-quatre succursales ; en 1856, elle en comptait trente-huit, et elle avait déjà reçu l'autorisation d'en établir trois autres, à Carcassonne, à Poitiers et à Saint-Lô. Le chiffre des billets à ordre tirés de la banque centrale sur les succursales, et *vice versa*, avait augmenté rapidement : de 315 millions en 1853, il s'était élevé à 513 millions en 1856. La Banque, depuis 1848 jusqu'en 1850, avait fait ce service gratuitement ; à partir du 19 juin 1850, elle avait prélevé une légère prime de 1 p. 100 qu'elle abaissa même à 1/2 au commencement de l'année 1854 : le bon marché joint à la commodité assurait le succès de ce genre d'opération. Les anciennes banques départementales n'avaient jamais fait plus de 851 millions d'affaires en une année (1847). Ces mêmes banques, devenues succursales, firent en 1855 le double, 1,531 millions, grâce aux facilités que leur union avec la banque centrale procurait au commerce. Les quinze succursales, réunies en 1847, n'avaient

pas fourni plus de 500 millions à l'escompte ; leurs opérations étaient, en 1852, de 1,306 millions ; en 1853, de 2,098 ; en 1854, de 2,161 ; en 1855, de 2,745, et, enfin, en 1856, de 3,071. Durant ces cinq années, elles étaient restées constamment supérieures aux opérations de la banque centrale ; Marseille, Lyon, Bordeaux et Lille, qui, en 1856, donnaient un total de 1,240 millions, occupaient les premiers rangs. Sur un produit brut de 16 millions, les pertes ne s'élevaient qu'à 312,000 fr. et provenaient toutes de succursales nouvelles dont les profits n'avaient pas encore couvert les frais de premier établissement ; au bout de deux ou trois ans, il n'en était pas qui ne donnassent un bénéfice net. Ces bénéfices étaient toujours, il est vrai, moins beaux que ceux de la banque centrale, les dépenses étant relativement plus grandes dans ces petites administrations ; aussi, bien que les succursales absorbassent plus de la moitié des affaires, elles ne fournissaient pas la moitié des dividendes. Cependant, elles apportaient encore une forte part, qui, d'ailleurs, augmentait à mesure que les rouages se perfectionnaient. En 1852, elles ne donnèrent que 17 p. 100 du bénéfice total ; mais, en 1853, elles rendirent 32.60 p. 100 ; en 1854, 41.85 ; en 1855, 48.83 ; en 1856, 46.36. La Banque ne craignait plus d'avouer que les succursales étaient pour elle et pour le pays une excellente institution, et qu'elle avait fait une opération lucrative en acquérant le monopole de la monnaie de papier dans toute la France par sa fusion avec les banques départementales.

« Sans entrer plus longuement dans le détail des opérations des succursales, disait M. Darblay en janvier 1857, on peut dire que, si ces établissements sont avantageux à la banque centrale, leur développement est une source de prospérité pour les localités où elles existent, de même que la banque centrale l'est depuis longtemps pour Paris : c'est une vérité qu'on doit proclamer bien haut, surtout dans l'intérêt du pays. »

L'intérêt des actionnaires n'y était pas non plus entièrement étranger. La Banque était alors en instance auprès du gouvernement pour obtenir une nouvelle prolongation de son privilège, et elle tenait à faire connaître ses services.

De son côté, le gouvernement impérial était disposé à lui accorder à cet égard tout ce qu'elle pouvait demander. C'était Na-

poléon I^{er} qui avait créé la Banque de France dans la pensée d'en faire le grand régulateur du crédit et la source unique de la monnaie de papier en France. Napoléon III devait lui conserver ce caractère que les circonstances lui avaient enfin donné, s'appliquer à accomplir ce que le premier empire n'avait pu que décréter, étendre à tous les départements les bienfaits d'un établissement qui portait le nom de Banque de France, et qui comprenait maintenant qu'il y avait à la fois avantage pour le commerce et profit pour elle à justifier ce nom. Un projet de loi fut mis à l'étude, et présenté, le 9 mai, au Corps législatif.

Prorogation du privilège jusqu'en 1897, doublement du capital de la Banque, placement de ce capital en rentes sur l'État : telles étaient les trois conditions principales du projet. D'autres articles autorisaient la Banque à prêter sur les obligations du Crédit foncier, à ajouter, au besoin, un droit de commission au taux de ses escomptes et de ses avances, assuraient à l'État, pendant toute la durée du privilège, un crédit de 80, puis de 60 millions, dont l'intérêt ne devait pas dépasser 4 p. 100, et stipulaient que ces intérêts seraient calculés chaque jour d'après l'excédant du compte courant débiteur sur le compte courant créancier. M. Vuitry, rapporteur au nom du conseil d'État, rappela le passé de la Banque depuis sa fondation jusqu'en 1856, et, dans un remarquable exposé historique, s'appliqua à montrer les progrès qu'elle avait faits, et les services qu'elle avait rendus, à justifier les concessions nouvelles qu'elle allait obtenir et les conditions auxquelles le gouvernement proposait de les lui accorder. La commission du Corps législatif ne partagea pas en tout les vues du gouvernement. Sur la question du privilège en lui-même, il n'y avait qu'une voix. Tous les membres s'accordaient à dire qu'il fallait une banque unique, et que la Banque de France avait trop bien mérité du commerce pour qu'on songeât un instant à transporter son privilège à quelque autre société. Mais, dans le Corps législatif comme dans le conseil d'État, de nombreuses objections s'élevaient sur la forme et sur les conditions de ce privilège. Pourquoi l'étendre jusqu'en 1897 et engager, pour quarante ans, un avenir qu'on ne saurait prévoir, sans se réserver seulement, comme le faisait la loi de 1840, la faculté de reviser les statuts dans l'intervalle? Pourquoi immobiliser en rentes sur l'État un capital qu'il pouvait

être nécessaire d'aliéner dans certaines circonstances, et dont la présence dans les caisses aurait en tout cas contribué à abaisser le taux de l'escompte ? On donnait gratuitement aux actionnaires trente années de privilège ; on réservait à eux seuls, au prix de 1,100 fr., les nouvelles actions qui ne devaient pas tarder à se coter en hausse sur le marché ; on leur permettait d'augmenter leurs bénéfices en ajoutant un droit de commission à l'escompte ; on leur transférait au taux de 75 fr. des rentes 3 p. 100 qui, à la Bourse, avaient presque toujours dépassé le pair. Pourquoi ne pas imposer, en retour de tant d'avantages, quelques conditions plus favorables au public ou à l'État ? La commission proposait, sur toutes ces questions, divers amendements, tels que la révision du privilège en 1877 ou en 1882 ; l'augmentation successive du capital social par un prélèvement de 15 p. 100 sur la totalité des bénéfices, ou seulement de 10 p. 100 sur les bénéfices qui dépasseraient 6 p. 100 du capital nominal ; la suppression du droit de commission, à remplacer par la faculté d'élever l'escompte au-dessus de 6 p. 100, à la condition toutefois que les bénéfices résultant de l'exercice de cette faculté n'accroîtraient pas le dividende, mais s'ajouteraient au fonds social ; la défense de réduire les échéances au-dessous de quatre-vingt-dix jours, d'émettre des billets de 50 fr., et l'obligation ou l'autorisation d'établir, dans le délai de dix ans, une succursale dans chaque département ; l'abaissement à 3 p. 100 du maximum des intérêts payés par le Trésor ; la réciprocité des intérêts dans le compte courant du Trésor ; le transfert des rentes au prix du marché, sans que ce prix cependant pût être inférieur à 75 fr.

Le conseil d'État rejeta une partie de ces amendements ; cependant il admit, en y apportant quelques modifications, ceux qui portaient sur le taux de l'escompte et l'emploi des bénéfices provenant de son élévation, sur les billets de 50 francs, sur les succursales, sur les intérêts payés par l'État et sur le transfert des rentes. Grâce à ces changements, la commission déclara, par l'organe de M. Devinck, son rapporteur, qu'elle se ralliait au projet du gouvernement, tout en regrettant que l'État aliénât, sans réserve et pour un temps si long, un privilège si important.

Le rapport de la commission ne fut déposé que le 27 mai. Le lendemain, 28, le Corps législatif, dont la session avait déjà

été prorogée de treize jours, tenait sa dernière séance : il fallait délibérer sans retard. M. Kœnigswarter se plaignit du délai trop court laissé à l'assemblée pour discuter une question si grave, et engagea les députés à repousser la loi par cette seule considération. D'ailleurs, le projet lui semblait mauvais en lui-même. On avait, selon lui, tout fait pour la Banque, très-peu pour le public et pour l'État; on aurait pu croire « que ce projet avait été voté dans une assemblée générale des actionnaires de la Banque, présidée par un de ses régents. » Les amendements qu'avait fait adopter la commission étaient presque insignifiants; ceux qui avaient été rejetés avaient, au contraire, une grande importance. Il s'étonnait que la commission eût approuvé l'ensemble d'un projet dont elle blâmait presque tous les détails. M. Kœnigswarter fut le seul orateur qui prit la parole pour combattre la loi. M. Devinck et M. Vuitry, les deux rapporteurs, lui répondirent, et s'appliquèrent principalement à faire ressortir les avantages que l'État retirerait de la consolidation de 100 millions sur sa dette flottante, et à montrer que, puisque la Banque était une bonne institution, il ne fallait pas, comme disait M. Thiers en 1840, lui marchander les années. La loi fut votée au scrutin, et adoptée à la majorité de 225 suffrages sur 240 votants. Au Sénat, la loi passa à une majorité de 103 contre 1.

La Banque entra dans une nouvelle période de son existence. 91,250 actions étaient créées et réservées aux porteurs des anciennes actions, au prix de 1,100 fr., payables en un an, trimestre par trimestre; elles furent émises le 25 juin. Le nombre des actions se trouve ainsi élevé à 182,500, et le capital augmenté de 100,375,000 fr. Sur cette somme, 100 millions seront versés au Trésor dans le courant de l'année 1859; et le Trésor donnera, en échange, des rentes 3 p. 100 qu'il prendra sur le fonds de réserve de la Caisse d'amortissement, et qu'il livrera, mois par mois, au cours du marché, sans toutefois les céder à un prix inférieur à 75 fr. Ce seront environ 1,300,000 fr. de rentes que la Banque acquerra par l'immobilisation de son nouveau capital. Ce doublement du capital devait faire baisser les actions; de 4,600 fr., elles tombèrent, dès le mois de juin, à 2,770 fr.; mais elles se relevèrent promptement, parce que, malgré le nouveau versement de 1,100 fr. que les actionnaires avaient à faire, les actions de la

Banque restaient encore un excellent placement. En effet, en calculant d'après le dividende du second semestre de 1857 et en ajoutant aux 4,600 fr. des anciennes actions (cours le plus élevé), les 1,100 fr. qu'il fallait verser pour acheter les nouvelles, on trouve que le propriétaire de deux actions recevait par an 348 fr., soit 6 $\frac{1}{10}$ p. 100 de son capital. L'avenir semblait leur promettre bien d'autres bénéfices.

La loi de 1857 supprimait l'ancienne limite de l'escompte. C'était une grande modification introduite dans les rapports de la Banque avec le commerce. Quelques financiers pensaient que jamais il ne serait nécessaire de dépasser cette limite, puisque, depuis 1806 jusqu'en 1857, durant un demi-siècle, la Banque ne l'avait atteinte que deux fois, en octobre 1855 et en septembre 1856, et qu'elle y était à peine restée pendant neuf mois. L'événement a trompé ces prévisions. Au moment où la loi était votée, le marché était déjà, depuis quelque temps, surchargé de titres de toute espèce qui se plaçaient difficilement. La spéculation avait abusé du crédit, et un certain malaise se faisait sentir par une baisse à peu près générale des valeurs cotées à la Bourse. Une crise était imminente : elle éclata aux États-Unis quelques mois après la promulgation de la loi. A New-York, toutes les banques suspendirent le remboursement de leurs billets ; il y eut de nombreuses faillites. L'Europe, déjà fort engagée par elle-même, souffrit beaucoup du contre-coup de la liquidation américaine. La Banque d'Angleterre, qui depuis 1694 n'avait élevé que deux fois son escompte à 7 (22 novembre 1847 et 13 novembre 1856), et qu'une seule fois à 8 (27 octobre 1847), fut obligée de l'élever successivement, dans le second semestre de 1857, de 5 $\frac{1}{2}$ à 6 (9 oct.), à 7 (13 oct.), à 8 (20 oct.), à 9 (6 nov.), et enfin à 10 p. 100 (10 nov.), taux qu'elle maintint jusqu'au 24 décembre. La Banque de France, pour sauvegarder son encaisse et défendre son portefeuille contre l'invasion des traites étrangères, dut suivre ce mouvement : elle porta son escompte, le 13 octobre à 6 $\frac{1}{2}$, le 21 à 7 $\frac{1}{2}$, le 11 novembre à 8, pour les effets à 30 jours au plus ; à 9 pour les effets à 60 jours, et à 10 pour les effets à 90 jours. Elle ne réduisait pas le nombre des jours d'échéance, comme elle l'avait fait plusieurs fois, quand il ne lui était pas permis d'élever le taux de l'escompte. C'était déjà un point im-

portant. De plus, elle ne donnait pas le signal de ces surélévations ; elle ne faisait que se défendre, sans même porter jamais ses sévérités aussi loin que sa voisine. Enfin, dès qu'elle le put, elle réduisit le taux de l'escompte, qui, par quatre diminutions successives, redescendait, le 29 décembre 1857, à 5 p. 100 pour toutes les échéances. Le commerce a eu sans doute à souffrir de cette rigueur, et l'étrangeté d'un escompte porté tout à coup à 10 p. 100 dans un pays dont l'intérêt légal est à 6, n'a pas peu contribué à indisposer certains esprits contre la Banque. Mais qu'ils considèrent ce qui s'est passé de l'autre côté du détroit : ils verront d'abord que la Banque de France s'est montrée beaucoup moins sévère que la Banque d'Angleterre, ensuite, que les circonstances présentes sont tout exceptionnelles ; que depuis cent soixante-deux ans, jamais il n'y avait eu lieu d'élever l'escompte à 10 p. 100 ; que peut-être il n'y aura plus lieu de le faire avant de longues années ; que la loi de 1857, par conséquent, n'inaugure pas l'ère des escomptes élevés, mais qu'elle a été votée juste au moment où se produisait sur le marché des capitaux un grave accident, auquel elle pouvait jusqu'à un certain point porter remède. Puisqu'il fallait recourir aux grandes mesures, ne valait-il pas mieux élever le taux de l'escompte que réduire le nombre de jours ou le chiffre des affaires ? Ne valait-il pas mieux faire payer au commerce le crédit un peu plus cher que le lui refuser entièrement ? Pour ma part, je crois qu'il n'y a pas à hésiter entre ces deux mesures : tel négociant, qui ne subit qu'une réduction de ses profits en payant un intérêt de 10 p. 100, peut, si la Banque refuse d'escompter son papier, être réduit à faire faillite, ou tout au moins à se procurer par un moyen quelconque de l'argent à 25 et à 30 p. 100.

La loi de 1857 ne nuit donc pas au commerce en autorisant la Banque à élever son escompte ; elle fournit au contraire une arme moins dangereuse que la réduction des échéances pour défendre l'encaisse en temps de crise. Elle permet l'émission des billets de 50 francs et promet l'établissement d'une succursale dans chaque département : deux avantages dont le commerce et les actionnaires recueilleront bientôt les fruits. En 1814, on aurait pu les contester, les nier même, et la Banque se serait crue perdue si on lui eût imposé de pareilles conditions. Il n'en est plus de

même aujourd'hui. L'expérience a prouvé que les petites coupures augmentaient la circulation sans compromettre la réserve, et que les succursales étaient une source de profits. Depuis 1840, la Banque s'applique à multiplier ces succursales qu'elle considérait sous le premier Empire comme une cause de ruine; et depuis 1848, grâce à son monopole, grâce à la diffusion de ses billets, elle a doublé le chiffre de sa circulation et triplé la masse de ses opérations. On a pu faire des critiques de détail sur la loi de 1857, regretter la présence de telle clause ou l'absence de telle autre, mais on ne saurait raisonnablement blâmer le fond même de la loi, le principe qui consacre définitivement cette institution et qui la fait entrer plus avant dans sa voie première d'où les révolutions l'avaient écartée et où les révolutions l'ont ramenée.

E. LEVASSEUR.

Nous empruntons les données qui suivent, sur les opérations de l'année 1858, au compte rendu présenté dans l'assemblée générale du 27 janvier 1859, par M. le comte Ch. de Germiny, gouverneur de la Banque de France.

L'abondance des espèces a permis cette année à la Banque de réduire le taux de ses escomptes.

Ce taux, fixé à 5 % au commencement de 1858, est descendu à 4 1/2 % le 8 février; à 4 % le 19 du même mois; à 3 1/2 % le 11 juin; à 3 % le 24 septembre.

Le total général des opérations avait atteint, en 1857, le chiffre énorme de 6 milliards 65 millions. Le total de l'année 1858 a été inférieur, mais il atteint encore le chiffre de 5,213,900,000 fr.

L'escompte des effets de commerce a suivi la même marche décroissante que celle des opérations.

	francs.
En 1857, le chiffre des escomptes s'était élevé à	5,600,000,000
En 1858, ce chiffre est descendu à	4,561,000,000
Diminution.....	1,039,000,000

Au 17 juin 1858, le portefeuille de la banque centrale et des succursales présentait un solde de..... 348,814,600

C'est le minimum de l'année. Au 14 janvier 1858, ce solde s'était élevé à 543,934,500

Chiffre le plus important qu'il ait atteint dans cet exercice.

Les avances sur effets publics, chemins de fer et autres valeurs, ont présenté pour l'année qui vient de s'écouler une notable activité. Indépendamment des cré-

dits ouverts aux compagnies de chemins de fer dans le cours de l'année, il a été avancé

Sur effets publics.....	247,967,360
Sur actions et obligations de chemins de fer.....	348,189,580
Sur obligations du Crédit foncier.....	3,375,700

Total..... 599,532,640

En 1857, les avances sur ces diverses natures d'effets ne s'étaient élevées qu'à.....	354,870,700
--	-------------

Augmentation pour 1858.... 244,661,940

Le solde de ce compte, au 24 décembre 1858, était de.	137,222,000
---	-------------

Les encaisses de la Banque et de ses succursales se sont maintenus à un chiffre supérieur à celui de l'année dernière.

Leur minimum, en 1857, a été de.....	181,000,000
--------------------------------------	-------------

Au 4 janvier 1858, leur minimum était de.....	243,000,000
---	-------------

Augmentation..... 62,000,000

Le maximum, au 18 septembre 1858, a été de 595 millions; au 24 décembre 1858, le chiffre de l'encaisse était de 558,595,600 fr.

La circulation des billets émis par la banque centrale et ses succursales s'élevait,

au 1 ^{er} janvier 1858, à.....	564,012,000
---	-------------

Au 24 décembre 1858, à.....	706,462,000
-----------------------------	-------------

Le maximum, au 30 octobre 1858, était de.....	732,787,300
---	-------------

Le minimum, au 28 décembre 1858, de.....	547,932,700
--	-------------

Les mouvements généraux des espèces, des billets et des virements dans la banque centrale, bien que légèrement inférieurs à ceux de l'année 1857, qui donnaient un chiffre de 32 milliards et demi, s'élèvent encore au chiffre formidable de 30,637,000,000 fr. La diminution porte sur les trois natures d'opérations : espèces, billets et virements.

Le nombre des effets encaissés en 1858 est légèrement supérieur à celui de l'année précédente.

En 1857, il s'élevait à 833,000 effets pour une somme de	1,137,000,000
--	---------------

En 1858, il s'élève à 948,000 effets pour.....	1,257,000,000
--	---------------

Augmentation..... 120,000,000

En 1857, le maximum des comptes courants a été de..	150,605,000
---	-------------

Le minimum de.....	104,052,000
--------------------	-------------

En 1858, le maximum, au 4 septembre, était de.....	175,703,000
--	-------------

Le minimum, au 17 février, de.....	111,135,500
------------------------------------	-------------

Une légère augmentation dans l'importance du mouvement des billets à ordre tirés de la banque centrale sur les succursales, et *vice versa*, s'est produite pour l'année 1858 comparativement à 1857.

En 1857, le total de ces billets était de.....	506,140,000
--	-------------

En 1858, les billets à ordre délivrés par la banque centrale se sont élevés à.....	214,400,000
--	-------------

Ceux délivrés par les succursales à....	306,240,000	520,640,000
---	-------------	-------------

Augmentation pour 1858..... 14,500,000

L'importance du service des recettes en ville et dans la banlieue n'a pas été moindre que celle de l'année 1857, bien que le chiffre des effets encaissés en 1858

donne une somme inférieure à celle de l'année précédente, le nombre des effets ayant augmenté comparativement à celui de 1857.

Ainsi, en 1857, le nombre des effets ne s'élevait qu'à
2,318,000 pour une somme de 3,196,000,000 fr.

En 1858, le nombre
des effets est de.. 2,347,000 — — 2,786,000,000

Augmentation de.. 29,000 effets. Diminution de 416,000,000

Le compte d'effets en souffrance a été débité dans le courant de l'année
1858 d'une somme de..... 628,213 81

Il a été recouvré sur ces créances..... 467,283 80

Sur des créances antérieures à 1858..... 6,602 34

Ensemble..... 473,886 14

La différence a été réglée par profits et pertes.

Le mouvement du service de la caisse des dépôts des titres a été à peu près celui de l'année précédente; le solde de ces titres représente une valeur d'environ 700 millions.

Les opérations des succursales ont donné en 1857 un
total de..... 3,615,800,000

En 1858..... 2,922,800,000

Diminution en 1858..... 693,000,000

Les produits de 1857 se sont élevés à..... 21,000,000

Ceux de 1858, à..... 11,500,000

Diminution..... 9,500,000

Les succursales de Carcassonne et Poitiers, dont la création a été autorisée par un décret du 29 novembre 1856; celles de Bar-le-Duc, Laval, Sedan et Tours, par celui du 17 juin 1857, ont commencé à fonctionner dans le courant de l'année 1858. Bastia, Agen, Bayonne et Brest, ont été autorisées par un décret du 26 juin 1858. Les quatre succursales ci-dessous désignées se trouvent, en 1858 comme en 1857, les premières dans l'ordre de l'importance de leurs opérations, mais avec une sensible réduction, sauf la succursale de Lille.

Ainsi Marseille, dont les opérations s'élevaient, en 1857, à..... 656,434,000

Ne donne, en 1858, que..... 370,314,000

Diminution... 286,120,000

Lille, en 1857..... 230,710,000

— en 1858..... 267,110,000

Augmentation... 36,400,000

Lyon, en 1857..... 391,800,000

— en 1858..... 246,400,000

Diminution... 145,400,000

Bordeaux, en 1857..... 282,400,000

— en 1858..... 213,300,000

Diminution... 69,100,000

Sept succursales présentent des pertes, savoir :

Arras.....	12,773 46
Carcassonne.....	35,252 55
Laval.....	35,905 21
Poitiers.....	40,307 49
Saint-Lô.....	13,923 13
Sedan.....	33,143 98
Tours.....	30,166 56

Ensemble..... 201,472 38

Les six dernières de ces succursales n'ont commencé leurs opérations que dans le courant de l'année, et n'ont pu couvrir leurs frais de premier établissement.

Les dépenses ordinaires de la banque centrale se sont

élevées à.....	2,669,995 91
Celles des succursales à.....	2,894,361 »

Total..... 5,564,356 91

non compris les transports d'espèces.

Le dividende du premier semestre de l'année qui vient de s'écouler a été de..... 66 fr. par action.

Celui du deuxième semestre est de..... 48 —

Soit pour l'année.... 114 fr. par action.

Ce trop modeste résultat a pour cause les suites de la crise de 1857, le ralentissement des affaires et l'obligation de partager entre un nombre double d'actions les produits annuels. Le nouveau capital versé est resté improductif pendant le deuxième semestre de 1858. Il y a mieux à en attendre en 1859, par l'emploi qu'en devra faire M. le ministre des finances pour la consolidation de la dette flottante, ou bien encore par son affectation partielle à des avances au syndicat des chemins de fer, en attendant cette consolidation.

COMPTOIR D'ESCOMPTE DE PARIS. — Les opérations du Comptoir dans l'exercice 1857-58 (1^{er} juillet 1857 au 30 juin 1858), se sont élevées au total de 780,815,867 fr. 36 c., se répartissant ainsi qu'il suit :

	francs.	c.
Escompte.....	595,840,509	90
Encaissement.....	69,319,875	72
Avances sur fonds publics.....	66,447,995	64
Crédits sur connaissements et nantissements..	49,207,486	10
Somme égale.....	780,815,867	36

Les escomptes présentent une diminution de 19,056,630 fr. sur l'exercice précédent ; mais elle porte exclusivement sur les sous-comptoirs. Toutes les autres catégories d'escompte continuent, au contraire, d'être en voie d'accroissement. Ainsi, l'escompte des

effets de commerce sur Paris et les départements a augmenté de 28,048,854 fr. 34 c.; l'escompte des valeurs sur l'étranger, de 12,901,554 fr. 04 c.; et l'escompte des récépissés de marchandises déposées dans les magasins de l'État, de 798,976 fr. 25 c. Quant aux encaissements et avances sur fonds publics, l'augmentation a été de 2,246,752 fr. 68 c. pour ceux-là, et pour celles-ci, de 6,390,999 fr. 35 c. Les crédits sur connaissements et nantissemens figurent, pour la première fois, dans le compte rendu sous un titre spécial. Jusqu'à présent, ces opérations n'avaient pas eu assez d'importance pour être distinguées des autres; mais la somme de 49,207,486 fr. 10 c. à laquelle elles se sont élevées durant cet exercice, les a fait classer cette année à part. En résumé, la crise dont le commerce et l'industrie ont tant souffert en 1857-58 n'a pas arrêté le progrès habituel des affaires de cet établissement. Le chiffre de 780,815,867 fr. 36 c. est le plus haut qu'elles aient atteint. Il est supérieur de 48,778,614 fr. 31 c. au chiffre du précédent exercice, et de 152,294,076 fr. 34 c. à celui de l'exercice 1853-54, pendant lequel le capital de 20 millions a fonctionné pour la première fois.

Caisse. Le mouvement des espèces a été de 1,417,426,338 fr. 41 c. La moyenne des paiements, par mois, est de 58,968,096 fr. 66 c. Le mouvement le plus considérable a été celui du mois de décembre, qui figure pour 81,372,115 fr. 05 c. à la recette, et pour 80,092,482 fr. 19 c. à la dépense.

Portefeuille.

	Effets.	Montant des effets.
Au 30 juin 1857, il y avait en portefeuille....	37,898	38,731,563 09
Le comptoir a reçu dans le cours de l'exercice.	985,066	665,160,385 62
Faisant ensemble.....	1,022,964	703,891,948 71
Par contre il a encaissé.....	986,947	655,455,757 30
En sorte que le solde en portefeuille au 30 juin 1858, était de.....	36,017	48,436,191 41
A la même date les valeurs sorties du comptoir avec son endos et non échues, s'élevaient à		12,960,344 25
Il en résulte qu'à la fin de cet exercice les risques représentaient une somme de.....		61,396,535 66

Compte d'espèces. Les sommes déposées en compte courant se sont élevées à 174,314,996 fr. 56 c.; les sommes retirées à 170,969,863 fr. 41 c., et le solde de ces comptes, qui n'était au

30 juin 1857 que de 18,389,460 fr. 28 c., était monté, le 30 juin 1858, à 21,734,593 fr. 43 c. Pendant le mois de décembre, lorsque l'escompte s'élevait jusqu'à 10 p. 100, le solde des comptes d'espèces était encore de 14,022,408 fr.

Contentieux. Les effets tombés en souffrance, durant cet exercice, figurent au débit du contentieux pour une somme de 307,966 francs 58 c.; mais le solde de ce compte, au 30 juin 1858, par suite des rentrées faites, n'était que de 155,068 fr. 07 c., dont il faut retrancher encore les recettes opérées sur le contentieux ancien, soit 43,289 fr. 58 c.; le reste, qui est de 111,778 fr. 49 c., a été passé en totalité au débit du compte de profits et pertes.

Les *frais d'administration* sont toujours à peu près les mêmes. Ils ont été, cette année, de 686,276 fr. 77 c., dont voici le détail :

Honoraires et appointements.....	465,511 87
Droits de présence.....	21,470 »
Ports et affranchissements de lettres.....	55,355 45
Frais divers : loyer, contributions, impressions, etc...	143,939 45
Somme égale.....	686,276 77

Étant donné un chiffre d'affaires réelles de 780,815,867 fr. 36 c., c'est une dépense de à peine 9 c. par 100 fr.; l'année dernière, la dépense avait approché de 10 c. par 100 fr.

Comptes des profits et pertes. Les écritures sont arrêtées deux fois par an, et les bénéfices distribués tous les six mois. En réunissant les deux semestres, les bénéfices de l'année entière présentent un total de 2,441,077 fr. 21 c., ainsi partagés :

Aux actionnaires, soit à titre d'intérêt, soit à titre de dividende.	1,680,000 »
A la réserve statutaire.....	299,040 21
A celle dite du sous-comptoir des denrées coloniales..	400,000 »
Aux employés pour gratifications.....	40,000 »
A la caisse de prévoyance.....	20,000 »
Solde non distribué.....	2,036 90
Somme égale.....	2,441,077 11

Il résulte de ce compte rendu que les actionnaires ont touché 20 fr. par actions sur les bénéfices du second semestre. Avec les 22 fr., qui ont été déjà payés en février 1858, le dividende total, pour l'année 1857-58, se trouve porté à 42 fr. ou 8.4 p. 100 par action de 500 fr. De plus, fut attribuée à la réserve statutaire une somme de 299,040 fr. 21 c., qui l'élève à 3,763,842 fr. 43 c.

Dans les exercices antérieurs, les dividendes, depuis la création du comptoir, ont été comme suit :

Exercice.	Dividende.	Exercice.	Dividende.
1848 ¹	15 fr.	1852-53	31 fr.
1848-49 ²	15	1853-54	36
1849-50	35	1854-55	42
1850-51	40	1855-56	47
1851-52	40	1856-57	43

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE.—Assemblée générale du 28 avril 1858. Depuis l'origine de la Société jusqu'au 31 décembre 1857, il a été réalisé 1,508 *prêts*, montant ensemble à 83,496,130 fr. Sur cette somme la Compagnie a recouvré, tant par l'amortissement semestriel que par les remboursements anticipés, 8,187,714 fr. 88 c. La différence, soit 75,308,418 fr. 42 c., constitue le capital restant dû à la Compagnie à la fin de l'exercice.

Dans la masse totale de ces prêts, ceux réalisés dans le cours de 1856 n'avaient pas dépassé.....	4,127,500
Ceux de 1857, répartis entre 118 emprunteurs, ont atteint le chiffre de.....	8,056,780
Différence en faveur de 1857.....	3,929,280

Cette augmentation provient exclusivement des prêts en obligations foncières, genre d'opérations qui n'a pris une activité sérieuse que dans le 2^e semestre de 1857.

La totalité des avances faites dans le cours de l'exercice s'est élevée à.....	1,258,194 65
En 1856 ces avances n'avaient été que de.....	115,227 75
Augmentation en 1857.....	1,142,963 90

Le placement des *obligations* qui n'avait pas dépassé, en 1856, 1,785,300 fr., s'est élevé à 10,945,550 fr. dans le cours de 1857. Pendant les premiers mois de 1858, la progression a encore été plus considérable. Elle atteignit, au 31 mars, le chiffre de 4,623,200 fr., soit 1,541,000 fr. par mois.

Le montant des *dépôts en comptes courants* était, à la fin de 1856, de 3,677,284 fr. 47 c. seulement; à la fin de 1857, il s'est élevé à 8,046,636 fr. 87 c.

Le compte *débiteur* des frais de *premier établissement* s'élevait, le 31 décembre 1857, à 1,522,867 fr. 50 c. L'assemblée générale,

¹ Exercice de 5 mois et 14 jours, du 18 mars au 31 août 1848.

² Exercice de 10 mois, du 1^{er} septembre 1848 au 30 juin 1849.

par une résolution prise le 23 avril 1854, avait décidé que pendant quatre années le capital social ferait pour ce compte des avances dont il se rembourserait successivement, au moyen de prélèvements ultérieurs sur les bénéfices de la Compagnie, et que ces prélèvements devraient s'opérer par vingtième, d'année en année, à partir du 1^{er} janvier 1857. Conformément à cette décision, il a été fait, sur les bénéfices de l'exercice, un premier prélèvement de 76,143 fr. 35 c.; et c'est ainsi que le débit du compte se trouve réduit au chiffre de 1,446,724 fr. 15 c. avec lequel il figure dans le bilan.

L'excédant de l'actif sur le passif s'élevait le 31 décembre 1857 à 1,353,461 fr. 26 c. Cette somme représente le solde disponible du compte de profits et pertes. Il avait déjà été payé aux actionnaires, pour intérêts à 5 p. 100 du capital versé, 736,075 fr. Restaient 617,386 fr. 26 c., dont le gouverneur, d'accord avec le Conseil d'administration, proposait de faire la répartition suivante, agréée par l'Assemblée générale :

A la réserve 20 %, maximum permis par les statuts, soit.	123,477 25
3 % à titre de supplément de dividende aux 14,748,250 fr. versés sur les actions, soit.....	442,447 50
Et les 51,461 francs 51 c. de surplus au fonds de prévoyance, ci.....	51,461 51
Somme égale.....	617,386 26

Si on compare ce dernier solde à celui de l'exercice 1856, qui s'est élevé à 772,279 fr. 64 c., il semblerait que les produits de 1857 ont été inférieurs à ceux de l'année précédente.

La différence provient de ce qu'en 1857 on a prélevé, avant tout partage, sur le compte des profits et pertes, une première somme de 218,424 fr. 40 c., et on l'a attribuée directement au fonds de prévoyance. Si l'on avait adopté le même mode de comptabilité que l'année dernière, si l'on n'avait pas opéré au profit du fonds de prévoyance un premier prélèvement sur le compte des profits et pertes, il avait à répartir non pas seulement 617,386 fr. 26 c., mais 835,810 fr. 26 c. Or, cette somme dépasse de 63,530 fr. 62 c. celle de 772,279 fr., 64 c., formant l'excédant de l'actif sur le passif pour l'exercice 1856. La réalité est donc que les bénéfices de 1857, dans leur ensemble, sont supérieurs à ceux de 1856.

En résumé, après avoir satisfait complètement à des charges nouvelles assez considérables, après avoir largement doté le compte de prévision, l'exercice 1857 put attribuer, sans le moindre inconvénient, aux actionnaires, un dividende plus élevé que celui des années précédentes.

SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1857.

Actif.

Actionnaires.....	12,251,750 00	
Caisse et portefeuille.....	7,524,573 70	
Effets en souffrance.....	29,974 73	
Trésor.....	9,592,764 91	
Receveurs généraux.....	2,902,938 05	
Porteurs d'obligations, titres libérés partiellement.....	9,476,700 00	
Avances sur dépôts d'obligations	518,542 90	
Emprunteurs, prêts réalisés. ...	75,308,418 12	
Annuités échues.....	75,152 40	
Hôtel de la Compagnie.....	1,626,058 57	
Mobilier.....	67,087 58	
Réescomptes.....	1,237,556 35	
Frais de premier établissement.	1,446,724 15	
Intérêts provisoires 5 % aux actionnaires.....	736,075 00	
Divers.....	521,925 97	
Total.....	126,316,242 43	

Passif.

Capital social réalisé.....	14,748,250 00	
— à réaliser.....	15,251,750 00	30,000,000 00
Réserve statutaire.....		359,799 25
Fonds de prévoyance et provisions pour le service des obligations.....		2,169,770 27
Obligations et promesses en circulation :		
— — réalisées.....	72,573,000 00	
— — à réaliser...	9,476,700 00	82,049,700 00
Prêts différés.....		849,383 90
Dépôts en compte courant.....		8,046,636 87
Intérêts, primes, lots et dividendes à payer.....		927,685 00
Obligations à rembourser.....		140,100 00
Divers.....		419,705 88
Total.....		124,962,781 17
Excédant de l'actif sur le passif.....		1,353,461 26
Total égal.....		126,316,242 43

COMPTES DES PROFITS ET PERTES.

Doit.

Intérêts, primes et lots des obligations en circulation.....	2,886,238 90
Amortissement des frais de premier établissement.....	76,143 35
Service des receveurs généraux.....	121,645 44
Frais généraux.....	485,379 12
• Total.....	3,569,406 81
Solde créditeur.....	1,353,461 26
Total.....	4,922,868 07

Avoir.

Intérêts et allocations pour frais d'administration des prêts.....	3,536,313 82
Intérêts des capitaux placés temporairement.....	696,408 21
Subvention de l'Etat.....	402,839 00
Produits divers.....	287,307 04
Total égal.....	4,922,868 07

A la suite de ce rapport, furent prises les résolutions suivantes :

I. L'Assemblée, à l'unanimité, approuve les comptes présentés et fixe à 20 fr. le dividende de l'exercice 1857. En conséquence, il sera distribué aux actionnaires un supplément de 7 fr. 50 c. par action, qui, joint aux distributions de 6 fr. 25 c. faites les 1^{er} juillet et 31 décembre 1857, porte à 8 p. 100 le dividende de l'exercice ¹.

II. L'Assemblée, à l'unanimité, décide qu'une somme de 123,477 francs 27 c. sera portée au fonds de réserve.

III. L'Assemblée, à l'unanimité, approuve le projet de convention entre Leurs Excellences les ministres des finances et de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la société du Crédit foncier de France, relatif à l'exécution de la loi du 17 juillet 1856 sur le drainage.

Elle confère, à l'unanimité, au gouverneur et au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires pour conclure définitivement cette convention, même avec les changements qui pourraient y être apportés, et pour signer les actes qui les consacraient.

La convention dont parle la deuxième résolution de l'assemblée générale du 28 avril 1858, a été signée le 27 avril 1858, approuvée par le Corps législatif et le Sénat les 6 et 18 mai, et promul-

¹ Le dividende s'est élevé dans les exercices antérieurs, soit en 1853-56, à 5% seulement.

guée par décret impérial du 28 septembre 1858. Cette convention, on le sait, a pour but de charger le Crédit foncier de l'emploi et de la répartition du crédit extraordinaire voté en 1856 pour faciliter les opérations du drainage en France. Voici les stipulations essentielles de cette convention qui ouvre au Crédit foncier un nouveau champ d'activité :

Le Crédit foncier de France est chargé des prêts à faire en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 17 juillet 1856 sur le drainage. Ces prêts auront lieu dans les conditions déterminées par ladite loi. (Art. 1^{er}.)

Pour la garantie des prêts et le recouvrement des annuités, le Crédit foncier est subrogé aux droits et privilèges accordés au Trésor public par la loi sur le drainage, sans préjudice de toutes les autres voies d'exécution. (Art. 2.) — Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics transmet à la société du Crédit foncier les demandes de prêts. Si le Crédit foncier juge que les garanties offertes par les demandeurs sont suffisantes, le ministre autorise le prêt. Ce prêt est fait sous la responsabilité et aux risques et périls du Crédit foncier. (Art. 3.) — Indépendamment du privilège résultant de la loi du 17 juillet 1856, le Crédit foncier peut exiger que l'emprunteur lui confère une hypothèque, s'il reconnaît la nécessité de ce supplément de garantie. (Art. 4.) — Le Crédit foncier de France est autorisé à contracter, avec la garantie du Trésor, des emprunts successifs sous forme d'obligations dites *obligations de drainage*, qui pourront être émises même au-dessous du pair, et qui seront remboursables au pair. Ces émissions auront lieu jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour produire un capital de 100 millions. Ce capital sera exclusivement consacré aux prêts destinés à favoriser les opérations de drainage, en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 17 juillet 1856. L'émission des obligations ne pourra être faite qu'en vertu d'une autorisation des ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, qui détermineront, chaque année, l'importance et l'époque de l'émission, le taux et les autres conditions des négociations. Les obligations ainsi émises devront être remboursées dans un délai de vingt-cinq ans au plus tard, à partir de la création des titres. Chaque année, le nombre des obligations à rembourser sera déterminé par le ministre des finances, qui pourra, s'il le juge convenable, accélérer la marche régulière de l'amortissement en raison des remboursements effectués par les emprunteurs. (Art. 5.) — Il sera payé par le Trésor au Crédit foncier de France une commission de 45 centimes par cent francs et par année, sur le capital de chaque somme prêtée, pour le couvrir tant des risques mis à sa charge que des frais généraux relatifs au service qui lui est confié. Cette commission sera réduite à 35 centimes dans le cas, prévu par l'article 4, où le Crédit foncier aurait exigé une hypothèque. Si les obligations de drainage ne pouvaient être négociées au pair qu'à un taux d'intérêt supérieur à celui de 4 % payé par les emprunteurs, ou si elles ne pouvaient être négociées qu'au-dessous du pair, l'excédant de dépense qui résulterait, soit de la différence d'intérêt, soit du montant de la prime, sera supporté par le Trésor, déduction faite des bénéfices que le Crédit foncier aurait pu

retirer des négociations d'obligations au-dessus du pair. Cet excédant de dépenses sera constaté par le compte des obligations émises et des prêts réalisés, tenu par le Crédit foncier de France. Ce compte sera réglé tous les six mois. (Art. 6.)

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DU CRÉDIT MOBILIER. — Nous tâcherons de résumer à la fin de ce volume le compte rendu de l'exercice 1858, si ce compte rendu nous parvient à temps. Nous nous bornerons, au sujet de l'exercice 1857, à reproduire les chiffres principaux du rapport lu dans l'Assemblée générale du 29 avril 1858. D'après ce rapport, les intérêts et bénéfices d'émissions et de placements, dans l'exercice 1857, auraient été : sur rentes, 491,066 fr. 10 c.; sur actions et obligations de chemins de fer, 2,694,523 fr. 15 c.; sur actions diverses, 1,299,040 fr. 47 c.; solde du compte de commissions et d'intérêts, 2,709,356 fr. 80 c.; — les reports sur rentes et actions auraient donné 698,649 fr. 75 c. et les produits de la caisse des dépôts de titres et locations se seraient élevés à 59,400 fr., à quoi s'ajoutait le solde (30,869 fr. 56 c.) de l'exercice 1856, ce qui portait l'avoir de l'exercice 1857 à 7,982,905 fr. 83 c. D'autre part, les frais généraux, frais d'administration et personnel, se sont montés à 479,674 fr. 87 c.; les assurances, contributions et entretien du mobilier à 16,682 fr. 46 c.; l'éclairage et le chauffage à 9,825 fr. 76 c.; les approvisionnements, impressions et publicité à 90,733 fr. 91 c.; les frais de déplacement, missions et études à 37,140 fr. 89 c.; les gratifications, etc., à 37,534 fr. 34 c. La différence résultant de la dépréciation des placements de la Compagnie, évalués au cours du 31 décembre 1857, aurait occasionné une perte de 177,580 fr. 31 c.; en y ajoutant les 3 millions pour le paiement de l'intérêt 5 p. 100 au capital social, on arrive à un

doit total de.....	3,849,172 54
l'avoir ayant été de.....	7,982,905 83
il y aurait un solde en bénéfice de.....	4,133,733 29

à répartir en dividende aux actionnaires. Mais le conseil d'administration a proposé de ne distribuer aucun dividende, parce que la baisse de toutes les valeurs survenue entre le 31 décembre 1857 (date du bilan) et le 29 avril 1858 (date du rapport) avait

radicalement changé les éléments de la situation générale de l'entreprise qui, à la clôture de l'exercice 1857, s'était établie comme suit :

SITUATION GÉNÉRALE AU 31 DÉCEMBRE 1857.

Actif.

Placements fixes sur Rentes.....	10,205,315 70
— Actions.....	71,175,603 31
— Obligations.....	2,183,072 40
Placements à échéance déterminée :	
Effets divers en portefeuille.....	10,982,332 01
Reports.....	6,432,217 15
Avances aux compagnies et à divers sur actions et obligations.....	31,926,900 96
Immeuble et mobilier.....	1,449,436 50
Semestres et dividendes à encaisser.....	940,484 69
Caisse.....	1,636,962 16
Solde à la Banque de France.....	4,684,678 43
Total de l'actif..	141,616,803 31

Passif.

Capital.....	60,000,000 00
Comptes courants.....	68,546,431 62
Effets à payer et créanciers divers.....	3,863,964 90
Intérêts sur effets dépassant le 31 décembre.....	47,299 75
Intérêts et dividendes à payer.	
Dividendes arriérés.....	25,373 75
Intérêts à raison de 5 0/0 sur le capital social, pour l'exercice 1857, soit 25 fr. par action	3,000,000 00
Compte de réserve.	
Fonds de réserve.....	2,000,000 00
Solde en bénéfice, du compte profits et pertes en 1857.....	4,133,733 29
Total du passif....	141,616,803 31

L'assemblée générale ayant adopté les vues du conseil d'administration, les actionnaires n'ont touché aucun dividende pour l'exercice 1857. Dans les exercices antérieurs, le Crédit mobilier, en outre de l'intérêt 5 p. 100, avait donné un dividende de 25 fr. pour 1853 ; de 34 fr. pour 1854 ; de 178 fr. 70 c. pour 1855 et de 90 fr. pour 1856.

COMPTOIR CENTRAL DE CRÉDIT (V. C. Bonnard et C^{ie}). — L'exercice 1857 avait été mauvais, celui de 1858 a été désastreux. Le dividende pour 1857 n'avait été que de 8 fr. 38 c. contre 26 fr. atteints en 1856; dans l'assemblée générale du 15 février 1859, le conseil de surveillance a eu à constater une perte sèche de 308,392 fr. 20 c., ce qui, naturellement, ne permit pas de penser à une distribution de dividendes. Le conseil attribue ces « résultats négatifs » surtout au chiffre trop élevé du capital et à son immobilisation.

« On a pu croire, au début de l'affaire, qu'un capital plus considérable permettrait au gérant d'aborder de plus grandes affaires; ce capital une fois réuni, il a pu paraître utile à M. Bonnard de l'employer en grande partie dans des acquisitions d'immeubles asseyant la Compagnie sur des bases solides, en même temps que, par un système de mobilisation dont le succès n'a pas dépendu de lui, il se flattait de pouvoir faire entrer les immeubles, comme une force toujours disponible, dans le mouvement journalier de ses affaires. Les faits ont démontré qu'un capital très-élevé n'est pas indispensable au Comptoir central; il lui faut sans aucun doute, un capital pour se procurer les matières premières, point de départ de toutes ses filières d'affaires; mais si ce capital dépasse ses besoins, l'excédant ne sert plus qu'à diminuer la part dans les bénéfices de chaque porteur d'action et à accroître sans nécessité la responsabilité du gérant. L'immobilisation du capital est un danger encore plus grand, car s'il arrive, comme en 1858, que le gérant n'ait pas vendu une portion importante de ses immeubles, le fonds de roulement se trouve forcément restreint, et toutes les affaires s'en ressentent. »

Pour remédier à ce double inconvénient du capital trop élevé et de son immobilisation, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil de surveillance, a autorisé le gérant à

« Recevoir des actions de la Société, au pair, quel qu'en soit le cours, en paiement de partie du prix des ventes d'immeubles, ainsi que des billets de crédit et autres valeurs mobilières du Comptoir, sans que la partie payable en actions puisse dépasser les trois quarts du paiement; — à employer en achats d'actions du Comptoir, au-dessous du pair, les fonds ou valeurs de la Société qui ne seront pas indispensables aux besoins des affaires; dans l'un et l'autre cas, ces actions seront annulées et amorties par l'apposition d'un timbre spécial. »

Voici quel a été, d'après le rapport du conseil de surveillance, le bilan du Comptoir central au 31 décembre 1858 :

. Actif.

Espèces en caisse	3,226 00
Espèces à la Banque de France.....	108,699 62
Effets à recevoir.....	192,657 65
Contrats hypothécaires portant intérêt à 4 0/0 l'an...	160,033 50
Billets de crédit payables à vue.....	2,630,719 06
Billets, loyers, frais généraux et conventions.....	890,970 30

Immeubles.....	18,741,169 77	
Mobilier.....	99,799 20	
Profits et pertes : Débit.....	869,302 01	
Crédit.....	560,909 81	
Balance.....	308,392 20	
Balance des divers.....	1,051,147 81	
Total....	24,186,815 31	

Passif.

Compte capital représentant 200,000 actions.....	20,000,000 00	
Réserve immobilière.....	633,052 05	
Compte de réserve.....	70,948 37	
Intérêts et dividendes d'actions, échus et non encore réclamés.....	63,101 23	
Créditeurs pour souscriptions de billets de loyers, frais généraux et conventions, savoir :		
Billets en portefeuille.....	890,970 50	
Billets en circulation.....	12,343 80	903,314 30
Créditeurs pour achat d'immeubles.....	2,516,399 36	
Total....	24,186,815 31	

Au moment même où cette feuille doit aller sous presse, un nouvel établissement de crédit vient s'ajouter à ceux dont nous venons d'esquisser les résultats financiers pour les exercices 1857 et 1858; nous voulons parler de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DU CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, fondée, avec l'approbation du gouvernement, par une réunion de capitalistes français et étrangers. La Société, dont le siège et domicile sont établis à Paris, est formée pour la durée de 30 ans, et au capital social de 60,000,000 fr., divisé en 120,000 actions de 500 fr. Les deux tiers seulement du capital, soit 80,000 actions, seront émis, quant à présent; sur ces 80,000 actions, 4,300 sont réservées pour le président, le vice-président, les membres du conseil d'administration et les censeurs; les 75,700 autres actions sont émises par la voie de souscription publique, et la Société est définitivement constituée après la souscription desdites 80,000 actions. La souscription a été ouverte les 30 et 31 mars, 1^{er}, 2 et 4 avril, à la maison Donon, Aubry, Gautier et C^{ie}, à Paris; 75,700 actions étaient à émettre et 163,899 actions ont été souscrites, soit donc un excédant de 88,199 actions; la répartition qui aura lieu au marc le franc donnera pour base 46 p. 100 des actions demandées. La nouvelle Société est donc, dès aujourd'hui, légalement constituée. Elle est administrée

par un conseil composé d'un président, d'un vice-président, de dix-huit administrateurs, et surveillée par un comité de trois censeurs ; le président et le vice-président sont nommés et révoqués par l'Empereur ; l'assemblée générale nomme les administrateurs, qui sont renouvelés par sixième, chaque année, et les censeurs, dont les fonctions durent trois ans. Voici en quoi consisteront les opérations de la Société générale :

1. A escompter les effets de commerce payables à Paris, dans les départements et à l'étranger ; les warrants ou bulletins de gage délivrés en conformité de la loi du 23 mai 1858, concernant les marchandises déposées dans les magasins généraux agréés par l'État ; et en général, toutes sortes d'engagements à échéance fixe résultant de transactions commerciales ou industrielles ; à négocier et à réescompter les valeurs ci-dessus désignées après les avoir revêtues de son endossement. — 2. A faire des avances sur rentes françaises, actions ou obligations d'entreprises industrielles ou de crédit, constituées en sociétés anonymes françaises, mais seulement jusqu'à concurrence des deux tiers de la valeur au cours de ces rentes, actions ou obligations, et à la condition que ces avances ne seront faites que pour 90 jours au plus, et n'excéderont jamais dans leur ensemble le cinquième du capital réalisé et la moitié de la réserve. — 3. A faire des avances aux Sociétés françaises de commerce, anonymes, en commandite ou en nom collectif, ou à tous commerçants, moyennant des sûretés données soit par voie de transport en garantie, dépôt en nantissement de valeurs mobilières ou connaissements, soit par voie de privilège ou d'hypothèque sur des valeurs immobilières, à la condition que ces avances ne seront faites que pour six mois au plus et n'excéderont jamais dans leur ensemble le cinquième du capital réalisé et la moitié de la réserve. — 4. A se charger de tous paiements et recouvrements à Paris, dans les départements et à l'étranger, et à ouvrir à cet effet des comptes courants sans pouvoir jamais faire aucun paiement à découvert ; à fournir et à accepter tous mandats, traites, lettres de change dont la couverture aurait été préalablement faite soit en marchandises déposées dans les magasins généraux, soit en espèces, soit en valeurs agréées par le conseil d'administration ; à se charger du recouvrement de tous arrérages de rentes ou intérêts et dividendes d'actions, de l'achat ou de la vente pour le compte de tiers, et, moyennant commission convenue, de toutes espèces de fonds publics et valeurs industrielles. — 5. A ouvrir toutes souscriptions à des emprunts publics ou autres pour la réalisation de toutes sociétés anonymes ou en commandite par actions, mais toujours pour le compte de tiers, et moyennant commission convenue, sous cette réserve qu'aucune souscription pour des emprunts sur fonds étrangers ou pour la réalisation de sociétés étrangères ne pourra avoir lieu sans l'autorisation du ministre des finances. — 6. A recevoir en compte courant et jusqu'à concurrence d'une fois et demie le capital réalisé et la réserve (sans pouvoir dépasser 60 millions), les fonds qui lui seront versés à un taux d'intérêt déterminé par le conseil d'administration ; le solde au crédit de ces comptes courants ne pouvant jamais dépasser la limite fixée.

— 7. Enfin, à recevoir en dépôt, moyennant un droit de garde, toutes espèces de titres et valeurs. — Toutes autres opérations sont interdites.

La Société n'admettra à l'escompte que des effets de commerce revêtus de deux signatures au moins et dont l'échéance ne pourra excéder 105 jours pour le papier payable à Paris et à l'étranger, 75 jours pour le papier payable dans les départements. L'une des signatures peut être suppléée par un récépissé de marchandises déposées dans les magasins généraux. Le montant cumulé du passif, y compris les traites ou mandats à échoir, et des effets en circulation avec l'endossement ou la garantie de la Société ne doit jamais excéder six fois le capital réalisé et la réserve. Une situation arrêtée à la fin de chaque mois par le conseil d'administration sera publiée dans les premiers jours du mois suivant. Elle fera connaître, indépendamment du bilan de la Société, le montant des effets en circulation endossés ou garantis par cet établissement.

L'*assemblée générale* (qui se réunit de droit en avril, chaque année) régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Elle se compose des 200 plus forts actionnaires dont la liste est arrêtée par le conseil d'administration un mois avant la convocation de l'assemblée. Si ces 200 plus forts actionnaires ne réunissent pas entre leurs mains le dixième des actions émises, le nombre en est augmenté jusqu'à ce que cette condition soit accomplie. Les actionnaires inscrits sur les registres de la Société, par suite du dépôt de leurs actions dans la caisse sociale deux mois avant la confection de la liste, peuvent seuls y figurer.

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre ; le premier exercice comprendra le temps écoulé entre la date du décret approuvant les statuts et le 31 décembre 1859. Les comptes sont arrêtés par le conseil d'administration et soumis à l'assemblée générale qui les approuve ou les rejette et fixe le dividende après avoir entendu le rapport du conseil d'administration. Les produits nets, déduction faite de toutes les charges, constituent les *bénéfices*. Lorsque les bénéfices s'élèveront par semestre à plus de 2 p. 100 du capital réalisé, il sera exercé sur l'excédant une retenue d'un quart dont le montant sera attribué au fonds de réserve. Le surplus sera réparti entre tous les actionnaires. Quand le dividende d'un semestre, fixé conformément à la disposition

qui précède, s'élèvera à plus de 4 p. 100 du capital réalisé, il sera exercé sur l'excédant une retenue des $\frac{3}{4}$ dont le montant sera attribué au fonds de réserve; le surplus sera réparti entre tous les actionnaires.

Le *fonds de réserve* se compose de l'accumulation des sommes produites par le prélèvement opéré sur les bénéfices, en exécution des stipulations qui précèdent. Lorsque le fonds de réserve aura atteint le cinquième du capital réalisé, le prélèvement affecté à sa création cessera de lui profiter. Il reprendra son cours si la réserve vient à être entamée. En cas d'insuffisance des produits d'une année pour fournir 4 p. 100 par action, la différence peut être prélevée sur le fonds de réserve. L'emploi des capitaux appartenant au fonds de réserve est réglé par le conseil d'administration. En cas de perte de la moitié du capital social souscrit, la dissolution de la Société serait de droit.

GRANDE-BRETAGNE.

I. BANQUE D'ANGLETERRE. — La Banque d'Angleterre est le principal moteur dans le mouvement de crédit et d'affaires de la Grande-Bretagne, on pourrait même dire de l'univers. A cause de cela précisément, ses opérations sont constamment suivies partout avec une égale attention, et ses bilans hebdomadaires étudiés et commentés de toute façon. Aussi croyons-nous pouvoir et devoir nous borner à n'en résumer la marche en 1858 qu'à grands traits, dans le tableau qui suit, des quelques bilans également distancés, on a peu près, les uns des autres. Nous désignons par I, la circulation active; par II, l'encaisse; par III, le portefeuille; par IV, les comptes courants du Trésor; par V, les comptes courants particuliers; par VI, les billets à courte échéance, et par VII, les sécurités du gouvernement.

	30 déc. 1857.	3 mars 1858.	9 juin.	1 ^{er} sept.	1 ^{er} déc.	29 déc. 1858.
	l. st.	l. st.	l. st.	l. st.	l. st.	l. st.
I.	19,315,570	19,043,390	20,128,790	20,302,820	20,309,140	20,110,350
II.	11,454,961	17,617,283	18,200,749	17,797,196	18,776,314	18,967,100
III.	27,289,815	17,306,470	14,784,528	15,453,324	15,432,330	16,950,153
IV.	7,443,613	5,198,108	5,013,741	5,627,855	8,245,211	9,806,029
V.	15,072,971	14,786,081	14,365,512	13,674,788	12,491,758	12,903,618
VI.	827,405	901,772	771,912	790,466	798,398	712,770
VII.	7,541,491	9,902,460	11,536,563	10,912,281	10,808,591	10,808,591

Dans les énormes différences entre la 1^{re} colonne et la 2^e — notamment l'encaisse monté de 11.5 millions à 17.6 et le portefeuille tombé de 27.3 à 17.3 millions — on voit clairement combien le recours du monde financier et commercial, par suite des exigences de la crise, était encore étendu à la fin de 1857 : puisqu'on surchargeait le portefeuille de la Banque et qu'on épuisait son encaisse ; on voit, d'autre part, combien la crise une fois passée, l'activité commerciale se retrécissait : puisque en deux mois (du 30 décembre 1857 au 2 mars 1858) l'encaisse gagne 6.2 et le portefeuille perd presque 10 millions ; du 1^{er} au 2^e trimestre de l'année (3 mars et 2 juin) la stagnation d'affaires devient plus prononcée encore, puisque l'encaisse gagne de nouveau 600,000 livres st. et que le portefeuille perd de nouveau 2.6 millions ; au 3^e trimestre seulement une amélioration commence à se faire sentir qui se maintient et se continue jusqu'à la fin de l'exercice. Pour les actionnaires, l'exercice, notamment dans sa seconde moitié, n'a pas été mauvais : pour le deuxième semestre finissant le 28 février 1859, le bénéfice s'est élevé à 670,659 l. st., ce qui a permis de distribuer un dividende semestriel de 4 p. 100.

Dans le tableau ci-après nous résumons les variations qu'a subies le *taux d'escompte* de la Banque de Londres depuis la mise en œuvre du statut de 1844, qui donna à ce grand établissement son organisation actuelle, jusqu'à la fin de 1858. Ces variations ont été comme suit :

Années.	Taux de l'escompte.	Années.	Taux de l'escompte.
1844. 7 au 14 sept.....	4 %	1851-52. 27 déc. au 25 juin...	2½ %
1844-45. 14 sept. au 31 oct...	2½	1852-53. 26 juin au 7 janv....	2
1845-46. 1 ^{er} nov. au 28 août...	3½	1853. 8 au 21 janv.	2½
1846-47. 29 août au 15 janv...	3	22 janv. au 3 juin....	3
1847. 16 au 22 janv.....	3½	4 juin au 2 sept.....	3½
23 janv. au 2 avril...	4	3 au 16 sept.....	4
3 avril au 6 août....	5	17 au 30 sept.....	4½
7 août au 22 oct.....	5½	1853-54. 1 oct. au 5 mai....	5
23 oct. au 19 nov....	8	1854. 6 mai au 28 juillet...	5½
20 nov. au 3 déc....	7	1854-55. 29 juillet au 6 avril..	5
4 au 24 déc.....	6	1855. 7 avril au 4 mai....	4½
1847-48. 25 déc. au 21 janv..	5	5 mai au 22 juin....	4
1848. 22 janv. au 9 juin...	4	23 juin au 7 sept....	3½
10 juin au 27 oct....	3½	8 au 14 sept.....	4
1848-49. 28 oct. au 16 nov...	3	15 au 28 sept.....	4½
1849-50. 17 nov. au 20 déc...	2½	29 sept. au 5 oct....	5
1850-51. 21 déc. au 26 déc....	3	6 au 19 oct.	5½

1855-56. 20 oct. au 23 mai... 6-7	1856-57. 8 au 11 oct..... 6
1856. 24 au 30 mai..... 6	12 au 18 oct..... 7
31 mai au 27 juin... 5	19 oct. au 4 nov.... 8
28 juin au 26 sept... 4½	5 au 8 nov..... 9
27 sept. au 10 oct... 5	9 nov. au 23 déc.... 10
11 oct. au 14 nov. . 6-7	1857-58. 24 déc. au 6 janv.... 8
15 nov. au 5 déc.... 7	1858. 7 au 13 janv..... 6
6 au 20 déc..... 6½	14 au 27 janv..... 5
1856-57. 21 déc. au 1 avril... 6	28 janv. au 3 fév... 4
2 avril au 17 juin... 6½	4 au 10 février. 3½
18 juin au 15 juill... 6	11 fév. au 8 déc.... 3
16 juill. au 7 oct.... 5½	9 au 31 décembre... 2½

La période entière embrasse un total de 744 semaines; en résumant le tableau qui précède, l'on trouve :

27 semaines pour le taux de 2 %.	24 ½ semaines pour le taux de 6 %.
147 — — 2½	13 — — 6½
188 — — 3	36 — — 6-7
90 — — 3½	6 — — 7
42 — — 4	8½ — — 8
21 — — 4½	½ — — 9
97 — — 5	6½ — — 10
37 — — 5½	

Et en réunissant les divers taux d'intérêt dans quelques groupes principaux, l'on trouve que

Les taux d'intérêts de 3 % et au-dessous ont duré 362 semaines.	
— 3 à 6 % — 311 ½ —	
— au delà de 6 % — 70 ½ —	

De telle sorte que le taux de 3 p. 100 et au-dessous peut être regardé comme le taux prédominant, pour ainsi dire comme le taux normal auquel la Banque de Londres s'empresse toujours de revenir aussitôt qu'ont cessé les circonstances extraordinaires qui en ont amené l'exhaussement plus ou moins fort.

La plus grande stabilité du taux de l'escompte se rencontre en 1844-45, où le taux de 2 1/2 p. 100 se maintient sans interruption pendant quatorze mois et demi, et en 1850-51 où le taux de 3 p. 100 duré douze mois et six jours; la plus grande variabilité se rencontre en 1857 (neuf changements), en 1847, 1855 et 1856 (huit changements en chaque année). Les plus forts écarts se trouvent dans les deux années de crise : la différence entre le taux d'escompte le plus élevé et le taux le plus bas en 1847 (3 1/2 et 8) ainsi qu'en 1857 (5 1/2 et 10) est de 4 1/2 p. 100; en 1855 et 1856 (3 1/2 et 7) elle n'est que de 3 1/2 p. 100. Si l'on divise

l'époque entière en deux périodes de sept ans, l'on trouve pour 1844-51 dix-huit variations seulement, tandis que leur nombre s'élève à quarante dans les années 1852-58 ; la signification de ce fait ressort d'elle-même.

II. JOINT STOCK-BANKS A LONDRES. — Un des faits les plus remarquables de ces dernières années dans le monde commercial, est certes le rapide accroissement des *joint stock-banks* ou des banques à capitaux réunis. Ce n'est qu'en 1834 que fut fondée la première de ces institutions, la banque de *London and Westminster*. Elle fut suivie en 1836 de la banque *London joint-stock*; trois autres, *Union, London and County, Commercial B.*, furent établies en 1839 ; l'année 1855 en vit également surgir trois : *City B., of London*, et *Unity B.*; enfin, la dernière, la *Western B. of London*, fut établie en 1856. Le capital de ces neuf banques se monte à 3,972,660 l. et leur fonds de réserve, à 757,604 l. st.

Le trait particulier qui distinguait les opérations de ces banques de celles des banques privées et de la Banque d'Angleterre, c'était la pratique qu'elles introduisaient pour la première fois à Londres d'accorder un intérêt aux dépôts et de renoncer en même temps à la provision (que prennent les banques provinciales quand elles allouent un intérêt aux dépôts) pour des opérations effectuées au compte des déposants. Elles font pourtant une distinction entre les virements de jour au jour et les dépôts qui leur sont confiés pour un temps spécifié. Le succès merveilleux qui couronna leurs opérations prouve suffisamment que ces banques ainsi organisées comblaient une grande lacune dans le mouvement d'affaires de Londres. En prenant par exemple la banque *London-and-Westminster*, la première en date, nous trouvons qu'au 30 juin 1835, le montant des dépôts était seulement de 266,884 l., tandis que, par un accroissement continu et rapide, ils avaient atteint, le 31 décembre 1857, c'est-à-dire un moment après la panique, le chiffre formidable de 13,889,021 l. L'accroissement, sans être aussi fort, a été très-considérable aussi pour les autres banques ; au moment critique que nous venons de nommer, leurs dépôts réunis dépassaient les 42 millions. Certes, l'intérêt élevé qu'elles avaient accordé dans les deux années précédentes, était pour beaucoup dans cet accroissement des dépôts. Pourtant, la forte réduction du taux de l'intérêt depuis l'année dernière ne semble pas

avoir trop affecté cette branche de leurs opérations, puisque, d'après les derniers comptes rendus semestriels, les dépôts montaient encore à 39,583,230 l. De 1848 à 1858, le progrès a été comme suit pour les banques qui avaient déjà existé à cette première époque :

DÉPÔTS ET COMPTES COURANTS.			
	1848.	1853.	1858.
London and Westminster....	3,089,659	6,259,540	11,465,815
London Joint Stock.....	2,328,056	5,010,623	9,367,722
Union Bank of London.....	2,644,728	4,878,731	10,146,365
London and County.....	1,354,730	3,417,130	4,264,126
Commercial B. of London...	406,217	1,246,824	902,884
Ensemble.....	9,823,390	20,812,848	36,146,912

La situation de toutes les neuf banques, en 1858, ressort du tableau qui suit :

	Capital réalisé.	Dépôts et compt. courants.	Fonds de réserve.	Rapport du cap. et de la réserve aux dépôts et comptes cour.	Divi- den- des.
London and Westm.	1,000,000	11,465,815	162,334	10.19	18 $\frac{1}{2}$ %
London J. Stock...	600,000	9,367,722	202,367	8.57	32 $\frac{1}{2}$
Union B. of London.	600,000	10,146,365	165,000	7.54	15
London and County.	500,000	4,264,126	105,000	14.19	12
Commerc. B. of L..	300,000	902,884	75,000	41.53	6
City Bank.	300,000	1,749,747	30,000	18.86	5
Bank of London...	300,000	1,300,902	8,160	23.68	5
Unity Bank.	172,660	106,718	"	161.79	"
Western B. of L...	200,000	278,951	2,243	72.50	3
Ensemble.....	3,972,660	39,583,230	757,604	"	"

Pour les dépôts, il y a, sur 1857, une diminution de 1,697,885 l., suite de l'abaissement de l'intérêt ; la réduction pourtant ne concerne que les *London and Westminster* et *London Joint-Stock* banques ; pour les autres, il y a accroissement. Quant aux dividendes, celui de la banque *London and Westminster*, de 14 p. 100. seulement en 1857, a monté à 18 p. 100 en 1858 ; le dividende de la *London J. Stock* banque s'est élevé de 22.50 à 32.50 p. 100 ; les autres banques ont obtenu le même dividende qu'en 1857. Les deux plus anciennes banques donnent les plus larges dividendes. Si la *London and Westminster* banque reste fortement en arrière de la *London Joint Stock-B.*, la cause en est dans la différence du capital réalisé sur lequel, naturellement, le bénéfice doit être réparti : ce capital étant de 1,000,000 pour la première et de

600,000 seulement pour la seconde, on comprend que le dividende doit être beaucoup plus faible pour celle-là. Les banques de création récente n'ont pas eu toutes à se louer de l'exercice 1858; mais dans l'ensemble on ne saurait pas contester que les Joint Stock-Banks ont eu un étonnant succès.

« Pendant longtemps, — remarque à ce propos l'*Economist* de Londres, — il a été de mode de regarder ces institutions avec grande jalousie et de représenter leur pratique d'allouer un intérêt aux dépôts, comme recélant un grand danger pour le monde commercial, parce qu'elles concentrent ainsi d'immenses capitaux qui doivent trouver un emploi. On a dit que la nécessité d'utiliser ces dépôts a été une des causes principales du crédit exagéré accordé avant 1857. Nous croyons que les faits infirment ces deux appréhensions et qu'en y regardant bien, l'on trouvera que loin d'encourager la spéculation fausse et insolite, ces établissements en ont été, au contraire, un des meilleurs antidotes. D'abord, si elles avaient été coupables d'opérations équivoques, cela aurait dû se voir dans leurs bilans, lorsque la crise est venue les surprendre, comme cela s'est trahi pour la Western-bank d'Écosse et pour la Borough-bank de Liverpool. Loin de là, il est aujourd'hui avéré que, dans leur ensemble, les Joint Stock-Banks de Londres ont perdu dans la crise moins que toute autre classe de banques anglaises; leurs pertes n'ont pas dépassé les pertes des années ordinaires. Quant à l'excitation à la spéculation en l'air, il nous semble qu'un placement toujours ouvert au public, est de beaucoup le meilleur moyen pour ne pas le faire courir après les « bulles de savon. » Et certes les expériences de la dernière année sont de nature à nous confirmer dans ces conclusions; jamais on n'a vu l'argent si abondant et si bon marché et résister pourtant à toutes les tentatives faites dans le but d'exciter la spéculation. »

Les *Joint Stock-banks* ont été, dans la dernière session parlementaire, l'objet de deux bills. Le premier (du 23 juillet 1858) tend à faciliter la dissolution volontaire ou forcée de ces établissements et les poursuites, en cas de dissolution, des directeurs fautifs. Le second bill (du 2 août) permet derechef à ces banques de se constituer sous le régime de la responsabilité restreinte (*limited liability*). Néanmoins, si une banque aux capitaux réunis

veut émettre des bank-notes, le principe de la responsabilité limitée ne s'y applique pas : les actionnaires répondent chacun du montant total de l'émission.

III. BANQUES D'IRLANDE. — Il y a six banques d'émission ; en voici les noms et le montant de la somme qu'elles peuvent émettre sans couverture spéciale, mais au delà de laquelle chaque billet émis doit avoir sa contre-valeur dans l'encaisse métallique :

I. *Bank of Irland*, 3,738,428 l. st. ; II. *Provincial-bank*, 927,667 ; III. *National - bank*, 852,269 ; IV. *Ulster-bank*, 311,079 ; V. *Belfast-bank*, 281,611 ; VI. *Northern-bank*, 243,440 ; ensemble, 6,354,494 l. st. Au moment critique, c'est-à-dire à la fin de 1857, se montaient (les banques sont désignées ci-après par les numéros d'ordre que nous venons de leur donner) pour

I.	La circulation à	3,302,500	et l'encaisse à	555,501
II.	—	920,852	—	534,510
III.	—	897,212	—	599,359
IV.	—	368,968	—	223,661
V.	—	337,219	—	320,848
VI.	—	248,972	—	186,745

soit ensemble une circulation de 6,075,723 l. st., inférieure de 278,771 l. st. à l'émission autorisée ; l'encaisse s'élevait en même temps à 2,420,624 l. st., dépassant ainsi, et assez largement, le tiers de l'émission. Du tableau ci-après ressortent les variations que la crise de 1857 et la stagnation d'affaires qui en résultait pour 1858, firent éprouver à ces deux éléments si essentiels dans l'activité des banques :

	JANVIER 1858.		AVRIL 1858.		JUILLET 1858.	
	Circulation.	Encaisse.	Circulation.	Encaisse.	Circulation.	Encaisse.
I.	3,219,225	557,380	3,276,425	726,568	3,129,175	842,296
II.	894,134	500,844	948,421	446,967	834,298	461,144
III.	883,981	526,734	995,610	512,415	1,017,070	513,867
IV.	368,393	171,509	387,010	165,171	315,476	156,376
V.	330,870	244,323	370,952	266,195	314,313	275,866
VI.	241,432	174,116	257,260	189,149	236,771	171,258
Total.	5,938,035	2,174,906	6,234,778	2,306,465	5,847,103	2,420,807

	SEPTEMBRE 1858.		DÉCEMBRE 1858.		MOYENNE DE L'ANNÉE.	
	Circulation.	Encaisse.	Circulation.	Encaisse.	Circulation.	Encaisse.
I.	3,040,850	732,712	3,309,750	772,379	3,195,085	736,267
II.	897,524	440,023	1,032,829	479,136	921,445	465,623
III.	1,035,911	559,220	1,277,713	571,793	1,242,057	536,806
IV.	360,267	167,372	489,216	221,886	384,072	176,863
V.	341,043	298,237	440,590	289,438	360,573	274,812
VI.	249,202	174,994	306,791	166,470	258,291	175,197
Total.	5,924,797	2,422,558	6,856,889	2,501,102	6,361,523	2,365,568

IV. BANQUES D'ÉCOSSE. — Depuis le commencement de ce siècle, 54 banques d'émission ont été fondées en Écosse. Sur ce nombre, une quarantaine environ ont fait banqueroute, ou ont cessé leurs opérations, ou encore les ont transférées à d'autres établissements; elles ont succombé presque toutes à la pression produite par les fortes fluctuations survenues depuis 1825 dans la valeur de l'argent ou à la concurrence et aux pratiques réformées, que de nouveaux établissements introduisaient et répandaient dans toute l'Écosse. Le nombre des banques qui opèrent avec leurs propres notes, s'élève aujourd'hui à quinze, dont neuf fondées seulement depuis 1825; ce sont les : *National B.* (1825), *Aberdeen Town et County B.* (1825), *Union B. of Scotland* (1829), *Central B. of Scotland* (1834), *North of Scotland B.* (1836), *Caledonian B.* (1838), *Eastern B. of Scotland* (1838), *Clydesdale B.* (1838), *Glasgow City B.* (1839); — la *Comercial B. of Scotland* fonctionne depuis 49 ans; — deux autres, *Dundee B.* et *Perth B.*, existent depuis plus de 90 ans; trois banques enfin : la *B. of Scotland* (1695), la *Royal B. of Scotland* (1727) et la *British Linen Company B.* (1746), ont depuis longtemps dépassé un siècle; durant ces quarante dernières années, le nombre de leurs commandites a été porté par la *B. of Scotland* de 18 à 42, par la *Royal B.* de 1 à 66, et par la *British Linen Comp. B.* de 17 à 48. En général, ces établissements tiennent aujourd'hui un encaisse plus fort qu'ils n'en avaient antérieurement l'habitude, et présentent ainsi plus de sécurité contre ces paniques qui, en d'autres pays, ébranlent si fortement le crédit des banques. L'importance et le mouvement de leurs opérations en 1858 ressortiront des chiffres qui suivent. En prenant les moyennes des trois bilans mensuels respectifs, on trouve pour toutes les banques écossaises réunies :

	liv. st.	liv. st.
1 ^{er} trimestre 1858 : circulation,	3,779,836	encaisse, 2,206,286
2 ^e — — —	3,853,330	— 2,278,287
3 ^e — — —	3,813,435	— 2,323,760
4 ^e — — —	4,106,705	— 2,377,068

Pour l'année entière la circulation moyenne a été de 3,868,000 l. st. et dépassait ainsi de 781,091 l. le montant de la somme que les banques écossaises peuvent émettre sans couverture métallique. Pour chaque banque prise isolément, la moyenne de l'année 1858 s'établissait comme suit :

	Circulation.		Circulation.
Bank of Scotland.....	441,573	North of Scotland.....	188,296
Royal Bank.....	406,430	Dundee B. Company....	41,283
British Linen Company..	487,470	Eastern Bank.....	35,080
Commercial Bank.....	486,307	Western Bank.....	73,344
National Bank.....	402,114	Clydesdale B. Company.	260,351
Union Bank.....	536,756	City of Glasgow B.....	234,564
Edinb. and Glasgow B..	132,656	Caledonian Bank.....	66,651
County B. Company....	121,564	Central Bank.....	53,561

V. ROYAUME-UNI. — Voici quelle a été, durant l'année 1858, la circulation totale des banques en Grande-Bretagne à diverses époques :

	19 déc. 1857.	16 janv. 1858.	13 mars 1858.	8 mai 1858.
Banque de Londres...	20,557,266	19,435,856	19,674,569	20,496,079
Banques privées....	3,174,645	3,099,434	3,060,039	3,348,379
—aux capitaux réunis.	2,602,299	2,473,175	2,552,047	2,914,175
Ensemble p. l'Anglet.	26,334,210	25,008,465	25,286,655	26,758,633
Écosse.....	4,305,251	4,020,548	3,577,838	3,712,678
Irlande.....	6,075,723	5,938,034	6,195,500	6,262,727
Total général....	36,715,184	34,967,074	35,059,993	36,734,038
	8 juillet.	28 août.	23 octobre.	15 janv. 1859.
Banque de Londres...	19,780,492	20,548,895	21,004,502	20,444,689
Banques privées....	3,196,890	3,126,401	3,508,957	3,343,026
—aux capitaux réunis.	2,754,735	2,684,072	3,009,595	2,904,770
Ensemble p. l'Anglet.	25,732,117	26,359,368	27,523,054	26,692,485
Écosse.....	3,936,085	3,723,954	4,062,249	4,100,152
Irlande.....	5,847,103	5,664,962	6,690,882	6,729,747
Total général....	35,515,305	35,748,284	38,276,185	37,522,284

BANQUES DIVERSES. — L'assemblée générale de la *Banque d'Égypte* a eu lieu à Londres en mars 1859. Le bénéfice du dernier semestre a été de 14,273 l., soit 11.5 p. 100 par an. On a réparti 7 p. 100 seulement de dividende; le restant sert à accroître le fonds de réserve et à amortir les dépenses d'établissement. — Les directeurs de la *Jonian-Bank* ont donné pour le 2^e semestre un dividende de 5 p. 100 l'année. — La *Agra and united-service Bank* donne 12 p. 100 pour l'année. — Les directeurs de la *Banque ottomane* donnent 4 p. 100 et une bonification de 12 sh. par action, soit ensemble 11 p. 100; ils amortiront 5,000 l. sur les frais d'établissement et augmenteront de 15,000 l. le fonds de réserve. — La *Banque de l'Inde, de l'Australie et de la Chine* a obtenu un béné-

ficé de 24,038 l., quoique les Agences de Bombay et de Calcutta n'aient fonctionné que durant 8 mois, et l'Agence de Shanghai 4 mois seulement. On a distribué un dividende de 5 p. 100 pour l'exercice allant du 23 février au 31 décembre 1858.

ITALIE ET SUISSE.

BANQUE NATIONALE DE PIÉMONT. — En 1857, la Banque a presque totalement abandonné les avances sur fonds publics et autres valeurs et même sur les soies, pour donner plus d'extension à ses opérations d'escompte. Celles-ci portaient en 1857 sur 39,962 effets pour une somme de 320 millions. L'abandon des avances et l'accroissement des escomptes ont changé la base des bénéfices; ceux-ci ont été amoindris pour l'établissement de Turin et se sont accrus pour l'établissement de Gènes. Pour l'exercice 1857, les bénéfices bruts atteignaient le chiffre de 3,554,753 fr. contre une dépense totale de 1,432,674 l., dans laquelle l'achat du numéraire entrainait pour 953,846 l. En 1858, l'achat du numéraire n'a été que de 36.2 millions contre 53.3 millions en 1857, et la dépense respective est tombée à 470,620 l. Par contre, la circulation des billets, après avoir diminué en 1857, dépassait en 1858 le chiffre le plus élevé des exercices précédents. Il paraît que la forte extension donnée depuis l'année dernière aux opérations de l'escompte présente de sérieux inconvénients; à la fin de l'exercice 1858, les effets en souffrance se montaient dans le portefeuille de Gènes à 236,074, dans celui de Turin à 1,557,542, et dans les succursales à 1,192,055 l. Ces sommes ne sont pas encore perdues, mais une perte d'un million environ sur l'ensemble de ces créances est regardée comme inévitable. La Banque entretient aujourd'hui cinq succursales : à Vercelle, à Alexandrie, à Nice, à Cagliari et à Cuneo.

CAISSE D'ESCOMPTE (Cassa de sconto) A TURIN. — Malgré la réserve que lui imposait la crise de 1857-58, la caisse d'escompte a réalisé un bénéfice de 123,350 l. dans le premier semestre 1858 et de 90,923 l. dans le second semestre. Pour ce dernier semestre elle a pu donner un dividende de 8.55 l., soit de 6.8 p. 100 pour l'année. Aussi, la confiance en cette institution va-t-elle en crois-

sant : les comptes courants, de 4,573,328 l. au 30 juin 1858, atteignaient le 31 décembre 1858 la somme de 4,994,323 ; deux mois après ils dépassaient les 7 millions.

BANQUE DE GENÈVE. — Le mouvement de l'escompte a porté en 1858 sur 18,332 effets valant 28,144,863 fr. Les avances contre nantissement en fonds publics sont de 2,637,708 fr. ; la moyenne des dépôts est de 2,103,745 fr. ; des sommes dues en compte courant, 509,597 fr. ; de l'encaisse, 455,960 fr. ; de la circulation des billets, 933,080 fr. Le compte de profits et pertes s'est soldé par un bénéfice de 134,875 fr., qui a permis de distribuer 60 fr. à chacune des 2,000 actions de 1,000 fr., représentant les deux tiers émis du capital social ; le dernier tiers, 1,000 actions, a été émis en septembre dernier. Le fonds de réserve s'élève en total à 68,732 fr.

BANQUE DU COMMERCE, A GENÈVE. — La Banque a escompté pendant l'année 1858 : 10,089 effets, d'une valeur totale de 43,986,303 francs. En moyenne, l'encaisse métallique a été de 1,258,053 fr. ; les comptes courants débiteurs, de 1,609,969 fr. ; les comptes courants créditeurs, de 3,379,898 fr. Le mouvement de caisse se balançait à 262.5 millions aux entrées et aux sorties et n'a été inférieur que de 12 millions au chiffre de 1857 ; l'encaisse moyen a été de 1,268,053. La Banque a dû importer de l'étranger 14 millions en espèces ; il résulte des observations faites dans l'assemblée générale, que sans aucune circonstance particulière et les affaires étant dans leur état normal, la somme de numéraire que la place retire journellement des caisses est supérieure à celle qu'elle verse, de manière que la Banque doit continuer à se pourvoir d'espèces tirées de l'étranger. Les bénéfices ont permis de distribuer un dividende de 30 fr. pour le premier et de 26 fr. pour le second semestre, soit ensemble de 56 fr. par action de 1,000 fr., et de porter 24,800 fr. à la réserve, qui s'élève maintenant à 226,300 fr.

BANQUE NATIONALE DE TOSCANE. — Un décret grand-ducal du 3 juillet 1857 avait institué une commission chargée de présenter dans le délai de trois mois le projet d'une Banque nationale. Les statuts de cette Banque ont paru en janvier 1858. Elle aura deux sièges principaux, l'un à Florence, l'autre à Livourne. D'autres succursales pourront être établies dans les autres villes du grand-duché. Le capital de la Banque est fixé à 8 millions l. tosc. effec-

tives, divisé en 8,000 actions de 1,000 l. Les actionnaires sont constitués en société anonyme. La Banque a dû commencer ses opérations le 2 janvier 1859; sa durée sera de vingt ans, sauf le cas de pertes qui diminueraient d'un tiers le capital effectif, auquel cas elle devra être mise en liquidation. Tous les 5 ans, le gouvernement pourra apporter des modifications aux statuts. Tous les cinq ans aussi, la Banque pourra soumettre au gouvernement une proposition d'augmentation de son capital, à condition: 1^o que les deux exercices précédents aient permis de distribuer aux actionnaires un dividende d'au moins 7 p. 100; 2^o que chaque augmentation ne dépasse pas le tiers du capital de la Banque. Les attributions de la Banque sont à peu près les mêmes que celles des banques d'émission établies en d'autres pays. Émission autorisée jusqu'au triple du capital réalisé. Les billets seront reçus en paiement par le Trésor et par toutes les caisses de l'administration publique dans les villes reliées à Florence par un chemin de fer, et dans toutes celles où la Banque aura une succursale. En garantie des billets qu'il recevra en paiement dans les caisses publiques, l'État exige de la Banque un dépôt de 2 millions dont il servira l'intérêt à raison de 3 p. 100. A Florence, ainsi qu'à Livourne, la Banque sera administrée par trois directeurs, nommés l'un par le gouvernement, l'autre par les actionnaires, et le troisième par la chambre de commerce.

BANQUE DE PARME. — Un décret de la duchesse régente, du 13 décembre 1858, approuve l'institution et les statuts d'une Banque pour les États parmesans, fondée par une société anonyme. Cette Banque, concessionnée pour une durée de vingt ans, aura le privilège exclusif d'émettre des billets de banque, qui seront reçus comme numéraire effectif par les caisses publiques. La valeur totale des billets émis ne devra jamais excéder de plus de 50 p. 100 le montant des actions, dont la moitié devra avoir été versée en numéraire dans les caisses de la Banque.

BANQUE DE ZURICH. — Cet établissement, qui vient de publier son vingt-deuxième compte rendu annuel, a continué à prospérer en 1858. Le mouvement total de ses opérations a dépassé 338 millions fr. Le mouvement des escomptes a néanmoins diminué de 3,401,000 fr. dans le premier semestre et de 1,866,000 fr. dans le second semestre, comparativement à l'année 1857. Le taux

d'escompte oscillait entre 4 et 6 p. 100; moyenne 4.20 p. 100, contre 5.40 p. 100 en 1857. Le bénéfice brut a été de 591,541 fr.; bénéfice net, 330,702 fr. Sur cette somme furent pris 300,000 fr. pour l'intérêt statutaire 5 p. 100 des 6,000 actions; le fonds de réserve (porté à 317,000 fr.) recevait 20,000 fr. et le reste fut reporté sur l'exercice 1859. En 1857, le dividende avait été de 6 p. 100; la diminution s'explique par la stagnation d'affaires et par l'augmentation du nombre des actions, porté de 4,000 à 6,000.

BANQUE GÉNÉRALE SUISSE DE CRÉDIT INTERNATIONAL, MOBILIER ET FONCIER, A GENÈVE. — Autorisée par arrêtés des 7 juin 1853 et 15 avril 1856, au capital de 60 millions de francs. Les exercices commencent le 1^{er} juillet. La dernière assemblée générale a eu lieu le 30 août 1858. L'exercice 1857-1858 n'a pas réalisé les espérances conçues lors de la précédente assemblée générale; il n'a pas pourtant été trop fortement affecté par la crise générale. Le dernier versement, demandé par la Banque en février 1858, a été effectué à peu d'exceptions près; il est vrai que la Banque, profitant du taux très-bas de ses actions, en a racheté une certaine partie: au 30 juin 1858, elle en possédait 26,387 dont le prix de revient était de 12,092,558 francs. Le capital réel de la Banque s'élevait à la même époque à 27 millions environ. Au milieu de la crise générale elle n'a pu s'engager dans de nouvelles affaires et s'est bornée à continuer les affaires courantes. Elle a consacré environ 4 millions à l'escompte et à des avances sur la place de Genève. Elle a fait en outre, soit à Genève, soit à Paris (succursale), des avances sur diverses garanties ou nantissements en faveur d'entreprises patronnées par la Banque. Le chemin de fer de Flessingue à Vauloo a été abandonné parce que le gouvernement hollandais refusait la garantie d'intérêt. Les travaux du chemin de fer Ferdinand (Florence à Reggio) ont suivi leur cours régulier; l'entreprise du chemin de fer de Rome à la frontière napolitaine fit espérer une compensation équitable, que la Banque trouvera dans la réalisation du capital de cette entreprise, pour les services rendus à la Compagnie. Sur le canal de Bossuyt à Courtray, les travaux étaient en pleine activité: le changement d'administration à l'Union de gaz permettait de mieux augurer de l'avenir de cette entreprise. Ces espérances données à l'assemblée générale ne

semblent pas devoir se réaliser en entier. La Banque était en outre intéressée dans quelques entreprises industrielles, telles que la distillerie de Saint-Triphon, la manufacture de glaces de Genève, et dans une manufacture de colle; elle avait encore commencé en 1858 ses opérations de banque foncière, soit par des avances hypothécaires, soit par des acquisitions immobilières.

BANQUE CANTONALE DU VALAIS. — La plupart des cantons de la Suisse ont créé, pendant ces dernières années, des établissements de crédit spécialement destinés à l'escompte des effets de commerce et aux avances sur fonds publics ou sur hypothèques. Le capital de ces banques n'est pas, en général, très-considérable, car elles ont seulement à satisfaire aux nécessités commerciales d'un canton; il est souscrit par l'État et par les particuliers. Ces Sociétés jouissent en outre du privilège d'émettre des billets de banque; elles ont, on le voit, des avantages nombreux qui consolident leur crédit et assurent leur prospérité. La Banque du Valais, qui vient de publier son premier compte rendu, est formée dans ces conditions. Son capital, de 1,500,000 fr., est représenté par 6,000 actions, dont 1,200 ont été souscrites par l'État. Le Valais ne possède encore ni commerce important, ni industrie active; les affaires de la Banque sont donc forcément restreintes. Depuis l'ouverture de la Banque jusqu'au 31 décembre 1858, elle a reçu à l'escompte 1,452 effets d'une valeur totale de 1,831,753 francs; il en est rentré 867 valant 1,236,149 fr.; il reste donc en portefeuille 585 effets représentant 595,604 fr. Les dépôts sont au nombre de 473 pour 861,617 fr.; la Banque a reçu à l'encaissement 1,380 effets valant 356,265 fr.; elle est créancière de 218,454 fr. en comptes courants. La caisse d'épargne n'a pas d'importance: 95 personnes ont un avoir de 6,605 fr. Les prêts hypothécaires se montent à 328,341 fr. La circulation des billets de banque atteint 275,000 fr. Pour ne pas laisser chômer les fonds en caisse, la Banque a acheté diverses obligations de chemins de fer; elle a réalisé ainsi, pour intérêts et bénéfices, 9,192 francs, et il reste en portefeuille au bout de l'exercice, 105,261 fr. Enfin l'encaisse se monte à 234,626 fr. Les bénéfices, déduction faite des frais généraux et charges sociales, ont permis de distribuer aux actionnaires pour les 11 mois de l'exercice 1858 un dividende de 5 p. 100 et de porter 4,000 fr. au fonds de réserve.

CAISSE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, DE TURIN. — Dans son assemblée générale du 28 fév. 1856, la banque d'escompte et d'avances, autorisée par décret royal du 23 janv. 1853 et fonctionnant depuis lors dans les limites des opérations de banque ordinaires, avait résolu de se transformer en une société de *Crédit mobilier*, à l'instar de la société parisienne de ce nom. A cet effet, le capital de la société fut porté de 16 millions à 40 millions lres. Les actionnaires qui, sur l'ancien capital, avaient versé 8 millions prenaient encore 8 millions du capital nouveau. La société résolut alors de faire des reports sur ses propres titres, et dans le second trimestre, elle en traita ainsi 33,841. Elle acheta aussi 4,860 actions du chemin de Stradella, à 525, prêta un million à la ville d'Alexandrie, se chargea du placement des actions du chemin d'Acqui, prêta 300,000 l. à la Société de navigation Rubattino et comp., établit l'Institut scolaire d'industrie et de commerce, et négocia les soies de la Romagne.

En 1857, se continua l'opération des soies de la Romagne, qui demanda un capital de plus de 10 millions; on fit le prêt à la Compagnie transatlantique, un nouveau prêt de 425,000 l. à la Société Rubattino et comp., l'ouverture d'un compte pour achat d'actions de la société; on acheta aussi 13,923 titres à 300 fr. en moyenne; les reports augmentèrent encore: de 16,570 à 28,477 actions. A la fin de l'exercice, la caisse possédait 10,000 de ses actions évaluées 250; 3,724 Coni à 570, et 7,484 actions de Stradella à 510, de Biella à 410, et d'Acqui à 500.

Toutes ces opérations n'ont pas été des plus heureuses. Dans les assemblées générales des 20 et 27 juillet 1858, le conseil d'administration fit part aux actionnaires que l'entreprise a eu durant l'année passée à subir une perte de 2 millions dans l'affaire des soies et de 1.2 millions par des faillites. Toutefois l'administration a voulu distribuer les intérêts semestriels, mais le ministre des finances s'y est opposé, parce que les bénéfices n'étaient pas suffisants et que l'intérêt serait pris sur le capital. Pour couvrir toutes ces pertes il a été convenu, qu'à la fin de chaque année, on distribuerait aux actionnaires l'intérêt statutaire, plus le cinquième des bénéfices excédants, les autres quatre cinquièmes devant servir à reconstituer le capital. Il a, du reste, été universellement reconnu que le capital de la Compagnie a été par des versements

successifs porté à un chiffre exagéré, ce qui a ensuite entraîné la direction à se mêler des spéculations les plus hasardeuses, et de courir les plus grands risques.

En 1858 commencèrent les changements de conseil d'administration. Le premier prêta 700,000 fr. à la Société pour les eaux potables, 700,000 fr. à la société des Moulins de Collegno, et prit part à l'emprunt contracté par l'État. Le second ne fit pas d'opérations importantes, et le troisième ne dirigea les affaires que pendant le dernier trimestre. La caisse avait alors des échéances en novembre et décembre pour 14,400,000 fr., contre un disponible de 2,500,000 ; pour janvier, 12,700,000 fr. d'échéances contre 5 millions. On appela le dernier versement, mais il ne suffit pas ; il fallut vendre les valeurs en portefeuille, et il fut ainsi cédé 36,220 actions de la société, au prix moyen de 193.55 ; 4,292 Stradella à 385.70 et 2,951 Caisse générale à 229.43. Il y avait à cette époque dans le portefeuille de la compagnie 72,000 actions, tant à elle en propre, qu'en dépôts, reports et avances.

Quant aux pertes, le rapport présenté à l'assemblée générale du 12 janvier 1859, déclarait que celle qui est réalisée sur l'opération des soies et sur les faillites, monte à 6,094,080, et que celle qui résulte de la baisse des valeurs en portefeuille pourra monter à 12,900,000 fr., soit en tout 19 millions. Une nouvelle assemblée générale a eu lieu le 26 mars 1859. Le rapport de l'administration a été moins édifiant encore. Voici en effet le relevé des pertes éprouvées par la Société. La perte des effets en souffrance est évaluée à 649,279 ; celle des faillites à 1,046,624. La caisse succursale de Gènes présente à l'époque de sa liquidation une perte présumptive de 950,000 sur 1,250,000 fr. Le compte des soies révèle une perte de 4,484,794 fr., et celui de la graine des vers à soie, de 384,429 fr. La perte sur les titres de propriété se monte à 7,031,875 fr., en observant que les actions de la Société elle-même ne sont évaluées qu'à 100 fr. Dans les reports, il y a une perte de 2,238,912 fr. La perte pour le portefeuille est présumée être de 9,112,262 fr. Total des pertes : 27,439,390 francs, réalisées dans l'espace de deux ans sur un capital social de 40 millions ! Ce dernier se trouve ainsi réduit à 12,560,610 fr.

CRÉDIT SUISSE A ZURICH.—Assemblée générale du 28 mars 1859. Le compte des valeurs (3,978,571 fr.) laissait une perte de 83,252 fr. ;

celui des marchandises diverses une perte de 72,204 et la filature des soies, en Piémont, laissait également un déficit de 80,000 fr.; mais la plus mauvaise affaire de la Compagnie est la fabrique de parqueterie à Paris, qui laisse une perte sûre de 324,447 fr., à côté d'une perte presque sûre de 400,000 fr.; on espère néanmoins pouvoir encore sauver l'entreprise et on la fait figurer à l'actif. Heureusement, l'escompte (plus de 117 millions) a donné un bénéfice de 281,684 fr., soit environ 80,000 fr. de plus que dans les 18 mois précédents; les comptes courants et les avances ont également été assez productifs. Grâce à ces bénéfices et en maintenant à l'actif certains articles plus que douteux, on a pu reconnaître aux actionnaires un dividende de 3.80 p. 100.

Le nombre des banques suisses s'est augmenté en 1858 de la Banque de Lucerne; il y en a maintenant 16, sans compter la Banque générale suisse à Genève. Le capital est de 40 millions 1/2 de francs et l'émission de papier de 20 millions. Les plus fortes émissions de papier sont celles des banques de Zürich (3 millions 1/2), de Saint-Gall (2 1/2 millions), de Neuchâtel (2 millions), de Genève (1 million 1/2), de la banque de commerce de Genève (2 millions). La circulation du papier émis a été, en 1857, d'environ 13 millions, plus de 5 fr. par tête de population. Les dividendes payés varient de 5 à 8 1/2 p. 100.

PRUSSE.

BANQUE DE PRUSSE. — Assemblée générale du 23 mars 1859. Les opérations de la Banque se sont assez sensiblement ressenties de la stagnation d'affaires de l'année 1858. Le mouvement des caisses, non compris la circulation des notes et la prolongation des avances, a été de 1,410. 7 millions de thalers, soit de 267 millions au-dessous du chiffre de 1857. Les escomptes et la négociation des lettres de change continuaient à occuper la première place dans l'activité de cet établissement; il a reçu en 1858 :

Sur Berlin.....	180,045	effets pour	172,948,316 th.
Autres places prussiennes...	310,932	—	202,118,842
Places étrangères.....	4,165	—	4,059,278
A l'encaissement.....	19,091	—	2,270,780
Ensemble.....	514,233	effets pour	381,397,216

Soit une diminution de 12,758 effets et de 48.2 millions de thalers, comparativement à 1857. Le taux d'escompte a été réduit dès le commencement de l'année à 5.5 p. 100, bientôt à 5 p. 100 et en février à 4 p. 100, où il est resté jusqu'au commencement d'octobre; les fortes exportations de numéraire, pour la Banque de Vienne surtout, le firent alors monter à 5 p. 100; au commencement de décembre il fut ramené à 4 p. 100. L'échéance moyenne des effets escomptés était de 20 à 80 jours; le bénéfice de cette branche d'opération s'élevait à 2,534,838 th., soit environ 750,000 th. de moins qu'en 1857. Les avances (10,181) ont été de 65,279,000 th., soit 6 millions de moins qu'en 1857, et ont rapporté 649,912 th. La circulation moyenne était de 67.7 millions environ, supérieure de 7.6 millions à la moyenne de 1857; mais l'encaisse, de 34.5 millions en janvier 1858, s'est élevé à 45.5 millions à la fin de l'année. Les achats et ventes de fonds publics pour le compte des autorités et des établissements publics ont été de 1.6 millions, laissant une provision de 4,024 th.; les fonds publics appartenant à la Banque représentaient à la fin de l'année une somme de 1,463,900 th. Le bénéfice brut de l'exercice s'élevait à 3,343,114 th.; les frais d'administration, les intérêts des dépôts, la fabrication des bank-notes et les pertes sur créances diverses, prenaient 1,040,204 th., ce qui réduisait le bénéfice net à 2,302,910 th. Sur cette somme doivent être prélevés avant tout 4.5 p. 100 pour le versement des actionnaires et 3 1/2 p. 100 pour le versement de l'État, ensemble 739,225 th.; ensuite 621,910 th. pour intérêts et amortissement d'obligations de l'État; donc, bénéfice disponible, 941,775 th., que venait augmenter la somme de 86,790 th. réservée sur l'exercice 1857, mais non utilisée. Sur ce total disponible de 1,028,565 th., le fonds de réserve a reçu le sixième statutaire, soit, 171,428 th.; le reste (857,137 th.) a été réparti en parties égales entre l'État et les actionnaires. Ces derniers ont ainsi reçu un dividende de 7.4 p. 100 contre 8.5 p. 100 en 1857; la part de l'État, y compris l'intérêt et l'amortissement des obligations de 1856, a été de 1,114,704 th., soit la moitié environ du total des bénéfices restés après défalcation des frais d'administration.

SOCIÉTÉ D'ESCOMPTE DE BERLIN. — Fondée en juin 1850, la *Disconto-Gesellschaft* était basée sur la réciprocité et ne devait

faire des opérations de crédit qu'avec ses membres; depuis le 1^{er} mars 1856 elle s'est transformée en une entreprise de banque générale, dont l'ancienne institution forme la « branche spéciale » (*Spezial-Geschaef*). Il y a aujourd'hui la branche spéciale opérant avec les versements des participants, et le capital commanditaire fourni par des actionnaires pour les opérations générales. La Société, avant cette réorganisation, qui entra en vigueur le 1^{er} avril 1856, jouissait d'une belle prospérité: elle a donné à ses participants un dividende de 6 p. 100 en 1854, de 6.5 p. 100 en 1855 et de 2.30 p. 100 pour le premier trimestre 1856. La *branche spéciale* s'est depuis lors développée d'une façon plus rapide encore. Du 31 mars 1856 au 31 mars 1858, le nombre des participants a monté de 1,675 à 2,250, le montant de leurs parts de 7,143,000 à 15,752,000, les crédits accordés statutairement de 3,211,978 th. à 6,886,373. Les autres entreprises de la Compagnie réorganisée donnaient également de beaux résultats durant le premier exercice (1^{er} avril au 31 décembre 1856): les participants touchaient 8 1/3 p. 100, et les actionnaires 9 1/3 p. 100. Les résultats de l'exercice 1857 ont déjà été moins favorables. Les relations étroites de la Compagnie avec Hambourg l'exposaient naturellement au contre-coup de la crise violente, qui ébranlait cette place à la fin de 1857; d'autre part, l'exercice 1857 ne présentait plus de ces grandes entreprises à créer ou à « féconder », qui, en 1856, avaient donné de beaux bénéfices. Au bout de l'exercice on dut réserver 425,000 th. pour pertes réalisées ou prévues. Le mouvement total des opérations a dépassé 280 millions; les participants et les actionnaires ont touché un dividende de 5 p. 100.

UNION DE BANQUE DE SILÉSIE. — Fondée le 17 juillet 1856, à Breslau; capital, 6,000,000 th. Espèce de crédit mobilier avec des proportions plus modestes que ses concurrents allemands. Les opérations des cinq derniers mois de 1856 ont donné un bénéfice de 30,640 th., permettant la distribution d'un dividende de 6 1/2 p. 100. Grâce à la prudente réserve de l'administration, ce succès s'est maintenu en 1857. Les actions avec lesquelles la Banque s'était intéressée dans le chemin de fer de la Carinthie et de Gosel-Oderberg ont été rétrocédées avec avantage. Le mouvement des comptes courants dépassait 19.2 millions; les escomptes

étaient de 8 millions; les prêts hypothécaires se montaient en moyenne à 200,000 th., les avances à 300,000 th. Les frais d'administration n'ont été que de 14,366 th. et l'on put répartir entre les actionnaires une somme de 75,000 th., ce qui leur constituait un dividende de 5.20 p. 100. Il paraît que la crise de la fin 1857 et la stagnation commerciale qui l'a suivie en 1858, n'ont pas trop affecté la situation de la Banque; les résultats constatés dans l'assemblée générale du 29 mars 1859 ne sont pas trop défavorables. Les avances ainsi que les escomptes ont dû être restreints, mais le mouvement des comptes courants s'est fortement développé; le bénéfice net de cette branche a été de 90,330 th.; les escomptes ont laissé un bénéfice de 39,811 th.; le chapitre des effets a donné 27,906 th.; la Banque a, en outre, encaissé dans le 1^{er} semestre, un bénéfice extraordinaire de 8,000 th. pour sa part dans l'achat d'une terre, revendue bientôt après. Le bénéfice brut de l'exercice 1858 s'est élevé à 202,191 th., les frais de toute nature sont descendus de 28,866 (en 1857) à 27,078 th. En outre de sa part statutaire (6,325 th.) dans les bénéfices, le fonds de réserve a reçu une dotation spéciale de 28,000 th., et on a pu donner encore aux actionnaires un dividende de 5 1/2 p. 100.

UNION DES CAISSES A BERLIN. — Assemblée générale du 23 février 1859. La branche principale, l'escompte, a dû naturellement se ressentir de la stagnation générale d'affaires de l'année 1858. Les escomptes n'ont été que de 7,603,889 th. contre 10,227,617 th. en 1857; les avances par contre se sont élevées de 4,480,370 à 5,144,320; les encaissements de 204 à 273.4 millions. Le mouvement total des comptes courants a été de 420 millions; les virements sont tombés de 497.5 à 421.3 millions, le mouvement de caisse de 529.7 à 451.7 millions, la circulation moyenne de 872,540 à 748,630 th. Bénéfice net : 94,263 th. Une somme de 68,333 th. a été répartie aux actionnaires. Ça fait un dividende de 6 5/6 p. 100 pour 1858, contre 8 p. 100 en 1857; — 7 1/4 p. 100 en 1856; — 6 p. 100 en 1855; — 5 6/10 p. 100 en 1854; — 5.21 p. 100 en 1853; — 5.20 p. 100 en 1852.

SOCIÉTÉ DE COMMERCE DE BERLIN. — Fondée le 2 juillet 1856, la *Berliner Handelsgesellschaft*, malgré son nom, est plutôt un crédit mobilier qu'une association commerciale. Capital, 15 millions de thalers, pouvant être doublé et triplé. La Société a commencé ses

opérations dès le second semestre 1856 ; au 31 décembre 1856 les chapitres principaux de son bilan étaient : encaisse, 78,259 ; portefeuille, 630,734 ; avances, 237,849 ; valeurs, 812,852 ; capital-actions, 1,536,180 th. Dans le courant de l'exercice 1857, la Banque a encaissé notamment : intérêts et agio, 49,481 th. ; pour avances et affaires de report, 21,323 ; provisions, 13,219 ; autres bénéfices, 98,848 th. Total du bénéfice net, 105,424, ce qui permet de donner aux actionnaires un dividende de 5.16 p. 100.... Sur les mêmes bases et pour les mêmes opérations avait été fondée à *Koenigsberg*, en juillet 1856, une *Société de commerce prussienne* au capital de 10 millions de th. ; l'assemblée générale du 9 octobre 1858 a prononcé la dissolution de la Compagnie. On assurait que la liquidation rendra aux actionnaires 86 p. 100 de leur versement.

ASSOCIATION DE CRÉDIT COMMERCIAL A BERLIN. — Fondée le 14 juin 1856, avec le but avoué de transplanter sur le sol allemand l'entreprise tentée par M. Bonnard en France ; capital, 5 millions de th., sur lesquels 250,000 th. étaient réalisés à la fin de 1856. La Compagnie a commencé ses opérations le 19 août 1856, et ce premier exercice, de 4 1/2 mois à peine, était des plus brillants : après prélèvement des tantièmes, de la part du fonds de réserve, etc., on put donner aux actionnaires un dividende de 14 1/2 p. 100. L'exercice 1857 ne réalisait pas les espérances qu'avait données son prédécesseur : les bons de crédit apportés à la Société n'étaient en 12 mois que de 183,199 th. contre 544,784 th. dans les 4 1/2 mois de 1856 ; la Compagnie par contre a donné une certaine extension aux opérations d'escompte (174,716 th.) qu'elle fit en partie avec les bons de crédit. L'exercice 1858 semble avoir achevé la ruine qu'avait commencée l'exercice 1857. La Compagnie s'est éloignée de plus en plus de son premier but : les opérations en bons de crédit n'ont été en 1858 que de 49,000 th. ; les prêts sur effets publics sont également tombés, dans le bilan du 31 décembre 1858, à 44,256 th., et encore les effets engagés sont-ils pour la plupart des actions propres de la Compagnie. Par contre, les acquisitions foncières figurent dans ce même bilan pour 100,783 th., en regard d'un encaisse de 686 th. 13 sgr. et 6 pf.!! La direction, dans l'assemblée générale du 9 février 1859, proposait néanmoins de payer aux actionnaires l'inté-

rét statutaire 5 p. 100, mais elle leur demandait à cet effet un nouveau versement de 10 p. 100. La singulière proposition, après une discussion des plus orageuses et des plus longues, fut rejetée et l'assemblée dissoute sans avoir rien arrêté : « Les actionnaires s'en allant heureux et glorieux d'avoir échappé au dividende de 5 p. 100 que l'administration voulait leur octroyer au prix de 10 p. 100.... » Une entreprise analogue, sous le titre de Compagnie commerciale, a été fondée le 23 juillet 1856 à *Magdebourg*, au capital de 5 millions thalers ; la Compagnie s'était empressée d'établir 24 commandites dans les places les plus importantes de la Prusse et de l'étranger ; mais dès 1857 elle a abandonné presque entièrement les opérations à la Bonnard ; elle a immobilisé la majeure partie de ses moyens dans une fabrique de papier à mécanique, et dans quelques concessions minières en Hesse, en Saxe et en Bohême ; les actionnaires, pour l'exercice 1857, ont touché un dividende de 5 p. 100.

RUSSIE.

On n'est pas beaucoup mieux renseigné sur les banques de la Russie que sur ses finances publiques (V. p. 237) ; en règle générale, leurs opérations ne sont pas rendues publiques et le peu de données qui pénètrent de temps en temps dans le public sont très-incomplètes. Voici quelques renseignements sommaires, que nous avons lieu de croire suffisamment exacts, sur la situation des principaux établissements de crédit :

1. *Commission de l'amortissement* : dette terminable extérieure, 49,470,000 roubles ; intérieure, 150,074,672 rbl. ; non remboursable (extérieure et intérieure), 312,220,643 rbl. ; idem de l'emprunt pour l'achèvement du chemin de fer Nicolaï, 4,840,000 rbl., ensemble, 524,987,810 r. argent. Le capital de rachat s'élevait à 52,799,955 roubles, le capital particulièrement réservé, à 4,285,714 rbl.

2. *Banque de prêts* : capital, 14,808,389 r. a., dont un capital réservé de 9,058,680 r. a. Dépôts de l'année 1857 : 178,135,241 r. a. ; prêts effectués : 370,363,689 r. a., pour lesquels sont hypothéquées des terres avec 634,647 âmes, 1,000

maisons et 84 fabriques et manufactures. Bénéfice en 1856 : 4,654,195 r. a.

3. *Banque de commerce* : capital propre de la Banque : 8,571,428 r. a. ; capital de réserve : 1,113,515 r. a. Dépôts en 1857 : 241,118,592 r. a. ; bénéfice en 1856 : 526,163 r. a. ¹.

4. *Expédition de billets de crédit* : au 1^{er} janvier, 1857 il y en avait en circulation 689,279,844 r. ; le fonds de remboursement possédait 122,838,117 r. a. en monnaies et lingots, 23,714,218 r. a. en effets publics, soit ensemble 146,552,335 r. a. Avant la guerre d'Orient, c'est-à-dire au 1^{er} janvier 1854, la circulation fiduciaire de l'empire ne s'élevait qu'à 333.5 millions r. Le bénéfice réalisé par toutes les institutions de crédit en 1857 aurait été de 5,206,000 r.

Quant aux dettes provenant des dépôts confiés aux institutions de crédit et garantis par la fortune de l'État (les banques étant en Russie des institutions du gouvernement), le total de ces dépôts s'élevait au 1^{er} janvier 1858 à 1,012,871,192 r. Cette dette était garantie par des prêts sur propriétés habitées, immeubles et marchandises, pour un total de 1,037,085,960 r., et en outre par une somme d'environ 77 millions représentant les capitaux appartenant en propre aux différentes institutions de crédit, et se trouvant, au commencement de 1858, soit en disponibilité, soit en placements immédiatement réalisables. Voici quelle était la répartition de ces prêts entre les différentes banques : la banque d'emprunt avait prêté au commencement de 1852, 374.5 millions r. hypothéqués sur des propriétés habitées par 631,775 paysans, sur 1,009 maisons et 78 fabriques et manufactures. Les Lombards avaient prêté à la même époque 512,640,817 r. hypothéqués sur 300 maisons en pierre et des propriétés habitées par 5,520,846 individus. La banque de commerce avait prêté vers la fin de 1857 au delà de 25 millions r. sur marchandises, lettres de

¹ Cette banque n'avait consacré jusqu'à présent, malgré son nom, qu'une faible partie de son capital à l'escompte des effets commerciaux. Un comité, dont les membres ont été choisis parmi les premiers négociants de la capitale, a été organisé au commencement de 1859 dans le but d'améliorer les conditions d'action de cet établissement de crédit. En même temps une Société de capitalistes et de financiers russes, assurée de l'adhésion de plusieurs comptoirs anglais établis à Saint-Petersbourg, sollicite l'autorisation de créer dans cette ville une banque où l'on escompterait les valeurs du commerce, y compris les certificats de marchandises emmagasinées à la douane.

change, etc. Enfin les banques faisant partie de la direction des établissements de charité publique possédaient à cette époque des créances pour 124.5 millions. Ces quatre chiffres donnent le total de 4,037 millions ci-dessus indiqué. Dans l'emploi de ce chiffre il faut mentionner encore une somme d'environ 151.5 millions empruntée par l'État, somme classée parmi les dettes intérieures. Ce dernier chiffre est le résultat d'une accumulation de petits emprunts qui se sont succédé pendant plusieurs années. En considérant l'ensemble de la position, on trouve une dette de 4,042.8 millions r. a. immédiatement exigible, garantie par des créances recouvrables seulement à des termes plus ou moins longs.

Aussi commence-t-on à s'inquiéter de cette position, et bien que les capitaux ne trouvent pas à se placer ailleurs, puisque les banques elles-mêmes possédaient au commencement de 1858 la somme de 77 millions disponible, les dépôts commencent à décroître. Dans le courant de l'année 1857 on a retiré des institutions de banque en Russie la somme de 299,950,125 r. a., tandis que l'on n'y a déposé que 288,650,735; les retraits ont ainsi dépassé les dépôts de 11,300,000 r. a.¹.

¹ Au moment même où ceci s'imprime, on annonce une grande mesure que le gouvernement russe vient de prendre pour remédier aux inconvénients de cette situation; il s'agit d'une espèce d'emprunt destiné au retrait du papier-monnaie. Voici quels seraient la nature et l'emploi de cet emprunt intérieur : l'emprunt sera ouvert par souscription publique; son chiffre sera illimité, puisqu'il a pour but la consolidation des dépôts flottants qui se trouvent dans les banques impériales et qui se montent à environ neuf cents millions de roubles. Les versements des souscripteurs pourront être faits soit en billets de crédit, soit directement en billets de banque. Les souscripteurs recevront une quittance préalable, qui, le terme de la souscription échu, sera échangée contre des obligations définitives, qui porteront le titre de *Billets à intérêt continu* (непрерывно-догодны-билеты). La quittance préalable portera intérêt de 4 kopeck par jour pour tout le temps de sa durée, soit 3.65 pour 100; l'obligation ou billet à intérêt continu portera un intérêt de 4 pour 100. Les nouveaux billets seront, soit au porteur, soit nominatifs, au gré de la personne qui les reçoit; le paiement des intérêts se fera deux fois par an; les billets n'auront pas de coupons, mais un timbre-griffe y sera apposé à chaque paiement d'intérêts. On pourra souscrire dans toutes les villes de l'empire, dans les bureaux des banques de commerce et d'emprunt et de leurs succursales, dans les bureaux de *lombards*, de commission de tutelle, des caisses de district, etc., etc. En un mot, toutes les facilités seront offertes aux personnes qui désireraient concourir à la consolidation de leurs dépôts; enfin, la durée de la souscription sera de six mois, à partir de la date de l'ukase,

Voici quelques renseignements curieux sur les BANQUES URBAINES en Russie, publiés par la *Gazette de Commerce* de Saint-Pétersbourg : Outre les établissements impériaux de crédit, il existe dans quelques villes des banques urbaines. La première a été ouverte en 1788 à Vologda ; en 1809 a été fondée celle de Slobodskoi, gouvernement de Viatka (Banque Anfilatoff) ; en 1818 a été établie la Banque d'Otschakov, gouvernement de Tver (Banque Savine), etc. Les opérations de ces banques consistent : à recevoir des dépôts d'argent portant intérêt si le capital ne reste pas moins d'une année à la Banque ; à faire des prêts à un intérêt déterminé ; à faire l'escompte de lettres de change ; à faire des avances hypothéquées sur des maisons construites en pierre et en bois, et sur des terrains appartenant aux habitants des villes ; à prêter sur dépôt de valeurs en or ou en argent, de perles et autres objets non susceptibles de se détériorer, de marchandises et de billets des établissements impériaux de crédit. On compte aujourd'hui 17 banques urbaines ; elles se trouvent dans 16 villes, dont 6 chefs-lieux de gouvernement et 10 chefs-lieux de district, et toutes ont été utiles. La Banque Savine, à Otschakov, en est la meilleure preuve. Fondée en 1819 avec un capital de 8,103 r., elle se développa si rapidement qu'en 15 années son capital s'éleva à 45,719 r. et atteignit, en 1852, la somme de 136,278 r. Dans 33 ans le capital s'est ainsi multiplié 17 fois. Il n'est donc pas étonnant que dans ces dernières années le ministre de l'intérieur ait reçu des pétitions demandant l'autorisation de fonder de ces banques dans 33 villes.

AUTRES PAYS.

BANQUE NATIONALE A COPENHAGUE. — L'exercice commence le 1^{er} août et finit le 31 juillet. La dernière assemblée générale ordinaire a eu lieu le 7 octobre 1858. Le bénéfice de l'exercice a été de 1,065,748 rd., dont : intérêt des obligations royales 3 p. 100, 142,529 ; intérêts des avances directes et indirectes, 612,250 ; escomptes, 507,776 ; intérêts des actifs extraordinaires de la Banque, 26,006 rd., etc. La crise générale de 1857-8, très-intense

soit le 13/25 mars, durée que le ministre des finances toutefois est autorisé à prolonger, dans le cas où il le jugerait utile.

dans le Nord scandinave, ne pouvait manquer de se faire sentir à la Banque nationale de Copenhague. Les effets protestés s'élevaient, entre le 1^{er} décembre 1857 et le 21 mai 1858, à 5,728,980 rd., sur lesquels une somme de 1,833,864 rd. avait été réalisée jusqu'à cette dernière date; des arrangements pour un paiement en termes échelonnés avaient été faits pour une autre somme de 1,360,610 th. Le dividende de l'exercice, que la direction avait proposé de porter à 6 1/2 p. 100, a été établi par le conseil d'administration à 5 p. 100. Les chapitres principaux du bilan à la clôture de l'exercice étaient, à l'*actif*: obligations royales 3 p. 100, 4,662,000; obligations pour prêts, 12,044,325; portefeuille, 4,915,481; comptoir à Aarhus, 4,328,516; succursale à Flensbourg, 1,789,727; lingots, 2,107,115; encaisse en argent, 8,420,101; monnaie d'argent déposée à la Banque de Hambourg, 1,145,000 rd.; — au *passif*: notes et bills, 24,000,000; obligations contre bons schleswig-holsteinois, 2,135,820; emprunt 8 p. 100 du ministère des finances, 1,500,000; créances de la Banque de Hambourg, 1,054,603; capital-actions, 13,461,718 rd.

BANQUE NATIONALE DE GRÈCE. — Capital social, 6 millions drachmes, divisé en 6,000 actions libérées. Elle émet des banknotes en coupures de 100, 25 et 10 dr. D'après l'art. 31 des statuts, l'encaisse métallique ne doit jamais être au-dessous du tiers du passif de la Banque en billets et comptes courants exigibles à vue. Le reste du passif sera représenté dans la caisse par des effets de commerce ou obligations, dont l'échéance ne doit pas excéder trois mois. Les sommes reçues en comptes courants et pour tout autre dépôt de fonds, ne doivent pas dépasser le montant du capital social. Les opérations de la Banque consistent: 1^o en prêts sur hypothèques d'immeubles, remboursables par voie d'amortissement semestriel; 2^o en prêts sur dépôts de matières d'or et d'argent; 3^o en avances en comptes courants, soit sur hypothèques d'immeubles, soit sur dépôts d'effets de commerce; 4^o en escomptes des lettres de change et effets de commerce. Elle admet enfin en compte courant des dépôts avec ou sans intérêt. L'intérêt des prêts remboursables par voie d'amortissement et des prêts sur gages est de 10 p. 100 par an, Les avances en comptes courants rapportent 9 p. 100 d'intérêt. Le taux de l'escompte a été fixé par les statuts au maximum de 8 p. 100. Les intérêts que

la Banque paye sur les dépôts ainsi que sur les sommes versées dans la caisse d'épargne, ne dépassent pas 5 p. 100.

Les dividendes que la Banque a donnés depuis son établissement ont varié de 7 1/2 à 11 1/2 p. 100 par an.

Le bilan général, au 31 décembre 1857, offre les résultats suivants :

<i>Actif.</i>		<i>Passif.</i>	
	drachmes.		drachmes.
Encaisse.....	5,125,708	Capital.....	6,000,000
Portefeuille.....	4,120,177	Billets en circulation..	3,058,855
Avances sur effets de commerce.....	5,737,576	Compt. cour. sans int.	1,345,234
— sur hypothèques....	3,294,221	— avec intér..	4,152,947
Prêts sur hypothèques..	927,602	Caisse d'épargne (1 ^{er} janvier 1857).....	521,050

Ce seul bilan indique une notable augmentation des opérations de cet établissement. Voici les dividendes, à partir de 1854 :

1 ^{er} semestre 1855.	dr. 35	1 ^{er} semestre 1856.	dr. 40.70
2 ^e —	40.70	2 ^e —	46.40

La réserve ordinaire et extraordinaire s'élevait à la fin de 1856 à 453,721. Outre son comptoir principal, la Banque possède une succursale à Patras, deux agences à Syra et à Chaleisity; il y a aussi maintenant, croyons-nous, une agence à Colomata. — E. P.

BRESIL. — On compte à Rio-Janeiro plusieurs établissements de Banques publiques qui ont des privilèges et non un monopole.

Le principal est la *Banque du Brésil*, créée au capital de 90 millions de francs, divisé en 150,000 actions de 600 fr. Sur ces actions, 141,000 ont été émises; et on a appelé seulement les quatre cinquièmes, c'est-à-dire 480 francs. Le capital réalisé par la Banque s'élève donc à 68,080,000 francs. Le fonds de réserve s'élevait au mois de décembre dernier à près de 2 millions, et les actions faisaient 312 francs de prime. Le dividende semestriel réglé en juillet était de 48 fr. par action. Le taux d'escompte le plus bas de la Banque de Brésil en 1857 était de 8 p. 100, et il existait du 10 janvier au 6 mai et du 18 août au 15 décembre. Pour tout le reste de l'année, avant cette dernière date, l'escompte était de 9 p. 100; il s'élevait à 10 p. 100 du 15 au 23 décembre et fut ensuite porté à 11 p. 100. Le change sur Londres avait varié de janvier à novembre entre 27 et 28; en décembre, il descendait à 24, soit fortement au-dessous du pair.

La Banque du Brésil est autorisée à créer dans les provinces des *Caixas filiales* (succursales) et elle a, sur plusieurs points, usé de cette faculté.

La Banque *agricole et commerciale* a été créée à la fin de 1857. Son capital est de 60 millions, sur lesquels 17,200,000 francs ont été réalisés. Le capital est représenté par 100,000 actions de 600 francs, sur lesquelles 72,079 seulement ont été émises. On n'a appelé que les deux premiers cinquièmes. Ces actions étaient cotées à Rio, à 33 fr. de prime : elles ont donné un dividende semestriel de 9 francs.

La Banque *rurale et hypothécaire* est créée au capital de 24 millions, représentés par 40,000 actions de 600 fr., entièrement libérées et qui sont cotées à 112 fr. de prime. Le fonds de réserve est de 3 millions et le dernier dividende a été de 72 fr. par action.

À côté de ces établissements organisés sous la forme anonyme, il faut mentionner la Banque Maccá, en commandite, créée par le baron Maccá, un des plus riches et des plus hardis financiers de Rio. Cette Banque a un capital réalisé de 18 millions, représentés par 6,000 actions de 3,000 fr. Son dernier dividende a été de 135 francs par action.

CH. R.

CHILI. — Il n'existe en ce pays qu'une Banque d'escompte, constituée en Société anonyme. Son siège est à Valparaiso. Son capital est de 400,000 piastres. Elle n'émet pas de billets au porteur. Il existe à Santiago deux Banques particulières qui émettent des billets. Le gouvernement a établi à Santiago, sous le nom de *Caisse hypothécaire*, une agence destinée à prêter aux propriétaires fonciers des lettres de gage, contre l'obligation de servir une annuité de vingt et quelques années pour le service des intérêts et le remboursement du capital. Les opérations de cette agence, fondée en 1855, dépassent trois millions de piastres. Il existe, en outre, deux Compagnies chiliennes d'assurances, l'une à Valparaiso, l'autre à Santiago, et une Société d'assurances sur la vie dans cette dernière ville.

C. S.

BANQUE D'ÉGYPTÉ. — Capital social, 10,000 actions de 25 l. st., pouvant être porté à 1,000,000 l. Malgré la sévérité avec laquelle la grande crise commerciale s'était fait sentir en Égypte aussi,

l'exercice 1858 n'a pas été trop défavorable. Les bénéfices du premier semestre, le plus fortement éprouvé pourtant, ont même dépassé le chiffre des semestres antérieurs : ils ont été de 16,402 l. 15 sh. 6 d., contre 14,213 et respectivement 8,221 l. : bénéfice des deux semestres de 1857. On a réparti aux actionnaires la somme de 8,750 l., soit un intérêt de 3.50 p. 100 pour le semestre. Le deuxième semestre, finissant le 31 décembre 1858, a été moins bon : le bénéfice n'a été que de 14,273 l. On a néanmoins pu donner aux actionnaires un dividende semestriel de 3.60 p. 100, ce qui leur constituait pour l'année entière un dividende de 7.10 p. 100. Le surplus du bénéfice a, dans les deux semestres, été employé à augmenter le fonds de réserve et à amortir les frais d'établissement.

BANQUE OTTOMANE.—Ouverte en 1857; le seul établissement public de crédit dans la Turquie proprement dite. Capital social, 500,000 l. st. Siège à Constantinople, avec succursales à Smyrne, Galacz et Beyrouth. L'exercice 1858 a été assez favorable, eu égard au milieu et aux circonstances dans lesquelles la Banque opérait. Elle a déployé beaucoup d'activité pour le placement du dernier emprunt turc (1858) de 5 millions l. st., dont la négociation lui aurait rapporté plus de 50,000 l. Néanmoins, le rapport présenté à Londres à l'assemblée générale est muet là-dessus, et en général, d'un excessif laconisme. Ce laconisme a provoqué dans l'assemblée générale des remarques plus que vives; la direction en donnait la singulière raison que la Banque est une institution de concurrence, c'est-à-dire exposée à la concurrence des particuliers qui tiennent leurs affaires secrètes et auraient par conséquent un avantage marqué sur la Banque, si celle-ci divulguait ses affaires! Quoi qu'il en soit, les actionnaires, après une séance assez orageuse, quittèrent l'assemblée parfaitement satisfaits, en apprenant que le bénéfice de l'exercice 1858 permettait de leur donner un dividende de 8 p. 100 et une bonification de 12 sh. par action. On a pu en outre amortir 5,000 l. du compte de premier établissement et porter le fonds de réserve de 20,000 à 35,000 l. Beaucoup de personnes voulaient voir l'indice, dans la forte somme portée à la réserve, que les profits de la Banque dans le deuxième trimestre 1858 ont été enflés par des moyens exceptionnels.

LE CRÉDIT FONCIER DE FRANCE, EN 1858. — Nous recevons le rapport présenté à l'assemblée générale du 28 avril 1859 sur les opérations de l'exercice 1858, et nous nous empressons d'en extraire les faits les plus essentiels. Les prêts à long terme ont atteint le chiffre de 30,041,200 fr., à répartir entre 227 emprunteurs. Tous ces prêts ont été réalisés en obligations foncières, savoir :

En obligations 4 % avec lots, à l'annuité de 5 fr. 65 c. %	
pour 50 années, 210 prêts, pour.....	28,956,200 fr.
En obligations 5 p. %., à l'annuité de 6 fr. 06 c. p. %.,	
pour 50 années, 17 prêts, pour.....	1,085,000
Total égal : 227 prêts, pour.....	30,041,200

Pour les années précédentes, les résultats étaient :

Années		fr.
1852	5 prêts, pour	753,000
1853	298 —	25,966,100
1854	518 —	27,608,700
1855	294 —	12,455,750
1856	271 —	8,535,800
1857	118 —	8,206,780
En ajoutant le chiffre de.....	1858 227 —	30,041,200
On obtient le chiffre total depuis la fondation, soit.	1731 prêts, pour	113,537,300

Sur cette somme la Société a recouvré :

Par l'amortissement semestriel.....	2,548,501 63
Par les remboursements anticipés.	7,657,941 41
Ensemble.....	10,206,443 04
La différence, soit.....	103,330,886 92

constitue le capital restant dû à la Société au 31 décembre 1858.

Les annuités recouvrées par la Société s'élevaient, le 31 décembre 1858, à 16,730,705 fr., dont 12,194,857 fr. pour exercices antérieurs et 4,535,848 fr. pour l'exercice 1858. Les annuités en retard s'élevaient à la même date à 52,909 francs et les annuités payées par avance à 308,407 fr.

Les prêts à court terme, commencés seulement, ont absorbé une somme de 360,000 fr.; les prêts pour travaux de drainage ne commencent qu'en 1859. Le nombre des obligations émises pendant l'année a été de 153,278 pour une somme de 35,367,800 fr. Le montant total des obligations figurant au passif, le 31 décembre 1858, s'élève à 103,037,300 fr. Le mouvement des comptes courants a été de 111,956,976 fr. aux versements et de 81,051,055

francs aux retraits; les avances sur dépôts d'obligations foncières ont été peu importantes. Le compte des profits et pertes présente une recette de 7,021,412 fr. contre une dépense de 4,725,887 fr., soit un excédant des recettes de 2,295,525 fr. Sur cette somme il avait déjà été payé aux actionnaires l'intérêt 5 p. 100 du capital versé, soit 740,694 francs. Restait disponible une somme de 1,544,831 fr., qui a été répartie comme suit :

A la réserve 20 p. %, maximum statutaire.	310,966
À titre de supplément de dividende, 4 p. %.	894,180
Le surplus au fonds de prévoyance.....	649,685
Total égal ..	1,544,831

Le produit des actions pour 1858 a donc été de 22 fr. 50 c., soit 9 p. 100 du capital versé. C'est bien le dividende le plus élevé qu'une société française en actions ait pu distribuer pour l'exercice 1858.

Au moment où cette feuille s'imprime, nous n'avons pas encore pu obtenir le rapport qui a été présenté à l'assemblée générale du 30 avril 1859 sur les opérations du CRÉDIT MOBILIER durant l'exercice 1858. D'après une communication sommaire que nous avons lieu de croire exacte, le résultat aurait été — sur le papier — plus brillant encore que celui de l'exercice précédent; le solde en bénéfice, de 4,113,733 fr. seulement en 1857, s'élève en 1858 à 9,423,697 fr.; les actionnaires pourtant toucheront le même dividende que pour l'exercice 1857, c'est-à-dire absolument rien, au delà de l'intérêt statutaire de 5 p. 100.

TROISIÈME PARTIE

CHEMINS DE FER

ALLEMAGNE.

D'après les *Tableaux statistiques* que publie annuellement M. Hauchecorne, agent général des chemins de fer à Cologne, les chemins de fer de l'Allemagne en exploitation présentaient, à la fin de 1856, un développement de 10,586 kilom.; dans le courant de 1857, ils se sont accrus de 623 kilom., savoir :

En Prusse.

	kil.
De Kreutz par Kustrin à Francfort-sur-Oder.	133 63
De Dirschau à Marienbourg.	17 15
Berlin, Schwelldnitz, Fribourg : de Königszell à Liegnitz.	47 08
Magdebourg, Leipzig : de Schönefeld à Stassfurt avec embranchement.	31 19
Chemins rhénans : Chemin de ceinture à Cologne.	0 90
Aix, Maestricht : Hasselt-Landen.	27 60
Développements insignifiants de plusieurs autres chemins.	19 95

En dehors de la Prusse.

Chemin du sud-est d'Autriche.	85 57
— du sud d'Autriche.	145 25
Chemin Louis du Palatinat : embranchements, Hombourg, Zweibrücken.	10 95
Chemin Louis de Hesse.	3 23
Chemin de l'État de Brunswick.	59 33
— de Hanovre.	24 07
Chemin Glückstadt-Elmshorn (Holstein).	17 10
Total.	623 00

Il existait, en dehors des lignes principales, des chemins de fer en exploitation partielle ou de moindre importance dont l'éten-

due peut être évaluée à 495 kilomètres; ce qui porte le développement total des voies ferrées de l'Allemagne, à la fin de 1857, à 11,704 kilom.

Ce total se répartit comme suit entre les divers États :

	kil.
Appartenant aux gouvernements ou exploités par eux :	
Prusse.....	2,163 00
Autriche.....	609 75
Grand-duché de Bade.....	353 25
Royaume de Bavière.....	966 00
Duché de Brunswick.....	177 50
Royaume de Hanovre.....	817 50
Royaume de Saxe.....	429 00
Royaume de Wurtemberg.....	307 50
Hesse électorale, grand-duché de Hesse, territoire de la ville de Francfort (che- min de Mein-Weser).....	199 50
Pays de Bade, de Hesse, et territoire de Francfort (chemin de Mein-Neckar) ..	78 00
Ensemble pour les chemins de fer appar- tenant aux divers gouvernements....	6,401 00
Chemins de fer appartenant à des Compa- gnies.....	5,603 00
Total comme ci-dessus.	11,704 00

Voici, d'après la même source, les résultats principaux de l'exploitation des chemins de fer allemands en 1857 :

	Chemins prussiens.	Chemins autrichiens.	Sud et Sud-Ouest.	Nord et Nord-Est.
Capital d'établissement:				
Total.....fr.	957,016,977	423,789,148	518,163,440	450,744,550
Par kilomètre....fr.	219,013	248,903 ¹	233,925	219,629
Kilom. parcourus dans l'année.....	21,251,773	9,449,237	9,329,885	9,549,141
Transport :				
Nombre des voyageurs	18,414,094	6,876,208	12,108,930	7,792,473
Tonnes de marchand..	12,274,060	3,273,780	2,702,033	4,502,076
Recettes brutes :				
Des voyageurs.....fr.	41,748,595	28,096,825	20,123,771	17,640,511
— marchand. et autres.	88,262,790	58,617,622	30,901,484	36,506,218
Ensemble des recet. f.	130,011,385	86,714,447	51,025,255	54,146,729
Dépenses :				
Entretien de la voie..	17,732,125	13,745,022	7,872,504	8,235,613
Traction et transports.	38,019,718	29,148,125	14,874,604	17,662,986
Diverses.....	3,045,030	2,329,641	738,640	2,822,690
Ensemble des dépenses	58,796,870	45,222,788	23,485,748	28,721,289

¹ Non compris le chemin de fer du Sud.

Rapport de la dépense totale à la recet. brute.	45.22 %.	52.15	46.03	53.04
Produit net :				
Montant total. fr.	71,214,515	41,491,659	27,539,507	25,425,440
% du capital. fr.	7.44 %	9.79	5.81	5.64
Par kil.: Recet. brute. fr.	30,904	39,003	23,187	26,267
— Dépense totale.	14,029	20,341	10,652	13,933
— Produit net. . fr.	17,087	18,662	12,514	12,334

Dans l'année 1858, on aurait livré à la circulation, en Allemagne, des lignes nouvelles de chemin de fer sur une étendue de 129.5 lieues¹; sur ce chiffre, 24.5 lieues reviennent aux chemins de l'État, et 105 lieues aux chemins particuliers. Les lignes des chemins de l'État sont les suivantes : en Prusse, de Saarbrücken à Merzig; en Bavière, de Rosenheim à Kufstein; en Saxe, de Zwickau à Schwarzenberg et de Chemnitz à Zwickau, avec un embranchement sur Goessnitz. Les nouveaux chemins particuliers dont il faut retrancher le chemin de fer du Rhin et de la Lahn, de Nassau, qui a été déclaré chemin de l'État, comprennent douze lignes différentes. Sur ce nombre, il y en a cinq que la locomotive n'avait pas encore parcourues : le chemin d'Aussig à Teplitz, le chemin de fer de Eisenach à Cobourg avec un embranchement de Cobourg à Sonneberg (ces deux chemins ont été immédiatement ouverts sur toute leur longueur), le chemin de fer du Rhin à la Nahe (de Kreuznach à Bingerbrück), le chemin de l'Est de Bavière (de Munich à Landshut); dans ces lignes, il faut compter le chemin de l'impératrice Élisabeth, de Vienne à Linz (le chemin de fer de Budweis par Linz à Gmunden, appartient maintenant à la même Compagnie). Il y a sept voies ferrées que déjà auparavant la locomotive avait parcourues : le chemin d'Oppeln à Tarnowitz, le chemin de Breslau à Schweidnitz et à Freiburg (embranchement de Reichenbach à Frankenstein), le chemin de Guillaume (embranchement de Nikolai à Idahütte), trois chemins qui sont maintenant terminés; en outre le chemin de fer du Rhin (de Rolandseck à Coblenz), le chemin de jonction du midi au nord de l'Allemagne (de Josephstadt par Falkendorf jusqu'à Türrnan), le chemin de Louis de Hesse (de Mayence par Darmstadt jusqu'à Aschaffembourg), le chemin de fer de l'Autriche méridionale et de l'Italie (de Kufstein à Inspruck). Ce dernier chemin est

¹ La lieue ou *Meile* allemande est égale à 7 kilomètres 408 mètres.

mis pour la première fois au nombre des chemins particuliers.

Pour l'exercice 1858, les résultats *provisaires* ou approximatifs de l'exploitation — la plupart des Compagnies n'ayant pas encore déposé leurs rapports officiels — s'établissent comme suit pour les chemins de fer particuliers :

	Recette totale en 1858. th.	Différence sur 1857. Total. th.	p. cent.	Recettes par mille th.	Différence sur 1857. th.
Aix-la-Chapelle à Düsseldorf.	564,227	— 21,213	3,6	49,493	— 1,861
— Maestricht ¹ .	278,882	— 3,959	1,4	22,490	— 320
Altona-Kiel	510,799	— 30,254	5,6	36,227	— 2,146
Berg-Marche	1,569,219	+ 149,366	10,5	85,284	+ 18,118
Berlin-Anhalt.	1,633,661	— 124,448	7,1	52,869	— 4,027
Berlin-Hambourg.	2,164,000	— 361,861	14,3	54,509	— 9,115
Berlin-Postdam-Magdebourg.	1,428,043	— 174,536	10,8	73,233	— 8,961
Berlin-Stettin.	880,922	— 368,580	29,5	49,214	— 20,591
Breslau-Schweldnitz.	759,315	+ 36,955	5,1	38,157	+ 1,858
Budweis-Linz-Gmund.	688,301	+ 76,882	12,5	25,587	+ 2,858
Dresde-Tharand.	149,409	+ 16,566	12,4	33,202	+ 3,681
Francfort-Hanau.	268,938	+ 14,019	5,5	48,899	+ 2,549
Gütersloh-Elmhorn.	53,261	+ 20,171	60,9	11,836	+ 375
Cologne-Crefeld.	154,663	+ 14,317	10,2	22,415	+ 2,075
Cologne-Minden ²	4,516,868	— 85,214	1,2	96,721	— 1,824
Cosel-Oderberg.	466,167	— 5,762	1,2	22,520	— 278
Leipzig-Dresde.	1,998,979	— 237,373	10,6	128,966	— 16,315
Lobau-Zittau.	102,187	+ 12,552	14,0	22,708	+ 2,789
Lübeck-Büchen.	174,748	— 13,474	7,1	27,738	— 2,138
Ludwigshafen-Berbach.	1,332,805	+ 103,450	8,4	66,640	+ 188
Magdebourg-Leipzig.	1,856,834	— 78,896	4,1	95,713	— 26,801
Magdebourg-Halberstadt.	696,550	— 59,955	7,9	90,461	— 7,786
Magdebourg-Wittenberg.	407,094	+ 52,453	14,8	28,468	+ 3,668
Mayence-Ludwigshafen.	234,781	+ 15,919	7,3	36,685	+ 2,488
Mecklenbourg.	442,180	— 4,148	0,9	22,911	— 210
Neisse-Brieg.	97,642	— 26,762	21,5	15,749	— 4,316
Neustadt-Wissembourg.	160,621	+ 8,186	5,3	26,770	+ 1,364
Basse Silésie.	164,633	+ 18,538	12,7	17,330	+ 1,952
Nord-Hessois.	755,164	— 18,588	2,4	37,200	— 916
Nord-Autrichien ³	7,794,743	+ 209,080	2,7	103,653	— 4,714
Haute Silésie ⁴	3,850,674	+ 60,683	1,6	61,122	+ 963
Chemins autrichiens, dits d'Etat.	9,863,597	+ 243,070	2,5	60,811	— 6,939
Oppeln-Tarnowitz.	95,974	—	—	9,318	—
Rendsb.-Neumünster.	74,838	— 3,561	4,5	16,631	— 791
Chemin Rhénan.	1,344,837	+ 31,738	2,4	78,645	+ 1,856
Ruhrort-Gladbach.	359,318	— 23,334	6,1	64,164	— 4,167

¹ Y compris les 50 p. 100 de la recette Hasselt-Landen, qui doivent être donnés à la société Mackenzie et Cie, et le produit de la vente des bouilles.

² Y compris Arnheim-Oberhausen.

³ Y compris la section Cracovie-Mislowicz-Granica.

⁴ Y compris la ligne Breslau-Posen-Glogau et les embranchements dans les contrées minières.

Stargard-Posen.	613,245	— 339,193	35,6	27,130	— 15,012
Steele-Vowinkel.	239,035	+ 33,499	11,4	54,326	+ 7,613
Chemin du Taunus.	473,794	+ 8,330	1,8	81,689	+ 1,437
— de Theiss.	800,274	"	"	27,313	"
— de Thuringe.	1,703,650	— 155,090	8,2	59,147	— 5,291
Totaux et moyennes...	51,908,053	+ 69,001	0,1	58,024	— 4,561

Il y aurait donc dans les recettes relatives (par mille) une diminution de 4,561 th. comparativement à 1857; en cette dernière année il y eut encore un accroissement, mais beaucoup plus faible (1,195 th.) qu'il n'avait été de 1855 à 1856 (1,826 th.); on a ainsi depuis trois ans une décroissance manifeste et constante dans le rendement proportionnel, qui en 1855 avait augmenté de 8,385 th. comparativement à 1854. Cette décroissance est généralement attribuée à l'extension continué du réseau des chemins de fer allemands, c'est-à-dire aux lignes secondaires et moins productives venant d'année en année s'ajouter aux lignes principales qui, dans les premiers temps, avaient été construites et mises en activité. Il va de soi pourtant, que si la décroissance du rendement proportionnel, de relative qu'elle avait été en 1856 et 1857, est devenue positive et très-forte en 1858, il faut chercher la cause principale de cette aggravation d'une tendance naturelle et permanente, dans la crise de 1857, qui continuait à peser pendant toute l'année 1858 sur le mouvement d'affaires. C'est surtout, on le sait, le commerce extérieur et de transit qui ont beaucoup souffert, et c'est là probablement la cause de la forte diminution des recettes qu'on constate aux lignes Berlin-Hambourg, Magdebourg-Leipzig et Leipzig-Dresde. Dans sa totalité, le résultat de l'exploitation de 1858 n'est pas absolument mauvais et fournit une nouvelle preuve à l'appui de ce fait qui ressort aussi, entre autres, des recettes douanières du Zollverein, savoir : que l'activité commerciale de l'Allemagne et particulièrement la consommation intérieure et le mouvement d'affaires qu'elle amène, n'ont pas été trop fortement diminués par les suites de la crise de 1857.

Nous manquons encore de renseignements officiels sur l'exploitation en 1858 des chemins de fer des États, renseignements qui sont toujours très-lents à se produire; de même parmi les administrations des lignes exploitées par les Compagnies, quoiqu'elles soient, à cet égard aussi, moins tardives que les administrations officielles, un petit nombre seulement a déjà présenté aux assem-

blées générales le compte rendu de 1858. Aussi nous bornerons-nous, pour cette fois, aux renseignements sommaires et officieux qui précèdent, nous réservant de traiter, dans le prochain *Annuaire*, la question des chemins allemands avec les développements qu'elle mérite... Nous ne saurions passer sous silence les très-sérieux efforts faits en 1858 dans le Wurtemberg à propos des chemins de fer. La Diète, au mois d'avril 1858, avait reçu deux projets de loi, dont l'un s'occupait des lignes à établir immédiatement, dont l'autre signalait les lignes à construire éventuellement. Les premières lignes étaient celles de Heilbronn à Hall, de Gmunden à Hall et de Reutlingen à Rottensburg par Tübingue; le capital nécessaire pour ces constructions était évalué à 16.8 millions de florins. D'après les décrets publiés par le *Staatsanzeiger* du 19 novembre 1858, l'État, dans la période financière 1858-61 construira la ligne de Heilbronn à Hall par Ohringen, la ligne de Reutlingen à Rottensburg par Tübingue, et la ligne de Cannstadt à Wasseralfingen par Gmunden et Aalen. Les lignes à construire éventuellement sont celles : de Heilbronn, de Rottensburg-Rottweil, de Wildbad-Pforzheim. Pour toutes ces lignes réunies, la dépense se monterait à 51 millions de fl., et le gouvernement est autorisé à prendre les mesures préliminaires aussitôt qu'il en jugera le moment opportun.

AMÉRIQUE DU NORD.

Le 1^{er} janvier 1855, selon le *Dinsmore's Guide*, l'Union renfermait 436 railways offrant une étendue totale de 30,152 kilomètres, dont 5,091 situés dans la Nouvelle-Angleterre, 8,624 dans les États du milieu, 5,145 dans le Sud, 1,422 dans le Sud-Ouest et 10,092 dans le Nord-Ouest. Le 1^{er} janvier 1858, selon la même autorité, le nombre des Compagnies n'était plus que de 421, et le nombre des kilomètres livrés à la circulation de 41,425. L'augmentation a donc été de 11,275 kilomètres en trois années, période où les chemins de fer, comme entreprises industrielles, n'ont point été populaires, où il n'y avait point de dividende, et où les actions étaient bien au-dessous du pair, ce qui n'a pas empêché qu'il a été ajouté une moyenne annuelle de 4,000 kilomètres aux lignes déjà en exploitation.

Le tableau ci-après résume pour les *principales* lignes de l'Union les résultats de l'exploitation en 1857.

	Recettes. doll.	Dépenses. doll.		Recettes. doll.	Dépenses. doll.
Maine.	1,311,599	700,981	Alabama....	1,058,534	643,479
N.-Hampsh.	1,238,144	918,114	Mississippi. .	381,038	297,006
Vermont....	1,429,509	1,227,346	Louisiana. .	474,178	157,000
Massachusetts	7,740,424	5,125,357	Tennessee. .	1,524,265	594,371
Rhode-Isl...	257,884	139,466	Kentucky....	765,250	388,186
Connecticut..	2,837,949	1,652,806	Ohio.	8,011,857	4,096,626
New-York....	20,070,396	12,863,795	Indiana.....	2,853,657	1,392,562
New-Jersey..	3,866,558	2,154,880	Illinois.	8,961,642	5,069,405
Pensylvanie .	11,172,374	5,764,096	Missouri....	668,000	355,000
Maryland....	5,348,686	3,210,784	Michigan....	5,414,087	3,638,076
Virginia.	2,271,913	1,149,000	Visconsin... .	1,470,000	685,000
N.-Carolina.	717,000	400,000	Panama (As- pinvall). . .	1,305,819	460,636
S.-Carolina.	1,790,800	893,300			
Georgia.	3,045,160	1,191,400			

Les dépenses, on le voit, laissent partout une marge assez large ; elles n'absorbent que 50 à 80 p. 100 environ des recettes, malgré l'influence désastreuse que la crise de la seconde moitié de 1857 exerçait fatalement sur le mouvement du trafic. Il faut pourtant tenir compte aussi de cette circonstance que, dans les chiffres qui précèdent, ne sont comprises que les lignes principales, toujours plus productives que les lignes secondaires; celles-ci sont d'une grande étendue dans plusieurs États de l'Union, par exemple de 216 milles¹ dans l'État de Maine et dans l'État de New-Hampshire, de 381 milles dans le Massachusetts, de 244 dans l'État de New-York, etc. Le fait est que l'activité dans la construction des chemins de fer, ou du moins dans leur mise en exploitation, ne s'est pas trop ralentie durant l'année 1858 ; on en jugera par le tableau suivant qui résume pour les 1^{er} janvier 1858 et 1859 la longueur totale des voies ferrées dans chaque État, et les sommes que leur établissement avait absorbées jusqu'à ces deux dates :

	1858.		1859.	
	Milles.	Coût. Dollars.	Milles.	Coût. Dollars.
Maine.....	541 1/4	17,963,677	544 1/3	18,767,833
New-Hampshire....	559 1/2	17,597,783	562 1/4	18,685,233
Vermont.....	521 3/4	20,523,798	531 1/2	21,310,727
Massachusetts.	1,283 1/4	63,384,310	1,519 1/8	67,157,359

¹ Le mille anglais, d'usage en Amérique, est égal à 1 kilomètre 609 mètres.

Rhode-Island.	63 1/2	2,586,512	50	2,479,532
Connecticut.	647 3/4	24,348,963	644 1/4	24,260,141
Nouv.-Angleterre..	3,617	146,405,043	3,822 1/2	152,660,825
New-York.....	2,700 3/4	103,407,268	2,684 1/2	139,450,114
N.-Jersey.....	529 3/4	24,825,970	471 3/4	24,441,035
Pensylvania.	2,773 1/4	135,166,609	3,129 1/4	142,590,950
Delaware.	91 3/4	1,619,310	93	2,034,354
Maryland.	798 1/4	44,357,831	791	45,959,355
États du milieu..	6,893 3/4	309,376,988	7,169 1/2	354,475,798
Virginia.	1,321 3/4	37,705,049	1,474	47,402,381
Nord-Carolina.	675	11,126,486	770	13,101,792
Sud-Carolina.	748 1/4	17,601,944	781	18,021,841
Georgia.....	1,185 1/2	24,952,153	1,174	24,268,163
Florida.	128	3,500,000	157	4,140,000
États du sud...	4,058 1/2	94,885,632	4,356	106,341,777
Arkansas.	38 1/2	775,000	38	1,000,000
Missouri... ..	317	19,140,247	547	30,904,159
Tennessee.....	887 1/2	19,350,390	962	23,890,688
Kentucky.	304 3/4	10,197,414	400	13,149,280
États int. du sud.	1,547 3/4	49,463,051	1,947	68,944,127
Ohio.	2,798 1/2	106,043,028	2,728	102,756,614
Indiana.....	1,231	28,801,276	1,508	49,163,847
Michigan.	999	30,390,858	969	35,709,214
Illinois.....	2,616	86,446,291	2,682	96,284,445
Wisconsin.....	718	19,295,842	775 1/2	35,574,117
Iowa.	256	9,087,529	343 1/2	10,988,673
États intér. du nord.	8,618 1/2	280,064,824	9,006	330,476,910
Alabama.	558 3/4	15,253,771	671	19,946,761
Mississipi.	117	5,515,009	306	8,325,966
Louisiana.....	335	11,032,362	389 1/2	13,304,500
Texas.	147	5,000,000	187 1/2	4,678,300
États du Mississipi.	1,157 3/4	36,801,142	1,554	46,755,527
Californie.....	22 1/2	750,000	22 1/2	1,500,000
États-Unis.....	25,915 3/4	917,746,680	27,877 1/2	1,061,747,364

AUTRICHE¹.

Au commencement de 1859, l'Autriche possédait 614.30 milles de chemins de fer en pleine exploitation, 153.58 milles en construction et 194.00 milles projetés, dont l'exécution était assurée.

¹ Les chemins autrichiens sont déjà compris, pour leurs résultats généraux, dans les renseignements ci-dessus sur les chemins allemands; nous croyons néanmoins devoir les traiter à part, à cause surtout des nombreux capitaux français qui, depuis quelques années, se trouvent engagés dans les chemins autrichiens.

Dans la possession immédiate de l'État qui, en ces dernières années, a successivement vendu des lignes antérieurement construites et exploitées par lui, ne se trouvent plus que 1.50 milles exploités, 0.25 milles en construction et 25 milles à construire. Le gouvernement saxon exploite la ligne de Bodenbach à la frontière saxonne, de 1.50 milles. Le grand reste des chemins exploités, en construction ou à construire, se répartit comme suit entre les diverses compagnies :

	Construits	En construction.	À construire.
Chemin de fer du Nord (Ferdinand).....	80.00		
Chemins de fer de l'État (franco-autrichien).....	177.75	6.00	
— du Sud (lombardo-vénitien et central-ital.).....	174.25	88.00	102.50
— de l'Ouest (Élisabeth).....	51.33	18.00	9.00
— de Jonction (sud-nord-allemand).	16.97	4.33	4.75
— de l'Ouest (de Bohême).			28.50
— de Gallicie (Charles-Louis).	23.00	11.50	13.50
— de la Theiss.....	44.00	18.00	10.75
— de Pressbourg-Tyrnau.....	8.50		
— des mines Wolfsegg-Traunthal.....	3.25		
Compagnie du chemin de fer et des mines Goerz-Koeflach.....	5.00		
Chemin de fer des mines de Krastnik.....	0.50		
— de Bustehrad (Kladno-Kralup et Prague-Lana).	10.00		
— d'Aussig-Teplitz.		2.50	
— Brünn-Rossitz.		3.00	
— des mines de Dabrowa.....		0.50	
— de navigat. du Danube (Fünfkirchen-Mohacs).		8.25	
— des mines de fer de Kladno (Kladno-Nucioe).		2.50	
— de Reichenberg-Zittau.....			3.00
— Tornavento-Seste-Calende.			4.50

La progression, dans l'étendue livrée à l'exploitation, a été forte en 1858 : le réseau exploité a augmenté de 133.47 milles, chiffre largement supérieur à ceux des années précédentes. Depuis 1827, où fut ouverte la ligne de Linz-Budweis, la première ligne construite et exploitée sur le continent, voici quelles ont été, année par année, la situation et l'augmentation du réseau exploité :

Années	Ouvertes dans le courant de l'année. milles.	Exploitées à la fin de l'année. milles.	Années.	Ouvertes dans le courant de l'année. milles.	Exploitées à la fin de l'année. milles.
1827	0.50	0.50	1843	"	92.08
1828	8.00	8.50	1844	12.50	104.58
1829	"	8.50	1845	36.00	140.58
1830	3.00	11.50	1846	39.75	180.33
1831	"	11.50	1847	37.25	217.58
1832	5.50	17.00	1848	7.25	224.83
1833	"	17.00	1849	34.50	259.33

1834	»	17.00	1850	37.50	296.83
1835	5.50	22.50	1851	12.00	308.83
1836	11.33	33.83	1852	»	308.83
1837	»	33.83	1853	7.50	316.33
1838	4.00	37.83	1854	26.25	342.58
1839	15.00	52.83	1855	31.50	374.08
1840	3.50	56.33	1856	39.75	413.83
1841	27.75	84.08	1857	67.00	480.83
1842	8.00	92.08	1858	103.47	584.30

Il ressort, entre autres, de ce tableau, que les deux dernières années, quoique assez défavorables en général à l'industrie des chemins de fer, ont à elles seules fourni un tiers presque de toute la longueur exploitée. Au reste, les résultats de l'exercice 1858, à en juger d'après les recettes brutes, n'ont pas été aussi mauvais qu'on avait peut-être le droit de le craindre. Voici ces recettes pour les lignes principales :

	Longueur exploitée. milles.	RECETTES EN		Différence fl.
		1857. fl.	1858. fl.	
Ligne du Sud.....	174.25	11,264,134	14,232,713	+ 2,968,579
Chemins franco-autrichiens	177.75	14,029,935	14,384,413	+ 354,478
Nord (Ferdinand).....	80.00	11,062,426	11,367,335	+ 304,909
Budweis-Linz-Gmunden..	26.00	891,553	1,004,148	+ 112,595
Presbourg-Tyrnau.....	8.50	129,075	131,884	+ 2,809
Ligne de Theiss.....	44.00	»	1,167,195	»
Galicie.....	23.00	»	463,327	»

Le fait capital de l'exercice, c'a été la convention conclue en septembre 1858, et par laquelle le gouvernement autrichien a cédé les CHEMINS DE FER DU SUD aux concessionnaires qui suivent : le Crédit mobilier autrichien, les maisons Rothschild de Paris, Londres et Vienne; MM. Talabot et Blount, de Paris; MM. Laing et Uzielli, de Londres. Le gouvernement autrichien leur cède : — 1. Le chemin de fer de Vienne à Trieste, d'une longueur de 110 kilomètres, achevé en novembre 1857; — 2. les chemins de fer du Tyrol, de Vérone à Bautzen, et d'Innsbruck à la frontière bavaroise, ensemble 220 kilomètres, dont l'ouverture pourra être faite le mois prochain; — 3. les travaux faits par l'État sur la première section (38 kilomètres) de la ligne qui, partant de Steinbruck, sur le chemin de Trieste, aboutit par Agram à Sissek. Ces lignes et ces travaux ont coûté au gouvernement autrichien environ 560 millions de francs; il les cède à un prix qui équivaldrait, comme paiement immédiat, à la somme de 145 millions. Les concessionnaires feront, sans intérêt, les versements qui

suivent : 25 millions, 30 jours après la ratification du traité par l'assemblée générale des actionnaires ; ensuite 25 millions au 1^{er} novembre 1859 ; 15 millions au 1^{er} novembre de chacune des cinq années suivantes, et 25 millions aux 1^{er} novembre des années 1865 et 1866. Si, après 1870, et après l'achèvement de tout le réseau, le capital social, en y comprenant actions et obligations, produit plus de 7 p. 100, l'État aura droit à la moitié de l'excédant jusqu'à concurrence de 75 millions de francs, avec faculté pour la compagnie de se libérer de cette obligation en versant à l'État annuellement et sans intérêt 12 millions de francs, pendant les années 1871, 1872, 1873, 1874. La durée de la concession est de 90 ans, à partir du 1^{er} janvier 1865, et l'État garantit un minimum d'intérêt de 5 p. 100 sur tout le capital à employer.

En outre des lignes énumérées, la nouvelle compagnie peut, en certains cas stipulés d'avance, être obligée encore à la construction de quelques lignes secondaires et de quelques embranchements, destinés à compléter les réseaux hongrois et italien. Ensuite, la nouvelle compagnie a passé avec la Compagnie François-Joseph un traité par lequel la concession de celle-ci est transférée à la nouvelle Compagnie (qui rembourse en obligations, aux actionnaires, les 45 millions versés par eux) après avoir été réduite à ses deux lignes principales, savoir : — 1. Pesth à Marbourg, ligne de Trieste, plus une ligne qui, de Stuhlweissenbourg, rejoindra la ligne de Vienne-Raab, 402 kilomètres, évaluée à 75 millions, à ouvrir en 1862 ; — 2. Oedenbourg à Kanisa, même ligne de Trieste, 152 kilomètres, évaluée à 35 millions, à ouvrir en 1865. L'ensemble du réseau concessionné à la Compagnie des chemins de fer du Sud peut donc se résumer ainsi :

	Longueur totale.	En exploi- tation.	En construc- tion.	A con- struire.
Ligne principale.....	1,180	1,070	110	»
Lignes secondaires.....	1,682	281	945	416
Embranchements.....	311	43	50	215
Totaux.....	3,133	1,396	1,105	631

Le capital-actions de l'ensemble des lignes de la nouvelle compagnie, fusionnée avec celle des chemins de fer Lombards-Vénitiens, s'élèvera à 375,000,000 fr., divisés en 750,000 actions de

500 fr. Le capital-actions de la Compagnie Lombard-Vénitienne étant de 312,500 actions, il reste à émettre 437,500 actions.

Les dépenses d'établissement de l'ensemble de la concession sont évaluées comme suit :

	francs.
Réseau Lombard-Vénitien, y compris la ligne Padoue à Rovigo.	322,000,000
Ligne de Vienne à Trieste.....	206,000,000
Ligne de Hongrie.....	115,000,000
Ligne de Croatie.....	30,000,000
Marbourg, Klagenfurth, Villach.....	40,000,000
Tyrol.....	97,000,000
Total.....	810,000,000

pour 3,133 kilomètres, soit, par kilomètre, 258,000 fr. Pour couvrir ces dépenses, les sommes déjà réalisées, ou à réaliser dans le premier semestre de 1859, s'élèvent à 260 millions, savoir :

Versement de 200 francs sur 750,000 actions.....	150,000,000
Versement des actionnaires de la Compagnie du chemin de fer d'Orient, représenté par 192,000 obligations.....	45,000,000
Obligations émises par la Compagnie Lombard-Vénitienne, approximativement.....	65,000,000
Ensemble.....	260,000,000
Le chiffre de 810 millions se trouve ainsi réduit à.....	550,000,000
Le versement complémentaire de 300 francs à faire sur les actions est d'une importance de.....	225,000,000
Il restera donc à réaliser en obligations.....	325,000,000

COMPAGNIE FRANCO-AUTRICHIENNE. — Les recettes brutes obtenues en 1858 sur les lignes exploitées par cette compagnie sont constatées dans le tableau sommaire ci-dessus. Voici des renseignements plus détaillés sur les résultats de l'exercice 1857 :

	Nord. fl. kr.		Sud-Est. fl. kr.		Vienne-Neu-Stoey. fl. kr.		Ensemble. fl. kr.	
Recettes... ..	6,790,567	14	6,032,204	25	1,646,278	47	14,469,051	26
Dépenses... ..	3,041,976	06	3,343,860	35	879,217	00	7,265,053	41
Restant.. ..	3,748,591	08	2,688,343	50	767,061	47	7,203,996	45
Par kilomètre de chemin de fer :								
Recettes... ..	14,468	02	13,164	25	10,333	48	13,312	21
Dépenses... ..	6,481	14	7,297	61	5,519	15	6,684	16
Produit net.	7,986	48	5,866	34	4,814	33	6,628	50

Pour l'ensemble du réseau, le rapport des dépenses aux recettes est ainsi de 50.21 p. 100, tandis qu'il avait été de 51.60 en 1856 et de 53.22 p. 100 en 1855. Au rendement net de

7,203,996 fl. 45 kr. que laissait l'exploitation proprement dite, s'ajoutait un bénéfice accessoire de 21,117 fl.; l'exploitation des mines, usines et domaines ayant laissé un bénéfice de 707,878 fl., le total des bénéfices s'élevait donc à 7,932,991 fl. 44 kr. Il en a été disposé comme suit :

Le solde des intérêts pour actions et obligations, déduction faite des sommes à imputer au compte des emprunts et des travaux, et après compensation avec les produits des placements, s'est élevé à...	4,826,598 32
Excédant.....	3,106,393 13
5 0/0 à déduire pour réserve statutaire.....	155,319 40
Reste.....	2,951,073 33
Il a été prélevé sur le compte des réserves supplémentaires, s'élevant à 763,302 fl. 15 kr., une somme de.....	363,168 31
ce qui l'a réduite à 400,133 47.	
Somme à répartir.....	3,314,242 04

sur laquelle somme furent donnés 3 p. 100 au Conseil d'administration et au Directeur général, 99,427 fl. 15 kr.; — 10 p. 100 aux fondateurs, 321,481 fl. 27 kr.; — aux actionnaires, 2,893,333 fl. 22 kr., — ce qui, au taux de 124 florins pour 300 fr., donne 7 millions, et par action, 17 fr. 50 c. Ce dividende, joint aux 20 fr. 05 c. payés pour intérêts, porte le revenu de l'action à 37 fr. 55 c., soit 9 fr. 39 c. p. 100 du versement moyen de l'année, qui avait été de 400 fr.

BELGIQUE.

A peine sortie de la tourmente révolutionnaire de 1830, qui lui avait donné son indépendance, la Belgique songea à s'approprier le système des voies de communication ferrées que l'Angleterre avait inauguré en 1825. Les ingénieurs Simons et Deridder furent chargés des études du chemin de fer qu'il s'agissait d'établir entre Anvers, la Meuse et le Rhin. Ils s'acquittèrent de ce travail avec une rare activité, et dès le 19 juin 1833, M. Charles Rogier, alors comme aujourd'hui ministre de l'intérieur, proposa aux Chambres l'établissement d'un chemin de fer partant de Malines et se dirigeant sur Verviers, par Louvain, Tirlemont et Liège, avec embranchement sur Bruxelles, Anvers et Ostende. Cette proposition, modifiée par la Chambre des représentants,

aboutit à la loi du 1^{er} mai 1834, laquelle porte qu'il sera établi dans le royaume un système de chemins de fer, ayant pour point central Malines, et se dirigeant : à l'*Est*, vers la frontière de Prusse, par Louvain, Liège et Verviers; — au *Nord*, sur Anvers; — à l'*Ouest*, sur Ostende, par Termonde, Gand et Bruges; — au *Midi*, sur Bruxelles et vers les frontières de France, par le Hainaut. Les tracés qui avaient été dressés, portaient le développement de ces routes ferrées à 79 1/2 lieues de 5,000 mètres. La loi du 26 mai 1837 décréta en outre : *d'abord*, le chemin de fer de Gand à la frontière de France et à Tournay, par Courtray; en *second lieu*, les branches de Namur, du Limbourg et du Luxembourg, avec cette réserve que, pour le Luxembourg, le tracé serait fixé par une loi ultérieure. Les lignes décrétées par la loi du 26 mai 1837, comme devant être exécutées d'abord, présentaient, d'après les études faites, un développement de 30 1/2 lieues de 5,000 mètres.

Les travaux de construction ayant été commencés immédiatement après la promulgation de la loi du 1^{er} mai 1834, la première section, celle de Bruxelles à Malines (20 kilomètres), put être inaugurée et mise en exploitation dès le 5 mai 1835. Le réseau de 1834, avec ses compléments de 1837, fut construit par l'État et est aujourd'hui encore exploité pour son compte par une administration spéciale ressortissant au ministère des travaux publics. Mais indépendamment des grandes lignes de l'État, diverses compagnies obtinrent la concession de lignes secondaires; jusqu'au 31 décembre 1850 elles avaient livré à l'exploitation 9 sections d'une longueur de 236.778 kilomètres; l'État, à la même époque, exploitait une trentaine de sections d'une longueur de 624.619 kilomètres, dont 64.798 kilomètres de lignes concédées, construites par des compagnies. De telle sorte la Belgique, à cette époque, possédait un total de 861.397 kilomètres de chemins de fer en exploitation. Depuis lors, l'État n'a construit aucune ligne nouvelle, tandis que beaucoup de lignes concédées ont été construites ou complétées; aussi le réseau des chemins de fer construits par les compagnies concessionnaires est-il aujourd'hui beaucoup plus étendu que le réseau des chemins de fer construits par l'État, et la longueur des lignes ou des sections concédées dont l'État, dans l'intérêt de ses entreprises de transport, prend

l'exploitation en main, va-t-elle continuellement en augmentant. Au 31 décembre 1850, l'étendue de ces lignes ou sections n'avait été que de 64.798 kilomètres, tandis qu'au 31 décembre 1857, elle portait sur 155.789 kilomètres.

A cette dernière époque, la Belgique possédait :

Lignes.	Simple voie. kil.	Double voie. kil.	Total. kil.
Nord. . . .	6.175	47.302	53.477
Midi.	3.973	159.261	163.234
Ouest. . . .	40.234	164.995	205.229
Est.	11.908	133.176	145.084
Ensemble des lignes constr. par l'État.	62.290	504.734	567.024
Lignes construites par les compagnies.	563.046	381.055	944.101
Total.	625.336	885.789	1.511.125

Ce qui constitue, comparativement à la situation arrêtée le 31 décembre 1856, un accroissement de 69.61 kilomètres applicable aux lignes concédées. En remontant à la fin de 1850, on trouve que, durant les sept années de 1850 à 1857, le réseau de l'État s'est accru seulement de 7.203 kilomètres, et le réseau des compagnies a augmenté de 642.525 kilomètres. Mais l'État a continué à doubler la voie de ses lignes : au 31 décembre 1850, il y avait encore eu 159.539 kilomètres (soit 27,60 p. 100 de l'étendue totale) à simple voie, tandis qu'au 31 décembre 1857, celle-ci n'existe plus que sur une longueur de 62.290 kilomètres, soit à peine sur 11 p. 100 du total des lignes de l'État. Sur les lignes construites par les compagnies, la voie simple prend encore jusqu'à 60 p. 100.

Aux lignes de l'État et des compagnies il convient d'ajouter les chemins de fer particuliers qui relient un grand nombre d'établissements industriels (charbonnages, carrières et exploitations diverses) au railway de l'État, par des voies de raccordement sur lesquelles circule le matériel de l'État. Ces voies, dont les plus importantes sont celles du Haut et du Bas Flénu (56 kilom.), et des charbonnages de Saint-Ghislain (15 kilomètres), se trouvent être aujourd'hui au nombre de 41 et sont généralement concédées aux conditions ci-après : 1° Redevance pour l'emploi du matériel, fixée à 0,20 cent. pour les wagons de moins de 10 tonnes, et à 0,30 cent. pour les wagons de 10 tonnes et plus ; 2° redevance variable de 0,02 cent. pour les premiers de ces

wagons, et de 0,03 cent. pour les seconds, par kilomètre de parcours sur les embranchements; 3° redevance variant de 200 fr. à 820 fr. par année, pour frais de surveillance des raccordements, manœuvres des excentriques, etc.; 4° paiement d'une amende en cas de retard dans le renvoi du matériel mis à la disposition des concessionnaires. Ces chemins étant une propriété privée et d'un usage privé, ne peuvent nous occuper ici; nous devons par contre entrer dans plus de détails au sujet des lignes de l'État et des lignes concédées.

I. CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.

Les dépenses de premier établissement des chemins de fer de l'État, depuis le 1^{er} mai 1834 jusqu'au 31 décembre 1857, s'établissent comme suit :

	francs.
A. Routes proprement dites :	
Emprises de terrains, indemnités, acquisitions.....	26,293,153
Terrassements, ouvrages d'art, pose du railway.....	66,140,349
Fournitures spéciales : Billes.....	6,397,688
— Rails et accessoires.....	29,543,650
Frais de justice, plantations, inaugurations.....	1,104,849
Ensemble ¹	129,460,189
B. Bâtiments et constructions.....	14,683,026²
Dépenses.....	3,558,847
Ensemble..	18,241,873
C. Dépenses générales :	
Personnel.....	4,388,497
Frais de bureaux, etc.....	229,268
Études, enquêtes, etc.....	201,936
Mobilier, instruments, etc.....	157,853
Secours.....	13,993
Dépenses imprévues et extraordinaires...	203,764
Ensemble.....	5,195,251
D. Matériel des transports :	
Locomotives et accessoires.....	11,815,299
Pièces de rechange.....	328,879

¹ Au total de 129.5 millions¹ participent le Nord (53,477 kil.) pour 8,814,754 francs 12 c., l'Ouest (205,229 kil.) pour 30,132,959 fr. 10 c., l'Est (145,084 k.) pour 50,712,175 fr. 39 c., et le Midi (163,234 k.) pour 39,740,300 fr. 21 c.; de sorte que la moyenne de cette dépense principale s'établit par kilomètre : pour le Nord à 164,834 fr., pour l'Ouest à 147, 118, pour l'Est à 349,537, et pour le Midi à 243, 456 fr. La moyenne générale est de 228,325 fr.

² Y compris 50 fr. 40 c. pour la ligne de Dendre-et-Waes, ligne concédée, mais exploitée par l'État.

Voitures et approvisionnements de construction y relatifs.	16,472,929	
Métaux, fers divers, etc.	1,539,116	
Grues, crics, cabestans, pompes, etc.	542,898	
Main-d'œuvre de construction.	2,713,753	
Brouettes, ferblanterie, bascules, poids, etc.	320,120	
Ensemble		33,732,994
Total général.		186,630,307

Cette dernière somme, répartie sur une étendue de 567.24 kil. que l'État avait construits jusqu'au 31 décembre 1857, fait ressortir le *coût de construction* du kilomètre à 329,140 fr., se répartissant ainsi qu'il suit :

Route proprement dite..	228,315.18
Bâtiments et dépendances.	32,171.17
Dépenses générales.	9,162.31
Matériel des transports..	59,491.30

Quant à l'*exploitation des chemins de fer de l'État*, nous résu-mons d'abord, pour chacune des années 1835 à 1857, les *recettes brutes*, d'après leurs deux principales provenances :

Années.	VOYAGEURS.		Produit ¹ des marchandises.	Total du produit.
	Nombre.	Produits. francs.		
1835	421,439	268,997	"	268,997
1836	871,307	825,133	"	825,133
1837	1,394,577	1,399,989	16,994	1,416,983
1838	2,238,303	2,935,818	162,016	3,097,834
1839	1,952,731	3,636,544	613,281	4,249,825
1840	2,199,319	4,046,950	1,288,217	5,335,167
1841	2,639,754	4,113,755	2,112,579	6,226,334
1842	2,724,104	4,684,314	2,777,240	7,461,554
1843	3,071,100	5,582,259	3,559,009	9,041,268
1844	3,381,529	6,166,549	5,063,944	11,230,493
1845	3,470,678	6,393,309	6,009,896	12,403,205
1846	3,700,111	6,962,219	6,693,690	13,655,909
1847	3,746,390	6,147,216	7,842,538	14,789,754
1848	3,638,965	5,925,407	6,182,338	12,107,745
1849	3,924,006	6,297,742	6,638,179	12,935,921
1850	4,188,614	7,129,209	7,719,331	14,847,540
1851	4,355,756	8,041,866	7,843,622	15,885,488
1852	4,451,304	8,094,675	8,818,533	16,913,208
1853	4,685,259	8,497,376	10,573,093	19,070,469
1854	4,905,814	8,920,620	12,847,266	21,767,886
1855	5,288,216	9,350,038	13,958,641	23,308,679
1856	5,962,707	10,082,262	13,071,864	23,154,126
1857	6,458,424	10,429,324	15,078,293	25,507,617

¹ Y compris les recettes provenant des bagages, petits paquets, chevaux et bestiaux, équipages, finances, etc.

Voici, d'autre part, quel a été, année par année, le chiffre des dépenses de l'exploitation : elles s'élevaient

						francs.
en 1835 à	168,773	en 1843 à	5,476,616	en 1851 à	8,850,753	
1836	431,136	1844	5,765,430	1852	8,696,124	
1837	1,139,989	1845	6,321,575	1853	9,631,159	
1838	2,755,056	1846	7,245,766	1854	11,219,067	
1839	3,084,410	1847	9,318,861	1855	12,861,095	
1840	2,997,113	1848	8,766,241	1856	14,765,000	
1841	4,537,826	1849	8,543,035	1857	13,861,962	
1842	4,700,327	1850	9,195,315			

Pour donner une idée plus précise de la nature des dépenses, nous ajouterons que sur les 13.9 millions de fr. que l'exploitation coûtait en 1857, ont pris

	francs.	
les voies et travaux.....	4,064,590	ou 29.32 %
la traction et le matériel..	6,397,432	46.16
les transports.....	3,021,862	21.79
les services en général....	338,244	2.44
la régie.....	39,834	0.29
Total égal.....	13,861,962	100.00 %

Les recettes de la même année ayant été de 25,507,617 fr., l'exploitation laisse un produit net de 11,645,656 fr. En répartissant ces sommes sur les 711.491 kilom., étendue moyenne exploitée durant l'année 1857, on trouve :

Recette moyenne par kilomètre.	35,850 93
Dépense	19,481 40
Excédant moyen	16,369 53

soit 45.66 p. 100 de la recette brute. On pourrait néanmoins défalquer encore du montant des dépenses d'exploitation les sommes prélevées sur les allocations du budget pour solder les frais de *premier établissement* ; la dépense moyenne par kilomètre exploité descendrait alors à 18,662 fr. 77 c. et laisserait un excédant de 17,188 fr. 16 c. ou de 48 p. 100 environ.

Disons enfin que le *compte-capital* ou la situation financière des chemins de fer de l'État laissait au 31 décembre 1857 un déficit de 17,453,748 fr. Il est vrai que les recettes de l'exploitation de 1835 à 1857, ont atteint la somme de 273,507,866 fr. que les produits indirects (ventes de terrains, d'objets trouvés, de vieux matériel, etc.) sont encore venus augmenter de 2,533,972 francs, soit ensemble 276,041,838 fr. de recettes, tandis que les dépen-

ses de l'exploitation n'ont été que de 160,460,724 fr.; ça laisserait un excédant de 115,581,114 fr. Mais les intérêts des fonds de construction ont pris une somme globale de 129.2 millions, les frais divers relatifs aux emprunts se montent à 2,550,679 francs, somme à laquelle les pertes de l'amortissement et les intérêts courus à la date du 31 décembre 1857, mais seulement exigibles en 1858, avaient ajouté 1,264,059 fr., ce qui donne le chiffre sus-indiqué du déficit. Il importe toutefois de faire remarquer que la valeur réelle du chemin de fer est de beaucoup supérieure au montant des imputations faites sur les fonds de construction, et cela par la raison que les budgets annuels de l'exploitation supportent des charges considérables afférentes exclusivement au premier établissement du railway : d'où il résulte que les frais annuels de l'exploitation sont grevés de charges qui ne leur incombent point.

II. CHEMINS DE FER CONCÉDÉS.

Nous nous proposons de donner dans l'*Annuaire* prochain une esquisse assez étendue de cette partie du réseau belge; pour cette fois, nous nous bornons à résumer, dans le tableau qui suit, quelques données essentielles, se rapportant à l'exercice 1857 ou respectivement à la situation au 31 décembre 1857.

Compagnies.	Longueur exploitée.	Coût de construction.	EXPLOITATION.		Recette nette par kil.	Rapport de la dépense à la recette
			Recettes.	Dépenses.		
	kil.	fr.	fr.	fr.	fr.	
Lierre à Turnhout...	37.373	4,300,000	345,198	173,198	4,000	50 %
Charleroy à Louvain.	73.667	17,053,939	1,386,096	843,950	6,828	63
Manège à Wavre....	41.091	10,102,888	564,469	374,486	4,623	66
Flandre occidentale..	129.988	15,023,220	1,297,976	690,147	5,023	53
Entre-Sambre-Meuse.	107.414	27,420,867	1,768,240	904,036	8,736	51
Namur à Liège et Charleroy à Erquelines.	99.944	57,758,259	Non renseignés.			
Pepinster à Spa.....	12.119	2,748,832	201,675	106,275	7,872	53
Mons à Manège.....	32.745	18,297,500	1,130,000	411,000	21,958	36
Morielmé à Chatelineau.....	20.054	3,155,380	291,530	216,417	3,746	74
Anvers à Rotterdam..	82.296	14,514,114	1,168,791	716,075	5,500	61
Anvers à Gand, ...	49.690	4,857,987	749,631	377,344	7,493	50
Dendre-et-Waes.....	107.383	22,000,000	958,862	Non renseignés.		
Tournay à Jurbis....	75.018	13,740,205	659,839	—		
Landen à Aix-la-Chapelle.	93.460	20,812,500	937,268	725,832	2,662	77

Carrière de Guépast..	7.500	3,737,694	69,841	29,430	5,388 42
Haut et bas Flénu ...	55.786	4,583,608	"	"	" "

Le tableau ci-après résume d'une façon générale les résultats de l'exploitation des *chemins de fer de l'État* en 1858, sur laquelle nous aurons naturellement à revenir avec plus de détails dans l'*Annuaire* prochain.

Nombre des voyageurs :

En diligences	629,331
En chars à bancs	1,112,773
En wagons	4,751,502
Transports d'enfants, de militaires et extraord.	147,342
Total	6,640,948

Recettes.

	francs.
Voyageurs	9,822,128 02
Bagages	544,051 33
Marchandises	13,281,747 84
Finances	142,187 06
Équipages	17,899 60
Chevaux et bestiaux	276,676 31
Produits extraordinaires et divers	1,510,229 77
Total	25,594,919 93
Télégraphes	413,926 55

La part afférente à la Société de Dendre-et-Waes dans les recettes effectuées par les agents de l'État s'est élevée, dans le courant de l'année dernière, à 1,131,144.33 fr.; celle de la Société de Jurbise à Tournay à 551,861.75 fr, et celle des autres Sociétés mixtes et étrangères à 9,425,826.65 fr.

BRÉSIL.

Il existe au Brésil plusieurs chemins de fer en voie d'exécution et même en exploitation partielle. Chaque jour, de nouvelles demandes de concession sont adressées, soit au gouvernement central, soit aux autorités provinciales, et ces demandes s'instruisent avec activité.

Un seul chemin est terminé; il n'a que trois ou quatre lieues d'étendue, et conduit de la capitale au point de la baie le plus rapproché de Petropolis. C'a été la première tentative, et — chose

curieuse — l'entreprise a été terminée sans assistance ni subvention du gouvernement.

Le plus important des chemins de fer en construction est celui de *Don Pedro II*, qui doit mettre en communication la province de Rio-Janeiro avec celle de Minas-Geraës, à l'ouest, et avec celle de Saint-Paul, au sud. La première section de ce chemin qui va de Rio à Belem, est en exploitation et donne déjà de beaux produits. La seconde section, à laquelle on travaille en ce moment, présente d'énormes difficultés; il s'agit de traverser la chaîne de montagnes située à l'ouest de la capitale et qu'on nomme *Serra do Mar*. Le capital de la compagnie est de 114 millions, représentés par 190,000 actions de 600 fr., dont 60,000 seulement ont été émises. Une loi récente a autorisé la compagnie à convertir le tiers de ses actions en obligations qui ont été très-avantageusement placées à Londres l'année dernière. La province et l'État garantissent aux actions un revenu de 7 p. 100.

La même garantie est accordée aux deux autres chemins de fer, de *Pernambuco* et de *Bahia*. Le premier a déjà une section livrée au public et fructueusement exploitée. L'autre entreprise est moins avancée, mais son capital est fait; il a été presque entièrement souscrit à Londres (85,000 actions de 500 francs sur 90,000); les 5,000 actions restantes avaient été réservées pour la ville de Bahia, qui en demandait beaucoup plus. Les travaux sont commencés.

Mentionnons encore deux chemins votés par les assemblées provinciales, l'un allant de Nichteroy, capitale de la province de Rio, à Cantagallo; l'autre, dans la province de Pernambuco, et destiné à rattacher le port de Tamandaré au Rio-Una. Pour ces chemins aussi, il y a une garantie concédée de 7 p. 100 d'intérêt.

Dans presque toutes les provinces maritimes, d'autres projets sont à l'étude.

CH. REYBAUD.

CHILI.

Le Chili a trois chemins de fer en activité. L'un, le plus ancien, de *Caldera* à *Copiasio*, exécuté par une compagnie et qu'il s'agit de prolonger jusqu'aux mines de *Tres-Puncal*; le second,

destiné à relier ensemble *Valparaiso* et *Santiago*, n'est livré que de Valparaiso à Quisota. Il a été commencé par une compagnie et le gouvernement; mais celui-ci vient de racheter les actions des particuliers. Le troisième chemin de fer, destiné à s'étendre de *Santiago* à *Tasia*, n'est livré que de Santiago à San-Bernardo. Il est entrepris par l'État associé à une compagnie. C'est pour la construction de ces deux derniers chemins de fer qu'a été conclu à Londres, le 26 novembre dernier, un emprunt d'environ 1,400,000 l. st.

C. S.

ÉGYPTE.

Le chemin de fer de Suez étant actuellement terminé, l'Égypte possède les lignes suivantes : d'Alexandrie au Caire, 131 milles anglais; à Mariouth, 17; à Meks, 6; à Rassateen, 3; de Tanta à Samanud, 21 milles; du Caire à Suez, 91; à Barregh, 15; à Beni-Sueff, 76. En tout 360 milles anglais. Indépendamment de ces lignes, il y a de petits embranchements du Caire à la citadelle et à Kaar-Nin, de Samanud à Mansoura et à Damiette, de Pamahour à Afte et jusqu'à Rosette. Le nombre juste de milles de plusieurs lignes d'une étendue moindre, mais non moins importantes, n'est pas exactement connu.

ESPAGNE.

L'Espagne, entre toutes les contrées de l'Europe, s'est décidée une des dernières à l'indispensable nécessité des chemins de fer, et à couvrir son territoire de voies ferrées. En revanche, depuis qu'elle s'est pénétrée du danger auquel elle s'exposait en dédaignant ce puissant instrument de civilisation, elle a entrepris la lourde et difficile tâche qui lui incombait, avec une ardeur et une activité extraordinaires. Il est vrai que les capitaux français sont venus lui apporter un puissant appui, en créant chez elle, sous la forme de sociétés de crédit, des centres d'activité qui jusqu'ici lui avaient fait défaut, et en manifestant dans son avenir et dans le développement de ses ressources une confiance à laquelle elle-même ne participait point.

Quoi qu'il en soit, comme nos lecteurs en jugeront eux-mêmes

par les détails qui vont suivre, les progrès déjà accomplis sont considérables, et le réseau des lignes espagnoles est déjà assez avancé pour que désormais son achèvement dans un temps plus ou moins éloigné puisse être regardé comme un fait certain et immanquable.

Pour donner une idée exacte de la situation des lignes espagnoles, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire, d'après la *Gaceta de los Caminos de Hierro*¹, le tableau général des chemins de fer espagnols concessionnés jusqu'à la fin de 1858.

Lignes concessionnées.	Date	de la concession.	LONGUEUR.		
			Conces- sionn.	En ex- ploit.	En con- struc.
Almansa à Alicante.....	4	sept. 1852	97	97	»
Madrid à Almansa.....	9	mars 1855	358	358	»
Madrid à Saragosse.....	8	mars 1856	342	»	342
Castillejo à Tolède.....	11	juillet 1856	27	27	»
Barcelone à Matarò.....	23	août 1843	28	28	»
Matarò à Arenys de Martorell.....	28	août 1851	8	8	»
Arenys de Mar. à Santa Coloma de Farnès..	15	juillet 1857	42	»	»
Barcelone à Martorell.....	12	juin 1851	27	27	»
Barcelone à Granollers.....	20	juillet 1850	29	29	»
Granollers à Santa-Coloma de Farnès...	15	juillet 1857	39	»	»
Tarragone à Reus.....	20	août 1852	14	14	»
Jativa à Valence et au Grao.....	26	avril 1851	60	60	»
Almansa à Jativa.....	11	nov. 1852	71	27	44
Barcelone à Saragosse.....	21	sept. 1852	320	21	299
Burgos à Valladolid.....	20	févr. 1856	121	»	121
Madrid à Valladolid.....	15	octob. 1856	230	»	230
Burgos à la frontière de France.....	15	octob. 1856	270	»	270
Alar à San Isidro de Duenas.....	14	juin 1856	110	»	110
Alar à Santander.....	13	mai 1849	150	91	59
Séville à Cordoue.....	30	sept. 1851	130	»	130
Cordoue aux bouillières de Belmès et d'Espiel.....	14	juin 1856	70	»	»
Jerez au Trocadéro.....	16	août 1850	27	27	»
Langreo à Gijon et à Oviédo.....	2	mai 1845	49	37	12
Jerez à Séville.....	31	mars 1856	100	»	100
Puerto Real à Cadix.....	10	octob. 1856	30	»	30
Barcelone à Sarrià.....	14	juillet 1856	5	»	»
Valence à Tarragone.....	10	juillet 1856	280	»	»
Santa Coloma à la frontière française....	15	juillet 1857	108	»	»
Granollers à San Juan de las Abadesas...	15	juillet 1857	104	»	»
Bilbao à Tudela par Miranda.....	15	juillet 1857	233	»	233
Saragosse à Alsasna et Pampelune.....	11	juillet 1856	187	»	187

¹ Journal spécial que l'auteur de cette notice publie avec succès à Madrid depuis plus de quatre années et qui est le répertoire le plus riche et en même temps le plus sûr des renseignements concernant le mouvement si vif d'affaires dont l'Espagne est aujourd'hui travaillée. (Note de la rédaction de l'*Annuaire*.)

Reus à Montblanch.....	15	juillet	1857	27	•	27
Gargallo à l'Ebre (Escatron).....	15	juillet	1857	61	•	•
Utrillas à l'Ebre (Laida).....	15	juillet	1857	60	•	•

Voici maintenant l'organisation et la situation financières des compagnies entre lesquelles se répartissaient ces diverses concessions :

Désignation des Compagnies.	Domicile social.	Capital-actions en réaux.	Nombre des actions.	Valeur d'émission.	Dernier intérêt payé.
Madrid à Saragosse et à Alicante.	Madrid	456,000,000	240,000	1,900	6 %
Valence à Almansa.....	Valence	26,000,000	13,000	2,000	6
Barcelone à Mataro.....	Barcel.	20,000,000	10,000	2,000	7
Barcelone à Granollers.....	—	24,000,000	12,000	2,000	5
Barcelone à Saragosse.....	—	40,000,000	20,000	2,000	6
Barcelone au Centre.....	—	36,100,000	18,000	2,000	2½
Taragone à Reus.....	Reus	5,727,500	6,030	950	6
Langreo à Gijon.....	Madrid	50,000,000	25,000	2,000	•
Jerez au Trocadero.....	Jerez	13,000,000	6,500	2,000	5
Alar à Santander.....	Santand.	120,000,000	60,000	2,000	6

Après les données générales qui précèdent, nous croyons devoir ajouter des renseignements plus détaillés sur les lignes principales, exploitées déjà sur une partie plus ou moins grande de leur parcours :

1. *Compagnie du chemin de fer de Madrid à Saragosse et Alicante.* — Capital social : 240,000 actions de 500 francs chacune, soit 120,000,000 de francs ; sur chaque action, il n'a été encore versé que 400 fr. — Étendue de la concession :

	kil.
Madrid à Alicante....	455
Madrid à Saragosse....	360
Castillejo à Tolède....	27
Total.....	842

Les 455 kilomètres de Madrid à Alicante sont déjà en exploitation ; ils ont coûté à raison de 180,000 fr. le kilomètre. Suivant un traité passé avec la Société espagnole et mercantile, les 360 kilomètres de Madrid à Saragosse, coûteront 207,500 fr. le kilomètre. Les 27 kilomètres de Castillejo à Tolède, ont été achetés par la Compagnie aux concessionnaires primitifs, MM. Chalelus et Salamanca ; ils ont été payés à raison de 140,000 fr. le kilomètre. La section de Madrid à Aranjuez est déjà en exploitation depuis plusieurs années, celles d'Aranjuez à Albacète et d'Albacète à Almansa ont été mises en exploitation dans le cou-

rant de l'année 1857; c'est en 1858 seulement que, la section d'Almanza à Alicante ayant été livrée à l'exploitation, la ligne entière a commencé à entrer dans les conditions normales de son existence. On évalue à 25,000 fr. par kilomètre le produit total de ce chemin durant la première année d'exploitation, produit qui, certes, prouve qu'il y a en Espagne une circulation qui ne manque pas d'importance, et qui, au point de vue de l'avenir financier de la Compagnie, ne laisse pas que d'avoir un grand intérêt, si l'on songe surtout que ce chemin comme tous ceux d'Espagne, n'est qu'à une voie et n'a pas coûté 200,000 fr. par kilomètre. Ce sont là des considérations qu'il ne faut pas perdre de vue quand on parle des chemins espagnols. On ouvrira dans le mois de mars 1859, la section de Madrid à Guadalajara, du chemin de Madrid à Saragosse.

2. *Chemin de fer du Grao de Valencia à Almanza.* — Capital social : 13,793 actions de 2,000 réaux, représentant un capital de 27,586,000 réaux (1^{re} émission), 15,000 actions de 2,000 réaux représentant un capital de 30 millions (2^e émission). La première émission est depuis longtemps placée, c'est celle qui a servi à la construction du chemin de Valencia à Jativa, chemin de 60 kilomètres, exploité depuis plusieurs années déjà. Quant à la seconde, elle se place au fur et à mesure de l'exécution des travaux entre Jativa et Almanza. L'étendue totale de la ligne est de 131 kilomètres, sur lesquels 89 entre le Grao et Noyente sont déjà en exploitation; il ne reste plus que 42 kilomètres à construire. En outre de ses actions, la Compagnie a déjà émis 28,000 obligations de 1,000 réaux et elle a droit à une subvention de 27 millions qui lui a été en partie payée.

Les résultats de ce chemin sont excellents; tant que la partie entre Valencia et Jativa était seule livrée à l'exploitation, le produit kilométrique a toujours dépassé 25-26 mille francs; depuis que l'on a ouvert la section de Jativa à Noyente, ce produit a diminué, mais il ne peut manquer de se relever dans une forte proportion le jour où cette ligne pourra s'embrancher sur le grand chemin de Madrid à Alicante. Il paraît certain que le chemin a été acheté par la Compagnie de Madrid à Alicante, mais on ignore encore à quelles conditions.

3. *Chemin de fer de Barcelone à Saragosse.* — Capital social :

80,000 actions de 2,000 r. représentant un capital de 160 millions de réaux. L'étendue totale du chemin est de 320 kilomètres, sur lesquels 21 seulement sont déjà en exploitation; mais les travaux ont été entrepris à la fois avec une grande ardeur sur toute la ligne, et on compte, dans un espace de temps peu éloigné, pouvoir livrer à la fois près de 200 kilomètres à la circulation.

Les recettes des 21 kilomètres en exploitation vont toujours en augmentant; chaque kilomètre a donné en 1857 : 81,000 réaux, en 1858 : 83,879 r. La subvention de l'État, suivant les cahiers des charges, doit s'élever au tiers de la dépense totale; or, le capital-actions atteint 160 millions de réaux et la Compagnie a manifesté l'intention d'émettre une quantité égale d'obligations. Il est donc probable que la subvention de l'État peut s'évaluer également à 160 millions de réaux. Du reste, c'est une question soumise en ce moment à l'examen du gouvernement.

4. *Chemin de fer de Séville à Jerez et de Puerto Réal à Cadix.* Capital social : 90,250,000 réaux, représenté par 47,500 actions de 1,900 r. chacune. Cette compagnie a émis un certain nombre d'obligations qui se sont placées sur les marchés de Paris et de Bruxelles. La ligne de Séville à Jerez n'a obtenu aucune subvention du gouvernement espagnol; les concessionnaires lui payent même 2,000 r. par lieue, ce qui impose à la Compagnie une charge de 40,000 réaux. En revanche la ligne de Puerto Réal à Cadix a droit à une subvention de 179,900 r. par kilomètre, ce qui fait un total de 5,397,000 r. Les deux lignes seront ouvertes dans le courant de 1859.

5. *Compagnie du chemin de fer d'Alar à Santander.* — Capital social : 60,000 actions de 2,000 réaux. Étendue du chemin : 127 kilomètres, sur lesquels 91 sont déjà en exploitation et 36 seront prochainement livrés à la circulation. Les 36 kilomètres qui sont encore à construire sont situés au milieu de la ligne, de telle sorte que la circulation actuelle ne peut encore faire présager quelles seront les recettes définitives. Cependant dans l'état actuel la Compagnie a déjà obtenu, dans le troisième trimestre de 1858, des recettes suffisantes pour donner la certitude que, dès l'ouverture totale de la ligne, les recettes dépasseront 25,000 fr. par kilomètre. Ce chemin a obtenu une forte subvention de l'État. Il émet au fur et à mesure des nécessités de la construction, des obli-

gations qui sont acceptées par la Société industrielle et mercantile de Madrid, laquelle garantit ainsi l'achèvement prompt et rapide de cette importante voie de communication.

6. *Compagnie du chemin de fer de Barcelone à Arenys de Martorell.* — Capital social : 13,050 actions à 2,000 réaux; ou 26,100,000 r. Étendue du chemin, 36 kilomètres. Ce chemin est le premier de l'Espagne qui ait été mis en exploitation; ses produits dépassent 32,000 fr. par kilomètre. Ses actions sont cotées à Barcelone au-dessus du pair avec 10 et quelquefois 15 p. 100 de prime. En outre des 36 kilomètres qu'il exploite actuellement, il construit, pour son propre compte, 42 kilomètres de Arenys à Santa Coloma de Farnès, qui lui ont été concédés, et en outre avec la Compagnie de Granollers, les 108 kilomètres qui séparent Santa Coloma de Farnès de la frontière française. Afin de pouvoir conduire à terme les deux dernières concessions, cette Compagnie a émis nouvellement à Barcelone 25,000 actions de 2,000 réaux sur lesquelles 40 p. 100 ont déjà été versés.

7. *Compagnie du chemin de fer de Barcelone à Granollers.* — Capital social, 12,000 actions de 2,000 réaux chacune.

	kil.
Étendue du chemin : de Barcelone à Granollers.....	29
— de Granollers à Santa Coloma....	39
Total.....	68

Les 29 kilom. de Barcelone à Granollers sont en exploitation depuis plusieurs années; les 39 kilom. de Granollers à Santa Coloma sont en construction. Cette compagnie, de moitié avec celle d'Arenys, entreprend la construction du chemin de Santa Coloma à la frontière française. Afin d'exécuter cette ligne et de poursuivre les travaux entre Granollers et Santa Coloma, elle a émis, en sus de son capital primitif, 26,650 actions de 2,000 r. Les produits de la section de Barcelone à Granollers ont atteint 90,000 r. par kilom. durant l'exercice 1858.

8. *Chemin de fer de Barcelone à Martorell ou du Centre.* — Capital social, 18,050 actions de 2,000 réaux, représentant un capital de 36,100,000 r. Étendue de la ligne, 27 kilom., qui sont aujourd'hui en état de complète exploitation. Le produit kilométrique de cette ligne s'est élevé en 1857, à 71,195 r., et en 1858, à 77,027 r. Cette ligne est appelée à se prolonger sur Tarragone,

mais l'existence simultanée de deux concessions non encore sanctionnées par les Cortès, l'une de Barcelone à Tarragone, par la côte, l'autre de Martorell à Reus, a empêché jusqu'ici l'exécution de cette ligne.

9. *Chemin de fer de Tarragone à Reus.* — Capital social, 6,030 actions de 950 réaux, soit 5,728,500 r. Les 14 kilom. dont se compose cette ligne sont en exploitation. La ligne a été vendue par les actionnaires à la Compagnie générale du Crédit en Espagne.

10. *Chemin de fer de Jerez au Trocadéro.* — Capital social, 8,000 actions de 2,000 réaux, soit 16 millions. Étendue de la ligne, 27 kilom. Ce chemin est en exploitation et produit plus de 100,000 r. par kilom. Il a émis un grand nombre d'obligations.

10. *Chemin de fer de Langreo à Gijon.* — Capital social, 25,000 actions de 2,000 réaux, soit 50 millions r. Étendue de la ligne, 49 kilom. en y comprenant l'embranchement d'Oviédo. Ce chemin sert principalement à l'exploitation des mines de charbon des Asturies; 38 kilom. entre Langreo et Gijon sont déjà en exploitation. Comme la précédente, cette Société a émis un grand nombre d'obligations.

Parmi les *lignes en construction* et plus ou moins prêtes à être livrées (soit en partie soit sur la totalité de leur parcours) à la circulation, la plus importante est celle du :

1. *Chemin de fer du Nord.* — Capital social, 20,000 actions de 500 francs chacune, soit 100 millions de francs. Cette Compagnie est concessionnaire de la ligne de Madrid à la frontière de France, jusqu'à la Bidassoa près d'Irun, et d'un embranchement qui, partant de San-Vedro de Duennas, près de Valencia, aboutit à Alar del Rey, tête de ligne du chemin de Santander. Étendue de la concession suivant les plans approuvés : 633 kilom. de Madrid à la frontière française et 90 kilom. embranchement d'Alar, soit 723 kilom. Cette Compagnie n'a encore aucune section en exploitation, mais la partie située entre Aosta et Burgos et l'embranchement d'Alar sont terminés et pourront être inaugurés dans un intervalle très-rapproché. On estime que ces diverses lignes coûteront une somme totale de 204,247,342 fr. De cette somme il

faut déduire la subvention accordée par le gouvernement et qui s'élève à 54,247,342 fr., ce qui laisse à la charge de la Compagnie une dépense totale de 130,000,000 fr., sur laquelle 100 millions représentent le capital-actions, tandis que les 30 millions restant doivent être représentés par des obligations. Le premier versement effectué sur les actions s'est élevé à 150 fr.; de plus, le Crédit mobilier français s'est engagé à faire pour les actionnaires une avance de 200 fr. sur lesquels 100 fr. ne pourront leur être réclamés avant le mois de janvier 1860, et 100 fr. avant 1864.

Il est difficile d'évaluer dès à présent le revenu qu'on peut espérer des chemins de fer du Nord. Dans un pays comme l'Espagne, en l'absence presque absolue de données statistiques quelque peu sûres, personne ne saurait préciser d'avance l'influence que l'industrie des chemins de fer exercera sur le développement et la prospérité économiques. Nous devons dire seulement que suivant les renseignements réunis par la Compagnie, on s'attend à un produit de 38,000 francs par kilom., produit considérable pour un chemin construit à une seule voie. Les sections de Madrid à l'Escorial, de Burgos à Vitoria, et de Tolosa à Irun, ne tarderont pas à être livrées à la circulation; dès l'année prochaine elles pourront être exploitées. Toutes les difficultés sont concentrées sur les deux sections de l'Escorial à Avila, et de Vitoria à Tolosa; il est impossible de dire à quelle époque précise elles pourront être surmontées, mais il est certain que l'on ne rencontre aucun obstacle sérieux qui puisse empêcher la Compagnie de livrer les chemins qui lui ont été concédés, à l'époque fixée par la loi.

Les autres lignes en construction sont :

2. *Le chemin de fer de Cordoue à Séville.* — Capital social, 36,000 actions de 900 réaux. Étendue 130 kilom. Ce chemin, en construction depuis plusieurs années, est en ce moment complètement achevé, et dans le courant de 1859 il doit être livré à la circulation. Il n'a encore été appelé que 70 p. 100 sur les actions. La Compagnie vient de placer avec succès à Paris et en Belgique une souscription de 24,576 obligations de 500 fr., remboursables en 97 ans depuis 1860, à l'intérêt annuel de 15 francs. La Compagnie a droit à une subvention de 100,000 r. par lieue et par an, durant 20 ans; la subvention doit être payée par les deux provinces de Cordoue et de Séville et avancée par l'État.

3. *Chemin de fer de Bilbao à Tudela.* — Capital social : 137,000,000 réaux. La subvention totale a été fixée à 83,944,280 réaux ou 360,000 r. par kilom. Les travaux sont poussés avec une grande activité sur la première section de Arrancudiaja à Bilbao. Étendue du chemin, 233 kilom. Il n'y a encore aucune section exploitée. Une assemblée générale a eu lieu les 30 et 31 janvier 1859. Dans la première réunion, le 30 janvier, une commission a été nommée pour l'examen des comptes; le lendemain, sur l'avis conforme de la commission, l'assemblée a approuvé le bilan. Il résulte du rapport de l'administration que les versements ont été faits avec exactitude; les travaux pourront être achevés avant le délai fixé. Dans la seconde assemblée, après une longue et sérieuse discussion, plusieurs modifications ont été apportées aux statuts; la plus importante, adoptée par 1,006 voix contre 828, est celle qui porte de 4 1/2 à 6 p. 100 l'intérêt à payer aux actionnaires pendant la durée de la construction.

4. *Chemin de fer de Reus à Montblanch.* Capital social : 18,000 actions de 1,900 r. ou 34,200,000 r. Étendue du chemin de fer, 27 kilomètres. Dans la constitution de son capital social on a eu en vue un prolongement de Montblanch à Lerida.

5. *Chemin de fer de Barcelone à Sarrià.* Capital social : 6,000 actions de 2,000 r., soit 12 millions de r.; étendue 5 kilom.

6. *Chemin de Belmey à Cordoue.* Capital social 13,600 actions de 1,900 r. chacune, soit 25,840,000 r. Étendue, 70 kilomètres : Il doit s'exécuter uniquement pour être exploité avec des chevaux; mais si cette ligne, comme on s'y attend, est destinée à être une section de la grande communication intérieure entre Madrid et l'Andalousie, la voie sera disposée pour recevoir des locomotives.

G. HUBBARD.

Le 8 avril 1859 a eu lieu, à Madrid, l'adjudication de la concession du chemin de fer de Alcazar à Ciudad Real; le gouvernement offrait une subvention de 3 millions de réaux en travaux faits et de 18,160,000 réaux en espèces. La Compagnie du chemin de fer de Madrid à Alicante, dont la ligne principale sert de point de départ au nouveau chemin, a présenté un rabais assez consi-

lérable sur les avantages offerts par le gouvernement pour pouvoir ajouter cet embranchement de 142 kilomètres à son réseau ; c'est son représentant, M. le marquis de Villa-Mediana, qui a été déclaré concessionnaire de cette ligne, par un arrêté royal du 18 avril ; la subvention de l'État est réduite à 15,899,243 r., soit 141,369 réaux par kilomètre.

FRANCE.

Le réseau des chemins de fer français a continué ses développements, malgré la crise financière et le découragement du monde des actionnaires aussi bien que des Compagnies elles-mêmes. L'étendue du réseau, de 7,442 kilomètres à la date du 31 décembre 1857, s'est accrue en 1858 d'une longueur de 1,237 kilomètres. Cet accroissement se répartit comme suit :

	kilomèt.	
Nord : Noyelles à Saint-Valéry (ouverte le 5 juin).....	5	
Hautmont à la frontière (1 ^{er} juillet).....	11	
Busigny à Somain (15 juillet).....	49	65
Est : Belfort à Dannemarie (15 février).....	22	
Langres à Vesoul (22 février).....	84	
Vesoul à Belfort (26 avril).....	62	
Chalindrey à Gray (22 juillet).....	45	
Longueville à Provins (11 décembre).....	7	220
Ardennes : Reims à Rhétel (10 juin).....	38	
Rhétel à Charleville (15 septembre).....	49	
Charleville à Doncherie (14 décembre).....	14	100
Ouest : Alençon à Argentan (1^{er} février).....	43	
Lisieux à Pont-Lévéque (1 ^{er} juillet).....	18	
Caen à Cherbourg (17 juillet).....	131	
Traversée de Fécamp (14 août).....	2	194
Orléans : Tours au Mans (19 juillet).....	93	
Montauban au Lot et prolongement (30 août).....	171	264
Paris à Lyon et à la Méditerranée :		
Besançon à Belfort (1 ^{er} juin).....	96	
La Palisse à Roanne (7 juin).....	49	
Marseille à Aubagne (20 octobre).....	17	
Traversée de Roanne (3 novembre).....	3	165
Lyon à Genève : Seyssel à Genève (18 mars).....	51	
Culoz à la frontière sarde (2 septembre).....	2	53
Midi : Narbonne au Vernet (20 février).....	59	
Raccordement à Cette (1 ^{er} juillet).....	3	
Le Vernet à Perpignan (12 juillet).....	4	66

Dauphiné : Piquepierre à Grenoble (1 ^{er} juillet).....	3	
Lyon à Bourgoin 1 ^{er} juillet.....	38	41
Graissessac à Béziers : Béziers à Bédarieux (20 septembre) ..	42	
Bédarieux à Graissessac (28 décembre).....	10	52
Bessèges à Alais : Robiac à Tréllys (8 mars).....	"	2
Carmaux à Albi : Ligne entière (1 ^{er} mai).....	"	15
Total.....	1,237	
La longueur exploitée ayant été le 1 ^{er} janvier 1858, de....	7,442	
se trouve donc portée, le 1 ^{er} janvier 1859, à.....	8,679	

Pour chacune des grandes lignes en particulier elle a monté dans le courant de 1858 :

	kil.			kil.	
Nord..... de 859 à 924			Méditerranée de.	1,648 à 1,813	
Est..... 1,397	1,617		Lyon-Genève...	175	228
Ouest..... 950	1,144		Midi.....	728	794
Orléans..... 1,479	1,743		Autres lignes...	206	416

L'augmentation totale est de 16,62 p. 100 ; les recettes brutes n'ayant augmenté que de 7,75 p. 100, le revenu kilométrique devait sensiblement diminuer. Il en a, en effet, été ainsi pour les grandes et anciennes lignes ; les lignes nouvelles ou moins importantes qui, antérieurement, n'avaient pas encore acquis leur plein développement, ont vu, en 1858, leurs recettes kilométriques progresser d'une façon très-prononcée. Il convient pourtant de faire remarquer que ce progrès est tout à fait relatif ; au fond, les lignes favorisées en 1858, telles que le Midi, Lyon-Genève, ont malgré cela un rendement kilométrique de beaucoup inférieur à celui des grandes lignes dont les recettes ont déchu en 1858. Le tableau qui suit, résume les recettes brutes et kilométriques réalisées en 1858, en les comparant avec celles de l'exercice précédant :

Lignes.	1857.	Recettes 1858.	Différence sur 1857.	Revenu kilom. en 1858.	Differ. sur 1857, en p.cent.
Nord.....	51,518,505	55,300,018	+ 3,781,513	62,065	— 1.82
Est.....	48,026,578	54,207,341	+ 6,180,763	34,972	— 8.61
Ardennes.....	183,712	1,677,033	+ 1,493,291	19,057	+ 76.32
Ouest.....	41,262,231	43,098,642	+ 1,836,411	40,659	— 8.56
Orléans.....	58,468,365	60,098,701	+ 1,630,336	38,061	— 12.64
Paris-Méditerranée	93,652,225	95,958,636	+ 2,306,411	55,276	— 2.27
Lyon-Genève. ...	2,642,432	4,743,829	+ 2,101,397	21,962	+ 13.86
Midi.....	12,491,560	15,652,284	+ 3,160,724	20,016	+ 4.00
Dauphiné.....	873,094	1,656,214	+ 783,120	15,195	+ 21.82
Ceinture.....	1,545,562	1,451,213	— 94,349	85,365	— 6.10

Bessèges à Alais...	71,648	945,365	+	843,717	28,605	+59.75
Anzin à Somain...	372,070	349,541	—	22,529	18,397	— 6.06
Carmaux à Albi....	"	110,766	+	110,766	13,846	"
Graissessac à Béziers ¹	"	19,144	+	19,144	1,740	"

Totaux et moyennes 311,108,012¹ 335,239,015¹ +24,130,994 41,398 — 8.53

La crise de la fin de 1857 et la stagnation générale d'affaires qui en résultait et s'est maintenue durant toute l'année 1858, était certes l'une des principales causes déterminantes de ce mauvais résultat qui se traduit par une diminution moyenne de 3,861 francs, ou de 8,53 p. 100, dans le revenu kilométrique. Les compagnies l'attribuent surtout aux accroissements successifs des lignes exploitées; ces accroissements ajoutent à l'exploitation des lignes et des tronçons secondaires et partant peu productifs, dont le faible rendement altérerait d'une façon si défavorable le rendement général des chemins français. De là les doléances des Compagnies sur les charges onéreuses auxquelles elles se seraient assujetties dans ces dernières années en acceptant la construction des embranchements et des lignes secondaires, destinés à compléter le réseau des voies ferrées; de là leurs réclamations unanimes tendantes à la résiliation des conventions acceptées dans les années 1852-57. Le gouvernement s'est appliqué à faire droit à ces demandes par les nouvelles conventions, arrêtées l'été dernier entre le ministre des travaux publics et les diverses Compagnies de chemins de fer. Ces conventions, qui constituent un retour peu déguisé au système interventionniste et subventionniste dont, depuis 1852, on avait cru pouvoir s'affranchir, qui remettent en honneur et en vigueur l'esprit de la loi de 1842, se trouvent en ce moment même soumises à l'examen du Corps législatif; elles ne sont donc pas encore exécutoires, et il serait prématuré de les consigner ici. Mais si dans les détails d'exécution elles peuvent encore subir maintes modifications, dans leur essence même elles recevront sûrement la sanction du Corps législatif, et elles marqueront, de la façon la plus prononcée, une nouvelle phase dans l'histoire financière des chemins de fer français. Nous ne saurions mieux en caractériser le but et l'esprit qu'en empruntant les quelques extraits qui suivent à l'exposé des motifs

¹ Déduction faite des détaxes, et non compris l'impôt du dixième qui s'élève pour 1857 à 17,077,136 fr. et pour 1858 à 17,876,373 fr.

dont le gouvernement accompagnait la présentation des nouvelles conventions au Corps législatif.

Après avoir rappelé la forte impulsion que l'Empire, à peine reconstitué, avait imprimée aux entreprises de chemin de fer, la force qu'il croyait leur avoir donnée par les fusions, les centralisations et par la prolongation uniforme des concessions (à 99 ans); après avoir constaté que, dans les années 1852 à 1857, l'exécution des travaux avait marché de pair avec l'extension des concessions, que la longueur exploitée avait, en 6 ans, plus que doublé, mais que néanmoins il restait encore beaucoup à faire : près de 8,000 kilomètres à terminer ou à entreprendre, qui nécessiteront une dépense de 2 milliards 500 millions environ, — *l'Exposé des motifs* dit :

Ces charges n'étaient pas au-dessus des forces des compagnies : elles les avaient calculées et acceptées dans un moment où leur grande prospérité leur assurait la confiance du public, et sans doute, si les circonstances étaient restées les mêmes, elles se seraient trouvées en mesure de remplir leurs engagements sans aucune intervention nouvelle de l'État. Mais dans les derniers mois de l'année 1857 a éclaté une crise financière, remarquable par son caractère de généralité, et qui s'est étendue sur toutes les places de commerce, où elle a bientôt déterminé une crise commerciale : le marché des chemins de fer ne pouvait manquer d'en ressentir vivement le contre-coup. Il devait être atteint d'autant plus gravement que la diminution des transports amenait de fortes diminutions dans les recettes kilométriques; aussi la dépréciation des actions fut-elle considérable. Les obligations, qui étaient la seule ressource pour exécuter les chemins restant à faire, ne subirent pas une dépréciation moindre : leur émission devint difficile et ne se fit plus qu'à des conditions fort onéreuses.

L'opinion publique, toujours disposée à aller au delà de la réalité, au lieu de voir dans cette diminution des produits un fait accidentel et qui devait bientôt disparaître, a cru y trouver le commencement d'une période décroissante et une menace pour l'avenir. On a dit que les compagnies de chemins de fer avaient notablement aggravé leurs charges financières en acceptant la concession, sans subvention ni garantie d'intérêt, d'un ensemble de lignes secondaires d'une grande étendue, d'une dépense considérable et d'un produit incertain; que ces nouvelles lignes étaient pour les anciens réseaux une cause permanente et irremédiable de dépréciation; que, sous cette influence désastreuse, les actions devaient continuer à baisser indéfiniment; que les obligations elles-mêmes ne trouveraient bientôt plus de placement, et qu'ainsi la propriété des compagnies et l'achèvement du réseau des chemins de fer de l'Empire se trouveraient compromis à la fois.

Quelque exagérées que fussent ces inquiétudes, le Gouvernement ne pouvait y rester insensible..... L'intervention de l'État a donc paru légitime. Elle est néces-

saire aujourd'hui comme elle l'a été à d'autres époques pour ranimer la confiance publique.....

Deux systèmes se présentaient pour venir en aide aux compagnies et consolider leur crédit : — 1. La suppression ou l'ajournement indéfini, dans chaque réseau, des lignes présumées les moins productives ; — 2. Une garantie d'intérêt convenablement combinée, et, dans les cas exceptionnels où la mesure serait jugée indispensable, l'intervention de l'État, soit au moyen de subventions, soit au moyen de travaux payés sur les fonds du Trésor.

Il n'était pas possible de s'arrêter au premier système ; l'achèvement des lignes décrétées est une promesse de la loi, une dette du Gouvernement. Les populations attendent avec confiance ce moyen de prospérité et de progrès sur lequel elles ont droit de compter, et qui leur est d'autant plus nécessaire qu'elles en ont été privées plus longtemps ; le leur enlever serait à la fois injuste et impolitique.

Restait le second système dont la garantie d'intérêt constitue la principale disposition..... Comment doit-il être appliqué ? Le premier point à déterminer est le taux de l'intérêt à garantir. Dans les conventions précédemment conclues, ce taux est très-variable ; il a été fixé dans quelques circonstances à 5 0/0, le plus souvent à 4 0/0, avec ou sans amortissement, et dans des cas très-rares, à 3 0/0 ; sa durée habituelle est de cinquante ans. Ce terme suffit, en effet, pour permettre au trafic de se développer et pour assurer l'avenir de l'entreprise. Il a paru que, pour rendre efficace la garantie de l'État sans porter atteinte au crédit public, il convenait de la fixer à 4 0/0 pendant cinquante ans, et d'y ajouter l'amortissement calculé au même taux et pour le même terme de cinquante années, ce qui porte le taux total de la garantie à 4,65 0/0.....

Dans l'état actuel de l'industrie des chemins de fer, la garantie d'intérêt ne peut être réellement efficace qu'autant qu'elle s'appliquera spécialement et d'une manière distincte aux lignes récemment concédées, et dont l'annexion aux anciens réseaux a si vivement préoccupé l'opinion publique.....

....C'est à ce point de vue que les conditions des nouveaux traités ont été déterminées. On s'est attaché d'ailleurs, tout en accordant aux nouvelles lignes une garantie d'intérêt distincte, à combiner cette mesure de la manière la plus propre à sauvegarder les intérêts du Trésor public. Les dispositions proposées peuvent se résumer ainsi qu'il suit :

Les concessions de chaque compagnie sont divisées, au point de vue de l'application de la garantie d'intérêt, en deux sections distinctes, qui sont définies d'une manière précise pour chaque compagnie, et qui sont désignées sous les noms d'ancien et de nouveau réseau. Les revenus de l'ancien réseau ne sont aucunement garantis. Les droits des tiers sont seulement réservés en ce qui concerne la garantie d'intérêt accordée par des actes antérieurs. Le nouveau réseau seul jouit, pendant cinquante ans, d'une garantie d'intérêt, avec amortissement calculé au taux de 4 p. 100. Toutefois, comme il est juste que le nouveau réseau profite de l'accroissement de trafic qu'il doit apporter aux concessions primitives, toute la portion du revenu de l'ancien réseau qui excédera un certain chiffre kilométrique déterminé pour chaque compagnie, sera attribuée, comme supplément de recettes, au nouveau réseau, et viendra couvrir, jusqu'à due concurrence, l'intérêt garanti par l'État.

En compensation des avantages qui leur sont accordés, toutes les compagnies s'engagent à partager avec l'État, à partir de l'année 1872, la portion de leur revenu qui excéderait un chiffre déterminé. Enfin, il est stipulé que toutes les sommes que l'État aura pu verser, par application de la clause de garantie, lui seront remboursées, avec les intérêts à 4 0/0, dès que les produits du nouveau réseau auront dépassé l'intérêt garanti, et à quelque époque que cet excédant se produise.

L'ensemble de ces combinaisons a paru de nature à concilier dans une juste mesure les intérêts du Trésor et ceux des compagnies.

En affectant au nouveau réseau, comme supplément de recettes, tout ce que l'ancien pourra produire au delà d'un chiffre déterminé; on allège les risques du Trésor; on neutralise la tendance que pourraient avoir les compagnies à favoriser le trafic de quelques lignes au détriment de certaines autres, en même temps que l'on résilie au nouveau réseau une partie des bénéfices indirects qui sont le résultat de sa construction. En assignant aux revenus de la Compagnie une limite au delà de laquelle l'État entrera en partage des produits sur tout l'ensemble de la concession, on ouvre au Trésor une éventualité de bénéfices qui peut, dans l'avenir, présenter une valeur réelle. Enfin en stipulant le remboursement des sommes payées à titre de garantie, on transforme les sacrifices de l'État en un véritable prêt, dont le remboursement ne saurait être douteux.

Telle est la tendance générale des nouvelles conventions qui, dans leurs stipulations de détail, varient naturellement selon la nature, la situation, les traités antérieurs de chaque entreprise. Les renseignements qui suivent serviront à mieux faire ressortir la portée et l'importance des nouveaux arrangements. Ainsi, le réseau des chemins de fer français, construits ou à construire, embrasse aujourd'hui une étendue de 16,352 kilomètres qui, pour les diverses compagnies, se divise comme suit, entre l'ancien réseau, maintenu dans ses conditions actuelles, et le réseau nouveau auquel s'appliquera seul la garantie d'intérêt dont le gouvernement veut se charger :

Compagnies.	Ancien réseau. kilom.	Nouveau réseau. kilom.	Total. kilom.
Orléans.	1,764	2,162	3,926
Lyon-Méditerranée et Dauphiné.	1,834	2,496	4,330
Nord.	967	618	1,585
Est. — Ardennes.	985	1,365	2,350
Ouest.	1,192	1,112	2,304
Midi.	798	828	1,623
Compagnies diverses.	234	"	234
Totaux...	7,774	8,578¹	16,352

¹ Les concessions éventuelles figurent dans le nouveau réseau pour une longueur de 1,838 kilomètres.

Si l'on examine maintenant la situation des dépenses faites et à faire par les compagnies pour l'exécution de cet ensemble de chemins de fer, abstraction faite des subventions du Trésor, on arrive aux résultats suivants :

Compagnies.	DÉPENSES		Totales.
	faites au 31 décembre. 1857. francs.	à faire au 1 ^{er} janvier 1858. francs.	
Orléans.....	517,000,000	713,000,000	1,230,000,000
Lyon-Méditerranée et Dauphiné.	886,000,000	974,000,000	1,860,000,000
Nord.....	350,000,000	253,000,000	603,000,000
Est. — Ardennes.....	578,000,000	254,000,000	832,000,000
Ouest.....	412,000,000	310,000,000	722,000,000
Midi.....	205,000,000	166,500,000	371,500,000
Compagnies diverses.....	92,000,000	19,500,000	71,500,000
Totaux...	3,000,000,000	2,750,000,000	5,750,000,000

Ces chiffres de dépenses se répartissent ainsi qu'il suit entre l'ancien réseau et le nouveau réseau de chaque Compagnie :

Compagnies.	DÉPENSES FAITES ET À FAIRE :		Totales.
	Ancien réseau. francs.	Nouveau réseau. francs.	
Orléans.....	445,000,000	815,000,000	1,260,000,000
Lyon et Méditerranée-Dauphiné	735,000,000	1,125,000,000	1,860,000,000
Nord.....	403,000,000	200,000,000	603,000,000
Est. — Ardennes.....	310,000,000	522,000,000	832,000,000
Ouest.....	461,000,000	291,000,000	752,000,000
Midi.....	239,500,000	132,000,000	371,500,000
Compagnies diverses.....	71,500,000	"	71,500,000
Totaux...	2,665,000,000	3,085,000,000	5,750,000,000

Nous ajouterons, pour compléter ce résumé, que les dépenses faites dans le cours de la campagne de 1858, atteignent le chiffre de 250,000,000 francs environ, de telle sorte que le montant des dépenses restant à faire est d'environ deux milliards et demi. Dans ce chiffre, les concessions éventuelles figurent pour 615,500,000 fr.

Nous avons dit que les chiffres de dépenses énoncés ci-dessus ne comprenaient pas les subventions imputées sur les fonds du Trésor public. Ces subventions s'élèvent en totalité à 910,000,000 ; 740 millions sont aujourd'hui soldés, et 164 millions doivent être payés dans une période de dix années, soit en numéraire, soit sous forme d'obligations de l'État. Le chiffre total de 910 millions de francs s'applique d'ailleurs, jusqu'à concurrence de 732 millions de francs, aux lignes qui composent les anciens réseaux des Compagnies, et pour 178 millions de francs seulement aux nouveaux réseaux.

Ainsi, tandis que la dépense à la charge des Compagnies s'élève en moyenne, pour les anciennes comme pour les nouvelles lignes, à 350,000 francs par kilo-

mètre, la subvention du Trésor est par kilomètre de près de 100,000 fr. pour les premières et pour les secondes d'environ 20,000 francs. Avec les nouvelles conventions relatives aux Compagnies de l'Ouest et du Midi, la subvention applicable à l'ensemble des nouvelles lignes serait portée à 215 millions de francs, et la subvention moyenne par kilomètre à 25,000 fr. environ.

Voilà pour l'ensemble du réseau français. Ces renseignements généraux trouvent leur complément naturel dans les renseignements spéciaux qui suivent sur l'exploitation et la situation, en 1858, de chacune des compagnies de chemins de fer françaises : à l'exception des compagnies de l'Est et du Midi, dont les assemblées générales n'ont pas encore eu lieu.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS. — Assemblée générale le 30 mars 1859. Les recettes de toute nature, dans l'exercice 1858, s'élèvent à 65,923,645 fr.; les dépenses, y compris les charges d'emprunts, ayant été de 37,446,298 fr., il y a un excédant de recettes de 28,477,347 fr.

1. *Recettes.* La somme de 65.9 millions, qui constitue le total des recettes, se décompose comme suit :

	francs.
Reliquat de l'exercice 1857.....	122,944 20
Produit du domaine.....	310,387 58
Finances et portefeuille :	
Intérêts de placements temporaires.....	1,262,256 66
— des obligat. des Compagnies du Bourbonnais et du Grand-Central.....	186,277 61
Produit du chemin de fer du Bourbonnais.....	480,000 00
Exploitation :	
Voyageurs (nombre, 4.843.427).....	20,985,197 48
Bagages (poids taxés, 6.736.616 kil.).....	628,739 87
Chiens (nombre, 30.761).....	43,218 61
Chevaux (nombre, 23.304).....	360,360 95
Bestiaux (nombre, 714.444).....	3,549,320 08
Service des dépêches (2.920 voitures).....	375,000 00
Voitures de poste (nombre, 1.622).....	149,889 82
Finances (somme, 275,503,527 fr. 85 c.).....	304,813 30
Denrées (21.929.629 tonnes).....	1,486,823 74
Articles de messageries (16.746.305 kil.).....	2,223,782 22
Marchandises à petite vitesse (1.686.226 tonnes)	28,577,836 28
Subventions de l'administration des postes pour l'entrepôt des dépêches et recettes diverses..	143,528 02
Omnibus, factage et camionnage.....	952,683 75
Recettes, pour le compte du Trésor, des impôts sur les transports à grande vitesse.....	3,037,540 13
Recettes diverses provenant de l'exerc. 1857....	725,044 42
Total général des recettes.....	65,923,644 72

2. *Dépenses.* La somme de 37.4 millions qui forme le montant total des dépenses, se décompose comme suit :

Frais généraux de l'administration.....	987,743 92
Loyers, impôts et assurances.	331,339 34
Service des emprunts :	
1 ^{er} emprunt. Intér. de 7.660 oblig. (à 50 fr. l'une).	383,000 00
— Amortiss. de 117 obligat.....	146,250 00
2 ^e emp. Intér. de 13.144 oblig. (à 50 fr.).....	657,200 00
— Amortissement de 24 oblig.....	30,000 00
3 ^e emp. 1 ^{re} série. Intérêts de 148,866 obl. (à 15 fr.)	2,232,990 00
— Amortiss. de 306 oblig.....	153,000 00
— Timbre (abonnement annuel).....	37,217 41
3 ^e emp. 2 ^e série. Intér. de 129,017 obl. (à 15 fr.)	1,935,255 00
— Amortissement de 265 oblig.....	132,500 00
— Timbre.....	32,254 00
3 ^e emp. 3 ^e série. Intér. de 148,866 obl. (à 15 fr.)	2,232,990 00
— Amortissement de 306 obligat....	153,000 00
— Timbre.....	37,217 06
3 ^e emp. 4 ^e série. Intér. de 145,336 obl. (à 15 fr.)..	2,180,040 00
— Amortissement.....	150,390 76
— Timbre.....	36,334 85
Exploitation :	
Charges imposées par l'administrat. publique..	251,473 10
Subventions aux omnibus et voitures en corres-	
pondance avec le chemin de fer, indemnités	
diverses, factage et camionnage.....	1,664,222 46
Indemnités pour avaries, pertes et accidents,	
détaxes et non-valeurs.....	128,864 25
Dépenses génér. de l'exploit. (personn. et matér.)	6,424,647 33
Frais de traction, entretien des mach. et dépen-	
ses diverses.....	6,282,223 41
Frais d'entret. des voitures et wag., et dép. div.	1,729,751 88
Service des ingénieurs :	
Dépenses du service central des ingénieurs....	280,588 83
Surveillance de la voie et des bâtiments.....	1,018,323 86
Entretien de la voie.....	2,378,887 21
Renouvellement de la voie.....	1,412,317 64
Renouvellement du matériel.....	420,477 10
Remboursement, au Trésor, des impôts.	3,057,540 13
Dépenses diverses concernant l'exercice 1857....	548,257 47
Total général des dépenses....	37,446,297 89

La différence entre les recettes et les dépenses, ou le rendement net (28,477,346 fr. 83 c.), est inférieure de 936,947.26 à l'excédant de l'exercice précédent, bien que les recettes de l'exploitation présentent un accroissement d'un million environ. Cette infériorité tient à plusieurs causes. D'abord, les frais de renouvellement de la voie et du matériel ont été supérieurs de 300,000 francs à ceux de l'année 1857 ; ensuite, on n'a fait figurer aux

recettes que pour 480,000 fr., le produit du Bourbonnais, parge que les comptes de la Compagnie de Lyon-Méditerranée, qui paye cette redevance, ne sont pas encore arrêtés; enfin, pour la première fois en 1858, l'intérêt et l'amortissement des 470,000 obligations de la 4^e série de l'emprunt 3 p. 100 retombent en presque totalité sur l'exploitation.

Si des chiffres de recettes et de dépenses énoncés ci-dessus on retranche tout ce qui n'a rien de commun avec l'exploitation proprement dite, on arrive au résultat suivant :

Recettes d'exploitation....	38,116,972
Dépenses d'exploitation..	19,702,005
Excédant.....	38,414,967

et le rapport de la dépense à la recette est de 33,90 p. 100, tandis qu'en 1857 il avait été de 33,71 p. 100. L'économie porte exclusivement sur le service des marchandises; le service des voyageurs a été beaucoup plus coûteux que pendant l'exercice 1857.

3. *Répartition du produit net.* L'excédant des recettes totales sur les dépenses totales a été, comme nous l'avons dit, de 28,477,346 fr. 83 c. D'après les statuts et les décisions de l'assemblée générale cette somme appartient :

A l'amortissement pour.....	255,000 00
A M. Leconte pour.....	12,000 00
Aux employés de la Compagnie pour..	1,906,543 44
Ensemble.....	2,263,603 44
Reste pour les actionnaires une somme de	26,213,743 39

qui leur constitue un dividende (intérêts compris) de 87 fr. par action, sur lequel un à-compte de 30 fr. leur avait été payé en octobre 1858; le dividende est inférieur de 3 fr. à celui de l'exercice précédent. En effet, la Compagnie d'Orléans, depuis sa réorganisation, a donné à ses actionnaires :

48 fr. 40 c. en 1851	80 fr. en 1855
62 10 — 1853	84 — 1856
69 00 — 1854	90 — 1857

4. *Situation financière. Compte de premier établissement.* Dans les renseignements qui suivent, le chemin d'Orléans et ses dépendances sont compris dans un seul compte, sous le titre de l'ancien réseau; les chemins du Grand-Central, d'Orsay, la part

de subvention que la Compagnie doit fournir pour le réseau pyrénéen, et enfin toutes les lignes qui se rattachent aux concessions nouvelles, sont compris dans un autre compte, sous le titre de nouveau réseau. Voici comment s'établit au 28 février 1859 leur compte d'établissement :

Ancien réseau... Recettes...	402,088,553	02	
Dépenses...	397,161,435	24	
Excédant des recettes...	4,927,117	68	
Nouveau réseau. Recettes...	216,778,051	35	
Dépenses...	217,792,932	76	
Excédant des dépenses...	1,019,881	41	
Mines d'Aubin.. Recettes...	17,047,771	36	
Dépenses...	19,230,922	41	
Excédant de dépenses...	2,183,151	05	
En résumé donc, l'ancien réseau présente un solde créditeur de	4,927,117	68	
Le nouveau réseau présente un solde débiteur de.....	1,019,881	41	
Les mines et usines d'Aubin présentent un solde débiteur de.....	2,183,151	05	3,203,032 46
D'où résulte un excédant de recettes de.....	1,724,085	22	
Le solde créditeur des comptes divers étant de.....	20,829,861	28	
Le solde créditeur se monte en tout à.....	22,553,946	50	
Ce solde, d'accord avec la balance générale des écritures, au 28 février 1859, était représenté de la manière suivante :			
Espèces en caisse.....	2,776,525	38	
Valeurs en portefeuille.....	19,777,421	12	
Somme égale.....	22,553,946	50	

CHEMIN DE FER DE L'OUEST.—Assemblée générale le 29 mars 1859. La Compagnie, en 1858, a travaillé activement à l'avancement de son réseau. On a achevé la seconde voie entre Châteaubourg et Rennes. Le tracé de la ligne de Rennes à Brest a dû être étudié à nouveau, parce que les populations intéressées demandaient le tracé par le littoral au lieu du tracé par l'intérieur : de sorte que les travaux sont momentanément arrêtés à Montauban. La ligne de Rennes à Redon est en voie d'exécution assez avancée ; les études de la ligne de Rennes à Saint-Malo sont terminées et les travaux commencés aux environs de Rennes. La ligne de Lisieux à Honfleur est ouverte entre Lisieux et Pont-l'Évêque ; la section de Pont-l'Évêque à Honfleur se poursuit activement. La ligne de Cherbourg a été ouverte à l'exploitation le 17 juillet 1858. L'em-

branchement de Saint-Lô est commencé et pourra être livré à l'exploitation pour la fin de l'année.

Les correspondances entre les différentes lignes sont établies, on le sait, au moyen de divers embranchements, parmi lesquels un des plus importants est celui du Mans à Mézidon, avec une petite ligne sur Falaise. La circulation est établie entre le Mans et Mézidon, la dernière section d'Argentan à Mézidon ayant été livrée le 1^{er} février 1859 : il reste à finir les gares et stations. L'embranchement de Falaise est commencé, et pourra être terminé à la fin de l'année. Sur la ligne de Fécamp, la gare de cette dernière ville a été terminée.

Les études marchent activement sur les lignes de Serquigny à Rouen, du Mans à Angers, de Saint-Cyr à Surdon, et d'Argentan à Granville.

Ces travaux ont coûté en 1858 une somme de 43 millions, qui a été fournie par les subventions reçues de l'État et par les obligations négociées par l'entremise de la Banque de France.

Quant aux résultats de l'exploitation, les *recettes* provenant des transports se sont élevées :

Pour le service de la grande vitesse à.....	27,123,393 11
— petite vitesse à.....	19,227,887 73
Ensemble.....	46,351,280 84
Il faut en déduire l'impôt du dixième sur les transports à grande vitesse, qui s'élève, décime compris, à.....	2,869,447 13
Ce qui réduit la recette du trafic à.....	43,481,833 71
En y ajoutant pour provenances diverses.....	286,912 64
On arrive à un total de.....	43,768,746 35

Il y a pourtant à déduire : 1. les sommes payées pour subventions, les frais de service d'omnibus, de correspondances, de factage et de camionnage, ainsi que le montant des détaxes et des indemnités, soit 2,437,324 fr. 83 c.; — 2. le produit net des sections exploitées sur les lignes en construction, à reporter au compte d'établissement qui en supporte les charges, soit 262,584 fr. 60 c.; — ensemble une déduction de 2,699,908 fr. 93 c., qui ramène en définitive le montant des recettes à 41,068,837 fr. 42 c.

Comparativement à 1857, le trafic présente un accroissement de 1,775,836 fr. 06 c., impôt du dixième déduit; l'augmentation nette de la recette générale se réduit à 1,036,859 fr. 27 c. par

l'accroissement de 446,639 fr. 60 c. dans les dépenses d'ordre, et la différence de 29,732 fr. 59 c. dans le produit des recettes diverses. Voici comment le trafic s'est réparti sur les différentes lignes :

Banlieue de Paris.....	6,156,768 84
Rouen, Havre, Dieppe, Fécamp.	20,677,027 30
Caen, Cherbourg, Pont-L'évêque.	6,588,574 83
Paris à Rennes.....	11,995,983 50
Embranchement de Méridon...	932,926 39
Total.....	46,351,280 84

Le nombre des voyageurs, qui était de 12,761,853 en 1857, s'est élevé à 13,245,140, et le tonnage des marchandises à petite vitesse s'est trouvé porté de 1,472,972 tonnes à 1,564,301. Pour obtenir ces résultats, il a fallu développer les services extérieurs qui sont pour ainsi dire les prolongements des lignes ferrées. Les chiffres suivants permettent d'apprécier leur importance :

167 services d'omnibus et de diligences sont affectés au transport des voyageurs ; — 115 services de factage, de camionnage et de roulage, au transport des marchandises. Ces 282 services, qui occupent environ 2,500 chevaux, ont servi au mouvement suivant : 2,539,866 voyageurs sur les lignes de banlieue ; — 1,498,427 voyageurs sur les grandes lignes ; 21,972 tonnes de marchandises à grande vitesse et 401,463 tonnes à petite vitesse.

Quant aux *dépenses* de l'exercice, celles de l'exploitation proprement dite se sont élevées à 17,134,986 fr. 49 c. ; les charges de diverses natures y ont ajouté la somme de 13,912,665 fr. 01 c. ; et les règlements sur des exercices antérieurs, 118,523 fr. 03 c. ; ce qui porte le total des dépenses à 31,166,174 fr. 53 c. Ce chiffre se décompose comme suit :

Administration générale et frais généraux.....	364,768 58
Exploitation :	
Personnel du service central des trains et des gares....	4,556,940 01
Éclairage, chauffage, petit matériel, etc.....	1,612,356 92
Entretien de la ligne (voie, matériel fixe, etc.).....	2,635,553 47
Locomotion (conduite et entretien des machines ; entretien des voitures et des wagons, etc., etc.).....	7,633,720 41
Dépenses générales (judiciaires, publicité, etc.).....	296,647 10
Charges des emprunts.....	13,094,840 75
Autres charges de l'exploitation.....	817,824 26
Total égal.....	31,166,174 53

Comparativement à 1857, les dépenses de l'exploitation pro-

prement dite présentent une diminution de 453,213 fr.; par contre, les charges des emprunts ont augmenté de 2,779,188 fr. 75 c. Cette augmentation a pour cause: le service des intérêts pour les capitaux qui se trouvaient employés à la fin de 1857 en travaux sur les lignes de Caen, de Rennes, de la banlieue, du Havre et de Dieppe, ainsi que dans les gares de Paris et des Batignolles; les travaux exécutés en 1858 sur les mêmes lignes; les intérêts d'obligations 4 p. 100 délivrées dans le cours de l'année en échange d'actions expropriées de l'ancienne compagnie de Dieppe, ainsi qu'une partie de l'amortissement des première et deuxième émissions, enfin l'annuité de la troisième émission d'obligations.

En résumé, les recettes se sont élevées à....	41,088,937 42
Et les dépenses et charges réunies à.....	31,166,174 53
Le bénéfice net est donc de.....	9,902,662 89
Qui se répartissait ainsi qu'il suit :	
Intérêts à 3 1/2 p. 100, soit 17.50 par action.	5,250,000 00
Dividende de 15.50 par action.	4,650,000 00
Solde à reporter sur l'exercice 1859.....	2,662 89
Somme égale.....	9,902,662 89

Les actionnaires reçoivent donc en tout un dividende de 33 fr.; ils avaient reçu

21 fr. 00 c. en 1852	50 fr. 00 c. en 1855
21 00 — 1853	40 00 — 1856
26 15 — 1854	37 50 — 1857

CHEMIN DE FER DU NORD. — Assemblée générale le 28 avril 1859.

1. Les recettes de toute nature, déduction faite de l'impôt du dixième sur le transport des voyageurs et des marchandises de grande vitesse, se sont élevées à..... 55,695,000
Elles n'avaient été en 1857 que de..... 51,896,000
Soit donc une augmentation de..... 3,799,000

La longueur moyenne du réseau exploité ayant été de 891 kilomètres, le produit brut kilométrique s'élève à 62,600 fr.

Voici dans quelles proportions les différentes branches du trafic ont participé au produit total :

Voyageurs.....	18,610,000	ou 33.4 0/0
Transports de la grande vitesse.....	5,137,000	9.2 0/0
— de la petite vitesse.....	31,401,000	56.5 0/0
Produits divers.....	547,000	0.9 0/0
Total.....	55,695,000	100.00 0/0

Si l'on déduit de ce chiffre le montant des détaxes, subventions aux corres- pondances, etc., qui est de.....,	1.459.000
Il reste pour le produit net.....	54.236.000
Les recettes nettes de 1857 s'élevaient à	50.291.000
Différence en plus pour 1858.....	3.945.000

Comparativement à 1857, les transports de voyageurs, de bagages, d'articles de messagerie et accessoires de la grande vitesse, présentent une augmentation de 251,000 fr., ou de 1 p. 100, et ceux de la petite vitesse un accroissement de 3,547,000 francs, ou de 12.73 p. 100.

Le nombre des voyageurs a augmenté de 482,210, ou de 7.75 p. 100, et la recette correspondante n'a progressé que de 196,197 francs ou 1.06 p. 100. Cette différence provient, d'une part, de la diminution du nombre des voyageurs venant de l'étranger, et, d'autre part, de la réduction du tarif militaire, qui, dans le nouveau cahier des charges, a été uniformément fixé au quart du prix ordinaire.

Les transports de houille ont continué à suivre une marche fortement progressive; ils ont contribué, pour la plus forte part, à l'augmentation des recettes de la petite vitesse. Le tonnage s'en est élevé à 1,390,500 tonnes, soit 544,200 tonnes ou 59 p. 100 de plus qu'en 1857. Le produit, qui avait été de 6,000,000 de fr. en 1857, a atteint, en 1858, le chiffre de 8,103,000 fr., dépassant ainsi de 2,103,000 fr. ou de 35 p. 100 la recette correspondante de l'année précédente.

Après les combustibles, les marchandises dont le tonnage a été le plus considérable sont : les fers et fontes, 201,000 tonnes; les sucres, 149,000; les tissus, 97,000; les pierres, 89,000; les blés et farines, 89,000; les vins et esprits, 75,000; les bois, 51,000; les drogueries, 50,000; les denrées alimentaires, 45,000; les engrais, 44,000; les huiles, 37,000; les laines, 37,000; les produits chimiques, 34,000; les lins et étoupes, 34,000; les verreries, 28,000; la chaux, 22,000; la quincaillerie, 21,000; les fourrages, 16,000 tonnes.

2. Les dépenses de l'exploitation avaient été, en 1857, de...	18,983,000
Elles se sont élevées en 1858 à.....	20,624,000
Différence en plus.....	1,641,000

Le service des gares a coûté 295,000 fr. de plus qu'en 1857, dont 195,000 dans les gares nouvelles; le surplus de cette augmentation s'explique par l'accroissement du trafic. Les services de l'éclairage et du chauffage présentent aussi un surcroît de dépenses qui s'élève à 76,000 fr. Il faut l'attribuer pour moitié environ à l'ouverture des lignes nouvelles, et pour l'autre moitié à la fréquence des services de nuit, devenus nécessaires pour dégager les gares qui ont été fort encombrées à certaines époques. Un autre accroissement de dépenses (988,000 fr.) provient de la différence en plus du parcours kilométrique, qui n'était, en 1857, que de 9,015,000, kilom., et qui s'est élevé, en 1858, à 10,246,000 k., ou 1,231,000 k. en plus. Au surplus, la longueur du réseau exploité ayant été portée de 817 kilom. à 891, ce qui donne une augmentation de 74 kilom. ou de 9.5 p. 100, la dépense par kilom. a réellement subi une légère réduction. De 23,230 fr. en 1857, elle ne monte plus qu'à 23,140 fr. en 1858.

Les dépenses se sont réparties ainsi qu'il suit entre les divers services :

Administration centrale . . .	1,100,300
Exploitation	6,590,200
Matériel et traction	9,239,000
Entret. et surveill. de la voie.	3,694,500
Total égal. .	20,624,000

3. Les recettes, déduction faite de l'impôt, des détaxes et subventions aux correspondances, etc., et y compris le solde du précédent exercice, s'élevant élevées à	54,235,900
Et les dépenses ayant été de	20,624,247 57

L'excédant disponible est de 33,611,652 43

Cet excédant a reçu les affectations suivantes :

Amortissement prévu par les statuts	242,593 06
Intérêts et amortissement des obligations	8,753,276 59
Intérêts dus à l'État	126,913 45
Intérêts des actions (4 0/0)	6,098,538 84
Fonds de dotation pour la caisse des retraites	197,957 18
Fonds de réserve	182,093 97
Dividende pour 1858 (45 francs par action)	18,000,000
Solde de l'exercice 1858 à reporter sur 1859.	10,279 34

Somme égale à l'excédant disponible 33,611,652 43

Le dividende a été fixé à 45 fr. par action, ce qui, avec l'intérêt de 16 fr., donnait aux actionnaires un bénéfice de 61 fr.

4. Quant à la situation financière de la Compagnie, elle s'établissait au 31 décembre 1858 comme suit :

Fonds réalisés sur les actions anciennes.....	160,000,000	•
— — — nouvelles.....	37,500,000	•
Emprunt des séries 1 à 7.....	109,764,003	24
Obligat. (67,000) émises sur l'empr. autorisé en 1857	19,916,101	35
— de la compagnie de Boulogne.....	1,181,558	09
Voies et moyens pour la réfection de la voie....	6,432,788	60
Restant dû à l'Etat.....	14,035,024	38
Dû à divers entrepreneurs, fournisseurs, et autres créanc.	6,914,669	46
Dû pour intérêts et dividendes.....	24,212,165	69
Dû au compte de réserve.....	17,507,398	11
Ensemble....	459,713,707	92
Fonds restant à verser par les actionnaires sur les actions nouvelles.....	34,375,000	•
Total..	494,088,707	92

Voici l'emploi de ces sommes :

Dépenses faites.....	85,858,750	•
Restant à payer.....	3,230,448	48
Règlement des intérêts dus à l'Etat.....	10,804,575	90
Constructions des lignes en exploitation.....	206,495,961	76
Dépenses et réfection de la voie.....	12,479,988	56
Lignes en construction.....	18,204,327	47
Construction du chemin de ceinture.....	1,340,000	•
Immeubles dans Paris.....	997,207	35
Nouveau réseau.....	1,609,463	94
Matériel, locomotives, voitures et wagons.....	60,194,203	25
Mobilier d'exploitation, matières et approvisionnement.	17,305,433	82
Comptes courants des lignes belges.....	18,361,146	67
Fonds en comptes courants, etc.....	10,686,753	43
Espèces et valeurs.....	11,875,847	25
Ensemble....	459,444,107	92
Versem. restant à effectuer sur les actions nouvelles..	34,644,600	•
Somme égale..	494,088,707	92

CHEMIN DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MEDITERRANÉE. — Assemblée générale du 29 avril 1859. Les travaux ont été activement continués en 1858 sur l'ancien réseau et sur le nouveau réseau. Sur le premier on a, notamment, achevé la seconde voie sur la section de Nîmes à Alais, et le raccordement de la ligne avec celle de Lyon-Genève; la jonction des deux voies est opérée depuis le mois de décembre 1858. On a continué et à peu près achevé les travaux de consolidation et d'assainissement des lignes de Dijon à Besançon, d'Auxonne à Gray et de Dôle à Salins; la section de Besançon à Belfort a été livrée à la circulation le 1^{er} juin 1858. Les travaux de la ligne de Marseille à Toulon touchent à leur terme; une première section, de Marseille à Ambagne, est

livrée à l'exploitation depuis le 28 octobre 1858 ; sur la deuxième section, d'Ambagne à Toulon, une première voie est établie depuis le mois de mars 1859. Quant au nouveau réseau, la première section de la ligne du Bourbonnais, soit la section de Moret et Corbeil à Nevers, est en exécution sur deux points, de Moret à Montargis et de Pougues à Nevers ; la seconde section, de Nevers à Roanne, est complètement terminée ; la première partie de la troisième section, comprenant la traversée de Roanne et un pont sur la Loire, a été achevée dans le courant de l'exercice ; la quatrième section, de Roanne à Lyon, par Tarare, n'est pas encore commencée. Au nouveau réseau appartiennent encore : la ligne de Saint-Germain-des-Fossés à Brioude par Clermont-Ferrand, depuis longtemps ouverte à la circulation ; la ligne de Saint-Étienne à Brioude, dont une seule section (de Saint-Étienne à Brioude) est en cours d'exécution ; la ligne de Dôle à la frontière suisse, qui est commencée entre Pontarlier et les Verrières sur une longueur de 11 kilomètres.

Le produit total de l'exploitation a été, en 1858, de 86,286,102 fr. 51 c., soit un accroissement de 2,467,869.36 sur l'exercice précédent. Ce produit se décompose comme suit :

Grande vitesse (y compris l'impôt du dixième) :	
Voyageurs	32,980,200 98
Excédants de bagages et chiens.....	1,207,881 95
Marchandises, finances, voitures et chevaux....	6,842,700 44
Petite vitesse :	
Marchandises et bouilles.....	42,411,629 92
Voitures, chevaux et bestiaux.	865,803 88
Magasinages.	171,179 37
Recettes diverses :	
Factage, camionnage et produits du chemin de ceinture.....	1,385,512 14
Produits divers.	105,928 77
Produits du domaine.....	315,265 06
Total égal.....	86,286,102 51

Comparativement à 1857, le nombre des voyageurs (7,962,018) a augmenté de 500,120 ou de plus de 6.5 p. 100, mais le parcours moyen (63 kilom. contre 68 kilom. en 1857) a diminué de 7 p. 100 ; les transports à grande vitesse ont monté de 49,635 tonnes à 56,383 tonnes et leur produit de 4,542,949 francs 30 c. à 5,133,203 fr. 77 c., soit un accroissement de 13 p. 100. Les transports à petite vitesse ont monté de 2,780,299 t. à 3,260,120 t.

Les dépenses de l'exploitation ont été de 31,012,500 fr. 67 c., soit un accroissement de 667,383.05 sur l'exercice précédent. Ce total de 31 millions se décompose comme suit :

Frais généraux de l'exploitation :	
Direction, secrétariat, contrôle, caisse, comptabilité, etc.	713,383 20
Surveillance administrative.....	150,465 00
Contributions directes.....	270,524 83
Indemnités, imprimés, secours et dépenses diverses....	423,148 02
Impôt du 10 ^e sur les transports à grande vitesse.....	4,391,962 97
Mouvement et service commercial :	
Personnel du mouvement, des gares et des trains.....	7,008,721 53
Personnel du service commercial, du factage et du camionnage.....	1,117,716 14
Éclairage, chauffage, entretien du mobilier, imprimés, location de chevaux, etc.....	3,474,384 68
Subvention aux omnibus et correspondances.....	1,108,957 91
Indemnités pour pertes et avaries.....	456,999 53
Assurances contre l'incendie.....	153,142 89
Matériel et traction :	
Personnel et dépenses générales de la traction.....	2,977,061 25
Combustibles.....	4,222,131 13
Entretien et renouvellement des machines et tenders....	3,118,538 41
Entretien et renouvellement des voitures et wagons....	2,749,026 95
Surveillance et entretien de la voie :	
Personnel et bureaux.....	384,178 02
Piqueurs, surveillants et gardes.....	1,311,498 39
Ouvriers pour l'entretien des voies.....	1,855,973 65
Terrassements, bâtiments, matériaux et renouvellement des voies, etc.....	2,431,015 14
Total égal.....	88,219,721 04

Les produits de l'exploitation ayant été de 86,286,102.51, il y a un excédant de recettes de 48,066,381.47, contre 46,265,038.54 en 1857. À cette somme, les produits des placements des fonds ajoutent un bénéfice de 4,028,385.30 (contre 2,369,909 fr. en 1857), ce qui porte la somme disponible à 52,094,766.77. Les charges de l'exercice ayant été de 16,929,719 fr., il reste à répartir 35,165,047.77 contre 31,711,434.32 en 1857; dans les charges ci-dessus les intérêts et l'amortissement des obligations sont compris pour 15,833,207 fr. Sur le solde de 35.2 millions, la réserve a reçu 1,054,951.43, le reste a été réparti aux actionnaires qui ont reçu un dividende de 49.50 par action.

Quant au *compte de l'établissement*, les dépenses nécessitées en 1858 pour l'ancien réseau, y compris le matériel roulant et divers achats d'immeubles, s'élèvent à 43,438,686 fr. 33 c.

En y ajoutant les 484,742,572 francs 38 c., dépensés dans les années précédentes, on arrive à un total de 528,181,258 francs 71 c. pour les dépenses de l'ancien réseau jusqu'au 31 décembre 1858. Le rapport évalue à 20 millions les dépenses à faire sur ce réseau en 1859. Pour le nouveau réseau, les dépenses faites en 1858 atteignent le chiffre de 43,665,271 fr. 79 c.; en y joignant les dépenses antérieures, 270,310,978 fr. 35 c., et les frais afférents à la cession de la ligne de Nevers à Roanne, 16,287,900 fr., on trouve pour total des dépenses du nouveau réseau, au 31 décembre 1858, la somme de 330,264,150 fr. 54 c. Le rapport n'évalue pas les dépenses probables de 1859 pour le nouveau réseau.

La situation financière se résume comme suit :

Dépenses de l'ancien réseau.....	528,181,258 71
Avances de la compagnie de Lyon à Genève...	11,950,248 64
Ensemble.....	540,131,507 35
Ressources réalisées.....	548,437,394 52
Reste disponible.....	8,305,887 17

qui a été employé provisoirement aux dépenses du nouveau réseau.

Dépenses du nouveau réseau.....	330,264,150 54
Ressources réalisées.....	309,834,599 26
Excédant des dépenses....	20,429,551 28

Cet excédant a été fourni en partie par les ressources disponibles de l'ancien réseau, et pour le reste, 12,123,664 fr., par les produits bruts de l'exploitation de l'ancien réseau.

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST. — L'Assemblée générale était convoquée pour le 27 avril 1859.

« Le conseil d'administration de la Compagnie des chemins de fer de l'Est a l'honneur d'informer MM. les actionnaires que le nombre des actions déposées n'ayant pas été suffisant pour former, non-seulement l'assemblée extraordinaire, mais encore pour former l'assemblée ordinaire fixée au 27 avril, cette dernière assemblée n'a pu avoir lieu. Conformément à l'article 34 des statuts, MM. les actionnaires sont convoqués de nouveau pour le 28 mai prochain.... »

En attendant, le rapport qui était destiné aux actionnaires n'aurait-il pu être publié?...

CHEMINS DE FER DU DAUPHINÉ. — Assemblée générale du 26 avril 1859.

Les dépenses de premier établissement s'élevaient, le 31 décembre 1857, à 28,580,145 fr. 12 c., et le 31 décembre 1858, à 42,170,644 fr. 26 c. Les dépenses de l'exercice 1858 ont été par conséquent de 13,590,499 fr. 14 c. Dans les 42 millions sont comprises les sommes représentant la créance Chabrol, qui s'élève encore à 3,312,000 fr., et sur laquelle la Compagnie a reçu, en 1858, une répartition de 300,000 fr.

Les 25,791 obligations émises avec l'aide de la Banque au cours moyen de 271 fr. 44 c. ont produit 7,000,964 fr. Le capital réalisé par les actions et obligations, joint aux quatre cinquièmes de la subvention déjà payée par l'État, est de 30,100,964 fr. 85 c. La Compagnie doit, en compte courant, à la Société du Crédit mobilier, 11,654,550 fr. 60 c., et à divers, 1,894,854 fr. 72 c.

Quoique l'exploitation ne soit pas encore complète, elle donne des résultats satisfaisants. D'après les recettes réalisées depuis le commencement de cette année, on obtiendrait pour 1859 une recette moyenne de 23,760 fr. par kilomètre. Or, d'après le traité conclu avec la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée, il suffirait d'une recette de 25,000 fr. par kilomètre pour échanger deux actions du Dauphiné contre une de Lyon-Méditerranée,

CHEMINS DE FER DES ARDENNES. — Assemblée générale du 26 avril 1859. Le compte de l'exploitation pour 1858 ne porte que sur 154 kilom., formant plusieurs sections qui se sont ouvertes à des époques différentes. Le résultat, peu favorable pour 1858, est pourtant de nature à faire bien augurer de 1859. Le budget de la Compagnie pour 1859 est de 26.5 millions. Elle a déjà obtenu de M. le ministre des travaux publics l'autorisation d'émettre des obligations pour une somme de 20 millions, et elle compte qu'il lui sera permis, dans le second semestre de 1859, d'émettre des titres pour 5 millions de plus. Avec la restitution de son cautionnement, soit 1,352,450 fr., et l'encaisse au 31 décembre de 499,347 fr., la Compagnie se voit en mesure de pourvoir, sans appel de fonds, à tous les besoins de l'exercice 1859.

CHEMIN DE FER DE BESSÈGES À ALAIS. — Assemblée générale le 12 mars 1859. Les recettes brutes, pour la première année d'exploitation, se sont élevées à 989,516 fr. 39 c.

Le chemin de Bessèges donne par kilom., pour 1858, 30,000 fr., tandis que le Midi ne donne que 23,000 fr.; le Genève, 21,000 fr.,

le Dauphiné 14,000 fr., les Ardennes, 10,500 fr. Il tient presque le troisième rang *par son importance kilométrique*. La Compagnie donne, pour sa première année d'exploitation, 3 3/4 p. 100 du capital. Si on se rappelle les premières années des meilleures lignes, on sera plutôt satisfait que choqué par ce chiffre. Le Lyon-Méditerranée n'a donné que 3 1/2 p. 100 pendant les quatre premières années de son exploitation ; il en était de même du Paris-Lyon et de l'Est.

GRANDE-BRETAGNE.

(Extrait du rapport officiel adressé par le capitaine Galton au comité spécial de la chambre des Lords.)

Le nombre des bills portés devant le Parlement en 1857 a été de 130, et la longueur des lignes sollicitées, de 1,470 milles¹ ; 82 bills seulement ont été adoptés, autorisant une longueur de 663 milles, dont 344 en Angleterre, 169 en Écosse et 150 en Irlande. Le tableau qui suit fait voir le nombre des bills de chemin de fer adoptés depuis 1846, ainsi que la longueur des lignes concessionnées annuellement et le montant du capital que les concessionnaires étaient autorisés à réaliser :

Années.	Bills (nombre).	Longueur (milles).	Capital (l. st.).	Années.	Bills (nombre).	Longueur (milles).	Capital (l. st.).
1846	270	4,538	132,716,368	1852	51	244	4,332,834
1847	190	1,354	39,460,128	1853	106	940	15,517,601
1848	85	371	15,274,237	1854	71	482	9,211,602
1849	34	16	8,911,834	1855	73	363	9,192,038
1850	381	8	4,115,632	1856	59	322	5,784,426
1851	61	135	8,553,275	1857	82	663	10,346,413

D'après leur but, les bills adoptés en 1857 peuvent se classer dans les huit groupes que voici : 28 bills autorisent des lignes ou des embranchements dans les contrées qui manquent entièrement de chemins de fer ; — 26 bills tendent à accroître les moyens de communication avec ou dans des contrées déjà pourvues de chemins de fer ; — 30 bills autorisent une compagnie à se servir de

¹ Le mille anglais équivaut à 1.609 kilomètres.

la station d'une autre compagnie ou d'une petite portion de sa ligne; — 35 bills autorisent l'association passagère de deux compagnies; — 6 bills autorisent la fusion complète; — 20 bills autorisent des compagnies à prendre de nouveaux arrangements au sujet de leur capital; — enfin 7 bills prolongent les délais imposés pour l'achèvement des constructions.

La longueur totale des chemins de fer autorisés par le Parlement jusqu'à la fin de 1857, était de 15,331 milles; mais 1,504 milles ont été abandonnés par des bills ultérieurs ou par des warrants sous l'autorité du bill général de 1847. Restait par conséquent une longueur autorisée de 13,827 milles, sur laquelle 9,019 milles étaient, à la fin de 1857, livrés à l'exploitation. Ces totaux se répartissent comme suit entre les différentes parties du Royaume-Uni :

	Longueur totale concessionnée.	Exploitée au 31 déc. 1856.	Ouverte en 1857.	Reste à ouvrir.
	mil.	mil.	mil.	mil.
Angleterre....	10.013	6,384	322	3,307
Écosse.....	1.816	1,195	48	573
Irlande.....	1.998	1,056	14	928
Ensemble.	13.827	8,635	384	4,808

Les longueurs ouvertes antérieurement étaient :

	milles.		milles.		milles.
Avant 1844 de 2036		en 1848 de 1182		en 1853 de 350	
en 1844	204	1849	869	1854	368
1845	296	1850	625	1855	226
1846	606	1851	269	1856	358
1847	803	1852	446		

Il faut ajouter 36 milles de lignes appartenant à des particuliers, à des compagnies, etc., et non autorisées par le Parlement, et 61 milles utilisés seulement pour le *mineral traffic*, ce qui porte la longueur exploitée le 31 déc. 1857 à 9,116 milles.

Le montant total du capital que les compagnies furent autorisées à demander au public, soit en actions, soit en obligations, était de 387,051,735 l. st., sur laquelle somme 314,989,826 l. st. étaient réalisées.

Sur les 9,116 milles exploités à la fin de 1857, il y avait 7,053 avec voie étroite (*narrow gage*), 740 à large voie (*broad gage*), 261 à voie mixte et 1,062 à voie irlandaise.

La longueur des lignes en construction, au 30 juin 1857, était

de 1,004 milles, dont environ 230 milles étaient livrés à l'exploitation avant le 31 décembre 1857. Voici quels étaient à la même date (30 juin) des huit années précédentes les longueurs en construction et en exploitation et le travail employé à la construction et à l'exploitation :

Années.	EN CONSTRUCTION.			EN EXPLOITATION.		
	Longueur (milles).	Ouvriers employés total.	p. mille.	Longueur (milles).	Ouvriers employés total.	p. mille.
1849	1504	103,816	69.	5,447	55,968	10.20
1850	864	58,884	68.45	6,308	60,325	9.56
1851	734	42,938	58.49	6,698	63,563	9.49
1852	738	35,935	48.69	7,076	67,601	9.55
1853	682	37,764	55.36	7,512	80,409	10.70
1854	869	45,401	51.07	7,803	90,409	11.59
1855	880	38,546	43.80	8,116	97,952	12.70
1856	963	36,473	37.87	8,506	102,117	12.
1857	1004	44,037	43.86	8,942	109,660	12.26

Le montant total du capital réalisé jusqu'à la fin de 1857 pour la construction de chemins de fer étant de 314,989,626 l., la moyenne générale s'établit à 34,950 l. par mille ; elle est de 39,275 l. en Angleterre, de 28,225 en Écosse et de 15,664 en Irlande. Néanmoins, pour les lignes concessionnées depuis 1848 et aujourd'hui déjà exploitées, la dépense moyenne de construction n'a été que de 14,559 l. en Angleterre, de 7,423 en Écosse, de 7,303 l. en Irlande, et la moyenne générale de 14,559 l.

Sur le capital réalisé ont été obtenues : 78,360,236 l. par les emprunts, 58,061,655 l. par des actions de préférence et 178,567,935 l. par les actions ordinaires. Le tableau suivant contient ces répartitions pour chacune des années 1849 à 1857 :

Années.	Total du capital réalisé. livres st.	DONT		PAR		Obligations.	
		Actions ordinaires. livres st.	p. 100	Actions de préfer. livres st.	p. 100	livres st.	p. 100
1849	229,747,778	158,560,118	69	19,852,506	9	51,335,154	22
1850	240,270,745	150,022,877	63	34,740,800	14	55,507,068	23
1851	248,240,896	155,060,024	63	34,494,155	14	58,686,717	23
1852	264,165,672	161,400,256	62	38,700,755	14	64,064,668	24
1853	273,324,514	165,054,677	61	43,527,379	15	64,742,458	24
1854	286,068,794	166,030,806	58	49,377,952	17	70,660,036	25
1855	297,583,284	169,604,017	57	52,818,026	18	75,161,241	25
1856	308,775,894	174,359,304	57	57,057,171	18	77,359,419	25
1857	314,989,826	178,567,935	57	58,061,655	18	78,360,236	25

D'un autre côté, le tableau qui suit indique la part que chacune de ces trois catégories de capitaux a absorbée annuellement des bénéfices bruts des entreprises respectives, c'est-à-dire sur les

recettes totales, et le pourcentage que ces prélèvements leur constituaient :

Années.	Recettes totales. livres st.	Actions de préférence. livres st.	Sur ces recettes on a payé aux				Actions ordinaires. livres st.	p. 100.
			préférence. p. 100.	Obligations. livres st.	p. 100.	Actions ordinaires. livres st.		
1849	11,806,498	1,118,270	5.63	2,401,096	4.67	2,974,208	1.88	
1850	13,204,668	1,950,741	5.61	2,558,568	4.60	2,753,259	1.83	
1851	14,997,459	1,795,874	5.26	2,663,829	4.54	3,788,900	2.44	
1852	15,710,554	2,019,743	5.21	2,743,780	4.18	3,887,282	2.40	
1853	18,035,879	2,177,347	5.	2,696,242	4.14	5,046,145	3.05	
1854	20,215,724	2,475,168	5.01	3,021,286	4.27	5,622,175	3.39	
1855	21,507,599	2,603,382	4.92	3,285,475	4.35	5,295,095	3.12	
1856	23,165,493	2,727,778	4.78	3,607,072	4.66	5,942,862	3.40	
1857	24,174,610	2,826,005	4.86	3,548,451	4.52	6,438,088	3.60	

Il ressort entre autres de ces deux tableaux, que la part du capital-actions dans le capital employé a été encore de 69 p. 100 en 1849; descendue à 63 p. 100 en 1850 et 51 à 62 p. 100 en 1852, à 61 p. 100 en 1853 et à 58 p. 100 en 1854, elle s'arrête enfin, dans les trois années suivantes, à 57 p. 100; la part des actions de préférence, de 9 p. 100 seulement en 1849, monte à 14 p. 100 dès 1850, à 15 p. 100 en 1853, à 17 p. 100 en 1854 et se tient depuis 1855 à 18 p. 100; la part enfin des obligations, de 22 p. 100 en 1849, monte à 23 p. 100 dès 1850, à 24 p. 100 en 1852, à 25 p. 100 en 1853 et se tient depuis 1854 à 24 p. 100. La moyenne générale du revenu net (c'est-à-dire les frais d'exploitation défalqués) est en progression continue; la proportion entre ce revenu et le total du capital réalisé est de :

2.83 p. 100 en 1849	3.27 p. 100 en 1852	3.76 p. 100 en 1855
3.02 " 1850	3.63 " 1853	3.97 " 1856
3.32 " 1851	3.88 " 1854	4.06 " 1857

Mais un fait particulièrement remarquable, c'est l'accroissement du revenu du capital *ordinaire*. En effet, si l'on classe d'une part l'intérêt moyen qu'ont reçu les porteurs d'obligations ou des actions de préférence et d'autre part les porteurs d'actions ordinaires, on arrive aux résultats suivants pour les huit années comprises entre 1850 et 1857 :

Années.	Oblig. et act. de préfér.	Act. ordin.	Années.	Oblig. et act. de préfér.	Act. ordin.
1850	5.00 p. 100	1.83 p. 100	1854	4.58 p. 100	3.39 p. 100
1851	4.79 "	2.44 "	1855	4.60 "	3.12 "
1852	4.63 "	2.40 "	1856	4.71 "	3.40 "
1853	4.50 "	3.05 "	1857	4.67 "	3.60 "

C'est-à-dire que la situation des actionnaires s'est améliorée à un double point de vue : en même temps que le revenu de leur propre capital s'est accru, le capital étranger leur a coûté moins cher ; en huit ans, l'intérêt moyen payé à ce supplément de capital étranger est tombé de 5 p. 100 à 4,67 p. 100, tandis que le dividende moyen des actionnaires s'est presque doublé (3,60 p. 100 en 1857 contre 1,83 en 1850).

Le nombre total des voyageurs transportés en 1857 a été de 139,008,888, contre 129,347,592 en 1856 ; par mille exploité le nombre des voyageurs transportés est de 15,617 en 1857, contre 15,213 en 1856. La recette totale de ce chef a été de 10,592,798, et par mille de 4194, contre 10,153,745 et respectivement 1,194 l. st. en 1856. Par classe de voyageurs, les recettes (par mille) s'établissent comme suit :

		1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.
Angleterre	1852	379	471	350
	1857	416	476	442
Irlande	1852	151	177	328
	1857	204	146	384
Écosse	1852	150	245	259
	1857	154	234	230

En remontant un peu plus haut dans cette comparaison et en prenant les moyennes générales pour le pays entier, on voit plus clairement encore, que cela ne ressort déjà des chiffres qui précèdent, que la troisième classe gagne constamment sur les deux premières. Les recettes par mille ont en effet été :

Années.	1 ^{re} classe.	p. 100 du total.	2 ^e classe.	p. 100 du total.	3 ^e classe.	p. 100 du total.	Total. l. st.
1849	345	30.70	454	40.32	326	28.98	1,125
1857	356	30.50	402	34.45	409	35.05	1,107

soit donc un fort accroissement dans la part avec laquelle la troisième classe contribue au total des recettes, tandis qu'il y a diminution pour la seconde et de même, quoique plus faible, pour la première classe. En comparant les résultats de l'exploitation anglaise avec ceux de quelques pays du continent, on trouve qu'en Hollande la 3^e classe fournit plus que la moitié (53.4 p. 100) des recettes, le reste se partageant également entre la 1^{re} classe (23.6 p. 100) et la seconde ; en France, la 1^{re} classe fournit 29, la 2^e classe 28, et la 3^e classe 43 p. 100 ; en Prusse les proportions

sont 7.9, — 42.4, — 49.7, soit presque égalité entre la 2^e et la 3^e classe, tandis que la 1^{re} classe est fort peu fréquentée. Naturellement, la prédominance de la 3^e classe est beaucoup plus prononcée, si, abstraction faite des recettes, on s'en tient au *nombre* des voyageurs; on obtient les résultats comparatifs que voici :

	1 ^{re} classe.		2 ^e classe.		3 ^e classe.		Total des voyageurs.
	Nombre des voyag.	P. 100 du total.	Nombre des voyag.	P. 100 du total.	Nombre des voyag.	P. 100 du total.	
Allemagne.....	96	1.7	1,352	23.	4,036	75.3	5,484
Suisse et Italie.....	240	2.5	1,982	20.5	7,504	77.	9,726
France.....		10.		24.		66.	
Gr.-Bretagne, Anglet.,	2,371	13.5	5,537	31.6	9,616	54.9	17,524
Écosse.,	1,438	12.5	1,773	14.7	8,749	72.3	12,015
Irlande.,	1,045	13.3	3,179	40.2	3,676	46.5	7,900

Il ressort de ce tableau que, sur le continent, presque trois quarts des voyageurs vont en 3^e classe. La proportion est à peu près la même en Écosse, tandis qu'en Angleterre et en Irlande, les deux autres classes réunies absorbent presque la moitié du nombre des voyageurs. En Écosse, aussi bien qu'en Angleterre et en Irlande, les voyageurs de 1^{re} classe forment 12 à 13 p. 100 du nombre total.

Le transport des *marchandises* a rapporté 13,581,812 l. st. (1,524 l. par mille) contre 13,011,748 l. en 1856 (1,530 par mille). L'accroissement n'appartient qu'au 1^{er} semestre; dans le 2^e semestre, par suite de la crise, il y eut une notable diminution comparativement à l'époque correspondante de 1856.... La *recette totale de l'exploitation* en 1857, comparativement à l'année 1856, a été :

	Recette brute.		Par mille.	
	livres st.	livres st.	livres st.	livres st.
Angleterre	20,527,748	contre 19,728,314	3,105	contre 3,120
Écosse	2,501,473	2,319,217	2,040	2,023
Irlande.....	1,145,384	1,117,965	1,076	1,092
Royaume-Uni..	24,174,610	23,165,493	2,715	2,724

Les frais d'exploitation par chaque mille exploité se sont élevés en Angleterre de 1,352 l. (en 1854) à 1,564 en 1857, tandis que dans le même espace de temps (4 ans) ils sont tombés de 964 à 941 l. en Écosse et de 485 à 465 l. en Irlande. Pourtant, la pro-

portion entre la recette brute et la dépense d'exploitation s'est partout abaissée, comparativement à 1856; de 49 p. 100 à 48 en Angleterre, de 47 à 44 p. 100 en Écosse et de 39 à 38 p. 100 en Irlande. La dépense d'exploitation paraît se décomposer comme suit : entretien de la voie, 15 p. 100 ; locomotives, 38 p. 100 ; trafic, 26 p. 100 ; divers (y compris police, garde, etc.) 14 p. 100 ; impôts et taxes locales, 7 p. 100. On sait que ces dernières dépenses ont provoqué et provoquent beaucoup de clameurs ; elles prennent en moyenne 9.64 du dividende total et presque 14 p. 100, si l'on ne tient compte que des dividendes des actions ordinaires.

Sur les 139,088,888 voyageurs que les chemins de fer anglais ont transportés en 1857, il y eut 48 tués et 546 blessés ; 23 des premiers et 15 des derniers auraient eu à attribuer leur malheur à leur propre faute ou manque de précaution. Il y eut en outre 188 tués et 92 blessés en dehors des voyageurs ; la majeure partie de ces tués ou blessés étaient des personnes au service de la Compagnie ; il y eut aussi 6 suicidés. Le nombre des tués aussi bien que des blessés a été bien plus considérable en 1857 que dans les années précédentes ; ainsi, sur 1 million de voyageurs il y eut

	Tués.	Blessés.		Tués.	Blessés.
en 1852	0.11	4.20	en 1855	0.08	2.70
1853	0.35	2.80	1856	0.07	2.18
1854	0.10	2.97	1857	0.18	4.53

La plupart des Compagnies anglaises de chemins de fer ont déjà publié leur comptes rendus de l'exercice 1858 ; les énumérer toutes serait fastidieux, d'autant plus que la liste serait forcément incomplète, à cause des retardataires. Nous nous bornons donc à résumer dans le tableau qui suit les données les plus essentielles de l'exercice 1858 pour toutes les lignes quelque peu importantes, c'est-à-dire pour celles dont la longueur exploitée dépasse une cinquantaine de kilomètres.

LIGNES.	ANGLETERRE.			
	Longueur exploitée, milles.	Dépenses d'établissement, livres st.	Recettes en 1858, livres st.	Dividende en 1858, 1. sh. d.
Birkenhead Lancash. et Chesh...	33	2,514,354	143,199	2. 0.0.
Bristol et Exeter.....	117	3,700,858	.....	5. 0.0.
Chester et Holyhead.....	94	4,366,858	.....	.....
Eastern Countys.....	489	17,828,853	1,350,901	2.16.3.

East Lancashire.....	112	4,029,977	327,946	3.17.6.
Great Northern.....	283	11,988,692	1,257,495	4.15.0.
Great Western.....	465 $\frac{1}{2}$	23,223,779	1,597,394	1. 8.0.
Lancashire et Yorkshire.....	289 $\frac{1}{2}$	13,683,791	1,238,826	3.17.6.
Lancaster et Carlisle.....	100 $\frac{1}{2}$	2,488,165	344,670	9. 0.0.
Llanelly et Dock.....	46 $\frac{1}{2}$	304,532	25,761	néant
London et N. Western.....	686 $\frac{1}{2}$	34,160,658	3,098,316	4. 0.0.
London et S. Western.....	287 $\frac{1}{2}$	9,828,565	862,516	5. 0.0.
London, Brighton et South Coast.	202 $\frac{1}{2}$	7,798,931	879,269	6. 0.0.
Manchest., Sheffield et Lincolnshire	173 $\frac{1}{2}$	8,918,750	578,947	néant
Midland.....	614 $\frac{1}{2}$	20,561,151	1,756,360	4.17.6.
Monmouthshire.....	44	1,036,945	.....	.....
New-Castle et Carlisle.....	78	1,918,078	179,465	5. 7.6.
New-Port et Hereford.....	50	1,264,750	65,910	néant
North-Devon.....	35	494,866	24,166	0.17.1.
North-Eastern.....	725 $\frac{1}{2}$	22,271,079	1,789,635	 ¹
North-Staffordshire.....	233	5,190,593	363,386	2. 5.0.
Oxford, Worcester et Wolverhampt.	94	3,995,848	227,365	néant
Shrewsbury et Hereford.....	51	772,989	.....	4. 5.0.
Shrewsbury et Birmingham.....	29	1,761,561	87,544	3.10.0.
Shrewsbury et Chester.....	49	1,710,907	145,907	3.10.0.
South-Eastern.....	302	13,344,124	1,070,756	4. 0.0.
South-Wales.....	171 $\frac{1}{2}$	4,443,642	337,904	4. 5.0.
South-Yorkshire.....	108	2,164,879	142,799	2.10.0.
Stockton et Darlington.....	119	2,597,420	366,518	9. 0.0.
Taff Vale.....	10	1,195,291	.....	7.10.0.
West-Hartlepool, Harbour.....	39	2,178,225	352,512	4. 0.0.
Witchaven et Furness.....	35	469,538	25,753	1. 5.0.

ÉCOSSE.

Caledonian.....	198 $\frac{1}{2}$	8,466,472	662,433	3.15.0.
Edinburgh et Glasgow.....	142	4,228,973	300,956	3. 2.6.
Edinburgh, Perth et Dundee....	78	3,314,832	.....	néant
Glasgow et S. Western.....	183	4,741,641	360,969	4. 7.6.
Gr. North of Scotland.....	58	907,223	63,131	.....
North-British.....	149	1,490,366	284,197	3.15.0.
S. North-Eastern.....	115	2,962,000	.....	.....

IRLANDE.

Ballymena.....	35	260,000	.....	.....
Belfast et Ballymena.....	65	767,018	66,126	2. 0.0.
Dublin et Belfast.....	56	991,147	71,411	4. 0.0.
Dublin et Drogheda.....	63	1,063,341	86,566	4.10.0.
Dundalk et Enniskillen.....	35	575,091	27,647	néant
Gr. Southern et Western.....	229	4,471,707	350,881	5. 0.0.
Londonderry et Coleraine.....	36	539,824	.....	.....
Londonderry et Enniskillen.....	60	698,474	38,473	néant
Midland Gr. Western.....	177	2,584,486	.....	5. 0.0.
Ulster.....	51	763,876	77,830	5.10.0.
Waterford et Limerick.....	77	1,215,569	.....	néant

¹ Les trois sections de cette ligne ont donné les dividendes qui suivent : Berwick 4.10.0; York 3.10.0; Leeds 2.0.0.

Comme résultat général, et pour une année qui s'écoulait sous la pression immédiate de la violente crise commerciale de 1857, les chiffres du tableau qui précède ne sont pas trop mauvais. Le nombre n'est pas grand de ces compagnies de chemins de fer qui renvoient leurs actionnaires sans dividende aucun, et encore sont-ce presque toutes des compagnies dont les actionnaires n'ont jamais été gâtés par de trop forts dividendes. Pour beaucoup de lignes, le dividende de 1858 est égal à celui qu'avait donné l'exercice 1857; pour un plus grand nombre de lignes il y a, c'est vrai, une diminution plus ou moins forte, mais aussi les augmentations ne manquent pas; ainsi, par exemple, Blyth and Tyne donne 8 l. 5 sh. (8,25 p. 100) en 1858, contre 6 l. 15 sh. (6,75 p. 100) en 1857; Dundee and Abroath, 5 p. 100 contre 4,50 p. 100 en 1857; Gr. Northern, 4,75 p. 100 contre 3,03 p. 100; Hull and Holderness, 3 p. 100 contre 2 p. 100; Lancaster and Carlisle, 2 p. 100 contre 8,50 p. 100; North London, 5 p. 100 contre 4,50 p. 100; Shrewsbury and Hereford, 4,50 p. 100 contre 4 p. 100; South Wales, 4,25 p. 100 contre 3 p. 100; Whitehaven, 4,25 p. 100 contre 3,03 p. 100, etc., etc. Encore faut-il tenir compte de ce fait que l'exercice auquel se rapportent ces dividendes, n'a pas seulement souffert des effets de la grande crise commerciale de 1857; dans sa dernière partie il a été affecté aussi par les appréhensions de guerre qu'a suscitées depuis plusieurs mois la question italienne; l'exercice, on le sait, ne se termine pas pour tous les chemins de fer anglais avec le 31 décembre, mais bien avec le 31 janvier, ou encore le 28 février seulement.

HOLLANDE.

AMSTERDAM-ROTTERDAM.—Cette ligne, d'une étendue de 84,5 kilomètres avait été, dès l'année 1846, exploitée partiellement; ses recettes ont suivi une progression continue. De 1846 à 1857, soit en douze ans, le produit des transports des voyageurs a monté de 557,804 fl. à 955,190 fl.; celui des marchandises, de 17,818 à 151,368 fl.; des bestiaux, de 11,116 à 19,704 fl., etc. La recette totale, de 624,285 fl. en 1846, était arrivée à 1,018,109 fl. en 1850, à 1,071,325 fl. en 1853, à 1,169,768 fl. en 1855, et à

1,172,349 fl. en 1857. Ce progrès se continuait aussi en 1858. Le nombre des voyageurs s'est élevé de 1,187,824 à 1,188,713; le transport des marchandises par la grande vitesse a donné 144,256 fl. contre 134,880 en 1857; la petite vitesse, 34,834 fl. contre 16,487; transport des bestiaux, 23,003 contre 19,704. Les recettes diverses, y compris le transport de bagages, ont subi une faible diminution; la recette totale de l'année (1,203,745 fl.) est pourtant supérieure de 31,393 fl. au chiffre de l'exercice précédent. Dans le nombre total des voyageurs, en 1857, était la proportion des voyageurs de première classe de 14.27 p. 100; de seconde classe, de 17,90; de troisième classe, de 64.82, et des militaires, de 3,01 p. 100. Dans les recettes provenant du transport des marchandises figurent les bagages pour 9,36 p. 100, la grande vitesse pour 58,18 p. 100, la petite vitesse pour 14,03, les bestiaux pour 10,09 p. 100 et les transports postaux pour 8,32 p. 100. Les chapitres principaux du bilan au 31 décembre 1858, sont :

A L'ACTIF.		AU PASSIF.	
	Florins.		Florins.
Construct. du chem. de fer.	10,726,542	Capital.....	6,500,000
Travaux d'améliorat., etc.	47,103	Emprunts.....	4,134,000
Renouvellement de prêts.	304,000	Intérêts dus aux emprunts.	79,480
Matériel et outillage....	206,400	Actions sorties, à remb.	266,000
Divers.....	80,466	Autres.....	385,031
Total.....	11,364,511	Total.....	11,364,511

Le chemin de fer HOLLANDAIS-RHÉNAN a une longueur de 175 kilomètres, dont 11 situés en Prusse. Pendant l'exercice finissant le 30 avril 1858, les recettes se sont élevées à 1,881,880 fl., soit environ 60 fr. par jour-kilomètre; les dépenses d'exploitation comprenant 53 p. 100 de la recette, le produit net par jour ne s'est donc élevé qu'à 28 fr. Pour l'établissement du chemin de fer et la fourniture de son matériel roulant, il a été dépensé une somme de 28,960,387 fl., soit 163,488 fl. par kilomètre (350,000 francs); la recette nette ayant atteint 28 fr., elle représente sur le capital dépensé un revenu de 2,9 p. 100. Voici comment le capital a été employé :

	Florins.
Reprise de la ligne d'Amsterdam à Arnhem (92 kil.).....	9,524,542
Intérêts payés pour cette reprise.....	1,939,924
Amélioration et réparation de la section d'Arnhem.....	2,113,486

Construction de la section d'Utrecht à Rotterdam (53 kil.)...	6,601,147
" du chemin d'Arnhem à la frontière pruss. (19 kil.)	3,125,037
" de la sect. de la front. pruss. d'Emmerich (11 kil.)	1,309,000
Établissements des lignes d'entrepôt.....	524,712
Matériel roulant.....	2,822,539
Total.....	27,960,387
A cette somme il faut ajouter la subvention accordée par l'État.	1,000,000
	28,960,387

Ce qui ferait ressortir le coût d'établissement de ce chemin à 165,488 fl. par kilomètre.

Le gouvernement vient d'accorder, sauf ratification par la loi, de nouvelles concessions qui embrassent les lignes suivantes : —
a. De Rotterdam, par Dordrecht (avec un pont fixe sur le Hollandsch-Diep), Moerdijk, Breda, Tilbourg, Bois-le-Duc, Helmont, Venloo et Ruremonde à Maëstricht, avec embranchements de Venloo et Ruremonde aux frontières prussiennes ; *b.* De Flessingue, par Middelbourg, Goes, Berg-op-Zoom et Rosendaal à Breda.

La ligne *a* devra être achevée et mise en exploitation dans les six ans après la ratification de la concession par la loi. La ligne *b* ne sera commencée qu'après l'achèvement et la mise en exploitation de la première ; elle devra être achevée et mise en exploitation quatre ans plus tard.

L'État alloue des subventions suffisantes pour la construction des grands travaux d'art et donne une garantie de $4\frac{1}{2}$ p. 100 sur le capital de construction pour intérêts et amortissement. Cette garantie sera pour 50 ans, à dater du moment où la ligne sera, entièrement ou en partie, mise en exploitation. Le temps de la concession est pour 99 ans, à la fin desquels tout le capital social, soit actions, soit obligations, devra être amorti, afin que le gouvernement puisse entrer dans la possession pleine et entière du chemin de fer avec toutes ses appartenances, matériel, etc.

ITALIE.

ÉTATS PONTIFICAUX.

Société privilégiée Pio-Latina des chemins de fer de Rome à Frascati, et de Rome à la frontière napolitaine. — En vue du pro-

longement de la ligne de Rome à Frascati, vers la frontière du royaume de Naples, la Compagnie, dont le capital social primitif était de 8 millions, divisé en 32,000 actions de 250 fr. chacune, a été autorisée, par ses nouveaux statuts, approuvés le 29 mars 1858, à créer un nouveau capital de 27 millions de francs, soit par l'émission de 32,000 actions de 500 fr. et d'un nombre suffisant d'obligations, soit au moyen d'un système combiné d'actions nouvelles et d'obligations, soit enfin par l'émission seule d'actions nouvelles.

Le gouvernement papal a accordé, le 3 mars 1858, pour le capital nécessaire à ce prolongement, la garantie d'un revenu minimum de 1,620,000 fr. Le nouveau chemin de fer, d'une étendue d'environ 110 kilomètres, doit se détacher de la ligne actuellement en exploitation, à 11 kilomètres et demi de son *terminus* à Rome. Il doit passer au pied des monts Albains et se diriger vers la frontière napolitaine par la vallée du Velletri.

La situation financière de la Compagnie s'établit comme suit au 31 décembre 1857 :

PASSIF.		francs.
Capital social, représenté par 32,000 actions de 250 fr.....	8,000,000	»
Coupons échus, non présentés.....	104,972	06
York et Co ¹ , leur compte cautionnement espèces.....	187,500	»
» leur compte de retenue.....	96,695	64
Banque générale suisse, solde de son compte au 31 déc. 1857.	121,885	21
Ensemble.....	8,511,052	91

Ce passif est représenté par un actif d'égale somme, se décomposant ainsi :

ACTIF.		francs.
Coût total de la ligne de Rome à Frascati.....	6,914,693	17
Ligne de Rome à Ceperano (études, achat de terrains, etc.)....	189,824	51
Sommes payées à valoir sur l'exécution des travaux.....	458,633	85
Versements à effectuer.....	375,562	50
Montant de 1,944 actions en portefeuille.....	486,000	»
Débiteurs divers et solde en caisse.....	86,336	88
Total égal.....	8,511,052	91

Société générale des chemins de fer romains.— Concessionnée en 1856. L'ensemble des lignes concédées représente 560 kilomètres

¹ Qui ont construit le chemin de fer de Rome à Frascati.

environ, savoir : Rome à Civita-Vecchia, 77; Rome à l'Adriatique, 280; Ancône à Bologne, 203. La concession est de 99 ans pour la ligne de Rome à Civita-Vecchia, et de 95 ans pour la ligne de Rome à Ancône et à Bologne. Pour cette dernière ligne, le gouvernement pontifical a garanti un produit net annuel de 10 millions de fr., applicable au fur et à mesure de l'ouverture des sections de Rome à Foligno, de Foligno à Ancône, d'Ancône à Bologne. La Société concessionnaire est constituée au capital de 175 millions, divisé en 85 millions d'actions de 500 fr. chacune et en 90 millions d'obligations. Les travaux se poursuivent activement sur une partie des lignes. On attend d'un jour à l'autre l'ouverture de la section de Rome à Civita-Vecchia.

TOSCANE.

Les chemins de fer toscans qui étaient, en 1858, d'un parcours collectif de 270 kilomètres, se répartissaient entre cinq Compagnies, savoir :

	kilomètres.
La Leopolda, de Livourne à Florence, environ.....	99
La Centrale-toscane, première section, d'Empoli à Sienne.....	74
La Lucca-Pisa	Ensemble 100
La Lucca-Pistoja ...	
La Pistoja-Florence.	
Total.....	270
Auxquels prochainement la Centrale ajoutera, pour sa deuxième section, de Sienne à Torrito.....	70
Soit au total.....	340

A ces lignes il faut ajouter une sixième ligne, celle d'Arczzo, qui, de Florence et par Arezzo, se dirige vers la frontière romaine, à Cortona, dont les travaux sont à peine commencés de Florence à Pontassieve, bien que la concession en soit déjà ancienne.

Les situations respectives des cinq premières lignes sont très-différentes sous tous les rapports. La Leopolda rapporte 6 à 6 1/2 p. 100 de la valeur nominale de ses actions et plus de 8 p. 100 de leur cours. La Centrale-Toscane, première section, environ 3 1/2 p. 100 de la valeur nominale des actions, et plus de 7 p. 100 de leur cours. Quant aux trois autres petites lignes : la Lucca-Pisa est depuis longtemps en état d'expropriation juridique; la

Lucca-Pistoja achève péniblement le percement de son tunnel ; enfin la Pistoja-Florence, dite *Maria Antonia*, qui appartient à des capitalistes anglais, a un fort beau matériel et est exploitée à grands frais, de sorte qu'elle produit à peine 1 à 1 1/2 p. 100 net.

Les Compagnies d'Arezzo, de la Centrale et de la Lucca-Pistoja ont reçu du gouvernement toscan une garantie d'intérêts. On s'occupe très-activement de la fusion de toutes les lignes toscanes, ce qui leur assurerait un développement plus rapide et leur permettrait de se présenter avec avantage dans la grande fusion des chemins de fer austro-italiens. En attendant, un décret grand-ducal autorisa la compagnie Lucca-Pistoja à contracter un nouvel emprunt de 3.5 millions de *lire* ; le montant du produit garanti est porté de 336,000 l. à 400,000.

Voici quelques renseignements plus précis sur la ligne principale du réseau toscan, celle de Livourne à Florence, d'après les comptes de l'exercice finissant le 30 avril 1858, reçus et approuvés par l'assemblée générale du 22 décembre 1858.

Le compte d'établissement à la clôture de l'exercice précédent s'élevait à		lire.
Il a été dépensé pendant l'exercice 1857-58, pour augmentation de matériel et améliorations diverses		35,421,549
		904,540
Soit donc compte total		36,306,089

dans laquelle somme le matériel roulant entre pour 2,986,067 l.

Les chiffres de l'exploitation se résument ainsi :

<i>Recettes.</i>		<i>Dépenses.</i>	
	lire.		lire.
918,295 voyageurs....	1,935,320	Frais généraux.....	130,276
Marchandises	748,333	Entretien de la voie ...	273,490
Divers	259,098	Traction	624,442
	2,942,751		1,028,208

Il reste ainsi un produit net de 1,914,543 l. qui a été réparti comme suit : 1 1/2 p. 100 à la réserve, 43,819 l. ; aux actions de la deuxième émission, 174,225 l. ; aux actions primitives, dividende, 56 1/2 l. par action, 1,695,000 l., et enfin 1,490 l. au compte du nouvel exercice. Les actionnaires ont approuvé l'émission d'un emprunt de 600,000 lire pour des travaux à faire aux stations.

La longueur du chemin de fer de Livourne à Florence étant de

80 kilomètres, les recettes journalières se sont montées à 76 fr. par kilomètre ; les dépenses s'élevant seulement à 35 p. 100 des recettes, n'ont été que de 27 fr. par jour-kilomètre ; enfin, le produit net, 49 fr., représente sur le capital d'établissement un revenu de 5,2 p. 100.

NAPLES.

Le chemin de fer de Tarente, récemment concessionné, a donné lieu à des démêlés judiciaires dont nous ne connaissons pas encore l'issue, mais qui en tout cas ne semblent pas de nature à attirer les capitaux européens vers les entreprises de travaux publics dans les Deux-Siciles. Après le rejet des statuts de la Société anonyme présentés par M. Talabot pour l'exécution de la ligne projetée de Naples à Tarente, le gouvernement des Deux-Siciles a fait signifier à M. Thomas d'Agiout, concessionnaire, un rescrit royal où il est dit : 1. que l'administration et les emplois du chemin de fer devraient être exclusivement dévolus à des Napolitains ; 2. que M. d'Agiout, malgré sa qualité de concessionnaire, ne pourrait former de compagnie quelconque sous son nom, mais bien sous le nom d'un regnicole ; 3. enfin que dans aucun cas les actions de la compagnie des chemins de fer ne pourront être négociées à la Bourse de Naples. M. d'Agiout, croyant voir dans ce rescrit, qui impose des conditions impossibles, une négation formelle de sa concession, a fait signifier à son tour au gouvernement une protestation énergique, fortement motivée, et dans laquelle il expose l'immense dommage que la conduite du gouvernement lui fait éprouver, alors qu'il a déjà dépensé des sommes considérables pour les études définitives du chemin de fer, et qu'il a déposé la partie exigée du cautionnement. La protestation de M. d'Agiout était, dit-on, rédigée sur l'opinion émise par les principaux jurisconsultes du royaume. Le gouvernement a fait de son côté une contre-protestation, dans laquelle il déclare M. d'Agiout déchu de sa concession et prétend le rendre responsable du dommage qui résulte pour le pays de la non-exécution du chemin de fer.

Des renseignements officiels portent à 1,930,607 le nombre des voyageurs transportés par les rails-way siciliens dans les trois premiers trimestres de 1858. L'ancienne ligne de Naples à Capoue,

dont la longueur — y compris l'embranchement d'Avelino — n'est que de 50 kilomètres, est peu importante en comparaison des lignes qui doivent prochainement être livrées à la circulation ; elle ne dessert pour ainsi dire que les environs de Naples. On attribue avec raison une grande importance au rattachement des lignes napolitaines au réseau pontifical. La ligne de Pio-Latina, qui des États romains va vers Naples, jouit d'une garantie d'intérêts de 6 p. 100 ; mais avec le vif mouvement de transport, sur lequel elle peut compter, on ne pense pas qu'elle imposera des sacrifices au Trésor.

PIÉMONT.

L'étendue des chemins de fer en exploitation dans les États sardes était au 31 décembre 1857, déduction faite de 10 kilom. de parcours commun, de 871 kilom. ; elle s'est accrue en 1858 de la ligne d'Alexandrie à Stradella (16 kilom.), du prolongement sur le Victor-Emmanuel, de Saint-Innocent à Culoz (18 kilom.), de Chivaz à Ivree (33 kilom.) et du raccordement du chemin de fer de Novare avec les chemins de fer lombards (5 kilom.), ensemble 72 kilom., ce qui porte l'étendue totale en exploitation, au 31 décembre 1858, à 943 kilom. Sur l'ensemble des lignes piémontaises, étaient, à la fin de l'exercice 1857, construites et exploitées par l'État, ou seulement exploitées par lui, les lignes qui suivent :

	kil.		kil.
De Turin à Gènes.....	168	De Gènes à Voltri.....	12
— Alexandrie à Arona....	109	— Turin à Pignerol.....	38
— Turin à Suse.....	53	— Alexandrie à Acqui.....	34
— Mortara à Vigevano	13		
		Ensemble...	427

D'après un rapport fort étendu, que l'administration vient de publier, les dépenses de l'État depuis 1844, où commencèrent les travaux de construction, jusqu'au 31 décembre 1857, se seraient élevées à 140,923,034 lire. Cette dépense se décomposerait comme suit :

	lire.
Études, administration, direction et divers.....	3,284,731.37
Expropriations, travaux de terre, ouvrages d'art, etc....	83,416,015.96
Construction de la voie, rails, coussinets, traverses, etc....	23,152,189.10
Wagons, locomotives, tenders, etc.....	26,757,625.34

Télégraphie électrique.....	1,143,012.27
Accessoires et divers.....	3,169,459.95
Total égal.....	140,923,033.99

A ces chiffres, il convient d'ajouter l'intérêt des capitaux successivement employés à la construction des chemins de fer; calculé au taux de 4 p. 100, cet intérêt représenterait, pour les années 1844 à 1856, une somme de 36,360,967 l., ce qui porterait la dépense totale jusqu'au 31 décembre 1856 à 177,284,001 lire. Mais d'autre part, les chemins de fer de l'État qui ont commencé à être exploités en 1848-49, ont laissé dans ce premier exercice un excédant de recettes de 289,328 l. 57 c.; dans les exercices suivants, l'excédant ou le bénéfice net a été de

lire.		lire.	
876,301 22	en 1850	3,889,604 51	en 1854
1,329,103 81	1851	5,325,653 65	1855
1,039,447 57	1852	6,340,076 51	1856
2,264,517 59	1853		
Total des 7 années..		21,954,038 43	

Ce qui réduirait la dépense effective de l'établissement des chemins de fer à 155,329,962.57 l.

Dans le courant de l'année 1858, l'État s'est chargé de l'exploitation de la ligne d'Alexandrie à Acqui (34 kilom.), pour compte de la société concessionnaire, et il a cédé au chemin de fer Victor-Emmanuel l'exploitation de la ligne de Turin à Suse qui, construite par la Société de Suse, avait jusque-là été exploitée par l'État. Les recettes brutes de l'exploitation par l'État dans les deux années de 1857 et 1858 s'établissaient comme suit :

	1857.		1858.	
	Recettes totales,	dont p. transport des voyag.	Recettes totales,	dont p. transport des voyag.
	lire.	lire.	lire.	lire.
Turin à Gênes et Alexandrie à Arona	9,912,344	4,225,819	9,858,438	4,130,826
Alexandrie à Acqui.....	—	—	234,054	190,345
Turin à Suse.....	774,480	462,534	—	—
Turin à Pignerol.....	464,577	368,626	460,491	351,825
Mortara à Vigevano.....	144,971	57,551	122,769	50,818
Gênes à Voltri.....	311,877	292,237	267,552	247,948
Ensemble.....	11,608,249	5,406,867	10,943,304	4,971,762

A la recette de 1858, il convient d'ajouter 600,000 lire pour transports gratuits opérés au compte des administrations publi-

ques. Le rendement total de l'exploitation par l'État s'élèverait ainsi à 11,543,304 lire; les frais d'exploitation ayant été de 5,427,908 l. (soit 47.02 p. 100) de la recette; celle-ci laisserait un bénéfice net de 6,115,396 l.

Les lignes *exploitées par des compagnies* ont fourni les recettes qui suivent :

	1857.		1858.	
	Recettes totales,	dont p. transport des voyag.	Recettes totales,	dont p. transport des voyag.
	lire.	lire.	lire.	lire.
Turin à Coni et Saluces....	1,843,264	1,225,151	1,803,207	1,200,552
Brà à Cavaller Maggiore...	79,579	63,350	80,790	63,070
Novi et Alexandrie à Stradella	63,986	51,806 ¹	767,332	461,327

Chemin de fer Victor-Emmanuel.—Le réseau de la Compagnie se divise en deux parties distinctes : la division du Rhône et celle du Tessin, séparées l'une de l'autre par le mont Cenis, dont la route a été remise par l'État, pour l'entretien et le péage, à la Compagnie, qui reçoit une allocation annuelle. La section aboutissant au pont du Tessin est terminée; la division du Rhône est encore dans sa période de construction. Les dépenses d'établissement de la Compagnie s'étaient montées, le 31 mai 1857, à 19,365,344 lire; dans l'exercice finissant le 31 mai 1858 s'y ajoutaient :

	lire.		lire.
Intérêt des actions.....	1,629,469	Matériel	1,653,594
Dépenses générales.....	437,411	Chemin de Novare.....	28,800,000
Terrains.....	709,011	Remboursement à l'Etat ² .	3,211,500
Établissement de la ligne.	8,587,848	Ensemble...	45,028,833

Ce qui porte à 64,394,177 l. la dépense totale de premier établissement faite jusqu'à la date du 31 mai 1858.

Le compte d'exploitation de la division du Tessin, pour l'exercice 1857-58 (15 octobre 1857 — 31 mai 1858) s'établit comme suit :

Recettes.	
	lire.
Trafic de la ligne du Tessin.....	1,290,509
Subvent. des lignes de Suse, de Bielle, de Casale et d'Ivrée.	418,235
Intérêts et dividende sur actions de Suse.....	109,057
Péage du mont Cenis.....	23,067
Recettes diverses.....	20,325
Total.....	1,861,193

¹ Cette ligne a été ouverte seulement le 2 novembre 1857, jusqu'à Voghera.

² Pour sa part de propriété dans le chemin de Suse,

Dépenses

	lire.
Intérêts et remboursement des obligations.....	166,000
Impôts.....	45,047
Personnel.....	239,976
Entretien et surveillance de la ligne.....	208,378
Locomotion.....	431,329
Dépenses générales et d'ordre.....	118,800
Total.....	1,209,530

Ce qui laisse un excédant de recette de 651,663 l. Aux autres lignes exploitées par la Compagnie de Victor-Emmanuel, les recettes s'établissent ainsi qu'il suit :

	1857.		1858.	
	Recettes totales, lire.	dont p. transport des voyag. lire.	Recettes totales, lire.	dont p. transport des voyag. lire.
Turin au Tessin. . . .	2,111,500	1,393,974	2,248,007	1,466,212
Vercell à Valence. . .	314,298	224,920	417,224	262,893
Santhia à Bielle. . . .	239,672	168,177	244,270	165,517
Chivasso à Ivrea. . . .	—	—	70,927	56,485
Turin à Suse.	—	—	730,471	449,713
Ensemble.	2,665,470	1,787,071	3,710,899	2,400,820

PORTUGAL.

C'est depuis peu d'années seulement que l'attention du gouvernement et des chambres s'est portée aussi sur diverses entreprises de chemins de fer. Les communications de la capitale avec la frontière d'Espagne, dans la direction de l'est, et avec Porto, la seconde ville du royaume, par Coïmbre, dans celle du nord, devaient naturellement tenter l'administration et les spéculateurs avant toute autre ligne. Des négociations diverses ont été entamées et suivies à ce sujet depuis 1852 par les ministres du Portugal avec des capitalistes anglais et français ; en France notamment, avec MM. Pereire et avec M. Prost, fondateur du Crédit mobilier de Lisbonne, en 1856. Toutes ces négociations n'aboutirent pas, grâce au manque d'argent et de crédit, aux fréquents remaniements du cabinet, et aux divergences de vues qui se sont produites au sein des Cortès. Aussi, le Portugal n'a-t-il pas encore, pas même en projet, de réseau ferré ; il ne possède que quelques lignes ou parties de lignes isolées. Dans le principe, le gou-

vernement, pour encourager les entreprises de ce genre, ne marchandait pas les concessions et promit plus que ne comportait la situation des finances. Il garantit 6 p. 100 d'intérêt, 1 p. 100 d'amortissement, 3 p. 100 de prime pour l'ouverture de chaque section, et l'immunité d'impôt pour 20 ans; il autorisa l'importation franche de droits, du matériel de construction ainsi que des machines, et s'engagea à fournir gratuitement terrains et bois sur les domaines de l'État que traverserait la voie ferrée. Le Portugal est arrivé ainsi à posséder trois tronçons de chemins de fer, les deux qui mènent de Lisbonne à Santarem et de la capitale à Cintra, sur la rive droite du Tage, et celui d'Aldea-Galega à Vendas-Novas, sur la rive gauche de ce fleuve.

1. Le chemin de fer qui longe le Tage et parait destiné à servir de tronc commun aux deux lignes projetées, l'une vers la frontière d'Espagne, à l'est, l'autre jusqu'à Porto, vers le nord, court dans la direction du N.-E. de Lisbonne par Sacavesa et Carregada (36 kilom.) à Santarem (72 kilom.). Cette voie, concédée par une loi du 18 août 1853, à une société anglaise, la *Compagnie centrale péninsulaire des chemins de fer portugais*, a été en partie construite par elle; mais en 1857, le gouvernement, qui avait changé de vues, obtint la résiliation de son contrat avec les concessionnaires, MM. Shaw et Waring, au moyen du remboursement de leurs actions en titres de la dette consolidée. Ce chemin, pour lequel 48,000 actions de 500 francs ont été émises, est achevé, depuis le mois de juin 1858, jusqu'au pont d'Ascéa, où débouche le canal d'Azambuja, sur une longueur de 67 kilom., devenus la propriété de l'État, par suite de l'arrangement mentionné. Le produit moyen, au printemps de la même année, était de 27 fr. par jour et par kilom.

Le gouvernement espagnol n'ayant pas encore désigné le point par lequel la ligne portugaise devra se relier au réseau d'Espagne, rien n'a pu être décidé non plus sur le tracé ultérieur de cette ligne vers l'est. Mais la question de sa continuation au nord de Santarem jusqu'à l'embouchure du Douro a été de nouveau agitée et résolue affirmativement dans la session parlementaire de 1857. Un premier contrat avait même été passé vers la même époque avec un spéculateur anglais, M. Morton Petto. L'affaire, après avoir soulevé d'interminables difficultés, parcouru des

phases et subi des modifications diverses, paraît avoir été finalement rompue par le nouveau cabinet du 16 mars 1859, les chambres en ayant repoussé les conditions comme trop onéreuses.

2. Le petit chemin de fer de plaisance, de Lisbonne à Cintra, vers la mer, n'a que 28 kilom. de parcours. Le traité qui en porte concession à une compagnie française, a été sanctionné par une loi du 26 juillet 1855.

3. Le gouvernement portugais ayant reconnu l'utilité d'un chemin de fer joignant le Tage au Sado d'Aldea Galega à Sétubal (75 kilom.), l'adjudication de la première partie de ce chemin, comprise entre le petit village de Barreiro, sur la rive méridionale du Tage, et Vendas Novas (56 kilom. de l'ouest à l'est), à la *Compagnie nationale des chemins de fer du Tage* a eu lieu vers la fin de 1854. Cette section est terminée et livrée à la circulation depuis le mariage du roi. Elle est à une seule voie. Les locomotives et les wagons, ainsi qu'une partie des matériaux de construction, ont été fournis par la Belgique; les rails sont en fer laminé et du poids de 17 kilog. par mètre. De Vendas Novas à Sétubal, le chemin devra suivre la direction du sud-ouest. Ajoutons que cette ligne pourra être également continuée de l'autre côté, à travers l'Alentejo, de Vendas Novas, par Evora, la capitale de cette province, vers la Guadiana ou Badajoz, à l'est, et vers Béja au sud-est. Les capitalistes engagés dans cette entreprise avaient espéré d'obtenir la concession de la voie ferrée qui doit un jour unir le Portugal à l'Espagne; mais, comme le trajet d'eau de Barreiro à Lisbonne exige un transbordement, et que le Tage, très-large en cet endroit, y forme une petite mer que le vent d'ouest rend parfois innavigable, le chemin de la rive droite, dont la gare n'est qu'à 500 mètres de la grande douane de Lisbonne, paraît avoir plus de chance de devenir la tête de ligne dans la direction de la frontière espagnole la plus proche, vu qu'il sera facile d'établir un pont-viaduc sur le Tage près de Santarem.

CH. VOGEL.

RUSSIE.

SOCIÉTÉ DES CHEMINS DE FER RUSSES. — Le réseau concessionné à la Société embrasse les lignes qui suivent : 1° De Saint-Péters-

bourg à Varsovie; — 2° l'embranchement à ouvrir entre cette ligne et la frontière prussienne, vers Königsberg; — 3° la ligne de Moscou à Théodosie, par Tula, Orel, Kursk, Charkow et la région du bas Dnieper; — 4° une ligne se détachant de la précédente vers Kursk ou Orel, passant par Dunabourg et aboutissant au port de Liébau en Courlande; — 5° la ligne de Moscou à Nijni-Nowgorod. — Les statuts de la Compagnie, approuvés le 28 janvier 1857, lui assignent comme premier objet la construction, respectivement l'achèvement et l'exploitation des lignes ci-dessus, mais aussi: — 2° la construction et l'exploitation de tous les autres chemins de fer et voies de communication; — 3° tous services de transport par terre ou par eau qui pourraient être établis par la Société en correspondance avec les chemins lui appartenant ou affermés par elle; — 4° la jouissance et l'exploitation de tous les terrains, forêts, mines, usines, fabriques de machines ou autres qui seraient acquis par voie de concession, achetés ou affermés par la Société. — Capital social, 275 millions roubles argent (4,100 millions de francs), divisé en actions et en obligations; les premières sont de 125 r. a., et il en a été émis 600,000 jusqu'à ce jour. La première assemblée générale a eu lieu le 14/26 juin 1858 à Saint-Petersbourg. Nous empruntons au rapport présenté à cette réunion les renseignements qui suivent sur la situation financière de l'entreprise.

Les recettes et les dépenses de la Société depuis son origine jusqu'au 31 mai 1858, date du premier rapport, se résument comme suit :

	roubles.	k.
Fonds versés par les actionnaires.....	34,284,937	50
Restant dû pour intérêts sur actions.....	169,105	35
Dû à divers.....	53,805	32
Ordonnances restant à payer au 31 mai.....	93,520	79
Excédant de recette de l'exploitation.....	40,313	75
Total.....	34,641,682	71

Cette somme de 34,641,682 r. 71 k., se répartit ainsi :

Cautionnements.....	3,750,000	00
Solde du compte d'intér., de change et d'évaluation.....	72,080	27
Frais de premier établissement.....	336,511	07
Etudes, travaux et exploitation :		
Frais généraux.....	84,211	97
Ligne de Saint-Petersbourg à Varsovie.....	5,769,859	01

Embranchement sur la frontière de Prusse.....	29,608 79
Ligne de Dunabourg à Liban.....	35,672 78
Ligne du Sud.....	543,667 74
Etudes spéciales.....	11,241 95
Matériel d'exploitation.....	1,459,252 85
Agents comptables.....	497,151 65
Etablissement de fonderie et de mécanique de Saint-Petersbourg.....	869,372 75
Fonds disponibles :	
Espèces en caisse.....	24,412 37
Fonds placés en comptes courants.....	11,029,137 62
Billets de banque.....	10,129,501 88
Total égal à celui de la recette.....	34,641,682 71

Le Conseil, usant de la faculté que lui donnent les statuts de former le capital social au moyen de la création d'actions et d'obligations, a décidé qu'il serait fait une émission d'obligations de 500 roubles chacune, portant intérêt à 4 1/2 p. 100 par an, remboursables au pair, par voie de tirage, en soixante-quinze ans, à partir de 1867, pour une somme de 35 millions de roubles (140 millions de francs).

Vingt millions de roubles ont été souscrits par le gouvernement; le surplus a été l'objet d'une souscription publique.

CHEMIN DE FER DE VARSOVIE A VIENNE. — La ligne de Varsovie à Vienne a été concédée par ukase impérial du 13 octobre 1857, à une Société prussienne, à la tête de laquelle se trouvent MM. H. Epstein, K.-A. Milde, comte Andréas Renard et H. de Mischwitz. La concession, dont la durée est de soixante-quinze ans, embrasse les lignes qui suivent :

La ligne déjà en exploitation entre Varsovie et Granica.

- entre Skiernivica et Lowicz.
- à construire de Zobkowica, vers la frontière prussienne, dans la direction de Kattowicz.
- qui doit relier le chemin de fer Varsovie-Granica au chemin de fer oriental de Prusse, et sera dirigée de Lowicz vers la frontière prussienne dans la direction de Bromberg.

Le but principal de l'entreprise est donc d'établir le raccord direct et entier entre les réseaux russe et prussien. La nouvelle Compagnie, qui se substitue aux fondateurs, paye une rente annuelle de 200,000 roubles argent pour les dix premières années et de 250,000 roubles pour les années suivantes; elle est obligée, en outre, d'employer éventuellement une somme de six millions

de roubles en amélioration du tracé et à la pose d'un double rail, quand le revenu net atteindra la somme de 63,000 thl. par mille allemand. Des faveurs importantes sont accordées à la Compagnie, celle entre autres de l'affranchissement pendant cinq ans de tout droit douanier pour les rails et autres matériaux de construction qu'elle importerait, et la garantie pour vingt ans contre toute voie de concurrence. Elle émet quatre séries d'actions de 100 roubles, et de 25,000 actions par série. Une somme de 50,000 roubles doit être employée annuellement à l'amortissement; les possesseurs des actions amorties reçoivent une action de jouissance, qui les fait participer pour toute la durée de la concession au revenu net dépassant 5 p. 100.... La première série de 25,000 actions a été émise dans le courant de l'année dernière, et 20 p. 100 ont été versés jusqu'à la fin de septembre. Les dix premiers mois de l'exploitation par la Compagnie ont donné des recettes plus importantes que dans les années antérieures, et on croit pouvoir compter sur un revenu réel de 282,000 roubles, soit un dividende de 11 p. 100 qui représenterait en réalité 55 p. 100 pour les 20 p. 100 versés sur la première émission de 25,000 actions.

Le développement réel de l'entreprise ne datera pourtant que du moment où sera complétée la jonction de ces lignes russes avec le réseau prussien; c'est alors seulement que la ligne de Varsovie-Vienne desservira directement le commerce de Dantzig avec la Galicie et avec Vienne, ainsi que l'export des céréales si important de la Pologne et de la Galicie et l'export de la houille du bassin haut silésien pour la Pologne et pour la Prusse orientale et occidentale.

CHEMIN DE FER DU VOLGA AU DON. — Dans le courant de l'année 1858, il s'est formé, en Russie, sous la direction de MM. Koko-reff, Novosselskii et le général Melnikoff, une Compagnie qui a pour but d'établir un chemin de fer entre le Volga et le Don, ainsi que de développer la navigation à vapeur sur le second de ces fleuves et la mer d'Azov. Les travaux devront être terminés dans l'espace de quatre ans. La Compagnie jouit de divers privilèges analogues à ceux accordés aux autres Compagnies, tels que droit d'expropriation, concession gratuite des terres de la couronne, entrée en franchise du matériel, etc. Le gouvernement, pendant

vingt ans, ne concédera aucune ligne de chemin de fer dans un rayon de 75 verstes de chaque côté de la ligne actuellement existante. Pour ce qui concerne la navigation à vapeur sur le Don et sur la mer d'Azov, la Compagnie obtient divers privilèges relatifs à l'entrée du matériel, à l'établissement de fabriques et d'usines, à l'exploitation de mines d'anthracite, à l'engagement de matelots, etc. Le capital de la Compagnie est de 8 millions rbl. arg., divisé en 16,000 actions de 500 rbl. Le chemin de fer fera retour à l'État au bout de 90 ans et devient rachetable après un laps de 20 ans. Les statuts de la Compagnie ont reçu, le 19/31 juillet 1858, la sanction impériale; la souscription aux actions, dont les fondateurs se sont réservé le quart, a été ouverte du 13/27 septembre au 1/13 octobre 1858.

CHEMIN DE FER DE DUNABOURG A RIGA. — Ce chemin a été concédé au comité de la Bourse de Riga. Les statuts de la Compagnie ont été revêtus de la sanction impériale le 23 janvier (4 février) 1858. Le capital de la Société est fixé à 10.2 millions r. a., divisé en 81,600 actions de 125 r. chaque. Le gouvernement garantit à la Société, à partir du jour de l'ouverture de toute la ligne, un intérêt annuel de 4 1/2 p. 100 du capital, c'est-à-dire une somme annuelle de 459,000 r. pour toute la durée de la Société, qui est de 75 ans; à l'expiration de ce terme, le chemin de fer de Riga à Dunabourg passe en toute propriété au gouvernement.

SUÈDE ET NORWÈGE.

Nos chemins de fer, écrit-on de Stockholm, avancent sérieusement. Il y a peu de temps qu'a été ouverte la section de Lund à Hör; par la section qu'on vient d'ouvrir sur la ligne occidentale presque la moitié du Gothland occidental se trouve traversée par le railway; dans les environs de Stockholm on travaille assidûment à la section qui, à travers le Södermanland, doit rejoindre les chemins de fer d'État de l'occident. Tout près de Stockholm on a percé un tunnel à travers le Ryboda Backe, et on assure que cet ouvrage (qui aura 950 pieds) coûtera moins cher que ne coûtent les travaux de cette nature dans le reste de l'Europe: le pied de longueur ne coûtera que 150 thaler r. m., tandis qu'il revient

à 700 th. en Angleterre, à 200-500 th. en France. Une cause principale de cette différence c'est qu'une grande partie de cette œuvre est exécutée par les soldats, qu'on dit être des travailleurs excellents. On a également commencé les travaux préparatoires sur la ligne allant vers la Norvège, et une Société particulière fait travailler dans le haut nord, dans le Helsigland, à la ligne de Söderheim à Bergwicken.

SUISSE.

Le compte de premier établissement des chemins de fer suisses s'établit comme suit au 31 décembre 1858 :

Lignes.	LONGUEUR		FONDS SOCIAL.		Montant des obligations.	Total du capital.
	Conces- sionnée.	Exploi- tée au 31 déc. 1858.	Nombre des ac- tions ¹ .	Montant du capital.		
Nord-Est.....	177	162	57,416	28,708,000	20,917,950 ²	49,625,950
Central.....	247	206	73,235	36,817,500	32,000,000 ³	68,817,500
Ouest.....	175	80	80,000	40,000,000	19,959,200 ⁴	59,959,200
Jura-Industriel..	38	8	14,000	7,000,000	7,000,000 ⁴	14,000,000
Union-Suisse ...	326	266	56,000	32,500,000	29,270,500	61,770,500
Ensemble...	963	722	280,651	144,825,500	109,147,650	253,973,150

La Compagnie Nord-Est a, en outre, arrêté le 2 janvier 1859, de contracter un nouvel emprunt de 3,000,000 fr. à 4 1/2, qui devrait suffire aux dernières dépenses de premier établissement, à part les constructions projetées à la gare de Zurich, évaluées à 863,800 francs, mais qui ne seront exécutées que plus tard. Avec cette dépense, les frais d'établissement de la ligne se monteraient à 48,625,950 fr., soit 271,494 fr. par kilom. La nouvelle émission d'obligations, à ce qu'on assure, a eu un succès plein et entier.

La Compagnie de l'*Union-Suisse* vient également de solliciter l'autorisation de contracter un emprunt de 2.5 millions à 5 p. 100; le département des finances a été autorisé de prendre les mesures préliminaires en conséquence.

¹ Les actions sont toutes de 500 fr. rapportant un intérêt fixe de 4 0/0.

² Dont 17,100,000 francs en obligations à 5 0/0, 3,000,000 à 4 1/2 0/0 et 817,950 à 3 0/0.

³ Dont 20 millions à 5 0/0 et 12 millions à 4 1/2 0/0.

⁴ A 5 0/0.

Les résultats généraux de l'exploitation dans les deux exercices derniers s'établissent ainsi qu'il suit :

Lignes.	EXERCICE 1858.					
	Nombre des voyageurs.	Marchandises. (centner = 50 k.)	Recette totale. fr.	Recette en 1857. fr.	Recette kilométr. 1857. fr.	Recette kilométr. 1858. fr.
Nord-Est.....	1,117,503	3,147,139	2,750,345	2,326,780	17,154	17,399
Central.....	1,306,814	3,647,793	3,820,123	2,241,685	14,577	18,977
Ouest.....	550,892	1,084,757	1,199,738	634,196	13,787	13,872
Jura-Industriel.	929,267	1,605,112	1,673,487	89,216	11,143	12,555
Union-Suisse...	172,331	191,030	128,565	"	"	5,263

La loi fédérale de juillet 1852 avait abandonné à l'industrie privée la construction et aux cantons les concessionnements des voies ferrées; l'autorité fédérale ne s'était réservé que la surveillance générale et le droit de s'opposer aux tracés qui lui paraîtraient contraires aux intérêts de la défense nationale. Il semble pourtant qu'on commence à entrevoir les inconvénients du manque d'unité et d'harmonie qui par là s'introduit forcément dans le réseau suisse. Les mesures adoptées par suite de la résolution fédérale du 30 juillet 1858, constituent un des premiers pas vers une réforme qui devra remédier à cet inconvénient. Les Compagnies, par suite de cette résolution, sont obligées d'établir autant que possible la concordance entre leurs heures de départ et d'arrivée, d'accorder des billets directs pour tout le parcours d'une ligne exploitée par plusieurs Compagnies, de donner avis 15 jours d'avance de tout changement que l'une ou l'autre voudrait introduire dans ses heures de départ et d'arrivée. En cas de désaccord entre deux Compagnies, la décision appartient au Conseil fédéral.

Le Conseil national a ratifié la convention conclue à la fin de décembre dernier, entre le gouvernement grand-ducal badois et le gouvernement fédéral, pour le passage, à travers le territoire du canton de Schaffhouse, du chemin de fer destiné à relier Waldshut au lac de Constance. En vertu de cette convention, le canton de Schaffhouse a consenti, en faveur des autorités badoises, à l'aliénation, pour cinquante ans, de la partie de son territoire occupée par le chemin de fer; pendant ce laps de temps, l'État de Schaffhouse et la Confédération renoncent au droit de rachat, cèdent et abandonnent tout impôt sur les immeubles appartenant à l'administration badoise.

TURQUIE.

1. LIGNE DE SMYRNE A AIDIN.— Cette ligne, destinée à établir une communication rapide et facile entre l'un des ports les plus importants du Levant (Smyrne) et le grand entrepôt du commerce international avec l'Asie Mineure (Guzel-Hissar ou Aidin), traversera les plaines ou les environs de Seydi-Keuy, Oglanès, Trianda, Tourbala, Baintir Tirra et les gorges des montagnes de la chaîne de Gumé-Daghi. Elle a été concessionnée, le 23 septembre 1856, à une Société anglaise, formée au capital de 4,200,000 l. st., et représentée par MM. Joseph Paxton, George Wythes, Will. Jackson et Will. Rixon. Voici les stipulations principales de la concession :

La durée de la concession est fixée à 50 ans, à partir de l'expiration de l'époque fixée pour l'achèvement de la ligne ; elle peut être prolongée de 25 ans, et ensuite de 20 en 20 ans. Les concessionnaires sont obligés d'accepter les prolongations. La Compagnie s'engage à livrer la ligne principale à l'exploitation dans quatre ans ; elle établira le chemin de fer à une seule voie, s'engageant à établir la seconde voie partout et aussitôt que le développement du trafic la rendra nécessaire. Le gouvernement garantit pour 50 ans un intérêt de 6 0/0 sur le capital social et entre, en revanche, en partage des bénéfices quand ils excèdent 7 0/0 ; les sommes qu'il aurait dû payer par suite de cette garantie, lui seront remboursées dès que les revenus nets de la ligne, en quelle année que ce soit, dépasseront 6 0/0. Tout terrain de la propriété de l'Etat, indispensable à la construction soit de la ligne elle-même et de ses embranchements, soit des stations, magasins et bureaux, sera donné à titre de bail gratuit à la Compagnie ; elle peut de même faire des coupes de bois dans les forêts de l'Etat, et exploiter ses mines de charbon dans une distance de 30 milles anglais à partir des deux côtés de la ligne ; elle importe en franchise de droits tous les matériaux nécessaires pour la construction de la ligne. Elle peut établir un entrepôt à Smyrne et jouit d'une indépendance entière pour son administration ; les travaux de construction sont surveillés par un ou deux commissaires du gouvernement ottoman. Ce dernier s'engage à ne concéder entre Smyrne et Aidin aucune autre ligne ferrée qui pourrait faire concurrence directement ou indirectement à la Compagnie anglaise. La Compagnie doit établir des fils télégraphiques sur tout le parcours de la ligne et les mettre au service du public dès l'ouverture totale du chemin de fer ; elle doit transporter gratuitement les dépêches de l'Etat soit par convoi, soit par télégraphe. Dans le cas du rachat à l'expiration de la concession primitive (50 ans), le gouvernement payera à la Compagnie une somme de 200,000 l. st. pour chaque 10,000 l. st. de revenu net, sans pourtant jamais dépasser le maximum de

2 millions l. st.; si le rachat s'opère à la fin de la première prolongation (75 ans) ou d'une prolongation ultérieure (de 20 en 20 ans), la somme à payer par la Sublime Porte ne doit pas dépasser le capital primitif, soit 1,200,000 l. st., quel que soit le montant du revenu net.

La première section, partant de Smyrne, d'une étendue de 40 milles, est en pleine construction et pourra être livrée à la circulation avant la fin de l'année courante; plus de 3,000 ouvriers, appartenant à 70 nationalités différentes, y sont occupés. La seconde ou la section du tunnel, pourra également être terminée plus tôt qu'on ne l'aurait crû; c'est pourtant la partie de la ligne qui offre le plus de difficultés. La troisième section, aboutissant à Aydin, est d'une construction facile; elle sera entreprise aussitôt que les travaux de la seconde section seront assez avancés et l'on espère ouvrir en même temps ces deux sections. La pose de la première pierre pour la station de Smyrne a été faite le 30 octobre 1858 avec une grande solennité par lord Stratford de Redcliffe.

2. LIGNE DE TSERNAVODA A KUSTENDJIE, destinée à relier le Danube à la mer Noire et à établir un grand port à Kustendjie; il s'agit surtout d'épargner par là aux voyageurs et aux marchandises le passage toujours difficile, souvent périlleux, par les bouches du Danube. L'étendue de la ligne serait de 39 milles anglais; la concession du gouvernement turc est d'une durée de 99 ans, à partir du jour où toute la ligne sera livrée à la circulation. La Compagnie, enregistrée le 30 juillet 1857, à Londres, a été formée d'abord au capital de 300,000 l. st., qui depuis a été porté à 400,000 livres; la moitié du capital ainsi augmenté avait été souscrite dès l'année 1857. Les renseignements officiels manquent sur l'état actuel de la Compagnie et sur la situation de ses travaux.

Les deux lignes dont nous venons de parler sont les seules qui, dans la Turquie proprement dite, aient été définitivement concédées. Il a été présenté au gouvernement turc depuis cinq à six ans par des capitalistes anglais, français et autres, une foule de projets de chemins de fer; des concessions ont été tantôt promises, tantôt retirées. Pour remédier à ces inconvénients, un comité des chemins de fer turcs (*Constantinople Committee upon railways in Turkey*) s'est formé en novembre 1858 à Constantinople sous la présidence de l'ingénieur anglais sir Macdonald Stephenson, avec l'intention d'établir des comités semblables à Londres, Paris et

Vienne. Le comité de Constantinople, dans sa réunion du 5 novembre 1858, a signalé comme inconvénients principaux, ayant jusqu'à présent entravé la marche des chemins de fer en Turquie : 1. qu'il n'y a pas de système ; 2. qu'il n'y a pas de confiance parce qu'il n'y a pas de système ; 3. que les arrangements sont compliqués au lieu d'être simples et uniformes ; 4. que les termes et conditions ne sont pas les mêmes pour les différentes compagnies qui se présentent. Le comité réclame donc, dans l'intérêt du pays même et des capitaux européens, « la simplification des arrangements et l'organisation d'un système des règlements, conditions et lois, sur lequel toute concession de chemin de fer serait basée à l'avenir. » La proposition du comité a été très-favorablement accueillie par le grand vizir Ali-Pacha ; il faut espérer qu'elle ne restera pas lettre morte.

QUATRIÈME PARTIE.

DIVERS.

I.

COMPAGNIES FINANCIÈRES ET INDUSTRIELLES.

CAISSE GÉNÉRALE DES ASSURANCES AGRICOLES.— Autorisée par décret impérial du 30 décembre 1858, et formée au capital social de 1,000,000 de fr., divisé en mille actions de 1,000 fr. chacune. Les Sociétés d'assurances mutuelles que la Caisse générale a pour but de créer et d'administrer, comprennent les assurances : 1. contre la grêle; 2. contre la gelée; 3. contre l'inondation; 4. contre la mortalité des bestiaux; 5. contre l'incendie. La Société est tenue de remettre tous les six mois, au ministre de l'agriculture et au préfet du département de la Seine, un extrait de son état de situation, ainsi que celui des caisses d'assurances mutuelles qu'elle est autorisée à former ou à administrer.

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES OMNIBUS DE PARIS.—Assemblée générale, le 31 mars 1859. Jusqu'au 31 décembre 1858, il a été dépensé pour frais de premier établissement, achat de chevaux, pour matériel, constructions, etc., la somme de 9,898,718 fr. 56 c. et il a été encaissé, par émission des actions, la somme de 9,876,759 fr. 37 c., soit un excédant de dépenses de 21,959 fr. 19 c. Il a été pourvu à ce déficit par la vente de 954 actions qui ont produit 826,100 fr. 75 c.; il reste donc des ressources disponibles et il y a encore 2,000 actions à négocier. Quant à l'exploitation, les recettes en 1858 se sont élevées à 13,920,969 fr. 45 c., les dépenses à 14,532,810 fr. 40 c.; bénéfices, 2,389,853 fr. 79 c., en y ajoutant le solde de l'exercice 1857. Le nombre des voyageurs transportés, qui n'avait été en 1854 que de 34 millions, s'est élevé

en 1858 à 67,642,349 ; le nombre des voitures en circulation a dépassé de 25 celui de 1857, et le produit moyen par kilom. a été de 1 1/10 centimes plus fort qu'en 1857. Les bénéfices ont été répartis comme suit :

Au fonds de réserve.....	148,657 33
Au fonds d'amortissement pour remboursement de 647 obligations et de 151 actions.....	399,000 "
Aux 30,976 actions non amorties en circulation au 31 décembre 1858, pour un à-compte de 25 fr. sur le dividende.	774,400 "
A 32,000 actions, pour solde du dividende, 33 fr. par action.	1,056,000 "
Appoint à ajouter au fonds de réserve.....	11,796 46
Somme égale....	2,389,853 79

Le revenu de l'exercice 1858 se trouve ainsi fixé à 58 fr. par action, soit 2 fr. de moins qu'en 1857.

COMPAGNIE IMPÉRIALE DES VOITURES DE PARIS. — Assemblée générale du 13 avril 1859. Le produit moyen, par voiture et par jour, a été en 1858 de 13 fr. 32 c. pour le service de la place, et de 13 fr. 03 c. pour la remise. Les dépenses de toute nature se sont élevées à 13,386,101 fr. 52 c.; les recettes seulement à 11,985,337 fr. 66 c.; déficit, 1,400,763 fr. 86 c. Le bilan arrêté au 31 décembre 1858 constate un actif de 39,450,272 fr. 09 c. et un passif (y compris le fonds social) de 45,540,909 fr. 01 c., soit une différence de 6,132,111 fr. 31 c., représentant les pertes subies par la Société depuis son origine (1855). L'administration attribue les désastreux résultats de l'exploitation surtout au paiement de 1 fr. par voiture et par jour, auquel la Compagnie est obligée envers la ville de Paris. L'assemblée générale a autorisé son gérant à poursuivre contre la ville de Paris la remise des droits d'un franc tant perçu qu'à percevoir; elle l'a autorisé en même temps à préparer, en tant que besoin, la liquidation de la Société.

MINES DE LA LOIRE. — Assemblée générale du 28 mars 1859. La mévente du charbon a fait réduire l'extraction de 546,404 quintaux métriques. La vente, qui avait produit en 1857, 4,023,413 fr., n'a produit, en 1858, que 3,133,102 francs. Le prix moyen de la vente a été de 1.32, et le bénéfice net par quintal métrique de 21 c. Les bénéfices de l'extraction se sont élevés à 499,255 francs 70 c.; en y ajoutant les produits d'origines diverses, qui ont été de 148,540 fr. 99 c., on arrive à la somme de 647,796 fr. 69 c., qui représente le total des bénéfices de l'année 1858, total in-

férier de 397,262 fr. 83 c. à celui de l'exercice précédent, et qui a fait réduire de 11 à 8 fr. le dividende de l'année 1858. De semblables mécomptes ont affecté l'exploitation des trois autres groupes de l'ancienne Compagnie des mines de la Loire; d'où il résulte que le dividende des quatre groupes réunis, qui a été, pour l'année 1857, de 56 fr., est réduit, pour l'année 1858, à 42 fr., ainsi répartis : mines de Rive-de-Gier, 17 fr.; mines de Montrambert et de la Beraudière, 9 fr.; mines de Saint-Étienne, 8 fr.; mines de la Loire, 8 fr.

COMPAGNIE DES MINES ET CHEMIN DE FER DE CARMAUX. — Assemblée générale le 2 avril 1859. L'exercice 1858 a donné une recette de 2,364,272 fr. 20 c. contre une dépense de 1,558,168 fr. 02 c.; excédant, 806,104 fr. 18 c.; dans cette somme, l'exploitation des mines entre pour 643,449 fr. 34 c. et celle du chemin de fer pour 45,625 fr. 35 c. Mais il faut déduire du total des bénéfices : 197,034 fr. pour intérêts et amortissement de l'emprunt de 1854 et 18,272 fr. pour le fonds de réserve, ce qui laisse à répartir une somme de 590,798 fr. 18 c. ou un dividende de 5 fr. par action. L'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, a résolu de reporter le bénéfice net tout entier sur l'exercice 1859, afin de reconstituer le fonds de roulement. En revanche, l'emprunt de 2 millions, autorisé l'année dernière, sera réduit à 1,200,000 fr., et le chiffre total des emprunts n'excèdera pas 4 millions.

CAISSE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES. — Assemblée générale du 16 mars 1859. Le résultat des opérations de 1858 se caractérise par ce fait que la Caisse, qui déjà pour 1857 n'avait pu donner de dividende, a vu en 1858 son compte de profits et pertes s'aggraver de la somme de 469,311 fr. 30 c. Les opérations de bourse ayant été la principale source des sinistres qui ont frappé la Société, la gérance a cru devoir consacrer les fonds restant en caisse ou disponibles à l'acquisition d'immeubles : 1. du square d'Orléans, sis rue Saint-Lazare ; 2. des terrains situés aux abords de la barrière du Trône. Ces derniers terrains ont été intégralement soldés, mais la propriété du square d'Orléans ne sera entièrement acquise à la Société que moyennant le solde d'un million de francs, exigible au mois d'avril 1859, et au paiement duquel la caisse sociale est dans l'impossibilité de faire face. En présence de cette situa-

tion, rendue plus difficile et plus critique par les différends judiciaires qui ont surgi et qui surgissent encore tous les jours de la part de plusieurs porteurs d'actions, le gérant fut autorisé : 1. à emprunter au Crédit foncier, par première hypothèque, sur le square d'Orléans, la somme d'un million nécessaire pour compléter le prix d'acquisition de cet immeuble; 2. à créer un million d'obligations également hypothéquées sur le square d'Orléans, par privilège de second ordre et remboursables dans un délai donné; 3. à traiter au mieux des intérêts de la Société avec les actionnaires dissidents.

SOUS-COMPTOIR DES CHEMINS DE FER. — Assemblée générale du 10 nov. 1858. Le montant des prêts faits par le sous-comptoir, du 1^{er} juillet 1857 au 30 juin 1858, s'est élevé à 69,419,650 fr.; il avait été de 105 9 millions dans l'exercice précédent; le nombre des opérations a été de 9,055, contre 12,123 en 1856-57; le nombre des emprunteurs, 2,902 contre 4,147. Les bénéfices nets de l'exercice se montent à 204,327 fr. 33 c., soit 6.24 p. 100 du capital. Sur cette somme on a dû prélever, pour la réserve, conformément aux statuts, la somme de 30,248 fr. 50 c.; restaient à répartir 174,078 fr. 83 c. Une somme de 164,965 fr. 83 c. a été effectivement répartie aux actions émises, et un solde de 9,113 fr. reporté sur l'exercice 1859.

COMPAGNIE PARISIENNE D'ÉCLAIRAGE ET DE CHAUFFAGE PAR LE GAZ. — Assemblée générale du 26 mars 1859. Les dépenses de premier établissement, à la date du 31 déc. 1858, se montaient à 71,095,695 francs; ces dépenses n'étant couvertes que jusqu'à concurrence de 65,373,000 f. (55 millions en actions et 10,373,000 fr. en obligations), l'excédant à couvrir par un nouveau crédit est de 5,722,695 francs; dans le total ci-dessus des dépenses d'établissement, l'année 1858 figure pour un accroissement de 4,268,954 fr. Quant aux résultats de l'exploitation,

Les dépenses, en 1858, ont été de.	11,472,319.47
Les recettes, de.....	17,586,781.06
Soit un excédant de recettes de....	6,113,461.59

La recette est supérieure de 4,367,548 fr. ou 11 p. 100 à celle de 1857; la consommation du gaz a monté de 52,262,191 mètres cubes à 57,919,800. Les actionnaires ont reçu un dividende de

50 francs par action, soit 5,500,000 fr.; on a porté au fonds de réserve, conformément aux statuts, la somme de 289,474 fr., et un solde de 323,988 fr. fut reporté sur l'exercice 1859. Pour couvrir le déficit dans le compte de premier établissement, le conseil d'administration a été autorisé à se faire ouvrir, soit par la Société du Crédit foncier, soit par tout autre prêteur, tout crédit dans la mesure des besoins et jusqu'à concurrence de 6 millions de francs.

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX.—Assemblée générale du 15 mars 1859. Après avoir doté d'un service de distribution d'eau les villes de Lyon et de Nantes, la Compagnie a racheté les divers services qui s'étaient successivement organisés dans la banlieue de Paris. Elle enceint aujourd'hui la capitale d'un vaste système de canalisation et de réservoirs qui seront compris dans l'enceinte de Paris si le projet d'annexion est approuvé par le Corps législatif. En vue de cette prévision, des négociations ont été ouvertes par la Compagnie avec la préfecture de la Seine, pour obtenir l'homogénéité du service des eaux dans toute l'étendue du nouveau Paris. C'est pour suffire à l'accomplissement de cette tâche, que la Compagnie a demandé aux actionnaires l'autorisation d'emprunter une somme de 20 millions de francs. Cette autorisation a été accordée. L'assemblée a donné pleins pouvoirs au conseil d'administration à l'effet de traiter, avec M. le préfet de la Seine, de l'exploitation du service des eaux dans la ville de Paris. Elle a également approuvé les comptes de l'exercice 1858, se soldant par un bénéfice de 329,155 fr., intérêts à 4 p. 100 du capital prélevés.

Le dividende a été fixé à 3 fr. 50 c. par action. Ce dividende sera payé le 1^{er} juillet 1859 avec un à-compte de 5 fr. par action, à valoir sur le dividende de l'exercice 1859. Pour les quatre exercices précédents, les actionnaires n'avaient reçu que l'intérêt statutaire 4 p. 100. Le bilan, au 31 décembre 1858, se balance avec la somme de 23,441,626.77; dans le passif, le capital social figure pour 20 millions; à l'actif, les *établissements* comptent pour 21,831,739, dont 12,004,959 fr. pour la banlieue de Paris, 8,639,563 fr. pour Lyon et 1,187,216 fr. pour Nantes.

CAISSE LÉCUYER ET C^{ie}. — Assemblée générale du 9 février 1859. Le développement de cet établissement financier (existant

depuis 1836) tend chaque jour à s'accroître. Il restait en portefeuille :

			francs.
Au 31 décembre 1857.....	23,081	effets, de	19,903,848
Il en est entré en 1858.....	526,787	—	414,664,885
Ensemble	549,868	—	434,568,733
Il en est sorti en 1858.....	521,794	—	412,780,895
En portefeuille, au 31 décembre 1858..	28,074	—	21,787,838

Les bénéfices bruts réalisés par la caisse se sont élevés à 1,395,199; les frais généraux, réescompte du portefeuille, réduisent ce chiffre à 973,483 fr. Ce bénéfice net est attribué, savoir : 840,000 fr. (7 p. c.) aux actionnaires; 129,231 fr. à la gérance; 4,252 fr. au compte de l'exercice courant. Dans le bilan, au 31 décembre, figurent :—à l'*actif* : Caisse 1,836,322; portefeuille, 21,787,838; comptes courants, 11,423,762; — au *passif* : Capital, 12,000,000; comptes courants, 15,919,852; obligations à six mois de vue, 6,054,193 francs.

COMPAGNIE DES DOCKS ET ENTREPÔTS DE MARSEILLE. — La Compagnie vient de se constituer définitivement au capital de 20 millions, divisé en 40 mille actions de 500 fr. Elle a pour objet la construction et l'exploitation du dock-entrepôt de la Joliette, l'exécution et l'exploitation à Marseille de tous autres docks, entrepôts, bassins, cales de radoub, chemins de fer de service, etc. L'exploitation du dock comprend : 1° toutes opérations autorisées par les lois et règlements qui régissent les magasins généraux; 2° toutes opérations de payement et recouvrement se rattachant aux opérations. La concession a été accordée par traités du 14 octobre 1836, et du 15 juin 1857, à M. P. Talabot, qui a ensuite réuni les éléments de la Compagnie. Ils ont été surtout choisis dans les deux Compagnies des Messageries impériales et du chemin de fer de Paris à la Méditerranée. Les intérêts marseillais y sont aussi largement représentés, d'abord par la Société des ports de Marseille, ensuite par un grand nombre de négociants de cette ville.

COMPAGNIE UNIVERSELLE DU CANAL MARITIME DE SUEZ. — Autorisée par firman du vice-roi d'Égypte du 5 janvier 1856. La constitution définitive de cette Société par l'entière souscription de son capital de 200 millions a évidemment été le fait capital de l'année 1858, en ce qui concerne la création d'entreprises en actions. Pour cette

année pourtant, l'entreprise n'ayant pas encore commencé à fonctionner, nous n'avons à enregistrer ici que l'ouverture, la fermeture et le succès de la souscription. Elle a été ouverte le 5 nov. et fermée le 30 nov. 1858. D'après un avis du conseil d'administration du 24 décembre 1858, « le capital social a été intégralement souscrit et il est attribué à chaque souscripteur la totalité de sa souscription. » L'action est de 500 fr., sur lesquels les 2/5^e sont appelés pour le moment ; 50 fr. ont été versés au moment de la souscription, ensuite doivent être versés : 50 fr. du 17 au 31 janvier 1859, 50 fr. en juillet 1859 et 50 fr. en janvier 1860 ; aucun autre appel de fonds ne sera fait avant l'année 1861.

COMPAGNIE IMMOBILIÈRE DE PARIS. — Assemblée générale du 28 avril 1859. La location des immeubles de la rue de Rivoli a produit, pendant l'année 1858, un revenu de 543,593 fr. L'exploitation de l'hôtel du Louvre qui, en 1857, avait donné un chiffre de recettes brutes s'élevant à 2,529,000 fr., n'a produit en 1858 que 2,168,210 fr. ; c'est une diminution de 361,000 fr. Mais, malgré cet abaissement des recettes, les bénéfices de l'exploitation (917,253 fr.) sont plus considérables qu'en 1857. La location des boutiques a donné 289,125 fr. Le bénéfice réalisé sur la vente des terrains des Champs-Élysées s'est élevé à 702,446 fr., et celui réalisé sur la vente des terrains du boulevard de Sébastopol à 250,000 fr. La Compagnie reste en possession, sur ce boulevard, d'une maison ayant coûté 350,000 fr. et représentant une valeur locative de 30 à 35,000 fr. La Compagnie a emprunté au Crédit foncier une somme de 11 millions de francs. En résumé, elle a réalisé un produit net total :

En 1856, de 6.90 % , soit.....	1,656,000 fr.
En 1857, de 8.23 % , soit.....	1,975,000
En 1858, de 9.00 % , soit.....	2,130,816
Ensemble.....	5,761,816
Sur cette somme, il a été distribué aux actionnaires.	4,176,000
Reste.....	1,615,000

dont 295,000 fr. ont été portés au compte de premier établissement, 720,000 fr. à la réserve ordinaire, et 600,000 fr. à une réserve extraordinaire dont l'assemblée a approuvé la création.

II.

JURISPRUDENCE FINANCIÈRE.

— Les tarifs soumis à l'autorité et approuvés par elle ne peuvent être attaqués par des tiers devant les tribunaux ordinaires, sous prétexte d'inégalité à eux préjudiciable. — Un traité fait entre une Compagnie de chemin de fer et un négociant ou entrepreneur, ou une autre Compagnie, n'est pas attaquant par les tiers du chef de non-publication, bien qu'il soit articulé que ce traité contient abaissement de tarif. (*Cour imp. de Paris*, audiences des 22 et 26 nov. 1858.)

— Lorsqu'une Compagnie de chemin de fer a été autorisée à appliquer un tarif réduit pour certaines localités de sa ligne, les expéditeurs étrangers à ces localités ne peuvent pas en réclamer le bénéfice. (*Trib. de commerce de la Seine*, 11 janv. 1859.)

— En vertu de la décision ministérielle du 26 septembre 1857, qui prohibe pour l'avenir tous traités de faveur et prescrit la cessation, à compter du 1^{er} janvier 1858, de tous traités semblables alors en cours, une Compagnie de chemin de fer est autorisée à se refuser à la continuation d'un traité de cette dernière espèce, sans être astreinte envers l'expéditeur, rendu à la condition générale, à des dommages-intérêts. (*Cour imp. de Paris*, 2 et 16 avril 1859.)

— Lorsqu'une Compagnie de chemin de fer a passé avec un expéditeur isolé un traité à prix réduit pour le transport de ses marchandises, tout expéditeur peut, sans doute, en vertu du principe d'égalité qui domine la matière, réclamer pour lui le bénéfice de ce traité, en se soumettant à en exécuter lui-même les clauses et conditions; mais il faut aussi que la Compagnie, de son côté, réalise vis-à-vis de lui tous les avantages dont la combinaison a précédemment déterminé la réduction de prix qu'elle a consentie. — Si, par exemple, un fabricant de sucre de Nantes s'est engagé à faire passer par les lignes de Nantes à Paris et de Paris à Lyon, tous les produits de sa fabrication, et cinq cents tonnes au moins par année, et que la Compagnie du chemin de fer de Lyon, pour s'assurer l'avantage de ce transport, ait consenti, après s'être entendue avec la Compagnie d'Orléans, à l'effectuer moyennant un prix de 70 fr. par 1,000 kilogrammes pour la distance totale, ou soit de 37 fr. pour la distance de Paris à Lyon, les fabricants de Paris n'ont pas le droit d'exiger que leurs sucres soient transportés de Paris à Lyon, moyennant ce même prix de 37 fr., qui n'est qu'une fraction combinée de 70 fr. (*Cour de cassation*, 12 avril 1859.)

— Les compagnies de chemins de fer sont responsables, en cas de perte, non-seulement des effets des voyageurs, mais encore des sommes d'argent renfermées dans les caisses et malles perdues, lorsque ces va-

leurs sont en proportion présumée avec les besoins du voyage et la situation du voyageur. Ces sommes, étant considérées comme l'accessoire indispensable des bagages, ne sont pas assujetties à une déclaration spéciale et au paiement des droits établis par les tarifs pour le transport des espèces. (*Cour impériale d'Angers*, 20 janv. 1858.)

— Les Compagnies de chemins de fer ne sont pas responsables de la perte des espèces d'or ou d'argent renfermées dans les bagages des voyageurs, alors qu'aucune déclaration n'a été faite par ces voyageurs, et qu'ils n'ont pas même payé la taxe afférente à ces valeurs. Les voyageurs n'ont droit, dans ce cas, qu'à la valeur des effets contenus dans leurs bagages, et à titre d'accessoire, qu'au montant de la somme destinée aux frais de voyage. La responsabilité ne pourrait s'élever à la totalité des sommes contenues dans lesdits bagages qu'autant qu'il serait prouvé que ces bagages auraient été soustraits par les agents des Compagnies de chemins de fer. (*Cour imp. de Bordeaux*, 1^{re} chambre, 12 et 24 mai 1858.)

— L'entrepreneur de transport et spécialement l'administration des Messageries impériales, à qui un expéditeur a remis des valeurs sans les déclarer, et qui, par conséquent, n'a pas été mise en demeure de prendre les précautions spéciales en pareille circonstance, et n'a pas perçu la taxe à laquelle elle avait droit, ne saurait, en cas de perte ou de vol, être assujettie à aucune responsabilité. Si partie seulement de ces valeurs, le numéraire, a été déclaré, et, par suite, précisé et pesé au départ, l'administration des Messageries, en cas de perte ou de vol, n'est responsable que de la somme équivalente. Mais celles des valeurs non déclarées, des billets de banque, par exemple, qui se trouvent dans les colis ouverts, soit accidentellement, soit frauduleusement, doivent être assimilées à des objets trouvés dont le propriétaire est connu, et comme tels, remis à celui-ci, sans le recours de l'administration contre l'expéditeur, à fin de supplément de taxe. (*Tribunal de la Seine*, 20 août 1858.)

— *Accidents de chemins de fer. — Responsabilité des compagnies. — Réparation civile.* — Les tribunaux ne peuvent étendre la réparation du préjudice souffert, par suite d'une mort accidentelle, jusqu'aux pertes inappréciables et irréparables qui tiennent aux affections de famille, et ils doivent renfermer les dédommagements octroyés dans les limites du préjudice réel. (*Cour imp. de Montpellier*, 20 déc. 1858.)

— Une Compagnie de chemin de fer (celle de Paris à Lyon dans l'espèce), à qui il avait été confié, pour la transporter de Fontainebleau à Paris, une boîte contenant des valeurs en actions industrielles, a pu être déclarée responsable de la perte de ces valeurs, dont l'existence était d'ailleurs démontrée au moment de la remise de la boîte, bien que l'expéditeur ne les eût fait enregistrer que comme *papiers d'affaires*, s'il a été constaté, par les juges du fait, qu'elles avaient été soustraites de la boîte qui les renfermait pendant qu'elles étaient en la possession de la Compagnie, et que cette soustraction avait été l'œuvre des agents de

ladite Compagnie. Sans rechercher si elle est soumise à cette responsabilité par ses propres règlements, il est certain qu'elle lui incombe d'après les principes du droit commun, et notamment aux termes de l'art. 1384 du Code Napoléon. (*Cour de cass.*, chambre des req., 16 mars 1859.)

— Une Compagnie de chemin de fer peut avoir plusieurs domiciles où elle peut être valablement assignée ; spécialement la Compagnie du chemin de fer du Midi a pu être valablement assignée à Bordeaux, bien que d'après ses statuts, son domicile et son siège social soient établis à Paris, alors qu'il est constaté de fait, que d'après ses statuts elle pouvait avoir à Bordeaux un comité délégué, que c'est à Bordeaux que se trouve son principal établissement, qu'elle y est représentée par le comité choisi par ses administrateurs, et que c'est dans cette ville que se traitent toutes les affaires concernant soit l'expropriation des terrains, soit la construction et l'exploitation des voies. (*Cour de cass.*, 4 mars 1858.)

— Une Compagnie de chemin de fer peut être valablement assignée dans la personne d'un chef de gare de la ligne, au lieu de l'être au siège social, si cette gare est déclarée, par le tribunal devant lequel l'assignation est donnée, avoir l'importance d'un établissement principal ou du moins d'une succursale de la Compagnie. (*Cour de cass.*, chambre des req., 30 juin 1858.)

— Quoique la Compagnie des chemins de fer romains soit une Société anonyme étrangère, non reconnue en France, les contestations relatives à cette Compagnie peuvent être portées devant le tribunal de commerce de la Seine, attendu qu'elle fonctionne en France à l'état de Société de fait, que ses statuts ont été établis à Paris où siège l'agence administrative, et que c'est à Paris que les actions sont payables et où se réunissent les assemblées générales. (*Tribunal de commerce de la Seine*, 7 fév. 1859.)

— Les ouvriers et fournisseurs de matériaux pour compte des entrepreneurs qui ont soumissionné des travaux d'une Compagnie de chemin de fer, ne peuvent revendiquer, au terme du décret du 26 pluviôse an II, le droit exclusif de former saisie-arrest ou opposition sur les fonds dus par la Compagnie à ses entrepreneurs. Le droit exceptionnel, accordé par l'article 2 du décret du 26 pluviôse an II, ne peut être appliqué qu'aux travaux publics exécutés pour le compte, c'est-à-dire aux frais de l'État, et aux sommes dues par l'État, et déposées dans les caisses publiques. Subsidiairement, le droit exceptionnel de la loi du 26 pluviôse ne concerne que les ouvriers et fournisseurs de matériaux et ne peut pas être étendu aux sous-entrepreneurs. (*Cour imp. de Poitiers*, audiences des 28 fév., 1^{er}, 2, 7, 8 et 9 mars 1859.)

— Le *Tribunal correctionnel*, dans son audience du 12 mai, avait à interpréter la loi du 17 juillet 1856. Le texte du jugement explique dans quelles circonstances :

« Attendu que la loi du 17 juillet 1856, dans le but d'assurer la sincérité des opérations des Sociétés en commandite, a interdit de la façon la plus formelle et frappé de peines correctionnelles toute distribution, sans inventaire préalable, de dividendes non acquis; — Attendu, en fait, que Ozou de Verrie, à la date de juillet 1858, en sa qualité de gérant de la Société en commandite dite Compagnie marbrière et Industrielle du Maine, a distribué un dividende, sans que la constatation de bénéfices réalisés ait été le résultat d'inventaire; — Que lui-même a reconnu que la distribution du dividende a été faite sur de simples espérances et de probabilités de bénéfices que rien n'est venu justifier ou réaliser, puisque, moins de six mois après le dividende distribué, la Société était en état de faillite ouverte; — Que Ozou de Verrie a donc commis le délit prévu et puni par l'article 13 de la loi du 17 juillet 1856; — Vu les articles 405 et aussi 463 du Code pénal, tenant compte des circonstances atténuantes, condamne Ozou de Verrie à 500 fr. d'amende. »

— La loi du 17 juillet 1856 sur les Sociétés en commandite par actions est applicable aux Sociétés formées avant sa promulgation, comme à celles qui ont été créées depuis. En conséquence, le conseil de surveillance de toutes les Sociétés en commandite par actions doit être nommé dans les termes de ladite loi, qu'elles soient antérieures ou postérieures à sa promulgation. (*Trib. de commerce de la Seine*, 18 oct. 1858.)

— Il n'y a pas lieu de nommer, en vertu de la loi du 17 juillet 1856, un conseil de surveillance, dans une Société en commandite par actions, qui était pourvue d'un semblable conseil antérieurement à cette loi. (*Cour imp. de Paris*, 1^{re} ch., 25 et 28 mars 1859.)

— Les membres d'un conseil de surveillance de Société en commandite peuvent être cités, comme civilement responsables, aux termes de l'article 10 de la loi du 17 juillet 1856, en même temps que le gérant, devant la juridiction correctionnelle, pour avoir consenti en connaissance de cause à la distribution de dividendes non justifiés par des inventaires réguliers, distribution à raison de laquelle l'article 13 de la même loi prononce contre le gérant la peine édictée par l'article 405 du Code pénal. (*Cour de cass.*, chambre criminelle, 1^{er} et 2 av. 1859.)

— Il a pu être jugé, par application des articles 27 et 28 du Code de commerce, que les membres du Conseil de surveillance d'une Société en commandite avaient engagé leur responsabilité, lorsqu'il était constaté qu'ils avaient fait des actes nombreux d'immixtion dans les affaires de la Société et usurpé la gérance en disposant en maîtres absolus des fonds de la Société et de la direction de l'entreprise, par des actes patents et non renfermés dans l'intimité du Conseil, lorsque notamment ils s'étaient attribué la nomination de tous les employés de l'entreprise, la vérification des pièces comptables avant le paiement de chaque mandat délivré par le gérant, réduit ainsi au rôle de simple commis placé sous les ordres du Conseil de surveillance. (*Cour de cassation*, 7 mars 1859.)

— La juridiction correctionnelle est compétente pour statuer sur l'action en responsabilité civile exercée contre les membres des Conseils de surveillance d'une Société en commandite, concurremment avec l'action publique dirigée contre le gérant, dans le cas prévu par l'art. 13 de la loi du 17 juillet 1856. (*Cour de cass.*, chambre crim., 2 avril 1859.)

— Le gérant d'une Société en commandite n'a pas le droit d'exonérer les souscripteurs d'actions des engagements par eux contractés envers la Société. — Les conventions particulières intervenues à ce sujet entre le gérant et les souscripteurs sont nulles et ne peuvent être opposées au syndic de la Société tombée en faillite. (*Trib. de commerce*, 8 avril 1859.)

— Lorsque les affaires d'une Société en commandite par actions présentent des pertes, le gérant ne peut être tenu de payer des intérêts aux commanditaires, quoique les statuts sociaux lui en imposent l'obligation. (*Trib. de comm. de la Seine*, 27 oct. 1858.)

— L'opposition formée entre les mains d'une Compagnie de chemin de fer, à l'effet d'arrêter la négociation d'actions au porteur perdues ou volées, constitue un obstacle au paiement des coupons d'intérêts détachés desdites actions. (*Trib. de comm. de la Seine*, 16 mars 1858.)

— Le tiers auquel ont été volés des titres au porteur de valeurs industrielles ne peut exiger des Sociétés d'où émanent ces titres des duplicata nominatifs portant énonciation de la cause de leur délivrance. Il ne peut demander, comme pour les dividendes d'actions, l'autorisation de toucher, après cinq ans de dépôt à la Caisse des consignations, le montant des obligations sorties par la voie du tirage. Ces obligations, constituant des capitaux, ne peuvent être touchées qu'après trente ans du jour du vol, en même temps que des titres définitifs lui seront délivrés. (*Cour imp. de Paris*, 24 juillet 1858.)

— Le propriétaire de titres qui se vendent à la Bourse peut, en cas de perte ou de vol, les revendiquer entre les mains de tiers, lorsque ceux-ci ne les ont pas acquis d'une manière régulière, par l'intermédiaire d'un agent de change. (*Trib. civil de la Seine*, 8 janv. 1859.)

— Une inscription de rente française, perdue ou volée, et vendue à la Bourse de Londres ne peut être revendiquée par le propriétaire originaire, qu'à la condition d'en rembourser au porteur le prix qu'elle lui a coûté, conformément à l'art. 2280 du Code civil. (*Trib. civil de la Seine*, 1^{re} chambre, 7 janvier 1859.)

— Les souscripteurs des obligations de l'emprunt de 30 millions du chemin de fer de Lyon à la Méditerranée ne peuvent demander ni la nullité du tirage au sort, ni le remboursement immédiat de leurs souscriptions, sous le prétexte que le mode de tirage au sort aurait été changé depuis la souscription. (*Trib. de comm. de la Seine*, 16 avril 1858.)

— Un actionnaire isolé n'a pas le droit de demander la révision des comptes approuvés par les assemblées générales de la Compagnie. (*Trib. de comm. de la Seine*, 30 sept. 1858.)

— Il résulte d'un arrêt rendu par la *Cour de Paris* (25 nov. 1858), dans

l'affaire Maléaieux et consorts contre la Société en commandite Lecus, Guinant et Cie, que l'actionnaire qui a fait prononcer la nullité d'une Société en commandite, même pour un vice radical, ne peut retirer les versements par lui faits sur le prix des actions qu'il a souscrites, au préjudice des droits des tiers qui ont traité de bonne foi avec les gérants; ceux-ci sont présumés avoir agi comme ses mandataires et engagé sa responsabilité; en conséquence, il n'a de recours que contre les gérants eux-mêmes et seulement sur leurs biens personnels.

— La réduction du capital social d'une Société en commandite et l'extinction d'un certain nombre d'actions, faites en vertu d'une délibération de l'assemblée générale, n'autorisent pas les actionnaires dissidents ou absents à demander la nullité de la Société ou à se refuser au paiement du montant de leurs souscriptions. Ils peuvent seulement provoquer la nullité de la délibération. (*Cour imp. de Paris*, 1^{re} chambre, audiences des 28 janv., 4 et 11 févr. 1859.)

— Les sommes versées dans la caisse sociale d'une Société en commandite pour prix d'actions souscrites ne peuvent être valablement retirées par les souscripteurs, lors même qu'ils allégueraient que le versement a été opéré par erreur. (*Trib. de comm. de la Seine*, 19 avril 1859.)

— Le changeur qui achète, dans son comptoir, une action au porteur, sans prendre aucune précaution pour s'assurer de l'individualité de son cédant, est tenu de la restitution de cette action ou de sa valeur envers celui auquel elle a été volée et qui la revendique, sans pouvoir prétendre au remboursement du prix par lui payé. (*Cour imp. de Paris*, 10 nov. 1858.)

— Le report ou prêt sur dépôt d'actions, remises en nantissement, ne doit pas être constaté par un acte enregistré. Il n'y a pas immixtion dans les fonctions d'agent de change, dans le fait d'un report directement opéré entre le prêteur et l'emprunteur. (*Trib. de comm.*)

— La vente dite *vente à client*, qui s'opère avec le concours d'un seul agent de change, n'est défendue ni par le Code de commerce, ni par les lois spéciales, pourvu qu'elle ait été consommée à la Bourse et avec les formes prescrites. — L'agent de change qui négocie un titre au porteur ne garantit que la vérité du titre, et non la légitimité de la possession entre les mains du vendeur. — Les effets publics français, et notamment les rentes au porteur, se négocient valablement à la Bourse de Londres, alors même qu'ils n'y sont pas cotés. — La Bourse de Londres doit donc être considérée, lorsqu'il s'agit de la négociation de ces sortes de valeurs, comme un marché public dans le sens rigoureux où cette expression est prise par l'art. 2280 du Code Napoléon. (*Trib. civil de la Seine*, audiences des 31 déc. 1858 et 7 janvier 1859.)

— Lorsqu'un tribunal de commerce, devant lequel est portée une demande en règlement de comptes, reconnaît, dans le cours de son examen, que ces comptes n'ont évidemment d'autre cause que des jeux de Bourse constitutifs de délits, et auxquels les parties se sont livrées, *il doit d'office rejeter la demande au nom de l'ordre public*, sans statuer sur la manière dont le compte sera établi. (*Jugement du Tribunal de commerce d'Amiens*, du 1^{er} décembre 1857, confirmé le 14 janvier 1859 par arrêt de la *Cour impériale*.)

— Un agent de change ne peut opposer en compensation à une demande en restitution de valeurs à lui remises à titre de couverture, les sommes qui lui sont dues à raison de jeux de Bourse. (*Trib. civ. de la Seine*, 4^e chambre, 26 mars 1859.)

— Est responsable vis-à-vis du propriétaire d'actions au porteur perdues l'agent de change qui, postérieurement à une réclamation notifiée au syndicat, et faute d'avoir vérifié les numéros frappés d'opposition, a négocié ces valeurs. (*Tribunal civil de la Seine*, 5^e chambre, 15 janvier 1859.)

— Il ne suffit pas, pour rendre un agent de change responsable de la négociation faite par son ministère, d'actions au porteur perdues par le propriétaire, que le syndicat ait antérieurement averti les membres de la Compagnie, par la circulaire d'usage, de la réclamation faite par le perdant; il faut encore que les circonstances constatent à la charge de l'agent la négligence et l'incurie qui auraient présidé à cette imprudente négociation. — Le jugement intervenu sur la demande en restitution de ces actions, non déterminées en chiffres, est en premier ressort et susceptible d'appel, bien que leur valeur, essentiellement variable, n'ait jamais dépassé, depuis leur émission, la somme de 1,500 fr. (*Cour imp. de Paris*, 1^{re} chambre, 1^{er} et 8 avril 1859.)

— Les individus non négociants, souscripteurs d'actions d'une Société commerciale, sont justiciables des tribunaux de commerce à raison de leurs souscriptions. — Le tribunal de commerce du siège de la Société est compétent pour statuer sur une demande formée par le syndic de la faillite de la Société contre des souscripteurs d'actions domiciliés hors de son ressort. — Le changement de dénomination d'une Société en commandite n'indique pas qu'une Société nouvelle a été substituée à l'ancienne, lorsqu'il n'y a pas de changement dans la raison sociale. (*Trib. de comm. de la Seine*, 23 sept. 1858.)

— Le mandat donné à un banquier, par un non-commerçant, d'acheter à la Bourse et de revendre à son profit des actions industrielles, est un mandat commercial qui rend le mandant justiciable du tribunal de commerce du lieu où les opérations se sont accomplies. (*Cour imp. de Paris*.)

— Le vendeur de valeurs industrielles qui, payé seulement pour partie, a retenu, de convention expresse avec l'acheteur, les titres jusqu'à parfait paiement, est fondé, malgré la faillite de celui-ci, à exiger,

par l'effet du droit de rétention et de sa qualité de créancier gagiste, le paiement complet contre remise des titres au syndic et à défaut de ce paiement, à faire procéder à la revente de ces titres pour prélever ce qui lui reste dû sur le produit de cette revente. (*Cour de cass.*, chambre des req., 17 janvier 1859.)

— La faculté d'abonnement, ouverte par l'article 31 de la loi du 5 juin 1850 aux Compagnies industrielles, pour le timbre de titres d'obligations, s'applique à tous les titres antérieurs ou postérieurs à la loi, qui se trouvent ainsi affranchis des droits auxquels ils étaient assujettis par les lois existantes au moment de leur création. En conséquence, la Compagnie qui a contracté un pareil engagement ne peut en refuser l'exécution pour les obligations émises avant le 1^{er} janvier 1851, sous prétexte que, d'après la loi précitée, l'abonnement ne s'appliquerait qu'aux obligations émises avant cette époque. (*Cour de cass.*, 27 juillet 1858.)

— Aucune dérogation ne peut être apportée aux statuts d'une Société anonyme. — En conséquence, lorsqu'il est dit dans les statuts d'une Compagnie d'assurances, que les assurances sont contractées pour la durée de la Société, mais avec faculté soit pour la Société, soit pour le sociétaire, de rompre l'assurance, la renonciation par le sociétaire à cette faculté, en vertu d'une clause souscrite par lui dans la police, est nulle. (*Trib. civil de la Seine*, 9 mars 1859.)

— Une Compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dont les statuts portent dans une disposition générale que le montant de l'indemnité due pour un sinistre sera payé sans retard, et dont un autre article dit, notamment, que le paiement aura lieu dans le mois, jusqu'à concurrence de l'à-compte fixé par l'arrêté du Conseil d'administration de cette Compagnie, ne peut être admise à retarder sa libération indéfiniment en morcelant ses paiements d'une manière arbitraire, sous le prétexte que sa constitution ne lui permet pas d'avoir, et qu'elle n'a pas, en réalité, les fonds nécessaires pour faire face immédiatement aux sinistres dont elle s'est rendue responsable. Une telle défense n'a aucune valeur, alors surtout qu'il est constaté que le sinistre, dont l'assuré réclame le montant judiciairement fixé, a donné lieu à des réassurances de sa part auprès d'autres Compagnies prêtes à se libérer, et qu'il a été créé un fonds de prévoyance pour parer aux éventualités. (*Cour de cass.*, 29 mars 1859.)

— Le crédit donné dans un compte courant à des valeurs non échues n'est définitif qu'après l'encaissement desdites valeurs. En conséquence, la reconnaissance faite par le débiteur apparent de la balance dudit compte n'est que provisoire, et le compte courant peut, nonobstant cette

reconnaissance, être modifié par suite du non-paiement des valeurs portées au crédit. (*Trib. de comm. de la Seine*, 27 sept. 1858.)

— Lorsque des actions et obligations au porteur de Compagnies de chemins de fer, déposées à la Banque de France, sont dévolues, pour partie, dans la succession du déposant, à une femme mariée sous le régime dotal, avec la condition que tous ses biens mobiliers et immobiliers seront dotaux, et que les rentes et immeubles ne pourront être aliénés et les capitaux touchés qu'à charge de remploi, la Banque est fondée à ne remettre ces actions et obligations au porteur que moyennant remploi. (*Cour imp. de Paris*, 31 déc. 1858.)

— Le banquier qui s'est chargé d'opérer sur une autre place le recouvrement d'une valeur est censé prendre à ses risques et périls les dangers de transport et de retour de ladite valeur. En conséquence, il est responsable de la perte du titre qui lui a été remis à cet effet. (*Cour imp. de Paris*, 1^{re} chambre, 18 janv. 1859.)

— La stipulation d'un contrat de mariage portant que des valeurs dotales, capitaux et actions de Banque, appartenant à la future et déposés à la Banque même, y resteront en dépôt jusqu'à leur emploi en acquisition d'immeubles, doit être interprétée en ce sens qu'elle oblige les tiers à surveiller l'emploi aussi bien que le mari à le faire. — En conséquence, si la Banque ou l'un de ses Comptoirs a payé les sommes dues et livré les actions dotales sans surveiller l'emploi, elle peut être déclarée responsable envers la femme. — L'arrêt qui condamne la Banque comme responsable du transfert de ses actions opéré par une femme dotale en dehors des conditions d'emploi stipulées par son contrat de mariage, peut faire retomber cette responsabilité tout entière sur l'acheteur de ses actions, qui n'a pourtant payé qu'après le transfert régularisé, s'il constate en même temps que celui-ci connaissait le contrat de mariage et l'indisponibilité des valeurs. (*Cour de cass.*, chambre des req., 1^{er} fév. 1859.)

— Les opérations de Bourse ne sont pas des actes d'administration auxquels la femme, même séparée de biens, puisse se livrer seule et sans le concours de son mari; ce sont des actes de commerce qui ne sont valables, quel que soit le régime sous lequel la femme est mariée, qu'avec une autorisation spéciale du mari. (*Trib. civil de la Seine*, 9 avril 1859.)

III.

COMMERCE INTERNATIONAL.

FRANCE. — Les relations extérieures en 1858 ont sensiblement été affectées par la crise commerciale de la fin de 1857. L'*importation* a diminué sur un grand nombre d'articles importants, tels notamment que : bestiaux, bois d'acajou, vins, eaux-de-vie et 3/6, céréales, fils de lin ou de chanvre, toiles, graines oléagineuses, laines en masse, fonte, cuivre, zinc, sucres étrangers; elle a, par contre, augmenté sur les cacaos, cafés, cotons, houilles, huiles, sucres des colonies françaises. Par suite de ces compensations, le revenu douanier n'a diminué que de 597,949 francs. Il a été de 182,644,705 fr. en 1858 contre 183,212,654 fr. en 1857. Voici, au reste, les chiffres des importations dans les deux années pour les principaux articles :

Importation.	1857.	1858.
Acier.....	13.965 q. m.	17.238 q. m.
Eaux-de-vie.....	116.016 h.	43.581 h.
Esprit 3/6.....	289.263	4.481
Vins.....	631.854	121.467
Café.....	537.771 q. m.	333.186 q. m.
Céréales.....	6.381.350	4.214.107
Coton.....	919.174	998.915
Cuivre.....	122.751	112.112
Etain.....	32.675	24.519
Fers en barre.....	471.278	335.153
Fonte brute.....	1.235.006	972.941
Graines oléagin.....	941.356	815.017
Suif.....	92.758	48.396
Houille.....	44.964 586	47.650.499
Huiles.....	238.969	399.085
Laines.....	438.249	379.357
Plomb.....	365.082	315.588
Soies.....	41.370	52.554
Sucres des colonies..	936.153	1.091.366
d' étrangers.....	650.307	468.092
Zinc.....	263.588	240.708
Argent.....	4.870.422 h.	8.030.969 h.
Or.....	1.894.580	1.845.188

L'*exportation* se présente mieux; il y a augmentation considérable sur la plupart des articles. Ainsi, la France a exporté :

Exportations.	1857.	1858.
Vins.....	1.407.566 h.	1.590.270 h.
Eaux-de-vie.....	155.835	138.383
Céréales.....	2.383.522 q. m.	7.210.497 q. m.
Garances.....	125.687	135.587
Machines.....	13.806.591 fr.	17.080.236 fr.
Métaux précieux : or..	410.400 h.	221.341 h.
— argent.	22.946.825	8.786.762
Modes.....	8.187.019 fr.	7.035.992 fr.
Savons.....	67.375 q. m.	79.223 q. m.
Sel marin.....	1.509.416	1.301.650
Soies.....	17.600	14.088
Sucres raffinés.....	342.218	567.581
Verres et cristaux....	299.327	280.927

La plus grande augmentation est pour les céréales et les boissons, où elle s'explique par la bonne récolte de 1858, à laquelle il faut attribuer aussi la forte diminution qu'on constate à l'importation pour ces deux articles. Mais l'accroissement est très-fort aussi sur les machines, par exemple; les demandes d'articles de luxe (modes, soieries, etc.), ont seules souffert par suite des restrictions que la crise de 1857 avait amenées dans la consommation générale de l'étranger.

Le mouvement des *métaux précieux* a été plus favorable que dans les années précédentes. Voici le résumé de ce mouvement dans les deux années :

	1857.	1858.
	fr.	fr.
Entrée, or.....	568.359.000	553.556.400
argent....	97.480.440	160.619.380
Total	665.839.440	714.175.780
Sortie, or.....	123.120.000	66.452.300
argent....	458.936.500	175.733.240
Total.....	582.056.500	242.187.540

Soit donc pour le *stock* monétaire en général (or et argent réunis) un accroissement de 472 millions de francs; l'accroissement n'avait été que de 83.8 millions en 1857.

Le mouvement de la *navigation* présente une amélioration assez importante à la sortie, mais les entrées sont inférieures à l'année précédente. Il est entré en 1858: 24,063 navires jaugeant 3,811,114 tonnes, contre 25,688 navires et 4,144,536 tonnes en 1857;

les sorties de navires se sont élevées à 19,968, d'un tonnage de 2,882,956, contre 15,927 navires et 2,576,236 tonnes en 1857.

GRANDE-BRETAGNE.— Il y eut, en 1858, décroissance dans l'exportation des produits anglais et irlandais; la diminution sur l'année précédente est pourtant moins forte qu'on n'était en droit de le craindre, eu égard à la dernière crise financière et commerciale, et au ralentissement de la production industrielle qui en avait été la conséquence inévitable. Les exportations se répartissent de la manière suivante :

	1857.	1858.
	liv. st.	liv. st.
Possessions britanniques	37,154,688	40,224,994
Etats-Unis, Californie.....	18,985,939	14,510,616
Allemagne	13,098,463	12,753,655
Amérique du Sud.....	10,989,332	8,634,636
Hollande.....	6,384,394	5,456,423
France.....	6,213,358	4,961,558
Turquie	3,107,401	4,256,406
Russie	3,098,819	3,096,278
Indes occidentales, Haïti, etc.	3,079,503	2,590,258
Espagne.....	2,120,538	2,178,988
Egypte.....	1,899,289	1,985,823
Belgique.....	1,727,204	1,812,636
Chine (Hong-kong excepté) ..	1,728,885	1,730,782
Portugal.....	1,589,087	1,548,361
Deux-Siciles.....	1,088,982	1,569,296
Autriche.....	1,112,519	1,297,355
Sardaigne.....	1,310,210	1,174,430
Toscane	800,069	936,519
Java	744,492	831,871
Danemark	886,700	595,370
Côtes occidentales d'Afrique..	787,520	691,425
Syrie et Palestine	703,375	760,523
Philippines.....	534,234	511,570
Suède.....	559,699	428,161
Norwège	441,704	395,281
Mexique.....	567,311	414,811
États romains	318,597	409,475
Amérique centrale	313,371	393,074
Grèce	200,666	249,682
Moldo-Valachie	201,466	195,984
Maroc	148,809	84,056
Iles de la mer du Sud.....	91,827	67,435
Algérie.....	19,406	20,505
Iles du cap Vert.....	16,540	14,725
Autres destinations	14,270	21,289
Total.....	122,066,107	116,614,331

La diminution totale de l'exercice 1858 sur 1857 est donc de

5,451,776 l. st. Elle eût dépassé le chiffre de 10 millions l. st. sans l'insurrection indienne. On remarque en effet que les expéditions normales du Royaume-Uni aux Indes, pendant l'année 1857, ne montent qu'à 11,666,714 l. st., tandis qu'en 1858 elles s'élèvent à 16,782,515 l., constituant un surplus de 5,115,801 l. Cette énorme différence résulte uniquement des expéditions en lainages, cotonnades, cuirs, chaussures, boissons, vivres, comestibles, objets d'équipement de tout genre, fournis par le commerce anglais en vue du ravitaillement et de l'habillement des troupes européennes et indigènes de toutes armes... D'autres enseignements très-significatifs ressortent de cette statistique. Ainsi, nous voyons que les exportations de la métropole à l'Australie qui, en 1857, atteignirent presque celles aux Indes, ont subi, en 1858, une décroissance de 30 millions de fr. La perte, aux États-Unis d'Amérique, est de plus de 100 millions de fr. La France qui, l'année précédente, avait tiré de l'Angleterre pour 6,213,358 l. de produits, n'en importe en 1858 que pour 4,861,538 livres; l'Allemagne, la Suède, la Hollande témoignent également des diminutions importantes. Il n'y a de progrès sérieux que dans le mouvement commercial entre le Royaume-Uni et la Turquie. Les articles qui ont le plus souffert sont les machines, les fers et les aciers. Ils montrent une décroissance d'environ 24 millions l. st. Les soieries et les tissus de laine ont également été fort affectés. L'entrée et la sortie des navires présentent des résultats analogues.

AMÉRIQUE DU NORD. — Nous avons sous les yeux les tableaux du commerce total de l'Union pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1858, et les tableaux de l'importation et de l'exportation de New-York durant l'année ordinaire finissant le 31 décembre 1858. Comparativement à l'année fiscale 1856-57, l'importation est tombée, en 1857-58, de 348.4 millions de dollars à 263.4 millions, l'exportation, de 278.9 millions à 251.4 millions, soit une diminution de 24.4 p. 100 à l'importation et de 10 p. 100 à l'exportation. Le commerce avec la Grande-Bretagne (importation et exportation réunies) est tombé de 316.1 à 264.1; la France et ses colonies, de 77.5 à 64.2; l'Espagne et ses colonies, de 78 à 53.7; l'Allemagne, de 35 à 26.9 millions de dollars; un accroissement

quelque peu considérable se trouve seulement pour la Chine, d'où les États-Unis ont importé pour 10,570,536 dollars au lieu de 8,356,932 en 1856-57, et où ils ont exporté pour 3,883,754 dollars au lieu de 1,723,978 en 1856-57. Quant aux diverses marchandises qui alimentent le commerce international, l'importation est tombée pour les laines et lainages de 33.4 millions de dollars à 30.6, les cotonnades de 32.9 à 21.3, les soies et soieries de 30.8 à 22.9, les autres tissus de 12.1 à 6.9, soit une forte diminution aussi bien pour la consommation ordinaire que pour les articles de luxe. L'exportation s'est maintenue pour les cotons (131.4 millions de dollars) au chiffre de l'exercice précédent, mais elle est tombée de 77 millions de dollars à 52.4 millions pour les céréales, grâce aux bonnes récoltes de l'Europe; le tabac seul a vu son exportation s'accroître notablement : 17 millions de dollars en 1857-58 contre 12.2 millions en 1856-57.

On sait que la majeure partie du commerce de l'Union et presque tout son commerce avec l'Europe, s'effectue par le port de New-York; les tableaux de commerce de ce port peuvent donc être regardés comme résumant à peu près toutes les affaires commerciales de l'Union avec notre vieux monde. Des tableaux que nous avons sous les yeux il ressort que, comparativement à l'année précédente, l'importation, dans l'année finissant le 31 décembre 1858, est tombée de 217.7 millions de dollars à 150.6; l'exportation, de 61.8 à 53.9 millions. Il y a eu pourtant amélioration continue ou amoindrissement du mal à mesure qu'on s'éloignait de la terrible crise qui avait terminé l'année 1857; on s'en convaincra à l'inspection du tableau suivant :

	Importation.		Exportation.	
	1857. dol.	1858. dol.	1857. dol.	1858. dol.
1 ^{er} trimestre..	62,695,000	28,218,000	17,847,000	12,421,000
2 ^e —	52,882,000	31,788,000	16,604,000	16,159,000
3 ^e —	71,316,000	53,360,000	12,782,000	12,954,000
4 ^e —	30,837,000	37,236,000	14,570,000	12,415,000

Ainsi donc, l'ensemble du mouvement commercial, qui, dans les six premiers mois de l'année était tombé de 149.8 millions en 1857 à 88.6 millions en 1858, ne descend dans les six mois suivants que de 129.5 millions à 116 millions. C'est une diminution de 61.2 millions ou de 40 p. 100 dans le premier semestre,

et seulement de 13.5 millions ou de 10 p. 100 dans le second semestre. La diminution du mouvement commercial a fait descendre les recettes douanières, à New-York, de 35.6 millions en 1857 à 26.5 millions en 1858. Elle a de même affecté d'une façon très-prononcée le flux et reflux des métaux précieux. La quantité d'or californien reçu à New-York a été, il est vrai, de 446,018 dollars inférieure à celle de 1857; les arrivages, en 1858, se sont élevés, en effet

	dol.		dol.
En janvier à	3,163,212	En juillet à	3,005,530
février	2,988,936	août	2,961,960
mars	2,683,074	septemb.	3,266,639
avril	2,839,477	octobre	2,794,984
mai	3,191,542	novembre	3,489,208
juin	3,245,677	décembre	3,137,581

soit ensemble à 33,766,820 dollars au lieu de 34,234,838 dollars en 1857. Mais tandis que l'Amérique du Nord, en 1857, avait exporté 44.4 millions de dollars en or, l'exportation est descendue en 1858 à 26 millions; l'Europe, de son côté, ne lui a envoyé que 2,264,000 dollars en 1858, au lieu de 12,898,000 dollars en 1857. En résumé donc, l'Amérique du Nord, qui, en 1857, n'avait conservé que 2.8 millions d'or sur les 47.1 millions qui lui étaient arrivés de la Californie et de l'étranger, a augmenté son stock de ce métal précieux de plus de 10 millions de dollars en 1858.

ZOLLVEREIN. — La statistique commerciale de l'Union douanière allemande ne se publie d'ordinaire que fort tard dans l'année. En attendant, il faut se borner à juger par les recettes douanières de l'importance du mouvement commercial en 1858. Voici le montant des recettes à répartir entre les divers États, comparées à celles des deux années précédentes :

	1856.	1857.	1858.
	th.	th.	th.
Droits d'entrée.....	25,549,599	26,014,819	28,002,849
Droits de sortie et de transit..	606,851	580,969	603,743
Ensemble .	26,156,450	26,595,788	28,606,592
Impôt du sucre de betterave..	4,684,235	5,869,916	7,416,687
Total général..	30,840,685	32,465,704	36,023,279

Les charges communes ayant été de 2,997,938 th. (contre

3,054,206 en 1857 et 3,016,546 th. en 1856), les recettes nettes se trouvent être de 33,025,341 th., soit en augmentation de 3,613,843 th. sur 1857 et de 5,201,202 th. sur 1856 : le résultat le plus favorable certes que le fisc d'un grand pays ait eu à constater en 1858. A la recette *brute* des droits d'entrée, les différentes parties constitutives du Zollverein ont fourni les sommes que voici :

	th.		th.
Prusse.....	17,524,059	Hesse gr. ducale.	603,448
Luxembourg...	99,235	Thuringe....	381,360
Bavière.....	1,265,479	Brunswick....	291,517
Saxe royale...	2,504,854	Oldenbourg...	277,221
Hanovre.....	2,547,381	Nassau.....	80,518
Wurtemberg..	435,322	Francfort.....	938,371
Bade.....	1,020,500		
Hesse électorale	303,071	Total égal...	28,292,336

A la recette brute provenant de l'impôt sur le sucre de betterave ont fourni : Prusse, 6,395,798; Brunswick, 365,618; Wurtemberg, 255,239; Bade, 166,894; Bavière, 95,430; Hanovre, 57,256; Thuringe, 47,304; Saxe roy., 29,098; Hesse élect., 4,050. Depuis 1855, le rendement de cet impôt (7,416,687 th. en 1858) a presque doublé.

AUTRICHE. — Les droits d'entrée ont fourni en 1858 un rendement de 21,341,944 florins contre 19,854,395 fl. en 1857 : accroissement, 1,487,549 fl.; les droits de sortie se sont élevés de 503,983 à 648,784 fl.; les revenus accessoires, par contre, sont tombés de 960,818 à 832,943 fl., et les droits de transit, de 53,357 à 53,204 fl.; le résultat total a donc été une recette de 22,876,875 fl. contre 21,372,553 en 1857; augmentation, 1,504,322 fl., mais il y a diminution de 330,010 sur 1856 et de 79,142 fl. sur 1855.

Voici quels ont été les droits d'entrée dans les deux années pour chacune des 22 grandes classes, dans lesquelles le dernier tarif autrichien réunit tous les articles d'importation :

	0/0 du total de l'import.	Droits d'entr. florins.		0/0 du total de l'import.	Droits d'entr. florins.
Denrées coloniales..	8.16	8,285,901	Product. animales..	2.46	160,365
Tabacs et cigares..	2.46	20,218	Graisses et huiles..	6.99	1,191,188
Fruits.....	5.61	536,290	Comestibles.....	2.02	1,328,114
Animaux.....	6.20	1,112,773	Combustibles.....	2.79	29,402

Médec., parfum., etc.	6.78	318,985	Poteries, verrer., etc.	7.84	245,069
Métaux.	7.76	2,995,185	Ouvrages en métaux..	2.54	160,001
Matières textiles...	14.44	17,194	Voitures et navires...	0.97	695,821
Fils.	6.76		Machines et mécan...	3.91	77,302
Tissus.	4.59	1,076,799	Produits chimiq. etc..	1.10	724,674
Brosseries et papet.	0.83	2,014,118	Arts et sciences....	2.87	169,014
Cuir.	2.83	98,040	Déchets.	0.07	19,759

A l'exportation, il y eut accroissement pour le riz, les bestiaux et quelques produits chimiques, mais diminution pour les céréales, farines, semences, porcs, peaux brutes, miel, graisses et huiles, spiritueux, matières tinctoriales, fers bruts et mercure. Le mouvement des *métaux précieux* donnait les résultats qui suivent :

	Importation. hectogr.	Exportation. hectogr.	Différence. hectogr.
Or en lingots.	210	310	— 100
Argent —	1,750,695	1,165	+1,749,530
Monnaies d'or et argent	2,480,465	5,940,035	—3,459,570

En 1857, l'exportation de l'or avait été inférieure de 35 hect. à l'importation, et l'importation de l'argent avait dépassé de 1,087,490 hect. l'exportation de ce métal.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

I^{re} PARTIE.

FINANCES PUBLIQUES.

	Pages.
Amérique du Nord. — Budget fédéral. — Dette fédérale.	1
Anhalt-Bernbourg.	16
Anhalt-Dessau-Cöthen	17
Autriche. — Organisation financière. — Budget de l'Empire. — Dette publique. — Divers.	17
Bade. — Budget. — Dette	36
Bavière. — Organisation financière. — Budget. — Dette et amortissement.	39
Belgique — Organisation financière. — Budget de l'Etat. — Dette publique. — Finances provinciales et communales (par M. XAV. HENSCHELING). — Contributions directes et accises. — Amortissement.	46
Breïme	61
Bresil. — Budget (par M. CH. REYBAUD). — Dette.	62
Brunswick.	65
Danemark. — Organisation financière. — Budgets communs et spéciaux. — Dette publique.	66
Espagne. — Budget. — Dette. — Désamortissement (par M. G. HUBBARD). — Impôts.	72
France. — Organisation financière (par M. J. D. MARRET). — Règlement définitif du budget de 1856 et comptes budgétaires de 1830 à 1856. — Compte provisoire du budget de 1857. — Budgets de 1858 et de 1859. — Dette publique. — Amortissement. — Projet de budget de 1860.	80
Francfort. — Budget. — Dette.	126

	Pages.
Grande-Bretagne. — Organisation financière et contributions intérieures. — Budgets. — Dette publique.	123
Grèce. — Budget. — Dette (par M. E. POUJADE)	145
Guatemala.	149
Hambourg. — Budget. — Dette.	150
Hanovre. — Organisation financière. — Budget. — Dette	152
Hesse-Électorale.	155
Hesse-Grand-Ducal.	156
Hesse-Hombourg	157
Hollande. — Budgets. — Dette publique (par M. M. de BAUMHAUER)	157
Lübeck.	162
Mecklembourg-Schwérin et Mecklembourg-Strelitz	163
Mexico.	164
Naples.	164
Nassau.	165
Nouvelle-Grenade.	166
Oldenbourg	167
Paris. — Recettes ordinaires. — Dépenses ordinaires. — Dépenses et ressources spéciales. — Budgets de 1858 et de 1859. — Divers.	169
Parme.	186
Piémont. — Budgets. — Dette publique.	187
Portugal. — Budgets. — Dette publique.	195
Principautés-Unies. — Budgets. — Divers (par M. E. POUJADE).	199
Prusse. — Organisation financière. — Budgets. — Trésor. — Dette publique (par M. EDOUARD SIMON).	203
Rome. — Organisation financière. — Budgets. — Dette	228
Russie. — Budget. — Dette. — Papier-monnaie.	237
Saxe-Altenbourg.	242
Saxe-Cobourg-Gotha.	243
Saxe-Meiningen. — Budgets.	244
Saxe-Royale. — Dette publique	245
Saxe-Weimar-Eisenach	248
Suède et Norvège. — Budgets et dettes de la Suède ; — de la Norvège.	248
Suisse. — Budget fédéral. — Budgets cantonaux.	252
Toscane.	258
Turquie. — Organisation financière. — Budgets. — Dette (par M. KUEHN POUJADE).	258
Vénézuéla.	266
Wurtemberg. — Organisation financière. — Budget. — Dette.	267

II^e PARTIE.

INSTITUTIONS DE CRÉDIT.

	Pages.
Algérie et autres colonies françaises. — Banque de l'Algérie. — Banques de la Martinique; — de la Guadeloupe; — de la Réunion; — de la Guyane; — du Sénégal.	271
Allemagne. — A. <i>Banques d'émission</i> : Banques de Leipzig; — de Dessau; — de Rostock; — de Brunswick; — de Weimar; — de Francfort; — de Gera; — de Hombourg; — de Darmstadt; — de Thuringe; — internationale de Luxembourg; — de l'Allemagne centrale à Meiningen; — de Brême; — de Gotha; — de Hanovre; — de crédit et d'assurance à Lübeck; — privée de Lübeck; — urbaine à Breslau; — hypothécaire et de change de Bavière; — de Nassau.	278
B. <i>Banques d'escompte et Crédit mobiliers</i> : — pour le commerce et l'industrie à Darmstadt; — de l'industrie et du commerce à Dessau; — Société générale de crédit d'Allemagne à Leipzig; — société de crédit de Cobourg-Gotha; — banque d'union à Hambourg; — nord-allemande à Hambourg.	291
Amérique du Nord. — Banques d'émission et d'escompte.	297
Autriche. — Banque privilégiée de Vienne. — Crédit mobilier autrichien. — Société d'escompte de la basse Autriche. — Banque commerciale hongroise à Pesth.	301
Belgique. — Banque nationale. — Union de crédit de Bruxelles, de Liège, de Gand. — Société générale pour favoriser l'industrie.	307
Espagne. — Banque nationale à Madrid. — Société générale du Crédit mobilier espagnol. — Société générale de crédit en Espagne.	315
France. — Banque de France (I. Sous le consulat et l'empire. II. Le gouvernement constitutionnel. III. Depuis 1848; par M. E. LEVASSEUR). — Comptoir d'escompte de Paris. — Crédit foncier de France. — Société générale de Crédit mobilier (voir aussi pour ces deux sociétés pag. 397 et 398). — Comptoir central de crédit. — Société générale du Crédit industriel et commercial	321
Grande-Bretagne. — Banque d'Angleterre. — Joint stock-banks. — Banques d'Irlande. — Banques d'Ecosse. — Royaume-Uni.	368
Italie et Suisse. — Banque nationale de Piémont. — Caisse d'escompte à Turin. — Banque de Gêve; — nationale de Toscane; — de Parme; — de Zurich. — Société générale suisse de crédit international, mobilier et foncier à Genève. — Banque cantonale de Valais. — Caisse du commerce et de l'industrie de Turin. — Divers.	377

	Pages.
Prusse. — Banque de Prusse. — Société d'escompte de Berlin. — Union de Banque de Silésie. — Union des caisses à Berlin. — Société de commerce de Berlin, de Koenigsberg. — Association du crédit commercial à Berlin; compagnie commerciale de Magdebourg.	384
Russie. — Commission de l'amortissement. — Banques de prêts, — Banque de commerce. — Billets de crédit. — Dettes des institutions de crédit. — Banques urbaines.	389
Autres pays. — Banque nationale à Copenhague. — Banque nationale de Grèce; — de Brésil; — agricole et commerciale; — rurale et hypothécaire; — Macca, au Brésil; — d'escompte, au Chili. — Caisse hypothécaire et compagnies d'assurances au Chili. — Banque d'Égypte. — Banque ottomane.	392

III^e PARTIE.

CHEMINS DE FER.

Allemagne. — Exploitation de 1857, en Prusse; en dehors de la Prusse. Lignes ouvertes en 1858. — Exploitation en 1858.	399
Amérique du Nord. — Exploitation en 1857. — Longueurs exploitées aux 1 ^{er} janvier 1858 et 1859; — frais d'établissement du réseau américain.	404
Autriche. — Chemins de fer d'État. — Des compagnies. — Livrés à l'exploitation de 1827 à 1858. — Recettes en 1857 et 1858. — Chemins de fer du Sud; vente, réseau, capital. — Compagnie franco-autrichienne.	406
Belgique. — Historique des chemins belges. — Chemins de fer d'État; exploitation de 1835 à 1857. — Lignes concédées. — Exploitation des chemins de fer de l'État en 1858.	411
Brésil.	418
Chili.	419
Égypte.	420
Espagne. — Lignes concédées : date de leur concession; longueur; capital social. — Chemins de fer en exploitation : de Madrid à Saragosse et Alicante; — du Grao de Valencia à Almanza; — de Barcelone à Saragosse; — de Séville à Jerez et de Puerto-Réal à Cadix; — d'Alar à Santander; — de Barcelone à Arénys de Martorell; — de Barcelone à Granollers; — de Barcelone à Martorell (ou du centre); — de Tarragone à Reus; — de Jerez au Trocadéro; — de Langreo à Gijon. — Chemins en construction : du Nord; — de Cordoue à Séville; — de Bilbao à Tudella; — de Reus à Montblanch; — de Barcelone à Saria;	

— de Belmcy à Cordoue; — de Alcazar à Ciudad-Real. — Concessions nouvelles.	420
France. — Accroissement du réseau en 1858. — Recettes en 1857 et 1858. — Conventions avec l'Etat: réseaux ancien et nouveau. — Comptes rendus pour 1858: Lignes d'Orléans; — de l'Ouest; — du Nord; — de Paris-Lyon-Méditerranée; — de l'Est; — du Dauphiné; — des Ardennes; — de Bessèges à Alais.	429
Grande-Bretagne. — Longueur totale des lignes autorisées jusqu'à la fin de 1857. — Capital réalisé de 1849 à 1857. — Bénéfices et leur distribution. — Nombre des voyageurs. — Recettes totales en 1857. — Tués et blessés. — Recettes et dividendes des principales lignes en 1858.	450
Hollande. — Ligne d'Amsterdam-Rotterdam. — Chemin de fer hollandais-rhénan. — Lignes nouvellement concédées.	456
Italie. — ETATS PONTIFICAUX: Société privilégiée Pio-Latina, de Rome à Frascati et de Rome à la frontière napolitaine. — Société générale des chemins de fer romains. — Toscane: de Livourne à Florence; — Central-Toscane; — Lucca-Pisa; — Lucca-Pistoja; — Pistoja-Florence; — ligne d'Arezzo. — Frais d'établissement et exploitation de la ligne Livourne-Florence. — NAPLES: Chemin de fer de Tarente; — divers. — PIÉMONT: Etendue des lignes sardes. — Dépenses des lignes d'Etat de 1844 à 1857 incl. — Recettes de 1850 à 1856; — en 1857 et 1858. — Recettes des lignes exploitées par les compagnies. — Chemin de fer Victor-Emmanuel.	460
Portugal. — Chemin de fer de Lisbonne à Santarem; — de Lisbonne à Cintra. — Compagnie nationale des chemins de fer du Tage.	468
Russie. — Grande société des chemins de fer russes. — Chemin de fer du Volga au Don; — de Dunabourg à Riga.	470
Suède et Norwège.	474
Suisse. — Nord-est; — central; — ouest; — Jura-Industriel; — Union-Suisse. — Convention badoise-suisse.	475
Turquie. — Lignes de Smyrne à Aïdin; — de Tsernavoda à Kustendjie.	477

IV^e PARTIE.

DIVERS.

- I. Compagnies financières et industrielles.** — Assurances agricoles. — Omnibus de Paris. — Voitures de Paris. — Mines de la Loire. — Mines et chemin de fer de Carmaux. — Caisse générale des actionnaires. — Sous-comptoir des chemins de fer. — Compagnie pa-

	Pa.
risienne de gaz. — Compagnie générale des eaux. — Caisse Lécuyer.	
— Docks et entrepôts de Marseille. — Canal de Suez. — Compagnie immobilière de Paris	4
II. Jurisprudence financière. — Tarifs différentiels ; responsabilité des chemins de fer ; domicile légal des compagnies. — Loi sur les sociétés en commandite ; gérance ; conseil de surveillance ; sociétaires. — Agents de change ; négociation des valeurs. — Jugements divers.	48
III. Commerce international. — Commerce extérieur de la France en 1858 ; — de la Grande-Bretagne ; — de l'Amérique du Nord ; — du Zollverein ; — de l'Autriche.	490

FIN DE LA TABLE.

